

# *I f r é s i*

Institut Fédératif de Recherche sur les Économies  
et les Sociétés Industrielles



Bilan 1994 - 1997 de la F.U.3

Projet 1998 - 2001  
dans le cadre d'une Fédération de Recherche







# SOMMAIRE

## Résumé du rapport de l'IFRÉSI

1

### PREMIÈRE PARTIE L'IFRÉSI FÉDÉRATION SUR PROGRAMME

1. Les unités constitutives de l'Ifrési	3
2. Le programme scientifique fédératif	5
3. Les membres de l'Ifrési et les règles concernant les moyens	6
4. Les moyens liés à l'activité de la fédération	7
5. Le fonctionnement	10
Annexe 1 <i>Les participants réguliers au programme de l'Ifrési dans la période 1994-1997</i>	13
Annexe 2 <i>L'équipe ITA affectée directement au niveau fédéral de l'Ifrési</i>	15
Annexe 3 <i>Personnels universitaires et Cnrs membres de l'Ifrési dans le projet 1998-2001 et affectés au niveau des unités composantes</i>	17

### DEUXIÈME PARTIE BILAN DES ACTIVITÉS 1994-1997

A. PRÉSENTATION D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS	27
B. LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE	33
1 TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS ET CHANGEMENT SOCIAL	35
1.1. Emploi, formation, trajectoires	35
Présentation des opérations participant au thème 1.1.	37
<i>Les fiches des opérations :</i>	
1.1.1. L'Emploi et ses déterminants	43
1.1.2. Trajectoires d'emploi, compétences, professionnalités	59
1.1.3. Mutations des systèmes de formation	73
1.2. Services-Industrie, organisation des activités	85
Présentation des opérations participant au thème 1.2.	87
<i>Les fiches des opérations :</i>	
1.2.1. Développement et mutations des services	93
1.2.2. Analyse des firmes : évolution, organisation, performances	113
1.2.3. Sciences sociales, techniques, et industrie	133
1.3. Histoire de la pensée, méthodologie	139
Présentation des opérations participant au thème 1.3.	141
<i>Les fiches des opérations :</i>	
1.3.1. Histoire de la pensée économique	143
1.3.2. Méthodologie, changement social, réseaux	149

<b>2. INSTITUTIONS, TERRITOIRES, VILLES</b>	<b>155</b>
<b>2.1. Populations et rapports des activités aux territoires</b>	<b>155</b>
Présentation des opérations participant au thème 2.1.	157
<i>Les fiches des opérations :</i>	
2.1.1. Dynamique des populations et des espaces urbanisés dans la longue durée	161
2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités	171
2.1.3. Environnement et développement régional, qualité du cadre de vie urbain	187
<b>2.2. Institutions et construction des territoires,</b>	<b>197</b>
Présentation des opérations participant au thème 2.2.	199
<i>Les fiches des opérations :</i>	
2.2.1. Intégration européenne, ordres juridiques, politique économique	203
2.2.2. Production des politiques publiques et territoires	211
2.2.3. Institutions et organisation territoriale des activités	219
<b>2.3. Tensions urbaines et politiques publiques, citoyenneté</b>	<b>235</b>
Présentation des opérations participant au thème 2.3.	237
<i>Les fiches des opérations</i>	241
<i>Annexe Thèses soutenues par des chercheurs ayant bénéficié d'un bureau à l'Ifrési</i>	259
<b>C. LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES</b>	<b>261</b>
1. Mobilité internationale des chercheurs	261
2. Opération internationale avec le PIR-Villes	265
3. Réseaux internationaux financés par la Communauté Européenne	268
4. Autres recherches menées dans le cadre de coopérations internationales	271
5. Traduction scientifique	276
<i>Annexe Principales institutions étrangères avec lesquelles l'Ifrési est engagé dans des coopérations suivies depuis 1994</i>	280
<b>D. ÉCHANGES SCIENTIFIQUES INTERNES ET EXTERNALES</b>	<b>283</b>
1. Les Journées Ifrési	283
2. Colloques, Journées d'étude, séminaires	284

**TROISIÈME PARTIE**  
**PROJET DE LA FÉDÉRATION IFRÉSI POUR 1998-2001**

<b>1. Le programme scientifique fédératif du projet 1998-2001</b>	<b>291</b>
<b>2. "Gains fédératifs" et développement de la coopération entre les unités de l'Ifrési</b>	<b>295</b>
2.1. Consolider et développer les "gains fédératifs"	295
2.2. Développement de la coopération entre les unités et répartition fonctionnelle des tâches	297
<b>3. Le besoin de renforcement de l'équipe ITA affectée au niveau fédéral de l'Ifrési</b>	<b>298</b>

**QUATRIÈME PARTIE**  
**LES PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS PRINCIPALES**

A. Bibliographie des principaux travaux	301
B. Communications et rapports des <i>Journées Ifrési</i>	332

**CINQUIÈME PARTIE**  
**RAPPORT FINANCIER 1993-1997**

1. Explications sur les tableaux présentés	337
2. Justifications des moyens financiers demandés	339
<i>Les tableaux :</i>	
1. Présentation d'ensemble des ressources intervenues au niveau fédéral (93-97)	340
2. Présentation détaillée des ressources par rubrique administrative (93-97)	341
3. Structure des dotations récurrentes (y compris Contrats de Plan État-Région)	342
4. Ressources spécifiques au Colloque « Villes, entreprises et société à la veille du 21ème siècle »	343
5. Ressources en mois de salaires pour rémunération de chercheurs étrangers en séjour de longue durée à l'IFRÉSI	344
6. Frais d'infrastructure et de fonctionnement (sur les ressources hors contrats et opérations scientifiques)	345
7. Dépenses d'équipement	346
8. Dépenses de vacations	346
9. Budget prévisionnel souhaité de la Fédération pour le prochain contrat	347



## RÉSUMÉ DU RAPPORT DE L'IFRÉSI

\* L'IFRÉSI est une fédération sur programme scientifique d'unités de recherche. Il existe par convention entre le CNRS et cinq Universités du Nord - Pas de Calais : USTL (Lille 1), Lille 2, Lille 3, FUPL, UVHC. Son projet de renouvellement fédère neuf unités en économie, sociologie, gestion, géographie humaine, sciences du juridique et du politique, histoire économique et sociale moderne et contemporaine.

\* Le programme de la fédération s'organise autour de deux grands volets liés :

- ⇒ Transformations des activités et changement social
- ⇒ Institutions, territoires, villes.

\* L'IFRÉSI a pour raison l'obtention de "gains fédératifs". Ces "gains" ont d'abord trait aux contributions qu'une fédération à forte consistance peut offrir en matière d'initiative, d'animation et de mobilisation d'un milieu de recherche. Ils tiennent aux effets proprement de connaissance dus aux interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, aux conditions locales de taille permettant de tirer le meilleur parti des rapports internationaux. Ils concernent la formation à et par la recherche, l'insertion des jeunes chercheurs dans un milieu dense. Ils tiennent aussi à une visibilité favorisant les rapports avec la communauté scientifique nationale ou internationale et avec les partenaires de la recherche (acteurs de la vie des entreprises, des collectivités publiques, de la société urbaine, etc...).

\* Sur la base du développement déjà intervenu des coopérations entre les unités participant à l'IFRÉSI, le projet de renouvellement propose de consolider et d'accroître sensiblement les avantages collectifs tirés de ces coopérations entre des unités qui ont chacune leur personnalité propre, leur autonomie, leurs responsabilités. Pour ce faire, une répartition fonctionnelle des tâches est prévue entre "niveau fédéral" et unités. Cette répartition fonctionnelle des tâches s'applique dans les deux types de situation qui se présentent du point de vue des rapports entre fédération et unités : pour cinq unités, l'ensemble de leurs activités a vocation à participer au projet de la fédération; pour quatre autres unités, cette vocation concerne une partie thématique de leurs activités.

\* Le programme scientifique de la fédération définit des thématiques structurantes articulées avec des opérations de recherche et d'échange scientifique identifiées et suivies avec précision. Les attributions internes des moyens notifiés au niveau fédéral de l'IFRÉSI s'effectuent, non pas en fonction de clefs fixes de répartition entre les unités, mais en fonction des opérations de recherche et d'échange scientifique menées, avec adaptation souple au fil du temps. Le programme fonde les concertations et appuis réciproques qui peuvent intervenir dans les pratiques contractuelles avec divers partenaires de la recherche.

\* Dans le projet de renouvellement, à la fin juin 1997, deux cents universitaires et chercheurs CNRS membres des unités impliquées dans l'IFRÉSI participent à son programme. Il s'y ajoute un ensemble de post-doctorants et allocataires de recherche ou personnes de statut équivalent en cours de thèse; trente de ces post-doctorants et doctorants ont pour lieu de travail le bâtiment de la fédération.

\* L'IFRÉSI comporte une équipe administrative et technique de statut CNRS affectée spécifiquement au niveau "fédéral" et ayant à jouer un rôle de première importance dans le fonctionnement de la fédération et dans l'obtention de "rendements d'échelle". Un déficit particulièrement préjudiciable d'emplois se manifeste ici, en s'étant aggravé depuis le début 1996.

\* La fédération a l'usage en propre d'un bâtiment dont la mise en état a été financée par le CNRS et le Conseil Régional Nord - Pas de Calais. Une extension de ses locaux financée par le Conseil Régional Nord - Pas de Calais, le FEDER, la Ville et la Communauté Urbaine de Lille est en cours de réalisation et devrait être opérationnelle à l'automne 1997. L'ensemble de ces locaux représente une centaine de postes de travail.



# PREMIÈRE PARTIE

## L'IFRÉSI FÉDÉRATION SUR PROGRAMME

### 1. LES UNITÉS CONSTITUTIVES DE L'IFRÉSI

#### 1.1. LES UNITÉS CONSTITUTIVES DE L'IFRÉSI DANS LA PÉRIODE 1994-1997

Pour la période 1994-1997, l'IFRÉSI a été constitué en fédération d'unités par convention entre le CNRS et cinq Universités du Nord - Pas de Calais : USTL (Lille 1), Lille 2, Lille 3, FUPL, UVHC. Selon les termes de cette convention pour la période 1994-1997,

*"la mission de la fédération d'unités est de fédérer tout ou partie des activités d'unités de recherche relevant des Établissements d'Enseignement Supérieur du Nord - Pas de Calais signataires de la présente convention autour d'un programme portant notamment sur les activités productives et leurs mutations, les villes et les territoires, du point de vue de l'économie, de la sociologie, de la géographie, du droit, des institutions et du politique, de la gestion, de l'histoire moderne et contemporaine, et du croisement de ces approches".*

Cette mission s'est inscrite dans la progression de la démarche qui a présidé depuis 1986 à l'existence de l'IFRÉSI : baliser un projet assez large pour accueillir toutes les recherches concourant à la réalisation des objectifs de la fédération, et assez précis pour lui donner une identité intellectuelle forte, à l'opposé d'une simple structure de logement d'équipes ou de services communs sans véritable projet scientifique, à l'opposé aussi d'un simple lieu d'échanges ponctuels sans initiatives fortes et continues.

*Tableau 1. Les Formations Fédérées dans l'IFRÉSI par Université au cours de la période 1994-1997*

* Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1)
- Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSE) URA CNRS 345
- Centre Lillois d'Analyse et de Recherche sur l'Évolution des Entreprises (CLAREE) URA CNRS 936
- Laboratoire de Géographie Humaine (LGH) EA MESR 1036
* Université Droit et Santé Lille 2
- Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS) URA CNRS 982
* Université Charles de Gaulle Lille 3
- Territoires, marchés, cultures du XVIe au XXe siècle URA CNRS 1020
- Centre d'Histoire de la Région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest (CHRN) EA MESR 1058
* Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille
- Laboratoire de Recherches Économiques et Sociales (LABORES) URA CNRS 362
* Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis
- Centre de Recherches sur l'Allemagne Contemporaine (CRAC)

*URA : Unité de Recherche Associée au CNRS. EA MESR : Équipe d'accueil relevant du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche*

## 1.2. LES UNITÉS CONSTITUTIVES DE L'IFRÉSI DANS LE PROJET POUR 1998-2001

Sur la base du bilan 1994-1997 et de ses acquis fédératifs, le projet de l'IFRÉSI pour la période 1998-2001 est celui d'une fédération de recherche marquée par une accentuation sensible de la coopération entre neuf unités sur programme scientifique.

Ces neuf unités appartiennent aux mêmes Universités que précédemment : USTL (Lille 1), Lille 2, Lille 3, FUPL, UVHC. Huit d'entre elles prennent la suite des unités antérieures en gardant les mêmes dénominations, sauf dans trois cas :

- L'URA CNRS 1020 "Territoires, marchés, cultures du XVI<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle" de l'Université Lille 3 participe à un projet de renouvellement dans un cadre plus large, celui d'une demande d'UMR intitulée "Centre d'Études et de Recherche sur les Savoirs, les Arts, les Techniques, les Économies et les Sociétés" (CERSATÉS)
- L'Équipe d'Accueil 1058 "Centre d'Histoire de la Région du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest" (CHRN) de l'Université Lille 3 s'intègre dans une demande d'UPRESA intitulée "Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest. Identité, Mémoire, Société" (IMESO)
- Le "Centre de Recherches sur l'Allemagne Contemporaine" (CRAC) de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis (UVHC) prend place dans une demande d'UPRES nommée "Histoire, civilisations, cultures des pays du monde occidental"

Aux huit équipes prenant la suite des unités précédentes s'ajoute une neuvième équipe, le "Centre Économie et Politiques Européennes" (CEPE) de l'Université de Lille 1, Équipe d'Accueil 1039, qui demande son renouvellement sous la forme d'une UPRES intégrant aussi le "Centre d'Études Spatiales, Urbaines, et Régionales en Économie" (CESURE). La participation de cette neuvième équipe au projet de renouvellement de l'IFRÉSI vient après une période d'association de plus en plus étroite au programme de la fédération sur les thèmes du développement territorial, de l'environnement, de l'intégration européenne.

*Tableau 2. Les Formations Fédérées dans l'IFRÉSI par Université  
dans le projet pour la période 1998-2001*

* <b>Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1)</b>
- Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSE). <i>Demande d'UPRESA</i>
- Centre Lillois d'Analyse et de Recherche sur l'Évolution des Entreprises (CLAREE). <i>Demande d'UPRESA</i>
- Laboratoire de Géographie Humaine (LGH). <i>Demande d'UPRES</i>
- Centre Économie et Politiques Européennes (CEPE). <i>Demande d'UPRES</i>
* <b>Université Droit et Santé Lille 2</b>
- Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS). <i>Demande d'UPRESA</i>
* <b>Université Charles de Gaulle Lille 3</b>
- Centre d'Études et de Recherche sur les Savoirs, les Arts, les Techniques, les Économies et les Sociétés (CERSATÉS). <i>Demande d'UMR</i>
- Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest. Identité, Mémoire, Société (IMESO). <i>Demande d'UPRESA</i>
* <b>Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille</b>
- Laboratoire de Recherches Économiques et Sociales (LABORES). <i>Demande d'UPRESA</i>
* <b>Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis</b>
- Histoire, civilisations, cultures des pays du monde occidental. <i>Demande d'UPRES</i>

### **1.3. UNE FÉDÉRATION DES ACTIVITÉS GLOBALE POUR CINQ UNITÉS, PARTIELLE POUR QUATRE AUTRES**

Ainsi que cela est explicité dans la troisième partie de ce rapport, le projet 1998-2001 de l'IFRÉSI, fédération sur programme, concerne de façon globale cinq de ses unités constitutives et comporte un caractère sécant du point de vue thématique pour les quatre autres.

**Pour cinq unités, l'ensemble de leurs activités a vocation à participer au programme de la fédération**

- |   |
|---|
| * <b>Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1)</b>                 |
| - Centre Lillois d'Études et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSE)    |
| - Centre Lillois d'Analyse et de Recherche sur l'Évolution des Entreprises (CLAREE) |
| - Laboratoire de Géographie Humaine (LGH)   |
| - Centre Économie et Politiques Européennes (CEPE)                                  |
| * <b>Université Droit et Santé Lille 2</b>  |
| - Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS).             |

**Pour quatre unités, la vocation à participer concerne une partie thématique de leurs activités précisée dans le tableau ci-dessous**

- |  |
|--|
| * <b>Université Charles de Gaulle Lille 3</b>  |
| - Centre d'Études et de Recherche sur les Savoirs, les Arts, les Techniques, les Économies et les Sociétés (CERSATÉS). <i>Domaine concerné : Histoire économique et sociale moderne et contemporaine</i> |
| - Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest. Identité, Mémoire, Société (IMESO). <i>Domaine concerné : Histoire moderne et contemporaine des villes</i>                               |
| * <b>Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille</b>  |
| - Laboratoire de Recherches Économiques et Sociales (LABORES). <i>Domaines concernés : PME, filières de production, productivité, marchés immobiliers, politiques sociales</i>                           |
| * <b>Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis</b>  |
| - Histoire, civilisations, cultures des pays du monde occidental. <i>Domaines concernés : Emploi, formation, trajectoires. Institutions et construction des territoires.</i>                             |

## **2. LE PROGRAMME SCIENTIFIQUE FÉDÉRATIF**

Le programme de la fédération s'organise actuellement autour de deux grands volets liés : *Transformations des Activités et changement social, Institutions, territoires, villes*. Les grandes lignes de ces deux volets sont indiquées ci-dessous :

### **TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS ET CHANGEMENT SOCIAL**

- EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES
  - L'emploi et ses déterminants
  - Trajectoires d'emploi, compétences, professionnalités
  - Mutations des systèmes de formation
- SERVICES-INDUSTRIE, ORGANISATION DES ACTIVITÉS
  - Développement et mutations des services
  - Analyse des firmes : évolution, organisation, performances
  - Sciences sociales, techniques, et industrie
- HISTOIRE DE LA PENSÉE, MÉTHODOLOGIE

## INSTITUTIONS, TERRITOIRES, VILLES

- POPULATIONS ET RAPPORTS DES ACTIVITÉS AUX TERRITOIRES
  - Dynamique des populations et des espaces urbanisés dans la longue durée
  - Dynamiques territoriales et urbaines des activités
  - Environnement et développement régional, qualité du cadre de vie urbain
- INSTITUTIONS ET CONSTRUCTION DES TERRITOIRES
  - Intégration européenne, ordres juridiques, politique économique
  - Production des politiques publiques et territoires
  - Institutions et organisation territoriale des activités
- TENSIONS URBAINES ET POLITIQUES PUBLIQUES, CITOYENNETÉ

Ces deux grands volets résultent de l'évolution de ces dernières années. Ils organisent le bilan des activités 1994-1997 présenté dans la seconde partie du rapport. Dans la troisième partie consacrée au projet 1998-2001, on mettra l'accent sur la dynamique en cours à laquelle ils correspondent et qui cadre les perspectives des prochaines années.

## 3. LES MEMBRES DE L'IFRÉSI ET LES RÈGLES CONCERNANT LES MOYENS

Retenant ce qui avait été convenu dès la création de l'IFRÉSI en 1986, la convention ayant renouvelé la fédération pour la période 1994-1997 indiquait, comme déjà cité, que la mission de la fédération était de "*fédérer tout ou partie des activités d'unités de recherche ....*".

La possibilité que la fédération concerne l'ensemble de l'activité de diverses unités avait donc été prévue dès le départ et réaffirmée lors du dernier renouvellement. Cependant chacune des unités a souhaité jusque 1997 garder pour ce qui la concerne le principe "sécant".

Comme indiqué ci-dessus (point 1.3.), il en va différemment dans le projet pour la période 1998-2001 compte tenu d'un mouvement qui s'est développé au fil des années dans le sens d'un recouvrement de plus en plus large des programmes de la fédération et de différentes unités, de l'expérience acquise de la coopération, de la volonté commune de renforcer cette coopération en conjonction avec les responsabilités propres des unités.

Dans cette perspective, un point mérite d'être souligné à propos des membres de l'IFRÉSI. Le caractère "sécant" du rapport fédération / unités exprimait au départ un compromis réaliste sur le degré d'engagement des unités dans la fédération. La dynamique collective a retourné cette limite en un facteur d'impulsion. Elle en a fait un principe et une pratique d'accès aux moyens de l'IFRÉSI non automatique, mais sur opérations inscrites au programme fédératif et clairement identifiées; elle a évité l'écueil qui aurait résulté de "barrières à l'entrée" n'ayant pas de justifications proprement scientifiques et qui auraient seulement reflété des intérêts mal compris "d'insiders" (tentations myopes qui ont pu apparaître à l'occasion); elle a ainsi donné à la fédération un caractère ouvert en permanence à l'entrée et à la sortie des personnes en fonction des participations effectives à des opérations inscrites dans son programme; cela était particulièrement opportun à un moment où le milieu scientifique régional susceptible d'être concerné par le programme de la fédération était plus éclaté qu'à présent. Ainsi ont été établis un principe et une pratique clairs de non automatité dans le bénéfice des services ou moyens de la fédération et d'ouverture à tout ce qui pouvait contribuer à la réalisation d'un programme périodiquement redéfini.

Le projet pour la période 1998-2001 comportant une participation globale pour un ensemble d'unités, et des intersections thématiques nettement identifiées pour les autres, entend répondre à un double objectif. Il s'agit de stabiliser la coopération et de continuer à la développer. En même temps, il s'agit de garder et de renforcer l'acquis indiqué ci-dessus en prévoyant que les attributions internes des moyens notifiés au niveau fédéral de l'IFRÉSI s'effectuent, non pas en fonction de clefs fixes de

répartition entre les unités, mais en fonction des opérations de recherche et d'échange scientifique menées, avec adaptation souple au fil du temps.

Les indications données ci-après sur les participants à l'IFRÉSI dans la période 1994-1997 et dans le projet 1998-2001 se lisent dans cette optique.

### **3.1. LES MEMBRES DE L'IFRÉSI DANS LA PÉRIODE 1994-1997 ET DANS LE PROJET 1998-2001**

Le tableau porté en annexe 1 de cette première partie du rapport donne par ordre alphabétique les noms des membres des unités liées à la fédération qui ont participé, de façon régulière, aux opérations inscrites au programme de l'IFRÉSI au cours de la période 1994-1997. Il précise leur unité d'appartenance et les numéros des opérations dans lesquelles ces chercheurs ont été impliquées (il s'agit des numéros tels qu'ils apparaissent dans la présentation des opérations de recherche au sein de la deuxième partie du rapport).

Les tableaux de l'annexe 2 indique les membres de l'IFRÉSI dans le projet 1998-2001, avec précision de leur unité, statut, Établissement d'appartenance, discipline. Un tableau récapitulatif synthétise les données quantitatives : c'est environ 200 personnels permanents de l'Enseignement Supérieur et du CNRS qui participent au projet de l'Ifrési; pour les post-doctorants et doctorants, en se limitant à ceux qui sont actuellement logés dans le bâtiment propre de la fédération, il faut ajouter une trentaine de personnes.

### **3.2. PROCÉDURES ET RÈGLES CONCERNANT LES MOYENS COLLECTIFS**

Le projet de l'IFRÉSI pour la période 1998-2001 reprend donc l'acquis de ces dernières années concernant les procédures et règles d'affectation des moyens qui correspondent aux services rendus par l'équipe administrative et technique de la fédération, à l'accès aux bureaux et équipements des bâtiments, à la répartition interne des crédits collectifs de recherche affectés au "niveau fédéral".

A l'opposé d'une caisse de répartition de moyens avec des droits de tirage prédéterminés entre les équipes, les procédures internes à l'IFRÉSI d'attribution de moyens comportent la formulation d'objectifs précis et un suivi collectif des résultats avec à la fois rigueur et capacité d'adaptation face aux incertitudes du déroulement des programmes de recherche. Une grande importance est, en tout état de cause, attachée à la remise régulière de produits "tangibles et datés", avec le principe d'un archivage et d'une libre consultation de ces produits (sous réserve des dispositions concernant la confidentialité de données pour des cas très particuliers).

Des procédures annuelles sont effectuées systématiquement à propos des affectations de bureaux, avec une reconsideration générale de celles-ci sur la base à la fois de la participation au programme de la fédération et de l'usage effectif des bureaux.

La même démarche a valu pour la préparation collective des demandes au titre de l'application des Contrats de Plan État-Région 1989-1993 et 1994-1998 qui ont comporté des soutiens conjoints du CNRS et du Conseil Régional aux opérations de recherche de l'IFRÉSI. Les financements ainsi engagés et les procédures internes à l'IFRÉSI mises en oeuvre à ce propos ont constitué et constituent une base essentielle du fonctionnement de la fédération et nous en souhaitons vivement le renouvellement, avec les mêmes procédures internes à la fédération, à l'échéance du Contrat de Plan 1994-1998.

## **4. LES MOYENS LIÉS À L'ACTIVITÉ DE LA FÉDÉRATION**

### **4.1. Direction, administration, soutien technique, à temps plein au niveau fédéral**

L'existence et le développement de la structure fédérative de l'IFRÉSI ont supposé que la fonction de directeur puisse être exercée à temps plein. Les moyens apportés par le CNRS et par l'USTL (Lille 1) ont permis depuis le début de l'existence de l'IFRÉSI (1986) qu'il en soit ainsi.

De même, l'équipe ITA d'administration et de soutien technique affectée en propre au niveau fédéral joue un rôle de première importance dans le fonctionnement de la fédération et dans l'obtention de "rendements d'échelle".

Depuis 1990, année de l'installation de l'IFRÉSI dans son bâtiment propre et avec le fort développement de ses activités, et des services rendus aux unités de la fédération, un effort important du CNRS a permis que se constitue une équipe administrative et technique dont les effectifs ont progressivement augmenté pour atteindre 8 personnes (plus un ingénieur rattaché pour ordre car affecté dans une unité non associée, le Laboratoire de Géographie Humaine).

Mais la situation s'est dégradée à partir de la fin mars 1996. Trois départs intervenus pour diverses raisons n'ont donné lieu jusqu'à présent qu'à un seul remplacement durable. *Le nombre d'ITA travaillant au niveau fédéral est donc passé de 8 à 6, alors que des manques importants se manifestaient déjà.* Le très fort dynamisme de l'équipe actuellement en poste, ses grandes capacités professionnelles, sa cohésion, sa volonté d'adaptation et de flexibilité interne face aux circonstances, ainsi que le recours à un volume très important de vacations, ont limité les conséquences négatives de la réduction du nombre des ITA pour le plus urgent. Mais, face aux objectifs de la fédération, un facteur très fort de difficultés se manifeste ici pour l'avenir. Le point 3 de la troisième partie du présent rapport y revient en présentant et en justifiant de façon détaillée et classée une demande de renforcement de l'équipe ITA affectée au niveau fédéral de l'Ifrési.

#### **4.2. Un facteur positif pour la venue des chercheurs**

En ce qui concerne les attributions d'allocations de recherche aux DEA supportés par les laboratoires participant à l'IFRÉSI, il est difficile de faire la part des choses relativement à ce qui se serait passé en l'absence de la création de l'IFRÉSI, mais il paraît raisonnable de penser qu'un effet très positif s'est manifesté, toutes choses égales par ailleurs selon le contexte national.

Dans le cadre de l'IFRÉSI, deux bourses nouvelles de docteur-ingénieur à cofinancement CNRS - Conseil Régional Nord - Pas de Calais ont débuté en 1993 et une en 1994 et une en 1995. En 1996, l'ADEME a financé une nouvelle allocation à 100% et le Conseil Régional a fait de même. En 1997, au vu des informations actuelles, il semble déjà très vraisemblable que pourront être obtenus deux allocations co-financées ADEME-Région. D'autres dossiers sont en cours.

Avec la même difficulté à faire exactement la part des choses, et néanmoins la certitude d'un effet positif, le nombre des chercheurs CNRS en poste dans les laboratoires constitutifs de l'IFRÉSI s'est accru de 2 chacune des années 1994, 1995, 1996.

Concernant la venue de chercheurs étrangers, l'apport de l'existence de la fédération est direct, soit via l'accréditation de l'IFRÉSI comme institution d'accueil de post-doctorants étrangers dans le cadre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Communauté Européenne et le financement depuis mi-93 de 41 mois pour 6 chercheurs étrangers, soit via diverses attributions de "mois" chercheurs étrangers par les administrations françaises nationales ou régionales (36 mois de mi-93 à mi-95 pour 5 autres chercheurs étrangers). Avec les recherches acceptées par le 4ème Programme Cadre de la Communauté Européenne, une nouvelle venue de chercheurs étrangers va s'effectuer à partir de l'été 1997 et d'autres développements sont attendus très prochainement.

#### **4.3. Les bâtiments de l'IFRÉSI**

Dès la création de l'IFRÉSI, l'hypothèse a été écartée d'un lieu "fédéral" qui aurait été limité aux rencontres entre chercheurs et au seul logement de l'équipe technique et administrative de la fédération. Il a été prévu que la fédération disposerait de locaux susceptibles de loger, avec l'équipe technique et administrative, une proportion très significative des chercheurs et enseignants-chercheurs mettant en oeuvre les opérations de recherche inscrites à son programme.

L'expérience a amplement démontré que ce choix constituait effectivement une condition sine qua non d'une fédération capable sur longue période de forte consistance intellectuelle, d'interactions

quotidiennes efficaces entre équipe technique et administrative et chercheurs, d'initiatives "lourdes" par exemple en matière scientifique ou d'insertion internationale.

Ce constat n'enlève rien au fait que des chercheurs et enseignants-chercheurs participant pleinement et très activement à l'IFRÉSI sont logés en dehors des locaux propres et que des regroupements sur les sites des Universités interviennent à la fois pour l'encadrement des étudiants et des jeunes chercheurs et pour l'avancée des programmes de recherche. Mais les locaux communs jouent un rôle fédératif indispensable; il faut à cet égard souligner l'importance des contacts informels peu coûteux en temps qu'ils permettent de façon quotidienne.

Ainsi depuis la rentrée universitaire de septembre 1990, l'IFRÉSI a disposé d'un bâtiment constitué par rénovation, extension et liaison de deux bâtiments classés (18ème siècle) cédés par l'Armée à la Ville de Lille, et par celle-ci à la Région Nord - Pas de Calais. Le bâtiment a été mis en état grâce à un investissement de 15 millions de francs (dont 3 pour l'équipement) cofinancé à 50-50 par le CNRS et le Conseil Régional Nord - Pas de Calais. Il est propriété du Conseil Régional et mis à disposition du CNRS pour l'IFRÉSI.

À ce bâtiment, s'ajoute une extension dont la réalisation avait été retenue par le Contrat de Plan État - Région 1994 - 1998 (article 1-9), en l'inscrivant dans le cadre d'une opération de réhabilitation d'un bâtiment dit "bâtiment principal Souham" situé à moins de 7 mètres du premier bâtiment de l'IFRÉSI dans le même îlot. Ce "bâtiment principal Souham" devrait être opérationnel à l'automne 1997; il sera occupé par la Délégation Régionale du CNRS, l'extension de l'IFRÉSI, la DRRT du Ministère chargé de la recherche (Délégation Régionale à la Recherche et à la Technologie), et d'autres usagers publics de la recherche et du "transfert de technologie" (Réseau Nord - Pas de Calais Technologie, MITI, etc...). Le financement de l'extension des locaux de l'IFRÉSI est assuré par le Conseil Régional Nord - Pas de Calais, le FEDER, la Ville et la Communauté Urbaine de Lille.

Les locaux de l'IFRÉSI sont situés en un point constituant un noeud remarquable de communication à la fois local, national, international. Ils bénéficient d'une station de métro à leur porte sur une ligne reliant directement et très rapidement aux campus de Lille 1, Lille 2, Lille 3. La FUPL est à distance limitée. Par ailleurs, ces locaux sont situés juste à côté des gares de Lille, y compris la gare T.G.V. noeud de communications pour l'Europe du Nord-Ouest. Ils assurent à ceux qu'ils accueillent un environnement de qualité et contribuent à une bonne visibilité de la recherche en sciences de l'homme et de la société à Lille.

Les bâtiments de l'IFRÉSI représentent une surface de 2100 m<sup>2</sup> (1500 dans le bâtiment inauguré en 1990 et 600 dans l'extension opérationnelle à l'automne 1997). Hors dégagements, ils correspondent à un peu plus de 1350 m<sup>2</sup> de bureaux et salles diverses (une salle de conférences, trois salles de réunion, un lieu de rencontre et de détente). Ils offriront, avec la mise en activité de l'extension des locaux, environ 100 postes de travail dotés d'un important équipement informatique. La mise complète en réseau interne et externe des postes de travail, avec intégration des deux bâtiments, est susceptible d'être achevée prochainement sous réserve de l'obtention de certains financements complémentaires actuellement sollicités.

#### 4.4. Le flux annuel des ressources (hors salaires sur postes)

Les crédits collectifs récurrents permettant le fonctionnement de base de la fédération d'unités viennent à la fois du CNRS et du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Le Conseil Régional, conjointement avec le CNRS dans le cadre des Contrats de Plan État - Région, a apporté et apporte un soutien régulier important au programme de recherche de l'IFRÉSI et à sa dynamique fédérative.

Le Président de l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1) agit pour le compte de l'IFRÉSI dans les rapports avec la Direction Générale de la Recherche et de la Technologie du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche pour ce qui concerne les moyens alloués au niveau fédéral au titre de la recherche dans les Établissements d'Enseignement Supérieur et des études doctorales (Contrat Quadriennal de Développement de la Recherche et des Études Doctorales).

Sans compter les dépenses de très loin les plus lourdes consacrées aux salaires des personnels sur postes, les ressources collectives assurées à l'IFRÉSI au titre des ressources de base récurrentes et des Contrats de Plan État-Région sont en moyenne annuelle pour l'ensemble de la période 1993 à 1997 de 1,95 millions de F HT et proviennent à 40,4% du CNRS, 35,1 % de l'Enseignement Supérieur, 24,5 % du Conseil Régional Nord - Pas de Calais (Commission et Direction de la Recherche) (Cf. le rapport financier).

À ces ressources s'ajoutent des éléments plus irréguliers fonction du calendrier des contrats de recherche ou des manifestations scientifiques (exemple, du milieu 93 au milieu 95, de la préparation, de la tenue, de l'exploitation des résultats d'un colloque international lourd tenu dans le cadre du PIR-Villes et pour lequel ont été rassemblés 750 KF HT).

Globalement, les contrats de recherche gérés au niveau de la fédération représentent pour les années 1994 à 1997 une moyenne annuelle de 1,5 MF HT.

## 5. LE FONCTIONNEMENT

### 5.1. LE CONSEIL DE L'IFRÉSI

#### *Fonctions du Conseil*

Le Conseil de l'IFRÉSI est le lieu principal et déterminant en dernier ressort pour exprimer l'avis des participants à la fédération sur les orientations et le fonctionnement de celle-ci. Il contribue de façon essentielle à élaborer et à mettre en oeuvre les initiatives relevant du niveau fédéral de l'IFRÉSI. Il émet un avis sur les appuis donnés aux opérations de recherche et d'échange scientifique des membres de la fédération, sur le budget annuel, sur l'affectation des locaux de la fédération.

#### *Composition du Conseil (pour le projet 1998-2001)*

Le Conseil de l'IFRÉSI est représentatif des conseils de laboratoire des unités composantes, en tenant compte de la participation des unités à la fédération (participation pour tout ou partie de leurs activités). Il est composé de quarante membres répartis ainsi :

- a) Dix membres de droit à savoir le directeur de la structure fédérative (président) et les neuf directeurs des unités composantes (*dans le projet 1998-2001*)
- b) Dix-huit membres élus par les conseils de laboratoires des unités composantes et désignés parmi les membres de ces conseils participant à l'IFRÉSI. La répartition de ces dix-huit sièges s'effectue entre les unités au prorata de leurs effectifs membres de l'IFRÉSI
- c) Deux élus par le personnel ITA affecté en propre à la fédération
- d) Dix autres membres nommés par le directeur de la structure fédérative parmi les membres de celle-ci.

À l'issue des élections et nominations, chaque formation compte, outre son directeur membre de droit au moins un second représentant. Aucune unité ne peut disposer de plus de 40% du total des sièges.

Le Conseil de la fédération est renouvelé tous les deux ans.

Les membres actuels du Conseil qui ont été désignés selon des principes similaires en 1996 sont :

Francis CALCOEN, Lise DEMAILLY, Didier DEMAZIERE, Alain DESREUMAUX, Faridah DJELLAL, Sabine DUHAMEL, Dominique DUPREZ, Bruno DURIEZ, Jean GADREY, Faïz GALLOUJ, Gérard GAYOT, Klaus GERTH, Patrice GREVET, Philippe GUIGNET, Jean-Pierre HIRSCH, Hans HÖRLING, Olivier KOURCHID, Richard LADWEIN, Philippe LARDE, Régine LEJAN, Christian MAHIEU, Gérard MARCOU, Marie-Claude MASSE, François MILLEQUANT, Jean-Claude SAILLY, Frédéric SAWICKI, Cécile SOUDAN, François STANKIEWICZ, Pierre-Jean THUMERELLE, Jean-Claude VANHOUTTE, Sylvie VANMEIRHAEGE-COUPLEUX, Claude WAGNON, Bertrand ZUINDEAU. A ces membres du Conseil, s'ajoutent deux invités permanents : Michel BATTIAU, Pierre GINET.

## **Fonctionnement du Conseil**

Le Conseil est réuni par le directeur de l'IFRÉSI à l'initiative de ce dernier ou à la demande de la moitié des membres du Conseil ou à la demande de la moitié des directeurs des unités composantes de la fédération. Au moins quatre réunions se tiennent par an et en pratique la moyenne est de six. Les réunions du Conseil sont préparées par le directeur de l'IFRÉSI et par des réunions préalables du Comité de Direction.

### **5.2. LE COMITÉ DE DIRECTION**

Le Comité de Direction a pour vocation de représenter les unités composantes de l'IFRÉSI. Il a aussi pour objet d'associer pleinement les directeurs des unités composantes à tous les moments importants de la vie de la Fédération. Il est composé du directeur de l'IFRÉSI qui le préside et le réunit et des directeurs des unités (ou de leur représentant).

Le Comité de Direction veille à l'articulation des activités de l'IFRÉSI et des unités composantes. Il s'attache à favoriser la coordination et l'harmonisation des propositions issues d'unités, de disciplines, d'universités différentes, à favoriser la mise en place d'opérations coordonnées ou croisées. Il vise à créer des conditions favorables pour que chaque unité puisse participer au mieux à la vie de la Fédération et aux activités de celle-ci. Il contribue activement à la mise en œuvre des actions concertées au sein de la fédération.

Il est associé à la préparation des propositions présentées par le directeur de l'IFRÉSI à l'avis du Conseil de l'IFRÉSI, notamment en ce qui concerne les dispositions budgétaires. Il se réunit avant la tenue du Conseil de l'IFRÉSI (au moins une fois dans le mois précédent les réunions de ce Conseil). Il se réunit donc au moins quatre fois par an.

### **5.3. L'ÉVALUATION**

L'activité de la fédération d'unités est soumise à l'évaluation des instances compétentes du Comité National de la Recherche Scientifique. L'IFRÉSI est rattaché aux sections du Comité National dans lesquelles il comporte des unités demandant à être associées au CNRS :

- Section 33 Formation du monde moderne
- Section 36 Sociologie, normes et règles
- Section 37 Économie et société
- Section 40 Politique- pouvoir - organisation .

La fédération d'unités est soumise aussi à évaluation de la Mission Scientifique et Technique du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche :

- DSPT principale : DSPT 6 "Sciences Humaines et Sociales"
- DSPT secondaire : DSPT 7 "Sciences Juridiques, Politiques, Économiques et de Gestion."

Le Comité scientifique décrit ci-après est une instance consultative participant au processus d'évaluation.

### **5.4. LE COMITÉ SCIENTIFIQUE**

L'IFRÉSI comporte un Comité Scientifique commun à la structure fédérative et aux différentes unités qui composent celle-ci. Le Comité se réunit tous les deux ans au moins. Il est composé ainsi qu'il suit :

#### **a) Membres de droit**

- \* CNRS
  - Directeur du Département SHS du CNRS ou son représentant
  - Délégué Régional du CNRS Nord-Pas de Calais et Picardie ou son représentant

\* Les Présidents des cinq Établissements d'Enseignement Supérieur engagés dans la constitution de l'IFRÉSI ou leur représentant

\* Les Directeurs de l'IFRÉSI et des Unités composantes de la fédération

*b) Membres invités permanents*

- \* Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
  - Chef de la Mission Scientifique et Technique du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche ou son représentant
  - Délégué Régional de la Recherche et de la Technologie ou son représentant
- \* Conseil Régional Nord - Pas de Calais : Président du Conseil Régional ou son représentant

*c) Membres élus*

- Membres élus par les sections intéressées du Comité national de la recherche scientifique, à raison d'un représentant pour chacune des sections 33, 36, 37, 40
- Pour la partie des réunions du Comité Scientifique concernant spécifiquement chaque unité composante, trois membres élus par le conseil de laboratoire de l'unité concernée
- Représentants des personnels CNRS : deux pour les chercheurs et deux pour les ITA.

*d) Membres nommés*

Les membres nommés par la décision du 16 décembre 1994 du Directeur du Département des Sciences de l'Homme et de la Société du CNRS :

- M. Maurice BASLÉ, Professeur à l'Université de Rennes I
- M. Jean - Pierre DAVIET, Professeur à l'ENS de Cachan
- M. Duncan GALLIE, Professeur à l'Université d'Oxford
- M. Robert HERTZOG, Professeur à l'Université de Strasbourg III
- M. Jacques-Henri JACOT, Professeur à l'Université de Lyon II
- M. Olgied KUTY, Professeur à l'Université de Liège
- M. Alain LETOURMY, Chargé de Recherche au CNRS (MIRE)
- M. Philippe MÉHAUT, Directeur de recherche au CNRS, Directeur Adjoint du CEREQ
- M. Xavier PIOLLE, Directeur de recherche au CNRS, (Université de Pau)
- Mme Françoise PIOTET, Professeur au CNAM
- M. Pierre TRIPIER, Professeur à l'Université de Versailles - Saint Quentin
- M. Denis WORONOFF, Professeur à l'Université de Paris I

*La Présidence du Comité Scientifique*

M. Jean - Pierre DAVIET, Professeur à l'ENS de Cachan, est Président du Comité Scientifique.

**5.5. LA DIRECTION DE L'IFRÉSI**

Le Conseil de l'IFRÉSI réuni le 07-05-1997 (procès verbal ci-joint) a proposé que

- Patrice GREVET, Professeur de Sciences Économiques à l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1), Directeur de l'IFRÉSI depuis le 1/10/1991, assure cette fonction jusqu'au 30/09/1998
- Alain DESREUMAUX, Professeur de Sciences de Gestion à l'Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1), assure la fonction de Directeur de l'IFRÉSI à partir du 1/10/1998.

*Procès verbal du Conseil de l'Ifrési du 07-05-1997 page suivante*

**IFRÉSI**

Centre National de la Recherche Scientifique - FU 3  
Universités de Lille 1, Lille 2, Lille 3, Fupl, Uvhc

Institut Fédératif de Recherche sur les Économies et les Sociétés Industrielles

*Ifresi - 2 rue des Canonnières - 59800 Lille (France)*  
Tél. : Secrétariat (33) 20.12.58.30 - Fax : (33) 20.12.58.31 - Email : [jcvh@pop.univ-lille1.fr](mailto:jcvh@pop.univ-lille1.fr)

## CONSEIL DE L'IFRESI DU 7 MAI 1997

:-:-:-

### Procès verbal

#### Proposition pour le Directeur de l'IFRESI pour la période 1998-2001

Seul candidat déclaré Monsieur Alain DESREUMAUX.

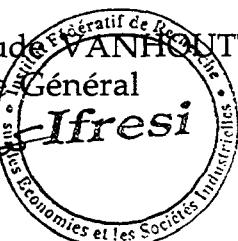
Monsieur DESREUMAUX explique qu'il accepte d'être candidat à la Direction de l'IFRESI, mais qu'il ne pourra prendre la Direction de l'Institut qu'à partir du 1er Octobre 1998.

Suite au vote, à bulletin secret, Monsieur Alain DESREUMAUX est proposé pour la Direction de l'IFRESI à partir du 1er Octobre 1998.

Le Conseil a ensuite proposé, à l'unanimité, que Monsieur Patrice GREVET, Directeur de l'IFRESI depuis le 1er Octobre 1991, assure cette fonction jusqu'au 30 Septembre 1998.

A Lille le 7 Mai 1997

Jean-Claude VANHONTE  
Secrétaire Général  
*Ifresi*





## ANNEXE 1

### LES PARTICIPANTS RÉGULIERS AU PROGRAMME DE L'IFRÉSI DANS LA PÉRIODE 1994-1997

*Nota : La troisième colonne dans les tableaux ci-dessous indique les références des opérations présentées dans la deuxième partie de ce rapport et auxquelles les personnes ont participé au cours de la période 1994-1997.*

Nom et prénom	Unité d'appartenance	Numéro d'opération	Nom et prénom	Unité d'appartenance	Numéro d'opération
ADJERAD Saïd	CLERSE	121A	DELMAS Bernard	CLERSE	131A+B
AUBREE Loïc	LABORES	111F	DELNESTE Bénédicte	LABORES	111D-122G+H
AUDEBERT Patrick	CLAREE	122L	DELVAINQUIERE J.C.	CLERSE	212A+D
AUTES Michel	CLERSE	111I-212A-222A	DEMAILY Lise	CLERSE	112I+K-113A-121F
BACLE-GIARD Fabienne	CLERSE	123A+B	DEMALS Thierry	CLERSE	131A
BAICHÈRE Catherine	CLERSE	132D	DEMAZIERE Christophe	CLERSE	212A+D
BARRY Hervé	LABORES	111F	DEMAZIERE Didier	CLERSE	112A+B
BASTIN Nicole	CLERSE	121K	DEMBINSKI Olivier	CLERSE	112I
BATAILLE Hubert	IFRESI	niveau fédé.	DENDIEVEL-VERMELLE M.C.	CLERSE	113A
BEAUCOURT Christel	CLAREE	111A	DERVAUX Benoît	LABORES	111D-122G
BEAUD Olivier	CRAPS	221A-23A	DESREUMAUX Alain	CLAREE	111A-122K
BECOUR Jean-Charles	CLAREE	111A	DEWULF Bénédicte	CEPE	111B-122A-212B
BELANGER Monique	CLAREE	122C	DICKEL Sandrine	CLERSE	121E
BELLINI Stéphane	CLAREE	111A	DJELLAL Faridah	CLERSE	113F-121C-212C
BENOIT Sylvie	CESURE	212E	DOLEZ Bernard	CRAPS	121G-221A-222B+C-223G
BERTHOUD Arnaud	CLERSE	131E	DORMARD Serge	CEPE	212G
BEUSCART Jean Marie	LGH	211A	DUHAMEL Sabine	LGH	211B-212F
BOTTE Sophie	CLERSE	112F	DUMONT Frédéric	LGH	113E-211A+B
BOUSSEMART Jean-P.	LABORES	213C	DUPREZ Dominique	CLERSE	23B+E+F
BRESSON Maryse	CLERSE	111I-222A	DURIEZ Bruno	CLERSE	23I
BREUILlard Michèle	CRAPS	223G+H	EL ASRAOUI Hassan	LABORES	213C
BUSTREEL Anne	CLERSE	121M-23F	ELOY Jacques	CLERSE	111I-222A
BUTEL Béatrice	CLAREE	213B	ENGRAND Charles	URA 1020	223A
BUTTE Isabelle	CLERSE	121I	ENGRAND Sylvie	CLERSE	112C
CALCOEN Francis	LABORES	111F-23C	FARCY-POLNECQ H.	CLERSE	212A+C
CALLENS Stéphane	CLERSE	131D-213F	FERRAND Alexis	CLERSE	132C
CART Benoît	CLERSE	112 F	FEUTRIE Michel	CLERSE	113A+F
CHARLON Elisabeth	CLERSE	113A	FIEVET Gérald	CLERSE	113F-223E
CHAUTARD Guy	CEPE	213A	FORSE Michel	CLERSE	132A+B
CONVERT Bernard	CLERSE	113B+F	GADREY Jean	CLERSE	111C-121A+B+C
CORDONNIER Laurent	CLERSE	111F-131C+E	GADREY Nicole	CLERSE	121 F
CORNUEL Didier	LABORES	23C	GALLOUJ Camal	CLERSE	111C-121C-212C
COT Annie	CLERSE	131B	GALLOUJ Faiz	CLERSE	121A+C
COUPLEUX Sylvie	LGH	211B-212F	GAYOT Gérard	URA 1020	211D-223A
COUSIN Sabine	CESURE	212E	GBAKA Alfred	CLAREE	122K
CRESSON Geneviève	CLERSE	121I+K+L	GERTH Klaus	CRAC	111J-113H
CUKROWICZ Hubert	CLERSE	132D	GHEKIERE Jean-F.	LGH	113C-211A+C
CUNAT Féderico	LGH	211D-212F	GINET Pierre	LGH	223F
CUVELIER Pascal	CLERSE	121B	GLON Eric	LGH	223D+F
DE LA VILLARMOIS O.	CLAREE	111A	GLORIEUX Nicolas	CEPE	112H
DEBAISIEUX Christophe	CLERSE	112F	GONIN Patrick	LGH	223F
DEBOURSE Jean-Pierre	CLAREE	122C+I+L	GOUAZÉ Serge	CRAC	221C
DECROTON Séverine	CRAPS	223H	GRAAFF Michaël	CRAC	111J

GREGORIS Marie-T.	LGH	223F	MINARD Philippe	URA 1020	223A
GREVET Patrice	CLERSE	112G-113F-121E	MONFROY Brigitte	CLERSE	112B
GRIVILLERS Eric	CLERSE	113D	MORTAIN Blandine	CLERSE	132C
GUGENHEIM Francis	CLERSE	113C+D+F	MOULAERT Frank	CLERSE	212A+C+D-223B
GUIGNET Philippe	URA 1020	211D-212F	PAILLOT Philippe	CLAREE	111A-122B-122I
HARDY Odette	URA 1020	211D223A	PARIS Didier	LGH	212H-223D
HAZEBROUCQ Jean-M.	CLAREE	122L	PERISSE Muriel	CLERSE	112F
HEGO Edith	CLERSE	121B	PETILLON Chantal	URA 1020	211D223A
HERAN Frédéric	CLERSE	122J-212B	PHILIPSON Henri	CLERSE	131E
HIRSCH Jean-Pierre	URA 1020	223A	PIAM Sylvestre	CRAPS	223H
HORLING Hans	CRAC	111J-221C	PIEDANNA Vincent	LGH	113E-211A
HOUILLON Vincent	LGH	211A	PINET Michel	CLERSE	113B+F-23B
HUNOUT Patrick	CRAPS	111J	POSTEL Nicolas	CLERSE	131E
JACOB Fabrice	CLERSE	112I-23F	PRYEN Stéphanie	CLERSE	23G
JACQUEMART Sylvie	CRAPS	222B	RABIER Jean-Claude	CLERSE	111E-122D-123A
JANY-CATRICE Florence	CLERSE	111C	RAJAONRISON D.	CESURE	212E
JAYET Hubert	CESURE	212E	REDOR Dominique	CEPE	111G-112H
JESSENNE Jean-Pierre	URA 1020	223A	RENARD Jean Pierre	LGH	223D+F
KEGELS Chantal	LABORES	122H	RIBAULT Thierry	CLERSE	111C-121C+D
KERMAD Fatima	LGH	211A-211C	ROLLET Philippe	CEPE	221D
KOKOREFF Michel	CLERSE	23E	ROQUET Pascal	CLERSE	113G
KOURCHID Olivier	CLERSE	123A+B	RUGRAFF Eric	CEPE	111B
KRIFA Hadjila	CEPE	111B-212B	SALJOGHI Kourosh	IFRESI.	niv. fédér
LANNOY Josèphe	IFRESI.	niv. fédér	SAWICKI Frédéric	CRAPS	23H+J
LARDE Philippe	CLERSE	121I+J	SCHEER Jean-Marie	CLERSE	112G-121E
LAURENT Annie	CRAPS	23K	SEYS F.O.	LGH	211A-211B
LAUVAUX Philippe	CRAPS	221B-222B	SIMON Michel	CLERSE	23L
LECLERC-OLIVE M.	CLERSE	112C-23B	SOUDAN Cécile	IFRESI	niv. fédér.+212A
LEFEVBRE Bénédicte	CLERSE	112J-23D	STANKIEWICZ François	CLERSE	112D+E+F
LEGRAUD Sophie	CLERSE	112F	STEVENS Jean-François	CRAPS	212H
LEIGNEL Elodie	CLERSE	112F	TALAHITE Fatiha	CLERSE	112C-131E
PERNOD -LEMATTRE M	CLERSE	112G-121E	TERRIER Didier	URA 1020	211D-223A
LENE Alexandre	CLERSE	112F	THIEBAULT Jean Louis	CRAPS	222B-223H
LERIQUE Florence	CRAPS	222B+C	THOMAS Bernadette	CRAPS	212F
LEROY Daniel	CLAREE	122L	THUMERELLE Pierre-J.	LGH	113E-211A+B+C
LOUART Pierre	CLAREE	111A	TORRES Emmanuel	CLERSE	213A+E
LUCHAIRE Yves	CRAPS	121G-223G	TOUTIN-TRELCAT MH	CLERSE	112F
LUSSIEN M.	URA 1020	211D	VAILLANT Jérôme	CRAC	221C
MAHIEU Christian	CLERSE	122E+F-223E	VAN DE VELDE Franck	CLERSE	111F-131C
MAITTE Corine	URA 1020	223A	VANECLOO Nicolas	CLERSE	111F+G
MANTE-DUNAT M.	CLERSE	112F	VANHOUTTE Jean C.	IFRESI	niv. fédér.
MARCHAND Philippe	URA 1020	211D-223A	VAUDOIS Jean	LGH	213A
MARCOU Gérard	CRAPS	121G-221A-222B+C 223C+G+H-23A	VEITL Philippe	CRAPS	213D
MARECAILLE Fariza	IFRESI.	niv. fédér	VEREECKE Jean-François	CEPE	213A
MASSE Marie-Claude	CLAREE	111A-122K	VERLEY Patrick	URA 1020	223A
MASSON Pierre	LABORES	111D-122G+H-213C	VERMEIRE Karine	CEPE	111B-212B
MATHIOT Pierre	CRAPS	111H	VERSTRAETE Thierry	CLAREE	111A
MAUROY Hervé	CLERSE	111F-121H	VILLALBA Bruno	CRAPS	23K
MENAGER Bernard	CHRN	211D	WINS Philippe	CESURE	212E
MILLEQUANT François	LABORES	111D-213C	ZUINDEAU Bertrand	CEPE	213A

**ANNEXE 2**

**L'ÉQUIPE ITA CNRS AFFECTÉE DIRECTEMENT  
AU NIVEAU FÉDÉRAL DE L'IFRÉSI AU 30-06-1997**

Nom, Prénom	Corps Grade	Organisme d'appartenance
BATAILLE Hubert	AJT	CNRS
LANNOY Josèphe	T	CNRS
MARECAILLE Fariza	AJT	CNRS
SALJOGHI Kourosch	IE2	CNRS
SOUDAN Cécile	IE2	CNRS
VANHOUTTE Jean-Claude	IR1	CNRS

Agent rattaché pour ordre, car affecté à une unité non associée (le LGH) de la Fédération

HELOIR Colette	IE2	CNRS
----------------	-----	------



### ANNEXE 3

## PERSONNELS UNIVERSITAIRES ET CNRS MEMBRES DE L'IFRÉSI DANS LE PROJET 1998-2001 ET AFFECTÉS AU NIVEAU DES UNITÉS COMPOSANTES

### Abréviations

AI : Assistant-Ingénieur; AJT : Adjoint technique; AS : Assistant; CR : Chargé de recherche; DR : Directeur de recherche; IE : Ingénieur d'études; IR : Ingénieur de recherche; MC : Maître de conférences; PAST : Professeur associé à temps partiel; PRAG : Professeur agrégé du secondaire; SEC : Enseignant du Second degré; TC : Technicien.

*Nota : Un espace est introduit entre les tableaux à chaque fois qu'il y a changement d'un des critères suivants : unité, corps, habilitation à diriger les recherches (HDR), Établissement d'affectation.*

### CLERSE

#### ENSEIGNANTS-CHERCHEURS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
BERTHOUD Arnaud	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
COT Annie	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
DJEFLAT Abdelkader	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
FERRAND Alexis	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
GADREY Jean	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
GOSSELIN Gabriel	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
GREVET Patrice	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
GUICHAOUA André	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
LAVAUD Jean-Pierre	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
MOULAERT Frank	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
POTTIER Richard	CLERSE	PR	20 - 38	X	USTL (Lille I)
RABIER Jean-Claude	CLERSE	PR	19 - 36	X	USTL (Lille I)
SIMON Michel	CLERSE	PR	29 - 36	X	USTL (Lille I)
STANKIEWICZ François	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
VANEECLOO Nicolas	CLERSE	PR	5 - 37	X	USTL (Lille I)
DEMAILLY Lise	CLERSE	PR	19 - 40	X	I.U.F.M.
PHILIPSON Henri	CLERSE	MC	5 - 37	X	USTL (Lille I)
VAN DE VELDE Franck	CLERSE	MC	5 - 37	X	USTL (Lille I)
ZAOUAL Hassan	CLERSE	MC	5 - 37	X	Université du Littoral
CALLENS Stéphane	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
CHARLON Elisabeth	CLERSE	MC	70 - 36		USTL (Lille I)
CORDONNIER Laurent	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
DEMALS Thierry	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
DJELLAL Faridah	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
DUPREZ Jean-Marie	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
FEUTRIE Michel	CLERSE	MC	70 - 36		USTL (Lille I)
GADREY Nicole	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
GAILLARD Gérald	CLERSE	MC	20 - 38		USTL (Lille I)

GALLOUJ Camal	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
GALLOUJ Faïz	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
HAMDOUCH Abdellilah	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
HÉRAN Frédéric	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
JANY-CATRICE Florence	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
KOKOREFF Michel	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
LESERVOISIER Olivier	CLERSE	MC	20 - 38		USTL (Lille I)
MEBARKI Malik	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
SOBRY Claude	CLERSE	MC	5 - 37		USTL (Lille I)
VERMELLE Marie-Christine	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
WAGNON Claude	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
ZEROULOU Zaihia	CLERSE	MC	19 - 36		USTL (Lille I)
MONFROY Brigitte	CLERSE	MC	19 - 36	I.U.F.M.	
CRESSON Geneviève	CLERSE	MC	19 - 36	Université de Lille III	
LAMARCHE Colette	CLERSE	MC	19 - 36	Université de Lille III	
SAIDANE Dhafer	CLERSE	MC	5 - 37	Université de Lille III	
MAUROY Hervé	CLERSE	MC	5 - 37	UVHC (Valenciennes)	
MAUNY Pascal	CLERSE	MC	19 - 36	Univ. de Châlon sur S.	
DELMAS Bernard	CLERSE	Assistant	5 - 37	USTL (Lille I)	
CONFLANT Bernard	CLERSE	PRAG	37	USTL (Lille I)	
GUINCHARD Claude	CLERSE	PRAG	37	USTL (Lille I)	
LAPORTE Jean-Pierre	CLERSE	PRAG	37	USTL (Lille I)	
LEMIERE Jacques	CLERSE	PRAG	37	USTL (Lille I)	
MANTE-DUNAT Marylène	CLERSE	PRAG	37	USTL (Lille I)	
DEVILLERS Patrice	CLERSE	SEC		Académie du Nord	

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_5\_|\_3\_|

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | \_1\_|\_9\_|

### CHERCHEURS CNRS

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Organisme d'appartenance
KOURCHID Olivier	CLERSE	DR	40	X	CNRS
AUTES Michel	CLERSE	CR	36		CNRS
CONVERT Bernard	CLERSE	CR	36		CNRS
CUKROWICZ Hubert	CLERSE	CR	36		CNRS
DEMAZIERE Didier	CLERSE	CR	36		CNRS
DUPREZ Dominique	CLERSE	CR	36		CNRS
DURIEZ Bruno	CLERSE	CR	36		CNRS
HEILBRON Johan	CLERSE	CR	36		CNRS
LARDÉ Philippe	CLERSE	CR	37		CNRS
LECLERC Michèle	CLERSE	CR	36		CNRS
MAHIEU Christian	(1)	CR	40		CNRS
PINET Michel	CLERSE	CR	36		CNRS
RIBAULT Thierry	CLERSE	CR	37		CNRS
TALAHITE Fatiha	CLERSE	CR	40		CNRS

(1) Actuellement au CLERSE, demande de mutation au CLAREE pour le projet 1998-2001. Non compté dans le total ci-dessous.

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_1\_|\_3\_|

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | \_1\_|

**INGÉNIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS ET PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE (ITA / IATOS)**

Nom, Prénom	Corps Grade	Quotité recherche	Organisme d'appartenance
BAICHÈRE Catherine	IE	1	CNRS
DELACROIX Roland	IE	1	CNRS
ENGRAND Sylvie	IE	1	CNRS
LEFEBVRE Bénédicte	IE	1	CNRS
LOMPRET Sophie	TC	1	CNRS
MALAQUIN Marie-Catherine	TC	1	CNRS
SUEUR Michel	IE	1	CNRS
THIBAUT	IE	1	CNRS
CART Benoît	IE	1	MENESR
GRIVILLERS Eric	IE	1	MENESR
GUGENHEIM Francis	IR	1	MENESR
ROQUET Pascal	CE	1	USTL-CEREQ
TOUTIN-TRELCAT Marie-Hélène	CE	1	USTL-CEREQ

TOTAL : |\_\_1\_\_|\_\_3\_\_|

dont personnel de l'établissement : |\_\_5\_\_|

dont personnel des organismes : |\_\_8\_\_|

**CLAREE**

**ENSEIGNANTS - CERCHEURS**

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
DEBOURSE Jean-Pierre	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
DESREUMAUX Alain	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
GRANDIN Pascal	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
LOUART Pierre	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
RAMAN Jean-Pierre	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
SALERNO Francis	CLAREE	PR	6-37	X	USTL (Lille I)
BAFCOP Joël	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
GUILBERT Francis	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
HOFLACK Jean	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
LADWEIN Richard	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
OPIGEZ Philippe	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
VANDAELE Michel	CLAREE	MC	6-37	X	USTL (Lille I)
BEAUCOURT Christel	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
BRODIN Oliviane	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
CAZAL Didier	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
DIETRICH Anne	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
FRANCOIS-NOYER Valérie	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
GUIGNARD Martial	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
GUILBERT Michèle	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
HADDADJ Slimane	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
LEROY Daniel	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
MASSE Marie-Claude	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
PAILLOT Philippe	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)
PRINET Jean-Louis	CLAREE	MC	6-37		USTL (Lille I)

VAESKEN Philippe	CLAREE	MC Associé		USTL (Lille I)
VERSTRAETE Thierry	CLAREE	MC Associé		USTL (Lille I)
CRIE Dominique	CLAREE	PAST		USTL (Lille I)
PIERME Jean-Pascal	CLAREE	PAST		USTL (Lille I)
BESSON Dominique	CLAREE	PRAG		USTL (Lille I)

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

#### CHERCHEUR CNRS

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Organisme d'appartenance
MAHIEU Christian	(1)	CR	40		CNRS

(1) Actuellement au CLERSE, demande de mutation au CLAREE pour le projet 1998-2001. Compté dans le total ci-dessous.

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

#### INGÉNIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS ET PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE (ITA / IATOS)

Nom, Prénom	Corps Grade	Quotité recherche	Organisme d'appartenance
ARCHANGE Didier	AI	1	USTL (Lille I)
CARLIER Catherine	SAR	1	USTL (Lille I)

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

dont personnel de l'établissement : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

dont personnel des organismes : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

#### CEPE

#### ENSEIGNANTS - CHERCHEURS

Nom, Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
DORMARD Serge	CEPE	PR	5-37	X	USTL (Lille I)
JAYET Hubert	CEPE	PR	5-37	X	USTL (Lille I)
REDOR Dominique	CEPE	PR	5-37	X	USTL (Lille I)
ROLLET Philippe	CEPE	PR	5-37	X	USTL (Lille I)

AKAGUL Denis	CEPE	MC1	5-37		USTL (Lille I)
KRIFA Hadjila	CEPE	MC1	5-37		USTL (Lille I)
ZUINDEAU Bertrand	CEPE	MC1	5-37		USTL (Lille I)

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

**LGH**
**ENSEIGNANTS - CHERCHEURS**

Nom, Prénom Date de Naissance	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
BATTIAU Michel	LGH	PR	23	X	USTL (Lille I)
DAMIEN Marie-Madeleine	LGH	PR	23	X	USTL (Lille I)
PARIS Didier	LGH	PR	24	X	USTL (Lille I)
RENARD Jean-Pierre	LGH	PR	23	X	USTL (Lille I)
THUMERELLE Pierre-Jean	LGH	PR	23	X	USTL (Lille I)
BARRÉ Alain	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
BONDUE Jean-Pierre	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
COSAERT Patrice	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
CRETON Dominique	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
DUMONT Frédéric	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
GINET Pierre	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
GLON Eric	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
GONIN Patrick	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
GREGORIS Marie-Thérèse	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
LEPOT Vincent	LGH	MC	24		USTL (Lille I)
PIEDANNA Vincent	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
SCOL Jean	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
SEYS François-Olivier	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
VAUDOIS Jean	LGH	MC	23		USTL (Lille I)
CUNAT Fédérico	LGH	MC	24		Ecole Centrale de Lille
LEMARCHAND Nathalie	LGH	MC	23		UVHC (Valenciennes)
MONS-DILLY Dominique	LGH	MC	24		Ecole d'Archit. de Lille
HOUILLON Vincent	LGH	PRAG	23		USTL (Lille I)
LIEFFOGHE Christine	LGH	PRAG	23		USTL (Lille I)

TOTAL : 1\_2\_1\_4\_

dont H.D.R. : 1\_5\_

**CRAPS**
**ENSEIGNANTS - CHERCHEURS**

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
BEAUD Olivier	CRAPS	PR	2-36	X	Université de Lille II
MARCOU Gérard	CRAPS	PR	2-36	X	Université de Lille II
RAYNAUD Philippe	CRAPS	PR	4-40	X	Université de Lille II
WALLON-LEDUCQ C.M.	CRAPS	PR	4-40	X	Université de Lille II
SAWICKI Frédéric	CRAPS	PR	4-40	X	Université de Lille II
BLANQUER Jean Michel	CRAPS	PR	2-36	X	IEP de Lille
HASTING Michel	CRAPS	PR	4-40	X	IEP de Lille
THIEBAULT Jean Louis	CRAPS	PR	4-40	X	IEP de Lille
LUCHAIRE Yves	CRAPS	PR	2-36	X	IEP Aix en Provence

DOLEZ Bernard	CRAPS	MC	2-36	X	Université de Paris I
JACQUEMART Sylvie	CRAPS	MC	2-36	X	IEP de Lille
MOREL Laurence	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
LAUNAY Stéphen	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
STEVENS Jean François	CRAPS	MC	5-37		Université de Lille II
BLONDIAUX Loïc	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
VEITL Philippe	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
VILLALBA Bruno	CRAPS	MC	4-40		Université de Lille II
BRUDNY DE LAUNAY M.I.	CRAPS	MC	4-40		IEP de Lille
LETON André	CRAPS	MC	2-36		IEP de Lille
STRUDEL Sylvie	CRAPS	MC	4-40		IEP de Lille
DECRETOM Sèverine	CRAPS	MC	2-36		UVHC (Valenciennes)
THOMAS Bernadette	CRAPS	SEC			Université de Lille II

TOTAL : |\_\_2\_|\_\_2\_|

dont H.D.R. : |\_\_1\_|\_\_1\_|

### CHERCHEURS CNRS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Organisme d'appartenance
LAURENT Annie	CRAPS	CR	40	X	CNRS
LAUVAUX Philippe	CRAPS	CR	36	X	CNRS
HUNOUT Patrick	CRAPS	CR	36		CNRS

TOTAL : |\_\_1\_|\_\_3\_|

dont H.D.R. : |\_\_1\_|\_\_2\_|

### INGÉNIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS ET PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE (ITA / IATOS)

Nom Prénom	Corps Grade	Quotité recherche	Organisme d'appartenance
BREUILlard Michèle	IE 2	1	CNRS
MARCOU Sophie	AI	1	CNRS
DEMAN Marc	T	1	CNRS
HADDADI Younés	T	1	Université de Lille II

TOTAL : |\_\_1\_|\_\_4\_|

dont personnel de l'établissement : |\_\_1\_|\_\_1\_|

dont personnel des organismes : |\_\_1\_|\_\_3\_|

## CERSATÈS

### ENSEIGNANTS - CERCHEURS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
DEYON Pierre	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Lille III
HARDY Odette	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Lille III
HIRSCH Jean-Pierre	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Lille III
ROSSELLE Dominique	CERSATES	PR	22-33	X	Université de Lille III
TERRIER Didier	CERSATES	MC	22-33	X	Université de Lille III
GAYOT Gérard	CERSATES	PR	22-33	X	UVHC (Valenciennes)
MINARD Philippe	CERSATES	MC	22-33		Université de Lille III
VERLEY Patrick	CERSATES	MC	22-33		Université de Paris I
MAITTE Corinne	CERSATES	MC	22-33		Université de Paris X

TOTAL : | \_\_\_\_ | 9 |

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | 6 |

## IMESO

### ENSEIGNANTS - CERCHEURS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
GUIGNET Philippe	IMESO	PR	22	X	Université de Lille III
MENAGER Bernard	IMESO	PR	22	X	Université de Lille III
BARRIERE Jean-Paul	IMESO	MC	22		Université de Lille III
DEREGNAUCOURT Jean-Pierre	IMESO	MC	21		Université de Lille III
LUSSIEN-MAISONNEUVE Marie-Josèphe	IMESO	MC	22		Université de Lille III

TOTAL : | \_\_\_\_ | 5 |

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | 2 |

## LABORES

### CHERCHEURS CNRS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Organisme d'appartenance
CALCOEN Francis	LABORES	DR	37	X	CNRS
CORNUEL Didier	LABORES	DR	37	X	CNRS
MILLEQUANT François	LABORES	CR	37	X	CNRS
DERVAUX Benoît	LABORES	CR	37	X	CNRS

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_4\_ |

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | \_4\_ |

### INGÉNIEURS, TECHNICIENS, ADMINISTRATIFS ET PERSONNELS OUVRIERS ET DE SERVICE (ITA / IATOS)

Nom Prénom	Corps Grade	Quotité recherche	Organisme d'appartenance
MASSON Pierre	IE	1	CNRS

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_\_1\_ |

dont personnel de l'établissement : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

dont personnel des organismes : | \_\_\_\_ | \_1\_ |

### AUTRES CHERCHEURS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
KEGELS Chantal	LABORES	CR			FUPL Faculté libre de sciences économiques
AUBREE Loïc	LABORES	CR			FUPL - CRESGE
KERSTENS Kristiaan	LABORES	CR			FUPL Faculté libre de sciences économiques
BARRY Hervé	LABORES	CR			FUPL - CRESGE

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_4\_ |

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | \_\_\_\_ |

## Histoire, civilisations, cultures des pays du monde occidental

### ENSEIGNANTS - CHERCHEURS

Nom Prénom	Unité	Corps grade	Section CNU et/ou Comité National	HDR	Etablissement d'affectation
HORLING Hans	HCC	PR	12	X	UVHC (Valenciennes)
VAILLANT Jérôme	HCC	PR	12	X	UVHC (Valenciennes)
GERTH Klaus	HCC	MC	12		UVHC (Valenciennes)
GOUAZE Serge	HCC	MC	12		UVHC (Valenciennes)
GRAAF Michael	HCC	PAST			UVHC (Valenciennes)

TOTAL : | \_\_\_\_ | \_5\_ |

dont H.D.R. : | \_\_\_\_ | \_2\_ |

**LES PARTICIPANTS AU PROJET DE LA FÉDÉRATION IFRÉSI PAR UNITÉ ET CATÉGORIE,  
PAR ÉTABLISSEMENT DONT RELÈVE L'UNITÉ OU APPARTENANCE AU CNRS**

**Personnels permanents par unité et catégorie**

	PR	MC	Prag	DR	CR	CRf	Ing. Cnrs	Ing. U.	TA Cnrs	TA U.	T.E.S.	T.A.Et.	T.Cnrs	TOTAL
Niveau fédéral							4		3			7		7
Clerse	16	31	5	1	12		6	5	2		57		21	78
Claree	6	18	1		1					2	27		1	28
Cepé	4	3									7			7
Lgh	5	17	2								24			24
Craps	9	12			3		1		2	1	22		6	28
Cersatès	5	4									9			9
Imeso	2	3									5			5
Labores				2	2	4	1					4	5	9
Hcc		2	2								4			4
<b>Total</b>	<b>49</b>	<b>90</b>	<b>8</b>	<b>3</b>	<b>18</b>	<b>4</b>	<b>12</b>	<b>5</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>155</b>	<b>4</b>	<b>40</b>	<b>199</b>

**Autres**

	Aec	Post-D.(1)	Doct(1)
	1	3	16
	4		1
			5
		1	3
	1		
	1		
	7	4	25

**Personnels permanents de l'Enseignement Supérieur  
par Établissement dont relève l'unité et Personnels CNRS**

	PR	MC	Prag	DR	CR	CRf	Ing. Cnrs	Ing. U.	TA Cnrs	TA U.	TOTAL
Lille1	31	69	8					5		2	115
Lille 2	9	12								1	22
Lille 3	7	7									14
Fupl						4					4
Uvhc	2	2									4
<b>Total Etabl.</b>	<b>49</b>	<b>90</b>	<b>8</b>			<b>4</b>		<b>5</b>		<b>3</b>	<b>159</b>
<b>CNRS</b>				3	18		12		7		40

**Autres par  
Établissement**

	Aec	Post-D.(1)	Doct(1)
Lille1	5	4	25
Lille 2		1	
Lille 3			
Fupl			
Uvhc		1	
<b>Total Etabl.</b>	<b>7</b>	<b>4</b>	<b>25</b>

(1) En ne comptant ici que les doctorants et post-doctorants logés dans le bâtiment propre de la fédération

**Les abréviations en suivant l'ordre des colonnes**

PR : Professeurs

MC : Maîtres de Conférences

Prag : Professeurs Agrégés du Secondaire en poste dans les Universités

DR : Directeurs de Recherche Cnrs

CR : Chargés de Recherche Cnrs

CRf : Chargés de recherche de la FUPL

Ing. Cnrs : Ingénieurs Cnrs

Ing. U. : Ingénieurs des Universités

TA Cnrs : Techniciens et Administratifs Cnrs

TA U. : Techniciens et Administratifs des Universités

T.E.S. : Total Enseignement Supérieur Public

T.A.Et. : Total Autre Établissement (la FUPL ici)

T.Cnrs : Total Cnrs

Aec : Autres Enseignants-Chercheurs (MC Associés, PR. Associés à Temps Partiel, Ens. en poste dans le Secondaire)

Post-D. : Post-Doctorants en se limitant à ceux qui sont logés dans le bâtiment propre de la fédération

Doct : Doctorants en se limitant à ceux qui sont logés dans le bâtiment propre de la fédération



# DEUXIÈME PARTIE

## BILAN DES ACTIVITÉS 1994-1997

### A. PRÉSENTATION D'ENSEMBLE DES RÉSULTATS

Le projet de l'IFRÉSI pour la période 1994-1997 visait à développer des "gains fédératifs" en mettant particulièrement l'accent sur deux aspects :

- le renforcement de l'insertion internationale de ses recherches et de ses personnels
- la densification des échanges et coopérations régulières de travail entre les participants à l'IFRÉSI.

Un effort particulier a effectivement été entrepris dans ces directions participant à un ensemble de résultats qui peuvent être présentés autour de cinq points renvoyant les uns aux autres.

#### 1. Un effet général d'animation et de mobilisation d'un milieu de recherche

Un bilan détaillé des opérations de recherche réalisées dans la période juillet 1993 - juin 1997 est présenté ci-après. Comme cela avait été noté dans le précédent rapport d'activité, on ne peut pas faire à ce propos de l'histoire - fiction. Il est très difficile d'établir un décompte exact relativement à ce qui se serait passé sans l'existence et l'activité de la structure fédérative. En tous cas, les effets positifs vont au delà des seules opérations ayant bénéficié de la logistique de l'IFRÉSI ou de ses financements directs sur ressources collectives.

Il y a en effet un impact général, à notre avis fort, de contribution à l'animation et à la mobilisation du milieu de recherche en sciences de l'homme et de la société à Lille. Ces incidences très positives paraissent indéniables face aux retards qui s'étaient accumulés et qui sont loin d'être comblés, face à des facteurs de concentration déséquilibrée de la recherche : facteurs traditionnels de type parisien qui n'ont pas disparu, facteurs liés au développement de localisations dans le sud de l'hexagone, etc....

Pour les enseignants - chercheurs, en particulier les plus jeunes, elles jouent un rôle significatif pour soutenir la continuité de leur activité de recherche au delà de la réalisation de la thèse et du passage à la fonction de maître de conférences ou de professeur et contrebalancer la pression des exigences de l'enseignement et de la gestion universitaires dans des établissements qui connaissent souvent des déficits d'encadrement et un taux élevé d'heures complémentaires. Elles fonctionnent en renforçant des équipes de recherche très liées à la vie et aux stratégies des établissements universitaires comme du CNRS; de ce fait elles n'exacerbent pas des logiques "recherche - carrière individuelle" indifférentes à l'ensemble des fonctions universitaires; elles jouent plutôt dans l'autre sens.

Quelle que soit la difficulté à faire la part exacte des choses, les effets d'animation et de mobilisation se traduisent à la fois dans le bilan des opérations de recherche et dans divers points relevés ci-dessous tels que l'insertion très active dans les recherches coordonnées par différentes institutions publiques nationales sur l'emploi, le PIR Villes, les programmes européens, la liaison avec les partenaires de la recherche, etc...

## **2. Des axes structurants de recherche et le développement des coopérations entre les participants à l'IFRÉSI**

L'évolution des recherches inscrites dans le programme de l'IFRÉSI montre qu'une réelle structuration des activités de recherche fonctionne. Outre le rôle très important des contacts quotidiens informels, le renouvellement et l'approfondissement de cette structuration et des coopérations entre les participants à la fédération sont soutenus par différentes initiatives.

D'une part, l'IFRÉSI a accentué depuis 1993 sa fonction d'échange scientifique entre ses participants en aller et retour avec de multiples interactions, à géométrie variable, dans les opérations de recherche. En particulier, trois initiatives nouvelles d'ensemble ont été prises.

\* Une "ouverture" assez générale des séminaires tenus par les différentes unités a été opérée au bénéfice des autres participants à la fédération. Pour diffuser l'information à propos de ces séminaires et plus généralement sur la vie de la fédération et des unités, est publié depuis janvier 1994 un quatre pages interne mensuel "IFRÉSI-INFOS"

\* Depuis le début 1989, se sont tenues tous les deux ans des "*Journées IFRÉSI*", occasion de présenter et de discuter de nombreux éléments significatifs des recherches réalisées dans les équipes participant à la fédération. Une opération de même sens, mais avec des conditions de débats plus approfondis a été réalisée les 30 et 31 mars 1995 par la tenue des "*Quatrièmes Journées IFRÉSI*". Ces "*Quatrièmes Journées*" ont rassemblé 160 participants. 94 chercheurs membres des unités de la fédération y ont présenté 66 communications, écrites pour certaines par plusieurs auteurs; les communications ont été rassemblées dans trois volumes (plus de 1000 pages au total) disponibles avant le début des Journées.

\* Les "*Cinquièmes Journées IFRÉSI*" qui se sont tenues les 20 et 21 mars 1997 ont marqué un nouveau palier d'intensification des échanges avec 200 participants. 128 chercheurs membres des unités de la fédération y ont présenté 94 communications et 5 rapports de synthèse sur ces communications. Tous ces documents écrits étaient disponibles à l'ouverture des Journées; les communications ont été éditées en cinq volumes, un sixième rassemblant les rapports de synthèse (1850 pages au total). Les "*Cinquièmes Journées*" ont eu aussi une dimension nouvelle de valorisation des résultats de la recherche, puisque, parmi les participants aux Journées, une trentaine de personnes représentaient des partenaires extérieurs de la recherche.

D'autre part, la façon dont sont menées les discussions internes à propos des moyens et le suivi de leur utilisation sont aussi une occasion essentielle de faire avancer les interactions. Cela vaut pour les discussions préparant les demandes et les affectations de ressources collectives destinées aux opérations de recherche. Fait nouveau de ces dernières années, cela commence aussi à se développer à propos des pratiques contractuelles, en s'appuyant sur les complémentarités entre les ressources collectives et les ressources contractuelles nécessairement plus segmentées.

Sur la base des éléments précédents, la réalisation d'opérations communes à des chercheurs appartenant à la fois à des unités différentes et à des disciplines différentes a commencé à se développer. Citons, à titre d'exemples deux opérations. La première porte sur les mutations dans les services publics; elle s'est engagée en janvier 1997 avec un séminaire commun Clerse/Craps (droit, sciences politiques, sociologie, économie); elle doit connaître des développements coordonnés avec des recherches de terrain; elle s'appuie sur les soutiens du Contrat de Plan État-Région. La seconde porte sur "Activités humaines et Environnement" avec pour terrain une zone de l'ancien bassin minier du Nord - Pas de Calais; cette opération Cepe-Clerse-Lgh-Labores plus des collaborations avec des unités extérieures à la fédération (Ura 1688 et Labacolil) concerne les disciplines suivantes : économie et géographie + agronomie et psychologie; elle s'appuie sur les soutiens du PRC (Programme de Recherche Concerté en Environnement) Région-FEDER de la Communauté Européenne.

L'IFRÉSI s'attache à favoriser le développement de telles opérations comportant du "terrain" en commun; en effet, dans de tels cas de figure, les confrontations des concepts, méthodes, schémas

explicatifs, sont susceptibles d'être poussées par les contraintes des allers-retours avec des terrains communs. En même temps, nous voulons souligner que le principal du décloisonnement des disciplines à attendre et effectivement largement développé au sein de l'IFRÉSI est plus large. Il s'agit de pousser à des confrontations entre des pratiques disciplinaires qui évoluent, se recomposent, "digèrent" dans leurs recompositions les effets des confrontations avec les autres, cherchent à ne pas ignorer les résultats obtenus par d'autres disciplines sur des thèmes similaires ou connexes, s'interrogent sur la "transférabilité sous bénéfice d'inventaire" de méthodes ou schémas explicatifs, etc....

### **3. Le développement de l'insertion internationale**

Favoriser le développement de l'insertion internationale de ses équipes, recherches et personnels figure au tout premier rang des priorités de la fédération, celle-ci pouvant assurer des conditions locales de taille qui permettent de tirer le meilleur parti des rapports internationaux. Quatre types d'action sont réalisés ou engagés au cours de la période couverte par ce rapport d'activité :

\* De nombreuses opérations de recherche sont mises en oeuvre avec de fortes coopérations internationales concernant des équipes de pays européens, des États-Unis, du Canada, du Japon

\* Une opération majeure a été menée avec la tenue en mars 1994 par l'IFRÉSI en liaison avec le PIR-Villes d'un colloque international sur le thème "Villes, Entreprises et Société à la veille du XXIème siècle". Ensuite a été réalisé sur trois ans un lourd travail éditorial de mise au point et de traduction (à double sens français <-> anglais) des matériaux rassemblés lors du colloque à des fins de publication nationale et internationale. Les publications se sont échelonnées entre juin 1995 et juin 1997 pour aboutir au total à 4 ouvrages et 4 numéros spéciaux de revue

\* Au cours de la période, ont été organisés l'accueil et l'insertion dans les équipes de recherche de post-doctorants étrangers. En majorité ceux-ci ont été financés grâce à l'accréditation obtenue en 1992 de l'IFRÉSI comme "institution d'accueil" au titre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Communauté Européenne. L'insertion dans les équipes de recherche s'est réalisée de façon dominante sur des projets entrant dans le thème "Approches européennes comparées en économie des activités informationnelles, des services, des organisations, et en droit de l'administration". Les séjours des post-doctorants étrangers ont eu dans plusieurs cas des suites très fructueuses par la régularité des coopérations poursuivies et dans le montage en commun de nouveaux projets tels ceux indiqués dans le paragraphe suivant. Un exemple très significatif peut être donné par les rapports réguliers de coopération noués maintenant avec le PREST (Programme of Policy Research in Engineering, Science & Technology) de l'Université de Manchester, à la suite du séjour d'un de ses post-doctorants

\* Depuis le printemps 1995, l'IFRÉSI a déposé un nombre important de projets au titre du Quatrième Programme Cadre de Recherche de la Communauté Européenne et au titre d'autres programmes européens. À ce jour six d'entre eux ont été retenus dont un coordonné par l'IFRÉSI.

Pour la plupart de ces initiatives collectives à caractère international, la concentration de capacités humaines et de moyens liés à l'existence d'une structure fédérative apparaît clairement comme une condition sine qua non de leur réalisation.

*Nota : Pour plus de détails, voir les points B et C de cette deuxième partie du rapport.*

### **4. Une contribution significative à la formation doctorale et à l'intégration professionnelle de jeunes dans l'enseignement supérieur et la recherche**

La fédération contribue très activement à la formation à et par la recherche, à l'insertion des jeunes chercheurs dans un milieu dense. Elle coopère étroitement avec les formations doctorales liées à son programme scientifique. Le bâtiment de l'Institut bénéficie largement aux doctorants financés par des allocations de recherche, des bourses de docteurs-ingénieurs, des postes d'attachés temporaires de

recherche en fin de thèse (ATER). Il loge ainsi actuellement à temps plein 25 jeunes chercheurs doctorants qui bénéficient à la fois d'excellentes conditions matérielles de travail, de séminaires d'encadrement des thèses, de la vie des laboratoires et de la fédération.

A l'IFRÉSI, les doctorants mettent en oeuvre les approches et méthodes propres, à un moment donné, à leurs disciplines et, en même temps, travaillent sur des sujets de thèse qui s'inscrivent dans un programme scientifique commun. Leur réunion, dans un même lieu, au cours de cette période décisive de formation des chercheurs et enseignants-chercheurs, est un gage d'échanges pluridisciplinaires et de capacité d'intégration d'éléments venus d'autres disciplines.

Sans reprendre ici l'ensemble des thèses soutenues dans les formations constitutives de l'IFRÉSI (voir à ce sujet les rapports des unités), signalons que, depuis le 1er juillet 1993, 20 thèses ont été soutenues par des chercheurs ayant bénéficié d'un bureau dans le bâtiment de l'IFRÉSI<sup>1</sup> (Cf. tableau placé en annexe du point B de cette deuxième partie).

Par ailleurs, il faut souligner la contribution à la formation professionnelle des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche; parmi les personnes formées en participant au programme de l'IFRÉSI, 21 sont devenues Maîtres de Conférences des Universités ou Chargés de Recherche CNRS sur la période couverte par ce rapport.

## 5. Les liens avec les partenaires de la recherche

Les opérations de recherche ne se caractérisent pas seulement par leurs thèmes. Elles sont aussi marquées par leurs modalités, méthodes, positionnement vis à vis des acteurs sociaux concernés. À ce dernier égard, les pratiques dans la fédération sont légitimement diverses, parce que les thèmes, les moments des recherches, se prêtent à des situations variées. Mais globalement, elles sont marquées par un foisonnement des confrontations avec les acteurs sociaux et professionnels, ce foisonnement étant impliqué par la logique d'un programme dont les analyses cherchent à croiser l'efficacité dans les services avancés aux entreprises ou les activités de haute technologie et l'exclusion, le chômage et les parcours de l'insertion professionnelle des jeunes, les trajectoires de catégories peu qualifiées et celles des ingénieurs, les territoires de l'innovation et les quartiers en difficultés, etc...

Une structure fédérative offre à ce sujet des conditions favorables pour deux raisons. La première relève de la visibilité plus grande donnée aux recherches et aux chercheurs vis à vis de leurs partenaires (acteurs de la vie des entreprises, des collectivités publiques, de la société urbaine, etc...). La seconde, plus décisive à long terme, tient aux objets même de la recherche. Un partenaire de la recherche est très généralement confronté à des objets qui nécessitent d'être abordés sous plusieurs aspects à la fois. L'exigence d'interdisciplinarité est d'autant plus forte que les chercheurs entendent se saisir de tels objets en les "reconstruisant" théoriquement dans l'analyse.

Trois exemples des relations développées avec les partenaires de la recherche peuvent être citées en introduction. Le premier concerne l'accueil à l'IFRÉSI, dans le cadre de ses activités, du Réseau Nord - Pas de Calais Technologie. Cet accueil intervenu à partir du 1er juillet 1993 est lié à des opérations de recherche sur les activités d'intermédiation entre les entreprises et les divers centres de compétences. Le second exemple a trait à la participation très importante des chercheurs des équipes de l'IFRÉSI aux "Assises Régionales pour l'Emploi et le Travail" organisées par la Région Nord - Pas de Calais depuis 1994 avec une implication très large de divers acteurs de la société. Le troisième exemple concerne les liens avec un ensemble d'acteurs impliqués dans la reconversion de l'ancien bassin minier du Nord - Pas de Calais. Au delà de ces exemples, la place importante prise par les relations avec les acteurs sociaux se reflète, de façon plus générale, dans le compte rendu des opérations de recherche donné ci-après.

Pourtant, dans notre projet 1994-1997, notre intention était d'aller plus loin sous la rubrique intitulée souvent "valorisation" et pour laquelle nous préférons l'étiquette "Échanges extérieurs" (avec les partenaires de la recherche dans des processus itératifs intervenant en amont, dans le cours, en aval,

<sup>1</sup> En intégrant dans ce compte une thèse dont la date de soutenance est fixée en septembre 1997.

des recherches). Aux fins du développement des échanges extérieurs, il nous paraissait - il nous paraît toujours - entre autre, nécessaire de disposer d'un outil destiné à la diffusion externe, présentant de façon à la fois brève et suffisamment explicite les publications des participants à l'IFRÉSI, cet outil étant en lui-même un moyen d'information, mais aussi d'impulsion de rencontres diverses. Le travail préparatoire a été engagé; les choses en sont au milieu du gué, en raison de difficultés tenant au manque de personnel ITA qui s'est accentué après mars 1996 (Cf. à ce sujet les demandes de postes ITA présentées à la fin de ce rapport et leurs justificatifs).



## B. LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE

Le compte rendu des opérations de recherche de la période 1994-1997, de leurs résultats et l'indication de certaines opérations nouvelles sont effectués selon le plan suivant :

### *Plan de la présentation des opérations de recherche*

<b>1. TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS ET CHANGEMENT SOCIAL</b>
1.1. EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES
1.1.1. L'emploi et ses déterminants
1.1.2. Trajectoires d'emploi, compétences, professionnalités
1.1.3. Mutations des systèmes de formation
1.2. SERVICES-INDUSTRIE, ORGANISATION DES ACTIVITÉS
1.2.1. Développement et mutations des services
1.2.2. Analyse des firmes : évolution, organisation, performances
1.2.3. Sciences sociales, techniques, et industrie
1.3. HISTOIRE DE LA PENSÉE, MÉTHODOLOGIE
1.3.1. Histoire de la pensée économique
1.3.2. Méthodologie, changement social, réseaux
<b>2. INSTITUTIONS, TERRITOIRES, VILLES</b>
2.1. POPULATIONS ET RAPPORTS DES ACTIVITÉS AUX TERRITOIRES
2.1.1. Dynamique des populations et des espaces urbanisés dans la longue durée
2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités
2.1.3. Environnement et développement régional, qualité du cadre de vie urbain
2.2. INSTITUTIONS ET CONSTRUCTION DES TERRITOIRES
2.2.1. Intégration européenne, ordres juridiques, politique économique
2.2.2. Production des politiques publiques et territoires
2.2.3. Institutions et organisation territoriale des activités
2.3. TENSIONS URBAINES ET POLITIQUES PUBLIQUES, CITOYENNETÉ

À chaque niveau "*deux chiffres*" une présentation synthétique des résultats est indiquée, en étant précédée du plan détaillé des opérations de recherche concernées et suivie des fiches résumées d'opérations.

### **AVERTISSEMENT**

*La présentation de chacune des opérations de recherche comporte d'abord son titre, puis l'indication des chercheurs (l'expression incluant évidemment ici les enseignants-chercheurs) qui réalisent cette opération. Lorsque les chercheurs appartiennent à la fois à une ou à des équipes participant à l'IFRÉSI et à une ou des équipes extérieures à la fédération, leurs noms sont portés dans des paragraphes clairement distincts.*



## **1. TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS ET CHANGEMENT SOCIAL**

### **1.1. EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES**

**LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.1. :**

#### **1.1.1. L'EMPLOI ET SES DÉTERMINANTS**

*Emploi et politiques des firmes, contenu du travail*

- 1.1.1. A. Les déterminants socio-cognitifs des politiques d'emploi des entreprises
- 1.1.1. B. Stratégies de globalisation des firmes, et processus de création - destruction d'emplois
- 1.1.1. C. Systèmes d'emploi tertiaire, contenu en emploi de la croissance tertiaire : le cas du commerce de détail dans quatre pays
- 1.1.1. D. Les performances de la petite entreprise industrielle et leurs impacts sur l'emploi
- 1.1.1. E. Changements techniques, organisation et contenus du travail

*Le temps du travail*

- 1.1.1. F. L'aménagement-réduction du temps de travail
- 1.1.1. G. Comparaison et bilan des expériences d'aménagement-réduction du temps de travail en Europe

*Institutions de l'économie et emploi*

- 1.1.1. H. Acteurs et politiques de l'emploi dans la France des années quatre-vingts
- 1.1.1. I. Emplois et transformations des politiques publiques
- 1.1.1. J. La situation des salariés en cas de transfert de l'entreprise dans le cadre d'une procédure collective en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique et aux Pays-Bas

#### **1.1.2. TRAJECTOIRES D'EMPLOI, COMPÉTENCES, PROFESSIONNALITÉS**

*Insertion professionnelle et précarités, trajectoires*

- 1.1.2. A. La démarche inductive en sociologie à propos de l'insertion professionnelle
- 1.1.2. B. La construction sociale de l'employabilité
- 1.1.2. C. Temporalité biographiques et incertitudes
- 1.1.2. D. L'évaluation de l'efficacité des dispositifs de la politique de l'emploi : le cas des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi

*Travail indescriptible, évolution des compétences*

- 1.1.2. E. Travail indescriptible, adaptation et formation
- 1.1.2. F. Travail, compétence et adaptabilité
- 1.1.2. G. Production de compétences évolutives et gestion de l'emploi
- 1.1.2. H. Efficacité des politiques de mobilité interne des cadres dans les grandes entreprises

*Recomposition des professionnalités et des identités professionnelles*

- 1.1.2. I. Transformations des groupes professionnels, transformations des métiers de l'encadrement
- 1.1.2. J. Le design textile
- 1.1.2. K. Recherche appliquée, formation et recherche, sociologie de la connaissance

### **1.1.3. MUTATIONS DES SYSTÈMES DE FORMATION**

- 1.1.3. A. Recherches sur la formation continue
- 1.1.3. B. Orientation, trajectoires scolaires et construction sociale de l'offre de travail
- 1.1.3. C. Évolution de la scolarisation supérieure dans le Nord - Pas de Calais et caractéristiques spatiales de cette évolution
- 1.1.3. D. Devenir des diplômés sortis des Universités
- 1.1.3. E. Géographie de la formation et de l'insertion des jeunes
- 1.1.3. F. Réseau régional des villes universitaires du Nord- Pas- de Calais
- 1.1.3. G. La production sociale des ingénieurs en France : l'étude d'une nouvelle formation d'ingénieurs
- 1.1.3. H. Vers une Euro-Région de l'éducation

## **PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.1. :**

### **EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES**

La crise durable de l'emploi, les tâtonnements difficiles des recherches d'issue, inaugurent des changements profonds dans le fonctionnement des systèmes socio-économiques et culturels comme dans les vies et carrières individuelles : la quantité et la stabilité des emplois sont soumis à des relations très contradictoires avec les normes d'efficacité en œuvre de façon dominante dans les activités; la logique de gestion de la file d'attente qui structure les politiques publiques de l'emploi est discutée tandis que d'autres voies sont expérimentées ; les frontières se brouillent entre les "actifs" et les autres et les statuts se recomposent ; les formes de chômage se diversifient et affectent des catégories de population de plus en plus diversifiées; les institutions de formation sont déstabilisées, les articulations entre les formations, initiales ou continues, et les emplois se troublent et connaissent des "désajustements" objectifs ou subjectifs croissants ; la mobilité en cours de vie active devient une nouvelle norme impliquant des évolutions au sein de l'entreprise comme des changements dans les statuts ou les conditions d'emploi. Les professionnalités se recomposent.

Ces mutations ont des traductions concrètes diversifiées, mais elles signifient toutes un accroissement des incertitudes pesant sur le fonctionnement des systèmes d'emplois et la construction de l'employabilité, la cristallisation des identités salariales et socioprofessionnelles, les systèmes de formation. Dans la mise en œuvre de leur projet 1994-97, de nombreux chercheurs de l'Ifrési ont investi ces axes de réflexion et développé des recherches centrées sur ces enjeux.

#### **1.1.1. L'emploi et ses déterminants**

Les questions de recherche posées sont pour une part centrées sur les déterminants et régulations de l'emploi en quantité et qualité. Les points d'entrée relèvent à la fois de l'étude des stratégies de gestion de l'emploi des entreprises et d'approches institutionnelles. À l'exception des travaux sur les institutions de l'économie de marché, les opérations se sont engagées récemment en bénéficiant de l'effort national d'impulsion des recherches sur l'emploi et dans le cadre des priorités du projet 1994-97 de l'Ifrési.

Desreumaux et alii visent à explorer les liens potentiels entre schémas d'interprétation des décideurs d'entreprises et politiques d'emploi tant au plan quantitatif (approvisionnement en ressources humaines) qu'au plan qualitatif (philosophie de gestion des ressources humaines et conception du "contrat d'emploi"). Cette orientation se rattache au développement actuel des recherches d'inspiration socio-cognitive en matière de formation et de mise en œuvre de la stratégie d'entreprise. Elle retrace donc des schémas de décision n'entrant pas dans une rationalité technico-économique prise au sens traditionnel. Parallèlement des travaux portent sur les notions même d'efficacité et sur les mesures qui s'y rattachent, et sur les incidences de celles-ci en matière d'emploi.

L'objectif de la recherche de Krifa et alii est de déterminer dans quelle mesure la mobilité des firmes dites "globales" est effectivement responsable des mutations à la fois quantitatives et qualitatives de la structure des emplois dans trois pays (France, Grande Bretagne et Italie) et quelles peuvent en être les conséquences du point de vue de l'analyse et des politiques économiques. Les résultats montrent que les processus de création / destruction d'emplois tiennent à la fois aux stratégies de globalisation des firmes et aux structures sectorielles de marché.

Les processus de création / destruction d'emplois sont explorés d'un autre point de vue, à partir de l'approfondissement de la notion de performance et de son impact sur l'emploi (Delneste et alii). Cette interrogation est centrée sur les petites entreprises industrielles françaises, qui sont caractérisées par différentes dynamiques de comportement : mode d'appréhension de la clientèle et du marché, type de coordination des activités de production, stratégies technologiques, personnalité et rôle de l'entrepreneur.

L'analyse du contenu en emploi de la croissance tertiaire est au centre de recherches sur le commerce de détail (Gallouj et alii). Celles-ci dégagent des modèles nationaux de développement de l'emploi et de répartition du temps de travail, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne et au Japon. Les résultats soulignent que l'objectif omniprésent de flexibilité organisationnelle peut passer par des systèmes d'emplois et des modes de gestion des ressources humaines divers, voire opposés sur le plan de leur maîtrise de leur emploi du temps par les salariés.

Les mutations de l'emploi sont appréhendées par Rabier et alii à partir de l'observation de l'introduction d'un changement technique entraînant des gains de productivité. La mise en place de la dématérialisation des feuilles de soins dans les mutuelles des électriciens et gaziers est étudiée de manière longitudinale, depuis son implantation jusqu'à ses répercussions sur l'organisation du travail et les activités des agents.

Les dynamiques d'emploi renvoient également à la question des liquidations, redressements, absorption et redémarrage des entreprises, en particulier dans une période où les dépôts de bilan augmentent et l'espérance de vie des entreprises diminue. Aussi des chercheurs entreprennent d'analyser les effets des directives de l'Union Européenne de 1977 et 1994 en matière de transfert de l'entreprise, pour étudier en particulier le statut du personnel dans ces procédures : source de richesses ou de coûts, capital humain ou charges (Gerth et alii).

L'aménagement et la réduction du temps de travail est également devenu un thème de travail important, développé en lien étroit avec la mise en place d'une politique régionale en la matière (Vaneecloo et alii). Ce programme a de multiples objectifs : assurer un recensement des expériences d'ARTT, repérer les obstacles à la diffusion de l'ARTT, éclairer l'espace de négociation des partenaires sociaux, indiquer les niveaux, procédures et contenus adéquats de négociation, identifier les opportunités de développement de nouvelles activités liées à l'ARTT, évaluer l'impact et les défaillances des politiques publiques.

La question des procédures d'introduction de l'ARTT dans les entreprises, et des règles du jeu issues des politiques publiques et des dispositions juridiques et réglementaires, est au cœur d'une comparaison des expériences d'ARTT en Europe (Redor et alii). La particularité française est double : d'une part la place très importante de l'État dans la définition des règles générales d'application de l'ARTT, d'autre part la faiblesse des syndicats, au niveau régional et dans les entreprises, qui leur interdit de prendre une part active aux négociations et expertises nécessaires à l'adoption de mesures d'ARTT.

Le caractère central de l'appareil politico-administratif (cabinets ministériels et administrations centrales) dans la conception et la production des décisions en matière de lutte contre le chômage est confirmé par l'étude de l'échec du projet de réduction de la durée du travail à 35 heures en 1981-1982 (Mathiot). L'analyse des pratiques et expériences des acteurs de la décision publique permet de souligner combien la politique de l'emploi est une politique continuiste destinée plus à la gestion des situations de chômage qu'à la création d'emplois.

Enfin l'observation des dispositifs d'insertion par l'économique souligne combien les politiques de l'emploi sont marquées par l'incertitude et sont impuissantes à doter leur action d'un sens capable de produire l'adhésion des acteurs et d'instaurer un espace public de discussion sur l'évolution des formes d'emploi et des modes d'accès à la protection sociale (Autès et alii).

### **1.1.2. Trajectoires d'emploi, compétences, professionnalités**

L'attention accordée aux déséquilibres durables sur le marché du travail a aussi conduit à des recherches centrées sur la question des formes d'articulation entre, d'une part des règles de gestion de l'emploi qui peuvent être appréhendées au niveau de l'entreprise, du marché local du travail, d'institutions de médiation entre offreurs et demandeurs, et d'autre part des trajectoires socioprofessionnelles de salariés, de jeunes entrants dans la vie active, ou d'adultes de bas niveau de qualification. Le travail social de construction de l'employabilité, de production des compétences, de mobilisation des individus, mais aussi de déstabilisation des groupes professionnels ou de réorganisation des trajectoires biographiques, etc..., est au cœur de cet ensemble de recherche.

Ainsi les chômeurs ne sont pas étudiés uniquement à travers leurs stratégies de recherche d'emploi ou leurs réactions individuelles à la privation d'emploi, mais aussi à partir des situations et des

contextes de socialisation qu'ils rencontrent : interactions avec des professionnels de l'emploi ou de la formation, pratiques collectives et formes d'expression publique (Demazière et alii). Ces analyses approfondissent les mécanismes de catégorisation du chômage : rapports subjectifs des individus à cette situation, confrontations aux sanctions sur le marché du travail, transformations des codifications juridiques de la privation d'emploi, luttes collectives pour construire la signification sociale du chômage.

C'est également la question de la mise en mots de l'emploi (ou de la privation d'emploi) qui est au cœur d'une recherche consacrée à l'insertion professionnelle des jeunes et qui débouche sur l'identification de systèmes de croyances professionnelles contrastés (Demazière). Quatre mondes professionnels sont dégagés, qui sont des expressions contingentes de processus typiques de construction identitaire dans la société française contemporaine : le monde des métiers qui renvoie à l'opposition entre la place et l'affaire, le monde du travail protégé qui oppose la trappe de l'exclusion et l'emploi octroyé miraculeusement, le monde des emplois qui oppose le chômage fortement rejeté et son double qu'est l'emploi stable, le monde des fonctions, tendu entre les situations d'exécution et les projets d'évolution et d'ascension sociales.

Une approche anthropologique et économique de la gestion de l'incertitude approfondit l'analyse d'itinéraires de précarité dont différents types ont été distingués, selon que leur forme est liée à un handicap, à un processus d'engrenage, à un accident ou à un processus d'alternance (Leclerc-Olive et alii). Tout en saisissant les formes d'expériences passées de la précarité, il s'agit de comprendre l'horizon d'attente des personnes concernées, en tentant de saisir les manières de dire l'expérience comme une ressource pour penser l'avenir.

Du point de vue économique l'employabilité des individus est interrogée à partir de la notion d'adaptabilité ainsi que des processus d'ajustements entre l'offre et la demande de qualifications transférables. Cette approche s'applique tout d'abord à évaluer l'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi en proposant une évaluation multicritère de leurs effets et une conceptualisation de modèles de fonctionnement du système des stages (modèle de l'offre administrée et modèle du quasi-marché) (Stankiewicz).

L'analyse de l'adaptabilité débouche aussi sur une réflexion théorique consacrée aux principes d'affectation optimale des ressources humaines lorsque le travail est indescriptible (Stankiewicz). Elle conduit à étudier empiriquement divers processus de fonctionnement du marché du travail : pratiques des entreprises soumises à une forte contrainte d'adaptation, telle que le vieillissement des salariés (Legrand), les pénuries de main d'œuvre (Debaisieux), ou la variabilité de l'environnement (Botte) ; développements de la capacité d'adaptation des salariés, tels que la construction de l'expérience (Toutin-Trelcat, Cart), la spécificité du système français de formation continue (Leignel), les processus d'apprentissage dans l'entreprise (Perisse), la formation en alternance (Léné) ; ou encore perception des coûts économiques et sociaux du chômage (Manté-Dunat) et concept de réserve de main-d'œuvre (Manté).

La production des compétences, mais aussi la gestion de l'emploi, sont analysées dans des contextes marqués par une innovation permanente. L'étude de grandes entreprises industrielles du secteur des activités informationnelles isole deux sous-systèmes d'emploi : un sous-système industriel caractérisé par la relation entre innovation de procédé et formation et un sous-système professionnel structuré par la relation entre innovation de produit et formation (Pernod-Lemattre). La recherche centrée sur le pourvoi de postes d'ingénieurs-techniciens dans des firmes des secteurs électronique et télécommunications montre, au cours de la période 1980-95 l'émergence d'incertitudes croissantes sur l'avenir, à la fois pour le salarié et pour l'entreprise, et en dégage les conséquences sur la contractualisation entre les deux parties (Scheer). L'observation des pratiques de onze grandes entreprises constitue une approche complémentaire permettant d'évaluer les enjeux et les effets de la mobilité interne des cadres (Redor et alii).

L'analyse des transformations des métiers de l'encadrement constitue un autre enjeu central des mécanismes de redéfinition des espaces occupationnels, tant ces métiers sont mis à contribution, vivement incités à mieux encadrer, mieux mobiliser, mieux former les professionnels ou les opérateurs, à développer de nouvelles méthodes de management, à modifier leurs cultures professionnelles (Demainly et alii). Différentes recherches décrivent ces mutations, à travers les interactions propres à l'Education Nationale entre le haut encadrement, l'encadrement de proximité et les enseignants (Demainly), à travers la structuration du groupe professionnel infirmier (Dembinski), à travers la génèse du métier de douanier (Jacob).

Les angles d'analyse des transformations des pratiques et identités professionnelles sont multipliées, de manière à enrichir une réflexion plus transversale sur cette thématique : étude des designers textile et leurs relations avec le monde industriel (Lefebvre et alii), étude de la production sociale de recherche-développement sur les problèmes d'enseignement et d'éducation (Demainly).

### 1.1.3. Mutations des systèmes de formation

Les mutations des systèmes de formation, tant continue qu'initiale, constituent un autre terrain de recherche qui permet également d'avancer dans la compréhension des mécanismes de construction de l'emploi, du travail, des qualifications. Les recherches effectuées à ce sujet relèvent de façon principale de la sociologie, mais elles comportent aussi des approches géographiques et des amorces économiques.

La formation continue a connu des évolutions extrêmement sensibles au cours de la période récente. Plusieurs approches ont été combinées pour appréhender les évolutions de la fonction formation en entreprise et les transformations des articulations de la formation et des situations et collectifs de travail (Charlon et alii). La tendance à une internalisation croissante de la fonction formation, marquée par une implication des opérationnels de production et l'émergence de nouvelles modalités de formation par et dans les situations de travail, a ainsi été mise en évidence. Les grandes tendances d'évolution de l'espace des relations entre les organismes et les entreprises peuvent être repérées à trois niveaux d'analyse : le passage d'un pilotage des transactions par l'offre à un pilotage par la demande, l'amplification des processus de construction partenariale de l'offre de formation, le développement de l'esprit entrepreneurial et commercial des organismes ; un mouvement de rationalisation des services qui se traduit par le développement d'une certaine standardisation des prestations, la réalisation d'actions de formation "sur mesure", la formalisation de certains savoir-faire ; un mouvement d'évolution des professionnalités des formateurs, de transformations dans les profils d'emploi.

Dans le prolongement de la tendance à la construction d'actions de formation appuyées sur des situations de travail, des expérimentations de nouvelles filières de formation des ingénieurs impliquant très fortement les entreprises sont analysées (Roquet). La focalisation de la recherche sur les Nouvelles Formations d'Ingénieurs (NFI) permet d'inscrire l'analyse du système de formation au sein des mécanismes de production et de reproduction du groupe professionnel des ingénieurs et des tensions qui le traverse (hiérarchie des écoles, position de l'ingénieur dans l'entreprise...).

À côté de l'accent important mis sur la formation continue, d'autres travaux s'attachent au système éducatif de formation initiale. Ainsi, celui-ci est étudié à partir de ses usagers et de leurs carrières scolaires. Une recherche centrée sur les trajectoires individuelles dans le réseau secondaire-supérieur remet en question les notions "d'orientation", de "demande d'éducation", de "projets" scolaires ou professionnels au profit d'une description en termes de "carrière" (Convert et alii). L'accent est mis sur les processus de définition des identités des étudiants et sur les effets de marché scolaire dans la construction des trajectoires et des représentations des avenir professionnels individuels.

Par ailleurs, une recherche (Gerth) s'attache à la dimension internationale européenne des systèmes de formation initiale, en particulier au sein de l'Eurorégion.

Une recherche centrée sur l'analyse des parcours scolaires et universitaires dans l'espace régional des formations supérieures souligne le poids déterminant du milieu social, et met en évidence une autre source d'inégalité : la distance géographique entre résidence de la famille et offre d'enseignement supérieur (Convert et alii). L'étude montre que cet effet important exercé par l'offre située à proximité sur la demande s'exerce particulièrement sur ceux qui ont la situation la moins favorable du point de vue social et des résultats scolaires.

Malgré un développement important de la scolarisation supérieure les inégalités géographiques de l'offre demeurent sensibles, quantitativement et qualitativement, et ces différenciations ont un effet structurant sur les orientations des étudiants au sein des filières (Guggenheim et alii). Le développement des formations, qui s'est accompagné d'un élargissement de l'offre de formations universitaires et d'une hausse du niveau des diplômes obtenus a pesé sur le devenir professionnel

### *1.1. Emploi, formation, trajectoires (présentation d'ensemble)*

---

des sortants, mais les variations conjoncturelles du marché de l'emploi régional ont des effets particulièrement sensibles sur l'insertion professionnelle des anciens étudiants (Guggenheim et alii).



## **1.1.1. L'EMPLOI ET SES DÉTERMINANTS (fiches des opérations)**

### **1.1.1.A. LES DÉTERMINANTS SOCIO-COGNITIFS DES POLITIQUES D'EMPLOI DES ENTREPRISES (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

CLARÉE : Alain DESREUMAUX (PR), Pierre LOUART (PR), Christel BEAUCOURT (MC), Marie-Claude MASSE (MC), Philippe PAILLOT (MC), Phillippe SAIELLI (CE), Stéphane BELLINI (AL), Jean-Charles BECOUR (IR), Olivier de la VILLARMOIS (AL), Thierry VERSTRAETE (Aec)

#### **Objet, méthode, résultats**

Le travail réalisé s'inscrit dans une perspective socio-cognitive de la stratégie d'entreprise et des décisions relatives à l'emploi qui lui sont attachées. Il s'agissait d'explorer des facteurs se situant en amont ou en filigrane de la rationalité technico-économique d'ordinaire mobilisée pour décider et justifier des choix en matière d'emploi, qu'ils soient de nature quantitative ou qualitative.

Cette perspective a conduit à focaliser l'attention sur les schémas d'interprétation des décideurs, c'est-à-dire les schémas cognitifs qui guident leur expérience du monde, identifient ses composants et aspects pertinents, indiquent la façon de les connaître et de les comprendre. Il est légitime de penser que les décisions des entreprises en matière d'emploi sont en effet, au moins pour partie, inspirées par ces schémas d'interprétation en vigueur. Le contenu de ces derniers (croyances et valeurs quant au domaine approprié d'activité, aux principes et modes pertinents d'organisation, à la nature des enjeux stratégiques auxquels les acteurs d'un domaine d'activité sont confrontés, etc.) présente en effet des implications évidentes dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

Le contenu de ces liens a été conjecturé sur la base de deux idées principales. Le fait, tout d'abord, que les schémas d'interprétation des décideurs sont sans doute marqués par les discours successifs de crise qui caractérisent les diagnostics macro-économiques et sectoriels de ces dernières années. En second lieu, l'idée selon laquelle les schémas d'interprétation en vigueur sont sectoriellement spécifiques, puisque les enjeux stratégiques, les perspectives d'évolution, les facteurs clés de réussite, varient bien évidemment selon les secteurs d'activité considérés.

Au plan conceptuel, la recherche a été conduite dans le cadre d'une conception configurationnelle de l'entreprise, où les schémas d'interprétation tiennent une place essentielle. Cette conception a été déclinée en quelques modalités de la force du lien social qui peut être à l'œuvre au sein de l'entreprise et de la temporalité des pratiques de gestion des ressources humaines qui leur sont associées.

Au plan empirique la collecte de données, croisant entretiens semi-directifs auprès de chefs d'entreprise et/ou de responsables de la gestion des ressources humaines et questionnaires administrés, a été réalisée auprès de 35 entreprises appartenant à trois secteurs d'activité différents : textile, distribution et agro-alimentaire. Compte tenu de la taille restreinte de l'échantillon, la recherche présente évidemment un caractère exploratoire.

Les résultats du traitement des données collectées peuvent être synthétisés en trois propositions principales.

Tout d'abord, le constat d'une diversité limitée des comportements stratégiques et des pratiques de gestion des ressources humaines. Les typologies qui avaient servi de base de réflexion à cet égard suffisent largement pour inventorier les pratiques, tant lorsqu'on les examine globalement que lorsque l'on procède aux analyses sectorielles. Sur ce plan, on observe que la variété des comportements stratégiques et des pratiques de GRH des entreprises des secteurs textile et distribution est fort réduite, mais un peu plus élevée dans le cas de l'agro-alimentaire.

Le deuxième constat principal est celui d'une prégnance réelle, mais variable, de schémas d'interprétation sectoriels s'exerçant sur les décisions en matière d'emploi et de GHR. Les logiques sectorielles s'avèrent plus explicatives que la toile de fond macro-économique générale s'agissant de politiques d'emploi. Sur les trois secteurs considérés, cet effet des schémas d'interprétation est

particulièrement net dans les cas des entreprises du textile et de la distribution. Les schémas à l'œuvre dans ces deux secteurs sont cependant fort contrastés et ceci n'est pas sans lien avec l'état des rapports de force qui existent entre les entreprises appartenant à l'un et l'autre de ces secteurs. En allant à l'essentiel, on peut considérer que le schéma d'interprétation dans le cas de la distribution est celui d'entreprises, sinon dominatrices, du moins se considérant maîtres de leur destinée et poursuivant une stratégie de développement tandis que le cas des entreprises textiles est celui d'entreprises se voyant fortement contraintes et forcées de privilégier une logique réactive à court terme. Le cas du secteur agro-alimentaire est marqué par une plus grande variété des schémas et des comportements stratégiques, liée au caractère quelque peu hétéroclite, au plan des activités et de la taille, des entreprises interrogées.

Enfin, bien que l'analyse des processus de formation et d'évolution des schémas d'interprétation ne constituait pas un objectif accessible dans le cadre d'une recherche exploratoire et des méthodes d'investigation utilisées, le dernier constat qui mérite d'être souligné est le faible pouvoir explicatif apparent du degré d'organisation collective du secteur d'activité sur l'existence des schémas d'interprétation.

### **Partenaires et financement**

L'opération de recherche a fait l'objet d'une convention d'étude avec le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle.

Elle a bénéficié par ailleurs d'un financement dans le cadre de la première tranche du contrat de plan Etat-Région 1994-1998 et d'un soutien complémentaire accordé par le conseil scientifique de l'Université des Sciences et Technologies de Lille.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Rapport**

DESREUMAUX Alain, LOUART Pierre, PAILLOT Philippe (1995) *Les stratégies des entreprises en tant qu'acteurs de l'emploi*, Rapport pour le Ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques), 3 vol., janvier 51 p., février 49 p., février 169 p.

#### **Communications**

DESREUMAUX Alain, LOUART Pierre (1995) "Stratégies d'entreprise et politiques d'emploi : jalons pour une lecture socio-cognitive", IVèmes Journées IFRESI, Lille, 30 et 31 mars

DESREUMAUX Alain, SAIELLI Philippe (1997) "Les déterminants socio-cognitifs des politiques d'emploi : quelques éléments d'observation", Vèmes journées IFRESI, 20 et 21 mars

\*

\* \* \*

### **1.1.1.B. STRATÉGIES DE GLOBALISATION DES FIRMES ET PROCESSUS DE CRÉATION/DESTRUCTION D'EMPLOIS (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

CEPE : Hadjila KRIFA (MC), Eric RUGRAFF (ATER), Karine VERMEIRE (ATER), Bénédicte DEWULF (ATER).

Equipes extérieures : Giovanni BALCET (Université de Turin), Aldo ENRIETTI (Université de Turin), Jason Duckworth (St Peters'College, Oxford), S. Sabey (St Peters'College, Oxford), A. Skinner (St Peters'College, Oxford) Eric Swyngedouw (St Peters'College, Oxford), Gianpaolo Vitali (CRIS Cn2, Turin).

#### **Objet, méthode, résultats**

L'objet de cette opération était d'apporter un éclairage sur les liens entre la globalisation des firmes et l'emploi dans les pays industrialisés. Cet éclairage est utile au regard des deux mutations fortes que connaît l'économie contemporaine: un chômage important et persistant et la tendance à la mondialisation des économies.

Dans une première étape, nous avons élaboré un cadre d'analyse théorique et méthodologique.

Au plan théorique, nous montrons que les explications dominantes relèvent de modèles le plus souvent inopérants, soit parce qu'ils ont débattu de la question de l'impact des échanges extérieurs sur l'emploi essentiellement du point de vue de la répartition des spécialisations entre Nations, soit parce qu'ils se sont focalisés sur les coûts comparatifs de main-d'œuvre pour expliquer l'investissement à l'étranger. Nous proposons d'accorder une place centrale au déterminant "stratégies" des multinationales. En effet, le trait essentiel de la mondialisation des économies est la transformation de l'organisation de la production et de la compétition à l'échelle mondiale. Cette mutation est imputable à la libéralisation des échanges mais surtout à l'essor spectaculaire des firmes dites globales. Ces groupes qui organisent désormais leurs activités au niveau mondial cherchent à optimiser la gestion de l'espace en combinant plusieurs logiques stratégiques qui affectent indéniablement l'emploi. Fondées sur le principe de l'internalisation des gains de productivité grâce à la spécialisation et l'organisation réticulaire, sur celui des économies d'échelle et de variété grâce à la gestion du dilemme global/local, ces logiques conduisent à des économies de main-d'œuvre et à une certaine redistribution des qualifications au niveau international.

Au plan méthodologique, les évaluations au niveau macro-économique comme au niveau micro présentent de nombreux inconvénients. Une manière de les corriger est de se situer à la fois au niveau des secteurs et des firmes. C'est la démarche que nous avons adoptée dans une étude comparative France/Grande Bretagne/Italie destinée au Commissariat Général du Plan. Elle se justifie d'autant que:

- la multinationalisation et ses répercussions sur l'emploi ne touchent pas de façon uniforme les différents secteurs d'activité.
- le modèle d'expansion de la firme conditionne son type d'insertion territoriale et donc le volume et la qualité des emplois.

L'étude empirique a concerné trois secteurs d'activité (industries automobile, agro-alimentaire et textile-habillement) de trois pays européens (la France, le Royaume-Uni et l'Italie).

- L'analyse sectorielle a caractérisé la dynamique de mondialisation et l'évolution de l'emploi dans les secteurs sur la base des données macro-économiques disponibles.
- L'examen approfondi d'une cinquantaine de cas d'entreprises, grâce aux informations publiées par la presse économique et les entreprises elles-mêmes ainsi qu'aux données obtenues lors de l'enquête (réalisée au cours de l'année 1996 par les équipes française, italienne et britannique) a fourni des indications sur les modèles stratégiques et organisationnels des multinationales et leurs impacts sur l'emploi.

Les résultats montrent que dans les 3 secteurs étudiés, le processus de création/destruction d'emplois tient tout à la fois des caractéristiques de production et des structures de marché que de la globalisation proprement dite et des stratégies développées par les firmes. Dans un contexte de saturation relative de la demande, plus le secteur est concentré plus les effets destructeurs d'emplois sont amplifiés par une dynamique de compétition mondialisée et la mise aux normes de la productivité internationale (cas de l'automobile et de certains segments dans l'alimentaire).

Cependant, la protection institutionnelle des marchés et/ou leur hétérogénéité persistante freinent encore le rythme de destruction. Dans les secteurs où la mondialisation organise une mise en compétition de la main d'oeuvre peu qualifiée des pays développés avec celles des pays aux règles et législation sociales complètement différentes (l'habillement et la bonneterie), les stratégies de création d'avantages spécifiques par les firmes dont ceux liés à la coopération au sein de la filière, apparaissent comme une des réponses possibles aux délocalisations vers les pays à bas coût de main-d'oeuvre (exemple du modèle italien). Enfin, dans un secteur capitaliste comme le textile, ce sont les stratégies de substitution du capital au travail, sous la pression de la concurrence des pays les plus développés qui expliquent les destructions d'emplois et non les délocalisations stricto sensu.

Au total, dans les trois secteurs étudiés, le passage à des stratégies globales s'accompagne d'un processus de destruction d'emplois même s'il est difficile d'isoler le facteur globalisation des autres. Bien sûr, la globalisation peut s'avérer aussi un champ d'opportunités pour gagner de nouveaux marchés, accéder à d'autres savoir-faire et à des ressources élargies et diversifiées. Mais le jeu stratégique auquel se livrent les firmes globales conduit à la domination des logiques de rationalisation à vaste échelle et au diktat de la productivité. Le prix à payer à court terme est l'emploi sans que les bénéfices à terme soient encore perceptibles. Les effets pervers de la globalisation sont moins dans la concurrence des pays à bas salaires que dans la logique d'un système économique qui ne trouve plus tous ses repères.

### **Partenaires et financement**

Commissariat Général du Plan  
Conseil Régional Nord - Pas de Calais

### **Publications issues de l'opération**

#### **Contribution dans ouvrage collectif**

KRIFA Hadjila (à paraître) "Globalisation et création/destruction d'emplois : un cadre d'analyse", in : LAMOTTE B., *Tendances des relations d'emplois*, L'Harmattan.

#### **Rapports**

KRIFA Hadjila (sous la direction) (1996) *Stratégies de globalisation des firmes et création/ destruction d'emplois : cadre d'analyse et méthodologie*. Rapport pour le Conseil Régional Nord-Pas de Calais, I.F.R.E.S.I., Juin, 81 p.

KRIFA Hadjila (sous la direction) (1996) *Stratégies de globalisation des firmes et création/ destruction d'emplois : étude comparative France Grande Bretagne, Italie*. Rapport pour le Commissariat Général du Plan (n° 45/94). I.F.R.E.S.I. Novembre. Volume 1, 201 p. et Volume 2 (annexes), 134 p.

#### **Communications**

KRIFA Hadjila (1997) "Globalisation des entreprises et création/ destruction d'emplois dans les pays développés". Vèmes Journées Ifresi. Lille, 20-21 Mars.

KRIFA Hadjila (1997) "La globalisation contre l'emploi ? Eléments d'analyse et études de cas". Colloque Association Tiers monde - Association de Science Régionale de Langue Française. Poitiers 28-30 mai.

\*

\* \* \*

### **1.1.1. C. SYSTÈMES D'EMPLOI TERTIAIRE, CONTENU EN EMPLOI DE LA CROISSANCE TERTIAIRE : LE CAS DU COMMERCE DE DÉTAIL DANS QUATRE PAYS (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Camal GALLOUJ (MC), Jean GADREY (PR), Florence JANY-CATRICE (MC), Thierry RIBAULT (CR)

Equipes extérieures : C. BARET (Univ. De Bourgogne), I. NOHARA (LEST), K. HONDA (Institut Japonais du Travail)

#### **Objet, méthode, résultats**

La plus grande partie de ces recherches, menées de 1994 à 1997, a porté sur l'emploi commercial, sa gestion et son volume, dans une perspective de comparaisons internationales et de construction de modèles.

Dans ce cadre, deux programmes ont été menés. Chacun a fait l'objet d'un rapport de recherche distinct : l'un destiné au commissariat Général du Plan, l'autre à la DARES (Ministère du Travail).

Le premier programme visait à répondre à la question suivante : pourquoi le commerce de détail japonais produit-il beaucoup plus d'emplois que son homologue français ?

Pour répondre à cette question, nous avons eu tout d'abord recours à une approche économique classique. A ainsi été construit un premier système « explicatif » mobilisant différents facteurs économiques : la productivité commerciale, les coûts du travail et la durée du travail (y compris le temps partiel). Ce premier système explique environ la moitié des écarts entre les deux pays en termes d'emploi. Le contenu qualitatif des services du commerce mis en évidence par une analyse multicritère permet de rendre compte des différences restantes. Mais ces premiers facteurs explicatifs ont à leur tour besoin d'être interprétés et insérés dans un système d'explications plus vaste. Une approche systémique de type socio-économique nous a conduits à mettre en avant l'influence de différents espaces (espace des marchés et de la concurrence, espace des relations professionnelles, espace organisationnel et technique, et espace de la division familiale du travail) dans la cohérence actuelle du modèle national japonais de production d'emplois dans le commerce. Un trait particulièrement fort de ce modèle est le poids des normes familiales et de la division sexuée des rôles sociaux.

Le deuxième programme de recherche a également eu pour terrain le commerce, et plus particulièrement le grand commerce de détail alimentaire, dans une optique de comparaison internationale de trois pays (France, Allemagne et Grande-Bretagne). Il s'agissait ici de mettre en évidence des modèles nationaux de « répartition du temps de travail » dans les grandes surfaces alimentaires de ces trois pays, les solutions adoptées pour flexibiliser les temps de travail individuels et collectifs, et les déterminants économiques et institutionnels de ces solutions. A nouveau, certaines caractéristiques des quatre « espaces » précédents ont été mobilisées. Parmi les résultats de cette recherche, on trouve notamment des contrastes entre organisation négociée ou imposée des horaires et de la durée du travail, ainsi qu'entre formes « compatibles » et « non compatibles » d'organisation du temps de travail, la compatibilité étant évaluée au regard des contraintes non professionnelles des salariés, elles-mêmes diverses selon les pays, les horaires d'ouverture, (souvent très typés nationalement), et le profil familial des personnes. Tant la comparaison internationale que la comparaison entre établissements d'un même pays montrent que l'objectif omniprésent de flexibilité organisationnelle peut passer par des systèmes d'emplois et des modèles de gestion des ressources humaines divers, voire opposés sur le plan de la maîtrise de leur emploi du temps par les salariés.

Enfin, au-delà du cas de l'emploi commercial, Jean Gadrey a poursuivi au cours de cette période une réflexion sur la relation de complémentarité entre l'industrie et les services dans la dynamique économique et dans le « contenu en emploi » de la croissance. Les publications correspondantes s'intéressent aux conditions de développement de l'emploi dans les services de proximité, à la question de la désindustrialisation, et aux politiques régionales de l'emploi.

## **Partenaires et financement**

Commissariat Général du Plan  
Conseil Régional Nord - Pas de Calais

## **Publications issues de l'opération**

### **Contribution dans ouvrage collectif**

RIBAULT Thierry (à paraître en 1997) "Structures commerciales au Japon : où modernisation ne rime pas avec révolution", 30 p. In : *Le JAPON 1997*, Paris, Editions Complexes.

### **Rapports**

GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, RIBAULT Thierry (1996) *France Japon : L'emploi en détail. Essai d'analyse socio-économique*. Rapport pour le Commissariat Général du Plan . 214p. + annexes.

### **Communication**

GALLOUJ Camal (1996) "The French Model of the Hypermarket and Human Resource Management : the Case of Auchan". Conference held at the Maison franco-japonaise : Employment Systems and Human Resources Management in Retailing : the cases of Japan, United Kingdom, Germany and France, Tokyo, 22-23 octobre.

\*

\* \*

## **1.1.1.D. LES PERFORMANCES DE LA PETITE ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET LEURS IMPACTS SUR L'EMPLOI (OPÉRATION ACHEVÉE)**

### **Chercheurs**

LABORES : Bénédicte DELNESTE (CE), Benoît DERVAUX (CR), Pierre MASSON (IE), François MILLÉQUANT (CR)

Equipe extérieure : Jean-Philippe BOUSSEMART (PR), Université de la Réunion

### **Objet, méthode, résultats**

Cette recherche empirique expose tout d'abord la construction et la caractérisation de profils « technologiques » de Petites Entreprises Industrielles sur la base d'interviews approfondies réalisées auprès de 214 dirigeants de petites entreprises industrielles françaises indépendantes, préalablement sélectionnées en fonction de critères de taille (effectifs employés compris entre 5 et 120 salariés), d'indépendance juridique et du type d'activité principale (à vocation industrielle et/ou de maintenance). Cette phase inductive s'appuie donc sur l'observation de « réalités » et de pratiques en œuvre dans les entreprises, appréhendées au travers du « filtre psychocognitif » du dirigeant, c'est-à-dire de sa propre «vision» de son entreprise.

Il s'agit ici de présenter une typologie d'entreprises qui mette en évidence des positionnements divers et des dynamiques de comportement différentes et d'énoncer les variables ou dimensions les plus discriminantes<sup>1</sup>, notamment quant :

- aux modes d'appréhension de la clientèle et du marché : positionnement dans la filière et ouverture intersectorielle, degré de maturité du marché (lancement, croissance, maturité, déclin), conséquences sur la pérennité de la PEI, dynamique concurrentielle et structure du marché (nombre de concurrents, pressions concurrentielles, formes de marché...).
- au type de coordination des activités de production : choix et structure des investissements, conception et organisation du processus industriel (flexibilité, polyvalence, standardisation...).
- aux stratégies technologiques sous-jacentes...(politique d'innovation, conception du produit...). La dynamique technologique comprend notamment les stratégies d'innovation (innovation de rupture ou innovation adaptative, fondamentale ou appliquée), l'organisation de la recherche eu égard aux logiques d'affrontement, d'évitement ou de coopération.

<sup>1</sup> inspirée de l'I.R.E.P.D. (ouvrage collectif) : "Stratégie technologique et avantage concurrentiel", Grenoble, 1993, 306 pages.

- au rôle de l'entrepreneur et à son mode de comportement. Dans notre cas, il importe en effet de prendre en compte une dimension très importante qui est le profil et la personnalité de l'entrepreneur. Celle-ci interagit avec l'ensemble des autres dimensions ci-dessus évoquées puisqu'elle préfigure, voire peut-être conditionne, les choix effectués.

La richesse des résultats dépend également de la judiciosité du choix de méthode de traitement des données recueillies. La notion de « thémoscope » utilisé ici a été introduite<sup>2</sup> à propos des stratégies de traitement statistique des données d'enquêtes ; il permet de décrire un thème, multidimensionnel par nature, en le situant dans le contexte global de l'enquête. Il consiste en un enchaînement de méthodes d'analyse factorielle et de classification, aboutissant à une description de chaque classe obtenue par les modalités les plus caractéristiques. Le prétraitement par l'analyse factorielle, agissant comme un filtre s'appuyant sur la stabilité des axes fondamentaux, permet de consolider la procédure de classification en la rendant moins dépendante des fluctuations aléatoires et/ou de l'adjonction ou de la suppression d'observations. Six groupes sont ainsi constitués et se dénomment : *accomplies, résignées, producteurs, explorateurs, leaders et héritières*.

Les profils mis en lumière ont ensuite été confrontés à des mesures de performance dont on a au préalable explicité les critères (score Z, performance financière, performance économique, note de pérennité). Ainsi, pour compléter le dispositif de mesure de performance, jusqu'ici trop statique et fonction essentiellement des résultats du passé, on a construit des notes de pérennité, évaluations subjectives de l'enquêteur sur les chances de survie de l'entreprise.

Les résultats nous montrent notamment comment de grandes catégories de critères de jugement de l'efficacité peuvent converger ou diverger, se compléter voire s'opposer. En effet, les mesures de performance effectuées n'aboutissent pas systématiquement à des classements identiques des classes : un groupe, bien classé suivant un critère, peut ne pas l'être suivant un autre. En outre, on ne remarque pas de différence significative majeure de niveau de performance entre les groupes. Par conséquent, la procédure de classification ne permet pas d'opérer une sélection de profils, considérés comme plus ou moins efficaces et donc d'identifier clairement des modalités discriminantes en tant que facteurs explicatifs de la performance. En outre, cette recherche montre la nécessité de privilégier tant l'analyse des régularités (examen des moyennes, médianes...), passant par la description de groupes homogènes, que l'analyse des singularités (différences, caractères spécifiques par l'observation des variances).

## Partenaires et financement

Contrat de Plan Etat-Région

## Publications issues de l'opération

### Rapports

DELNESTE Bénédicte, MASSON Pierre (1996) *Profils d'entreprises et évaluation des performances des Petites Entreprises Industrielles*, Rapport de recherche, IFRESI, juin, 62 p.

### Communications

DELNESTE Bénédicte (1997) "Profils technologiques de Petites Entreprises Françaises et évaluation des performances". Communication acceptée à la 9ème conférence internationale de socio-économie, Montréal, Canada, 5-7 juillet.

DELNESTE Bénédicte (1997) "Profils d'entreprises et évaluation des performances des Petites Entreprises Industrielles", Communication aux Vèmes Journées IFRESI, 20-21 mars.

DELNESTE Bénédicte (1995) "L'évaluation et les déterminants de la performance des petites entreprises industrielles françaises", Communication au colloque *Restructuration des entreprises dans les économies en transition*, Pologne, Poznan, 16-18 novembre.

\*

\* \*

---

<sup>2</sup> LEBART L. : « Stratégies du traitement des données d'enquêtes », *La revue du MODULAD*, numéro 3, pp 21-29, 1989.

**1.1.1.E CHANGEMENTS TECHNIQUES, ORGANISATION ET CONTENUS DU TRAVAIL (la mise en place de la dématérialisation des feuilles de soins dans les mutuelles des électriciens et gaziers) (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs**

CLERSÉ : Jean-Claude RABIER (PR), Catherine JACQUES et Yoann MASSEUS (doctorants).

**Objet, méthode, résultat**

La dématérialisation des feuilles de soins traitées par les organismes de sécurité sociale, associée à la télétransmission des informations à partir de postes de saisie installés chez les professionnels de santé, modifie totalement le contenu du travail des agents de prestation, entraîne des gains de productivité dont l'ampleur reste méconnue (et donc des menaces sur les emplois), demande la transformation des modèles d'organisation du travail hérités du traitement manuel du remboursement des soins aux assurés. L'objectif du programme de recherche est d'identifier les transformations dans l'ensemble des domaines technique, organisationnel et du travail, de prévoir les évolutions, de proposer des transformations des contenus des tâches, d'identifier les nouvelles activités susceptibles de se développer en relation avec les changements techniques. Au niveau théorique, il s'agit d'examiner les relations qu'entretiennent les changements techniques avec les mutations de l'emploi et du travail. L'originalité de l'enquête tient en ce que le changement technique est pris en charge dès son origine, alors que ses formes sont en cours d'élaboration et que l'organisation du travail est encore traditionnelle. On examine ainsi grâce à des enquêtes lourdes le processus d'innovation technique, son implantation dans les caisses mutuelles, les changements induits et les résistances qu'ils entraînent, les adaptations successives des divers acteurs aux modifications de leur environnement.

Une première étape a consisté en une enquête auprès de l'ensemble des caisses mutuelles des électriciens et gaziers (110 caisses) conduite en 1995 pour établir l'état de l'organisation avant la mise en place de la dématérialisation et de la télétransmission. La seconde étape comprend une observation des évolutions dans un échantillon de caisses sélectionnées en fonction de leurs caractéristiques et dans une population d'autres organismes mutualistes et de sécurité sociale soumis aux mêmes changements. Elle comprend également une enquête par questionnaire auprès de l'ensemble des agents des caisses mutuelles (1690 personnes) concernant leurs caractéristiques propres et le bilan de leurs compétences.

**Partenaires et financement**

Comité de Coordination des Caisses Mutuelles et d'Action Sociale d'EDF/GDF.

**Publications issues de l'opération**

**Rapports**

RABIER Jean-Claude, NOWIK Laurent (1994) *Les cadres supérieurs à 10 ans de leur mise en inactivité*, EDF et USTL.

RABIER Jean-Claude (1996) *Le tableau hiérarchique des CMCAS EDF/GDF, Enquête par questionnaire auprès des CMCAS*, CLERSE-USTL.

RABIER Jean-Claude, JACQUES Catherine, MASSEUS Yoann (1997) *Évolution des métiers dans les CMCAS EDF/GDF*, CLERSE-USTL.

RABIER Jean-Claude, JACQUES Catherine, MASSEUS Yoann (1997) *Profil des agents dans les CMCAS EDF/GDF*, CLERSE-USTL.

\*

\* \* \*

### **1.1.1. F. L'AMÉNAGEMENT-RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Nicolas VANEECLOO (PR, Coordinateur de l'opération), Bernard CONFLANT (PRAG), Laurent CORDONNIER (MC), Claude GUINCHARD (PRAG), Valérie HENGUELLE (MC), Laurence LAMMENS (MC), Jean Pierre LAPORTE (PRAG), Hervé MAUROY (MC), Franck VANDEVELDE (MC)

CEPE : Dominique REDOR (PR)

CLARÉE : Yannick SCHWAMBERGER (A)

LABORES : Loïc AUBREE (CRf), Hervé BARRY (CRf), Francis CALCOEN (DR), Dominique GREINER (CE)

Equipes extérieures : Sophie BOUTILLIER (MC, Université du Littoral) ), Eric KNIAZ (Institut des Sciences du Travail, Lille 2), Jean LEMATTRE (MC assoc. Lille 1)

#### **Objet, méthode, résultats**

Cette opération résulte d'un partenariat entre le Clersé et la Région Nord-Pas de Calais qui a débuté en juin 1995 et dont le but était la mise en place d'une politique régionale d'aménagement-réduction du temps de travail.

La mission confiée au Clersé comprend une aide à la conception et à l'animation de cette politique, que l'on ne fera que mentionner ici. Elle comporte également la définition d'un programme de recherches et d'études destinées à éclairer la dite politique et, plus généralement, l'action des décideurs publics et privés. Les objectifs de ce programme étaient :

- 1) d'assurer un recensement permanent des expériences d'ARTT
- 2) de repérer les obstacles à la diffusion de l'ARTT
- 3) d'éclairer l'espace de négociation des partenaires sociaux en la matière
- 4) d'indiquer les niveaux, procédures et contenus adéquats de négociation
- 5) de repérer les opportunités de développement de nouvelles activités liées à l'ARTT
- 6) d'évaluer l'impact et les défaillances des politiques publiques et de faire émerger des propositions en cette matière

Ce programme a mobilisé une vingtaine de chercheurs de six laboratoires universitaires de la région. L'intervention du Clersé a porté, jusqu'ici, sur les points 2, 3, et 6 de ce programme de recherche, par

- le lancement et le suivi d'opérations d'expérimentation en PME (une quarantaine d'entreprises mobilisées pour tester la faisabilité de l'ARTT, au travers de deux réseaux d'entreprises et avec l'appui de consultants financés dans le cadre de la politique régionale d'ARTT)
- la réalisation d'une enquête auprès de 250 salariés non cadres de manière à évaluer de manière précise les termes individuels de l'échange temps libre / salaire / formes d'aménagement pour les différents salariés, et à en rechercher les déterminants
- la réalisation d'une enquête qualitative auprès de 50 salariés ayant connu un ARTT de manière à évaluer l'influence sur les budgets temps et argent des différentes formes d'ARTT
- la réalisation d'une étude sur les problèmes spécifiques posés par l'ARTT dans les collectivités territoriales
- l'engagement d'une réflexion sur les dispositifs d'incitation existants et sur les mérites respectifs de la voie incitative et de la voie réglementaire vers la réduction du temps de travail

Les recherches engagées ne sont pas toutes achevées à ce jour. La plupart ont donné lieu à des rapports intermédiaires ou finaux pour le conseil régional du Nord-Pas de Calais, et les premiers résultats ont été communiqués lors des journées de l'Ifrési (mars 1997). Le programme se poursuivra lors des années à venir.

### **Partenaires et financement**

Conseil Régional du Nord Pas de Calais

### **Publications issues de l'opération**

#### **Rapports**

VANEECLOO Nicolas (1995) *Programme d'action pour le développement d'un aménagement-réduction du temps de travail créateur d'emplois dans la région Nord Pas de Calais : le pôle de compétences régional sur l'ARTT*, Septembre.

VANEECLOO Nicolas (1995) *Mise en place d'un pôle régional de compétences sur l'aménagement et la réduction du temps de travail*. Rapport d'étape. Décembre

CORDONNIER Laurent, HENGUELLE Valérie, LAMMENS Laurence, MAUROY Hervé (1996) *Synthèse et bilan critique des enquêtes portant sur l'opinion et les préférences des salariés français en matière d'aménagement et de réduction de leur temps de travail*. Janvier.

VANEECLOO Nicolas (1996) *Rapport d'étape sur la mise en place du pôle régional de compétences sur l'ARTT*. Mai.

VANEECLOO Nicolas (1996) *Champs et leviers d'une politique régionale de développement d'un ARTT créateur d'emplois dans la région Nord Pas de Calais*. Juin.

CORDONNIER Laurent, HENGUELLE Valérie, LAMMENS Laurence, MAUROY Hervé (1996) *Les préférences des salariés de la région Nord Pas de Calais en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail : premiers résultats*. Juillet.

CONFLANT B., GOSSE D., MASEUS Y. (1996) *Les influences effectives de l'ARTT pour les salariés*. Novembre.

LEMATTRE J., HOUARI D., SYLVAIN C. (1996) *Etude de l'aménagement-réduction du temps de travail dans les collectivités territoriales*. Novembre.

CORDONNIER Laurent, HENGUELLE Valérie, JACOBÉ F., LAMMENS Laurence, MAUROY Hervé (1997) *Les préférences des salariés de la région Nord Pas de Calais en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail*. Janvier.

VANEECLOO Nicolas (1996) La loi "de Robien-Chamard" : justifications et impact possible d'une incitation à l'aménagement-réduction du temps de travail. Février.

#### **Communications**

CORDONNIER Laurent, HENGUELLE Valérie, LAMMENS Laurence, MAUROY Hervé (1997) "Les attentes des salariés de la région Nord Pas de Calais en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail". Communication aux journées de l'Ifrési. Lille. Mars.

LEMATTRE J. (1997) "Analyse des expériences menées par certaines collectivités territoriales en matière d'aménagement-réduction du temps de travail". Communication aux journées de l'Ifrési. Lille. Mars.

VANEECLOO Nicolas (1997) "Une voie incitative de l'aménagement-réduction du temps de travail : la loi 'de Robien-Chamard'". Communication aux journées de l'Ifrési. Lille. Mars.

\*

\* \* \*

### **1.1.1.G. COMPARAISON ET BILAN DES EXPÉRIENCES D'ARTT EN EUROPE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CEPE : Dominique REDOR (PR), P.HUCHETTE (A)

#### **Objet, méthodes, résultats**

##### ***Opération achevé***

*Objet* : Étude institutionnelle et économique de l'ARTT dans les pays d'Europe du Nord (Allemagne, Belgique, France, Royaume-Uni). L'accent est mis sur la définition des "règles du jeu" et procédures d'introduction de l'ARTT dans les entreprises des pays d'Europe du Nord.

*Méthodes*: enquêtes et interrogations d'experts de chaque pays. Pour la France l'étude s'est centrée sur les mesures prises par les conseils régionaux pour inciter les entreprises à introduire l'ARTT. Une enquête a été menée auprès de l'ensemble des responsables économiques des 21 régions de la France métropolitaine.

*Résultats principaux* : Il apparaît que la loi et les règlements en matière d'ARTT sont très peu répandus dans les pays d'Europe du Nord à l'exception de la France, et dans une moindre mesure de la Belgique. De même les collectivités territoriales et plus précisément les collectivités régionales ont un rôle très limité dans la promotion de l'ARTT dans les pays d'Europe du Nord, à l'exception de la France.

L'explication de ces différences réside dans la fonction de coordination qui est assurée au niveau national, mais surtout au niveau régional et local, par les syndicats de salariés dans les pays d'Europe du Nord. En effet , le plus souvent ceux-ci mènent les négociations avec les syndicats patronaux sur l'ARTT aux différents niveaux de l'économie (national, régional, par branche). Dans certains cas (Allemagne, Scandinavie), ils exercent une fonction d'expertise auprès des entreprises pour conseiller les salariés et leurs représentants dans les modalités d'application de l'ARTT. Il en va différemment cependant au Royaume-Uni où les négociations sont menés essentiellement au niveau des entreprises.

Pour la France, la place de l'État est très importante dans la définition des règles générales d'application de l'ARTT dans les entreprises. Mais au niveau régional et dans les entreprises, les syndicats sont trop faibles et divisés pour prendre une part active aux négociations et expertises nécessaires à l'adoption de mesures d'ARTT. L'étude défend le point de vue que l'émergence en France des régions comme acteurs importants de la promotion de l'ARTT s'explique par les défauts de coordination qui résultent d'un système centralisé dont les relais régionaux et locaux sont insuffisants.

Les premières initiatives des régions françaises pour promouvoir l'ARTT sont récentes, elles datent de la fin de l'année 1995. Au début de l'année 1997 sept régions françaises ont pris des mesures d'aide et d'incitation à l'ARTT. Il s'agit pour l'essentiel d'aides à l'expertise en ARTT. L'objectif est de fournir aux entreprises les moyens d'étudier la faisabilité de l'introduction de l'ARTT et sa rentabilité compte tenu des dispositions légales et notamment de la loi de Robien. Sont également analysées les conséquences qu'elle aurait sur l'organisation du travail et le rythme de vie des salariés. Les régions impliquées interviennent bien comme agents coordinateurs entre les mesures nationales et les applications pratiques par les entreprises.

##### ***Opération nouvelle***

L'objectif est de continuer à travailler sur les questions d'emploi et chômage dans l'Union Européenne suivant deux axes:

1. Les expériences d'ARTT en France et dans les autres pays de l'UE. Il s'agirait de prolonger les études entreprises en 1996 et début 1997 pour le compte du Conseil Régional du Nord-Pas de Calais. De nombreux collègues de l'Université de Lille 1 travaillent également dans ce domaine (N.VANEECLOO et P.CORDONNIER par exemple).

2. Etude macro-économique de l'emploi et du chômage dans l'Union européenne en liaison avec l'Union Economique et Monétaire. Ces recherches se feront dans le cadre du Centre Économie et Politiques Européennes de l'Université de Lille 1. Plusieurs thésards du CEPE seraient associés à ces travaux, notamment P.HUCHETTE (allocataire de recherche).

### **Partenaires et financement**

Conseil Régional du Nord Pas de Calais

### **Publications issues de l'opération**

#### **Rapports**

REDOR Dominique (1996) *Comparaison et bilan des expériences d'Aménagement et réduction du temps de travail dans la perspective de l'Eurorégion*, Rapport pour le Conseil Régional du Nord-Pas - de- Calais, Octobre.

REDOR Dominique (à paraître en 1997) *L'aide et l'incitation à l'ARTT par les régions françaises: Analyses et perspectives*, Rapport pour le Conseil Régional du Nord-Pas de Calais.

#### **Communication**

REDOR Dominique (1997) "Les collectivités territoriales et l'Aménagement-réduction du temps de travail dans l'Union Européenne: analyses et perspectives", 5èmes journées de l'IFRESI 20-21 Mars.

\*

\* \* \*

### **1.1.1.H. ACTEURS ET POLITIQUES DE L'EMPLOI DANS LA FRANCE DES ANNÉES QUATRE-VINGTS. CONTRIBUTION À L'ANALYSE SOCIOLOGIQUE DES PROCESSUS DE DÉCISION PUBLIQUE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheur**

CRAPS : Pierre MATHIOT (P)

#### **Objet, méthode, résultats**

L'objet de cette recherche est d'étudier le problème du chômage en France au travers des divers acteurs qui, au sein de l'appareil politico-administratif, ont eu la responsabilité de la gestion de la politique de l'emploi au cours des années 1980. On s'intéresse donc aux décisions prises par les gouvernements de gauche alors que la question du chômage se posait avec de plus en plus d'acuité et mettait en évidence l'incapacité de la politique de l'emploi, et partant celle des acteurs politico-administratifs, à lui apporter des solutions. Dans ce cadre, les partenaires "extérieurs" - syndicales et patronales - seront abordés en tant qu'acteurs périphériques.

La démarche consiste à associer dans une même perspective deux séries de problèmes ou de questions. Il s'agit respectivement de tout ce qui est lié aux processus de production de décisions publiques à l'échelon central (cabinets ministériels administrations centrales) dans le secteur de l'emploi, et de ce qui renvoie à la place particulière occupée par les acteurs dans ces processus. On mobilisera à cette fin deux séries de références : l'analyse de politique publique d'une part, la sociologie des élites politico-administratives d'autre part.

Les conclusions auxquelles on aboutit mettent en évidence le rôle central dévolu à l'appareil politico-administratif dans la conception et la production des décisions publiques destinées à lutter contre le chômage. Elles soulignent aussi la difficulté en France de dépasser un système de représentation qui persiste à considérer le chômage comme un avatar conjoncturel. La conséquence de cela est simple et radicale : la politique de l'emploi est une politique continuiste destinée plus à la gestion des situations de chômage qu'à la création d'emplois. Ce faisant, elle relève d'une logique de contrôle social dans laquelle ce qui importe d'abord est d'éviter que le chômage ne soit producteur de désordres.

En étudiant l'échec du projet de réduction de la durée du travail à 35 heures en 1981-1982, on a pu montrer que la nouvelle majorité politique désignée en 1981 était idéologiquement pluraliste et ne défendait pas des positions homogènes, notamment en matière de lutte contre le chômage. La mise hors agenda des 35 heures, après un arbitrage présidentiel aujourd'hui encore controversé, constitue une forme d'événement fondateur à plusieurs titres : tout d'abord, il sanctionne la

minorité réformiste, "rocardienne" et "deloriste", qui en appelait à une politique de partage de l'emploi et donne raison aux "progressistes". Ensuite, il légitime par défaut une politique de traitement social et statistique du chômage qui va devenir progressivement le référentiel sectoriel d'action publique; enfin, en rejetant au nom d'impératifs politiques internes au groupe dirigeant la voie social-démocrate cet arbitrage va priver la gauche française d'une alternative programmatique ~ la rhétorique néo-libérale et rendre possible la conversion des élites politico-administratives au credo de la rigueur et du monétarisme.

Au-delà de ce cas saillant, on s'est attaché à faire parler des acteurs de leurs pratiques au sein de l'appareil politico-administratif à la fois pour analyser les mécanismes qui sont au fondement des prises de décision publique en matière d'emploi et pour tenter de comprendre comment un groupe avait pu faire sien des pratiques - la gestion sociale du chômage - qui étaient aux antipodes de leurs valeurs et de leurs trajectoires. L'analyse de récits d'expérience apporte pour une part des confirmations sur ce que l'on connaissait déjà des rythmes de travail, de la difficulté à s'émanciper des enjeux immédiats, des conflits intra-administratifs, des relations avec les partenaires sociaux. Mais elle souligne aussi la spécificité du secteur de l'emploi dans les années quatre-vingts, secteur qui, du fait de la nature des problèmes qu'il a à gérer, se trouve soumis à des contraintes maximales, en particulier aux pressions médiatiques liées à la perception par le champ journalistique des décisions.

Parler dans le titre de cette recherche d'une contribution à l'analyse des décisions publiques suggère que les conclusions auxquelles on aboutit sont situées dans l'espace et dans le temps. Autrement dit, ce que l'on peut avancer à propos de la décision publique et de ses acteurs dans le secteur de l'emploi dans les années quatre-vingts est difficilement applicable aux autres secteurs d'intervention du champ étatique ou à une autre période. On a pu montrer en effet que la politique de l'emploi était en quelque sorte une politique à part, en premier lieu parce que les enjeux politiques et sociaux qu'elle implique constituent des contraintes permanentes qui pèsent sur les acteurs et limitent leurs marges de jeu. Sa spécificité est renforcée d'un côté par le fait que cette politique est l'un des secteurs privilégiés de "l'intervention" syndicale, l'un des domaines de compétence reconnu des partenaires sociaux, et, d'un autre côté, parce qu'elle suscite l'attention permanente du champ médiatique. Pour ces motifs, les acteurs du secteur sont soumis à des exigences dont on ne trouve sans doute pas l'équivalent dans le reste du champ politico-administratif.

Le dernier élément renvoie aux interactions entre les acteurs politico-administratifs et ceux que l'on a choisi d'appeler des acteurs "semi-institutionnels", c'est-à-dire les syndicats. On peut pour nous résumer avancer trois idées principales. Tout d'abord, il convient de noter le contraste entre l'importance des débats et des conflits entre les deux sphères au long de la période et la stabilité relative de leurs relations. I:) du côté syndical, tout se passe comme si le souci de préserver un cadre d'action qui reconnaît aux organisations syndicales des prérogatives institutionnelles importantes primait la défense d'idées ou de valeurs. En deuxième lieu, l'appréhension du fait syndical par la gauche s'est traduite, après une première période d'ouverture, par le retour d'une logique d'instrumentalisation dans laquelle l'appareil politico-administratif s'est surtout préoccupé de maintenir des relations minimales avec les forces sociales, de manière à "faire comme si" les syndicats étaient écoutés, tout en prenant des décisions qui allaient le plus souvent à l'encontre des positions défendues par ces derniers. Enfin, on peut se demander si les organisations syndicales n'ont pas été conduites au cours des années quatre-vingts à faire un choix d'opportunité entre des enjeux sur lesquels il leur fallait dire leur mot et d'autres qu'il leur était possible de moins investir. Ce choix, imposé avant tout par la difficulté qui est la leur d'être en même temps présent sur de nombreux terrains alors même que l'élite syndicale est réduite, a conduit à privilégier les secteurs qui telle la sécurité sociale constituent des éléments objectifs d'un "pouvoir syndical". Ce faisant, l'implication dans la définition de solutions à la question du chômage est parfois passée au second plan.

Au total, il s'est agit dans ce travail d'étendre au secteur de l'emploi la réflexion politologique en associant dans une même démarche une analyse de politique publique destinée à rendre compte des mécanismes de fabrication des décisions dans ce secteur et une sociologie d'acteurs qui permet de mettre en valeur le rôle joué par les individus, et partant l'influence de leurs idées et de leurs valeurs dans la définition de dispositifs d'action destinés à la collectivité.

## **Publications issues de l'opération**

### **Communications**

MATHIOT Pierre (1995) "The employment policies in France since 1981: from the quest of a 'global compromise' to a 'step-by-step management'", Congrès annuel de l'Association Américaine de Science Politique (APSA), Chicago, 30 août-3 septembre.

MATHIOT Pierre (1997) "L'échec du projet des 35 heures et la réévaluation de la place assignée à la réduction de la durée du travail et à la politique de l'emploi dans la hiérarchie des objectifs de politique publique", Vèmes Journées IFRESI, Lille, 20-21 mars.

MATHIOT Pierre (1995) "Les politiques de l'emploi en France depuis 1981: approche critique", Congrès annuel de l'Association Américaine de Science Politique (APSA), Washington, 28-31 août.

### **Thèse**

MATHIOT Pierre (1996) *Acteurs et politiques de l'emploi dans la France des années quatre-vingts. Contribution à l'analyse sociologique des processus de décision publique*. Thèse de Science Politique. Institut d'Etudes Politiques de Paris, 593 p.

\*

\* \* \*

## **1.1.1.I. EMPLOIS ET TRANSFORMATIONS DES POLITIQUES PUBLIQUES (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CLERSÉ : Michel AUTÈS (CR)

Autres Chercheurs : Maryse BRESSON (MC) , Catherine NEGRONI (CE), Bernadette DELAVAL (CE), Jacques ELOY (MC), Bertrand VERNIER (PRCE)

Pour cette recherche voir dans l'ensemble de l'opération 2.2.2.A."Les transformations des politiques publiques" les points concernant

- Les dispositifs d'insertion par l'économique
- La transformation des emplois et des métiers des professionnels de l'action sociale

\*

\* \* \*

## **1.1.1.J. LA SITUATION DES SALARIÉS EN CAS DE TRANSFERT DE L'ENTREPRISE DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE COLLECTIVE EN FRANCE, ANGLETERRE ET AUX PAYS-BAS (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CRAC : Klaus GERTH (MC), Michaël GRAAFF (PR), Hans HÖRLING (PR)  
CRAPS : Patrick HUNOUT (CR)

Autre chercheur : Christophe DUPONT (ESC de Lille)

### **Objet, méthode, résultat**

On assiste actuellement dans la plupart des pays européens et aux États-Unis à une prise en compte accrue de la phase critique par laquelle de plus en plus d'entreprises passent soit pour cesser, soit pour relancer leurs activités : redressement et liquidation, absorption, redémarrage. S'il se porte sur

l'aspect juridique (cf., par exemple, la loi 94475 du 10 juin 1994 relative au redressement et à la liquidation judiciaire des entreprises) et économique de ce phénomène l'intérêt a tendance désormais à se tourner vers la sauvegarde de l'entreprise et le maintien de l'emploi. La logique financière, notamment l'apurement éventuel du passif, passe alors au second plan.

L'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact) va même jusqu'à proposer de nouveaux modes de calcul qui permettraient de distinguer productivité et rentabilité. En d'autres termes, les bases mêmes de la logique financière stricto sensu sont soumises à examen. Francis Ginsbourger, chargé de mission à l'Anact dit ainsi : "Aujourd'hui les entreprises utilisent encore une comptabilité héritée de l'organisation taylorienne où la valeur est la somme des produits et le coût, la quantité de travail fournie. Cette méthode méconnaît les effets de coordination, de mémoire et d'apprentissage collectif ainsi que ceux liés au développement des compétences. Le travail est présenté comme une charge fixe qu'il convient de réduire pour redresser l'entreprise. Il conviendrait de s'interroger sur la situation actuelle, aux Pays-Bas et en Allemagne voire ailleurs, selon Lodewijk de Waal responsable de la confédération syndicale FNV néerlandaise, qui fait du travail "une marchandise disponible au gré des besoins et dont le coût devrait être réduit au minimum."

On comprend cette tendance. De 20 000 dépôts de bilan en 1985, on passe à plus de 64 994 en 1996, le nombre d'emplois détruits atteignant cette même année le chiffre de 300 000. Pour la France, la perte nette liée au passif représente 100 milliards de francs pour l'économie nationale. Les études faites par le patronat débouchent sur le constat que l'espérance de vie moyenne d'une entreprise a été réduite à dix ans. Dans les autres pays européens, il en va de même. En ex-RDA, cette "espérance" ne dépasse pas même les trois années...

Cette évolution n'est cependant pas un phénomène naturel. Il est possible d'envisager par des procédures adaptées, la mise en œuvre d'initiatives d'ordre fiscal, bancaire et financier et des mesures de requalification, de trouver des solutions appropriées pour toutes les parties concernées.

Il s'agit en d'autres termes, de voir dans cette phase critique l'occasion d'une sorte de "renaissance" de l'entreprise sur des bases assainies et économiquement viables et, surtout, de considérer le personnel non plus essentiellement comme une source de coûts, de charges, mais comme une richesse, comme un véritable "capital humain". Rappelons au passage, afin de mesurer la nature des enjeux humains en cause, que le travail demeure dans toute l'Europe, le facteur essentiel d'identité personnelle et d'insertion sociale.

Les chercheurs de notre équipe du CRAC, se proposent d'étudier les effets des directives de l'Union Européennes de 1977 et de 1994 sur la législation des différents pays pris en considération, sachant que la directive de 1994 n'a pas encore été intégrée dans toutes les législations nationales faisant l'objet de ce projet de recherche, même si à la date d'aujourd'hui, aucun "manquement" n'a été enregistré à ce sujet auprès de la Cour de Justice Européenne à Luxembourg.

### **Partenaires et financement**

Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DARES)

### **Publications issues de l'opération**

#### **Communication**

GERTH Klaus, GRAAFF Michaël, HÖRLING Hans (1997) "La situation des salariés en cas de transfert de l'entreprise dans le cadre d'une procédure collective en France, Allemagne, Grande-Bretagne, Belgique et aux Pays-Bas", Vèmes Journées de l'IFRESI, 20 et 21 mars, Lille.

\*

\* \* \*



## **1.1.2. TRAJECTOIRES D'EMPLOI, COMPÉTENCES, PROFESSIONNALITÉS (fiches des opérations)**

### **1.1.2.A. LA DÉMARCHE INDUCTIVE EN SOCIOLOGIE, À PROPOS DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Didier DEMAZIERE (CR)

Equipe extérieure : Claude DUBAR (Printemps, Université de Versailles Saint-Quentin en Y.)

#### **Objet, méthode, résultats**

Les méthodes de traitement des entretiens biographiques recueillis au cours d'enquêtes dans les sciences sociales sont au cœur de cette opération. En partant d'une critique des usages purement illustratifs ou restitutifs de ce type d'entretiens et en s'appuyant sur les principes de la démarche inductive (*Grounded Theory*), les chercheurs proposent, justifient et mettent en œuvre une méthode de traitement issue de l'analyse structurale du récit. Celle-ci est mise au point et expérimentée à partir d'un corpus de récits d'insertion de jeunes sortis de l'école, sans le baccalauréat, en 1986 et rencontrés en 1994. Les étapes de la méthode sont décomposées de manière à expliciter les opérations (codage, recodage, traduction, nomination) permettant de passer des catégories sociales utilisées par les sujets (métier, emploi, petit boulot, embauche, place fixe, contrat, galère...) aux catégories analytiques de la théorisation sociologique.

La démarche aboutit à reconstituer des « mondes socioprofessionnels » reconstruits inductivement à partir de l'espace des positions considérées, par les jeunes, comme les « pires » et les « meilleures » possibles. Quatre mondes sont ainsi dégagés : le monde des métiers qui renvoie à l'opposition entre la place et l'affaire, le monde du travail protégé qui oppose la trappe de l'exclusion et l'emploi octroyé miraculeusement, le monde des emplois qui oppose le chômage fortement rejeté et son double qu'est l'emploi stable, le monde des fonctions, tendu entre les situations d'exécution et les projets d'évolution et d'ascension sociales. Ils expriment des types de récits, des manières de mettre en mots son insertion professionnelle, et peuvent être interprétés comme des constructions identitaires caractéristiques de la société française des années 1980-90.

#### **Partenaires et financement**

Contrat avec la DARES (1993-95)

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Ouvrage**

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (1997) *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*, Paris, Nathan.

##### **Articles de revue**

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (à paraître en 1997) "E.C. Hughes, initiateur et précurseur « critique » de la Grounded Theory", *Sociétés Contemporaines*.

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (1997) "Dire les situations d'emploi. Confrontation des catégorisations statistiques et des catégorisations indigènes", *Sociétés Contemporaines*, à paraître.

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (1996) "Récits d'insertion et mondes socioprofessionnels ", *Travail et Emploi*, n°69, pp. 55-69.

DEMAZIERE Didier (1996) "Les jeunes sont-ils allergiques au travail ?", *Adolescence*, n°14, pp. 245-249.

\*

\* \* \*

### **1.1.2.B. LA CONSTRUCTION SOCIALE DE L'EMPLOYABILITÉ (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Didier DEMAZIERE (CR), Brigitte MONFROY (MC)

Equipes extérieures : Maria-Teresa PIGNONI (PRINTEMPS, Université de Versailles-Saint Quentin en Yvelines), Bernard SIMONIN (Centre d'Etudes de l'Emploi), Agnès LEGAY (CEREQ), Isabelle DARMON et Carlos FRADE (Tavistock Institute, Londres), Jan VRANKEN (CASUM-UFSIA, Anvers), Jordi ESTIVILL (CES, Barcelone).

#### **Objet, méthode, résultats**

Ce programme de recherche interroge le chômage à partir de la confrontation des processus biographiques par lesquels les individus construisent des identités professionnelles, et des mécanismes sociaux par lesquels les acteurs institutionnels (entreprises, administrations, organismes de formation...) organisent leurs activités et gèrent leurs personnels ou leurs usagers. Pour une fraction importante des chômeurs, le chômage ne peut plus être compris principalement à partir des comportements de recherche d'emploi et des tentatives d'accès à l'emploi classique. Il s'agit alors d'analyser les processus de construction sociale de l'employabilité en privilégiant les situations de socialisation et de (re)construction des identités. On s'intéresse ainsi aux interactions entre chômeurs et professionnels de l'emploi (agents ANPE) ou de la formation (formateurs), aux processus permanents d'interprétation de leur trajectoire de la part des sujets en chômage, aux pratiques collectives et les formes d'expression publique (associations de chômeurs).

Prolongeant la notion de « crise du chômage » proposée dans ma thèse de doctorat ces travaux approfondissent les mécanismes de catégorisation du chômage : rapports subjectifs des individus à cette situation, confrontations aux sanctions sur le marché du travail, transformations des codifications juridiques de la privation d'emploi, luttes collectives pour construire la signification sociale du chômage, etc. C'est donc la question de la mise en mots des situations de privation d'emploi, et de l'hétérogénéité irréductible de ces catégorisations sociales, qui est placée au cœur de cette approche. Un bilan des recherches a été effectué, et des travaux empiriques originaux sont engagés depuis le début de l'année 1997.

#### **Partenaires et financement**

Contrats avec le Conseil Régional Nord-Pas de Calais (1995-1997). Contrat avec la DARES (1996-97). Contrat avec la Commission Européenne, programme LEONARDO (1997-1998)

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Ouvrages**

DEMAZIERE Didier (1995) *La sociologie du chômage*, Paris, La Découverte.

DEMAZIERE Didier (1995) *Le chômage de longue durée*, Paris, PUF.

##### **Articles de revue**

DEMAZIERE Didier (1996) "Face aux chômeurs de longue durée. De part et d'autre du guichet", in HASSOUN Martine, REY François (ed), *Les coulisses de l'emploi*, Paris, Panoramiques-Corlet, p187-207.

DEMAZIERE Didier (1996) "Chômage et dynamiques identitaires", in PAUGAM Serge (ed), *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 335-343.

DEMAZIERE Didier (1996) "Des chômeurs sans représentation collective : une fatalité ?", *Esprit*, n°10, pp. 12-32.

DEMAZIERE Didier (1996) "Des réponses langagières à l'exclusion. Les interactions entre chômeurs de longue durée et agents de l'ANPE", *Mots*, n°46, pp. 6-29.

DEMAZIERE Didier, NASSER Catherine (1995) "La «qualification sociale», un nouveau sirop Typhon", *Panoramiques*, n°19, pp. 114-118.

DEMAZIERE Didier, MONFROY Brigitte (1994) "Explaining the differences in the occupational insertion of educationally lesser qualified young people: findings and avenues of research", in coll., *The determinants of transitions in youth*, Berlin, CEDEFOP, pp. 95-103.

\*

### 1.1.2.C. TEMPORALITÉS BIOGRAPHIQUES ET INCERTITUDES (OPÉRATION EN COURS)

#### Chercheurs

CLERSÉ (LASTRÉE et LAST) : Michèle LECLERC-OLIVE (CR), Fatiha TALAHITE (CR), Sylvie ENGRAND (IE) en collaboration avec Mamadou SALL (CE) et Christophe BOCQUET (CE)

#### Objet, méthode, résultats

Cette recherche est un prolongement de l'enquête PIR-Villes INSEE sur les Conditions de vie dans les Quartiers sensibles. On envisage ici d'abandonner le cadre du quartier pour adopter un dispositif de recherche non territorialisé. Nous nous proposons de mettre en place un dispositif d'observation "triangulaire" au sein duquel seront analysées les diverses manières de gérer l'incertitude de familles bénéficiant de ressources culturelles et matérielles communes – le séjour dans la métropole lilloise – et différentes : une vingtaine de familles françaises, d'origine maghrébine et africaine en constituent l'échantillon. Il s'agit de faire converger une approche anthropologique et une approche économique de la gestion de l'incertitude. La problématique de la recherche repose sur deux hypothèses principales. D'une part, la constitution de l'expérience biographique est principalement un travail de réduction de la contingence singulière de sa propre histoire, par le récit et le partage avec d'autres, à l'aide des ressources symboliques disponibles dans le monde social qui est le sien. D'autre part, la gestion de l'incertitude met en œuvre des ressources symboliques, matérielles et sociales : horizon spatial, temporel et social définissent le cadre où s'inscrivent les pratiques et où elles prennent sens.

Une approche biographique, étalée sur une période de deux ans – certaines familles ont déjà été rencontrées plusieurs fois dans le cadre de l'enquête PIR-Villes INSEE – permettra de recueillir l'*expérience acquise*. Une attention spécifique est accordée aux événements biographiques qui renvoient au champ économique. Il s'agit de comprendre par quelles procédures et en fonction de quels référents et vers quoi les personnes engagent leur existence. En regard, une analyse de l'environnement socio-économique tracera les contours du champ des possibles dans lequel s'inscrivent ces biographies. Le suivi sur deux ans des familles enquêtées devrait en même temps permettre de comprendre des fragments d'expérience "*en train de se faire*".

Pour l'heure, parallèlement à la constitution de l'échantillon, notre travail a été consacré essentiellement à un approfondissement théorique et à une confrontation des approches de l'incertitude, ainsi qu'à une mise en tension des notions de précarité et d'incertitude (l'usage dominant de la notion de précarité renvoie en effet à une idée de récurrence, en quelque sorte à une prévisibilité du lendemain incertain : peut-il y avoir "apprentissage", accoutumance à l'imprévisibilité ?)

D'autre part, l'analyse des processus de structuration du temps biographique, déjà entamée dans des recherches antérieures, trouve ici l'occasion d'un approfondissement théorique et empirique. Il s'agit en effet d'engager une double réflexion sur les procédures de structuration du temps des individus et sur la spécificité des apports de la sociologie à la question du temps. Pour P. Ricœur, par exemple, c'est dans le récit narratif que se joue l'articulation entre le temps cosmique et le temps psychologique et qu'advient le temps humain. Le programme de réflexion proposé suggère d'examiner sous quelles modalités le temps est restitué dans les comptes rendus sociologiques (durée, succession, avant/après, attente/souvenir, intempestif, etc), et de voir si d'autres formes de comptes rendus que le récit narratif sont susceptibles de restituer des modalités spécifiques de constitution sociale du temps humain. En arrière fond de cette interrogation, il y a l'hypothèse selon laquelle l'événement, l'intempestif, – qui requiert d'être restitué avec l'épaisseur de ces incertitudes *a priori* – pourrait constituer également une manière de restituer le temps (sans le réduire à un temps "homogène et vide"), complémentaire au récit narratif (lequel, bien qu'il fasse droit à l'événement, en réduit cependant le tranchant en le "configurant" dans une histoire). Mais ceci fût-il admis, le problème du "style sociologique" d'écriture de l'intempestif reste posé... Ces questions furent au cœur du travail du séminaire du LASTRÉE dont le thème de réflexion de ces deux dernières années a été précisément l'analyse temporelle.

Dans le cadre de la recherche collective sur les « Conditions de vie dans les quartiers sensibles », nous avions déjà tenté de présenter des éléments pour une typologie des "Itinéraires de précarité" qui autorisent la distinction entre des itinéraires dont la forme est liée à un handicap, à un processus d'engrenage, à un accident ou à un processus d'alternance. Mais ces observations morphologiques – dont on poursuit l'analyse dans le cadre de cette recherche-ci à partir de matériaux graphiques – si elles permettent de saisir les formes d'expérience passée de la précarité, ne suffisent pas pour autant à déterminer les pratiques des personnes face à la recherche d'emploi

par exemple, ou, plus généralement, à comprendre leur horizon d'attente. Nous tentons ici de saisir les manières de dire l'expérience comme une ressource pour penser l'avenir. Ces analyses s'inspirent largement des travaux de G. H. Mead et d'A. Schütz.

Concernant la structuration du temps biographique, il apparaît que l'opération principale consiste à baliser le temps, de le rendre discontinu, de produire un calendrier privé. Ce temps discret de la biographie permet d'établir un pont entre l'expérience biographique du temps, en tant qu'expérience fondamentale de "discrétisation" et d'autres processus temporels fondamentaux du monde de la nature. Je pense en particulier aux processus dissipatifs d'Ilya Prigogine et au thème des sciences narratives tel que le développe Stephen Gould par exemple. Au fond, il n'y a pas de temps sans événement. Ces théories sont développées dans un article qui sera soumis à publication après y avoir introduit les remaniements que plusieurs lectures critiques ont suggérés.

Enfin, ces travaux empiriques et théoriques se doublent d'une recherche plus proprement épistémologique concernant l'incertitude, menée parallèlement dans les champs de la philosophie et de l'économie.

### **Partenaires et financement**

Programme de la MIRE, intitulé "*Précarités, trajectoires et projets de vie*".

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrage**

LECLERC-OLIVE Michèle (1997) *Le dire de l'événement (biographique)*, Septentrion.

#### **Articles de revue**

LECLERC-OLIVE Michèle (1995) "Les lignes de vie", *RITM*, n° 10, *Le tournant d'une vie*.

LECLERC-OLIVE Michèle (1995) "La quête d'identité comme fiction structurante : un moment de vie d'une femme du Sahel", *Revue Internationale de Psychosociologie*, 1995, vol. II, n°2.

#### **Communication**

LECLERC-OLIVE Michèle (1997) "Visions d'avenir, incertitude et précarité", Journées IFRESI, 20-21 mars.

\*

\* \* \*

### **1.1.2.D. L'ÉVALUATION DE L'EFFICACITÉ DES DISPOSITIFS DE LA POLITIQUE DE L'EMPLOI : LE CAS DES STAGES DE FORMATION DESTINÉS AUX DEMANDEURS D'EMPLOI (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheur**

LAST-CLERSÉ : François STANKIEWICZ (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

Dans le prolongement de la recherche collective (R. Foudi, F. Stankiewicz, M. H. Toutin) sur l'impact de la formation sur la trajectoire des « Bas Niveaux de Qualification », menée pour le compte du MESR (rapport achevé en 1992) et avec l'appui de l'IFRESI, l'approfondissement des questions relatives à l'évaluation des stages de formation a été poursuivi dans une double direction :

- positionner la méthode de mesure directe (effet formation, effet dynamisation, effet contact) de l'efficacité des stages proposés (cf. article Formation-Emploi, n° 41, janvier-mars 1993) par rapport aux méthodes comparatives (utilisation d'un groupe de contrôle) et introduire une évaluation multicritère ;
- conceptualiser divers modèles possibles de fonctionnement du système des stages comportant des effets incitatifs différenciés sur le taux de placement.

On propose de mesurer l'efficacité des stages de formation du point de vue des bénéficiaires dans un espace à trois dimensions : l'effet sur l'employabilité, l'effet sur le revenu à court terme et l'effet sur le bien-être. Ce passage à une approche multicritère est conforme à la spécification qu'on peut faire de la « demande de formation », selon l'usage effectif des stages par les stagiaires.

Pour analyser l'efficacité en termes de taux de placement, on oppose le « modèle de l'offre administrée » (où la profitabilité de tout stagiaire accepté en formation étant positive, les stratégies des acteurs en présence poussent à solvabiliser une demande de formation supérieure aux débouchés) et le « modèle de quasi-marché » (où la profitabilité de tout stagiaire non inséré dans l'emploi étant négative, les organismes de formation sont incités à ne pas accueillir plus de stagiaires qu'ils ne pensent pouvoir en placer).

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Contribution dans ouvrage collectif**

STANKIEWICZ François (1996) "L'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi : comment la mesurer ? Comment la développer ?", in *Combattre le chômage : effets des mesures, mesure des effets*, Travail Emploi Formation, Point d'appui, Université Libre de Bruxelles.

##### **Articles de revue**

STANKIEWICZ François (1994) "L'efficacité des stages de formation", in D. Demazière et E. Verdier (Eds), *Evaluation des aides publiques à l'insertion et à la réinsertion*, Document du CEREQ, n° 94.

STANKIEWICZ François (1995) "La mesure de l'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi", *Travail et Emploi*, n° 64.

##### **Communications**

STANKIEWICZ François (1994) "Comment évaluer l'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi ?", *XIVe journées de l'Association d'économie Sociale*, Lille.

STANKIEWICZ François (1995) "Analyse normative du marché de la formation délivrée aux chômeurs. Modèles de l'offre administrée et du quasi-marché", *Séminaire CEREQ-CREQAM*, Marseille.

\*

\* \* \*

### **1.1.2.E. TRAVAIL INDESCRIPTIBLE, ADAPTABILITÉ ET FORMATION (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

LAST-CLERSÉ : François STANKIEWICZ (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

L'objet de cette recherche, à visée théorique, est d'examiner les conséquences pour la théorie économique d'une définition du travail comme activité résolatoire de problèmes. En d'autres termes, le travail peut être qualifié d'« indescriptible » puisqu'au moment du recrutement, le principal n'est pas capable de décrire complètement le contenu du travail qui sera confié à l'agent. Les travaux ont emprunté une double direction :

- analyser les principes d'affectation optimale des ressources humaines lorsque le travail est indescriptible et que l'efficacité en est mesurée par le coût d'adaptation.
- analyser les conditions de financement de la formation générale par les entreprises lorsque celle-ci est analysée comme un moyen de développement du potentiel d'adaptation.

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Contribution dans ouvrage collectif**

STANKIEWICZ François (1996) "Le travail comme activité d'adaptation à des situations changeantes : quels principes d'optimisation", in D. G. Tremblay, *Innovation technologie et qualification*, Presses de l'Université du Québec.

##### **Article de revue**

STANKIEWICZ François (1995) "Choix de formation et critères d'efficacité du travail : adaptabilité et financement de la formation générale par l'entreprise", *Revue Economique*, n° 5, septembre, pp. 1311-1331.

##### **Communication**

STANKIEWICZ François (1997) "Travail indescriptible et coût d'adaptation, une analyse introductory", *Ve journées IFRESI*, mars.

\*

\* \* \*

### **1.1.2.F. TRAVAIL, COMPÉTENCE ET ADAPTABILITÉ (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Coordination par François STANKIEWICZ (PR), Sophie BOTTE (AL), Benoît CART (IE), Christophe DEBAISIEUX (CE), Sophie LEGRAND (CE), Elodie LEIGNEL (CE), Alexandre LENE (AL), Bruno MANTE (SEC), Marylène MANTE-DUNAT (PRAG), Muriel PERISSE (MC), Marie-Hélène TOUTIN-TRELCAT (CE).

#### **Objets et premiers résultats :**

Cette recherche se donne pour objectif, à partir de la présentation de certaines situations empiriques, considérées comme illustratives des nouvelles préoccupations ou tendances, de procéder à un réexamen des schémas analytiques du travail lorsque l'activité tend à devenir synonyme d'adaptation aux changements, qu'ils soient exogènes ou induits par le fonctionnement même de l'organisation. Elle comporte des intersections avec sept thèses de Sciences Économiques en cours.

- Certaines approches apportent des éclairages sur le fonctionnement du marché du travail : concept de « réserve » de main-d'œuvre (B.Manté), perception des coûts du chômage (M.Manté-Dunat).
- D'autres travaux analysent les pratiques des entreprises soumises à une forte contrainte d'adaptation : au vieillissement des salariés (S.Legrand), aux pénuries de main-d'œuvre (C.Debaisieux), et à la variabilité de l'environnement (S.Botte).
- Les autres recherches s'attachent à expliquer les processus de développement de la capacité d'adaptation des salariés : construction de l'expérience (M.H.Toutin-Trelcat, B.Cart), spécificité du système français de formation continue (E.Leignel), processus d'apprentissage dans l'entreprise (M.Perisse), et formation en alternance (A.Léné).

#### *1. Bruno MANTÉ: La réserve de main-d'œuvre*

La mise à l'écart de l'appareil productif d'une partie de la population ne peut s'appréhender uniquement à partir du chômage déclaré. Or, l'existence de cette réserve de main-d'œuvre présente un « coût » pour l'économie, qu'il convient de minimiser par une politique de gestion appropriée. Laquelle doit satisfaire simultanément à des critères d'efficacité, de cohérence et de justice.

#### *2. Marylène MANTÉ-DUNAT: Les coûts économiques et sociaux du chômage*

Les tentatives d'évaluation des coûts provoqués par la situation actuelle de chômage massif, tant les coûts économiques que représentent à la fois les « non-rentrees » fiscales et parafiscales pour le budget de l'État et la perte de produit due au « gaspillage » de forces productives pour l'ensemble du système économique, que les coûts sociaux et humains qu'engendrent les exclusions du marché du travail, se heurtent à de multiples difficultés. Les analyser conduit à distinguer les problèmes purement pratiques de limites plus fondamentales, qui amènent à s'interroger sur la validité même de cette démarche de quantification...

#### *3. Sophie BOTTE : Les rationalités de la non-division du travail*

Partant des transformations actuelles de la firme, cette contribution s'intéresse plus particulièrement aux évolutions de la division du travail. Dans un environnement instable et incertain auquel elles doivent s'adapter, les entreprises développent des formes nouvelles d'organisation du travail marquées par un élargissement du contenu du travail et une dé-spécialisation des salariés. C'est ce mouvement que nous qualifions de « non-division » du travail". Du point de vue de la théorie économique, les fondements en sont moins solidement établis que ceux de la spécialisation. Il nous faut donc mettre en évidence les interprétations théoriques de la « non-division » du travail.

#### *4. Christophe DEBAISIEUX : Développement des compétences et des stratégies des entreprises face aux pénuries de qualifications.*

Alors même que le niveau de chômage apparaît particulièrement élevé, certaines entreprises ne parviennent pas à recruter la main-d'œuvre dont elles ont besoin. En étudiant le cas de trois PME de la métallurgie confrontées à des difficultés de recrutement, nous observerons les stratégies qu'elles mettent en œuvre pour endiguer la pénurie de qualification. Le manque de travailleurs va générer pour l'entreprise un coût d'opportunité en termes de production, de chiffre d'affaires et de profit. Afin de résorber ce « manque à gagner », la firme sera amenée à adopter diverses actions d'adaptation qu'il est possible de regrouper en trois grandes catégories : stratégies de recrutement, stratégies de gestion, stratégies de réorganisation. Mais les entreprises ont des marges de manœuvre inégales pour s'adapter aux pénuries de main-d'œuvre.

#### *5. Sophie LEGRAND : Les stratégies d'adaptation des entreprises face au vieillissement de leur personnel*

Contrairement aux prédictions de la théorie du capital humain qui établit une relation positive entre âge et productivité, l'observation des travailleurs vieillissants en entreprise révèle une certaine dégradation des qualités productives. Quelles sont alors les différentes politiques engagées par les entreprises pour faire face aux dysfonctionnements liés au vieillissement de la main-d'œuvre. Vers quelle stratégie adaptative se dirigent-elles?

*6. Marie-Hélène TOUTIN-TRELCAT, Benoît CART : La production de l'adaptabilité : les modalités de construction de l'expérience*

Cette partie de la recherche s'insère dans les activités du Centre Associé au Céreq de Lille. Sur la période 1993-1997, les priorités du CIA-Céreq ont porté de manière non exhaustive sur les points suivants :

L'animation de la réflexion régionale sur la relation formation emploi est un axe essentiel du Centre. Un des membres du centre participe activement au réseau d'observation sur l'emploi et la formation (OREF) avec la production d'un recueil exhaustif des études portant sur la relation formation-emploi d'une part et d'autre part à l'observatoire régionale des qualifications (ORFQE) dont les analyses localisées de la relation formation emploi ont directement contribué à l'élaboration du Schéma Prévisionnel des Formations (PRDF).

L'enseignement supérieur est un autre axe d'études avec la réalisation en collaboration avec de nombreux chercheurs nationaux d'un guide méthodologique des enquêtes de cheminement et d'insertion des sortants de l'enseignement supérieur d'une part, et d'autre part la mise en place d'un réseau de recherche sur les ingénieurs.

Le thème de la formation a donné lieu à plusieurs études. L'une a porté sur le système de formation professionnelle initiale et continue en Belgique et s'inscrit dans une étude comparative à 14 pays européens. Par ailleurs, les filières de formation professionnelle initiale de la bureautique et de l'électronique (électronique, électrotechnique, informatique industriel) font l'objet de recherches actuelles. Il s'agit de cerner les savoirs enseignés au sein du système éducatifs en regard des compétences « nécessaires » au moment du recrutement puis dans l'exercice du travail. Les conclusions de ces études participent directement à la refonte des contenus des formations initiales entamée par le Ministère de l'Éducation Nationale.

*7. Muriel PERISSE : Adaptabilité et organisation*

La notion d'adaptabilité de la main-d'œuvre est construite en référence aux processus d'apprentissage qui se mettent en place dans les entreprises dès lors que l'organisation du travail subit des transformations. A partir des approches de la firme comme espace d'apprentissage et lieu de production de ressources (ici humaines), on s'attache à montrer dans quelle mesure l'adaptabilité est le produit d'apprentissages formels relatifs à la conception traditionnelle de la formation professionnelle continue, mais aussi d'apprentissages informels, réalisés néanmoins à partir d'une organisation des situations de travail de telle sorte qu'elles soient formatives. On est amené à utiliser un parallèle entre les notions de flexibilité et d'adaptabilité : il en ressort une distinction entre l'adaptabilité statique et l'adaptabilité dynamique, toutes deux associées à différentes formes d'organisation qualifiantes.

*8. Elodie LEIGNEL : La production d'adaptabilité : l'importance du système de formation professionnelle continue*

Si le facteur travail constitue une ressource fondamentale pour faire face aux nouveaux défis instaurés par le contexte concurrentiel croissant, il n'échappe pour autant pas à la nécessité d'adaptation. Ceci implique, pour l'entreprise de se doter d'une main-d'œuvre capable de s'adapter aux situations inédites, c'est-à-dire une main-d'œuvre faisant preuve d'adaptabilité. Face à ces contraintes nouvelles qui pèsent sur les compétences de la main-d'œuvre, l'entreprise peut se munir d'une main-d'œuvre compétente en mobilisant différentes politiques. Nous nous limitons ici au développement de l'adaptabilité par recours aux politiques de transformation qualifiante de la main-d'œuvre en place. Dans ce cadre, si la Formation Professionnelle Continue (FPC) contribue au développement de l'adaptabilité, on peut penser qu'un sous-investissement en formation aura un impact négatif sur le développement de l'adaptabilité. Dès lors, quels sont les éléments conduisant à accréditer la thèse d'un échec du marché dans le domaine de la FPC ? Et, face à cette potentialité d'échec, quelles sont les solutions adoptées par les États ? Enfin, en quoi le système de formation adopté par la France est-il particulier ? Cette problématique a pour objet, à terme, de dégager des catégories de régulation des systèmes de formation (sur la base d'une opposition entre régulation étatique et fonctionnement libre du marché) dans lesquelles il serait possible de classer les différents Etats étudiés.

**9. Alexandre LENE : Production de l'adaptabilité de la main d'œuvre et stratégies de formation dans l'entreprise**

En puisant aux enseignements de la psychologie cognitive, le chapitre analyse l'efficacité des stratégies de formation au regard du développement de la capacité à apprendre. L'approche modélisée qui est utilisée fait apparaître l'importance, pour l'entreprise, de doter ses salariés d'un socle de compétences transversales, dès le début de la période d'emploi.

**Publications issues de l'opération**

**Communications**

BOTTE Sophie (1997) "Vers la non-division du travail", Communication aux Vèmes Journées IFRESI, 20-21 Mars.

DEBAISIEUX Christophe (1997) "Pénurie de main-d'œuvre et (in)adaptabilité", Communication aux Vèmes Journées IFRESI, 20-21 Mars.

LEGRAND Sophie (1997) "Le vieillissement de la population active et durabilité de la relation employeur-employé", Communication aux Vèmes Journées IFRESI, 20-21 Mars.

LEIGNEL Elodie (1997) "Le marché de la Formation Professionnelle continue : fonctionnement libre versus intervention publique", Communication aux Vèmes Journées IFRESI, 20-21 Mars.

LENE Alexandre (1996) "Adaptabilité et flexibilité qualitative de la main-d'œuvre", Communication aux XVIèmes Journées de l'Association d'Économie Sociale, Rennes, 12, 13 septembre.

LENE Alexandre (1997) "Production de l'adaptabilité de la main-d'œuvre et stratégies de formation dans l'entreprise", Communication aux Vèmes Journées IFRESI, 20-21 Mars.

MANTE Bruno, MANTE-DUNAT Marylène (1997) "La prise en compte des normes dans l'analyse du marché du travail", Communication aux Vèmes Journées IFRESI, 20-21 Mars.,

PERISSE Muriel (1997) "Production d'adaptabilité de la main d'œuvre et usage de la formation par et dans l'entreprise", Communication aux Vèmes Journées IFRESI, Lille, 20-21 mars.

\*

\* \* \*

**1.1.2.G. PRODUCTION DE COMPÉTENCES ÉVOLUTIVES ET GESTION DE L'EMPLOI  
(OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Martine PERNOD-LEMATTRE (ATER docteur), Jean-Marie SCHEER (CE docteur) pour des thèses soutenues sous la direction de Patrice GREVET (PR)

**Objet, méthodes, résultats**

Les deux thèses réalisées ont en commun de porter sur la production des compétences et la gestion de l'emploi dans le contexte d'une économie d'innovation permanente, en prenant comme terrain des secteurs particulièrement représentatifs de la montée des activités informationnelles.

**1) Gestion de compétences évolutives et systèmes d'emploi (Martine PERNOD- LEMATTRE)**

Cette thèse, consacrée aux industries informationnelles, analyse la spécificité des modes de gestion des ressources humaines centrés sur la construction de "compétences évolutives" dans un "contexte d'innovation permanente". Ce travail s'appuie sur une étude de terrain réalisée auprès des plus grandes entreprises implantées en France dans les industries des matériels informationnels.

Dans ce contexte d'innovation permanente où l'innovation devient la routine plutôt que l'exception, on s'interroge sur les particularités des entreprises innovantes à partir des notions de connaissances et de compétences. On montre ainsi que la flexibilité dynamique est une propriété

spécifique de ces entreprises, conçues comme "créatrices de technologies et de ressources innovatives", générant une exigence nouvelle de ressources humaines évolutives.

Pour analyser les politiques de gestion des compétences évolutives, la notion de système d'emploi est aménagée pour intégrer des éléments nouveaux tenant à l'économie de l'innovation permanente. Si cette notion permet de définir l'organisation en termes de coordination par les règles, le concept d'apprentissage organisationnel la complète en définissant l'organisation en termes de savoirs collectifs et de compétences collectives. Il s'agit alors d'analyser l'impact de l'innovation et de l'apprentissage organisationnel sur les systèmes d'emploi.

En partant de la constatation que l'innovation n'entretient pas les mêmes relations avec les diverses catégories socio-professionnelles, deux chaînes de causalité liant innovation et formations sont identifiées. On montre alors que la relation innovation-formation est essentielle pour saisir le processus de structuration/destructuration des divers sous-systèmes d'emploi des entreprises innovantes.

Deux sous-systèmes d'emploi sont identifiés dans les entreprises du secteur des industries informationnelles, un sous-système d'emploi industriel et un sous-système d'emploi professionnel.

- Le premier constitué d'ouvriers, d'employés et de techniciens de production est caractérisé essentiellement par la relation entre innovation de procédé et formation, formation qui se situe dans ce cas en aval de l'innovation. Dans ce sous-système les processus d'apprentissage et les routines mises en œuvre sont de type opératoire.

- Le second comprenant les catégories cadres, ingénieurs et techniciens de recherche est structuré par la relation entre innovation de produit et formation, formation en amont de l'innovation en tant que processus socialisé d'accès à l'information. Deux types de routines professionnelles se manifestent : les "search routines" qui sont le support de l'innovation et les "routines d'apprentissage" qui ont pour principal objectif de construire de nouvelles compétences.

## 2) Les pourvois de postes d'ingénieurs-techniciens (Jean-Marie SCHEER)

Cette thèse a eu pour objet d'analyser les pourvois des postes d'ingénieurs-techniciens dans trois firmes de haute technologie des secteurs électronique et télécommunications au cours de la période 1980-1995.

La thèse intègre dans l'analyse l'expérience des nouvelles filières diplômantes de formation continue destinées à des passages techniciens supérieurs - ingénieurs, filières mises en place au début des années 90 à la suite du rapport « Decomps ». Elle fait ressortir à ce propos trois questions : la contribution des entreprises à une formation générale des techniciens supérieurs posant question du point de vue de la théorie du capital humain, l'incidence du changement de contexte au cours des années 90 (d'une pénurie d'ingénieurs à une atténuation de la rareté), le degré variable de la prise en compte dans la gestion des firmes des difficultés de motivation liées à l'engorgement des promotions pour des techniciens supérieurs de 35 à 40 ans. Elle souligne l'importance des incertitudes sur l'avenir à la fois pour le salarié et pour l'entreprise, incertitudes affectant les contrats implicites passés. On se trouve donc en situation de contractualisation « floue » entre la firme et le salarié sans garanties de carrière après le passage cadre ou l'embauche.

### Partenaires et financement

Partenariat avec l'ENIC, École Nouvelle d'Ingénieurs en Communication, structure liée à l'INT (Institut National des Télécommunications) et à l'USTL.

### Publications issues de l'opération

#### Thèses

LEMATTRE-PERNOD Martine (1997) *Les systèmes d'emploi des entreprises en régime d'innovation permanente : le cas des industries informationnelles*. Thèse és sciences économiques soutenue le 15-05-1997, Université des Sciences et Technologies de Lille.

SCHEER Jean-Marie (1997) *Le pourvoi des postes d'ingénieurs-techniciens. Le cas de trois firmes de haute technologie*. Thèse és sciences économiques soutenue le 07-03-1997, Université des Sciences et Technologies de Lille.

\*

\* \* \*

### **1.1.2.H. EFFICACITÉ DES POLITIQUES DE MOBILITÉ INTERNE DES CADRES DANS LES GRANDES ENTREPRISES (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CEPE : Dominique REDOR (PR), Nicolas GLORIEUX (A)

#### **Objet, méthode, résultats**

L'instauration de mouvements internes pour les ressources humaines, et plus particulièrement pour les cadres constitue un élément stratégique pour le développement de l'organisation interne. L'analyse détaillée des différentes pratiques de mobilité interne de onze grandes entreprises montre l'amorce d'un changement dans l'usage des mouvements internes. L'analyse des différentes théories impliquant une utilisation rationnelle de la mobilité montrent l'optimalité d'un appariement immédiat. Nous défendons la thèse d'une vision productive de la mobilité interne : une succession de différents mouvements internes permet d'apporter un surplus dégagé par certain types de cadres dans des postes précis. Sous certaines conditions examinées dans la thèse, la mobilité interne est productrice d'adaptabilité qui permet d'améliorer la réactivité de l'organisation aux différents chocs externes. Selon les choix de l'entreprise en matière de politique de mobilité interne, ils peuvent engendrer la création d'un noyau dur fonctionnel, destiné à assurer la pérennisation de l'entreprise.

#### **Publications issues de l'opération.**

##### **Rapport**

GLORIEUX Nicolas (1997) *Evaluation des pratiques de mobilité interne des cadres*. Rapport pour le Groupe SOUFFLET (agro-alimentaire), Janvier, 35 pages.

##### **Communications**

GLORIEUX Nicolas (1997) *L'impact des variables structurelles sur le système de mobilité interne : le cas des cadres*. Communication au Club des doctorants en Ressources Humaines, Lille, 17 Janvier.

GLORIEUX Nicolas (1997) *Mobilité interne versus mobilité externe : une analyse selon les disparités fonctionnelles, sectorielles et selon l'âge des cadres*. Communication aux V<sup>èmes</sup> Journées de l'IFRESI, 20 et 21 mars.

\*

\* \* \*

### **1.1.2.I. TRANSFORMATIONS DES GROUPES PROFESSIONNELS ET DES MÉTIERS DE L'ENCADREMENT (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LASTRÉE-CLERSÉ : Lise DEMAILLY (PR), Fabrice JACOB (ATER), Olivier DEMBINSKI (ATER)

#### **Objet, méthode, résultats**

Plusieurs facteurs contribuent à déstabiliser les métiers et reconfigurer les compétences requises dans plusieurs espaces occupationnels. Citons sans les hiérarchiser : les modifications de l'environnement socio-économique et culturels, les pressions exercées par l'Etat, les collectivités territoriales, les firmes pour la maîtrise des coûts et une plus grande productivité du travail, les nouvelles technologies de l'information, de la communication et de la gestion. Des tentatives diverses de rationalisation du travail et des organisations se développent de manière convergentes .

Les métiers de l'encadrement sont particulièrement mis à contribution, vivement incités à mieux encadrer, mieux mobiliser, mieux former les professionnels ou les opérateurs, à développer de nouvelles méthodes de management, à modifier leurs cultures professionnelles. Les anciennes ou nouvelles techniques de mobilisation professionnelle accompagnent ce mouvement: l'évaluation

des personnels, des services des politiques, la formation continue, la formalisation des savoirs d'expérience.

1) Une première étude menée sur les interactions propres à l'Education Nationale entre haut encadrement, l'encadrement de proximité et les enseignants, montre que des ressources stratégiques se sont récemment déplacées, des identités socioprofessionnelles collectives ont bougé: mobilisation de nouvelles fractions innovantes et nouveaux clivages dans le groupe enseignant, professionnalisation des chefs d'établissements et des formateurs ; ébranlement de l'identité des corps d'inspection, pourtant ancienne et solide ; continuité culturelle dans le groupe des administratifs.

L'étude montre plus globalement que le travail de placement stratégique, les capacités de mise en scène et de mise en langage de nouvelles compétences, l'engagement dans des communautés de projets sont essentiels quant aux processus de construction des groupes professionnels et à l'émergence d'acteurs collectifs, mais aussi qu'ils sont partiellement contingents et imprévisibles .

2) La thèse en cours de Dembinski se donne pour objectif d'approcher les modes de structuration du groupe professionnel infirmier. L'hôpital est compris ici comme un lieu de socialisation dans lequel les interactions établies entre les personnels, les patients et l'administration deviennent créateurs de relations sociales. Le point de vue longitudinal vise à reconstituer ce destin collectif en croisant les biographies, les discours, l'univers professionnel et les pratiques de soins des infirmières de l'hôpital public. Ceci oblige à reconnaître le poids des valeurs, du passé, de l'histoire, des institutions dans les transformations et les segmentations du groupe professionnel infirmier. L'identité du groupe y est conçue comme le produit des interactions établies dans la formation, le travail, l'histoire, le hors travail et les actions collectives.

3) F. Jacob tente d'analyser le métier de douanier comme carrière et milieu de socialisation. En étudiant l'histoire de la douane et de son organisation, il s'agit de mettre l'accent sur la genèse et la dynamique de ce groupe professionnel particulier. Dans un contexte de changement social caractérisé par l'ouverture des frontières intra-communautaires en 1993, ces fonctionnaires de l'état (Ministère du Budget) cherchent à se définir une nouvelle identité autour de "missions prioritaires", touchant en particulier le champ de la sécurité intérieure (lutte contre les trafics de stupéfiants, terrorisme). L'approche par l'observation des pratiques révèle, enfin, un contraste manifeste avec le discours des acteurs et permet de relever des principes de normativités et les excès qu'ils impulsent.

## **Publications issues de l'opération**

### **Article de revue**

JACOB Fabrice (1995) "Les douaniers français aux frontières de la sécurité intérieure", *Déviance et Société*, Vol. 19, n°4, pp. 339-354.

### **Contributions dans ouvrage collectif**

DEMAILLY Lise (1994) "Compétence et transformation des groupes professionnels" in *La compétence: mythe, construction ou réalité?*, Dir. MINET (F), PARLIER (M), WITTE (S. de), l'Harmattan, Paris, avril.

DEMAILLY Lise (1994) "Rapports d'encadrement et mobilisation des groupes professionnels : le cas des enseignants" in *Genèse et dynamique des groupes professionnels*, Dir DUBAR C., LUCAS Y, PUL, Lille, juin.

### **Rapports**

DEMBINSKI Olivier (1994), *Les cadres hospitaliers*, rapport pour le Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Lille, Janvier, 36p.

LOJKINE J, DELACROIX R, DEMBINSKI O, LE DANTEC E, LEVY C, ROCHEFORT T (1995) *La CGT et l'intervention dans la gestion: stratégies et pratiques. Une approche pluridisciplinaire*, Rapport CGT, CNRS, MRE, MTEFP: Mutation, Mars, 300p.

### **Communications**

DELACROIX Roland DEMBINSKI Olivier (1995) "Les acteurs professionnels et syndicaux face aux nouveaux critères de gestion du CHRU de Lille", Communication aux IVèmes journées de l'IFRESI, Lille le 30 et 31 Mars, 16p.

JACOB Fabrice (1995) "Les douaniers français aux frontières de la sécurité intérieure", IVèmes Journées IFRESI, Lille, 30 et 31 mars.

## 1.1.2. Trajectoires d'emploi, compétences, professionnalités (fiches des opérations)

JACOB Fabrice (1996) "les douaniers français et leur travail : emprunts à la conception d'Everett Hugues de l'entreprise sociologique", *Actes de la Journée E. C. HUGUES*, réunis par J. M. Chapoulie, pp. 96-105.

### **Traduction**

DEMAILLY, DEMAZIERE, DUPREZ, ENGRAND, LECLERC-OLIVE (1995) traduction de deux chapitres de l'ouvrage de E.C. HUGHES *Men and their Work* publiés aux Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, sous la direction de J.Cl. Chapoulie.

\*

\* \* \*

## **1.1.2.J. LE DESIGN TEXTILE (OPÉRATION NOUVELLE)**

### **Chercheurs**

CLERSÉ : Bénédicte LEFEBVRE (IE)

Equipe extérieure : Monique VERVAEKE (CR, LASMAS)

### **Objet, méthode, résultats**

La recherche exploratoire sur les designers textiles étudie la relation de ces professionnels au monde industriel qui reproduit les dessins sur un support textile ou surface. Quelle place accorde l'entreprise à la création (budget, importance du service, autonomie...) ? Les caractéristiques de cette relation seront dégagées à partir d'interviews de designers (carrières, formations, savoir-faire, statuts,...) et de responsables d'industries textiles.

### **Partenaires et Financement**

Contrat de Plan État-Région

\*

\* \* \*

### **1.1.2.K. RECHERCHE APPLIQUÉE, FORMATION ET RECHERCHE, SOCIOLOGIE DE LA CONNAISSANCE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Lise DEMAILLY (PR)

Autre chercheur : M.ZAY (Lille III)

#### **Objet, méthode, résultats**

Une source peu étudiée de transformation des pratiques et des identités professionnelles ainsi que de rationalisation des organisations est le développement de la recherche finalisée. Il est particulièrement intéressant d'étudier la production sociale de la recherche-développement dans le secteur des services professionnels.

La question de la recherche finalisée sur les problèmes d'enseignement, d'éducation et de formation est depuis longtemps, en France, conflictuelle, plus précisément prise simultanément dans deux champs de conflits et de concurrence, le champ professionnel, c'est à dire celui de la définition de la pratique d'enseignement légitime et, donc, en même temps, de son expertise légitime, et le champ universitaire, en particulier le champ scientifique, c'est à dire la définition de la pratique de recherche légitime et de ses critères de scientificité. L'analyse des politiques de recherche des IUFM est donc amenée à se confronter d'une part, à la sociologie de la production scientifique et à celle des biens symboliques.

L'étude a produit

- une typologie des politiques de recherche
- une analyse des systèmes de contraintes et de ressources orientant les choix des acteurs collectifs
- une analyse du cadre commun d'émergence de ces politiques de recherche développement. L'histoire des services recherche et les polémiques autour du statut de la recherche dans les IUFM sont des bons analyseurs d'un certain nombre d'enjeux sociaux, notamment celui *du mode de contrôle social des savoirs professionnels enseignants*, qui ne peut que demeurer des questions brûlantes.

#### **Partenaires et financement**

*Financement: DRED, MEN*

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Contributions dans ouvrage collectif**

DEMAILLY Lise (1996) "La gestion de l'innovation en éducation : les modalités d'organisation de la recherche-développement", in BONAMI M, GARANT M. *Systèmes scolaires et pilotage de l'innovation*, De Boeck, coll Perspectives en éducation.

DEMAILLY Lise (à paraître en 1997) "Les professions de l'éducation en transformation : le rôle des réseaux", in *École et changements sociaux*, Dir. HARDY M. Montréal.

##### **Articles de revue**

DEMAILLY Lise (1994) "La transmission des savoirs comme rapport symbolique", *CLES*, juin.

DEMAILLY L., ZAY D (1994) "Gestion de la recherche et construction de réseaux" in *Recherche et formation*, Paris, 1994-4.

BARBIER J.M., DEMAILLY L. (1994) "Analyse des fonctions sociales et professionnelles de dispositifs utilisant la recherche comme outil de formation ", *Recherche et formation*, Paris, 1994-4.

DEMAILLY Lise (1995), "Du côté des professeurs de Français: quel rapport au métier", *Le français aujourd'hui*, n°11 (Le collège, un passage difficile?), Paris, septembre, p53-62.

\*

\* \* \*

### **1.1.3. MUTATIONS DES SYSTÈMES DE FORMATION (fiches des opérations)**

#### **1.1.3.A. RECHERCHES SUR LA FORMATION CONTINUE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

##### **Chercheurs**

LASTRÉE-CLERSÉ : Elisabeth CHARLON (MC), Lise DEMAILLY (PR), Michel FEUTRIE (MC), Marie-Christine VERMELLE (MC), Agnès ABT (IE)

##### **Objet, méthode, résultats**

Trois ensembles de recherches ont été menées à propos des transformations de la formation continue.

**1) Les organismes de formation en relation avec l'entreprise : nouvelles organisations, nouveaux produits, nouvelles professionnalités** (Elisabeth CHARLON, Michel FEUTRIE, Lise DEMAILLY, Marie-Christine VERMELLE)

L'objet de la recherche était de vérifier, à partir de l'observation d'un échantillon représentatif d'organismes de formation de la Région Nord - Pas-de-Calais, comment ceux-ci prenaient position par rapport à l'évolution de la demande de formation émanant des entreprises et par rapport à l'évolution des modes de négociation que certaines d'entre elles ont tendance, depuis quelques années, à imposer aux organismes de formation qu'elles sollicitent.

Nous avons cherché, à partir d'entretiens réalisés auprès des directions des organismes, de leur encadrement et de formateurs, d'analyses des documents par lesquels ces organismes se présentent aux entreprises, d'analyses d'opérations de formation présentées comme indicatrices d'évolutions internes en cours, à caractériser les démarches commerciales, les modes d'organisation interne, les modes de construction des réponses pédagogiques et les modes de gestion des personnels, à mesurer leur évolution au cours de ces dernières années et à identifier les pistes de changement qu'ils exploraient pour l'avenir.

La description raisonnée des organismes de formation élaborée à partir des matériaux recueillis et les classifications automatiques menées selon différentes techniques statistiques, ont fait apparaître une double polarité qui oppose, pour simplifier, d'une part les « entrepreneurs » et les « enseignants » et d'autre part les « classiques » et les « modernistes ». Cette approche associée à l'analyse des entretiens a abouti à une construction d'une répartition en cinq types des organismes de formation.

Le type A réunit des organismes se présentant comme des professionnels de la formation qui ont pour objectif, comme ils l'ont toujours fait, de former des salariés plus compétents, plus autonomes. Ils ont compris que le rapport des entreprises à la formation se transformait, mais les procédures nouvelles qu'ils mettent en oeuvre restent circonscrites à quelques actions isolées, sans retombées significatives sur l'ensemble de l'organisme. Le type B comprend des organismes qui cherchent à se développer par une mobilisation sur le marché de la formation en entreprise, mais leur petite taille les confine sur un segment limité. Leurs discours « former au plus près de la demande de l'entreprise » apparaît surtout comme un passage obligé pour leur survie. Le type C correspond à des organismes qui travaillent prioritairement avec et pour des directions d'entreprise dans une logique technocratique de changement. Les prestations de formations y sont systématiquement couplées à des prestation de conseil. Les organismes du type D ont une préoccupation commune, la mise en oeuvre d'une pédagogie au service du stagiaire. Leur relation à l'entreprise s'inscrit dans ce schéma, il s'agit de changer la formation pour accompagner la personne dont l'entreprise et le travail changent. Elle débouche sur la proposition de dispositifs originaux et sur la mise en oeuvre de changements plus ou moins profonds dans les modes d'organisation interne. Pour les organismes du type E, il s'agit de se développer comme une

entreprise s'adressant aux entreprises en adaptant les produits rodés et en standardisant leur production.

Ce qui ressort de cette analyse, c'est d'une part l'absence d'un modèle unique de développement et d'évolution des organismes et d'autre part la forte segmentation du marché, chacun de ses segments fonctionnant comme un réseau. On aboutit à une certaine remise en cause d'approches évolutionnistes de la production de la formation et au constat que la formation continue reste partiellement un bilan social, symbolique, pas purement régulée par des enjeux économiques.

Les grandes tendances d'évolution de l'espace des relations entre les organismes et les entreprises peuvent être repérées à trois niveaux d'analyse :

- un mouvement de marchandisation de la formation qui affecte les stratégies des organismes, leur culture, leur organisation. Il se caractérise par le passage d'un pilotage des transactions par l'offre à un pilotage par la demande, par l'amplification des processus de construction partenariale de l'offre de formation, par le développement de l'esprit entrepreneurial et commercial des organismes ;
- un mouvement de rationalisation des services qui se traduit par le déclin du stage classique sur catalogue et par le développement d'une certaine standardisation des prestations, la réalisation d'actions de formation « sur mesure », la formalisation de certains savoir-faire ;
- un mouvement d'évolution des professionnalités des formateurs. Tous les organismes enquêtés modifient leurs organisations du travail pour entrer en contact avec les entreprises et leur répondre. Tous signalent des transformations dans les profils d'emploi, des répartitions d'activité autour de trois grandes compétences : commerciale, production et enseignement.

#### *Publications issues de cette partie de l'opération*

##### **Article de revue**

DEMAILLY L., CHARLON E., FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1996) "La production de la formation pour l'entreprise : organisations, produits, professionnalités", *Actualités de la Formation Permanente*, n° 141, mars-avril .

##### **Rapports**

CHARLON E., DEMAILLY L., FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1994) *Les organismes de formation en relation avec l'entreprise : nouvelles organisations, nouveaux produits, nouvelles professionnalités*, CLERSÉ - LASTRÉE, Décembre.

##### **Communications**

CHARLON E., DEMAILLY L., FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1994) "La rationalisation dans les organismes de formation travaillant avec les entreprises", Actes du colloque *La notion de bien éducatif - Services de formation et industries culturelles*, Lille III, 14-15 janvier.

CHARLON E., VERMELLE MC. (1995) "La production de la formation pour l'entreprise : organisations, professions et compétences des acteurs de la formation", Communication au colloque *Les professions de l'éducation et de la formation*, 25-27 septembre 1995, Lille III, sélectionnée pour publication chez De Boeck en 1997.

#### **2) Changer la formation pour changer le travail (Michel FEUTRIE, Marie-Christine VERMELLE, Agnès ABT)**

L'objet de cette étude était, à partir de l'analyse du montage et de la mise en oeuvre d'une NFI en partenariat avec l'USTL et 7 groupes industriels, de mener une réflexion sur la notion de « formation ouverte » et d'interroger les conceptions à l'oeuvre.

En nous appuyant sur une analyse documentaire et sur une campagne d'entretiens auprès des principaux acteurs de cette opération, nous avons mené une réflexion sur les jeux d'acteurs, les conceptions de la formation en confrontation, sur les pratiques de formation effectivement mises en œuvre pour identifier à chaque étape de la construction de l'opération les conditions à réunir pour donner sens à la notion de « formation ouverte ».

Le rapport propose deux types de réflexion. Une première approche qui tente de repérer les éléments du contexte général dans lequel est posée la question de la formation ouverte

aujourd'hui, en particulier pour la formation des ingénieurs. Une seconde approche qui, à partir de l'analyse concrète d'un dispositif de formation, interroge cette réflexion générale.

Il ressort de cette double approche que la question de la « formation ouverte » doit être posée en terme de dispositif. Il ne s'agit pas seulement de proposer des solutions techniques, des outils pédagogiques, qui peuvent certes contribuer à diminuer les temps de présence en centre de formation, limiter les coûts de déplacement, favoriser des rythmes différents d'accès aux savoirs, mais qui ne changent pas fondamentalement la nature de la démarche de formation. « Ouvrir la formation », au sens où nous l'avons finalement défini, introduit une certaine rupture avec les dispositifs actuellement proposés. C'est la reconnaissance que les dispositifs ne visent pas pour l'essentiel la transmission d'un ensemble de savoirs pré-construits, mais qu'ils ont pour objectif de construire une compétence, dont on aura au préalable défini les contours à l'aide de référentiels. C'est la reconnaissance que cette construction doit mobiliser un large faisceau d'acteurs qui ont chacun, en fonction de leur place dans le système pédagogique, à établir avec les stagiaires une relation spécifique en vue d'atteindre l'objectif affiché.

### *Publications issues de cette partie de l'opération*

#### **Rapports**

ABT A., FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1993) *Changer la formation pour changer le travail ; formation d'Ingénieurs d'Exploitation des Systèmes de Production, Etude de faisabilité pour le développement de formations ouvertes d'ingénieurs financée par la DFP.*

#### **Communications**

FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1994) "Redéfinir les formations diplômantes : l'exemple des nouvelles formations d'ingénieurs", communication à la biennale de l'éducation et de la formation, Paris La Sorbonne, 9-12 avril.

### **3) La fonction formation continue dans les entreprises et les administrations. Le cas du Nord Pas de Calais**

Le champ des pratiques développées par les organismes de formation, de leurs modes d'organisation interne et des professionnalités de leurs personnels a été assez largement exploité au cours de ces dernières années. Il n'en va pas de même pour les entreprises qu'elles soient publiques ou privées. Il nous est apparu que la connaissance des modes d'organisation de la fonction formation au sein des entreprises, de la définition des "métiers" de la formation, des caractéristiques des personnels mobilisés, de leurs parcours professionnels était relativement faible. Or, de façon empirique et grâce à certaines études de terrain, on constate des évolutions sensibles des processus et des modalités d'appréhension par les entreprises des questions de formation, de la façon dont elles sollicitent les acteurs tant internes qu'externes. On constate également, qu'avec un peu de retard sur les entreprises privées, le secteur public, à son tour, tend à élaborer et à mettre en oeuvre des plans de formation à destination de ses agents et à organiser une fonction formation.

Notre enquête avait pour objectif de produire des données sur les effets de l'évolution des pratiques de formation et des politiques de gestion des compétences sur l'organisation des instances en charge de la formation à l'intérieur des entreprises publiques et privées et des services publics de plus de 200 salariés dans la Région Nord-Pas de Calais. Elle a porté sur 471 entreprises et institutions, 191 (soit 40%) ont répondu au questionnaire que nous leur avons adressé par voie postale.

Voici en quatre points les principaux résultats enregistrés.

#### ***L'emploi dans le secteur de la formation***

Concernant l'évolution de l'emploi "formation" on observe une tendance à la stabilisation, voire une diminution des effectifs des services-formation dans les entreprises privées industrielles. En revanche dans les administrations publiques la dynamique de croissance des effectifs est forte et n'est pas encore achevée. On y observe une plus grande diversité des formations d'origine des responsables de formation et une plus large association dans la réalisation des activités d'acteurs de services opérationnels.

### ***Des traces diversifiées d'internalisation de la fonction formation.***

L'internalisation pressentie par le discours n'est pas réellement vérifiée dans les faits. On enregistre certes depuis quelques années une légère tendance allant dans ce sens, mais les acteurs interrogés ne se prononcent pas quant à sa persistance et seule une entreprise sur cinq fait majoritairement appel à ses ressources internes pour l'exécution du plan de formation. Cette tendance s'inscrit dans un mouvement d'optimisation des ressources existantes (recrutement en interne du personnel de la formation, développement de la polyvalence chez ces personnels) et la recherche de partenariats internes avec des hiérarchiques ou des opérationnels à qui sont déléguées partiellement ou ponctuellement des activit\_s relevant de la formation. Tout se passe comme si ces traces d'internalisation pouvaient être rapportées à une professionnalisation des salariés de la formation, à un phénomène de diffusion de la fonction formation, voire à une organisation en réseau dans l'entreprise ou l'institution.

### ***Les profils d'emploi de responsable de formation***

Nous en avons identifié quatre. Le premier (40% des cas) articule une mission pédagogique à une mission soit de conception, soit de gestion administrative de la formation. Le second (25% des cas) est à dominante politique, il s'agit surtout d'administrer la formation et de veiller à la mise en oeuvre des orientations choisies. Ces deux catégories de responsables ont reçu majoritairement une formation initiale en gestion ou en sciences humaines ou sociales. Le troisième (20% des cas) associe face à face pédagogique et gestion politique de la formation. Dans le quatrième (15% des cas) une compétence pédagogique récente vient s'articuler sur une compétence technique ancienne. Emergence donc de profils d'emplois diversifiés associant des compétences de production de formation, de transmission de connaissances, d'élaboration politique associées à des capacités à négocier, mais sans création pour autant de filière unique de promotion ou de recrutement externe.

### ***La définition des politiques de formation***

Les responsables de formation restent des acteurs centraux dans la définition de la politique de formation et non pas seulement des "techniciens" spécialisés, mais ils sont plus souvent intégrés au sein d'un réseau de partenaires internes. Leurs marges d'autonomie sont plus marquées dans les entreprises que dans les services publics. Les priorités qu'ils affichent en matière de politique de formation se portent massivement sur le développement des compétences et l'adaptation aux évolutions des emplois et des techniques. Ces orientations très largement dominantes consacrent l'affaiblissement de la préoccupation de formation individuelle, des tentatives d'accompagnement des transformations des organisations du travail et plus généralement de la référence aux "métiers".

### **Partenaires et financement**

Délégation Régionale à la Formation Professionnelle Nord - Pas-de-Calais

### ***Publications issues de cette partie de l'opération***

#### **Rapport**

CHARLON E., DEMAILLY L., FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1997) Les fonctions et les emplois de la formation dans les entreprises et les administrations : le cas du Nord Pas-de-Calais, CLERSE, Mars.

\*

\* \*

### **1.1.3.B. ORIENTATION, TRAJECTOIRES SCOLAIRES ET CONSTRUCTION SOCIALE DE L'OFFRE DE TRAVAIL (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LASTRÉE-CLERSÉ : Bernard CONVERT (CR), Michel PINET (CR)

#### **Objet, méthode, résultats**

Cette série de recherches a pour objectif de mettre en oeuvre une approche constructiviste de l'orientation scolaire, des trajectoires scolaires et *in fine* de l'offre de travail. Il s'agit, par opposition à l'idéologie du "projet professionnel", notion de sens commun reprise et mise au goût du jour par les professionnels de l'orientation, de proposer une description sociologique des processus par lesquels se construisent les trajectoires scolaires ainsi que les compétences, les qualifications, les identités et les projets individuels qui s'acquièrent ou se négocient au cours de ces trajectoires.

Nous avons recours, comme méthodes, à l'analyse statistique, à l'entretien semi-directif et à l'observation *in situ*. L'analyse statistique porte sur les grands moments de l'orientation, en particulier le passage de l'enseignement secondaire à l'enseignement supérieur, dont nous observons les variations en fonction des variables sociologiques lourdes, sexe, origine sociale et origine géographique, mais également en fonction du temps (comparaison 1986-1991-1994-1996), et de l'espace géographique. En particulier, dans la reconstruction des trajectoires, nous accordons une grande importance et nous mesurons précisément les effets de la structure de l'offre sur celle de la demande. Nous pratiquons également l'entretien semi-directif auprès de lycéens et d'étudiants de toutes filières, aux différents moments de leur carrière étudiante (terminales, 1ère année d'enseignement supérieur, 3ème année d'enseignement supérieur, année de fin de cycle...). Il vise à retracer la trajectoire, l'évolution de l'identité scolaire et des représentations associées à l'avenir professionnel. Nous pratiquons également des observations *in situ*, par exemple l'observation dans les établissements scolaires de l'épisode de la saisie sur Minitel des souhaits des élèves de terminales en matière d'études supérieures.

Les analyses statistiques permettent de décrire et de qualifier sociologiquement l'espace des filières et des disciplines (qui a beaucoup évolué depuis les grands travaux de sociologie de l'éducation des années 60-70). Elles confirment et actualisent les résultats établis, notamment l'effet de l'origine sociale sur les parcours scolaires et sur la position occupée dans l'espace scolaire aux différentes étapes du parcours. Les approches qualitatives permettent, en complément, de comprendre comment se présentent à chacun les avenir possibles et comment se prennent les décisions d'orientation. Elles contribuent à confirmer l'effet des dispositions socialement acquises sur la définition des possibles, les goûts et les choix, mais montrent aussi les processus de négociation de ces choix en fonction des opportunités concrètes, des contraintes matérielles, etc...

Les analyses statistiques conduisent également à mettre en évidence des processus moins souvent explorés par les sociologues, comme l'effet de la structure locale de l'offre d'enseignement, secondaire et surtout supérieur, sur la demande. La création *quasi ex nihilo* d'Universités nouvelles, dans plusieurs sites vierges, offre même des conditions expérimentales à la mesure des effets d'offre. Elle montre que plus les individus sont éloignés socialement des études supérieures, plus ils sont "vulnérables" à la proximité géographique.

#### **Partenaires et financement**

Plan Urbain, programme "L'Université et la Ville" (contrat "la carrière étudiante").

Prefecture de Région-SGAR (contrat "Réseau régional des villes universitaires du NPC").

Région Nord-Pas-de-Calais (contrat "les effets d'une réforme scolaire : les nouvelles séries de baccalauréat").

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Rapports**

CONVERT Bernard, PINET Michel (1993) *La carrière étudiantE*, Rapport pour le Plan Urbain, Novembre, 299p + biblio. (synthèse et résumé in François Dubet et alii (1994), "Universités et Villes", Paris, L'Harmattan).

CONVERT Bernard, PINET Michel (1996) *La demande d'enseignement supérieur dans l'Académie de Lille*, Rapport pour le SGAR du Nord-Pas-de-Calais, Mai, 86p.

#### **Communications**

CONVERT Bernard (1994) "Quelles nouvelles exigences pour la vie étudiante?", communication au colloque *L'étudiant, l'Université, la ville*, Toulon, 1, 2, 3 Juin. (repris dans *Espace Universitaire*, n°7/8, Paris, Janvier 1995).

CONVERT Bernard (1996) "La distribution spatiale de l'offre de formation et ses effets sur les orientations scolaires : l'exemple des Universités nouvelles", communication au colloque *L'école et les discontinuités territoriales*, Villeneuve d'Ascq, 2-3 Avril.

CONVERT Bernard, PINET Michel (1997) "Les choix d'orientation à l'heure de l'extension de l'offre universitaire", communication aux Journées IFRESI, Lille, 20-21 Mars.

\*

\* \* \*

### **1.1.3.C. ÉVOLUTION DE LA SCOLARISATION SUPÉRIEURE DANS LE NORD/PAS-DE-CALAIS ET CARACTÉRISTIQUES SPATIALES DE CETTE ÉVOLUTION (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LASTRÉE-CLERSÉ : Francis GUGENHEIM (IR)

LGH : Jean-François GHEKIERE (ATER),

Autre chercheur : Sandrina NYS (CE, OFIP-USTL)

#### **Objet, méthode, résultats**

La hausse importante du taux de scolarisation supérieure de la classe d'âge des bacheliers entre 1987 et 1993 (passage de 26% à 42%) signifie globalement un processus d'égalisation des chances en fonction de l'origine géographique, même si on note encore des différences sensibles (étudiants originaires des bassins de formation de Lille mais aussi d'Arras et Dunkerque par rapport à ceux des bassins de formation de Lens et Calais).

On note par ailleurs une nette augmentation des proportions de bacheliers étudiant dans leur bassin de formation d'origine. Cette hausse est plus liée à l'influence de l'offre de formation sur la demande de formation qu'au processus de décentralisation de cette offre. En effet le processus de décentralisation de l'offre de formation ne s'étant pas fait (et n'ayant pas prétendu se faire) par reproduction dans chaque bassin de formation de l'offre existant dans la métropole régionale, les formations proposées au niveau local diffèrent fortement. On en observe pas moins que l'offre de formation modèle la demande quelle que soit la catégorie de formation proposée. Le phénomène spectaculaire pour certaines filières universitaires (AES à Dunkerque, Droit à Boulogne, Histoire à Arras) existe de façon aussi importante pour les filières non universitaires à caractère sélectif limité et notamment les sections de techniciens supérieurs.

Le développement de ces sections de techniciens supérieurs a été parallèle à celui des filières universitaires durant la période évoquée sans qu'on puisse trouver aujourd'hui une cohérence réelle entre les deux catégories de formations supérieures mises en place.

#### **Partenaires et financement**

L'observation commencée se continuera dans le cadre des études menées par le Pôle Universitaire Européen Lille / Nord-Pas de Calais.

## **Publications issues de l'opération**

### **Rapport**

GUGENHEIM Francis (1996) *Les inscrits dans l'enseignement supérieur de la région Nord/Pas-de-Calais en 1993/1994, chapitre 2, Réseau régional des villes universitaires du Nord/Pas-de-Calais.* Recherche financée par le SGAR et coordonnée par P. GREVET, IFRESI, mai, 171 pages.

### **Communication**

GUGENHEIM Francis (1997) "Les modifications de la géographie de l'enseignement supérieur du Nord/Pas-de-Calais. Constats et questions concernant les inscriptions dans les formations des niveaux Bac+1 et Bac+2", Vèmes journées IFRESI, mars.

\*

\* \* \*

## **1.1.3.D. DEVENIR DES DIPLOMÉS SORTIS DES UNIVERSITÉS (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CLERSÉ (LASTRÉE et METIS) : Francis GUGENHEIM (IR), Éric GRIVILLERS (IE)

Autres chercheurs : Sandrine BOUFFIN (IE), Marylise METTE (IE), Sandrina NYS (OFIP-USTL)

### **Objet, méthode, résultats**

Dans la période 1988 à 1993, l'insertion professionnelle des diplômés du Nord/Pas-de-Calais a subi des évolutions liées à la fois aux facteurs interdépendants suivants :

- hausse du niveau de diplômes obtenus ;
- diversification des formations ;
- modification de l'offre d'emploi.

L'analyse de la modification de l'offre d'emploi montre que les emplois offerts aux diplômés des universités de la région du Nord/Pas-de-Calais ont été tributaires de facteurs à caractère national mais aussi à caractère régional :

- développement conjoint à la fin des années 1980 des emplois dans l'enseignement et des emplois tertiaires dans les entreprises permettant un accès moins marginal des "littéraires" aux emplois de cadres d'entreprise ;
- baisse relative des emplois offerts par les entreprises mais maintien conjoncturel d'une offre d'emploi régionale dans l'enseignement ;
- maintien d'une offre d'emploi qualifié pour les diplômés Bac+5 sortis en 1992 et 1993 malgré l'augmentation des durées de recherche d'emploi et des taux de chômage ; le niveau "Bac+5" semblant désormais le nouveau seuil d'accès aux emplois de cadres des entreprises ;

L'augmentation du niveau de qualification des emplois offerts donne une importance accrue aux variations conjoncturelles d'un marché de l'emploi régional.

## **Publications issues de l'opération**

### **Rapports**

GUGENHEIM Francis, BOUFFIN Sandrine, DE BOSSCHER Josiane, METTE Marylise (1995) *Devenir des diplômés sortis des universités de l'académie de Lille. Comparaison des enquêtes de mars 1988 et de mars 1993*, Universités et Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais, septembre, 294 p.

### 1.13. Mutations des systèmes de formation (fiches des opérations)

GRIVILLERS Eric *Devenir des inscrits à un diplôme de niveau Bac+5 à l'USTL. Cohortes cumulées 1991/1992 et 1992/1993*, OFIP-USTL, 199 p.

GUGENHEIM Francis, PERINO Lise, VERCROYSSE Isabelle (1994) *Devenir des diplômés sortis de l'USTL en 1990. Diplômés de niveau Bac+3 à Bac+8*. Enquête de mars 1993, OFIP-USTL, Conseil Régional Nord/Pas-de-Calais, décembre, 142 p.

#### **Communication**

GUGENHEIM Francis, GRIVILLERS Eric, NYS Sandrina (1995) "Les populations interrogées et les classements de filières effectuées dans les études sur l'insertion professionnelle des étudiants des universités". Journée d'études du CLERSE *L'insertion professionnelle : nouvelles approches, nouveaux débats*, juin, 10 p.

\*

\* \* \*

### **1.1.3. E. GÉOGRAPHIE DE LA FORMATION ET DE L'INSERTION DES JEUNES (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LGH : V. CANO (expert-démographe), F. DUMONT (MC), V. PIEDANNA (MC), P.-J. THUMERELLE (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

Cette opération, qui connaît un développement nouveau succède à une recherche entreprise depuis plusieurs années par V. Piédanna et F. Dumont. Dans un premier temps ils ont étudié

1. le rôle de l'inertie des structures démographiques dans la spécificité de l'activité et du chômage des jeunes par bassins d'emploi dans le Nord-Pas-de-Calais, puis la persistance de disparités géographiques de l'insertion professionnelle et du chômage des jeunes, héritées des anciens modes de reproduction et de formation des forces de travail dans le Nord-Pas-de-Calais,
2. l'origine des disparités géographiques (quantitatives et qualitatives) de l'offre et de la demande de formation au niveau de l'enseignement supérieur dans la France septentrionale.

Ces travaux ont trouvé leur aboutissement dans les thèses de Frédéric Dumont « Géographie et inégalités dans l'accès à l'enseignement supérieur: le cas exemplaire de la région Nord - Pas-de-Calais, 1993 » (soutenue à l'USTL en janvier 1993) et de Vincent Piédanna « Formation et Emploi des jeunes dans la Région Nord - Pas-de-Calais : Approche géographique » soutenue à l'USTL en janvier 1994).

Ils ont donné lieu depuis à quelques travaux complémentaires, dans un cadre national notamment pour l'Atlas de France (GIP Reclus) ou international au sein de l'équipe américo-européenne rassemblée autour de H. Hilpert pour une étude commanditée par Friedrich Schille Universität Iena dans le cadre du Monitor-Fast Programme de la CEE, comprenant 3 volets : analyse générale des restructurations dans la région Nord-pas-de-Calais (D. Paris), changement socio-culturel et éducatif (P.-J. Thumerelle), action des entreprises en matière de formation à partir de l'étude de cas (V. Piédanna). Une nouvelle phase vient de s'achever, dans le cadre d'un contrat DATAR/MESR (P.-J. Thumerelle, V. Piédanna, F. Dumont, V. Cano), portant sur le changement de la carte universitaire induit par le « Plan Université 2000 » au niveau national et à celui du Nord-Pas-de-Calais.

#### **Partenaires et financement**

Friedrich Schille Universität Iena dans le cadre du Monitor-Fast Programme de la CEE et DATAR/MESR

## Publications issues de l'opération

### Contributions dans ouvrage collectif

RENARD Jean-Pierre (1993) chap. 10 "Education", in *The Changing Population of Europe* sous la dir. de NOIN (D.) et WOODS (R.). Oxford, BLACKWELL, 260 p., pp. 127-134.

DUMONT Frédéric (1995) carte "Formations professionnelles, *Atlas Nord - Pas-de-Calais*", INSEE, Lille.

DUMONT Frédéric (1995) carte sur l'enseignement supérieur, *Atlas de France*, sous la direction de R. Brunet, GIP-RECLUS, Montpellier.

PIEDANNA Vincent (1995) planches "Le chômage et ses aspects dans le Nord - Pas de Calais", *Atlas Nord - Pas de Calais*, INSEE, Lille.

THUMERELLE Pierre-Jean (1996) "De la reconversion économique à la reconversion éducative dans le Nord - Pas-de-Calais". in *Hommages à B. Désert* (sous presse, SEDES).

### Rapport

THUMERELLE Pierre-Jean, DUMONT Frédéric et PIEDANNA Vincent (1996) *Evaluation du plan Université 2000 à l'échelon national et à celui du Nord - Pas de Calais*. Etude réalisée à la demande de la DATAR et du Ministère de l'Education nationale et de la Recherche. Rapport de synthèse, 137 p. (Publication prévue par la DOCUMENTATION FRANCAISE, 1998).

### Communication

DUMONT Frédéric (1993) "Accès à l'enseignement supérieur : évolution et spécificité de la région Nord - Pas de Calais". Journées de l'IFRESI, Lille..

\*

\* \* \*

## 1.1.3. F. RÉSEAU RÉGIONAL DES VILLES UNIVERSITAIRES DU NORD - PAS DE CALAIS (OPÉRATION ACHEVÉE)

### Chercheurs

CLERSÉ (LAST et LASTRÉE) : Bernard CONVERT (CR), Faridah DJELLAL (MC), Gérald FIEVET (CE), Michel FEUTRIE (MC), Patrice GREVET (PR), Francis GUGENHEIM (IR), Michel PINET (CR)

### Objet, méthode, résultats

Cette opération recoupe partiellement des éléments mentionnés dans les fiches 113 B, C, D. Mais elle a pour spécificité d'avoir répondu à une demande d'étude globale sur l'espace régional des formations supérieures et de la recherche, demande formulée par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales Nord - Pas de Calais en relation avec les services du Rectorat concerné.

Les résultats ont conduit à souligner l'actualité des thèses sur le rôle déterminant du milieu social dans les parcours scolaires et universitaires, notamment en termes de possibilité de prise de risques, ceci conduisant en termes normatifs à rappeler l'importance des passerelles entre cursus présentant au départ des degrés variables de difficulté, même si l'existence des passerelles ne suffit pas, car les "rattrapages" qu'elles permettent peuvent être eux-mêmes inégaux socialement. En raison des différences de localisation de l'offre d'Enseignement Supérieur les passerelles ont nécessairement une dimension spatiale appelant un fonctionnement en réseau.

Une seconde conséquence du rôle déterminant du milieu social dans les parcours scolaires et universitaires concerne les inégalités d'effet de la distance géographique entre résidence de la famille et offre d'Enseignement Supérieur. L'étude montre qu'il existe un effet important exercé par l'offre située à proximité sur la demande. Il s'exerce particulièrement sur ceux qui ont la situation la moins favorable du point de vue social et des résultats scolaires. De façon générale, une moindre réussite scolaire réduit l'éventail des choix. Cet effet est redoublé par les inégalités géographiques de l'offre. Le jeu inégal de l'effet de proximité constitue une raison supplémentaire

de souligner l'intérêt de passerelles fonctionnant bien du point de vue spatial. Il représente par ailleurs un argument favorable pour les propositions d'élargissement du champ disciplinaire couvert par chacun des premiers cycles, propositions qui aboutiraient dans le cas de la région, à rapprocher les profils de divers sites. Ces propositions sont en général avancées pour d'autres raisons concernant la réduction des taux d'échec en premier cycle et l'orientation continue. Elles se voient donc renforcées par un argument proprement spatial.

Les résultats montrent par ailleurs l'importance des efforts de professionnalisation des formations qui ont été engagés par l'Enseignement Supérieur sur le territoire régional au cours des dix et plus particulièrement cinq dernières années. Elles font ressortir les différences entre partenariat de "conformité" (aux textes), avec faiblesses des liens réels avec le monde professionnel et partenariat actif "d'intentionnalité" avec des liens beaucoup plus forts construits dans le temps. L'hypothèse est avancée que l'extension de la professionnalisation, les glissements progressifs de partenariats de "conformité" vers des partenariats actifs "d'intentionnalité" se heurtent aujourd'hui principalement aux déficits en disponibilité du côté des employeurs.

L'étude comporte aussi un essai exploratoire sur les troisièmes cycles et sur les rapports entre la recherche et ses partenaires des secteurs économique ou administratif au travers des pratiques contractuelles d'une université.

#### **Partenaires et financement**

Secrétariat Général pour les Affaires Régionales Nord - Pas de Calais et Rectorat.

#### **Publication issue de l'opération**

##### **Rapport**

CONVERT Bernard, DJELLAL Faridah, FIEVET Gérald, FEUTRIE Michel, GREVET Patrice, GUGENHEIM Francis, PINET Michel (1996) *Réseau régional des Villes Universitaires du Nord-Pas de Calais*. Rapport pour le SGAR Nord-Pas de Calais, 535 p.

\*

\* \* \*

#### **1.1.3.G. LA PRODUCTION SOCIALE DES INGÉNIEURS EN FRANCE : L'ÉTUDE D'UNE NOUVELLE FORMATION D'INGÉNIEURS (OPÉRATION EN COURS)**

##### **Chercheur**

CLERSÉ : Pascal ROQUET (CE)

##### **Opération achevée**

La création des NFI (Nouvelles Formations d'Ingénieurs) en 1990, suite au rapport "Decomps" (1989), a relancé le débat sur la formation des ingénieurs diplômés en France. L'objectif essentiel du projet vise à former autrement les élèves ingénieurs, en dépassant la séparation traditionnelle entre "grandes écoles" et "petites écoles", par la création d'un nouveau profil d'ingénieur.

Un étude de cas a été réalisée sur la mise en place d'une nouvelle formation d'ingénieurs, plus précisément la création d'une nouvelle école d'ingénieurs : l'ENIC (Ecole Nouvelle des Ingénieurs en Communication). Ce document s'appuie sur un double constat : L'ENIC est une formation pionnière, l'une des premières NFI créées, et l'élaboration de ce projet renvoie aux objectifs recherchés par les promoteurs. Dans cette perspective, quatre entrées ont été privilégiées : le profil de l'ingénieur recherché, le repérage d'une population cible et son mode de sélection, le rôle de l'entreprise, le développement de logiques pédagogiques en formation initiale et en formation promotionnelle.

##### **Opération en cours**

Dans le prolongement de ce travail l'étude d'une nouvelle formation d'ingénieurs à travers les procédures de sélection et les caractéristiques des candidats, des savoirs enseignés, et des profils des premières promotions sorties (trajectoires socio-professionnelles et nature des emplois occupés), s'avère être un point d'entrée non négligeable pour l'éclaircissement du débat autour de la reproduction et de l'évolution du groupe professionnel des ingénieurs.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Articles de revue**

GADEA Charles, LOUBET Patrick, ROQUET Pascal (1996) "Formation promotionnelle des techniciens et ordre négocié de la sélection", *Formation Emploi*, n° 55, juillet septembre, pp. 43-57.

ROQUET Pascal (1995) "La création de l'Ecole Nouvelle des Ingénieurs en Communication (ENIC)", *Document Céreq* n° 105.

\*

\* \* \*

### **1.1.3.H. VERS UNE EURORÉGION DE L'ÉDUCATION (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

CRAC : Klaus GERTH (MC)

#### **Objet, méthode, résultats**

Depuis 1983, une recherche visant à développer la dimension internationale européenne dans la formation initiale est en cours au sein de l'Académie de Lille. Cette recherche connaît une dimension de réflexion théorique conduite dans un cadre international avec différentes Universités, centres de recherches, associations et laboratoires spécialisés (Cf. publication conjointe "L'interculturel en éducation et en sciences humaines", Tomes 1 et 2, Actes du Colloque de 1985, Service des publications, Université de Toulouse le Mirail). Elle connaît également une dimension expérimentale et appliquée au moyen de mises en place d'opérations dans les structures scolaires, de séminaires avec les responsables éducatifs, de préconisations de politique éducative à l'adresse des autorités compétentes (Rectorats, Inspections Académiques, Conseil Régional, Autorités étrangères, partenaires, Union Européenne, ...).

Cette liaison réflexion théorique / expérimentation, application et préconisation fait l'originalité - relative - de ce projet qui s'inscrit depuis 1994 dans le cadre des préoccupations centrales du Contrat de Plan Etat-Région et du 4ème Plan Régional en matière de Schéma des formations : "Faire du Nord-Pas-de-Calais une région européenne, pluripolaire, créatrice d'emplois tout en donnant à la métropole lilloise les moyens de devenir une capitale régionale de dimension européenne et internationale" (Contrat de Plan Etat-Région pp. 5-8).

Pour les deux années à venir, en relation avec l'ARPEIJ (Association Régionale pour l'Éducation Interculturelle des jeunes), cette recherche et ces travaux s'articulent de la façon suivante :

1. Recherche sur l'apport des NTI dans le cadre de l'ouverture des systèmes éducatifs à la dimension internationale : colloque "Médias, Technologies nouvelles et apprentissage des langues à l'école : aujourd'hui et demain". Centre des Congrès, St. Vincent, 28-30 septembre 1995 (Val d'Aoste)
2. Mise en forme du schéma prévisionnel des formations (Conseils Régional Nord-Pas de Calais) Volet : dimension eurorégionale (délai fin mai 1995).
3. Séminaires internationaux entre responsables éducatifs de l'Eurorégion (année scolaire 1995-1996)
4. Organisation du colloque "Les deuxièmes Eurorégionales de l'Éducation" à Maastricht (Pays-Bas), octobre 1996.

#### **Publications issues de l'opération**

#### **Communications**

GERTH Klaus (1994) Actes du Colloque *Vers une Eurorégion de l'Éducation*, ARPEIJ, Lille.

GERTH Klaus (1994) "Propositions d'orientation et d'action" faisant suite au colloque *Les premières Eurorégionales de l'éducation*, ARPEIJ, Lille.

\*

\* \* \*



## **I. TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS ET CHANGEMENT SOCIAL**

### **1.2. SERVICES-INDUSTRIE, ORGANISATION DES ACTIVITÉS**

#### **LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.2. :**

##### **1.2.1. DÉVELOPPEMENT ET MUTATIONS DES SERVICES**

###### *Services/Industrie, innovation, évaluation*

- 1.2.1. A. Produit, performances et évaluation des services
- 1.2.1. B. Les relations de service : contrats, conventions, régulation
- 1.2.1. C. L'innovation dans les services
- 1.2.1. D. L'info-structure japonaise et le rôle des pouvoirs publics dans son développement
- 1.2.1. E. Transformations liées au développement des activités informationnelles
- 1.2.1. F. L'évaluation dans le système éducatif

###### *Services publics et marché. Services aux personnes*

- 1.2.1. G. Services publics, marché et concurrence en Europe
- 1.2.1. H. L'évolution des pratiques des organismes assureurs
- 1.2.1. I. La prise en charge médico-sociale de deux phénomènes de marginalisation : la précarité sociale extrême et la perte d'autonomie des personnes âgées
- 1.2.1. J. Les pratiques médicales
- 1.2.1. K. Approche sociologique de la demande en réparation du risque thérapeutique : le cas du Sida
- 1.2.1. L. Accueil et prise en charge des enfants
- 1.2.1. M. Contribution à l'analyse économique de la non-division du travail dans les ménages

##### **1.2.2. ANALYSE DES FIRMES : ÉVOLUTION, ORGANISATION, PERFORMANCES**

###### *Évolution des firmes en longue période*

- 1.2.2. A. Facteurs, rythmes et processus d'évolution des entreprises en longue période
- 1.2.2. B. Théorie de l'évolution de la firme et de la transmission d'entreprise
- 1.2.2. C. Histoire des entreprises du Nord Pas-de-Calais depuis 1845
- 1.2.2. D. Entreprises et milieu social dans les pays en voie de développement

###### *Performances, organisation et gestion des firmes*

- 1.2.2. E. Actions stratégiques et changement organisationnel dans l'entreprise
- 1.2.2. F. Conception partagée : organisation, méthodes et modèles pour la conception concourante
- 1.2.2. G. Les performances de la Petite Entreprise Industrielle : quels déterminants stratégiques ?
- 1.2.2. H. Contraintes financières et PME
- 1.2.2. I. Analyse du processus de décision stratégique et de la notion d'équipe dirigeante dans les PME
- 1.2.2. J. Recherche sur les fondements et les implications du nouveau paradigme d'organisation et de gestion des entreprises
- 1.2.2. K. Les déterminants des systèmes de contrôle de gestion d'entreprise - Vers une analyse cognitive.
- 1.2.2. L. Management stratégique des projets et méthodologies

##### **1.2.3. SCIENCES SOCIALES, TECHNIQUES, ET INDUSTRIE**

- 1.2.3. A. Mémoires et mobilisations sociales au regard des sciences, des techniques et de l'industrie
- 1.2.3. B. Tensions contradictoires des industries stratégiques dans les domaines politiques, sociaux et techniques



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.2. : SERVICES-INDUSTRIE, ORGANISATION DES ACTIVITÉS

"Services-industrie, organisation des activités", la seconde thématique de l'analyse des "transformations des activités et du changement social" s'articule autour de deux axes complémentaires :

- A) Le développement et les mutations des services marchands et non marchands destinés aux entreprises ou aux ménages ;
- B) l'évolution des firmes en longue période et les nouvelles formes d'organisation et de gestion.

Ces axes s'inscrivent dans des perspectives théoriques (économie, gestion, sociologie, science politique) et méthodologiques (approches historique, synchronique et longitudinale) différentes, mais convergent dans une même volonté de se démarquer des paradigmes et des approches conceptuelles "globalisantes". Sur la base d'une réflexion théorique et d'investigations empiriques, ils proposent des modèles qui intègrent la contingence et la contextualisation dans lesquelles se créent et évoluent les logiques organisationnelles complexes et intégratives, s'inscrivent les pratiques managériales et les stratégies d'acteurs, et émergent les nouvelles problématiques associées à la modification du paysage technico-économique.

### A) Le développement et les mutations des services marchands et non marchands destinés aux entreprises ou aux ménages : innovation, performances et relations de service

Ce premier axe réunit une vingtaine de chercheurs économistes, sociologues, gestionnaires ou politistes dont le point commun n'est pas seulement la thématique des services (la plupart des chercheurs transposent leur questionnement à l'industrie elle-même), mais aussi la méthodologie privilégiée. En effet, la quasi-totalité des recherches concernées par cet axe s'appuient sur une investigation empirique approfondie auprès des acteurs (entreprises, institutions) : entretiens, enquêtes, observations de terrain, traitements statistiques, comparaisons européennes et internationales.

La relative homogénéité de cet axe, sous l'angle de son champ et de ses méthodes, ne doit pas cependant cacher :

- 1) la diversité des *questionnements théoriques* envisagés : définition du produit et des "mondes de production", relation de service, productivité-évaluation, Recherche-Développement et innovation, systèmes d'emplois, développement régional, modes de structuration des groupes professionnels ;
- 2) la diversité des *champs particuliers d'investigation* retenus. Si l'analyse peut porter sur le secteur des services dans son ensemble, il s'agit le plus souvent de sous-secteurs particuliers (services marchands rendus aux entreprises ou aux ménages, services financiers, commerce, services publics, etc.) ou de catégories particulières : le conseil, l'assurance, les services touristiques, l'enseignement supérieur, les services de santé, voire de monographies d'entreprises ou d'organisations privées ou publiques (L'UAP, La Poste, France-Télécom, le CHR de Lille, le Trésor Public, les IUFM, etc.).

En croisant ces deux variables on met en évidence la diversité interne de cet axe.

Une entrée par *le champ particulier d'investigation* indique ainsi un intérêt particulièrement marqué des chercheurs impliqués dans cet axe pour les services rendus aux entreprises et les services publics quel que soit le questionnement théorique envisagé.

Une entrée par *la nature du questionnement théorique* met quant à elle en évidence deux grandes thématiques de recherche : 1) la construction sociale du produit et de l'efficacité, 2) la construction sociale de l'emploi.

### **1) La construction sociale du produit et de l'efficacité**

Cette première thématique a deux objets principaux :

- mieux appréhender l'output souvent "flou" des services en réfléchissant à la notion de relation de service, et en mettant en évidence la diversité des "mondes de production" des services ;
- présenter et évaluer les formes concrètes de rationalisation et d'innovation mises en oeuvre dans certaines organisations ou certains secteurs de service.

#### *- Recherche-Développement et innovation*

Ainsi, en articulant l'économie des services et l'économie de l'innovation, une première série de travaux met en évidence les limites des approches industrialistes et technologistes de l'innovation en spécifiant les contenus, les formes et les modes particuliers de l'innovation et de la recherche-développement dans les services (F. Djellal, J. Gadrey, C. Gallouj, F. Gallouj). Au cours de la période considérée, cette réflexion générale sur "l'innovation dans les services" a multiplié les champs d'investigations empiriques passant du conseil aux entreprises et des services financiers à l'hôtellerie-restauration, au transport de marchandises, aux services de nettoyage... Elle s'est doublée d'une interrogation particulière sur "les services dans l'innovation", c'est-à-dire sur les modalités de la participation de certaines firmes de services et plus généralement d'organisations d'intermédiation publiques ou privées aux projets d'innovation de leurs clients (F. Djellal, F. Gallouj, C. Mahieu, G. Fiévet, M. Delpierre). A la suite d'un audit des prestataires régionaux d'intermédiation technologique, ces trois derniers chercheurs ont mis en évidence la tendance à la substitution d'un modèle interactif de changement technique à la conception strictement informationnelle et linéaire de l'innovation.

Les appréciations respectivement sociologiques et économiques de l'intégration des techniques informationnelles de liaison dans le procès de production des services de transport routier de marchandise (P. Mauny), et dans l'exercice de la médecine (télémédecine) (Ph. Lardé) relèvent également de cet ensemble de travaux. Dans la même perspective (sociologique), Lise Demainly et Danielle Zay étudient la production sociale de la recherche-développement dans le secteur des services professionnels et notamment dans le cas des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres.

#### *- Evaluation et performance*

Implicitement présente dans la thématique de l'innovation, la question de l'évaluation du produit et des performances des services occupe une place privilégiée et récurrente dans les travaux de plusieurs chercheurs impliqués dans cet axe (J. Gadrey, F. Gallouj, F. Jany-Catrice, S. Adjérad, P. Lardé, M. Autès). La démarche générale, qui se veut à la fois théorique et opérationnelle, s'appuie sur une analyse critique des méthodes traditionnellement utilisées (qui relèvent d'une "rationalisation industrielle"). Elle vise à identifier des critères spécifiques d'efficacité et de performance organisationnelle en partant de l'hypothèse du produit comme construction sociale, inséré dans des systèmes de valeurs relevant de "mondes" concurrents.

Cette démarche et cette hypothèse sont clairement au centre des travaux de S. Adjérad qui adopte tour à tour une approche fonctionnaliste et structuraliste des conventions pour rendre compte des produits et performances des caisses d'allocations familiales, et plus généralement du système de protection sociale. On les retrouve également dans les travaux de J. Gadrey, F. Gallouj et F. Ghillebaert qui, articulant la grille des "mondes de production" à une définition du service comme prestation de réparation, tentent de dénombrer les prestations sociales et civiques produites par les postiers et d'estimer leurs surcoûts. Cette réflexion est poursuivie à un niveau plus théorique par Jean Gadrey qui propose de redéfinir le concept de service universel non plus en termes de solidarité envers les plus démunis, mais en termes de droit universel.

C'est dans une perspective voisine de celle des recherches précédentes que s'inscrivent les travaux de Lise Demainly, Nicole Gadrey et Juliette Verdière qui procèdent à une analyse sociologique des effets de l'évaluation de la pratique de l'audit des établissements scolaires sur les cultures professionnelles des inspecteurs et chefs d'établissements auditeurs ; ceux de P. Lardé sur l'efficacité des pratiques hospitalières dans une filière de soin, ceux enfin de H. Mauroy qui posent la question de la survie d'une dimension solidariste dans l'output de certaines mutuelles.

Dans une perspective de comparaison internationale, les réflexions engagées par Luchaire, Marcou, Dolez, Sitbon, sur l'efficacité des services publics dans leur relation au marché mettent en

évidence une grande hétérogénéité des situations nationales au regard de la gestion des services publics locaux. Cette hétérogénéité tient avant tout à la préférence donnée, selon les pays et selon les secteurs, à la gestion déléguée, et donc aux entreprises privées, ou à la gestion directe, et donc à l'entreprise publique locale, sous diverses formes, sans préjudice du recours à des formules intermédiaires comme le marché d'entreprise de travaux publics en France.

#### - *Relations de service*

Enfin, dans une perspective initiée par la publication d'un ouvrage collectif "relations de service, marchés de services" co-édité par J. De Bandt et J. Gadrey, d'autres recherches envisagent le service et son efficacité sous l'angle du contenu de la relation de service analysée à la fois comme contrat et convention. Que ce soit pour les services ou pour les biens, la relation de service est envisagée comme "mode de coordination des acteurs de l'offre et de la demande". Elle comporte, d'une part, des relations ou interactions opérationnelles (coproduction), et, d'autre part, des relations sociales de contrôle et de régulation (contractuelle ou conventionnelle) de l'action. Dans cette perspective générale, E. Hégo examine les modalités des relations de service entre PME et consultants et fait jouer un rôle essentiel aux contrats (incomplets) qui lient les agents, et aux mondes différents voire concurrents auxquels ils font référence et qui fondent les sentiments de confiance et de fidélité. P. Cuvelier quant à lui examine les pratiques touristiques et met en évidence les différents mondes du tourisme en s'appuyant sur le même appareillage conceptuel. D'autres pistes de recherche sont en cours d'exploitation : celle du rôle de l'insertion dans un réseau de relations de services dans la demande de réparation du risque thérapeutique dans le cas des victimes du SIDA (Bastin, Cresson, Tyberghien), celle des modalités de construction d'un marché de l'accueil et de la prise en charge des enfants (Cresson et al.), celle de la confrontation du capitalisme "relationnel" japonais au capitalisme "transactionnel" anglo-saxon et français (T. Ribault).

C'est à la relation de service intra-familiale que s'intéresse A. Bustreel. Dans un registre économique, mais ayant également recours à l'histoire économique, elle se propose de donner à la notion de dépendance économique le contenu théorique qui lui fait défaut dans l'analyse micro-économique. Elle montre ainsi que la dépendance économique des femmes est une conséquence de la déqualification du secteur domestique.

Cette thématique de la construction sociale du produit et de l'efficacité déjà relativement ancienne (elle concerne la quasi-totalité des chercheurs de cet axe, et des domaines de service) est ainsi renouvelée de deux manières différentes : par le recours à de nouveaux domaines d'investigation empirique (La Poste, les Caisses d'allocations familiales, France-Télécom...) ; par la formulation de questions théoriques connexes : celle de l'évaluation de l'output et celle de son renouvellement (R-D, innovation), par exemple.

#### 2) *La construction sociale de l'emploi*

La thématique de *la construction sociale de l'emploi* est plus récente que la précédente, mais elle connaît un essor important, en liaison avec d'autres axes de recherche de l'IFRÉSI. Elle réunit des chercheurs intéressés par la mise en évidence de modèles nationaux et sectoriels de "systèmes d'emplois", capables d'expliquer les différentiels de créations d'emplois de services entre pays et notamment entre la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Japon (J. Gadrey, C. Gallouj, T. Ribault, F. Jany-Catrice). Les différentes recherches réalisées aboutissent à la conclusion suivante : une approche reposant sur les critères économiques classiques (la productivité commerciale, les coûts et la durée du travail) n'explique qu'une partie des écarts de créations d'emplois entre les pays. Elle peut être utilement complétée par une approche socio-économique multicritère mobilisant différents espaces (espace des marchés et de la concurrence, espace des relations professionnelles, espace organisationnel et technique, et espace de la division familiale du travail).

Les réflexions engagées par I. Butté et P. Lardé sur les modalités d'émergence, de structuration et de consolidation des services de proximité aux personnes âgées relèvent également de cette problématique. Elles convergent dans une certaine mesure avec le travail plus général de recensement des métiers du social effectué par M. Autès pour le département du Nord.

On peut également rattacher à cette thématique générale de la construction de l'emploi celle plus ancienne du rôle des services dans le développement régional où la thèse des services "suiveurs"

est soumise à critique et où est mise en évidence la composante "motrice" de certains services (Djellal F. Gallouj C.).

Enfin, les travaux engagés par S. Dickel, P. Grevet, M. Pernod-Lemattre, J.-M. Scheer sur les transformations des activités informationnelles relèvent à la fois de cette thématique des systèmes d'emploi et des précédentes : celle de l'innovation, celle de l'évaluation et de la relation de service. Ces travaux examinent la manière dont ces activités "à régime d'innovation permanente" construisent l'efficacité et l'emploi.

## B) L'évolution des firmes en longue période et les nouvelles formes d'organisation et de gestion

Cet axe s'intéresse d'une part aux déterminants, rythmes et modalités de l'évolution des firmes en longue période à différents niveaux géographiques : national, régional, pays en voie de développement, et d'autre part, à la construction théorique ou à la mise en évidence empirique de nouvelles formes d'organisation et de gestion.

### 1) L'évolution des firmes en longue période

Ce thème recouvre trois orientations qui se rejoignent sur le fond, mais se placent dans des perspectives temporelles ou géographiques différentes.

Dans une perspective historique, une première série de travaux (J.P. Debourse et al.) a pour objectif de reconstruire, à partir de 1845 et de la veille de la première guerre mondiale, la trajectoire historique d'un échantillon d'une centaine d'entreprises du Nord-Pas-de-Calais. Dans cette réflexion sur les mécanismes et déterminants de l'évolution des firmes en longue période, un intérêt particulier est porté aux fonctions et rôles des dirigeants comme facteur explicatif essentiel. Ce travail exploite des éléments d'archives, des monographies et des travaux empiriques existants, qu'il enrichit par des investigations complémentaires.

Dans une perspective longitudinale, une seconde série de travaux, qui réunit l'ensemble des chercheurs du CLAREE, vise, à partir d'une méthodologie quantitative et qualitative, et sur la base d'une analyse critique approfondie de la littérature théorique et empirique, à délimiter le champ de validité des multiples théories de l'évolution de la firme en proposant une typologie des configurations d'entreprises. Ces travaux ont également pour objet d'apprécier les effets de la contextualisation des propriétés de la configuration organisationnelle sur l'évolution des firmes. P. Pailot montre que la transmission d'entreprise s'explique bien en prenant en compte le lien Dirigeant-Entreprise et la théorie de l'emprise et du deuil.

La troisième série de travaux change d'horizon géographique puisqu'elle s'intéresse à l'évolution des entreprises dans les pays en voie de développement : J.-C. Rabier et M. M'Baye portent ainsi leurs investigations sur la contribution des petites et moyennes entreprises à la structuration du tissu social, à Madagascar. Cet objectif théorique s'inscrit dans un programme plus général visant à construire un système d'informations industrielles au moyen d'une enquête périodique permanente dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne.

### 2) Les nouvelles formes d'organisation et de gestion

Le second thème, hétérogène dans sa problématique et ses développements, s'intéresse à l'émergence, dans les entreprises des secteurs industriels et de services, de nouvelles formes d'organisation et de gestion susceptibles de faire progresser notre connaissance des organisations dans un souci de contextualisation des pratiques et logiques managériales.

Dans cette perspective générale, des recherches portent sur l'étude des conditions d'émergence

- d'un nouveau modèle de compétitivité chez France Télécom, dans l'industrie automobile, l'aérospatiale, etc... (C. Mahieu)
- d'un nouveau paradigme d'organisation et de gestion des entreprises susceptible de dépasser les limites du paradigme de l'organisation fonctionnelle (F. Héran).

Ce thème recouvre également des travaux relatifs à :

*a) la gestion des projets et l'apprentissage organisationnel.*

Dans le cadre de l'industrie automobile notamment, C. Mahieu s'intéresse par exemple à la spécification d'un système d'aide à la conception du produit intégrant les dimensions humaine et technico-économique, dans le cadre d'une entreprise apte à l'apprentissage organisationnel, qualifiée dorénavant d'"entreprise apprenante". Audebert, Debourse et al. cherchent à contribuer à une meilleure connaissance des modalités et des conditions selon lesquelles le management d'une organisation peut s'organiser à travers la gestion d'un portefeuille de projets. Ils montrent que la méthode MAP (Management et Analyse des Projets) donne une efficacité plus grande que les méthodes traditionnelles, surtout en ce qui concerne les phases de conception-formulation et de montée en puissance des projets.

*b) l'analyse des performances et des spécificités de la gestion des PME*

Trois séries d'opérations de recherche ont pour point commun leur intérêt pour les spécificités de l'organisation et de la gestion des PME. Il s'agit des travaux de Debourse et al. qui s'interrogent sur la signification particulière de la notion d'équipe dirigeante dans les PME et sur ses implications quant aux politiques de développement des entreprises. Il s'agit également des travaux de Kegels, Delneste et Masson qui examinent les contraintes financières qui pèsent sur le développement des PME et plus généralement les déterminants stratégiques des performances de celles-ci.

*c) l'évolution des systèmes de contrôle de gestion*

Une autre série de travaux (A. Desreumaux et al.) s'inscrit dans une perspective élargie des systèmes de contrôle de gestion, se distançant de la perspective financière et comptable traditionnelle pour traiter la question sous un angle plus fondamentalement organisationnel. Cette série de travaux vise la compréhension des situations nouvelles de contrôle tenant à l'évolution de l'organisation des activités productives et à la diffusion des outils de contrôle dans des entités jusque là relativement peu concernées.

*d) l'évolution des identités professionnelles, des mémoires et des mobilisations sociales face aux changements techniques, organisationnels et économiques.*

Dans une perspective sociologique, un dernier groupe de chercheurs se consacre à l'analyse historique des tensions contradictoires entre la rationalité productive et les modifications du contexte productif dans les champs politiques, techniques et sociaux de l'industrie minière (O. Kourchid, F. Bacle-Giard et al.). Plus généralement, cette série de travaux et d'autres impliquant en partie les mêmes chercheurs (Kourchid, Rabier, etc.) ont pour objectif de participer à la dynamique régionale et nationale dans le domaine des relations entre sociologie historique, mémoire collective, et sociétés industrielles représentées par le grand courant de flux et de reflux des activités extractives ou stratégiques : pour cela sont considérés les lieux et matériels pratiques et symboliques conservés, les acteurs techniques et politiques, les comparaisons internationales en jeu dans les prises de décisions effectuées dans le passé et dans la période actuelle.



## **1.2.1. DÉVELOPPEMENT ET MUTATIONS DES SERVICES (fiches des opérations)**

### **1.2.1.A. PRODUIT, PERFORMANCES ET ÉVALUATION DES SERVICES (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Saïd ADJERAD (AR), Jean GADREY (PR), Faïz GALLOUJ (MC)

#### **Objet, méthode, résultats**

L'analyse du produit, des performances et de l'évaluation des activités de service est un thème de recherche récurrent du laboratoire, et les travaux vont se poursuivre dans la période à venir sur ces questions. Pour la période 1993-1997, les recherches effectuées ont consisté d'une part à élargir le champ sectoriel en direction de services publics (marchands et non marchands), et d'autre part à mettre au point et à publier un ouvrage réalisant une synthèse de près de dix ans de recherche sur la problématique de la productivité des services.

\* *Les services publics : produits, performances, "grandeur"*

Un premier champ de recherche a été ouvert à partir de 1993, dans le cadre d'une collaboration avec la Caisse Nationale d'Allocations Familiales, un service public non marchand à vocation sociale. Saïd Adjerad (thèse achevée en mars 1997), sur la base d'observations de terrain très intensives dans trois caisses du Nord de la France et de traitements de données quantitatives a analysé les caractéristiques différentes du produit et des missions de ces organismes. Il a construit sur cette base un cadre théorique d'évaluation du produit et des performances, s'inspirant pour une part de la théorie des "économies de la grandeur" de Boltanski et Thévenot. Un des apports de cette grille est une critique de la méthode actuellement utilisée par la tutelle (le "principal") pour allouer des ressources aux établissements (les "agents") sur la base d'indicateurs par allocataire pondéré. Une démarche évaluative plus large est proposée, qui n'en reste pas à cette vision industrielle du produit et intègre des critères relationnels et sociaux, particulièrement indiqués pour des services à vocation sociale.

Second champ de recherche, à partir de 1995 : La Poste. Faïz Gallouj et Jean Gadrey (avec la collaboration d'Edwige Ghillebaert jusqu'en décembre 1996) y ont analysé les principales composantes du "produit final", en commençant par les services financiers et l'activité des guichets. Les fonctions de distribution et de tri feront l'objet d'investigations en 1997. Les résultats de cette première étape sont les suivants. D'abord, le produit de l'entreprise (à ce stade de la recherche, il s'agit des fonctions financières) est décomposé en dimensions et en caractéristiques, à partir de l'examen du travail quotidien des agents. Quatre dimensions permettent cette décomposition, débouchant sur une représentation multi-critères : critères industriels et techniques, critères marchands et financiers, critères relationnels, critères civiques. Puis, la recherche s'intéresse plus particulièrement aux produits "civiques", à la "valeur ajoutée de cohésion sociale" de l'entreprise, et ceci à un double niveau microéconomique et macro-économique. Sur le plan microéconomique, on identifie dans le travail des agents au contact du public les "prestations" relevant de l'idée de contribution à la cohésion sociale, on les typifie, et on en évalue leur importance quantitative et leurs coûts de production. Sur le plan macroéconomique, on mène une réflexion sur le concept de service universel tel qu'il se construit actuellement en Europe, notamment dans le cas des télécommunications et du secteur postal. On propose de clarifier les différences conceptuelles entre service universel, service d'intérêt général, et service public, comme étant trois concepts emboîtés, du plus étroit au plus large.

\* *Services : la productivité en question*

Le titre de ce volet est aussi celui d'un ouvrage de synthèse publié par Jean Gadrey, rassemblant et mettant en perspective un ensemble de travaux antérieurs, et y ajoutant des recherches récentes sur les implications pratiques et théoriques de la remise en cause de la pertinence des concepts de croissance et de productivité pour refléter les transformations des économies développées,

dominées par les activités de service. Les résultats obtenus sont de trois types. D'abord, en s'appuyant sur de multiples analyses sectorielles (commerce, banques, assurances, hôpitaux, restauration, services aux entreprises, enseignement, recherche) on montre que, dans la majorité des branches de service, les concepts usuels de croissance et de productivité fournissent une image déformée, parfois dépourvue de toute signification, des transformations et de la modernisation des économies "post-fordistes". Dans un second temps, sont fournies des propositions méthodologiques visant à améliorer les indicateurs de croissance et de productivité existants, en prenant en compte la diversité des cas traités et la qualité des services rendus. Cette voie "réformatrice" permet de résoudre certains des "paradoxes de la productivité dans les services", mais elle a pour limite principale la contrainte consistant à fournir un indicateur final unique. Or on montre que les enjeux des politiques économiques et des stratégies d'entreprise concernant les services relèvent, de plus en plus, de "mondes" et de "grandeur" qui ne peuvent être projetés sur un même axe, sauf à appauvrir le processus décisionnel qui est à l'origine de la demande d'indicateurs. D'autres voies, multi-critères et multi-acteurs, de l'évaluation des performances sont alors explorées, avec pour objectif d'adapter les méthodes à la diversité et à la complexité du monde réel.

### **Partenaires et financement**

Caisse Nationale d'Allocations Familiales, La Poste

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrage**

GADREY Jean (1996) *Services : la productivité en question*, Paris, Desclée de Brouwer, 358 p.

#### **Articles de revue**

GADREY Jean (1994) "A propos de l'analyse économique des services d'assurance : le concept de produit et la question de son évaluation", *Revue économique*, vol. 45, n°2, mars, pp. 193-212.

GADREY Jean (1994) "La modernisation des services professionnels", *Revue française de sociologie*, vol. 35, n°2, mars, pp. 163-195.

GADREY Jean (1994) "Gestion patrimoniale, gestion durable des ressources et évaluation", *Politiques et management public*, vol. 12, n°4, pp. 31-49.

ADJERAD Saïd, GADREY Jean (1995), Mesurer et évaluer les performances des services. La méthode du "poids de l'allocataire" des CAF, *Recherches et prévisions*, décembre, pp. 63-72.

#### **Rapports**

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, GHILLEBAERT Edwige (1996) *La Poste : mondes de production, types de produits, contribution à la cohésion sociale*, rapport pour la direction de la stratégie de La Poste, octobre, 105 p.

\*

\* \* \*

### **1.2.1.B. LES RELATIONS DE SERVICE : CONTRATS, CONVENTIONS, RÉGULATION (OPÉRATION EN VOIE D'ACHÈVEMENT)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Pascal CUVELIER (A), Jean GADREY (PR), Édith HEGO (A)

Equipe extérieure : Jacques DE BANDT (DR, LATAPSES, Nice)

#### **Objet, méthode, résultats**

L'analyse des services incite de plus en plus souvent à se pencher sur le contenu des relations de service, à la fois comme moment des processus de production et de consommation et comme relations de type contractuel et marchand (mais échappant pour l'essentiel à l'analyse standard du marché) faisant appel à des formes originales de régulation.

\* *Recherche achevée : Approche générale des contrats et conventions de service* (Jean Gadrey)

Dans cette recherche, dont la conclusion a été la publication de l'ouvrage collectif *Relations de service, marchés de service* co-édité par J. De Bandt et J. Gadrey, une tentative a été faite d'une part de démontrer l'importance d'une entrée dans l'analyse économique par les relations de service, d'autre part d'analyser le contenu de ces relations à la fois comme contrats et comme conventions. Une telle approche est une contribution à la compréhension des modes de fonctionnement particuliers des marchés des services, et notamment de ceux où règne l'incertitude sur les "produits" et sur les contributions respectives des agents. C'est également une contribution à une théorie de l'insertion sociale des actions économiques. La théorie dite des "conventions" est notamment utilisée dans cette construction, à la fois pour identifier les "grandeurs" qui servent de base à la définition du produit et pour analyser les "conventions de prestation" au cours du service, et les "conventions de fidélité" au-delà.

\* *Recherche achevée : L'économie des relations de service entre PME et consultants : marchés, contrats et conventions* (Édith Hégo)

Dans une thèse achevée au printemps 1996, E. Hégo a analysé le fonctionnement d'un marché de service aux caractéristiques particulièrement floues, avec l'objectif de dissiper une partie de ce flou. Il s'agit des transactions entre les consultants et les PME. Situant son objet dans un contexte où le rôle des PME s'affirme mais où ces dernières ont des difficultés particulières à s'approvisionner en connaissances, E. Hégo étudie les interactions marchandes et non marchandes entre ces agents en faisant jouer un rôle essentiel d'une part aux contrats (largement incomplets) qui les lient, d'autre part aux "mondes" dans lesquels ils se situent et aux conventions qui peuvent fonder la confiance et la fidélité. Un important travail de terrain par entretien est à la base de ces résultats, où l'on voit que des acteurs périphériques multiples contribuent à combler en partie le déficit de coordination et d'information. Sont mises en évidence des configurations idéal-typiques de relations (bilatérales, triangulaires et multilatérales). Ce travail a déjà donné lieu à plusieurs publications.

\* *Recherche presque achevée (thèse devant être soutenue en 1997) : Les mondes du tourisme, contribution à une économie des pratiques touristiques* (Pascal Cuvelier)

C'est l'économie du tourisme, et plus spécifiquement des pratiques qui lui sont associées, qui constituent le cœur de la thèse de Pascal Cuvelier (soutenance prévue courant 1997). L'objectif principal de ce travail est d'essayer de construire une représentation théorique des différentes formes de pratiques touristiques. C'est par une interrogation des différentes approches économiques du tourisme et de leurs insuffisances qu'il a été possible de réfléchir à la mise en place d'un cadre d'analyse (une typologie des "mondes économiques des pratiques touristiques") offrant une meilleure compréhension de la structuration particulière du marché. C'est le cas, particulièrement éclairant, du tourisme espagnol qui a été retenu dans cette étude pour venir confirmer ou nuancer nos principaux résultats.

## Publications issues de l'opération

### Ouvrages

CUVELIER Pascal, TORRE Emmanuel, GADREY Jean (1994) *Patrimoine, modèles de tourisme et développement local*, Paris, L'Harmattan, collection Dossiers Sciences Humaines et Sociales.

GADREY Jean (1994) avec J. De Bandt, coéd., *Relations de service, marchés de services*, Editions du CNRS, 360 p.

### Articles de revue

GADREY Jean (1994) "The embeddedness of service 'products' in value systems", *Journal of Socio-economics*, vol. 23, n°3, automne, pp. 261-271.

GADREY Jean (1994) "Les relations de service et l'analyse du travail des agents", *Sociologie du travail*, vol. 36, n°3, pp. 381-389.

GALLOUJ Camal (1995) "L'outplacement : intérêt pour la firme et pour les salariés". *Direction et Gestion des entreprises*, n° 150-151, Novembre-Février.

GALLOUJ Camal (1997) "Asymmetry of Information and the Service Relationship : Selection and Evaluation of the Service Provider", *International Journal of Service Industry Management*, vol 8, n° 1.

### Communications

CUVELIER Pascal (1995) "De l'élaboration d'une définition du tourisme à la construction d'une typologie", *IVe Journées IFRESI*, 30-31 Mars.

CUVELIER Pascal (1997) "Le tourisme, une pratique ancienne mais une dimension caractéristique de la modernité", *Vème journées IFRESI*, 20 et 21 mars.

\*

\* \* \*

## 1.2.1.C. L'INNOVATION DANS LES SERVICES (OPÉRATION EN COURS)

### Chercheurs

LAST-CLERSÉ : Faridah DJELLAL (MC), Jean GADREY (PR), Camal GALLOUJ (MC), Faïz GALLOUJ (MC), Thierry RIBAULT (CR).

Equipes extérieures : Stéphane LHUILLY (CREI, Paris Villetaneuse), Olivier WEINSTEIN (CREI, Paris Villetaneuse), TNO (Pays-Bas), PREST (Grande-Bretagne), STEP (Norvège), DIW (Allemagne), CSS (Italie), CERES (Grèce), NUTEK (Suède), RUC (Danemark), CENTRIM (Grande-Bretagne).

### Objet, méthode, résultats

Le transfert mécanique vers les services de concepts et de méthodologies élaborés dans et pour l'industrie contribue souvent à donner une image biaisée des phénomènes d'innovation dans les services, privilégiant les aspects "matériels" de ceux-ci, et réduisant l'innovation des services à l'adoption d'innovations technologiques. En multipliant les investigations empiriques et en confrontant celles-ci aux théories de l'innovation, les différents travaux de cette opération tentent d'aller au-delà des analyses industrialistes et technologistes. Cette opération, qui a impliqué cinq chercheurs du laboratoire sur la période 1993-1997, s'articule autour de trois ouvrages et de quatre rapports de recherche. Elle se poursuit à l'heure actuelle dans le sens d'un approfondissement théorique des travaux effectués.

Faïz Gallouj ("Economie de l'innovation dans les services", L'Harmattan) montre ainsi que l'innovation peut prendre un contenu et des formes différentes (formes d'innovation ad hoc non reproductibles de manière immédiate, trajectoires institutionnelles d'"objectivation"...), et être organisée selon des modalités particulières. Comprendre ces phénomènes n'aboutit pas cependant nécessairement à une opposition entre les biens et les services, mais peut être au contraire la condition d'une meilleure intelligence de l'innovation industrielle elle-même.

Dans un ouvrage intitulé "Changement technique et conseil en technologie de l'information", Faridah Djellal prolonge la réflexion précédente dans le cas des activités de conseils en informatique. Elle analyse la manière dont ces activités contribuent à modifier la nature du changement technique en l'enrichissant de composants organisationnels et sociaux. Que ce soit en matière d'innovation ou de localisation, les entreprises de services informatiques sont caractérisées par une autonomie croissante, et l'on peut ainsi raisonnablement défendre la thèse selon laquelle la dernière révolution technologique est aussi une révolution des services (professionnels).

Les réflexions entamées dans ces deux ouvrages sont poursuivies et approfondies dans le cadre de plusieurs rapports de recherche et d'un ouvrage de synthèse :

Le premier rapport effectué pour le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (Jean Gadrey, Faïz Gallouj, Thierry Ribault, Stéphane Lhuillery, Olivier Weinstein) s'intéresse plus particulièrement à la question de la R-D dans les services. Sa principale conclusion est que les firmes de services sont de plus en plus nombreuses à exercer des activités de R-D, mais qu'une grande partie de celle-ci échappe aux critères traditionnellement utilisés par les institutions nationales et internationales, critères qu'il s'agit donc de réviser. Des propositions précises sont faites pour une telle révision.

Le second rapport effectué pour l'UAP sous l'égide de l'Association Progrès du Management et du Ministère de la Recherche (Jean Gadrey, Faïz Gallouj) constitue un approfondissement sectoriel. Il s'appuie sur une investigation empirique au cœur d'une des principales compagnies d'assurance françaises. Il propose notamment un typologie des formes de l'innovation adaptée à l'assurance ; un examen des principaux acteurs (internes et externes) de l'innovation, envisagés dans leur interaction et leur zone éventuelle de conflit ; une analyse des différentes modalités des processus de R&D et d'innovation ; une recension des principaux freins à l'innovation dans l'assurance.

Le troisième rapport de recherche (Faïz Gallouj avec la collaboration de Faridah Djellal et Camal Gallouj), financé par le Commissariat général du plan, a une ambition essentiellement théorique. L'hypothèse principale qui oriente ce travail est qu'une représentation lancastérienne du produit en termes de caractéristiques finales, techniques et de process peut fournir une base de réflexion stimulante pour la construction d'une théorie de l'innovation dans les services. L'évolution de ces différentes caractéristiques et de leur combinatoire correspond en effet à des modèles d'innovation qui sont identifiés et analysés (modèles d'innovation radicale, incrémentielle, d'amélioration, ad hoc, de recombinaison, objectivation), avec des applications à des activités précises : la banque, le conseil, l'hôtellerie, l'assurance...

Les matériaux empiriques et théoriques issus notamment de ces trois rapports ont contribué à la publication d'un ouvrage de synthèse intitulé "l'innovation dans les services" (Camal et Faïz Gallouj). Cet ouvrage est consacré d'une part à une synthèse critique de la littérature sur ce thème, et d'autre part, à l'examen des formes, des contenus, des modes d'organisation de la R-D et de l'innovation dans les activités de conseil et d'assurance.

Le dernier projet enfin a débuté en mars 1996 et devrait se poursuivre jusque en février 1998. Il s'insère dans un programme de recherche financé par la commission européenne (programme TSER, DG XII) réunissant une dizaine d'équipes. Intitulé "Innovation in services and services in innovation", ce programme s'intéresse à la fois aux dimensions macroéconomiques et microéconomiques de l'innovation dans et par les services. Il renforce par conséquent les réflexions de l'équipe dans deux directions jusque là peu exploitées : la dimension de comparaison internationale et la question du rôle des services dans l'innovation de leur client. Un premier rapport intermédiaire intitulé "sectoral trajectories of innovation in services in France" (Faridah Djellal, Camal et Faïz Gallouj) a tenté de mettre en évidence un certain nombre de caractéristiques macro et microéconomiques de l'innovation dans plusieurs secteurs de service : le conseil, l'assurance, la grande distribution, l'hôtellerie-restauration, le nettoyage et le transport. La comparaison de ces résultats avec ceux établis par les autres équipes européennes devrait permettre de tester l'hypothèse de l'existence d'un profil ou d'un modèle français de l'innovation dans les services.

En ce qui concerne les projets et perspectives relatifs à cette thématique de l'innovation dans les services, il faut distinguer ici les opérations d'ores et déjà engagées et celles qui sont en voie de lancement.

Parmi les premières figure le projet de recherche financé par la commission européenne intitulé "innovation in services and services in innovation" qui devrait se poursuivre au moins jusque en février 1998 dans plusieurs directions : la finalisation de la description et de l'analyse de modèles nationaux d'innovation dans les services, la réalisation d'une vaste enquête postale sur le thème de l'innovation dans les services, la mise en évidence du rôle des services dans l'innovation de leurs

clients. Dans le cadre de ce programme, un ouvrage collectif intitulé "Services, innovation in the knowledge-based economy" est en préparation " (premières versions des chapitres d'ores et déjà en circulation).

Parmi les opérations en cours de lancement figurent :

- 1) l'élargissement de nos questionnements au cas de La Poste. Il s'agira à partir de septembre 1997 de construire le "modèle d'innovation" de La Poste française (financière et courrier) en montrant toute la diversité des formes et des acteurs de l'innovation. Cette recherche s'appuiera sur des monographies très détaillées d'innovation et d'acteurs de l'innovation et sur une confrontation aux modèles économiques et sociologiques de l'innovation.
- 2) plusieurs projets de publications d'articles et d'un ouvrage sur le thème de l'innovation dans les services en collaboration avec l'équipe de Michel Callon (CSI de l'Ecole des mines de Paris).

#### *Projet (opération commencée en février 1997)*

1997 : Employment Development and Creation in the European Commerce Sector, Recherche financée par Eurocommerce et Eurofiet. Recherche regroupant huit équipes européennes sous la direction de l'IAT (Institut Arbeit und Technik im Wissenschaftszentrum)

### **Partenaires et financement**

Commissariat Général du Plan, Ministère de la recherche, Commission européenne, Association Progrès du Management (CNPF), Union des Assurances de Paris, Cellule Recherche de La Poste, Agence régionale de Développement.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrages**

DJELLAL Faridah (1995), *Changement technique et conseil en technologie de l'information*; L'Harmattan, collection "logiques économiques", 256 p.

GALLOUJ Faïz (1994) : *Economie de l'innovation dans les services*, Editions L'Harmattan, Logiques économiques, 256 p.

GALLOUJ Camal, GALLOUJ Faïz (1996) *L'innovation dans les services*, Editions Economica, 112 p.

#### **Articles de revue**

GALLOUJ Faïz (1994) "Cycles économiques et innovations de service : quelques interrogations à la lumière de la pensée schumpeterienne", *Revue Française d'économie*, Volume IX, 4, automne, p.169-213.

GALLOUJ Faïz (1994) "Les déterminants de l'innovation dans les activités de conseil", *Revue Française du Marketing*, n°149, pp. 33-51

GALLOUJ Faïz (1995) "Le processus de production de l'innovation dans les services de conseil", *Revue Française de Gestion*, n°103, mars-avril-mai, pp. 109-119.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, WEINSTEIN Olivier (1995), "New modes of innovation : how services benefit industry", *International Journal of Service Industry Management*, volume 6, n° 3.

GALLOUJ Camal GALLOUJ Faïz (1997) "Innover à l'envers : les services et le 'cycle du produit inversé'", *Revue Française de Gestion*.

#### **Rapports**

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, LHUILLY Stéphane, RIBAULT Thierry, WEINSTEIN Olivier (1993) *La R-D et l'innovation dans les services : le cas du conseil, de l'assurance et des services d'information électronique*, Rapport pour le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, octobre, 350p.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz (1994) *L'innovation dans l'assurance : le cas de l'UAP*, Rapport de recherche, UAP/Association Progrès du Management, juillet, 64 p. + Annexe : 142 p.

GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah (1994) "Evaluation des programmes conjoints de recherche franco-britanniques : le cas du programme "Alliance". Recherche financée par le Ministère des Affaires Etrangères et le British Council, 80 p. (Avec le PREST, Université de Manchester).

GALLOUJ Faïz (avec la collaboration de DJELLAL Faridah et GALLOUJ Camal) (1997) *Vers une théorie de l'innovation dans les services*, Rapport pour le Commissariat Général du Plan, juin.

### 1.2.1. Développement et mutations des services (fiches des opérations)

GALLOUJ Faïz, DJELLAL Faridah, GALLOUJ Camal (1997), *Sectoral trajectories of innovation in services : the french case*, Commission Européenne, mars.

#### **Communications**

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, LHUILLY Stéphane, WEINSTEIN Olivier (1994) "Innovation et R-D dans les services". Communication au *troisième séminaire international de recherche en management des activités de service*, La Londe Les Maures, 24-27 mai, 20 p.

GALLOUJ Faïz (1996) "Do service firms innovate ?" Communication au colloque *Services in innovation, innovation in services*, Roskilde University, Danemark, 11 janvier.

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Camal (1996) "Innovation et développement régional : le cas des firmes de conseil en technologie de l'information". Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française, *Dynamiques Industrielles et dynamiques territoriales*, 30 août-1er septembre, Toulouse.

\*

\* \* \*

### **1.2.1.D. L'INFO-STRUCTURE JAPONAISE ET LE RÔLE DES POUVOIRS PUBLICS DANS SON DÉVELOPPEMENT (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Thierry RIBAULT (CR)

Equipe extérieure: YAMADA (PR) et NEGISHI (PR) du National Center for Science Information Systems (NACSIS), R&D Department, Tôkyô.

#### **Objet, méthode, résultats**

Il s'agissait de mener une analyse de l'infrastructure informationnelle japonaise. La particularité de l'approche que nous avons adoptée est de ne pas considérer les infrastructures uniquement sous un angle purement matériel (les réseaux de télécommunication par exemple), mais plutôt d'examiner en quoi le fonctionnement même du capitalisme japonais constitue le coeur de cette infrastructure informationnelle. Cette recherche s'inscrit dans la continuité d'un livre publié en mars 1993. De fait, l'approche patrimoniale de l'économie de l'information, qui a été développée est ici appliquée, ou plutôt réexamинée et enrichie à la lumière de l'expérience japonaise. Sur la base d'enquêtes et d'entretiens réalisés auprès de firmes japonaises et de responsables administratifs, est proposée une réinterprétation des approches culturalistes des comportements informationnels du système productif japonais. Selon ces approches, des mécanismes "naturels" de confiance mutuelle et de stabilisation des relations seraient à l'origine de la rapidité et de l'efficacité des échanges d'information au Japon. Cette recherche aboutit à une remise en cause de ces approches aussi bien dans leurs résultats que dans leur méthode. Pour la méthode, nous montrons que l'économie, lorsqu'elle est enrichie des développements récents notamment relatifs à la gestion patrimoniale des ressources, peut rendre compte de la situation japonaise de quasi-absence de marché de l'information et d'une domination des échanges d'information fondés sur les relations « institutionnelles ». En résultat, il est montré que les bases du capitalisme relationnel japonais ne sont pas inébranlables et qu'elles nécessitent, pour perdurer, une recherche incessante de compromis entre des intérêts divergents. Ainsi, au Japon comme ailleurs, l'infrastructure informationnelle est un construit social et politique en évolution permanente. Une des idées centrales de ce travail est la caractérisation du capitalisme japonais et des modes de gestion de l'information, et plus largement de valorisation des savoirs, qui y prédominent.

#### **Partenaires et financement**

Projet de recherche mené dans le cadre d'une bourse post-doctorale de la Japan Society for the Promotion of Science, organisme dépendant du Monbusho (Ministère de l'éducation).

## Publications issues de l'opération

### Contributions dans ouvrage collectif

RIBAULT Thierry (1995) "Gestion patrimoniale de l'information et capitalisme relationnel : le cas du Japon", pp. 233 - 242. *Japon pluriel*, ouvrage collectif, Paris, Picquier.

RIBAULT Thierry (1996) "L'information scientifique et technique au Japon", *L'Etat du Japon*, ouvrage collectif, Paris, Editions La Découverte.

RIBAULT Thierry (1996) "L'info-structure du capitalisme japonais : une impossible révolution ? ", pp. 144 - 166 (en japonais) dans *Aspects du multimedia et politique*, Volume 3, ouvrage collectif dirigé par Eishi KATSURA, in *Anthologie des média du XX ème siècle*, Tôkyô, Just System Publishing.

### Articles de revue

RIBAULT Thierry (1994) "Economics of information : toward a new paradigm", *Gakko Jitsu Joho Senta no Kenkyu Bulletin*, Tôkyô, n°6, Juin, pp. 33-55.

RIBAULT Thierry (1994) "Les bases de données dans le dispositif japonais de veille technologique", *Le Documentaliste - Sciences de l'Information*, n°2.

RIBAULT Thierry (1994) "Vers un nouveau paradigme pour l'économie de l'information", *Politiques et Management Public*, mars.

RIBAULT Thierry (1995) "Le Japon en panne ?", *Le Monde Diplomatique*, février.

\*

\* \* \*

## 1.2.1.E. TRANSFORMATIONS LIÉES AU DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS INFORMATIONNELLES (OPÉRATION EN COURS)

### Chercheurs

LAST-CLERSÉ : Patrice GREVET (PR), Sandrine DICKEL (A), Martine LEMATTRE-PERNOD (ATER), Jean-Marie SCHEER (CE)

### Objet, méthode, résultats

Cette opération a comporté la préparation de trois thèses sous la direction de Patrice GREVET et ayant pour point commun de s'attacher à des transformations intervenant dans les industries de l'informationnel (matériels et services des télécommunications et de l'informatique). Pour deux thèses qui ont été soutenues en mars et mai 1997, celles de Martine LEMATTRE-PERNOD et de Jean-Marie SCHEER, s'attachant toutes deux à la production de compétences évolutives et à la gestion de l'emploi dans ces activités, on renverra à l'opération 1.1.2. G. qui en a rendu compte.

La troisième thèse, celle de Sandrine DICKEL, porte sur les transformations des modes d'allocation interne des ressources à France Télécom depuis le milieu des années 1980. Pour cela, elle définit dans un premier temps un « modèle des performances traditionnel » autour du monopole et du service public auquel correspond un mode « administré » des ressources. En raison des bouleversements technologiques, économiques ou institutionnels, un « nouveau modèle des performances » se construit. Les caractéristiques de ce nouveau modèle des performances se heurtent au mode administré d'allocation, c'est pourquoi France Télécom engage certaines réformes autour de la décentralisation et de la contractualisation. La thèse propose une analyse à la fois théorique et empirique de ces réformes.

Par ailleurs, Patrice GREVET, à l'issue de ses fonctions de directeur de l'Ifrési, engagera une recherche sur la structure des coûts dans les activités à dominante informationnelle, sur les stratégies privées d'engagement et de récupération avec profit de ces coûts, sur les articulations entre ces stratégies privées et le financement public. Une attention particulière sera attachée aux liens entre structures-stratégies de coûts et système d'emploi dans les activités à dominante informationnelle.

### **Partenaires et financement**

Partenariat avec l'ENIC, École Nouvelle d'Ingénieurs en Communication, structure liée à l'INT (Institut National des Télécommunications) et à l'USTL. L'allocation de recherche de S.Dickel a été cofinancée par l'ENIC et par le Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Thèses**

Thèses soutenues de Martine LEMATTRE-PERNOD et de Jean-Marie SCHEER indiquées dans l'opération 1.1.2. G.

DICKEL Sandrine (1997), *L'ouverture à la concurrence d'un service public de réseau et ses conséquences sur les performances et l'allocation interne des ressources. Le cas de France Télécom*, Thèse déposée, soutenance fixée à septembre 1997, USTL.

\*

\* \* \*

### **1.2.1.F. L'ÉVALUATION DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Lise DEMAILLY (PR), Nicole GADREY (MC), Juliette VERDIERE (doctorante)

Autres chercheurs : Philippe DEUBEL, A. LEPAGE (Université de Nottingham, Royaume-Uni) et P.W. BELANGER (Université de Laval à Québec)

#### **1) Première sous-opération (achevée)**

##### **Objet, méthode, résultats**

A la suite de travaux sur l'évolution de l'encadrement dans l'éducation nationale, ainsi que d'une réflexion sur l'évaluation comme pratique stratégique, l'équipe a développé une observation et une analyse des effets et du sens du développement des évaluations d'origine locale. L'enquête (financement: DEP/MESR et Rectorat de Lille) a porté sur un dispositif d'évaluation des établissements secondaires, mis en place dans l'académie de Lille, original par sa forme et par son ampleur : 519 établissements ont été "audités" en quatre ans, 235 "auditeurs", pour la plupart membres de l'encadrement, ont été réunis assez régulièrement et formés à l'utilisation des différents outils propres au dispositif. Il s'est agi pour les chercheurs d'observer les effets de ce dispositif sur les cultures professionnels des chefs d'établissement, des inspecteurs et des cadres administratifs des services académiques.

Plus largement l'objectif scientifique du projet de recherche était une meilleure connaissance des dispositifs d'évaluation et des pratiques d'auto-évaluation qui émergent dans les *services publics*, notamment au niveau local, dans toute la diversité de leurs enjeux, de leurs méthodes, de leurs usages, et surtout de leurs effets réels : il s'agissait donc d'observer l'évolution du mode de pilotage des services et des pratiques professionnelles sous l'impact du développement des dispositifs d'évaluation ou d'auto-évaluation.

Le premier résultat de recherche est la mise en évidence d'un effet réel du dispositif d'évaluation sur les évaluateurs (sans doute beaucoup plus que sur les établissements scolaires audités) : meilleure communication entre cadres, réflexions nouvelles sur le métier, modification des pratiques professionnelles notamment en ce qui concerne les inspecteurs. Le deuxième résultat est le constat de la « réussite » de la mise en place de ce dispositif d'évaluation aux caractéristiques singulières: objectifs ambigus, formulations euphémisées, assez large participation méthodologie bricolée localement sans aide scientifique ni technique externe, dispositif lourd et long, qui a cependant finalement suscité très peu de résistances de la part des syndicats des personnels et un grand intérêt chez l'encadrement.

### **1.2.1. Développement et mutations des services (fiches des opérations)**

---

L'intérêt de cette recherche a été plus généralement une contribution à l'étude des formes concrètes de *rationalisation de l'action organisée*. Pour continuer l'exploration, une comparaison internationale est envisagée dans le cadre d'un projet de recherche (France, Angleterre, Québec) sur le développement de l'évaluation des établissements scolaires dans ces trois pays.

#### **Publications issues de la sous-opération**

##### **Article de revue**

DEMAILLY Lise (1995) "Observer les pratiques d'évaluation", *CLES*, Lille.

##### **Rapport**

DEMAILLY Lise, GADREY Nicole, DEUBEL Ph., VERDIERE J. (1996) *Effets de l'audit de l'académie de Lille sur les cultures professionnelles des évaluateurs*, DEP (Ministère de l'Education nationale), décembre

##### **Communication**

DEMAILLY Lise (1996) *Development of evaluation and professional involvement in civil services*. - Colloque international, comité de recherche de l'AIS "Occupational groups", Nottingham , 10-11-12 septembre

#### **2) Deuxième sous-opération (en cours) : l'évaluation des personnels des établissements et des politiques dans les systèmes éducatifs : Comparaison internationale France - Québec - Angleterre**

##### **Objet, méthode**

En matière de scolarité, la plupart des pays occidentaux connaissent un fort développement de l'évaluation des politiques publiques, ainsi que des tentatives pour améliorer l'évaluation des compétences des personnels. L'évaluation tend à devenir une technique sociale de régulation, à la fois mondialisée et marquée par des enjeux sociaux propres à chaque pays.

\*

\* \* \*

### **1.2.1.G. SERVICES PUBLICS, MARCHÉ ET CONCURRENCE EN EUROPE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

CRAPS : Yves LUCHAIRE (PR), Gérard MARCOU (PR), Bernard DOLEZ (MC), Eric SITBON (A)

Équipe extérieure : Paolo SABBIONI (Université de Milan)

#### **Objet, méthode, résultats**

Un certain nombre de travaux ont mis en lumière la grande hétérogénéité des situations nationales au regard de la gestion de services publics locaux (Y. LUCHAIRE). Cette hétérogénéité ne tient pas seulement à la diversité des systèmes juridiques et des institutions auxquelles on a recours dans les différents pays ; prises isolément, ces institutions paraissent au contraire assez comparables dans de nombreux pays. Elle tient surtout à leur combinaison et à la préférence qui paraît être donnée, selon les pays et selon les secteurs, à la gestion déléguée, et donc aux entreprises privées, ou à la gestion directe, et donc à l'entreprise publique locale, sous diverses formes, sans préjudice du recours à des formules intermédiaires comme le marché d'entreprise de travaux publics en France. Un examen plus approfondi, ici entrepris sur le cas de l'Allemagne, permet d'identifier les caractéristiques qui y distinguent les modes de gestion des services publics locaux de ceux de la France (G. MARCOU). Le secteur public local est en Allemagne beaucoup plus étendu qu'en France, non pas parce que les compétences locales seraient en droit beaucoup plus larges, mais parce que les collectivités locales allemandes ont depuis longtemps une tradition très forte de gestion directe. La participation du secteur privé à la gestion des services publics industriels et

commerciaux est donc relativement réduite, comparativement à la France, bien qu'une évolution soit perceptible et que l'on rencontre un regain d'intérêt pour des formules juridiques anciennes et jusqu'ici peu utilisées pour ce type de services.

Parce qu'il s'agit de l'expression d'une compétence locale, dont relève le choix du mode de gestion, il n'existe guère en droit allemand de moyens d'imposer aux collectivités locales de mettre en concurrence les offres de leurs propres entreprises et celles que pourraient présenter concurremment des entreprises privées du secteur. Le recours au secteur privé est au contraire l'exception; mais lorsqu'il est choisi aucune règle n'impose, en général, la mise en concurrence, et de plus les institutions juridiques du droit allemand qui doivent être utilisées souffrent d'un manque de clarté de leur régime et d'archaïsmes, qui s'expliquent par leur faible utilisation, laquelle n'a pas permis leur évolution et leur adaptation aux besoins actuels.

Il en résulte qu'il est impossible d'élaborer un modèle d'harmonisation des modes de gestion des services publics locaux qui reposera sur des règles communes de mise en concurrence sans remettre en cause fondamentalement l'organisation de ce secteur en Allemagne - et dans d'autres pays qui ont des structures semblables. Seul le droit communautaire pourrait obliger l'Allemagne à s'engager dans cette voie; mais en théorie seulement, car on peut s'attendre à ce qu'il se heurte à des obstacles juridiques et à des résistances politiques extrêmement forts.

En fait, le déséquilibre auquel conduisait la tentative d'harmonisation dans laquelle la Commission s'était engagée résultait d'une erreur sur la base juridique choisie. Les activités de service public ne relèvent pas, quel que soit leur mode d'exercice, de la liberté des prestations de service ; il ne s'agit pas de prestations que l'autorité publique achète sur le marché, comme elle achète des fournitures, pour répondre aux besoins matériels que comporte l'exercice de ses missions. Au contraire, si l'autorité publique décide de faire appel à une entreprise privée, elle l'investit d'une mission de service public, dont l'objet est de satisfaire *directement* un besoin du public, et pour laquelle elle est légalement compétente. L'objet du rapport juridique qui naît alors n'est donc pas de même nature que celui qui naît de la passation d'un marché. La spécificité d'un tel rapport apparaît dans l'article 90(2) du traité CEE qui vise les "services d'intérêt économique général"; c'est dans cette voie, et non par extension des règles applicables à la passation des marchés, qu'il convient d'examiner la pertinence d'une intervention de la Communauté en cette matière (G. MARCOU).

Une comparaison avec le droit anglais a été entreprise dans le cadre du programme INTERREG avec la thèse en cours de Eric SITBON sur les services publics locaux face au droit de la concurrence en France et en Angleterre.

Enfin, Paolo SABBIONI, Ricercatore à l'Université catholique de Milan (Département de droit public et privé de l'économie) réalise une recherche comparative sur les services publics locaux gérés par les sociétés d'économie mixte en France et en Italie, dans le cadre d'un séjour de recherche de longue durée (novembre 1993 - octobre 1994) financé par une bourse de la Communauté européenne au titre du Programme Capital Humain et Mobilité. La notion de service public du droit administratif français ne se retrouve pas dans le droit administratif italien, dont le champ d'application est sensiblement plus étroit. Mais la recherche de formules d'économie mixte connaît une certaine faveur en Italie comme en France. Elle compare les concepts juridiques et les modes de gestion qui se rapportent aux activités de service public, notamment en ce qui concerne les services publics locaux, puis la comparaison de la législation et de la pratique des sociétés d'économie mixte en France et en Italie. Cette comparaison comporte une évaluation des législations et des pratiques au regard du droit communautaire, et s'interrogera sur la pertinence de certaines évolutions jurisprudentielles récentes du droit communautaire en ce domaine.

De ces travaux on peut rapprocher la recherche de Bernard DOLEZ laquelle avait pour principal objectif de montrer, à travers l'exemple de la réglementation des investissements directs étrangers, comment le droit français s'est progressivement mis en conformité avec les exigences de la réglementation communautaire. En l'espèce, il s'agissait notamment de montrer comment la France a dû démanteler son système de contrôle des changes pour se mettre au diapason de la libre circulation des capitaux. Concrètement, deux résultats ont été mis en évidence. D'une part, la France a tardé à se mettre réellement en conformité avec les prescriptions du droit communautaire. Pendant longtemps, la conformité de la réglementation française au droit communautaire fut purement formelle. Utilisant les facultés offertes par le mécanisme des clauses de sauvegarde, la France a réussi à maintenir une réglementation restrictive jusqu'au début des années 1980. On trouve ici un bon exemple du caractère parfois factice des modes juridiques d'intégration régionale. D'autre part, en incitant ses États membres à démanteler leur politique nationale de contrôle des investissements étrangers sans être elle-même capable de mettre sur pied une politique commune vis-à-vis des investissements extra-communautaires, la communauté européenne risque de devenir une vaste zone de libre-échange dans laquelle pourront s'implanter les entreprises américaines ou japonaises, trop heureuses de voir leurs produits bénéficier des avantages de la libre circulation.

### **Partenaires et financement**

Communauté Européenne : Programme Capital humain et Mobilité et Interreg

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrage**

SABBIONI: Paolo (1996), *I servizi pubblici*, Ed. ISU, Università Cattolica di Milano, Milan, 150 p.

#### **Articles de revue**

DOLEZ Bernard (1993), "La France, l'Europe et les investissements étrangers", *Regards sur l'Actualité*, n° 31, juillet-août, pp. 47-54

LUCHAIRE Yves (1991), "Les modes de gestion des services publics locaux dans l'Europe des Douze", *Revue française d'Administration publique*, n°60, oct-déc.

MARCOU Gérard (1995), "Les modes de gestion des services publics locaux en Allemagne et l'ouverture à la concurrence", *Revue française de Droit administratif*, 1995, n°3, p.462-496.

MARCOU Gérard (1994), "La notion de délégation de service public après la loi du 29 janvier 1993", *Revue française de Droit administratif*, n°3, mai-juin

#### **Thèse**

SITBON Eric (thèse en cours), *Services publics locaux et droit de la concurrence en France et au Royaume-Uni*

\*

\* \* \*

### **1.2.1.H. L'ÉVOLUTION DES PRATIQUES DES ORGANISMES ASSUREURS (ÉCONOMIE DE L'INCERTAIN) (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

LAST-CLERSÉ : Hervé MAUROY (MC)

#### **Objet, méthode, résultats**

- Objet : analyser les pratiques des organismes assureurs (recherche théorique sur les moyens de lutte contre la sélection adverse et la hasard moral, mise en oeuvre d'enquêtes pour mesurer l'évolution des pratiques réelles).

- Résultats déjà obtenus et publiés : Depuis le milieu des années quatre-vingt, les mutuelles ouvertes se sont mises à modifier leurs pratiques sur le terrain de la garantie maladie individuelle, à cause de la sélection adverse subie. En pratique, dans la mesure où les sociétés d'assurance sont les spécialistes de la lutte contre la sélection adverse (et contre le hasard moral), les mutuelles ouvertes s'en sont tout simplement rapprochées, selon les grandes lignes suivantes :

-1) La mutation effectuée repose essentiellement sur la transformation des mécanismes de tarification utilisés : les mutuelles ouvertes passent d'une tarification peu ou pas discriminante à une tarification qui l'est nettement. En particulier, la cotisation demandée à une personne donnée tend désormais à croître avec l'âge atteint, tandis que les avantages réservés aux membres d'un couple (comparativement aux personnes seules) et ceux réservés aux familles nombreuses s'estompent. Néanmoins, les mutuelles ouvertes cherchent explicitement (sauf exceptions) à ne pas aller aussi loin, en la matière, que les sociétés d'assurance. Dans ce contexte, elles ne rejettent pas totalement leurs moyens traditionnels de lutte contre la sélection adverse (en particulier les systèmes de sur-cotisation pour adhésion tardive).

-2) Bien qu'elle constitue l'enjeu central, la tarification n'est pas seule touchée par la mutation opérée, au sens où les mutuelles ouvertes changent aussi leurs pratiques sur le terrain : d'une part de la fixation du nombre et de la hauteur des niveaux de couverture, d'autre part des mécanismes restrictifs non tarifaires (sélection des risques, délais d'attente, exclusion ex post d'adhérents jugés sur-consommateurs). Par exemple, l'offre d'une garantie maladie unique de bas niveau tend

désormais à ne plus être de mise. Ainsi, conformément à la théorie, en modifiant leur tarification, les mutuelles ouvertes sont amenées à repenser l'ensemble de leur action.

Conclusion : Les mutuelles ouvertes mettent en oeuvre en quelque sorte une voie moyenne entre leurs pratiques originelles et celles ressortant des sociétés d'assurance. Elles opèrent ainsi un pari : dans un contexte très concurrentiel, la conservation de quelques traits solidaristes apparaît comme un moyen de valoriser le capital symbolique accumulé par le mouvement mutualiste.

### Publications issues de l'opération

#### Ouvrage

MAUROY Hervé (1996), *La mutualité en mutation : les pratiques solidaristes en question*, Paris, Editions L'HARMATTAN, Collection Logiques sociales.

#### Article de revue

MAUROY Hervé (1996) "L'adaptation des mutuelles ouvertes à la concurrence : un méfait de la sélection adverse ?", *Revue internationale de l'économie sociale* (RECMA), octobre.

MAUROY Hervé (1996) "La préservation d'une éthique solidariste : une arme pour la mutualité", *Revue internationale de l'économie sociale* (RECMA), avril.

#### Rapport

MAUROY Hervé (1996) *L'adaptation de la mutualité au fait concurrentiel*. Rapport pour l'Association pour le développement de la documentation sur l'Economie sociale (ADDES), Paris.

#### Communications

MAUROY Hervé (1996) "La mutualité en mutation". Intervention aux journées d'étude organisées par l'Union Nationale Interprofessionnelle de la Mutualité à Dourdan, le 24 avril.

MAUROY Hervé (1996) Intervention au colloque "Sociétariat dans les entreprises d'économie sociale", le 12 juin ,Paris (organisé par l'Association pour le développement de la documentation sur l'économie sociale).

\*

\* \*

### 1.2.1.I. LA PRISE EN CHARGE MÉDICO-SOCIALE DE DEUX PHÉNOMÈNES DE MARGINALISATION : LA PRÉCARITÉ SOCIALE EXTRÊME ET LA PERTE D'AUTONOMIE DES PERSONNES ÂGÉES (OPÉRATION EN COURS)

#### Chercheurs

CLERSÉ : Philippe LARDÉ (CR), Geneviève CRESSON (MC), Isabelle BUTTÉ (A)

#### Objet, méthode, résultats

La marginalisation sociale est un phénomène qui touche de plus en plus les sociétés industrielles frappées par le chômage de longue durée et les difficultés d'accéder à un premier emploi, alors même que l'identité et l'insertion sociale relèvent principalement de l'activité professionnelle.

Au-delà de la période d'activité professionnelle, l'accroissement de la population âgée touchée par le handicap et l'isolement liés au vieillissement et à la rupture des liens sociaux est un autre phénomène de marginalisation auxquelles sont de plus en plus confrontées les sociétés industrielles. Ces deux formes de marginalisation demandent que l'on s'interroge sur une prise en charge adaptée. Cette opération comprend deux volets.

#### 1) Le soutien à domicile des personnes âgées (I. BUTTÉ, P. LARDÉ)

L'autonomie de la personne âgée est sous-tendue par un ensemble de relations inter-personnelles qui sont de nature très diverse : relations "affinitaires" et relations "semi-électives" (au sens de A. Degenné et M. Forsé), "relations de service" (au sens de J Gadrey) à l'intérieur de la sphère domestique ou à l'extérieur sous différentes formes (bénévoles, marchandes). On considère le

besoin de soutien à domicile comme étant consécutif non seulement à la survenue d'un handicap, mais surtout à la rupture ou à l'altération de certaines de ces relations (déséquilibre) qui rendent précaires la vie à domicile et que l'on cherche à identifier (typologie des relations). La structuration de l'offre de services de soutien à domicile, comme l'analyse I. BUTTÉ dans sa thèse, aurait entre autres objectifs, à recréer du lien par de nouvelles relations de service, c'est-à-dire à rétablir un certain équilibre dans le "système" ou "réseau" de soutien à domicile.

La méthode utilisée conjugue une enquête auprès d'un échantillon des personnes âgées de plus de 60 ans de la population lilloise et des entretiens auprès de prestataires et acteurs institutionnels visant d'une part à révéler par une analyse économétrique les attentes et préférences des personnes âgées (selon leurs caractéristiques) en matière de services de proximité, et d'autre part à identifier par une analyse de réseau les relations entre les prestataires et acteurs institutionnels.

**2) *Le réseau lillois de prise en charge médico-sociale des personnes sans domicile fixe et les plus précarisées* (en préparation) (Geneviève CRESSON, Philippe LARDÉ)**

Ce projet porte sur l'analyse de l'offre de services médico-sociaux aux personnes en situation de précarité sociale extrême, et en particulier sur les diverses relations entre institutions et associations, professionnels et bénévoles, qui prennent en charge les dimensions médico-sociales de ces différentes formes de précarité.

**Publications issues de l'opération**

**Contribution dans ouvrage collectif**

BUTTÉ Isabelle, LARDÉ Philippe (1996) "Quels niveaux d'intervention pertinents pour un politique sociale en faveur des personnes âgées ?" *Politiques sociales et Territoires en Europe*, in ch 5 Âge et Territoires en Europe, Rennes, IREMAR - FR7 - CNRS - Université de Rennes 1, Maurice BASLÉ ed, pp. 825-840.

**Communications**

LARDÉ Philippe, CUCCHI Michel, DELAETER Bernard (1994) "Une méthode de représentation des problématiques complexes : la méthode ASTÉROÏDES". Actes des XIVèmes Journées de l'Association d'Économie Sociale : *Méthodes de l'Évaluation des politiques sociales*, Lille, LABORES, sept., pp. 229-242

LARDÉ Philippe (1996) "L'économie du handicap respiratoire", intervention à la Journée AFM - *Trachéotomie*, organisée par l'Association Française contre les Myopathies (AFM), Paris, 10 octobre.

BUTTÉ Isabelle (1997) "Une approche du soutien à domicile aux personnes âgées par la relation de service". *Vèmes Journées IFRÉSI*, Lille, 20-21 Mars.

\*

\* \*

**1.2.1.J. LES PRATIQUES MÉDICALES (OPÉRATION EN COURS)**

**Chercheurs**

CLERSÉ : Philippe LARDÉ (CR)

Équipes extérieures : Alain DUROCHER (Université de Lille II, Faculté de Médecine, Laboratoire d'Evaluation Médicale), Jean POIRET (Caisse Autonome Nationale de la Sécurité Sociale dans les Mines)

**Objet, Méthode, Résultats**

**1) *L'analyse des pratiques médicales dans une filière de soins* (P. LARDÉ, A. DUROCHER, J. POIRET) (sous-opération achevée)**

Cette recherche pluridisciplinaire vise à analyser les pratiques médicales dans une filière de soins et les relations entre les principaux prestataires de la filière (le médecin généraliste, le cardiologue et l'hôpital) dans le cadre de la prise en charge du patient. Elle s'appuie sur l'observation d'une filière cardiaque du régime minier de Sécurité Sociale, régime dont les caractéristiques facilitent

l'analyse des pratiques médicales (population captive et homogène, rémunération des praticiens au forfait et tiers payant total) tout en préservant la portée générale des résultats.

L'observation de la filière a fait l'objet d'une enquête prospective sur trois mois auprès des cardiologues de la Caisse d'Assurance Maladie pour définir un descripteur des patients entrant dans la filière selon leurs caractéristiques socio-démographiques, leur état de santé général, la pathologie cardiaque (diagnostic et antécédents), ainsi que leurs consommations médicales se rapportant à la pathologie cardiaque. Elle a été complétée par enquête rétrospective auprès des autres prestataires de soins et de la Caisse pour couvrir l'ensemble de la filière.

La méthode adoptée cherche à définir une typologie statistique des patients entrant dans la filière selon leur "profil clinique" (i.e. une classe homogène de pathologies et de caractéristiques socio-démographiques). La définition des "profils cliniques" a découlé de la combinaison de l'analyse factorielle des correspondances multiples et de la classification hiérarchique ascendante appliquées aux données de l'enquête. Cette méthode a permis de classer les 1598 patients selon 32 profils se prêtant chacun à une interprétation clinique.

L'analyse des consommations médicales relatives à chacun des profils cliniques a révélé de très fortes disparités notamment pour les prescriptions pharmaceutiques.

La Caisse comprend trois sites dont deux sont spécifiques de certains profils cliniques alors que les populations d'affiliés sur chacun des sites sont très analogues. Cela confirmerait l'hétérogénéité des pratiques médicales dans la production du diagnostic (Wennberg; Brook; Mac Pherson). L'analyse de la distribution des profils cliniques des patients relevant de chaque cardiologue a permis d'avancer une explication à cette hétérogénéité : lorsque le cardiologue occupe une situation de monopole sur son site, son activité relèverait de la cardiologie générale non technique, par contre, lorsque le cardiologue est en situation de concurrence, il développerait une activité cardiologique spécifique "hyper-spécialisée" à forte composante technique. Mais il est remarquable que cette spécialisation n'exerce pas d'attraction hors du site d'activité, alors que le médecin traitant et son patient ne sont pas en principe limités dans leur choix du cardiologue, et que les distances entre sites ne constituent pas un obstacle.

Dans la filière étudiée, le médecin généraliste est l'initiateur de la pratique médicale. De lui émane la majorité des hospitalisations pour motif cardiaque, et le choix de son "correspondant" cardiologue (réseau informel) surdétermine les pratiques.

## Publications et communications issues de cette partie de l'opération

### Article de revue

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPÉO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1995) "De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales", *Revue Médicale de l'Assurance Maladie*, n°1, pp. 35-51.

### Rapport

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPÉO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1994), *De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales*, Rapport pour la Caisse Autonome Nationale du Régime Minier de Sécurité sociale, Laboratoire d'Évaluation Médicale, Faculté de Médecine, Université de Lille 2, Septembre, 57p.

### Communications

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPÉO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1994) "De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales", Société Française d'Évaluation des Soins et des Technologies (SOFESTEC), *La démarche qualité dans le système de soins*, Paris, 10 juin.

LARDÉ Philippe (1997) "Les principes méthodologiques de l'élaboration d'une typologie des patients. L'étude des modalités de la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale", Ministère du Travail et des Affaires Sociales, Direction des Hôpitaux, Paris, 24 avril.

### 2) *L'évolution des pratiques médicales : le cas des pratiques médicales à distance, la télémédecine* (Philippe LARDÉ) (sous-opération en cours)

Cette recherche, menée en collaboration avec le CHRU de Lille (Unité de Télémédecine LOGINAT), vise à élaborer une prospective de la télémédecine. Elle s'articule en deux phases :

La première phase (avril 1993 - avril 1994) consistait en une évaluation ex ante de l'impact du développement des pratiques médicales à distance sur le système de santé et l'élaboration d'une stratégie de développement de la télémédecine.

Elle a fait l'objet du développement d'une méthode d'analyse de système ASTEROIDES ("Analyse Structurelle Tournée vers l'Élaboration de Représentations Opérationnelles pour l'Innovation, la Décision et l'Exploration Systémique"). Pour toute problématique complexe, ASTÉROIDES propose d'appréhender l'évaluation avec une extrême prudence sous la forme d'un ensemble de variables et de relations d'influence entre ces variables, retenu comme étant représentatif du système et de son environnement.

Extension de l'analyse d'impacts croisés, ASTÉROIDES est une procédure cognitive basée sur un avis d'experts pour le choix des variables et l'identification des relations directes qu'elles entretiennent.

Utilisant les propriétés de la théorie des graphes, elle permet de préciser le rôle des éléments du système, d'imaginer son fonctionnement et la nature des modifications que génère l'action sur les variables.

La seconde phase s'intéresse au processus d'adhésion à un nouveau réseau de pratiques médicales à distance entre établissements hospitaliers. Ce réseau concerne l'urgence neurologique (TÉLURGE). Sur le plan théorique, cette recherche vise à mieux comprendre les différentes phases du processus d'innovation introduit par TÉLURGE en se référant au modèle du cycle inversé de BARRAS. Sur le plan empirique, à partir d'une enquête auprès des acteurs concernés selon leurs objectifs et leurs anticipations, on précise les caractéristiques des différentes phases du processus d'innovation.

### **Publications issues de cette partie de l'opération**

#### **Article de revue**

CUCCHI Michel, DELAETER Bernard, LARDÉ Philippe, DUVAUX Christophe (1994) "L'analyse de système dans le domaine sanitaire - Mise en oeuvre de pratiques médicales à distance", *Gestion Hospitalière*, n°336, mai, pp. 378-384.

#### **Communications**

LARDÉ Philippe (1994) "Concepts de l'économie des services pour l'analyse de la télémédecin". Fédération Hospitalière de France, *Télémedecine en 1994 : Pour une nouvelle approche de la coopération inter-hospitalière*, Lille, 5 avril.

LARDÉ Philippe, CUCCHI Michel, DELAETER Bernard, DUVAUX Christophe (1994) "Une méthode d'analyse de système appliquée à l'élaboration d'une stratégie de développement des pratiques médicales à distance", 2ème journée d'étude du CLERSÉ *Approches économiques et sociologiques de l'évaluation*, Université de Lille 1, juin.

\*

\* \* \*

### **1.2.1.K. APPROCHE SOCIOLOGIQUE DE LA DEMANDE EN RÉPARATION DU RISQUE THÉRAPEUTIQUE: LE CAS DU SIDA (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

LASTRÉE-CLERSÉ : Nicole BASTIN, Geneviève CRESSON (MC), Jean TYBERGHIEN

#### **Objet, méthode, résultats**

Les personnes séropositives ou atteintes du Sida à la suite d'une contamination transfusionnelle sont des victimes d'un risque thérapeutique nouveau. Elles sont en droit pour cette raison de demander réparation. L'objectif de la recherche est d'analyser l'effet de trois variables sur les attitudes et les comportements de deux groupes de victimes, en matière de demande de réparation : le mode d'irruption de la maladie, l'apprentissage du processus morbide, l'insertion dans un réseau associatif.

L'irruption de la maladie et les circonstances de cette catastrophe ont déstabilisé les rapports institutionnels (associations de patients, organisation transfusionnelle, etc.) ce qui aura pour conséquence -entre autres- de compliquer la demande de réparation.

L'approche de ces questions s'est réalisée essentiellement par l'analyse d'entretiens semi-directifs de responsables d'associations d'une part et d'individus des différentes catégories de victimes (ou

### 1.2.1. Développement et mutations des services (fiches des opérations)

de leurs ayant droit) d'autre part. Au total 90 entretiens ont été réalisés. Nous les avons complétés par l'analyse de la presse associative, la participation aux assemblées, etc.

Les résultats produits sont de deux ordres:

\* D'une part, nous proposons une analyse des rapports entre associations, organisations et corps médical, qui permet de comprendre le contexte dans lequel les contaminations ont pu se développer de façon aussi massive, et dans lequel les négociations entre les différentes parties ont été menées.

\* D'autre part, nous tentons de décrire et de rendre compte de l'expérience de la contamination, de la maladie, ou de la perte d'un proche le cas échéant, en nous focalisant sur les relations entre soignants et patients et sur les difficultés rencontrées lors de l'annonce de la contamination.

#### **Partenaires et financement**

Appel d'offre ANRS 1990 - CSS5-AC 15. (Financement ANRS/INSERM.). Contrat Etat Région

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Article de revue**

BASTIN Nicole, CRESSON Geneviève, TYBERGHEIN J. (1996) "Éléments d'analyse sociologique d'un risque thérapeutique, le cas de la contamination transfusionnelle des hémophiles français par le virus VIH". Numéro spécial de *CLES*, sur les économies de l'extrême N° 28, 2<sup>e</sup> trimestre, pp. 75-86.

##### **Rapport**

BASTIN Nicole, CRESSON Geneviève, TYBERGHEIN J. (1993) *Approche sociologique de la demande en réparation du préjudice thérapeutique : le cas du Sida*. Rapport final de recherche ANRS/INSERM décembre, 344 p. + ann.

\*

\* \* \*

### **1.2.1.L. ACCUEIL ET PRISE EN CHARGE DES ENFANTS (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LASTRÉE-CLERSÉ : Geneviève CRESSON (MC)

Équipes extérieures : Jacqueline HEINEN (MC, GEDISST Iresco Paris), Béatrice LUDWIG (CE Cologne.)

#### **Objet, méthode, résultats**

- *1ère sous-opération : Accueil et socialisation des jeunes enfants à Cologne et à Lille* (J.HEINEN responsable scientifique de cette enquête, G.CRESSON, B.LUDWIG)

Les politiques familiales, par les choix prioritaires effectués dans le domaine de la petite enfance, sont créatrices de normes et de valeurs. Or les pratiques culturelles concernant l'apprentissage de la séparation du milieu familial et la socialisation du petit enfant diffèrent considérablement d'un pays européen à l'autre, de même que les modes d'insertion sociale et professionnelle des parents - notamment des mères - qui permettent de concilier vie familiale et vie professionnelle.

Nous avons réalisé 36 entretiens (19 à Cologne, 17 à Lille), la moitié d'entre eux auprès des responsables de différentes institutions qui encadrent, financent ou promeuvent les structures d'accueil, l'autre moitié auprès de professionnels du terrain (directeurs/trices d'équipements), en contact quotidien avec les tout petits.

En Allemagne, l'attention portée aux dimensions pédagogiques et l'existence attestée d'un débat en profondeur sur les besoins des jeunes enfants dans les milieux soucieux de la socialisation dès le plus jeune âge va de pair avec le fait plus général que le maintien des mères sur le marché du travail à la suite d'une naissance continue à se heurter à des fortes résistances, ce qui se traduit pas le caractère très limité des dispositifs mis en place. En France, la politique en direction de la petite enfance est plus développée, mais les mesures adoptées sont contradictoires à plus d'un titre.

**- 2ème sous-opération : compétences privées et compétences publiques dans la prise en charge de la petite-enfance (G.CRESSON)**

Il s'agit d'approfondir le repérage fin du contenu du travail de prise en charge des enfants selon qu'il est réalisé à titre privé (relation parentale) ou professionnel, en crèche ou au domicile des assistantes maternelles.

**- 3ème sous-opération : La place des parents dans la prise en charge de l'HAD -hospitalisation à domicile- des enfants atteints de mucoviscidose (G.CRESSON)**

L'objectif général de cette recherche sociologique est double :

- Du côté des institutions et professionnels, il s'agit de repérer les conceptions de l'HAD, de la participation des parents, ainsi que les relations professionnelles entre hospitaliers et libéraux, telles qu'elles sont impliquées dans le suivi des patients pendant l'HAD et en dehors d'elle.
- Du côté des patients et de leur famille il s'agit d'essayer de repérer les types de réactions des parents, leur participation au processus de soins (entendu au sens large de prise en charge globale de la personne), leurs connaissances et interrogations aussi bien quant aux processus pathologiques que quant aux traitements et aux relations avec les professionnels, et enfin l'organisation d'une dynamique familiale pertinente.

### **Partenaires et financement**

- CNAF (Caisse Nationale d'Allocations familiales) Paris
- Financement dans le cadre du programme de recherche du professeur Dominique Turck : "Evaluation de l'hospitalisation à domicile au cours de la mucoviscidose" financé par le ministère de la santé et géré par le CHRU de Lille (code 1491 -appel d'offres 1993 du ministère de la santé)

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrage**

CRESSON Geneviève (1995) *Le Travail domestique de santé*, Paris, Editions L'Harmattan, collection Logiques Sociales, 346 p.

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

CRESSON Geneviève (1993) "Le travail de soin des mères de famille", in : COOK Jonh, DOMMERGUES Jean-Paul (Eds) *L'enfant malade et le monde médical : dialogue entre familles et soignants*, Syros, chapitre 2, pp. 41-78.

CRESSON Geneviève (1993) "Compétences maternelles et distances aux modèles médicaux : quelques aspects de l'activité sanitaire profane", in : DURNING Paul, POURTOIS Jean-Pierre (Eds) *Education et famille*, Ed. De Boeck-Université, pp. 272-289.

#### **Articles de revue**

CRESSON Geneviève, ROMITO Patizia (1993) "Ces mères qui ne font rien. La dévalorisation du travail des femmes", *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 14, n° 3.

CRESSON Geneviève (1993) "Reconnaitre la production sanitaire profane : un enjeu féministe", *Chronique Féministe*, n° 49, sept-oct, pp. 11-17.

CRESSON Geneviève (1997) "La sociologie de la médecine méconnaît-elle la famille ?" *Sociétés Contemporaines*, n° spécial "Famille et sociologies", n° 25, janvier, pp. 45-66.

#### **Rapport**

CRESSON Geneviève, HEINEN Jacqueline, LUDWIG Béatrice (1996) *Accueil et socialisation des jeunes enfants à Cologne et à Lille*. Rapport de recherche pour la CNAF, Juin

#### **Communication**

CRESSON Geneviève, HEINEN Jacqueline, LUDWIG Béatrice (1997) "Quelques paradoxes dans les compétences professionnelles autour des petits enfants". Communication à la journée d'étude *Certification, validation, diplôme : nouveaux enjeux*, CLERSÉ, 30 Mai.

\*

\* \* \*

### 1.2.1.M. CONTRIBUTION À L'ANALYSE ÉCONOMIQUE DE LA NON-DIVISION DU TRAVAIL DANS LES MÉNAGES (OPÉRATION ACHEVÉE)

#### Chercheur

LAST-CLERSÉ : Anne BUSTREEL (ATER)

#### Objet, méthodes, résultats

Dans cette thèse, la division sexuelle du travail est considérée comme une relation de travail par laquelle un agent s'engage, moyennant une rétribution, à rendre des services domestiques à un autre agent, épargnant ainsi le temps de travail de ce dernier qui est alors consacré, avec une efficacité accrue, au travail rémunéré. Si le choix d'une organisation du travail est analysé comme un jeu non coopératif sur la base de cette relation d'échange de services domestiques contre des revenus salariaux, c'est alors le refus de diviser le travail qui apparaît comme le seul choix rationnel concevable. Une telle démarche est cependant surtout adaptée à la description du choix d'une organisation du travail dans les sociétés industrialisées contemporaines. Dans sa forme la plus générale, l'obstacle théorique sous-jacent à ce résultat est connu sous le nom de "trust game" ou de dilemme du prisonnier unilatéral. Certaines voies classiques de résolution de cette contradiction, puisqu'il ne s'agit pas de dire que la division du travail dans les ménages a totalement disparu, comme les transferts de paiements ou la mise en place d'une structure de contrôle interne ne conviennent pas, ou seulement partiellement, à l'analyse de la situation étudiée. On se tourne alors vers la construction économique de la confiance fondée ici sur la durabilité de la relation de couple et la possible répression des comportements opportunistes qu'elle permet. L'évolution récente de la division du travail dans les ménages, et plus particulièrement l'émergence de la non-division sexuelle du travail, est analysée dans ce cadre, qui met au jour certaines des variables pouvant conduire les membres d'un ménage à refuser le principe de la spécialisation.

#### Publications issues de l'opération

##### Thèse

BUSTREEL Anne (1997) "Contribution à l'analyse économique de la non-division du travail dans les ménages" soutenue le 17 janvier 1997. Directeur de thèse : F. Stankiewicz

##### Article de revue

BUSTREEL Anne (1995) "L'approche économique de la division sexuelle du travail", *Les cahiers du MAGE*, n°3-4, pp. 125-142.

##### Communication

BUSTREEL Anne (1997) "Déqualification du secteur domestique et dépendance économique des femmes", Communication aux *Vèmes Journées de l'IFRESI*.

\*

\* \* \*



## **1.2.2. ANALYSE DES FIRMES : ÉVOLUTION, ORGANISATION, PERFORMANCES (fiches des opérations)**

### **1.2.2.A. FACTEURS, RYTHMES ET PROCESSUS D'ÉVOLUTION DES ENTREPRISES EN LONGUE PÉRIODE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLARÉE : ensemble des chercheurs de l'unité

#### **Objet, méthode, résultats**

La recherche sur les phénomènes d'évolution de l'entreprise en longue période menée par les chercheurs du CLARÉE a produit plusieurs types de résultats.

Au plan conceptuel, la dernière période est marquée par l'achèvement de la réflexion théorique, la formulation d'un cadre d'analyse et l'énoncé d'un ensemble d'hypothèses de nature à inspirer la collecte de données de terrain.

La revue systématique des travaux relatifs aux phénomènes d'évolution de l'entreprise montre que chacune des questions pertinentes en la matière, à savoir celle des facteurs déterminant les changements, celle des rythmes auxquels ceux-ci se produisent et celle des processus qui les sous-tendent, fait l'objet de théorisations divergentes pour lesquelles il est à chaque fois possible de mobiliser arguments théoriques et résultats d'observations empiriques. Progresser sur ces questions pose alors le problème général des attitudes à retenir face à des théories en opposition mais à chaque fois intrinsèquement cohérentes et au moins partiellement vérifiées. Une analyse critique approfondie révèle en fait le caractère artificiel de ces oppositions, tenant notamment à l'incomplétude de chaque théorisation disponible, à la diversité des niveaux d'analyse considérés et à l'excès de généralisation qui caractérise de nombreuses formulations. D'où le choix d'une orientation du programme de recherche consistant en la délimitation des champs de validité des différentes thèses en présence de façon tout à la fois à les enrichir, en montrer la complémentarité, les rassembler en une synthèse cohérente. Travailler dans ce sens requiert en première analyse un inventaire des paramètres susceptibles de délimiter la validité de chaque théorie, paramètres qui peuvent renvoyer à différents niveaux d'analyse : l'entreprise elle-même, le secteur d'activité, l'environnement général. Sans prétendre en faire un inventaire exhaustif, on peut postuler que ces paramètres ont à voir avec la conception même de l'entreprise mise en acte par ses dirigeants, les ambitions, les schémas d'interprétation, les personnalités de ces derniers, l'âge de l'entreprise, les données de cultures sociétale et sectorielle, celle des jeux concurrentiels, etc. Plus fondamentalement, la poursuite de l'objectif du programme supposait la formulation d'un schéma conceptuel de référence, ce qui a été fait sur la base de deux propositions principales :

- la délimitation des champs de validité des thèses en présence en matière d'évolution passe par un travail typologique sur les configurations d'entreprise qui doit prendre en compte simultanément la conception même de l'entreprise et les modes possibles de résolution de ses problèmes fondamentaux d'adaptation et de coordination;

- les différents aspects des phénomènes d'évolution sont étroitement liés à certaines propriétés clés de ces configurations (essentiellement le degré de tolérance à la variété et le degré de couplage), propriétés qui, selon leur statut ou leur valeur, induisent différentes modalités d'activation des processus d'évolution faits de variation, sélection et rétention de réponses aux problèmes vécus par l'entreprise. Evidemment, le jeu de ces propriétés ne peut s'analyser indépendamment des contextes dans lesquels se trouvent les entreprises.

L'ensemble de ces réflexions d'ordre conceptuel débouche sur un modélisation des facteurs explicatifs de l'évolution des configurations organisationnelles qui a servi de base à la production d'un dossier spécial traitant des nouvelles formes d'organisation publié par la Revue Française de Gestion.

Sur le plan méthodologique, la recherche a progressé dans deux directions.

Tout d'abord il s'est agi de dresser un bilan critique des recherches de type longitudinal déjà réalisées dans le domaine du management stratégique et organisationnel. Il en ressort un constat de grande rareté de ce type de travaux qui s'explique à la fois par les difficultés bien connues

d'accès aux données et par les problèmes conceptuels et méthodologiques non triviaux que posent la saisie du temps, l'instabilité du statut des variables dépendantes et indépendantes prises en compte dans les modèles et le traitement de nombreuses données de toute nature exprimant l'évolution d'un nombre important d'organisations sur longue période. Sur ces points, une première réflexion a été menée quant à la conceptualisation des phénomènes longitudinaux et à l'analyse des méthodes de modélisation de ces phénomènes.

En second lieu, les choix méthodologiques requis par la mise en œuvre du projet de panel, qui doit constituer l'outil principal de la collecte de données destinée à tester les hypothèses théoriques évoquées précédemment, ont été arrêtés. Ces choix portent sur :

- les modalités de constitution de la base de données : l'objectif est de combiner données historiques et résultats d'un suivi en "temps réel" des entreprises ;
- la composition de l'échantillon : il permettra à la fois des analyses globales et des théorisations intermédiaires ou "middle range" ;
- le mode d'interrogation des entreprises : il combinera interview semestriel de la direction générale et questionnaire annuel destiné à saisir les caractéristiques des configurations organisationnelles et leurs évolutions.

La mise en œuvre de cette méthodologie soulève une série de difficultés. La première porte sur la conception d'outils d'interrogation des entreprises qui ne soient pas perçus comme excessivement lourds tout en fournissant une information suffisamment riche, notamment au plan des schémas d'interprétation et des éléments cognitifs qui sous-tendent les perceptions et les décisions des dirigeants d'entreprise. Plusieurs séries de tests ont été effectuées en ce sens et ont permis d'aboutir à un protocole d'interrogation considéré comme acceptable par les entreprises qui ont été sollicitées à titre expérimental. Une autre difficulté tient à la conception d'un mode de présentation de l'ensemble du projet de nature à obtenir l'adhésion des entreprises visées. A cet égard, il apparaissait nécessaire d'aborder les entreprises à partir d'une thématique qui ne soit évidemment pas celle de la théorie de l'évolution dont les retombées opérationnelles ne sont pas immédiatement perceptibles. L'entrée par les problèmes que pose la gestion des changements associés aux transformations des stratégies d'entreprise et aux dites nouvelles formes d'organisation a, là également, été testée et finalement retenue. Ces différents tests réalisés au cours de l'année 95 ont permis de lancer la constitution du panel : une première interrogation d'un groupe d'une trentaine d'entreprises a été réalisée en 96 et la constitution de la base de données se poursuit actuellement en élargissant cet échantillon initial.

Enfin, parallèlement au travail relatif à la constitution d'un panel d'entreprises, plusieurs autres opérations de recherche doctorale s'intègrent directement dans la thématique générale de l'évolution. C'est le cas d'une étude longitudinale rétrospective des programmes de nouveaux produits d'une vingtaine de PME de haute technologie, étude qui a permis de reconstituer des trajectoires d'évolution, d'en montrer la variété et d'explorer les liens entre ces trajectoires et certaines caractéristiques de la firme (telles que son niveau de développement, son niveau de performance, les choix stratégiques antérieurs). C'est le cas également d'une recherche sur les fondements et l'impact du management par projets dans les organisations, démarche dont on connaît la vogue actuelle et qui constitue l'une des manifestations des transformations organisationnelles qui touchent bon nombre d'entreprises et d'organisations. Enfin, une recherche traitant spécifiquement de l'articulation entre évolution de la firme et évolution de ses dirigeants a été achevée en 95.

### **Partenaires et financement**

Financement de démarrage dans le cadre du Contrat de plan État -Région

### **Publications issues de l'opération**

#### **Articles de revue**

DESREUMAUX Alain (1994) "Théories de l'évolution de l'entreprise : bilan et perspectives", *Cahiers de Recherche de l'IAE de Lille*, 94/4, 42 p.

DESREUMAUX Alain (1996) "Nouvelles formes d'organisation et évolution de l'entreprise", *Revue Française de Gestion*, 107, janvier-février, pp. 86-108

LOUART Pierre (1996) "L'apparente révolution des formes organisationnelles", *Revue Française de Gestion*, 107, janvier-février, pp. 74-85.

LEROY Daniel (1996) "Le management par projets, entre mythes et réalités", *Revue Française de Gestion*, 107, janvier-février, 109-120.

BEAUCOURT Christel (1996) "Les enjeux des réorganisations sociales : compromis et production de sens", *Revue Française de Gestion*, 107, janvier-février, pp. 121-131.

#### Rapport

DESREUMAUX Alain, BENAVENT Christophe, BECOUR Jean-Charles (1994) *Programme de recherche sur les facteurs et processus d'évolution des entreprises en longue période. Eléments de méthodologie*, Rapport de recherche, septembre, 87 p.

#### Communication

DEBOURSE Jean-Pierre, DOKOU Gérard, BELANGER Monique, CHARET Karine (1995) "Evolution des firmes en longue période, trajectoires, déterminants. Histoire de rescapés, une première approche à partir d'entreprises centenaires du Nord Pas-de-Calais", *IVièmes Journées IFRESI, Lille, 30 et 31 mars*

#### Thèses

WALLART Isabelle (1994), *Analyse dynamique de la stratégie de programmes de nouveaux produits et performance des entreprises de haute technologie*, Thèse de sciences de gestion, Lille, Université des sciences et technologies

LEROY Daniel (1994), *Fondements et impact du management par projets*, Thèse de sciences de gestion, Lille, Université des sciences et technologies, 709 p. (2 vol.).

\*

\* \*

### **1.2.2.B. THÉORIE DE L'ÉVOLUTION DE LA FIRME ET DE LA TRANSMISSION D'ENTREPRISE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### Chercheur

CLARÉE (Équipe Vie des firmes en longue période) : Philippe PAILOT (MC)

#### Objet, méthode, résultat

Ce projet de recherche est rattaché au projet général du CLARÉE sur l'évolution des firmes en longue période. Il visait à comprendre le processus d'articulation entre l'évolution de la firme et celle de son dirigeant dans un contexte de changement mutationnel et les effets des freins psychologiques des dirigeants dans le processus de transmission de leur entreprise. Nos résultats peuvent se lire à différents niveaux.

#### Théorique

Le premier résultat théorique procède d'une confirmation des résultats de la théorie de la succession managériale. Dans un contexte de changement mutationnel, la littérature nord-américaine préconise largement le remplacement des dirigeants qui peuvent affecter la capacité de changement de la firme. Pour confirmer ces résultats, nous avons analysé non seulement le blocage du potentiel d'apprentissage du dirigeant, mais aussi l'évolution des performances économiques et financières de la firme dans une perspective à la fois longitudinale sur 13 exercices et comparée sur 4 exercices.

Le deuxième résultat théorique concerne l'enrichissement de la compréhension des freins psychologiques dans les transmissions d'entreprise. En dépassant les limites des théories socio-politiques de la transmission (basées sur la sociologie du pouvoir), nous avons montré comment l'histoire de vie d'un dirigeant pouvait affecter sa capacité à transmettre son entreprise. En montrant que la rationalité de l'acteur organisationnel ne peut se comprendre dans un principe de localité, de synchronicité, d'utilitarisme ou de logique rationnelle (au sens étroit du terme), nous avons fourni en cela, des perspectives d'étude pour une praxéologie de la multirationalité, souhaitée par nombre de théoriciens de la décision.

Le troisième résultat théorique concerne un éclaircissement théorique de la notion d'identification et d'attachement fréquemment utilisée dans la littérature sur les PME pour caractériser la nature du lien affectif, plus souvent évoqué qu'expliqué dans ses logiques profondes, qui relie le dirigeant à son entreprise. En contribuant à l'élaboration d'une théorie du lien Dirigeant-Firme basée sur la théorie dialectique de l'emprise (telle qu'elle est développée en sociologie clinique), nous avons relativisé le modèle normatif de la "séparation psychologique" entre le dirigeant et son entreprise suggéré par certains modèles de la théorie du cycle de vie de l'entreprise.

Un quatrième résultat procède d'une vérification empirique des conditions d'application de la théorie du deuil dans le cadre des changements organisationnels profonds. Nous avons montré dans quelle mesure cette théorie permet de rendre compte du vécu de crise de certains acteurs profondément impliqués dans leur vie professionnelle consécutivement à la perte de leurs territoires praxéologiques, cognitifs, symboliques et affectifs.

Un cinquième résultat théorique se rapporte aux limites des analogies avec les sciences "dures" dans la théorie de l'évolution de la firme. À ce niveau, nous avons proposé une critique théorique et épistémologique des travaux qui préconisent l'utilisation de la théorie du chaos pour comprendre certains phénomènes organisationnels. Nous avons ainsi contesté la transposition pure et simple des lois empruntées à la physique aux systèmes sociaux ; transposition qui présente, à notre sens, le risque d'établir des amalgames discutables entre des classes de phénomènes et des objets scientifiques qui diffèrent profondément dans leur nature.

### ***Méthodologique***

En résultat méthodologique, nous avons montré dans quelle mesure l'approche biographique permet d'accéder à des niveaux de discours peu atteints dans les sciences de gestion et particulièrement féconds pour appréhender l'influence du passé d'un acteur sur certains de ses comportements organisationnels. Cette stratégie de recherche permet d'enrichir les conceptions de l'action dénuée d'ancrage historique où les êtres seraient transparents, sans passion, entièrement définis par leur fonction dans l'entreprise à l'instar de l'homo economicus. Elle nous rappelle ainsi, sans souscrire à une quelconque forme de déterminisme, que tout acteur organisationnel est porteur d'une histoire, d'un passé qu'il n'abandonne pas en franchissant les portes de l'entreprise. La méthode des récits de vie nous paraît une stratégie de recherche particulièrement indiquée pour contribuer à l'élaboration d'une théorie complexe et contextualisée de la rationalité qui est toujours tributaire à la fois du présent et du passé d'un décideur donné.

### ***Épistémologique***

En mobilisant la théorie sociologique de l'habitus, certains apports de la psychologie dynamique ou de la psychopathologie du travail dans le cadre de l'épistémologie dialectique (telle qu'elle est développée en sociologie clinique), nous avons montré l'intérêt d'une approche interdisciplinaire pour comprendre certaines logiques d'action déployées par les acteurs dans l'espace organisationnel. En filigrane, il s'agit pour nous de reconnaître la nécessaire complémentarité des champs disciplinaires (gestion, sociologie, psychologie, etc.) pour comprendre la logique de certains comportements organisationnels sans pour autant verser dans du télécospage interdisciplinaire.

## **Publications issues de l'opération**

### **Articles de revue**

PAILLOT P. (1995) "Les théories de la succession managériale : un état des lieux", *Cahiers de la Recherche du CLARÉE*.

PAILLOT P. (1997) "Épistémologie dialectique et succession managériale : contribution à l'élaboration d'une théorie du lien Dirigeant-Firme", *Cahiers de la Recherche du CLARÉE*.

PAILLOT P. (1997) "Halte au chaos ! Chaos déterministe et sciences de gestion : petite histoire d'une analogie incongrue", *Économies et Sociétés*, Série Sciences de Gestion.

PAILLOT P. (1997) "Propositions pour une méthodologie d'analyse des freins "psychologiques" des dirigeants de PME lors des transmissions d'entreprise", *Revue Internationale des PME*.

PAILLOT P. (1997) "Propositions sur les conditions d'application de la théorie du deuil dans l'analyse des changements organisationnels", *Organization Science*.

### **Communications**

PAILLOT P. (1996) "L'approche biographique : une stratégie de recherche pour les sciences de gestion ?" Séminaire *Méthodologies qualitatives et GRH*, IAE de Lille, C.L.A.R.É.E., avril.

PAILLOT P. (1996) "La théorie de l'habitus de Pierre Bourdieu et la psychologie dynamique d'inspiration psychanalytique : quels apports pour la théorie de la rationalité ?", Actes de la *Vème Conférence Internationale de l'A.I.M.S.*, Lille, mai.

### **Thèse**

PAILLOT P. (1995), *L'articulation entre l'évolution de la firme et l'évolution du dirigeant dans un contexte de changement mutationnel : de l'emprise au deuil - approche qualitative inductive basée sur la méthode biographique*, Thèse pour le Doctorat de l'Université en Sciences de Gestion, I.A.E. de Lille, Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille I), Novembre

\*

\* \* \*

### **1.2.2.C. HISTOIRE DES ENTREPRISES DU NORD-PAS DE CALAIS DEPUIS 1845 (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLARÉE (Équipe Vie des firmes en longue période) : Monique BELANGER (IE), Jean-Pierre DEBOURSE (PR), Jean HOFLACK (MC)

Chercheur d'une autre équipe : Christian SCHNAKENBOURG (Mc) Université de Picardie.

#### **Objet, Méthode, Résultat.**

##### **1) Objet**

Il s'agit d'un programme particulier du programme général de l'équipe Vie des Firmes en longue période. Les années consacrées à ce travail ont permis de développer et d'affiner un cadre méthodologique d'une part, et d'accumuler d'autre part les éléments d'archives nécessaires à la recherche. Le travail sur "L'histoire des entreprises du Nord et du Pas-de-Calais" traduit la volonté du laboratoire d'exploiter ces données de façon systématique et de construire une histoire des firmes en partant de leur création. L'intérêt de l'histoire de l'entreprise est maintenant largement reconnu, comme en témoigne le développement des travaux académiques, tant en France que dans les pays Anglo-saxons. Aux Etats-Unis par exemple, la Business History Review rend compte, chaque année, de 50 à 60 travaux universitaires tandis que le Journal of American History fait état de 120 articles paraissant dans une trentaine de revues différentes.

La période est consacrée à enrichir autant que possible l'histoire de chaque entreprise et à traiter en analyse de données l'ensemble des informations disponibles. En même temps, cette analyse est aussi destinée à contribuer à la compréhension des phénomènes d'industrialisation de la Région du Nord, depuis le XIXème siècle, à travers l'évolution de ces firmes.

Le programme de recherche comprend une analyse des entreprises du Nord Pas-de-Calais, en 1844 et en 1913.

A partir de l'inventaire industriel de 1845, nous disposons d'un ensemble de références d'entreprises assez exhaustif de l'industrie du Nord Pas-de-Calais de l'époque. Cet ensemble est traité en secteurs d'activité pour donner une vision de l'économie industrielle en utilisant quelques outils simples de l'analyse d'une entreprise. Il est aussi traité en secteurs géographiques pour mesurer les poids respectifs des différentes zones de la région.

Nous disposons d'un deuxième inventaire assez général en 1913, pour constituer un deuxième point d'observation; à partir de 1924, les références d'entreprises seront moins lacunaires.

A partir de ce constat et en autant de secteurs d'activité que possible, sera retracée l'évolution de ces entreprises jusqu'à nos jours, pour essayer de comprendre pourquoi les entreprises actuelles ont franchi l'épreuve du temps et non les autres.

La théorie de l'écologie des populations d'entreprise (Hannan et Freeman) est un support théorique plausible pour asséoir notre analyse. Nous n'en sommes pas totalement assurés à ce jour.

### **2) Méthodologie :**

La méthodologie utilisée dans cette phase du projet est celle de l'économie industrielle.

### **3) Résultats :**

La moitié des secteurs d'activité présents en 1845 ont été analysés. Une zone géographique a été analysée (Vallée de la Lys). Quelques secteurs l'ont été pour 1913. La base de données de l'ensemble de nos références est en cours de constitution. Les résultats actuels de cette opération de recherche sont de nature factuelle; pour en arriver à des apports de portée explicative une double démarche complémentaire est nécessaire :

- Adopter une analyse entreprise par entreprise, à partir des données et archives individuelles disponibles ;
- Expliquer l'évolution récente des secteurs (depuis la deuxième Guerre Mondiale) et ensuite remonter dans le temps. Ceci est conduit avec la filière lin.

## **Publications issues de l'opération**

### **Rapports**

CHARET Karine (1995) *Evolution des entreprises en longue période. Etude du secteur laine et de trois entreprises.* Rapport IAE de Lille, 149 p. + annexes.

DEBOURSE Jean-Pierre, HOFLACK Jean, SCHNAKENBOURG Christian, BELANGER Monique (1995) *Entreprises du Nord Pas-de-Calais en 1845, caractéristiques et classement : 7 Secteurs.* Rapport IAE.

DEBOURSE Jean-Pierre, BELANGER Monique, HOFLACK Jean (1995) *L'Industrie de la Vallée de la Lys en 1844 : caractéristiques des entreprises.* Rapports et Cahiers de recherche IAE, 28 p.

### **Communications**

DEBOURSE Jean-Pierre, DOKOU Gérard, BELANGER Monique (1993) "Le Secret des Centenaires", *Journées de Recherche de l'IAE de Lille*, septembre, 32 p.

DEBOURSE Jean-Pierre, DOKOU Gérard, BELANGER Monique, CHARET K. (1995) "Histoire de rescapés. Une première approche à partir d'entreprises centenaires du Nord Pas-de-Calais". IVème journées de l'IFRESI, Lille, 30 - 31 mars, 35 p.

\*

\* \* \*

## **1.2.2.D. ENTREPRISES ET MILIEU SOCIAL DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CLERSÉ : Jean-Claude RABIER (PR), Matar M'BAYE (doctorant)

Chercheur d'une autre équipe : Bernard GOMEL (Centre d'Etudes de l'Emploi)

### **Objet, méthode, résultat**

Prenant la suite des programmes d'études industrielles conduits dans plusieurs pays de l'Afrique subsaharienne (Sénégal, Burkina-Faso, Côte d'Ivoire, Niger, Guinée) entre 1989 et 1993, ce programme de recherche poursuit deux objectifs complémentaires. Le premier vise à construire un système d'informations industrielles au moyen d'une enquête périodique permanente

(conception de l'enquête, montage des instruments de collecte des informations auprès des entreprises, conception et installation d'un logiciel de traitement, principes d'analyse industrielle, formation des correspondants locaux de l'enquête) et de son informatisation. Dans les pays cités, l'enquête et le logiciel de traitement ANGORA ont été installés et donnent lieu à des comptes rendus périodiques analysant l'état de l'industrie et faisant le point sur une question relative à l'analyse du travail industriel. La recherche en cours concerne Madagascar. Les premières enquêtes ont été conduites en 1995 sur les entreprises du secteur des huiles essentielles, puis en 1996 sur le travail des métaux et sur les industries du bois. En 1997 elles sont étendues au secteur textile et confection.

Le second objectif est d'étudier la contribution des petites et moyennes entreprises à la structuration du tissu social. Le délabrement de l'appareil industriel malgache a contribué à accroître la pauvreté et la mobilité des populations vers les villes. Les actions conduites en parallèle avec l'enquête industrielle contribuent à renforcer ou à créer des structures collectives (syndicats professionnels, aide à la maintenance industrielle, conseil technique, dispositif commun d'informations) dont le développement permet d'asseoir la viabilité des entreprises, la distribution des rémunérations et la fixation des personnes autour des lieux de travail. Il s'agit donc d'étudier les processus sociaux qui conduisent à renforcer le tissu social et à faire renaître en son sein des pratiques sociales « ordinaires ».

Le projet, mené en coopération avec une équipe malgache pilotée par Maurice Ramahenina, comprend des missions sur place et des échanges de données et d'analyses. Deux séminaires ont été organisés ainsi que des conférences et émissions sur les médias locaux. Parallèlement, Matar M'Baye poursuit les réflexions commencées lors de enquêtes précédentes en préparant une thèse concernant les entrepreneurs sénégalais et leur contribution à la création d'entreprises.

### **Partenaire et financement**

L'opération est réalisée avec le concours financier du PNUD/ONUDI (Vienne, Autriche).

### **Publications issues de l'opération**

#### **Contribution dans ouvrage collectif**

RABIER Jean-Claude (1995), « Mise en place de systèmes d'informations industrielles en Afrique Sahélienne » in: *Quels outils pour aider les pays en développement ?* Groupe Tiers-Monde/Afrique, Lille.

#### **Rapports**

RABIER Jean-Claude (1994) *Les centres de ressources en informations industrielles pour les PME/PMI*, ONUDI, Vienne, Autriche.

RABIER Jean-Claude (1996) *La Filière mécanique et du travail des métaux à Madagascar*, ONUDI, Antananarivo, Madagascar.

RABIER Jean-Claude (1996) *La filière huiles essentielles à Madagascar*, ONUDI, Antananarivo, Madagascar.

#### **Communications**

RABIER Jean-Claude (1994) "L'information dans les activités des PMI", Séminaire PNUD/ONUDI/Ministère du Développement Industriel et de l'Artisanat, Antananarivo, Madagascar.

RABIER Jean-Claude (1996) "Technologie et travail: réflexions à partir d'études de cas dans quelques pays d'Afrique sub-saharienne", Symposium *Stratégies pour l'intégration de la science et de la technologie dans le développement de l'Afrique de l'Ouest*, Lille.

M'BAYE Matar (1996) "L'attitude des entrepreneurs sénégalais face au changement technique", Symposium *Stratégies pour l'intégration de la science et de la technologie dans le développement de l'Afrique de l'Ouest*, Lille.

\*

\* \* \*

### **1.2.2.E. ACTIONS STRATÉGIQUES ET CHANGEMENT ORGANISATIONNEL DANS L'ENTREPRISE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

LAST-CLERSÉ : Christian MAHIEU (CR)

#### **Objet, méthode, résultats**

Cette recherche s'inscrit dans l'ensemble des travaux portant sur les nouvelles formes d'organisation industrielle et de service, sur les organisations qualifiantes, apprenantes et les apprentissages organisationnels et sur les émergences de nouveaux métiers et de nouveaux modèles professionnels. Elle s'en distingue cependant en ce qui concerne le contenu du changement et les dynamiques de transformation.

Plusieurs terrains ont permis ces dernières années de développer cette recherche :

- des travaux déjà engagés précédemment, notamment dans plusieurs établissements automobile
- des entreprises avec lesquelles des liens tout à fait privilégiés et durables ont été établis depuis 1993
  - . Aluminium-Dunkerque
  - . France Télécom
  - . différentes entreprises industrielles et de service
- des secteurs et branches économiques (les organismes de formation...)

#### ***Une partie des résultats obtenus porte sur les contenus des transformations organisationnelles.***

J'ai pu établir d'une façon originale les liens entre les actions de transformation organisationnelle et l'**« action stratégique »** dans l'entreprise.

La contribution à une sociologie des actions stratégiques que j'ai ainsi commencée à esquisser concerne ici non pas les actions stratégiques des systèmes d'acteurs concrets dans leurs interrelations mais les actions stratégiques que l'entreprise dans son ensemble, au travers de sa direction ou de différents groupes sociaux se référant à l'entreprise, met en oeuvre pour créer les conditions d'un avantage concurrentiel.

J'ai aussi commencé à montrer ce que de telles démarches supposent de mise en synergie des visions d'avenir de l'entreprise et des groupes sociaux identitaires eux-mêmes.

Ces premiers résultats n'ont pu se faire sans une confrontation avec d'autres champs disciplinaires : l'économie et les sciences de gestion.

Mes travaux passés sur les transformations de l'organisation m'avaient permis de montrer comment les transformations organisationnelles coïncidaient avec celles des logiques et des instruments de gestion.

M'intéressant au sein des entreprises à la crise des rapports entre évolution de l'organisation et évaluation de la performance, cela m'avait amené à me pencher sur les dimensions plus proprement gestionnaires de l'organisation.

Les avancées plus récentes n'ont été possibles que par la prise en compte des pratiques stratégiques (au sens de démarches de construction et d'explicitation des positionnements stratégiques). Cela m'a obligé à réexaminer le concept de stratégie tel qu'utilisé par les sociologues et à me positionner par rapport aux avancées des sciences de gestion en la matière. J'ai ainsi jeté les bases d'une approche originale à partir de la notion d'**« intelligence stratégique »** permettant ainsi une sociologie de l'action stratégique.

Cette approche est également le fait des acteurs collectifs porteurs d'une action de transformation au sein de branches économiques.

#### ***L'autre dimension des résultats obtenus porte sur la « dynamique sociale du changement organisationnel »***

Alors que tout le monde parle de changement que les termes d'apprentissage et de projet sont à la mode, les recherches se sont surtout attachées à caractériser les contenus des transformations organisationnelles.

Ayant engagé une réflexion spécifique sur les dynamiques de changement, j'ai pu commencer à caractériser les **démarches** et les **dispositifs** qui soient autant de lieux d'une possible interaction sociale.

Alors qu'il est souvent fait référence d'une façon abstraite, voire idéologique à des notions de participation (démarches participatives...) et plus récemment d'implication, j'ai pu analyser les conditions d'une interaction des acteurs reconnus comme porteurs d'une intelligence stratégique. Sont caractéristiques de ces nouvelles approches les démarches de « projet d'organisation », de « plateforme stratégique », d'« observatoire social » et d'« alliances entrepreneuriales » que j'ai pu observer et sur lesquelles j'ai eu à intervenir au titre de recherches-action.

Concernant l'action collective de branche, les résultats de la recherche portent sur les conditions d'émergence de dispositifs d'interaction et de négociation d'un avenir économique partagé. J'ai ainsi pu commencer à montrer dans quelles mesures ces acteurs, et principalement les représentants des organisations professionnelles (patronales et de salariés) se donnent une stratégie de branche en se basant sur une prospective des métiers.

J'ai ainsi pu enrichir les modalités d'une intervention sociologique dans des contextes inédits et auprès de groupes d'acteurs ordinairement peu touchés par les problématiques et les démarches sociologiques.

### Partenaires et financement

- Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche
- ANACT
- Différents contrats avec France Télécom

### Publications issues de l'opération

#### Ouvrage

MAHIEU Christian, du ROY Olivier (à paraître en 1997) *L'organisation qui n'existe pas : Aluminium-Dunkerque, histoire d'un projet d'organisation nouvelle et analyse de son démarrage (1989-1994)*, Editions d'Organisation, Paris.

#### Articles de revue

MAHIEU Christian, MIDLER Christophe (1993) "L'apprentissage de la gestion par projet dans l'industrie automobile : éléments pour une comparaison entre Renault et Volkswagen", *Revue Française de Gestion Industrielle*, n° 4.

MAHIEU Christian (1994) "Les nouvelles formes d'organisation du travail : les enjeux des expériences actuelles", *Economies et Sociétés*, Collection *Sciences de Gestion*, n° 5, Tome XXVIII.

MAHIEU Christian (1995) "Les problèmes de développement d'une organisation qualifiante : le cas d'Aluminium Dunkerque", *Entreprendre et Former*, IFIGE, n° 3.

FIEVET Gérald, MAHIEU Christian (1995) "L'évaluation comme modalité d'intégration de l'offre et de la demande de politique publique. L'exemple des politiques d'intermédiation technologique", *Cles*, n°25, 25 p.

MAHIEU Christian, BIZAC Michel (à paraître en 1997) "Une entreprise de réseau face à la conduite politique du changement : cohérence "logique" et cohésion sociologique des démarches de changement", *Revue Sciences de Gestion*.

#### Communications

MAHIEU Christian (1997) "Enjeux stratégiques et action collective dans l'entreprise". Colloque de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française *Le dedans et le dehors : formes d'entreprises et formes d'activités*, Evry, 4 et 5 avril.

MAHIEU Christian (1997), "L'intelligence stratégique, contribution à une sociologie de l'action stratégique", *VIème conférence mondiale de l'Association Internationale pour le Management Stratégique*, Montréal, Canada, 26-28 juin.

MAHIEU Christian (1997) "Conduire le changement dans l'entreprise : gestion des projets d'organisation et action collective organisée", *IXème conférence internationale de la Society for the Advancement of Socio-economics*, Montréal, Canada, 5-7 juillet.

\*

\* \* \*

### **1.2.2.F. CONCEPTION PARTAGÉE : ORGANISATION, MÉTHODES ET MODÈLES POUR LA CONCEPTION CONCOURANTE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : MAHIEU Christian (CR)

Chercheurs associés relevant du Département SPI du CNRS (LAMIH- Université de Valenciennes) : SOENEN René (PR) et DENEUX Dominique (MC)

#### **Objet, méthodes et résultats**

Les différents acteurs intervenant à chaque étape de la vie d'un produit constituent un système multi-agents où sont impliqués différents métiers, des fournisseurs, des sous-traitants et pour lequel se posent des problèmes de coopération, d'association, de communication...

La recherche d'une meilleure compétitivité des entreprises fabriquant des biens d'équipement passe par une réduction significative des délais de conception, industrialisation et fabrication d'une part et d'autre part par la recherche d'une meilleure adéquation entre l'offre et la demande notamment au niveau de la qualité et des coûts d'exploitation.

Les activités de conception sont désormais au centre de nouvelles relations tant entre les concepteurs et les utilisateurs des processus qu'entre les agents de la conception et leurs partenaires (sous-traitants et fournisseurs) de plus en plus sollicités directement dans les phases de conception.

Sur ce thème une collaboration a été entreprise avec l'équipe LGIL du LAMIH (Université de Valenciennes) une des principales équipes relevant du département SPI.

Le principal résultat de cette collaboration est d'avoir réussi à monter un projet européen dans le cadre du programme ESPRIT en partenariat avec Renault, Fiat, Daimler-Benz, Aerospatiale, et l'Université de Loughborough (U.K.).

Ce projet (AIT-IMPLANT) porte sur le développement d'une méthodologie de conduite du changement généré par l'implantation des techniques du travail collectif assisté par ordinateur et de la téléingénierie simultanée.

#### **Partenaires et financement**

- CNRS : programme interdisciplinaire SPI/SHS "Systèmes de production"
- Commission Européenne : Programme ESPRIT

\*

\* \* \*

### **1.2.2.G. LES PERFORMANCES DE LA PETITE ENTREPRISE INDUSTRIELLE : QUELS DÉTERMINANTS STRATÉGIQUES ? (OPÉRATION NOUVELLE)**

#### **Chercheurs**

LABORES : Bénédicte DELNESTE (CE), Benoît DERVAUX (CR), Pierre MASSON (IE)

#### **Objet, méthode, résultats**

Cette recherche s'inscrit dans le prolongement d'un premier travail traitant de l'élaboration de profils et de l'évaluation de performances des Petites Entreprises Industrielles présenté ci-dessus. Le constat de relative hétérogénéité des firmes, mis en relief précédemment, nous rapproche du courant actuel développé en management stratégique que constitue l'approche « resource-based ». Celle-ci, pensée comme un complément plus que comme une alternative aux analyses centrées sur

l'environnement concurrentiel<sup>1</sup>, vise à comprendre comment les ressources et compétences sont générées, entretenues et articulées au sein d'une entreprise pour créer, développer et maintenir un avantage concurrentiel.

C'est donc sur la base des résultats précédents et en reprenant les fondements théoriques de l'approche « resource-based » que nous envisageons d'aller plus loin dans notre questionnement. Comment les *ressources* -actifs spécifiques à l'entreprise tangibles ou intangibles, créés à partir d'*inputs*<sup>2</sup>-, *compétences* -routines organisationnelles qui facilitent le renouvellement des ressources- et *capacités* sont-elles sollicitées au sein de l'entreprise pour assurer son développement ou tout au moins sa survie ?

Notre recherche portera sur l'examen des interactions et des combinatoires entre les variables des quatre sous-thèmes de nos précédents travaux (perception de son positionnement concurrentiel par l'entreprise, appréhension de la sphère industrielle, dynamique technologique et profil entrepreneurial) afin de repérer dans quelle mesure ces dernières agissent comme déterminants stratégiques de la performance.

Ces questions seront traitées au travers de l'utilisation de la procédure LISREL [K. JÖRESKOG & D. SÖRBOM (1989)]<sup>3</sup> sur la base de notre échantillon de 214 entreprises. Cette méthode procure une grande souplesse quant à la prise en compte d'interactions, d'effets directs et indirects, de formalisation de variables latentes. Si cette procédure s'avère particulièrement adaptée à notre problématique, elle suppose néanmoins d'être vigilant quant à son opérationnalisation (nombre de cas suffisants).

Cette recherche, à visée exploratoire, s'apparente à celle développée par A. V. ROTH et W.E. JACKSON (1995)<sup>4</sup> sur les déterminants stratégiques de la qualité de service et de la performance dans le domaine bancaire. Ces derniers ont en effet su réunir et articuler au sein d'un même paradigme des postulats relevant de courants théoriques divers tels que ceux issus de la littérature sur « l'industrial organization » ou ceux de l'approche « resource based » -développée récemment en management stratégique-. Puis ils ont généré un corpus d'hypothèses formalisées dans une maquette qu'ils ont ensuite testée statistiquement. L'aspect novateur de ce type recherche consiste en un essai de réconciliation de la modélisation analytique, basée sur la construction d'estimations statistiques, et d'approches plus qualitatives tirées du management stratégique, arguant de la complexité des phénomènes observés et de la difficulté de représentation qu'elle sous-tend (prise en compte des interrelations, des effets de feedback, des effets indirects...). Cette méthodologie semble particulièrement pertinente au regard de notre problématique de compréhension du fonctionnement et des facteurs clés de succès de la Petite Entreprise.

\*

\* \* \*

## 1.2.2.H. CONTRAINTES FINANCIÈRES ET PME (OPÉRATION NOUVELLE)

### Chercheurs

LABORES : Chantal KEGELS (CR), Bénédicte DELNESTE (CE), Pierre MASSON (IE)

### Objet, méthode

Toutes les données économiques convergent pour témoigner d'un regain de dynamisme des PME, observé dans les pays industrialisés depuis le début des années 1970, et leur importance est maintenant reconnue dans beaucoup de pays : elles constituent aujourd'hui le principal gisement d'emplois et représentent d'ailleurs la très grande majorité des entreprises. Il importe cependant

<sup>1</sup> d'après J.L. ARREGLE : « Analyse Resource Based et identification des actifs stratégiques », Revue Française de Gestion, n° 108, mars-avril-ami 1996, p26.

<sup>2</sup> J.L. ARREGLE, op. cit.

<sup>3</sup> JÖRESKOG K. : « Analysis of covariance structures », Scandinavian Journal of Statistics, 8, 65-92, 1981.

<sup>4</sup> ROTH Aleda V., JACKSON William E. : « Strategic Determinants of Service Quality and Performance : Evidence from the Banking Industry », Management Science, Vol 41, N°11, November 1995.

de souligner l'extrême hétérogénéité qui les caractérise au point que la notion d'échantillon représentatif peut perdre de son sens ; l'absence de définition unique et universelle ainsi que les nombreuses tentatives d'élaboration de typologies<sup>5</sup> traduisent la diversité des situations rencontrées.

Les théories traditionnelles explicatives du dynamisme des PME portent sur (1) le rôle des entrepreneurs dans le renouvellement de l'économie<sup>6</sup>, (2) la théorie des interstices (propices à l'émergence de PME)<sup>7</sup>, (3) le besoin de faire face à l'incertitude croissante conduisant ainsi à la construction « d'espaces de transaction »<sup>8</sup> et enfin (4) la recherche d'une plus grande flexibilité encourageant des configurations organisationnelles plus « organiques »<sup>9</sup>.

Par ailleurs, depuis près de deux décennies, la renaissance des PME a favorisé la conduite de travaux de recherche dans le domaine<sup>10</sup>, confortée en cela par la multiplication des revues académiques<sup>11</sup> sur le sujet. Ce développement reflète donc l'intérêt croissant qu'il importe d'y accorder. On se doit également de reconnaître la spécificité des problèmes de gestion et de décision relatifs à la PME, spécialement lorsque l'on restreint la taille des entreprises étudiées, la petite entreprise n'étant d'ailleurs pas nécessairement destinée à devenir grande. Ainsi, très schématiquement, on peut distinguer (1) les entreprises « jeunes » en phase de croissance, amenées à devenir moyennes ou grandes, (2) les entreprises « naines » et qui vont probablement le rester et (3) les entreprises « recomposées », qui sont redevenues petites par suite de leur déclin. Par conséquent, toutes ces remarques nous invitent à plaider pour que la PME soit appréhendée et traitée comme sujet de recherche à part entière et non pas comme simple champ particulier.

Notre thème de recherche traite de la manière dont la recherche et la mobilisation de ressources financières accompagnent les PME et leur évolution tout au long du cycle de vie. On s'intéressera donc tant au financement de la création d'entreprises qu'à celui de son développement. Dans le domaine du financement de leurs projets d'investissement, la vulnérabilité des PME, et plus particulièrement des entreprises innovantes<sup>12</sup>, a d'ailleurs souvent été soulignée.

La littérature théorique<sup>13</sup> sur l'asymétrie d'information a montré que le marché du crédit bancaire est un marché sur lequel le rationnement à l'équilibre peut être optimal du point de vue des prêteurs. Si les banques, confrontées à une demande excessive de prêts, augmentent leur taux d'intérêt, elles diminuent le rendement attendu de ces prêts étant donné la sélection adverse que cela opère chez les emprunteurs et l'incitation qui leur est alors donnée d'entreprendre des projets plus risqués. Des travaux plus récents<sup>14</sup> ont démontré que la capacité de l'emprunteur à réduire cette asymétrie, et partant le rationnement éventuel qu'il subit dans son financement extérieur, est une fonction positive de sa valeur financière nette. Les petites et moyennes entreprises seraient donc par définition plus soumises que d'autres aux contraintes financières. Ces contraintes financières pèseraient d'autant plus lourdement qu'il n'existe pas, pour cette catégorie d'entreprises, d'autres choix en matière de financement extérieur. Elles n'ont, en effet, que peu d'accès au marché obligataire ou à l'émission d'actions et sont exclues du processus de désintermédiation du financement de court terme.

Ce phénomène est encore renforcé par la réponse que les banques apportent à l'asymétrie d'information en développant des contrats de prêts contenant des incitants clairs au remboursement<sup>15</sup>. Ce type de contrats a, en effet, comme caractéristique de créer des liens particuliers entre le prêteur et l'emprunteur. Dès lors, même si le marché du crédit est concurrentiel au sens traditionnel, les prêteurs voient les emprunteurs comme des substituts très imparfaits et les emprunteurs ont la même attitude à l'égard des prêteurs. Dans ce contexte, une classe d'emprunteurs, en particulier les petites et moyennes entreprises, qui se voit refuser le prêt par "sa" banque, n'a de facto plus accès au marché du crédit.

Quels sont les effets sur le développement des petites et moyennes entreprises de ces restrictions financières ? Quelles solutions ont-elles mises en œuvre pour assurer leur survie à long terme ? Quelles mesures de politiques économiques sont-elles susceptibles d'aider ces entreprises ? sont les questions auxquelles le projet veut répondre. La méthodologie utilisée est basée sur l'analyse

<sup>5</sup> recensée par JULIEN et alii. (1993)

<sup>6</sup> Schumpeter (1929, 1939, 1942, 1963)

<sup>7</sup> Penrose (1959)

<sup>8</sup> dans le but de minimiser les coûts de transaction, « l'espace de transaction » facilite l'accès aux ressources notamment pour les PME.

<sup>9</sup> Mintzberg (1979)

<sup>10</sup> en Europe et en Amérique du Nord (D'Amboise, 1991)

<sup>11</sup> soulignée par Marchesnay (1993)

<sup>12</sup> Levratto (1994)

<sup>13</sup> Stiglitz and Weiss, (1981), Gertler (1988).

<sup>14</sup> Bernanke and Gertler, (1989), Bernanke (1993).

<sup>15</sup> Blinder and Stiglitz, (1983).

économétrique en panel d'échantillons régionaux de petites et moyennes entreprises non financières avec comparaison inter-régionale et internationale.

\*

\* \*

### **1.2.2.I. ANALYSE DU PROCESSUS DE DÉCISION STRATÉGIQUE ET DE LA NOTION D'ÉQUIPE DIRIGEANTE DANS LES PME (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLARÉE (Équipe Vie des firmes en longue période) : Jean-Pierre DEBOURSE (PR), Philippe PAILOT (MC), Sylviane ZOONEKYND (Doctorante)

#### **Objet, méthode, résultats**

L'objectif de cette recherche est de contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes d'influence interne et externe qui interviennent dans la formulation du processus de décision stratégique des petites structures et à savoir ce que recouvre la notion d'équipe dirigeante dans les PME. Pour ce faire, il s'agira pour nous :

- 1 - d'appréhender et de comprendre les sources d'influence interne et externe qui interviennent dans la définition et la mise en œuvre stratégique des PME. Par ce questionnement, il s'agit :
  - d'identifier les acteurs internes et externes qui influent sur le processus de formulation stratégique de l'entreprise,
  - de comprendre l'influence respective de ces différentes catégories d'acteurs (internes et externes),
  - de cerner les logiques profondes qui animent et guident les pratiques et les modes de gestion de l'environnement interne et externe des dirigeants de PME,
  - de définir les raisons pour lesquelles les dirigeants tendent à privilégier certains modes de gestion plutôt que d'autres,
  - d'apprécier les types d'aide et les mesures auxquels les entreprises peuvent être sensibles.

Dans cette perspective, il s'agira essentiellement de mieux comprendre comment le facteur humain, au sens large du terme, intervient dans la définition stratégique des petites structures.

2 - d'apprécier comment les dirigeants de PME envisagent et appréhendent la notion d'équipe dirigeante. Si l'on considère le rôle et l'influence des équipes de direction dans la définition des orientations stratégiques des firmes, ce questionnement revient à s'intéresser à un indicateur qui conditionne directement les potentialités de développement des entreprises. En ce sens, mieux comprendre l'influence de ce facteur sur la trajectoire et le destin des entreprises, en prenant soin toutefois de le relativiser au regard des "contraintes objectives" qui encadrent les modes de fonctionnement de l'entreprise, permet d'identifier et d'exploiter de manière plus efficace des gisements de développements économiques susceptibles de créer des emplois.

3 - de cerner l'attitude des dirigeants de PME vis-à-vis des politiques de développement économique. En effet, la sensibilité et le degré d'ouverture vis-à-vis des partenaires extérieurs (privés et publics) dépendent étroitement de la connaissance, de la représentation et de l'opinion que les dirigeants s'en font. L'appréciation de ces différents éléments nous renseigne ainsi directement sur les politiques d'action à mettre en œuvre à court, moyen et long terme.

4 - de proposer des pistes d'action en vue de renforcer les capacités des équipes dirigeantes des PME. Ces préconisations visent notamment à identifier les acteurs et les modalités d'action à mettre en œuvre (qui et comment) pour aider et renforcer le potentiel de développement des entreprises.

En vue d'atteindre ces différents objectifs, nous avons retenu un cadre méthodologique qui combine l'entretien semi-directif (avec une analyse de contenu thématique et structurale, qualitative et quantitative) et le questionnaire. Nous n'aborderons pas dans le détail le dispositif méthodologique de notre investigation empirique qui reste encore à construire dans sa finalité opératoire en fonction des résultats d'une étude documentaire préalable indispensable à l'élaboration définitive de notre problématique de recherche.

Pour préciser les contours de notre cadre théorique, nous avons retenu deux orientations essentielles :

1 - L'approche constructiviste ou socio-cognitive de la firme (théorie socio-cognitive dans la pensée stratégique, théorie des conventions, théories des représentations sociales). Cette approche vise à décrire et comprendre les mécanismes d'influence interne qui encadrent le processus de décision stratégique, et donne donc son sens à la notion d'équipe dirigeante.

2 - L'analyse de réseaux inter-organisationnels et inter-personnels de la firme et de ses dirigeants (théorie des réseaux, théorie du capital social, théorie de l'entreprise familiale, etc.). Cette approche tente à décrire et comprendre l'influence de certaines formes de structures relationnelles exogènes à la firme sur le processus de formulation stratégique.

### **Partenaires et financement**

Agence Régionale de Développement - Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais.

### **Publication issue de l'opération**

#### **Rapport**

DEBOURSE J.-P., PAILOT P. (1996) *Avec qui et comment les dirigeants de PME construisent-ils leur vision stratégique ? : analyse de la notion d'équipe dirigeante dans les petites structures*, Rapport pour l'Agence Régionale de Développement, Décembre.

\*

\* \* \*

### **1.2.2.J. RECHERCHE SUR LES FONDEMENTS ET LES IMPLICATIONS DU NOUVEAU PARADIGME D'ORGANISATION ET DE GESTION DES ENTREPRISES (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheur**

LAST-CLERSÉ : Frédéric HERAN (MC)

#### **Objet, méthode, résultats**

La recherche a débouché principalement sur la réalisation, en 1996, d'un ouvrage intitulé "Vers un nouveau paradigme d'organisation et de gestion des entreprises", aujourd'hui en voie de publication. Cet ouvrage reprend et approfondit plusieurs communications et articles rédigés depuis 5 ans.

Selon l'approche des économistes classiques exhumée pour l'occasion, l'organisation est d'abord un problème d'agencement de facteurs indivisibles (et non un ensemble d'acteurs échangeant des informations au gré de leurs stratégies). C'est dans ce courant que se situent des générations d'ingénieurs et de gestionnaires de la production.

Une telle approche a au moins un triple intérêt. Elle permet d'abord de ramener la gestion de production à l'essentiel : non pas l'optimisation des coûts — un coût n'étant somme toute qu'une "opinion" (selon A. Burlaud) — mais la maîtrise directe de grandeurs physiques : quantités, délais, taux d'engagement, taux de produits non défectueux, etc. Elle remet ensuite les techniques à leur place en rappelant qu'à long terme, elles doivent être au service de l'organisation en facilitant l'agencement des facteurs, comme l'atteste l'histoire des techniques. Elle met enfin en valeur le rôle structurant de l'organisation sur les comportements : loin d'être donnés par la nature humaine, les conduites sont influencées — mais pas déterminées — par l'environnement du lieu de travail, les tâches à effectuer, les personnes présentes à proximité, etc.

Sur le plan méthodologique, en choisissant de raisonner sur les principes d'organisation, on ne peut qu'imaginer des changements de paradigme et donc des ruptures plutôt que des évolutions. Car on ne saurait amender un paradigme en modifiant l'un ou l'autre de ses principes sans remettre en cause sa cohérence. Doù la thèse défendue : les entreprises connaissent depuis une quinzaine d'années l'avènement d'un nouveau paradigme d'organisation et de gestion, appelé mode d'organisation intégrée, capable de dépasser les limites du paradigme jusqu'alors dominant,

le mode d'organisation fonctionnelle apparu au début du siècle. Ce nouveau paradigme repose pour l'essentiel sur un effort d'intégration des activités autour du processus de production, de la conception des produits jusqu'à leur recyclage en fin de vie, des fournisseurs jusqu'au client. Il est d'ores et déjà devenu la référence pour la grande majorité des entreprises occidentales, même si, en réalité, une minorité seulement d'entre elles l'ont pour l'instant adopté.

### **Partenaires et financement**

L'ouvrage a été réalisé dans le cadre de la première tranche du Contrat de Plan 1994-1998 CNRS / Conseil Régional du Nord-Pas de Calais.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrage**

HERAN Frédéric (à paraître) Vers un nouveau paradigme d'organisation et de gestion des entreprises.

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric (1995) "Logiques stratégiques des grands groupes multinationaux et dynamique territoriale : l'exemple de la région Nord-Pas de Calais en France", in Diane-Gabrielle TREMBLAY (dir.) *Concertation et performance économique : vers de nouveaux modèles ?*, actes du 12e colloque de l'Association d'économie politique, Montréal, 22-23 oct., pp. 269-299.

#### **Articles de revue**

HERAN Frédéric (1993) "La résolution des problèmes dans la production", *Revue Française de Gestion Industrielle*, n° 3, 16 p.

HERAN Frédéric, TOSTAIN Philippe (1994) "L'évolution comparée des principes d'organisation de la production industrielle et d'aménagement de la voirie urbaine", *Recherches Transports Sécurité*, n° 44, pp. 45-57, article repris dans la version anglaise de RTS, n° 11, 1995.

#### **Rapport**

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1994) *Stratégies de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale : l'exemple du Nord-Pas de Calais. Rapport final*, recherche financée dans le cadre du Contrat de Plan 1989-93, CNRS / Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, Lille, nov., 85 p.

#### **Communications**

HERAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1994) "Globalisation des firmes multinationales et territoires : quelques réflexions", communication au colloque international du PIR-Villes *Villes, entreprises et société à la veille du XIXe siècle*, Lille, 16-18 mars, 30 p.

HERAN Frédéric (1994) "Les approches américaine et japonaise de la gestion industrielle en France : évolution et débats", communication présentée à l'Université Keio, Tokyo, et à l'université Kansei Gakuin, Osaka, mars, 8 p.

HERAN Frédéric, TOSTAIN Philippe (1994) "L'évolution comparée des principes d'organisation de la production industrielle et d'aménagement de la voirie urbaine", communication au colloque international du PIR-Villes *Villes, entreprises et société à la veille du XIXe siècle*, Lille, 16-18 mars, 28 p.

HERAN Frédéric, MAHIEU Christian (1995) "Les enjeux organisationnels de la conception concourante", communication aux *4e Journées de l'IFRESI*, Lille, 30-31 mars, 7 p.

HERAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1995) "Stratégies de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale", communication au *XXXIVème colloque annuel de l'ASRDLF*, Toulouse, 30-31 août et 1er sept. 20 p

\*

\* \* \*

### **1.2.2.K. LES DÉTERMINANTS DES SYSTÈMES DE CONTRÔLE DE GESTION D'ENTREPRISE VERS UNE ANALYSE COGNITIVE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLARÉE : Alain DESREUMAUX (PR), Marie-Claude MASSE (MC), Didier URLI (Université du Québec à Rimouski), Régis DUMOULIN (CE), Alfred GBAKA (ATER)

#### **Objet, méthode, résultats**

D'inspiration contingente, c'est-à-dire considérant que la variété des systèmes de contrôle d'entreprise (ou, plus largement, d'organisation), s'explique par les spécificités des activités des organisations et de leurs contextes de fonctionnement, le programme de recherche sur les déterminants de ces systèmes vise à combiner la prise en compte des facteurs traditionnellement évoqués par les conceptions de type matérialiste (insistant par exemple sur les facteurs comme la technologie ou la taille de l'organisation) et celle d'éléments de nature plus intangible que sont les visions et représentations des acteurs organisationnels, les logiques qui sous-tendent la perception même des situations à contrôler et l'évocation des dispositifs adaptés pour ce faire.

En d'autres termes, le programme doit se comprendre comme une exploration des vertus explicatives de plusieurs paradigmes fondamentaux et de leur complémentarité potentielle s'agissant de comprendre l'émergence des systèmes de contrôle, leurs caractéristiques, leur évolution. Dans l'immédiat, les paradigmes plus particulièrement mobilisés sont la vision structuro-fonctionnaliste (dans sa version traditionnelle mais aussi en mobilisant l'éclairage que donne la théorie de l'agence) et la vision "interprétatiste", de nature plus subjective, insistant sur les processus psychosociologiques selon lesquels les acteurs, et notamment les décideurs, interprètent et donnent sens à leur univers.

Au plan de la démarche, ce programme a privilégié l'étude de cas comme mode d'investigation, de préférence aux enquêtes à distance qui se prêtent mal à l'étude d'éléments de nature subjective. S'agissant des terrains, la préférence a été donnée aux situations encore peu explorées, marquées par une forte complexité et dans lesquelles les systèmes de contrôle ne sont pas encore véritablement stabilisés (le cas de l'hôpital public notamment), ou correspondant à des réalités nouvelles ou présentées comme telles du fonctionnement des entreprises (cas des structures de type réseau et des relations partenariales).

Ce programme a produit deux premiers résultats. Tout d'abord deux analyses approfondies du contrôle de gestion au sein d'une bureaucratie professionnelle particulière, l'hôpital public, la première portant sur un cas français, la seconde sur un cas canadien.

Dans le cas français, le travail réalisé part des spécificités organisationnelles de l'hôpital public, analyse plus précisément les difficultés de mesure de l'activité et livre une analyse clinique approfondie des modes de contrôle observables qui tentent de composer avec ces difficultés. Un regard historique montre le passage, dans l'organisation observée, d'un contrôle externe et financier à un contrôle interne et de gestion dans le cadre d'une démarche stratégique étroitement liée à la représentation qu'ont les acteurs clés de l'activité de l'hôpital. Complétant cette étude clinique, une analyse positive a été développée qui débouche sur une modélisation empruntant à la théorie de l'agence et à celle des transactions informelles. Le modèle proposé se caractérise par son architecture à trois niveaux (le service opérationnel, le sommet administratif et la commission médico-administrative), la spécificité des relations entre les acteurs et les différentes logiques qui sous-tendent les comportements de ces derniers. Une série de simulations permet de montrer combien les performances d'un outil de contrôle comme le système budgétaire sont étroitement liées aux spécificités comportementales des acteurs et aux caractéristiques de l'activité médicale des services.

L'objectif de la recherche menée sur le cas d'un hôpital public canadien était de comprendre la nature apparemment contradictoire du processus budgétaire et de proposer une nouvelle méthode d'allocation qui tiennent compte des différentes représentations des acteurs. Le travail a combiné, dans une démarche d'inspiration constructiviste, les méthodes multicritères d'aide à la décision et divers courants de la sociologie des organisations. L'approche intègre les dimensions sociales et cognitives de la décision et de l'aide à la décision qui permettent d'aborder le processus budgétaire comme mécanisme d'apprentissage organisationnel, révélateur et/ou moteur des schémas d'interprétation, sur toile de fond de jeux politiques internes et externes. La recherche analyse la nature contradictoire du contrôle de gestion au sein d'une bureaucratie professionnelle publique qui ne se prête pas facilement aux seules interprétations "contractualistes" typiques de certaines

théories économiques de l'organisation. Elle a permis de construire un modèle comportemental du processus budgétaire qui permet de mieux comprendre les relations qui se tissent entre variables explicatives et de montrer que c'est le travail sur les schémas d'interprétation qui conditionne la dynamique d'évolution de l'organisation, le processus d'allocation budgétaire devenant alors un vecteur innovant dans l'organisation.

Le second résultat du programme consiste en l'exploration des modalités de contrôle à l'œuvre dans les formes d'organisation à base de réseaux. Si ces formes d'organisation sont abondamment décrites et interprétées au plan théorique, très peu de travaux se sont intéressés de façon formelle et détaillée à la façon dont se contrôle dans les faits une configuration de type réseau ou une configuration partenariale. Le travail réalisé constitue une première investigation de ce type. Conduit par entretiens semi-directifs dans quatre cas de systèmes de relations partenariales relevant de différents secteurs d'activité, ce travail fournit une description des configurations de contrôle mis en œuvre par les firmes pivots des réseaux et visant à maîtriser les risques d'opportunisme inhérents à ces formes d'organisation. Au-delà de la description proprement dite des configurations de contrôle, cette recherche a permis d'associer une forme dominante de contrôle à chaque type de réseau : un contrôle très formalisé dans le cas des réseaux "stratégiques", lié au processus même de sélection des partenaires, et un contrôle non codifié, s'approchant de la forme clan, dans le cas des réseaux "stables". Par ailleurs, le cycle de vie du réseau et sa phase de développement apparaissent également comme des facteurs explicatifs importants des modes de contrôle utilisés.

## **Publications issues de l'opération**

### **Articles de revue**

MASSE Marie-Claude (1996) "Le contrôle de gestion dans un hôpital public : un modèle de transactions diagonales", *Comptabilité, Contrôle, Audit*, vol 2, n° 1, pp. 21-44

MASSE Marie-Claude (à paraître en 1997) "Une analyse positive d'un contrôle naissant à l'hôpital public : incitations propres et valeurs de nouvelles mesures d'activité", *Economie & Société*, série sciences de gestion.

### **Communications**

DUMOULIN Régis, GBAKA Alfred (1995), "Contrôle d'entreprise et réseaux stratégiques : une étude exploratoire". *Quatrième Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique*, Paris, 2, 3 et 4 mai

DUMOULIN Régis (1997) "Les modes de contrôle dans les réseaux stratégiques", *Vèmes journées IFRESI*, 20 et 21 mars

### **Thèses**

MASSE Marie-Claude (1994) *Le contrôle de gestion dans une bureaucratie professionnelle : contribution à la modélisation du cas de l'hôpital public*, Thèse de sciences de gestion, Université des sciences et technologies de Lille.

URLI Didier (1995) *L'allocation budgétaire dans une bureaucratie professionnelle publique : une nouvelle méthode d'apprentissage dans la conception du cadre référentiel*, Thèse de sciences de gestion, Université des Sciences et Technologies de Lille.

DUMOULIN Régis (1996) *Les configurations de contrôle au sein des réseaux interorganisationnels. Une recherche exploratoire*, Thèse de sciences de gestion, Université des Sciences et Technologies de Lille.

\*

\* \* \*

## **1.2.2.L. MANAGEMENT STRATÉGIQUE DES PROJETS ET MÉTHODOLOGIES DE MANAGEMENT ET D'ANALYSE DES PROJETS (OPÉRATION ACHEVÉE)**

### **Chercheurs**

CLARÉE (CIMAP Groupe ESC Lille) : Patrick AUDEBERT (MC.), Jean-Pierre DEBOURSE (PR.) R.P. DECLERCK (PR.), Najib EL OUALIDI (Doctorant), Jean-Marie HAZEBROUCQ (MC.), Daniel LEROY (MC.), Behrouz SAFAVI (Doctorant), Michel SAUVAGE (Doctorant), Malick TOURE (Doctorant), Rosita VAN MEEL (PR.).

### **Objet, méthode, résultats**

La méthode de Management et Analyse de Projets (MAP) a été mise au point par R.P. DECLERCK, en partant de la différenciation de Littauer (projets, opérations).

Elle donne une bonne méthodologie de la compréhension de la constitution et du fonctionnement des projets ; elle permet de prendre en compte les mutations de l'environnement, notamment pour les phases de conception et de formulation des projets; elle intègre les progrès de techniques telles que la simulation.

Durant la même période, les concepts fondamentaux du management de projet et de management stratégique ont été revisités, notamment pour prendre en compte les phénomènes d'irréversibilité.

Si la première démarche de construction de la méthode de management de projets est permanente et se poursuivra, les travaux sur le management stratégique représentent la clôture d'une phase.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrages**

DECLERCK Roger-Patrick, DEBOURSE Jean-Pierre, DECLERCK John (1997) *Management stratégique, Contrôle de l'irréversibilité*, Lille - Editions ESC, 224 p.

HAZEBROUCQ Jean-Marie, BADOT Olivier (1996) *Le Management de Projets*, Paris, PUF, 127 p.

#### **Articles de revue**

HAZEBROUCQ Jean-Marie (1993) "Les facteurs clefs de succès dans le management des projets" *Revue internationale en Gestion et Management de Projets*, n°1, pp. 27-40.

DUPONT Christophe, AUDEBERT Patrick (1994) "Gestion de projets et prévisions financières: un outil, le tableau de variation d'encaisse (TVE)", *Revue internationale en gestion et management de projets - RIGMP*, n°2 pp. 5-21.

BANSARD Denis, COVA Bernard, SALLE Raymond (1993) "Project Marketing: beyond competitive bidding strategies", *international business review*, vol. 2/ n°2, pp. 125-141.

LEROY Daniel (1993) "Projet de conception d'une méthode de gestion d'un portefeuille de projets qualité" *Revue internationale en Gestion et Management de Projets*, RIGMP, n°2, octobre, pp. 38 - 68.

HAZEBROUCQ Jean-Marie (1995) "La nouvelle conception de la performance: être efficace oui, mais aussi efficient", *Gestion 2000*, n°2, mars - avril.

VAN MEEL Rosita, DE WOLF Henk (1994) "Innovation in Higher Education in the Netherlands", *European Journal of Higher Education*, vol. 29, n°2, pp. 135 - 147.

#### **Rapports**

VAN MEEL Rosita (1993) *Project Management for the elaboration of modules in Higher Commercial Education*. Rapport pour l'Open University, Pays-Bas, mai, 30 p.

VAN MEEL Rosita (1993) *Modularisation as a tool toward more flexibility in organizations for higher education*. Rapport pour l'Open University, Pays-Bas, n°60, 30 p.

#### **Communications**

DEBOURSE Jean-Pierre (1993) "Les facteurs clefs de succès d'un projet dans ses phases initiales". *61ème Congrès de l'ACFAS*, Rimouski Québec, mai, 12 p.

DEBOURSE Jean-Pierre (1994) "Management des projets et développement régional". *IVème Symposium international en management de projets* - IAE de Lille, Avril.

DEBOURSE Jean-Pierre (1997). "La méthode MAP revisitée". VIIème Symposium international en management de projets - Marrakech, 14 - 15 mai.

LEROY Daniel (1993) "Les simulateurs comme outils de formation en gestion et management de projets". *61ème Congrès de l'ACFAS*, Rimouski, Québec, mai.

**Thèse**

VANMEEL Rosita (1996) *Management de la flexibilité dans l'enseignement supérieur*. Thèse de Sciences de gestion, Lille, Université des Sciences et Technologies, 230 p.

\*

\* \* \*



### **1.2.3. SCIENCES SOCIALES, TECHNIQUES, ET INDUSTRIE (fiches des opérations)**

#### **1.2.3.A. MÉMOIRES ET MOBILISATIONS SOCIALES AU REGARD DES SCIENCES, DES TECHNIQUES ET DE L'INDUSTRIE (OPÉRATION EN COURS)**

##### **Chercheurs**

CLERSÉ : Olivier KOURCHID (DR), Jean-Claude RABIER (PR), Fabienne BACLE-GIARD (ATER)

##### **Objet, méthode, résultats**

###### ***1- Mémoires collectives, patrimoines industriels et mobilisations sociales: les témoignages des bassins***

*Collaborateurs* : P. MAZADE, H. MELIN, F. GIESEK, doctorants; H. BELHAFIANE, C. LIEDORP, en DEA, USTL; C. TOPART en maîtrise d'histoire, Université d'Artois

La question sociologique théorique posée par les deux séries d'entretiens réalisés en 1985-90 et 1990-92 auprès d'agents des houillères du NPC nés en 1920, 1930, 1940 et 1950 se pose dans les termes suivants: dans quelle mesure le triptyque exploitation / domination / concurrence, exprimé et intériorisé, - qui est ancré au départ dans la vie professionnelle, et est associé à un relatif équilibre des trois facteurs associés à la condition salariale industrielle et sa rationalisation -, se trouve *déporté* vers l'un ou l'autre pôle soit en fonction de la situation d'enquête (actifs//retraités; soit en fonction de la complémentarité autochtones//immigrés; soit en fonction de la dichotomie locaux//migrants; soit en fonction de la stratégie hors travail), soit *déformé* dans les successions intergénérationnelles.

Or cette continuité existentielle relative est elle-même rompue par la narration de l'incident ou de l'accident --du salarié ou de son "corpus" familial--, et par la maladie professionnelle qui réduisent brutalement les dimensions du triptyque, face à la durabilité du risque et à l'introduction des systèmes techniques de soins et de survie.

Si l'objet de cette recherche, disposant d'un financement incitatif modeste, est de constituer aussi une bibliothèque d'entretiens transcrits à partir des enregistrements effectués depuis plusieurs années dans le bassin minier par les différentes équipes ayant travaillé sur cette question sur financement CNRS ( $N = 250$  entretiens de 1 à 3 heures ou plus, soit une enveloppe de près de 3000 heures de travail), la première tâche est de transcrire le tout. Après de multiples démarches auprès des instances culturelles et régionales, la seule solution concrète a été proposée par la municipalité d'Oignies (contrats CES; 2/3 du traitement effectué à l'heure actuelle). Cette opération, toujours tributaire de priorités budgétaires concernant la recherche et les moyens, se trouve donc toujours et *par nécessité* en cours, malgré les avancées réalisées par les étudiant(e)s en thèse, DEA, ou maîtrise, en particulier sur l'habitat.

Cette base de travail, qui a été confortée par le dépouillement thématique et le classement des archives "vivantes" du siège 9-9bis par F. Bâcle-Giard en liaison avec les archives du Centre Historique Minier (démarche exemplaire des rapports rétroactifs et prospectifs entre les sociologues et leurs terrains), est actuellement complétée par une thèse en cours portant sur les politiques et régionalisations des patrimoines industriels (Hélène Melin, co-dirigée par O. Kourchid et G. Gosselin)

## 2 - Groupe de recherche Sciences Sociales, Techniques, Industries et Cultures professionnelles

Le fondement théorique de la constitution de ce groupe repose sur la nécessité d'engager en France une investigation et une coordination dans deux domaines complémentaires. D'une part l'interaction réflexive et productive entre les domaines de la science, de la technique et de l'industrie, eux-mêmes au croisement de l'économique et du politique, du civil et du militaire, de la culture et de la mobilisation. Ces domaines sont en effet souvent traités -mais de façon parallèle- par la philosophie, la sociologie ou l'histoire des sciences (et techniques) portant sur des concepts opératoires, des ruptures épistémologiques ou des systèmes de référence, alors que la notion industrielle est elle-même portée par les structures productives, les marchés, les savoirs et les disciplines qui s'y rapportent (sociologie, anthropologie, ethnologie, économie, histoire); la rencontre organisée de ces domaines est la tâche entreprise. D'autre part il s'agit de savoir comment les disciplines des sciences sociales ont appréhendé l'*association* heuristique entre sciences, techniques, et industries, association qui explique pour partie l'identité des disciplines, et le rapport entre les orientations des sociétés et les pratiques productives.

Un *Bulletin du Groupe Sciences Sociales, Techniques, Industries, et Cultures professionnelles* est publié depuis 1996. Depuis 1995, ont été organisés 3 colloques, et un séminaire annuel en 3 ou 4 séances.

## 3 - Les mobilisations au regard des sciences, des techniques et de l'industrie

*Collaborateurs* : F. FORTUNET et C. ST-POL DEDOURGE; F. BACLE-GIARD, , H. BELHAFIANE, Y. MASSEUS, H. MELIN, A. TRICOT, doctorants; D. BECQUART et J.IGNASZEWSKI, stagiaires

Commencés en 1997, ces travaux de recherche prolongent dans des domaines différents les interrogations communes formulées dans le cadre général de l'opération. Un premier volet concerne les professions des transports et la *mémoire collective et les perspectives cheminotes liées aux conflits de 1986-87 et 1995* (O. Kourchid, Catherine St-Pol Dedourge, D. Becquart et CE de la SNCF région Nord) et pose qu'entre les changements techniques, et les retournement industriels intervenus sur une dizaine d'années s'opère une remise en cause non seulement des métiers et des solidarités, mais, au delà, une remise en question plus fondamentale de la citoyenneté et du statut social qui ne passe par seulement par le rapport au service public, mais par une neutralisation différentielle de l'ego professionnel.

Un second volet concerne les métiers scientifiques et l'*évolution des métiers et des logiques de sécurité de l'INERIS* (Institut National de l'Environnement et des Risques, ancien CERCHAR, Centre d'Etudes et de Recherche des Charbonnages) (O. Kourchid et F. Bâcle-Giard) et pose comme hypothèse --justement conforme à celles que nous avions formulée sur la transversalité des grands domaines énergétiques-- que les savoirs scientifiques accumulés sous la période "charbon" (CDF-CERCHAR) ont maintenu une structure de connaissance et de recherche, dont les éléments sont désormais mis en oeuvre dans les domaines industriels en général; ainsi se trouve posée concrètement l'amorce du débat entre la conceptualisation orientée sur l'accident (prévention et enquête) et celle sur le risque (industriel et étendu).

Un troisième volet concerne la transmission des savoirs. *Pour une sociologie historique du patrimoine industriel du Nord Pas-de-Calais: acteurs et mémoires des sociétés et des techniques* (Ministère de la Culture associé au contrat de plan Etat-Région; O. Kourchid et J.C. Rabier), tente de mettre en parallèle les modalités de transmission des savoirs techniques dans trois branches (mines, textiles, chemins de fer) et de les associer aux transmissions des savoirs militants; en particulier l'hypothèse simple et historique selon laquelle "un bon syndicaliste doit être ou avoir été un bon ouvrier", sera confrontée aux courants anarcho-syndicalistes et aux déstructurations des métiers et des industries. Sur ce même sujet, on commencera à reconstruire les organigrammes syndicaux des branches concernées sur la période 1945-1990 (O. Kourchid, J.C. Rabier; avec le concours de D. Becquart et J. Ignaszewski, stagiaires en sociologie et en sciences politiques).

Un quatrième concerne l'ethnologie et l'anthropologie des bassins miniers. Intitulé *Un ou des Bassins Miniers*, ce programme sur trois ans (Ministère de la Culture, Mission du Patrimoine, J.C. Rabier, O. Kourchid) entend mettre en évidence la diversité des composantes sociales, culturelles et industrielles du bassin minier Nord-Pas de Calais, en s'appuyant de façon croisée sur l'analyse des

faits sociaux industriels et urbains. Orienté sur le long terme, le projet a en particulier pour objectifs de constituer des inventaires complémentaires de catégories socio-historiques (patrimoine, et reliquats industriels, témoignages et mémoire collective relatifs aux structurations productives, reproductive, et mobilisatrices).

Pour F. Bâcle-Giard la globalisation du savoir et de la rationalisation doit être mise à l'épreuve par l'étude du passage d'une population spécifique vers d'autres types d'activités, industrielles ou non, telles que EDF, Renault, c'est fait cette mutation, quels étaient les enjeux en présence ? Cette inter-relation ou encore intersection est à considérer comme élément fondateur, et peut s'étudier à partir de différents critères, comme l'âge, la qualification, le déplacement personnel et familial pour l'individu et le groupe, au niveau de la technique par la confrontation entre un savoir faire passé et les nouvelles données techniques.

Pour O. Kourchid, les opérations en cours ou en préparation dont il est à l'initiative comprennent plusieurs aspects d'une question unifiante s'adressant au rapports régionaux, nationaux, internationaux et industriels :

- Histoire des sécurités industrielles dans la mine de houille depuis les lois françaises de 1794, déjà amorcée (O.K. 1993)
- Convergences et conjonctures autour des lois sociales et techniques des années 1890-1900 en France et en Europe dans l'industrie charbonnière (avec Mmes Fortunet et Trempé, professesseures)
- Histoire du pouvoir dans un grand établissement industriel nationalisé (CDF) (avec Georges Tiffon)
- Enquêtes orales dans le monde de la mine, et animation pour le Nord-Pas de Calais de l'enquête sur le biographies de militants (avec B. Duriez, J.C. Rabier, P. Outteryck, F. Bâcle-Giard, N. Dris, M. Leclerc-Olive, O. Mazade, C. Toppart)
- Démarrage du groupe de travail "sciences sociales, industrie, techniques, cultures industrielles" (O.Kourchid et J.C. Rabier), ayant pour objectif de conduire par des séminaires et des travaux écrits et des réflexions sur les sociétés industrielles et sur les disciplines de sciences sociales traitant de la notion industrielle.
- Développement d'une pédagogie scientifique et technique sur les sécurités industrielles (le site 9-9 bis d'Oignies, en association avec l'ACCUSTO-SECI)
- Conservation du patrimoine

La plupart de ces programmes ont donné lieu à des demandes de financement: sans succès cette fois au contrat de plan (ce qui est normal après deux financements consécutifs en association avec le PIRTTEM); sans succès non plus au programme risques industriels du CNRS (nous avons eu communication des projets de préfiguration retenus qui sont au nombre de 15 sur 38, mais pas de motivation du jury concernant le refus); des résultats substantiels ont par contre été obtenus auprès de la SACOMI -- Société d'amménagement des communes minières (participation aux enquêtes orales CNRS-ACCUSTO-SECI Oignies, confirmée le 15 avril 1995)

Il reste donc à envisager une demande de financement "lourde" à la CEE, avec nécessité d'associations partenariale à l'échelon européen, et intégration des thématiques. Ce à quoi nous nous employons.

## Partenaires et financement

Contrat ACCUSTO-SECI/Région/CNRS

## Publications issues de l'opération

### Contribution dans ouvrage collectif

KOURCHID Olivier (1995) "Le charbon, évocation de quelques siècles sur cinq continents" in *Energie et Société, quelle légitimité pour les systèmes énergétiques du XXI<sup>e</sup> siècle*, Unesco, Pierre Bauby, Alain Beltran, Boris Berkowski, Thierry Gerber, Marcel Locquin, Vicente Lopez-Ibor Mayor, Stephen Mills (ed.) Editions Publisud, pp. 135-153.

### Articles de revue

BACLE-GIARD Fabienne (1996) "Les modifications socio-techniques d'un système productif, le cas des houillères du Bassin Nord-Pas de Calais de 1960 à nos jours" in *Technologies, Idéologies, Pratiques*, T XIII, décembre.

BARNIER Frédérique (1996) "Techniques militaires et structure sociale", *Bulletin du Groupe Sciences Sociales, Industries, Techniques et Cultures professionnelles*, n°2, avril

KOURCHID Olivier (1994) "Les instruments de mesure et les sécurités dans les mines de charbon françaises, XVIIIème-XXème siècle" in *Le patrimoine industriel pour quoi faire ?, L'archéologie industrielle en France*, numéro hors série, actes du colloque national de Trégastel, octobre, CILAC, pp 117- 125

KOURCHID Olivier (1994) "De la technique à la politique: le système Bedaux dans les mines" *Cahiers d'histoire sociale minière*, n° 3.

#### **Thèses**

KOURCHID Olivier (1993) *Production et travail dans une industrie stratégique - Sociologie, Histoire, Archéologie du monde de la mine*, thèse pour le doctorat d'état es-lettres, Université Paris VII, 1993 sous la direction de C. Durand, 2 volumes, 1372 pages, bibliographie et annexes; présidente du jury: Mme M. Tripier; membres: Mme R. Trempé, professeur d'histoire; MM P. Dubois, M. Simon, M. Verret, professeurs de sociologie.

BARNIER Frédérique (1996) *La civilisation des armes: les arsenaux et l'industrie militaire en France, analyse sociologique*, thèse NR soutenue en mai 1996 (dir. O. Kourchid, DR, Université Paris VII-Université Lille 1 jury E. Enriquez PR président; Alain Carroué, MC; J.C. Rabier PR)

\*

\* \* \*

### **1.2.3.B. TENSIONS CONTRADICTOIRES DES INDUSTRIES STRATÉGIQUES DANS LES DOMAINES POLITIQUES, SOCIAUX ET TECHNIQUES (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Olivier KOURCHID (DR), F. BACLE-GIARD (ATER),

Chercheurs d'autres équipes : Mme R. TREMPE (PR émérite, Toulouse), Mme F. FORTUNET (PR, Université de Bourgogne)

Collaborateurs : F. BARNIER (ATER, docteur en 1996), M.T. MAIULLARI (CE), Hélène MELIN (doctorante)

#### **Objet, méthode, résultats**

La période 1993-1997 couvre des opérations de recherche dont l'ambition est de traiter des tensions contradictoires entre deux aspects de la notion industrielle. D'une part il s'agit des rationalisations des grands ensembles, en particulier dans les industries stratégiques donc de stature mondiale: c'est ce que l'on pourrait appeler la séquence productive de dispositifs politiques sociaux et techniques opérationnels et réglementés. Ceux-ci comprennent une série de caractéristiques connues, comme le contrôle des approvisionnements, les conditions de travail hors normes, et le rôle incitateur ou arbitre de l'Etat en matière de législation et de réglementation. D'autre part il s'agit de rendre compte des points de rencontre et des chocs entre cette rationalité productive, et sa mise en échec dans les industries comme l'extraction houillère, ou d'autres soumises à l'aggravation des dangers en raison du contexte de travail (souterrain et atmosphère gazeuse explosive), et en raison d'un paramètre universel dans le domaine énergétique: l'approfondissement des gisements et donc l'augmentation des risques inhérents à l'exploitation.

Le cadre théorique, comme on l'a dit, ne pouvait se mettre en place sans la recherche des continuités et ruptures dans les champs politiques, techniques et sociaux, et la recherche de l'impact des séries ou des événements dans chacun des champs sur les deux autres; ainsi est engendrée une périodisation sur la courte et la moyenne durée fondée sur la prédominance de la significativité d'un champ, qui permet d'associer les grands secteurs industriels et leurs rapports techniques à leurs déterminants politiques et sociaux.

On a ainsi démontré que si la législation et la convention collective minière (O. Kourchid et R. Trempé, 1994) avait en France un caractère d'antériorité manifeste sur les autres industries stratégiques, seule la convergence sociale, politique et technique de la fin du XIXème siècle a permis la consolidation d'un domaine cohérent en matière d'exploitation et de protection, à l'exception du sous-marché du travail (marchandage) dont la persistance s'appuie plus sur des ambivalences jurisprudentielles que sur un réel compromis Etat-employeurs (O. Kourchid, R. Trempé, F. Fortunet, 1995).

Le rapport politique, technique et social a été ainsi étudié, en plusieurs occasions dans le cas des houillères, en prenant en compte les thèses politico-historiques des historiens anglo-saxons: celles-ci (comme celles de Kuysel, et bien des auteurs français) ont tendance à sur-politiser les faits observés, (diabolisation), ou sur-industrialiser les contextes (technocratisation) sans démontrer qu'en introduisant le facteur productif et technique, les rapports de pouvoir entre base, syndicats, appareils, technocratie et Etat se trouvent souvent en situation tendancielle, intentionnelle ou même de bascule, et pas seulement soumis à des déterminismes machiavéliques. C'est cette possibilité de basculement, appuyé sur les Comités d'Entreprise, les organismes de Sécurité sociale, les questions de santé qui semble ici pertinente.

Ces thématiques comprennent aussi les travaux scientifiques (O.Kourchid et alii, 1993 IFRESI) sur contrats de plans achevés pendant la période. Ils incluent d'une part les résultats d'une recherche commencée en 1991, et qui expose les contraintes techniques, juridiques et réglementaires de la sécurité minière dans les années 1980-1990: rôle des recherches et effets de diffusion internationale dans les domaines classiques (terrains, grisou, poussières, incendies), et dans les contextes d'accidents ou de catastrophe (O.Kourchid 1993); technicisation croissante de l'instrumentation en sous-sol (O.Kourchid 1994-95). Ils comprennent d'autre part les résultats d'une investigation sur la longue durée qui associe l'histoire millénaire de la houille sur les cinq continents, la constitution d'un système législatif en France sous le premier empire dont l'évolution, très insérée dans une culture nationale comparative, devra prendre en compte les nécessités des mesures et les contraintes des énergies nouvelles, et enfin la démonstration de l'identité sociale liée au charbon: lieux de production et dynamique des mouvements sociaux et politiques (O.Kourchid 1994)

Pendant la période 1995-1997 on a tenté de proposer une théorie plus générale des rapports entre sciences, techniques et industrie dans les sociétés modernes. En effet, par rapport aux paramètres de spécification identifiés par B. Gilles, et qui s'appuient sur les complémentarités et les échanges techniques fondés sur les usages de l'énergie, nos travaux ont tenté de démontrer que la notion énergétique (thermique, cinétique, nucléaire), parce que ses développements nouveaux se situent sur des substrats historiques accumulés et diversifiés, les spécificités de mise en œuvre des énergies sont autant, sinon moins, révélatrices des grandes orientations sociales que le contrôle, la régulation et le freinage de celles-ci. Par rapport aux travaux épistémologiques concernant le risque industriel, ses probabilités et son impact, nous avons préféré considérer comme pertinentes et les notions de maîtrise, de contrôle (et de rationalisation) des systèmes énergétiques, qui associent plus clairement: l'agence de régulation, la réglementation et la législation, les accidents et catastrophes, et les paradigmes techniques associés aux échanges de fait ou de principe entre les grands domaines (minier, nucléaire, maritime, ferroviaire, routier, aéronautique et astronautique). Ceci peut conduire au fait que l'éradication, notion abordée en médecine, mais déniée dans la vision juridique et probabiliste, peut l'être aussi, ou tout au moins en tension permanente, en matière de dysfonctionnement industriel. Ainsi F. Barnier a observé, avec une équipe de l'IFOREP, les effets de l'implantation des centrales nucléaires dans les pratiques des caisses mutuelles complémentaires d'action sociale EDF.

Dans ce sens, et sous un autre angle, F. Barnier a démontré dans sa thèse (1996) comment la performance et la rationalisation technique en matière d'armement terrestre en France a coïncidé avec la politique de la DAT et la logique d'arsenal pendant plusieurs siècles jusqu'aux années 1970, l'"industrialisation" prenant le relai, sous la pression des marchés et des acquisitions, ceci pouvant être en contradiction avec la culture d'excellence et de profession (Frédérique Barnier, thèse, et FB 1996). Fabienne Bâcle-Giard (thèse en phase d'achèvement), a de son côté traité comparativement des notions de rationalisation, classiques en sociologie générale et des sciences, en considérant la production de la notion établie entre l'établissement industriel (HBNPC), l'unité d'exploitation souterraine (la fosse), et l'unité de transformation énergétique de surface (la

centrale), dans le processus d'achèvement d'exploitation, et donc d'accélération des restructurations fonctionnelles et d'intériorisation de valeurs (F. Bâcle-Giard, 1996)

### **Partenaires et financement**

Contrat de Plan 2ème tranche et 3ème tranche, 1993-1994

### **Publications issues de l'opération**

#### **Articles de revue**

KOURCHID Olivier, TREMPE R. (Dir.) (1994) "Cent ans de conventions collectives; Arras 1891-1991", *Revue du Nord*, Hors série, collection histoire n°8, Université Charles de Gaulle, Lille III, 409 p.

KOURCHID Olivier (1994) "Du statut du mineur à la gestion sociale des fermetures", *Cent ans de Conventions Collectives, Arras 1891-1991*, Revue du Nord, Hors Série Collection Histoire pp. 47-67 n° 8, Université Charles de Gaulle Lille III, 409 p.

#### **Rapports**

AZEMAR G.P., BARNIER F., DAVID D. (1997) *Les travailleurs du nucléaire*, Cahiers de l'IFOREP.

BARNIER Frédérique, PREVOST C. (1996) "*L'industrie de la chemise à Argenton-sur-Creuse: enquête sociologique*", rapport final des résultats socio-économiques, n° 96/05 CRESEP, Université d'Orléans

KOURCHID Olivier (1993) *Politique et technique des sécurités industrielles dans les industries stratégiques: l'exploitation minière souterraine du charbon*, Recherche contrat de plan 1989-1993, CNRS-Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, Institut fédératif de recherche sur les économies et les sociétés industrielles, CNRS-IFRESI-CLERSE, décembre 1993, 127 p. bibliographie

KOURCHID Olivier (1994) *Aspects politiques, sociaux et techniques d'une industrie stratégique: les mines de charbon* CNRS-Conseil régional, Contrat de plan 1989-1993. CNRS-IFRESI-CLERSE, 272 p. bibliographie.

\*

\* \* \*

## **1. TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS ET CHANGEMENT SOCIAL**

### **1.3. HISTOIRE DE LA PENSÉE, MÉTHODOLOGIE**

**LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 1.3. :**

#### **1.3.1. HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE**

- 1.3.1. A. La formation de l'économie politique, des physiocrates aux classiques
- 1.3.1. B. Utilitarisme et histoire de la pensée économique
- 1.3.1. C. Macroéconomie keynésienne
- 1.3.1. D. Histoire du risque
- 1.3.1. E. Théories, règles et rationalité des acteurs

#### **1.3.2. MÉTHODOLOGIE, CHANGEMENT SOCIAL, RÉSEAUX**

- 1.3.2. A. Analyse macrosociologique du changement
- 1.3.2. B. Analyse des réseaux sociaux
- 1.3.2. C. Échange social et capital social
- 1.3.2. D. Réflexion méthodologique sur le recueil de données. Application à trois types de modalités de transmission d'expériences sociales



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 1.3. : HISTOIRE DE LA PENSÉE, MÉTHODOLOGIE

Le thème 1.3. intitulé "Histoire de la Pensée, méthodologie" regroupe deux ensembles de travaux distincts : l'un à dominante économique, l'autre à dominante sociologique ; l'un à la croisée de plusieurs disciplines : l'histoire de la pensée économique, la théorie économique, l'épistémologie, la philosophie morale, la philosophie politique et la philosophie économique, l'autre ancré dans l'analyse théorique du changement social et des réseaux, ou centré sur une réflexion méthodologique.

Réunis autour du séminaire d'histoire de la pensée économique, un certain nombre de chercheurs membres du CLERSE tentent de repérer les grands courants d'idées, les écoles, les doctrines ou les théories qui traversent cette histoire, qui en forment les articulations ou bifurcations et qui, au delà, organisent l'interprétation des héritages intellectuels de l'économie politique contemporaine. Leur projet est aussi de procéder à une confrontation directe entre la théorie économique la plus contemporaine et les traditions intellectuelles d'où elle est issue, ou qui fournissent au contraire les matériaux et le recul nécessaires pour une critique de ses hypothèses, méthodes, et présupposés philosophiques. L'objectif commun étant d'élucider les articulations entre les courants d'idées, d'éclairer « au large » la constitution des savoirs dans notre discipline, d'interroger en permanence ce qui fait la spécificité de l'économie politique et d'en mieux comprendre les controverses. Ces axes de recherche se regroupent en cinq opérations.

L'étude des articulations entre les grands courants d'idées ainsi que le repérage concernant la structuration de ces champs d'idées dans l'histoire de la pensée sont plutôt l'objet des opérations consacrées à « La formation de l'économie politique, des physiocrates aux classiques », qui inclut une interrogation sur la place et le statut du concept de nature dans la pensée économique de François Quesnay à Léon Walras, et à l'« Utilitarisme et histoire de la pensée économique » (A. Cot, B. Delmas, T. Demals, M. Fischman : opérations 1.3.1. A et B)

Au chapitre des controverses, l'opération « macroéconomie keynésienne » se construit à partir de préoccupations plus analytiques, dont l'enjeu reste toutefois d'isoler précisément ce qui fait la matière des controverses entre l'économie keynésienne et l'économie classique-néoclassique (L. Cordonnier, F. Van de Velde : opération 1.3.1. C).

A la charnière entre l'histoire de la pensée et la théorie économique se trouve « l'histoire du risque », qui illustre bien le fait que des réponses à des questions économiques pressantes peuvent mobiliser des matériaux empruntés à l'histoire des idées (S. Callens : opération 1.3.1. D).

La théorie économique est quant à elle l'objet d'un examen critique dont l'angle privilégié est son traitement des règles. L'opération « Théorie économique, règles et rationalité des acteurs » met en question la prétention de l'économie à rendre compte des normes et règles à partir de l'hypothèse de la rationalité économique des agents (A. Berthoud, L. Cordonnier, H. Philipson, N. Postel, F. Talahite : opération 1.3.1. E).

D'autres membres du CLERSE (Institut de Sociologie) mènent des recherches à fort contenu théorique ou méthodologique.

M. Forsé procède à une analyse macrosociologique du changement social dans les sociétés industrielles en France d'une part, et dans le cadre d'une étude comparative impliquant l'Allemagne, les Etats-Unis, la France et le Québec d'autre part (opération 1.3.2. A). Il est également engagé dans une analyse théorique des réseaux sociaux (opération 1.3.2. B), qui a déjà donné lieu à un ouvrage dont la toile de fond est constituée par la notion d'interactionnisme structural.

L'analyse des réseaux sous un angle structural est reprise par A. Ferrand et B. Mortain pour définir théoriquement et en termes de capital social, ce que l'on appelle l'interdépendance des liens et la structure d'un système relationnel (opération 1.3.2. C).

Enfin, H. Cukrowick et C. Baichère mènent une réflexion méthodologique sur le recueil de données sociologiques. Cette réflexion a débouché sur l'élaboration d'une démarche (l'entretien couplé avec une tâche : "Encat") qui a été appliquée dans le cadre de recherches sur différentes modalités de transmission d'expériences sociales (opération 1.3.2. D).



### **1.3.1. HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE (fiches des opérations)**

#### **1.3.1.A. LA FORMATION DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE, DES PHYSIOCRAKES AUX CLASSIQUES (OPÉRATION ACHEVÉE)**

##### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Bernard DELMAS (AS), Thierry DEMALS (MC), Marianne FISCHMAN (AL)

##### **Objet, méthode, résultats**

Les recherches ont porté sur trois thèmes essentiels :

- le rôle joué par la pensée physiocratique dans la naissance de l'économie politique notamment en France et au Royaume Uni,
- la diffusion de la pensée smithienne et ricardienne en France,
- La place et le statut du concept de nature dans la pensée économique de François Quesnay à Léon Walras.

Plusieurs pistes de recherche ont été explorées et on fait l'objet de communications et de publications:

- l'analyse économique des physiocrates,
- la pénétration en Grande Bretagne des thèses physiocratiques et leur critique par Smith,
- l'évolution de l'analyse des prix des physiocrates aux classiques,

Les premiers résultats acquis ont fait l'objet de communications dans deux réunions internationales :

- le colloque sur "*La diffusion internationale de la physiocratie*" à l'E.N.S. Saint-Cloud (Septembre 1993),
- le colloque organisé par l'Institut National d'Etudes Démographiques pour le « *Tricentenaire de François Quesnay* », Versailles 10-11 Juin 1994.

Nos communications ont été ou seront publiées dans les Actes de ces manifestations.

Par ailleurs, nous avons co-organisé, en tant que membres du Comité de Programme et du Secrétariat (avec Philippe STEINER de l'E.N.S. Fontenay Saint-Cloud) le colloque sur "*la diffusion internationale de la physiocratie*" qui s'est tenu à l'E.N.S. Saint-Cloud en Septembre 1993 et a regroupé une soixantaine de chercheurs de toute l'Europe ainsi que des États-Unis, d'Australie et du Japon. Bernard DELMAS, Thierry DEMALS et Philippe STEINER ont assuré de plus l'édition des Actes du Colloque sous la forme d'un numéro spécial de la Revue « *Œconomia* » et d'un ouvrage aux Presses Universitaires de Grenoble.

##### **Publications issues de l'opération**

###### **Ouvrages**

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (dir.) (1995) *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup>)* Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (Ecole Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 p. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1995. [Actes parus également comme numéro spécial de la revue *Économies et Sociétés*, Cahiers de l'ISMÉA, Tome XXIX, Série *Œconomia* ].

DEMALS Thierry (en collaboration avec D. AKAGÜL, P. DEUBEL, G. FERREOL) (1996) *Les grands économistes et sociologues*, Paris, Armand Colin.

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1993) "La constitution de l'économie politique physiocratique : les économistes contre les *colbertistes*", in : *Transactions of the Eighth International Congress on the Enlightenment*, H.T. Mason, Oxford, The Voltaire Foundation.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1995) "Karl Marx et la physiocratie", in : DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (dir.) (1995) *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)* Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (Ecole Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 p. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1995) "La physiocratie en Grande-Bretagne au début du XIXe siècle, errances ou déshérence ?", in: DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (dir.) *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)* Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (Ecole Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 p., Presses Universitaires de Grenoble.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (1995) "Présentation : Les physiocrates, la science de l'économie politique et l'Europe" in: DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (dir.) *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)* Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (Ecole Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 p., Presses Universitaires de Grenoble.

#### **Articles de revue**

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1993) "Le libéralisme, la matrice physiocratique", *Espaces Temps*, N° 53-54, 4ème Trimestre, pp. 65-69.

#### **Communications**

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1994) "Le bon prix sans la cherté, la quadrature du cercle des prix chez François Quesnay" Communication au Colloque organisé par l'Institut National d'Etudes Démographiques pour le *Tricentenaire de François Quesnay*, Versailles 10-11 Juin .[Actes à paraître aux éditions de l'INED, 1997].

FISCHMAN Marianne (1995) "La naturalisme chez Walras", *European conference on the History of Economics*, Rotterdam, février.

FISCHMAN Marianne (1996) "Le concept d'ordre naturel chez Quesnay", *22th Annual Meeting of the History of Economic Society*, Etats Unis, juin.

\*

\* \* \*

### **1.3.1. B. UTILITARISME ET HISTOIRE DE LA PENSÉE ÉCONOMIQUE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Bernard DELMAS (AS), Annie L. COT (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

Thème retenu comme axe central pour les réunions du groupe de travail sur l'histoire de la pensée économique en 1994-1995 et en 1995-1996, l'utilitarisme fut également le thème du colloque organisé par le LAST-CLERSE et l'Association Charles Gide pour l'Étude de la Pensée Économique - dont c'était le colloque officiel pour la période 1995-1997 -, dans les locaux du Centre des Archives du Monde du Travail, à Roubaix, en collaboration avec l'Université de Lille I, les 25 et 26 janvier 1996 : "L'utilitarisme : analyse et histoire".

Responsables du Comité scientifique et du Comité d'organisation du colloque, Annie L. Cot et Bernard Delmas sont également chargés de la publication des actes de ce colloque. Ils ont donc constitué un comité éditorial restreint (composé de Rodolphe Dos Santos Ferreira, professeur à l'Université de Strasbourg, de Philippe Steiner, maître de conférences à l'Université de Paris IX-Dauphine et Frederick Rosen, professeur à l'University College de Londres et responsable de

l'édition des œuvres complètes de J. Bentham). Cette publication devrait paraître au cours de l'année 1998.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Articles de revue**

COT Annie L. (1993) "Les lectures de Bentham", introduction au numéro spécial de la revue *Oeconomia (Economies et Sociétés*, série PE) consacré à "L'utilitarisme des origines", n°18, décembre, pp. 5-10.

COT Annie L. (1993) "Utilitarisme, libéralisme économique et libéralisme politique : Jeremy Bentham et la boîte de Pandore des droits naturels", *Oeconomia (Economies et Sociétés*, série PE), n°18, décembre, pp. 117-145.

COT Annie L. (1995) "The sovereign and the entrepreneur". Book review of Marco Guidi, *Il sovrano e l'imprenditore . Utilitarismo ed economia politica in Jeremy Bentham* (Rome, Laterza, 1992)", *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. I, n°3, pp. 618-623.

COT Annie L. (1997) "Jeremy Bentham et les colonies : les avatars d'une utopie utilitariste", in Francis Démier et Daniel Diatkine (eds.), *Adam Smith et les colonies*, numéro spécial des *Cahiers d'économie politique*.

COT Annie L. (à paraître en 1997) "Jeremy Bentham on Colonies : Economics, Politics and Utopia. . Book review of Jeremy Bentham, *Colonies, Commerce and Constitutional Law*, in : *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. IV, n°3.

#### **Communications**

COT Annie L. (1995) "Science, loi et norme dans la pensée de Jeremy Bentham", contribution au colloque sur *L'économie normative*, Universités de Paris-I et de Paris-X, Paris, 23-24-25 octobre.

COT Annie L. (1996) "Le savant, le déontologue et le législateur : la science et l'art au service du plus grand bonheur pour le plus grand nombre", contribution au colloque *L'utilitarisme : analyse et histoire*, Université de Lille I et Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, janvier.

COT Annie L. (1996) "Jeremy Bentham : jeux de langage et jeux de miroirs", contribution au séminaire *Peut-on traduire les économistes sans les trahir ?*, Université de Lyon II, 19 novembre.

DELMAS Bernard (1996) "L'abbé de Saint-Pierre: l'utilité publique, principe du perfectionnement de l'Etat" contribution au colloque *L'utilitarisme : analyse et histoire*, Université de Lille I et Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, janvier.

\*

\* \* \*

### **1.3.1.C. MACROÉCONOMIE KEYNÉSIENNE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

LAST-CLERSÉ : Laurent CORDONNIER (MC), Franck VAN DE VELDE (MC)

#### **Objet, méthode, résultats**

En dépit de sa postérité extraordinaire (aujourd'hui « tout le monde est keynésien »), le cœur même de la théorie keynésienne continue de soulever des interrogations fondamentales. Le principe de la demande effective (PDE), qui est censé représenter le point de rupture entre la représentation keynésienne de l'économie et le modèle classique-néoclassique reste un point obscur de la construction hétérodoxe.

L'identification du PDE comme première tentative réussie de rupture avec la loi des débouchés conduit à s'interroger en premier lieu sur les fondements de l'adhésion à cette même loi, de la part des classiques, et plus tard des néo-classiques.

Les recherches concernant les fondements microéconomiques de la macroéconomie qui sont entreprises dans le cadre walrasien parviennent à justifier certaines intuitions keynésiennes, mais à partir d'une structure de base de l'économie qui défie les intuitions élémentaires concernant le fonctionnement d'une économie capitaliste monétaire. L'angle d'attaque reste l'introduction de

rigidités (nominales ou réelles) des prix dans un cadre walrasien. Or l'enjeu de la théorie Keynésienne est bien de produire une explication du principe de la demande effective sans supposer des rigidités de cette nature.

Notre participation à l'équipe de traduction des textes de Keynes « autour de la Théorie Générale », qui doit faire l'objet d'un ouvrage publié fin 97, renforce notre conviction selon laquelle c'est la théorie du taux d'intérêt qui représente le point de rupture essentiel avec la théorie standard, et non les rigidités nominales ou autres écarts par rapport au marché walrasien. Le caractère monétaire du taux d'intérêt (sa détermination à l'écart des variables réelles) a sans doute été trop rapidement, et donc superficiellement, admise (notamment à travers son intégration dans le modèle de la synthèse). Le recours au circuit de l'économie monétaire de production permet une présentation de la théorie keynésienne du taux d'intérêt qui en restitue toute l'hétérodoxie et établit sa compatibilité avec l'endogénéité de la monnaie de crédit. Parce que le taux d'intérêt est monétaire, il se peut toujours que l'incitation à investir ne compense pas la propension à épargner, et n'absorbe pas, par conséquent, la partie du produit (correspondant au plein emploi) qui n'est pas consommée.

Une première approche de la question vise à éclaircir la théorie de la décision microéconomique qui opère dans le cadre « macroéconomique » fourni par le précédent principe de la demande effective. Il s'agit de rendre compte à la fois des décisions décentralisées des entrepreneurs et de leur coordination progressive autour du point d'équilibre de la demande effective. Les tentatives faites au tournant des années 60 et 70 fournissent un point de départ utile mais encore très incomplet.

Un passage obligé de cette recherche fut la relecture attentive du texte de J. Hicks, proposant la première formalisation de la *Théorie Générale*, dans un modèle d'équilibre général (IS-LM). Il se confirme que la tradition classique n'a pas porté une grande attention à l'originalité de la théorie du taux d'intérêt chez Keynes. Ce document de travail pourrait être publié.

L'approfondissement du travail autour du modèle IS-LM a fourni l'occasion de traiter de la répartition des revenus dans le modèle IS-LM, partie généralement tenue sous silence de la construction. La distinction entre rente financière, profit et revenus salariaux permet de dévoiler les relations fonctionnelles entre la répartition des revenus et le niveau de l'équilibre macroéconomique.

## Publications issues de l'opération

### Ouvrage

CORDONNIER L., DUCHÈNE L., DEMALS T., PHILIPSON H., POSTEL N., VAN DE VELDE F. (à paraître en 1997)  
Traductions de textes de Keynes, *autour de la Théorie Générale*.

### Article de revue

CORDONNIER Laurent, VAN DE VELDE Franck (à paraître en 1997) "Le partage du travail, une perspective post-keynésienne", *Cahiers Lillois d'économie et de sociologie*.

### Communications

CORDONNIER Laurent, VAN DE VELDE Franck (1997) "Le principe de la demande effective", communication à la journée d'étude *Entreprise et entrepreneur chez Keynes*, CLERSÉ-IFRÉSI, 6 juin.

CORDONNIER Laurent, VAN DE VELDE Franck (1997) "Répartition des revenus et équilibre macroéconomique dans un modèle keynésien simplifié", *Congrès de l'association internationale des économistes de langue française*, Porto, Portugal, mai.

### Documents de travail

VAN DE VELDE Franck (1994) "Ricardo et les machines", document de travail CLERSÉ, janvier.

VAN DE VELDE Franck (1995) "La théorie keynésienne du taux d'intérêt", document de travail CLERSÉ, mars.

VAN DE VELDE Franck (1996) "Keynes lu par J. Cartelier: la question de l'hétérogénéité des agents", document de travail CLERSÉ, avril.

CORDONNIER Laurent (1997) "Mr Hicks et les classiques (Xième relecture de l'article de 1937)", document de travail CLERSÉ, janvier.

\*

\* \* \*

### **1.3.1.D. HISTOIRE DU RISQUE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Stéphane CALLENS (MC),

Pour cette recherche, voir la troisième partie de l'opération 213 F

\*

\* \* \*

### **1.3.1. E. THÉORIES ÉCONOMIQUES, RÈGLES ET RATIONALITÉ DES ACTEURS (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSE : Arnaud BERTHOUD (PR), Laurent CORDONNIER (MC), Henri PHILIPSON (MC), Nicolas POSTEL (A), Fatiha TALAHITE (CR)

#### **Objet, méthode, résultats**

L'économie standard envisage la rationalité individuelle d'un point de vue uniquement instrumental. Elle fait du calcul des intérêts le seul moteur de la coordination des agents. Les lois économiques ont un statut logique ou normatif.

Ces présupposés ont d'abord été questionnés à travers l'étude de théories économiques qui s'en distancient ou les mettent en cause. L'économie des conventions, parce qu'elle cherche à mettre en évidence le rôle des règles dans la coordination des actions individuelles et tente d'expliquer de quelles manières ces règles se constituent et évoluent, la théorie sraffaine, parce qu'elle repose sur une épistémologie radicalement antinaturaliste, ont ainsi fait l'objet d'une investigation approfondie.

Nicolas Postel montre l'ambiguité de l'hypothèse de rationalité limitée sur laquelle repose l'économie des conventions. Il montre comment les conventionalistes, partis d'une position non-instrumentaliste ont progressivement rallié une position proche de la rationalité instrumentale. Il suggère une autre voie de recherche « conventionaliste » qui passerait par le réexamen des thèses de K. Polanyi.

Henri Philipson montre que chez Sraffa, les lois économiques, envisagées dans une perspective *pratique*, cessent de se rapporter à une quelconque transcendance, pour apparaître comme le fruit d'une élaboration collective. Il montre que dans ce renversement, c'est le statut de la liberté qui est en jeu. Alors que l'économie standard l'envisage uniquement sous l'angle de la liberté individuelle, chez Sraffa elle apparaît d'abord sous l'angle de la liberté collective de se donner les règles du vivre ensemble.

Fatiha Talahite s'appuie sur l'économie des conventions en articulation avec d'autres courants de l'histoire de la pensée économique pour mettre en question l'inscription de l'économie dans les autres sphères de l'activité humaine. Les points d'application particuliers de ses recherches sont le chômage féminin et l'économie du développement. Ces deux champs se trouvent placés sous un éclairage nouveau en utilisant le cadre d'analyse fourni par l'économie des conventions.

Pour sa part, Arnaud Berthoud inscrit ses recherches dans le cadre d'une réflexion générale sur la philosophie et la théorie économique de l'action et du travailleur. Par philosophie économique, on peut entendre la partie de la théorie économique qui se prolonge dans des interrogations sur la morale, le lien social et l'épistémologie. Ses interrogations passent par une étude sur l'utilitarisme et les débats provoqués par la théorie de la justice de J. Rawls, la nature des normes et des règles et par une réflexion sur la place de l'histoire de la pensée économique dans le développement de la théorie économique.

Les recherches de Laurent Cordonnier visent quant à elles à cerner les limites du projet qui tend à fonder toute économie ou coopération (au plan interindividuel) sur la recherche exclusive du gain

individuel. Ceci l'amène à préciser en quoi consisterait une action économique qui se situerait en dehors de l'équilibre. Dans *Coopération et réciprocité*, il a cherché ces fondements du côté de l'échange archaïque (le don-contredon), en montrant que l'échange marchand ne peut se désengager totalement des principes qui régissent la réciprocité primitive; lesquels reposent essentiellement sur ce que l'on peut appeler l'autonomie des personnes. Cette qualité, qui confère à l'action une part de prise d'initiative, s'inscrit à rebours de la rationalité stratégique de la théorie des jeux, qui reste fondamentalement une rationalité paramétrique (le joueur rationnel aimerait être dans l'idéal toujours le dernier à jouer).

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrages**

PHILIPSON Henri (1995) *L'économie contre nature*, Hellemmes, ESTER, collection "L'espace économique", 325 p.

CORDONNIER Laurent (1997) *Coopération et réciprocité*, PUF, sociologie, 1997.

Contributions dans ouvrage collectif

BERTHOUD Arnaud (à paraître en 1997) "J.Rawls, lecteur de J.S. Mill", *Actes du colloque sur l'utilitarisme* (Roubaix, Janvier 1996).

BERTHOUD Arnaud (à paraître en 1997) "Normativité et positivité chez les physiocrates", *Actes du colloque sur l'économie et les normes* (Paris, Octobre 1996).

#### **Articles de revue**

BERTHOUD Arnaud (1994), "Histoire de la pensée économique et philosophie économique", *Clés*, Février.

BERTHOUD Arnaud (à paraître en 1997) "Epistémologie du modèle Arrow-Debreu", *Oeconomia*.

CORDONNIER Laurent (1994) "L'échange et l'autonomie des personnes", *Revue du MAUSS*, n°4 : A qui se fier ?, La Découverte, 2ème semestre.

CORDONNIER Laurent, DEFALVARD Hervé (1994) "L'hypothèse sociologique dans la théorie du salaire d'efficience: un examen de la méthode", *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n°23, 1er semestre.

POSTEL Nicolas (à paraître en 1997) "L'économie des conventions : une approche instrumentale de la rationalité individuelle?", *Revue économique*.

TALAHITE fatiha (1995) "Que peut apporter la théorie des conventions à l'étude du chômage féminin?", *Les Cahiers du Mage*, n°3-4.

#### **Communication**

TALAHITE Fatiha (1995) "Les statistiques de l'emploi et de la formation au Maghreb : une approche en termes de conventions", communication au colloque international *La relation formation-emploi dans les pays de la Méditerranée*, Grequam-Urequet (Marseille)-Université de Marrakech, à paraître.

\*

\* \* \*

## **1.3.2. MÉTHODOLOGIE, CHANGEMENT SOCIAL, RÉSEAUX (fiches des opérations)**

### **1.3.2.A. ANALYSE MACROSOCIOLOGIQUE DU CHANGEMENT (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

**CLERSÉ : Michel FORSÉ (PR)**

#### **Objet, méthode, résultats**

Les travaux de Michel Forsé concernant l'analyse macrosociologique du changement s'inscrivent dans le cadre d'un travail collectif avec le groupe Louis Dirn. Au cours de la période 1993-1997, ce groupe a poursuivi son étude systématique du changement social dans les sociétés industrielles selon les deux axes principaux qu'il avait antérieurement définis : actualisation des tendances d'évolution de la société française et analyse comparée des évolutions des sociétés industrielles dans le cadre du programme international *Comparative Charting of Social Change* (Allemagne, Etats-Unis, France, Québec).

La comparaison a donné lieu à des publications dans lesquelles Michel Forsé et Simon Langlois (Université Laval, Québec) ont tiré les conclusions de l'analyse conjointe des matrices française et québécoise mettant en relation les tendances du changement dans chacune de ces deux sociétés. Il en résulte une réaffirmation des principes que le structuralisme avait posé en ethnologie mais qui sont ici pour la première fois appliqués à l'échelle de sociétés de masse complexes.

Les tendances de la société française ont été identifiées et formulées dans une publication datant de 1990. Un suivi et une actualisation sont donc nécessaires. A terme il s'en suivra une nouvelle publication de synthèse. Au cours des quatre dernières années, Michel Forsé s'est plus particulièrement attaché à suivre les évolutions concernant le secteur associatif, la sociabilité et la stratification sociale, notamment sous l'angle de la congruence des statuts sociaux.

A partir d'une analyse secondaire de plusieurs enquêtes "emploi" (INSEE), il a montré que la corrélation des principaux indicateurs du statut acquis (profession, salaire, diplôme) était forte et stable.

Michel Forsé a également, avec Françoise Mélonio (PR, Université de Paris X), publié une synthèse de l'œuvre de Tocqueville.

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Ouvrage**

FORSÉ Michel, LANGLOIS Simon (eds) (1995) *Tendances comparées des sociétés post-industrielles*, Paris, P.U.F., (l'Académie des sciences morales et politiques a décerné en 1996 le prix et la médaille de la Fondation Saintour à cet ouvrage).

##### **Contributions dans ouvrage collectif**

FORSÉ Michel, LANGLOIS Simon (1994) "Comparative structural analysis of social change - The case of France and Quebec" in S. Langlois (ed.), *Divergence or convergence ?*, Montreal, McGill Queen's University Press et Fankfurt, Campus Verlag.

FORSÉ Michel, MÉLONIO Françoise (1994) "Alexis de Tocqueville", chapitre 3 in G. Ferréol et al., *Histoire de la pensée sociologique*, Paris, Armand Colin, Coll. Cursus.

##### **Articles de revue**

FORSÉ Michel (1993) "Les créations d'association progressent selon un rythme ralenti", in Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 46.

FORSÉ Michel (1995) "Nouvelle baisse de la nuptialité et de la fécondité en Europe", in Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 52.

FORSÉ Michel (1996) "Salaire, statut et secteur d'emploi", in Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 56.

FORSÉ Michel (1996) "La congruence de différentes dimensions du statut social est forte et stable", in Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 57.

FORSÉ Michel (1997) "La diminution de la conscience de classe", in Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 60.

\*

\* \*

### **1.3.2.B. ANALYSE DES RÉSEAUX SOCIAUX (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

CLERSÉ : Michel FORSÉ (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

Au cours de la période 1993-1997, Michel Forsé a, avec Alain Degenne, publié un ouvrage de synthèse sur l'analyse des réseaux sociaux. Ce manuel, destiné aux étudiants, propose un tour d'horizon des théories, méthodes et résultats empiriques. Dans le même temps, ce livre propose un certain nombre de thèses originales. Par exemple, sur le plan épistémologique, il y est argumenté qu'au sein des analyses de réseaux, on peut identifier un ensemble de recherches (entre autres celles de Coleman, Burt ou Flap) qui constitue un paradigme auquel Michel Forsé donne le nom d'interactionnisme structural et qui confère son orientation à l'ensemble du livre. Selon cette orientation, les structures contraignent (formellement) les comportements tout en émergeant des relations et interactions. Il s'agit par exemple de montrer que si les relations ne s'établissent pas au hasard, autrement dit que s'il existe des régularités d'association, du type "qui se ressemble s'assemble", cela est dû tout autant à la structure relationnelle qu'aux choix rationnels faits par les acteurs. L'originalité de cette approche provient de ce qu'elle rassemble et tient pour essentielles deux perspectives théoriques souvent considérées comme étrangères : déterminisme faible et rationalité de l'acteur. Dans le chapitre 8, qui traite des problèmes de l'appartenance multiple, cette perspective ressort nettement. Il y est montré que la structure du réseau altère l'ordre des préférences des acteurs. Elle pousse logiquement au conflit ouvert lorsqu'il y a segmentation, et à la négociation lorsqu'il y a entrelacement.

Sous un angle théorique, le degré d'entrelacement des réseaux (qui, pour des applications, fait l'objet de mesures précises) apparaît à la suite de cet ouvrage comme une variable-clef. Or, d'un point de vue plus empirique, il semble, en comparant des données françaises des années 1970 à celles des années 1990, qu'il y ait moins d'écart de pratiques de sociabilité entre les différentes catégories socio-démographiques. Il est alors tentant d'avancer l'hypothèse que ce résultat est dû à un plus grand entrelacement (ou ce qui revient au même à une moindre segmentation) des réseaux. Comment le vérifier statistiquement, alors même qu'on ne peut dans ce cadre recourir à des données de type "réseau complet" ? Une réponse est envisageable si l'on admet qu'un entrelacement plus fort traduit une appartenance de chacun à des groupes plus divers et par conséquent doit dans l'ensemble conduire à une congruence plus faible des statuts sociaux ou, à tout le moins, à des recompositions selon de nouvelles dimensions.

L'homogamie s'avère être de ce point vue un indicateur précieux car, si cette hypothèse est vérifiée, on doit logiquement s'attendre à la voir changer. D'où les recherches que Michel Forsé a menées sur ce sujet avec Louis Chauvel. Globalement, ils constatent bien une diminution, mais ce diagnostic n'est pas simple à établir et est en fait plus complexe lorsqu'on entre dans le détail. Il convient tout d'abord de distinguer au moins deux dimensions du statut : assigné (dont l'indicateur choisi dans l'étude est l'origine sociale) et acquis (dont l'indicateur retenu a été le niveau de diplôme). Pour parvenir à une évaluation précise du changement, il fallait comparer les diagonalités de plusieurs tables. Malheureusement, les indices classiquement utilisés s'avéraient critiquables dès lors que les marges de ces tables n'étaient pas constantes. Il a donc fallu construire un nouvel indice (appelé "indice de diagonalité nette" propre à rendre compte de façon fiable de l'évolution de l'homogamie à partir de tables (construites à partir des données de l'enquête "emploi", réalisée en 1989 par l'INSEE) dont les structures marginales étaient elles-mêmes en

évolution, pour finalement parvenir à un diagnostic net des changements de structure des diplômes et des origines sociales. Au total, on observe que si l'homogamie selon le niveau de diplôme reste constante (en comparant les jeunes couples avec des couples âgés), celle selon l'origine sociale a significativement baissé, de façon brute et toutes choses égales d'ailleurs. Autrefois, ces deux formes d'homogamie étaient à peu près de même ampleur, aujourd'hui la première distance nettement la seconde. Ce résultat va donc dans le sens attendu d'un changement de rôle des facteurs explicatifs, voire d'une moindre congruence des statuts et d'un plus fort entrelacement des réseaux.

Dans un article (sous presse) Michel Forsé aborde le problème de la relation entre capital social (tel que défini par James Coleman) et emploi. En analysant les réponses à une question concernant le mode d'obtention de l'emploi actuel dans une enquête réalisée par l'INSEE en 1994, il montre que le recours au capital social est bien aujourd'hui une manière privilégiée de trouver un emploi en France. Les différents types de réseaux sollicités pour ce faire ne le sont toutefois pas par les mêmes catégories socio-démographiques. Les hypothèses que l'on pouvait formuler à la suite des travaux de Mark Granovetter ne sont que partiellement vérifiées. Les liens présumés faibles ne sont pas nécessairement plus efficaces que les liens forts : dans les milieux favorisés, cela est surtout vrai des relations professionnelles, mais dans les milieux défavorisés, c'est plutôt l'inverse. Si le capital social n'est pas sans effet sur l'emploi trouvé, sa qualité et sa position dans la hiérarchie socio-professionnelle, en revanche il n'explique guère la mobilité sociale entre générations.

Des travaux de recherches méthodologiques entamés antérieurement ont été poursuivis grâce à des contacts noués avec deux mathématiciens (J.-P. Auray et M. Dalud-Vincent) spécialistes de topologie à l'Université de Lyon 1. Il s'agissait cette fois de construire une nouvelle forme d'équivalence, échappant aux critiques que l'on peut adresser à celles qui sont plus classiquement utilisées : équivalences structurales ou régulières. L'algorithme qui construit cette équivalence est complexe, mais le principe en est assez simple. Après avoir repéré les différentes composantes du graphe, on identifie pour chacune des niveaux de points périphériques et l'on progresse vers le ou les cœurs de la composante. Chaque périphérie forme une classe où les individus sont équivalents du point de vue de leur fragilité ou vulnérabilité. Ils partagent le même risque d'être isolés si un ou plusieurs autres individus font défection pour la relation étudiée. Le ou les cœurs sont au contraire peu vulnérables, puisqu'aucun individu n'y court le risque d'être isolé si un autre individu se retire. Les individus composant chacune des périphéries entourant ce ou ces noyaux sont donc d'autant plus vulnérables que l'on s'en éloigne. Une application de cet algorithme au graphe des relations de sociabilité à Nolay (Bourgogne) a montré que les individus noyaux étaient aussi ceux qui résidaient depuis le plus longtemps dans la commune (plus de 20 ans). Cette variable était la seule à être toujours significativement liée à l'identification des cœurs des différentes composantes du réseau. L'âge en revanche intervenait peu. Un individu âgé mais récemment arrivé à Nolay avait une faible probabilité d'appartenir à un noyau, alors qu'un jeune de 20 ans résidant depuis toujours à Nolay avait au contraire toutes les chances d'en faire partie. Ce résultat était d'autant plus remarquable qu'il valait pour chacun des groupes de sociabilité (i.e. les différentes composantes du graphe repérées par l'algorithme). Autrement dit, bien que cette commune fût composée de différents groupes ou cercles, chacun laissait apparaître un mécanisme d'intégration locale identique. Tout semblait se passer comme si les nouveaux arrivants avaient d'abord noué des contacts épars avec un des groupes; puis, comme si au fur et à mesure que l'ancienneté progressait, elle avait permis de tisser davantage de liens avec les membres du groupe pour avancer vers son cœur et finalement l'atteindre lorsqu'on résidait à Nolay depuis suffisamment longtemps.

Enfin, une critique du modèle proposé par Schelling pour expliquer la ségrégation spatiale a permis de montrer que l'analyse des réseaux était préférable pour rendre compte empiriquement de ce phénomène.

## Publications issues de l'opération

### Ouvrage

FORSÉ Michel, DEGENNE Alain (1994) *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, Coll. U.

### Articles de revue

FORSÉ Michel, DALUD-VINCENT Monique, AURAY Jean-Pierre (1994) "An algorithm for finding the structure of social groups", *Social Networks*, vol. 16, n° 2.

FORSÉ Michel, CHAUVEL Louis (1995) "L'évolution de l'homogamie en France", *Revue française de sociologie*, XXXVI-1.

FORSÉ Michel, LANGLOIS Simon (1997) "Réseaux, structures et rationalité", Présentation de *L'Année Sociologique*, vol. 47, n° 1 (sous presse).

FORSÉ Michel (1997) "Capital social et emploi", *L'Année Sociologique*, vol. 47, n° 1 (sous presse).

\*

\* \* \*

### **1.3.2.C. ÉCHANGE SOCIAL ET CAPITAL SOCIAL (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Alexis FERRAND (PR, au LASMAS en 1993-1994 et au CLERSE pour 1995-1997),  
Blandine MORTAIN (AL)

#### **Objet, méthode, résultats**

La prétention structurale de l'analyse des réseaux exige de définir théoriquement ce qu'on entend par interdépendance des liens et structure d'un système relationnel (Ferrand 97b). L'analyse des effets des ressources circulant dans un système relationnel, formalisée en termes de capital social, doit pouvoir rendre compte des conditions de cette circulation et des principes d'existence de ce système.

En ce sens on a examiné à partir de grandes enquêtes françaises comment différents systèmes relationnels sont interdépendants (Ferrand Mounier 97a, Ferrand 94b). Au delà du constat statistique, on peut s'interroger sur les principes qui gouvernent l'établissement des liens et la circulation des ressources permettant aux acteurs de disposer d'un capital social (Ferrand 96a).

Par ailleurs, les transmissions d'objets dans le réseau de parenté sont étudiées en tant que dimension spécifique des relations familiales intergénérationnelles (Mortain, 95). Leur analyse, qui permet notamment d'éclairer la fonction symbolique de la parenté contemporaine, renvoie aux relations d'aide et de services aussi bien qu'aux stratégies patrimoniales.

La perspective théorique adoptée est celle de l'échange social (Mortain, 96, 97), qui conduit à considérer les transmissions d'objets conjointement comme mise en circulation de biens spécifiques et comme activation de liens de parenté assignés ou choisis.

La recherche, entamée en novembre 1995, met en outre l'accent sur les règles d'interdépendance des différents contenus de la relation filiale. Elle contribue en ce sens à une lecture structurale de la famille, considérée ici comme système relationnel.

#### **Partenaires et financement**

Convention de recherche sous la responsabilité de B.Mortain (Février 1997 - Février 1998) avec le Groupe Vauban) pour la réalisation d'une enquête quantitative (N=700) sur les relations entre générations.

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Contribution dans ouvrage collectif**

FERRAND A., MOUNIER L. (1997) "Diversity of personal networks in France ; social stratification and relational structures" in : Wellman B. (ed.) *Networking in the global village*. (Chapitre à paraître, 35 p.)

##### **Articles de revue**

KLOVDAHL A.S., FERRAND A., MOUNIER L. (1994) "Une petite pré-enquête : the challenge of social network research in France". *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, n° 43, pp. 74-90.

FERRAND Alexis (à paraître en 1997) La structure des systèmes de relations, *L'Année Sociologique*.

### **Communications**

FERRAND Alexis (1994) "Personal network, global network, structural rule". *International Conference on Personal Relationships*, Groningen, 4-8 July, 10 p.

FERRAND Alexis (1996) "Capital social comme échange social" Colloque *Trente ans de sociologie*, Institut de Sociologie de Lille, Octobre, 12p.

FERRAND Alexis (1996) "Partenariat : entreprendre avec les plus démunis". 3èmes journées régionales d'étude *Travail social et pauvretés en Europe*, Tourcoing, Novembre, 4p.

MORTAIN Blandine (1996), "Transmissions d'objets dans le réseau de parenté : des biens et des liens", XV<sup>e</sup> Congrès de l'*Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF)*, Evora, 8-12 juillet.

MORTAIN Blandine (1997), "Transmissions d'objets dans le réseau de parenté : objectifs et résultats méthodologiques d'entretiens exploratoires", *Cinquièmes Journées IFRÉSI*, Lille, 20-21 mars.

\*

\* \*

### **1.3.2.D. RÉFLEXION MÉTHODOLOGIQUE SUR LE RECUEIL DE DONNÉES. APPLICATIONS À TROIS TYPES DE MODALITÉS DE TRANSMISSION D'EXPÉRIENCES SOCIALES (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Hubert CUKROWICZ (CR), Catherine BAICHERE (IE)

#### **Objet, méthode, résultats**

De 1993 à 1997, nous avons poursuivi une réflexion méthodologique sur le recueil de données sociologiques. Comment enregistrer une réponse à une question en limitant l'effet de la plus ou moins grande compétence, socialement acquise, à formuler une pensée et à élaborer un discours susceptible d'être entendu dans une situation donnée ? L'entretien couplé avec une tâche (*Encat*) est un entretien particulier, structuré par un travail confié à l'interviewé et exécuté en présence d'un observateur-animateur. Le but principal de cette démarche est de susciter des réponses en gestes en même temps que des réponses verbales. Le discours recueilli peut alors être mis en rapport avec les actions symboliques que l'interviewé effectue pour s'acquitter de sa tâche. Conjointement à l'*Encat*, le *livre-outil* se propose de divulguer les résultats d'une recherche auprès des personnes enquêtées. Ouvrage au service d'une pratique et directement en phase avec une revendication sociale, le *livre-outil* se particularise aussi par son mode de transmission qui fait jouer la sociabilité du milieu étudié. A partir d'un certain degré d'élaboration, le livre doit être totalement pris en charge par ses lecteurs jusqu'à son achèvement.

Cette démarche a ensuite été appliquée dans le cadre d'une recherche plus générale portant sur les processus de la transmission des expériences sociales.

Tout d'abord, deux enquêtes ont été menées sur les rapports qui se nouent autour des livres. Une première étude s'est intéressée aux représentations que des faibles lecteurs avaient des livres et de la lecture d'ouvrages. L'hypothèse de cette enquête était que, dans les manières de percevoir et d'évaluer les livres, se manifeste une part significative des dispositions acquises à l'encontre de la lecture, mais s'expriment aussi des demandes et des exigences face à la communication écrite. En particulier, la lecture de livres est d'autant plus motivée qu'elle aide à analyser et dépasser une situation vécue jugée insatisfaisante. Un autre travail avait pour objectif de montrer comment s'élabore le conseil que le libraire donne aux lecteurs qui le sollicitent. Derrière la promotion de la culture écrite et l'adaptation à la demande spécifique d'un acheteur, agissent en fait des contraintes du métier du libraire : c'est à dire la nécessité qu'il a de se situer dans un contexte concurrentiel en cherchant à placer un produit spécifique face aux grandes surfaces et aux bibliothèques tout en s'adaptant à une clientèle définie. Au travers de cet exemple limité, nous cherchions à illustrer un aspect des conditions sociales de la circulation des ouvrages.

Tout en maintenant notre intérêt pour la constitution et la circulation de la culture écrite, nous avons entrepris en 1996 d'étudier la mémoire d'un conflit portant sur une réorganisation des horaires de travail qui de novembre 1987 à octobre 1988 a perturbé un bureau de poste à Lille. Au travers des narrations des expériences de lutte, il s'agissait de mettre au jour certains mécanismes de la constitution d'une mémoire collective : articulation du récit autour d'événements significatifs servant de repères, mise en cohérence de suites de faits à l'aide d'une grille d'interprétation idéologique, intégration des prises de position des différents acteurs dans l'élaboration d'une argumentation synthétique. Nous avons aussi constaté que le passé était récapitulé à l'aide de formules (aphorismes, slogans) aisément mémorisables et transmissibles qui constituent véritablement la leçon du conflit.

Enfin, pour continuer cette réflexion sur les modalités de transmission d'expériences sociales, nous avons choisi d'explorer (après des études sur la lecture et le conflit) une expérience qui peut sembler résister à la recherche de déterminations sociologiques : la création artistique. A partir d'une population de peintres amateurs nous tentons d'expliquer les tenants et les aboutissants sociaux de l'activité créative. Les peintres ont été choisis, dans un premier temps, parce qu'ils visualisent leurs représentations, se conformant ainsi à l'une de nos préoccupations méthodologiques (cf. Encat). L'amateurisme a été privilégié car nous faisons l'hypothèse qu'il est propre à détecter des forces sociales qui régissent les mondes de l'art. En nous intéressant à ce que les peintres amateurs cherchent à créer et à transmettre, nous nous attachons à la fois aux pratiques de l'art mais aussi au devenir des activités créatives dans une économie où le travail de reproduction nécessitera de moins en moins d'énergie humaine. Cette enquête devrait se terminer début 1998.

A partir de 1998 nous escomptons participer à la création d'une équipe de chercheurs qui entre 1998 et 2002 tenterait d'observer, d'un point de vue socio-économique, le passage du vingtième au vingt et unième siècle dans la Région Nord-Pas de Calais. Une fois définis les grands domaines d'intervention (travail, éducation, famille, santé, culture...), des enquêtes normalisées seraient menées qui auraient un double but : le bilan social de la région au passage du siècle et la constitution d'archives utilisables par l'ensemble des acteurs de la région pour les décennies à venir. Reste à trouver les moyens de financer une telle entreprise et à constituer une équipe de sociologues et d'économistes motivés par ce type de démarche.

## **Publications issues de l'opération**

### **Contribution dans ouvrage collectif**

CUKROWICZ Hubert (1995) "Le dire et le faire", in Richard-Zappella J. (dir.) *Le questionnement social : Actes du colloque international de Rouen, 16-17 Mars, Université de Rouen*, pp. 203-208.

### **Articles de revue**

CUKROWICZ Hubert (1993) "Choisir ses voisins ?", *Revue Française de Sociologie*, XXXIV, pp. 367-393.

CUKROWICZ Hubert (1995) "Accorder des livres et des lecteurs : le libraire conseil", *CLÉS*, n° 26, pp. 21-32.

CUKROWICZ Hubert (1995) "De l'entretien d'enquête aux outils pour favoriser l'expression de la pensée", *Actualité de la Formation Permanente*, n° 139, pp. 26-31.

CUKROWICZ Hubert (1995) "Des livres clefs : lire pour changer sa situation", *Bulletin des Bibliothèques de France*, Tome 40, n° 4, pp. 66-71.

### **Rapports**

CUKROWICZ Hubert (1994) *Le bel ouvrage ou La célébration du livre et du travail*, CLERSÉ-IFRÉSI, 153 p.

CUKROWICZ Hubert (1996) *Du passé faisons table ronde : 1988, les horaires modulaires. Mémoire d'un conflit à la poste principale de Lille*, CLERSÉ-IFRÉSI, 173 p.

\*

\* \*

## **2. INSTITUTIONS, TERRITOIRES, VILLES**

### **2.1. POPULATIONS ET RAPPORTS DES ACTIVITÉS AUX TERRITOIRES**

**LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.1. :**

#### **2.1.1. DYNAMIQUE DES POPULATIONS ET DES ESPACES URBANISÉS DANS LA LONGUE DURÉE**

- 2.1.1. A. Mutations de l'espace géographique et changement démo-géographique
- 2.1.1. B. Mobilité spatiale et migrations des populations
- 2.1.1. C. Vieillissement des populations, espaces urbains, services aux personnes âgées
- 2.1.1. D. Territoires de la ville, système urbain et lien social

#### **2.1.2. DYNAMIQUES TERRITORIALES ET URBAINES DES ACTIVITÉS**

- 2.1.2. A. Colloque "Villes, Entreprises et Société à la veille du 21ème siècle" et publications issues de ce colloque
- 2.1.2. B. Globalisation des firmes et dynamique des territoires
- 2.1.2. C. Le rôle des services de haut niveau dans l'innovation régionale
- 2.1.2. D. Développement socio-économique local et lutte contre la pauvreté - Développement local intégré
- 2.1.2. E. Economies spatiale et urbaine
- 2.1.2. F. Territorialisation et organisation des espaces productifs
- 2.1.2. G. Les mutations économiques de la région Nord-Pas de Calais
- 2.1.2. H. Lille-Métropole

#### **2.1.3. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, QUALITÉ DU CADRE DE VIE URBAIN**

##### ***Développement durable et développement régional***

- 2.1.3. A. Environnement, développement durable, analyse du développement régional
- 2.1.3. B. Analyse du comportement de l'entreprise face à la donne écologique
- 2.1.3. C. Les énergies de la biomasse : impacts économiques et approche multicritères de choix de filières

##### ***Qualité du cadre de vie***

- 2.1.3. D. Le paysage comme politique et comme représentation
- 2.1.3. E. Economie de la qualité du cadre de vie urbain
- 2.1.3. F. Recherches sur le risque et la précaution



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.1. : POPULATIONS ET RAPPORTS DES ACTIVITÉS AUX TERRITOIRES

Dans une certaine mesure, parler des rapports des activités humaines aux territoires n'est pas sans impliquer une certaine redondance. En effet, le territoire est *d'emblée* porteur de l'empreinte anthropique. Il n'est pas l'espace neutre qui pourrait exister indépendamment de l'homme : il est cette étendue de terre, plus ou moins vaste, dépendant d'une collectivité humaine. Le territoire dispose ainsi de caractéristiques naturelles, mais aussi culturelles ; il est le lieu d'activités économiques et abrite souvent des éléments de pouvoirs politiques. Autrement dit, ce sont les activités humaines qui font de l'espace, le territoire. Il importait de rappeler ce qui, après tout, peut faire figure de généralité. Pour autant, une telle remarque n'invalider pas, loin s'en faut, l'intérêt de comprendre l'ensemble des *processus de la territorialisation*. Dans une perspective heuristique, mais aussi dans l'optique d'une aide à la décision publique, il importe en effet de voir dans, quelle mesure et suivant quelles formes, les différentes activités humaines (démographiques, économiques, sociales,...) sont à même de structurer l'espace dans lequel elles s'insèrent.

En dépit de leur apparente hétérogénéité, l'ensemble des opérations de recherche qui constituent le présent chapitre ont trait à cette importante question. Les premières regroupées dans la section 2.1.1. traitent des phénomènes démographiques, suivant des aspects qui touchent plus ou moins directement à l'espace ; très directement lorsqu'il s'agit de mobilité et de migrations de populations. Le deuxième groupe d'opérations (2.1.2.) s'intéresse, pour sa part, aux interactions entre activités économiques (perçues tour à tour sous l'angle des acteurs ou des secteurs) et espace, avec un intérêt privilégié pour l'espace urbain. Finalement, le dernier ensemble d'opérations appréhende, certes suivant des thématiques et des approches diverses, les liens entre activités économiques, environnement et territoire.

### 2.1.1. Dynamique des populations et des espaces urbanisés dans la longue durée

Bien que l'idée contraire soit communément admise, les modifications de comportements démographiques ne touchent pas de manière uniforme l'ensemble des populations, même à l'intérieur d'ensembles apparemment homogènes. Dans un contexte de mondialisation, la dimension spatiale est indispensable à la compréhension des phénomènes de résistance, d'inertie face au changement.

Au travers des opérations 2.1.1.A., 2.1.1.B., et 2.1.1.C., l'équipe de démogéographie du laboratoire de géographie humaine s'attache à l'analyse, d'une part, des dimensions sociale et territoriale des effets de la diffusion de nouveaux comportements, et, d'autre part, des modifications des structures de population à différentes échelles, en France et en Europe.

La diffusion (opération 2.1.1.A.) est le fait de l'apparition d'un élément nouveau en un point et de sa propagation dans l'espace. Ce processus dépend très largement de la volonté d'adoption des entités réceptrices. Dès lors, on imagine très bien la dimension socio-spatiale de la diffusion de comportements démographiques, notamment la nécessaire volonté d'identification. Dans le processus de diffusion, les frontières (de toutes natures : administratives, sociales...) jouent également un rôle important. Par exemple, si l'on examine la question de l'impact des systèmes politiques sur les niveaux régionaux de la fécondité de part et d'autre de la frontière franco-belge, il apparaît une forte dépendance entre l'appartenance à un système politique et les comportements régionaux. Dans ce cas, la frontière ne joue pas un rôle de contact, ni même de filtre à la diffusion, elle lui fait obstacle.

Le changement d'échelle ne manque pas d'intérêt dans l'étude des modifications comportementales, et l'étude des mobilités spatiales (migrations internationales, mobilité résidentielle, navettes domicile-travail ou de chalandise...) et sociales montre le rôle conducteur du déplacement de la population dans la diffusion des comportements (opération 2.1.1.B.).

A l'échelle intraurbaine, la mobilité résidentielle est (lorsqu'elle est choisie et non pas subie) soumise à une volonté d'identification à un milieu. Cette identification, est à la fois liée à un désir de socialisation de la part de l'acteur et à l'image, à l'identité des lieux. Le choix du lieu de résidence dépend de la représentation de la commune, du quartier... Dans ce contexte, la mobilité peut être considérée comme un vecteur de diffusion. Liée à la perception et à l'identification, elle devient un facteur de ségrégation socio-spatiale et d'exclusion.

La mobilité spatiale a une incidence certaine sur les structures de populations (opération 2.1.1.C.). Les travaux sur le vieillissement démographique ont montré un constant repositionnement du vieillissement démographique et de la population âgée à l'intérieur des principales agglomérations françaises. La dynamique ondulatoire observée suit l'onde de peuplement des différentes couronnes urbaines. Elle fait naître de nouveaux besoins en services aux personnes âgées, une inadéquation entre la localisation des services et celle des individus concernés, qui peut aboutir à une nouvelle mobilité intraurbaine.

Une dernière opération, dans la section 2.1.1., porte sur le thème "Territoires de la ville, système urbain et lien social" (opération conduite par l'URA 1020). Le programme de recherche correspondant se développe suivant trois directions : les transformations des réseaux urbains et la dynamique des relations villes-campagnes; la population des villes saisie au travers de son étude diachronique; les espaces de la ville, l'habitat et les liens sociaux.

## **2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités**

Sous le label "Dynamiques territoriales et urbaines des activités", la section 2.1.2. réunit les travaux tant d'économistes que de géographes autour de trois grandes thématiques. On distingue, en premier lieu, des travaux dressant un état des lieux de la recherche socio-économique urbaine. Ensuite, viennent des travaux portant sur le développement socio-économique local, en liaison avec la lutte contre la pauvreté auxquels on peut adjoindre des recherches concernant les mutations économiques et spatiales. La dernière thématique a trait à la question des "stratégies" d'entreprises en lien avec leur territoires

### ***Etat de la recherche socio-économique urbaine***

Le colloque "Villes, entreprises et société à la veille du 21ème siècle" qui s'est tenu à Lille en mars 1994 (Moulaert et alii, 2.1.2.A.), au travers de plus de 200 communications, avait pour objectif principal d'établir le bilan des connaissances sur les rapports entre les entreprises et la société urbaine. Depuis, de nombreuses publications ont permis de diffuser et de prolonger ses principaux résultats. Les thèmes traités s'articulent autour des axes suivants : la restructuration économique, l'exclusion sociale et les réponses locales (Moulaert et Scott, 1997) ; la polarisation sociale dans les grandes villes d'Europe sur les marchés du travail et du logement (Martens et Vervaeke, 1997) ; le rôle des villes dans la globalisation économique (Moulaert et Harloe, 1995) ; les économies d'agglomération (Moulaert et Farcy, 1996) ; le développement économique local (Demazière ed., 1996 ; Demazière et Wilson eds., 1996 ; Wilson ed., 1995).

### ***Développement socio-économique local, lutte contre la pauvreté et mutations économiques et spatiales***

Le premier axe, développement socio-économique local et lutte contre la pauvreté, regroupe les travaux de la sous-opération 2.1.2.D (Moulaert et alii). Ces travaux reposent sur l'analyse d'une trentaine de localités de huit pays de l'Union Européenne ayant pour caractéristique commune de souffrir de problèmes de développement économique et de pauvreté. Les chercheurs (Delvainquière, Demazière, Moulaert), s'attachent ici à évaluer et à proposer des stratégies et des politiques de développement économique et à construire un cadre d'analyse du développement dans les localités en déclin, le modèle de "développement local intégré".

Le second axe, mutations économiques et spatiales, rassemble les sous-opérations 2.1.2.G (Dormard), 2.1.2.H. (Paris et Stevens) et 2.1.2.E. (Jayet et alii). Les deux premières s'intéressent aux mutations économiques du Nord-Pas de Calais et en particulier à la place de "Lille Métropole" dans ces mutations économiques et spatiales. De restructurations en restructurations, le Nord Pas de Calais apparaît comme un terrain d'étude exemplaire pour l'observation des impacts des mutations économiques sur un système régional dans la longue période. Les questions traitées ici (2.1.2.G.) sont abordées d'un point de vue : spatial et/ou sectoriel, résolument quantitatif et reposant sur la méthode structurale-régionale, des indicateurs de diversification ou d'inégalité spatiale, des tests économétriques, etc. Ces questions portent, d'une part, sur les mutations de l'industrie du Nord-Pas de Calais depuis 1975 et les effets de la spécialisation et des dynamismes sectoriels sur l'emploi et la valeur ajoutée régionale et, d'autre part, sur les échanges extérieurs du Nord-Pas de Calais et les conséquences internes de ces mutations. Quant à la sous-opération 2.1.2.H., son objectif est de situer l'évolution de Lille-Métropole dans les mutations économiques et spatiales contemporaines, ce qui implique une définition du rapport ville-territoire, des aires pertinentes d'analyse et de développement. Par ailleurs, dans le cadre de cette problématique, les dimensions suivantes sont considérées : spécificités-caractéristiques socioculturelles ; conséquences des mutations du système productif (notamment en termes de compétition internationale) ; rôle des acteurs et des territoires. Enfin, dans le cadre de la sous-opération 2.1.2.E., une meilleure

compréhension des modes de fonctionnement économique internes aux villes et leurs conséquences sur l'organisation globale de l'espace est visée. Cet objectif oblige à s'intéresser aux deux marchés structurants en zone urbaine : celui du logement et celui du travail. Trois grandes questions sont étudiées. La première porte sur la formation des prix sur ces marchés (Jayet, Cousin, Zenou ; Cousin, Jayet). La deuxième analyse leur fonctionnement (Pentel ; Jayet). La dernière s'intéresse à la manière dont les politiques façonnent la ville en influençant les mécanismes économiques (Benoît ; Paty ; Jayet, Benoît, Cheshire, Gordon).

### ***L'entreprise et son territoire***

Les travaux des trois sous-opérations (2.1.2.B, 2.1.2.C. et 2.1.2.F.), réunies ici, s'interpellent mutuellement. Pour la première et la troisième, c'est sur la base de la problématique de la territorialisation et de la notion de réseau. La deuxième et la troisième ont comme point commun de s'intéresser aux activités de services aux entreprises.

La double tendance à la mondialisation et à la régionalisation -caractéristique de l'économie internationale de ces 20 dernières années- conduit à s'interroger sur la nouvelle Division Internationale du Travail et la capacité des territoires à s'y insérer ainsi que sur le rôle des firmes multinationales dans cette dynamique. Trois recherches (Krifa et alii, 2.1.2.B) ont tâché d'analyser cette problématique avec comme territoires d'observation privilégiés : le Nord-Pas de Calais et le Canada. Deux recherches se concentrent sur le thème des stratégies d'implantation et des logiques d'insertion des firmes multinationales étrangères dans le Nord-Pas de Calais et leurs implications sur le développement régional (Héran et Krifa, 1993 ; Krifa, Héran et De Wulf, 1994). Une troisième a analysé les effets de l'ALENA sur les mouvements d'investissements directs internationaux du point de vue du Canada (Krifa, 1995). D'autres travaux continuent dans le cadre de cette problématique générale en l'élargissant à d'autres zones géographiques (France, Grande-Bretagne, Italie ; Pays d'Europe Centrale) et/ou en se focalisant sur des questions plus précises (impacts sur l'emploi, voir 1.1.1.B., transfert de technologie).

De nombreux travaux ont pour objet l'étude des activités de services aux entreprises et en particulier les service de haut niveau et leur rôle dans l'innovation régionale (Djellal, Farcy, Gallouj, Moulaert, 2.1.2.C.). Dans ce cadre, plusieurs thématiques ont été développées : étude des rapports existant entre l'innovation dans les services aux entreprises et le développement régional, géographie urbaine et régionale de ces activités en France, ou encore, l'explication de la hiérarchie urbaine française par l'innovation des services aux entreprises.

Les derniers travaux (Cunat, Thomas et alii, 2.1.2.F) s'interrogent sur le concept de territoire pris en tant que production relevant aussi bien des rapports sociaux que des démarches institutionnelles ou de représentations. Ces travaux mettent l'accent, soit sur des analyses ayant trait à des processus d'organisation économique et sociale, soit sur des représentations cartographiques. S'agissant des espaces productifs, les travaux concernent les services aux entreprises et leur rôle organisateur dans les villes industrielles, et en particulier les métropoles, le rôle des réseaux, les processus territoriaux dans les régulations économiques et sociales. Les travaux cartographiques se situent dans la perspective d'une aide à la décision pour l'aménagement du territoire. Ils concernent les méthodes d'analyse et de représentation, l'évaluation de politiques publiques, et la confection d'atlas.

### **2.1.3. Environnement et développement régional, qualité du cadre de vie urbain**

L'environnement naturel, c'est une évidence, est une dimension importante du territoire. Quant aux liens qui unissent activités humaines et territoire, ils touchent, presque inévitablement, à cette dimension. En l'occurrence, le jeu des interactions est bien plus complexe que le seul impact, généralement considéré comme négatif, de l'activité économique sur les ressources naturelles et les écosystèmes. L'environnement, certes, constitue un input particulier nécessaire à la production ; il est aussi le lieu d'externalités diverses issues de ces mêmes productions. Mais des "effets de retour" d'un environnement naturel plus ou moins menacé sur les activités économiques sont perceptibles. En premier lieu, la qualité altérée de l'environnement peut compromettre la qualité de certains produits (par exemple la détérioration de la qualité de l'eau peut poser problème vis-à-vis d'industries utilisatrices de cette ressource particulière) et être facteur de coûts économiques. La réglementation dans le domaine de l'environnement, surtout, peut renforcer les contraintes auxquelles sont soumises les entreprises. Enfin, (mais nous prétendons pas à l'exhaustivité) des pressions sociétales ayant pour enjeu la préservation de l'environnement, éventuellement relayées par des structures ad hoc (associations de défense de l'environnement notamment), sont à même de compromettre le fonctionnement spontané des entreprises. Pourtant, en dépit de ce qui vient d'être dit, les liens entre économie et environnement ne s'inscrivent pas uniquement sur le mode

antagonique. C'est le propre de la problématique du développement durable que de voir à quelles conditions croissance économique et préservation de l'environnement sont compatibles. Avec des thématiques et des approches différenciées, parfois même très différentes, les opérations constitutives de cet axe de recherche, apportent, nous semble-t-il, des éclairages opportuns sur ces différentes questions.

L'opération "Environnement - développement durable - analyse du développement durable" par Zuindeau et alii résitue la question entre développement économique et environnement au niveau spatial. De manière plus précise, elle examine la pertinence d'échelons infranationaux (local, régional,...) quant à l'analyse de la problématique du développement durable, mais aussi quant à sa mise en œuvre possible au travers de politiques particulières. Si cette question pose problème, c'est parce que généralement l'approche du développement durable est présentée comme une approche "globale", issue de la reconnaissance d'interdépendances économico-écologiques de plus en plus fortes à l'échelle de la planète. L'opération, sur la base des contrats de recherche engagés, privilégie deux "entrées" : un territoire particulier (le territoire d'ancienne industrialisation en reconversion) et une externalité particulière (les déchets ménagers).

L'opération "Analyse du comportement de l'entreprise face à la donnée écologique", par Béatrice Butel, ne traite pas de la dimension territoriale, mais analyse les interactions activités économiques / environnement du point de vue d'un acteur essentiel en la matière : l'entreprise. A partir, d'une typologie des comportements environnementaux des entreprises (écodéfensifs, écoconformistes et écosensibles), la recherche montre que, le plus souvent et contrairement à certains a priori en la matière, le choix d'une politique ambitieuse en direction de l'environnement provient moins de pressions extérieures (réglementaires ou sociétales) que d'une recherche volontariste d'opportunités économiques liées à l'intégration de l'environnement.

S'agissant justement des opportunités économiques offertes par l'environnement, l'opération "Les énergies de la biomasse : impacts économiques et approche multicritères de choix de filières" par Hassan El Assraoui et alii, envisage les sources de profitabilité liées à l'ouverture des activités agricoles aux productions agro-énergétiques. En l'occurrence, les tests économétriques effectués, (sur un échantillon d'exploitations du Nord-Pas de Calais) montrent que la production de biocarburants enregistre des coûts élevés et que sa viabilité requiert une intervention significative des pouvoirs publics.

La dimension sociale et politique de l'environnement est au centre de l'opération de Ph. Veitl. En l'occurrence, la recherche ne s'intéresse pas à une ressource économique particulière, ni à un type d'externalité, mais vise la catégorie du "paysage" dont il est montré le caractère essentiel dans la définition de l'identité territoriale nationale. La recherche envisage d'abord une approche historique mettant en évidence le double statut du paysage, comme "problème social" et comme catégorie de l'action publique, dans le cadre des politiques de protection des espaces naturels. L'analyse du traitement actuel du paysage par l'Etat est plus spécialement traitée au travers de l'étude de l'Observatoire Photographique des Paysages.

Les différentes opérations inscrites dans le présent axe de recherche traitent principalement de l'environnement dans sa composante d'"environnement naturel" : l'opération "économie de la qualité du cadre de vie urbain", d'Emmanuel Torres ne se limite pas à cette dimension et intègre au contraire des éléments d'environnement anthropisé : l'investigation s'étend en fait à l'ensemble des composantes constitutives de la qualité du cadre de vie urbain. L'analyse générique des liens activités humaines / environnement n'en est pas moins présente, la recherche mettant plus spécialement en évidence le rôle de réseaux complexes d'acteurs (habitants des villes, concepteurs, aménageurs, collectivités et entreprises) sur la formation de la qualité du cadre de vie urbain.

Une dernière opération -plus exactement "ensemble d'opérations"-, animée par Stéphane Callens porte sur le risque et la précaution et appréhende ainsi non pas les situations effectives d'interactions entre activités humaines et environnement, mais la production éventuelle (hypothéquée par le risque ou l'incertitude) de ce type de situations. En l'occurrence, d'ailleurs, l'opération ne se limite pas aux seuls risques environnementaux, mais couvre aussi d'autres domaines : politiques économiques, gestion des institutions financières. Ce dernier ensemble de recherches fait s'articuler : un travail sur la "distorsion du risque", basé sur une enquête auprès de communes du Nord-Pas de Calais, une analyse de l'économie de la précaution, qui vise notamment à situer les mécanismes assurantiels au regard de la précaution, et la réalisation d'une "histoire du risque", ce dernier travail s'appuyant tout particulièrement sur un réseau international, centré sur l'Institut Max Planck de Berlin.

## **2.1.1. DYNAMIQUE DES POPULATIONS ET DES ESPACES URBANISÉS DANS LA LONGUE DURÉE (fiches des opérations)**

### **2.1.1.A. MUTATIONS DE L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE ET CHANGEMENT DÉMO-GÉOGRAPHIQUE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LGH : J.-M. BEUSCART (A), F. KERMAD-BENMEZROUA (SEC), D. CRETON (MC), V. DUFOSSÉ (SEC), F. DUMONT (MC), J.-F. GHEKIERE (ATER), V. HOUILLON (PRAG), P. MAROTTE (ATER), J.-P. MOMONT (PRAG), V. PIEDANNA (MC), F.-O. SEYS (MC), P.-J. THUMERELLE (PR), M. MILLE (AM), C. MULLER (D), K. DEVROE (D), F. GENEAU (ATER), C. MAZARS (CIFRE), J. THEVENOT (CIFRE)

#### **Objet, méthodes, résultats**

L'étude des changements dans la dimension spatiale des populations des pays industrialisés (répartition ; comportements ; structures démographiques, sociales et culturelles ; mobilités), en liaison avec les mutations des sociétés et de leur espace, est au cœur des préoccupations de l'équipe de démogéographie rassemblée autour de P.-J. Thumerelle. Bien que l'équipe primitive se soit sérieusement étoffée en quelques années, on a assisté à un approfondissement des thèmes de recherche plus qu'à l'élargissement du champ géographique de l'observation, déjà vaste et largement international. Les recherches ont continué à porter sur les thèmes développés au cours des années antérieures, en donnant un poids accru à l'analyse de la dynamique des différenciations intra-urbaines et du changement induit par les mutations économiques et socioculturelles.

#### ***La diffusion des nouveaux comportements***

L'uniformisation des formes et des niveaux de vie, la diffusion des mêmes produits culturels médiatiques, la faiblesse générale de la vitalité démographique dans les pays industrialisés, et particulièrement ceux de l'Union européenne, sembleraient faire converger les comportements démographiques (et à plus long terme, compte tenu des inerties, les structures) vers une sorte de modèle standard. En réalité on assiste au cœur même des sociétés les plus avancées à une dialectique complexe entre des phénomènes de banalisation de certains comportements, au niveau national et le plus souvent international, et des phénomènes d'inertie, voire de résistance au changement, surprenants et mal expliqués. Le recours à des modèles simples (de type transition démographique) a souvent dissimulé la complexité d'une évolution bivalente dans ses manifestations, ses temporalités et sa répartition spatiale. Par des analyses empiriques fines, des comparaisons entre milieux différenciés, mais aussi l'utilisation d'une modélisation plus élaborée, les travaux de l'équipe ont essayé de mieux décrire cette oscillation entre stabilité et changements des comportements démographiques dans l'espace et le temps en Europe et d'en mesurer les conséquences.

#### **Les travaux ont porté dans trois directions**

1. L'étude des variations géographiques et de l'évolution de la fécondité et des structures familiales, en liaison avec les nouvelles formes de conjugalité, les types d'urbanisation, le changement dans l'activité féminine en Europe du Nord-Ouest (études comparatives portant sur la France du Nord, l'Irlande, les Pays-Bas, l'Allemagne rhénane). La principale contribution sur ce thème a été la thèse de F.-O. Seys « Géographie de la Famille dans l'Europe du Nord-Ouest » (Thèse soutenue à l'U.S.T.L., le 15.12.1994) venant à la suite de celle de D. Creton sur « La fécondité en République d'Irlande. Singularité démo-culturelle et différentiation spatiale » (Thèse soutenue à l'U.S.T.L., le 18 janvier 1993). D'autres contributions importantes sont attendues : sur « La géographie des familles monoparentales en France » qui font l'objet de la thèse de J.-P. Momont en cours d'achèvement, et sur « La dimension géographique des rapports entre activité féminine et fécondité » qui fait l'objet de la thèse de J.-M. Beuscart. La nomination de D. Creton et F.-O. Seys comme maîtres de conférences à Lille I a permis de donner une dimension nouvelle à ce thème de recherche et de conforter sa dimension internationale.

2. La mise en évidence des difficultés à réduire les inégalités géographiques de mortalité quelle que soit l'échelle d'observation : associée à une recherche sur les causes médicales, sociales et culturelles de la variation spatiale de la mortalité (en collaboration avec l'Observatoire régional de la santé) ; à une recherche sur les phénomènes d'épidémisation ; à une recherche sur les équipements sanitaires et les différences socio-géographiques de comportements en matière de santé, etc. Ces études animées par B. Kostrubiec, A. Vaguet et E. Vigneron -et qui démontraient que l'accès aux soins se combinaient de manière complexe et différenciée selon les lieux avec les comportements de santé (d'origine plus culturelle que sociale) pour déterminer les variations de morbidité et de mortalité- ont été interrompues à la suite des mutations dans d'autres UFR de géographie des 3 enseignants concernés mais devraient être reprises en 1997-1998 dans le cadre de thèses, en collaboration avec la MIRE, en se focalisant sur la santé des enfants d'âge scolaire.

3. L'étude fine des inégales progressions des nouvelles attitudes selon les lieux et les classes d'âge de part et d'autre de la frontière franco-belge : étude très ralentie par les difficultés liées aux différences d'accès aux sources dans les deux pays et qui n'a pas encore débouché sur des publications (première publication attendue en 1998, sous la responsabilité de J-M. Decroly (ULB) et D. Creton (USTL).

### ***La mutation des milieux géographiques et les modifications dynamiques et structurelles des populations***

Ce titre recouvre deux types de recherche complémentaires, sur les limites qu'apporte la démographie (inertie des structures par âge et sexe et par c.s.p., niveau de reproduction, vieillissement potentiel, découpage de l'espace en champs migratoires, etc.) à la dynamique spatiale ou socio-spatiale, et sur les effets quantitatifs et qualitatifs de la réorganisation des territoires sur les populations, par le jeu des mobilités socioprofessionnelles et de la mobilité spatiale. La recherche s'est surtout focalisée sur trois catégories de population, particulièrement sensibles à ces mutations.

1. Les jeunes : pour mémoire, cf opération de recherche suivante.

2. Les personnes âgées et le vieillissement démographique : On a mis en évidence que de rural, le vieillissement devenait un phénomène urbain, mais avec une grande instabilité dans le temps à l'échelle des quartiers et des communes des grandes agglomérations contrastant avec son inertie et son irréversibilité, du moins apparente, dans le monde rural. On a donc étudié parallèlement le rôle des échelles géographiques dans le traitement social du vieillissement des populations urbaines. Le champ d'application en a été la métropole lilloise. Ces travaux ont bénéficié de 3 contrats d'étude, l'un passé avec l'Agence d'urbanisme et de développement de la Métropole lilloise, achevé, l'autre avec la Datar (relayant le Pirville), le dernier avec le CNRS. Ils ont été essentiellement conduits par J.-F. Ghékière et F. Kermad-Benmezroua. Le premier a soutenu en 1996 à l'USTL une thèse intitulée « Les mécanismes spatiaux de vieillissement démographique dans la ville, le cas de l'arrondissement de Lille ». La seconde soutiendra en septembre 1997 une thèse intitulée « Les personnes très âgées dans l'agglomération de Lille ».

3. Les populations marginalisées par la crise. On les étudie dans le cadre d'un certain nombre de quartiers défavorisés de la métropole lilloise et d'agglomération du bassin minier ou du littoral (les premières comprenant d'importantes minorités étrangères ou d'origine étrangère, les autres, encore plus défavorisées, quasiment pas, les premières étant surtout formées de grands ensembles collectifs, les autres de cités à habitat semi-individuel). Ce travail n'en est qu'à ses débuts (approche difficile à partir de l'appareil statistique d'une part et du vécu à travers les associations et les acteurs de l'action sociale d'autre part), il a commencé à connaître un certain développement grâce à l'aide fournie par les organismes locaux (notamment l'Agence d'urbanisme de Lille) et la D.I.V. L'originalité de notre approche consiste en une volonté de ne pas dissocier l'organisation (notamment dans sa dimension urbanistique) et le fonctionnement de l'espace de l'agglomération et ceux des quartiers et de ne pas les étudier comme s'ils étaient des îles. On s'interroge par ailleurs sur la réalité de la dualisation spatiale, affirmée plus que démontrée sur le terrain, et sur la part qui revient à la mutation spécifique à une agglomération (et en particulier dans le cas de Lille-Roubaix-Tourcoing, à l'impact de la métropolisation et des opérations afférentes de type Euralille, retours des universités en ville, etc.) et sur celle qui revient à l'évolution générale de la société française, dans le développement de processus d'exclusion. Les travaux ont démarré sous la forme de thèses, celle de V. Dufossé, de K. Devroe et de J. Thévenot portant sur l'agglomération de Lille, celle de Marotte sur Calais-Dunkerque, et sous formes de collaborations sous de multiples formes avec les agences d'urbanisme de Lille et de Dunkerque.

### **Démographie et espace dans le Nord-Pas-de-Calais**

Démographie et espace dans le Nord-Pas-de-Calais (La dimension démographique et socio-démographique des mutations économiques et urbaines d'après les résultats du recensement de 1990: analyse démo-spatiale, rétrospective et prospective). Il s'agissait de mesurer, en s'aidant d'une approche cartographique fine (souvent à l'échelon communal) accordant une très large place à la rétrospective, l'impact concret des mutations de toutes natures qui ont accompagné le changement économique et environnemental. Une base de données a été constituée associant des données standards (base Fidel de l'INSEE), et des données spécifiques achetées ou obtenues de l'Insee dans le cadre de la coopération à l'Atlas régional INSEE. L'ensemble des échelles a été utilisé en fonction de leur pertinence en fonction du phénomène étudié et de leur exemplarité (ensemble de la région, sous-ensemble régional, agglomération, ville, quartier). Cette opération a donné lieu à des présentations de résultats sous des formes diverses (cartes de thèses, atlas édités, atlas encore inédits, articles, conférences...). On peut citer l'Atlas du Pas-de-Calais (Horvoat, dec. 1993), l'Atlas régional Nord-Pas-de-Calais (INSEE, sous presse), des articles parus dans Hommes du Nord, etc... (Cf. biblio).

### **Partenaires et financement**

MIRE, Agence d'urbanisme et de développement de la Métropole lilloise, DATAR (relayant le Pirville), DIV.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

RENARD Jean-Pierre (1993) chap. 10 "Education", in : NOIN D, WOODS R (dir) *The Changing Population of Europe*, Blackwell, Oxford, 260 p, pp. 127-134.

THUMERELLE Pierre-Jean (1993) "Age and sex structures", in : NOIN D, WOODS R (dir) *The Changing Population of Europe*, Blackwell, Oxford, 260 p, pp. 76-81.

THUMERELLE Pierre-Jean (1993) "La répartition de la population est-elle en train de changer ?". in : *Démographie européenne*, II partie "Dynamiques démographiques", ed. by A. BLUM & L. RALLU, John Libbey Eurotext / Ined, Paris, 1993, pp. 371-384.

#### **Articles de revue**

VIGNERON Emmanuel (1993) "Approche de la mortalité dans de petites populations : le cas des îles de Polynésie française". Communication au colloque UGI *Les inégalités géographiques de la mortalité*, Lille, avril 1990, publié in *Social Sciences and Medecine*, vol. 36, n°10, pp. 1339-1348.

VIGNERON Emmanuel (1993) "Epidemiological Transition and Geographical Discontinuités : the case of cardiovascular mortality in French Polynesia". Communication à l'*International Medical Geography Symposium*, Charlotte-Washington, 4-7 août 1992, publié in "Social Sciences and Medecine", vol. 37, n°6, pp. 779-790.

THUMERELLE Pierre-Jean (1994) "Une population écartelée entre explosion et stagnation, jeunesse et vieillissement", *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 1994/5, pp. 486-494.

THUMERELLE Pierre-Jean (1996) "Les changements géographiques de la mortalité en France", in Hommage à Daniel Noin. *Espace, Populations, Sociétés*, pp. 65-78.

VAGUET Alain (1994) "Du système pathogène au Système-Monde". Journées de Géographie Tropicale 1993, *Cahiers Géographiques de Rouen*.

#### **Rapports**

VAGUET Odette et Alain (1993) *Du bidonville à l'épidémie : deux aspects de la crise urbaine à Hyderabad* (Inde Centrale), Bordeaux, CNRS/CEGET, Collection Espaces Tropicaux, n°9, 250 p.

GHEKIERE Jean-François (1996) *Les échelles spatiales du vieillissement intra-urbain*. Rapport de recherche, DATAR.

#### **Communication**

VAGUET Alain, en coll. avec RIHOUEY et ELIOT (1994) "Medical services in the Indian urban network". Communication au Colloque *Santé et Développement*, Madurai (Inde du Sud), février, 10 p. Publiée dans les Actes du Colloque, Université KAMARAJ de Madurai.

\*

\* \* \*

### **2.1.1.B. MOBILITÉ SPATIALE ET MIGRATIONS DES POPULATIONS (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LGH : S. DUHAMEL-SHOUMACKER (MC), S. VANMEIRHAEGHE-COUPLEUX (MC), F. DUMONT (MC), M. MILLE (AM), F.-O. SEYS (MC), P.-J. THUMERELLE (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

C'est un thème traditionnel du L.G.H. qui s'est progressivement rénové en se focalisant sur trois opérations qui se recoupent.

*La contribution à l'analyse des phénomènes de métropolisation et de réorganisation territoriale dans le Nord-Pas-de-Calais* à partir d'une comparaison entre les flux migratoires internes du Nord - Pas-de-Calais entre 1962-1975 (étudiés par P.-J. Thumerelle dans sa thèse de doctorat d'Etat), et les flux 1982-90 (à partir d'une matrice exceptionnellement détaillée - communes de plus de 2000 habitants et agrégats de communes rurales - mise à disposition par la direction régionale de l'INSEE dans le cadre de la participation du LGH à l'Atlas régional INSEE). La remise en cause des notions de densités et de mobilités fait l'objet de la thèse de M. Mille.

*Mobilité résidentielles et navettes quotidiennes de travail dans la zone urbaine centrale du Nord-Pas-de-Calais.* On a étudié flux et migrants à partir des recensements de 1982 et 1990, et les liens entre les différentes formes de mobilité à partir d'une enquête lourde portant sur la mobilité familiale, professionnelle et spatiale d'un échantillon de 1300 personnes prises dans l'aire urbaine centrale du Nord-Pas-de-Calais, (financement IFRESI/Région/MRT/UStL/Région Nord-Pas-de-Calais en 1989-92). Il s'agit là d'un travail de longue durée qui s'est achevé par la soutenance des thèses de Sabine Duhamel-Shoumacker « Les navettes domicile-travail dans la zone urbaine centrale du Nord - Pas-de-Calais: Des comportements différenciés dans un espace recomposé » (soutenue à l'UStL, déc. 1994) et de Sylvie Vanmeirhaeghe-Coupleux « Les migrations dans l'aire urbaine centrale du Nord - Pas-de-Calais: Dynamique spatiale des populations et comportements individuels » (soutenue à l'UStL, déc 1994). Il a trouvé un prolongement par une extension du champ de recherche de S. Coupleux et S. Duhamel à l'ensemble du Nord-Pas-de-Calais (contrat LGH/département du Nord, contrat ORHA).

*Les migrations internationales en France et dans l'Union européenne.* Il s'agissait au départ de comparer l'évolution des flux et stocks d'immigrés dans les vieilles régions industrielles touchées par la crise (et notamment les permanences et discontinuités dans le fonctionnement des champs migratoires internationaux à partir de 2 exemples : Nord-Pas-de-Calais et Belgique), mais très vite on s'est orienté vers l'étude des migrations intra-européennes (avec une attention particulière pour les formes originales : personnels qualifiés, retraites, étudiants). Cet axe est relativement nouveau et n'a donné lieu qu'à la publication de quelques articles de portée générale, mais il devrait prendre rapidement un grand développement, grâce à l'entrée dans le réseau international «mobilités » piloté par l'Université de Rome, et déboucher sur des thèses.

#### **Partenaires et financement**

Conseil Général du Nord, ORHA

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Contributions dans ouvrage collectif**

THUMERELLE Pierre-Jean (1995) "Carte :Les mouvements migratoires", *Atlas Nord - Pas de Calais*, INSEE, Lille.

THUMERELLE Pierre-Jean (1997) "Les frontières et la migration internationale", in J.-P. RENARD (dir) *Géographie et frontières*, L'Harmattan.

##### **Articles de revue**

THUMERELLE Pierre-Jean (1994) "Ausländer in Frankreich", *Geographische Rundschau* (Allemagne), 1994/1, pp. 12-18.

## 2.1.1. Dynamique des populations et des espaces urbanisés dans la longue durée (fiches des opérations)

COUPLEUX Sylvie et DUHAMEL Sabine (1996) "Complémentarité des formes de mobilité : migrations et navettes de travail. Le cas de l'aire urbaine centrale du Nord - Pas-de-Calais". Actes de la Journée d'études *Changement régional et dynamique des territoires : éclairages théoriques et empiriques à propos de l'exemple du Nord - Pas-de-Calais*, FréVILLE-ORHA, pp. 141-150.

### Rapports

COUPLEUX Sylvie et DUHAMEL Sabine (1996) *Migrations et navettes domicile-travail dans le Nord : dynamiques territoriales*. Rapport de synthèse pour le Conseil Général du Nord, juin.

COUPLEUX Sylvie et DUHAMEL Sabine (1997) *Les navettes dans le département du Nord (flux domicile-travail et flux scolaires)*. Rapport de synthèse pour le Conseil Général du Nord, janvier.

### Communications

COUPLEUX Sylvie, DUHAMEL Sabine (1994) "Mobilité résidentielle dans l'agglomération lilloise entre 1975 et 1982". Communication au Colloque UGI *Les populations à micro-échelle*, Géographia polonica.

COUPLEUX Sylvie (1995) "Distances et motifs de migration : comportements individuels de mobilité en milieu urbain". IVèmes Journées de l'IFRESI, mars.

DUHAMEL Sabine (1995) "Les déterminants spatiaux, socio-économiques et notions d'échelles des navettes domicile-travail". IVèmes de l'IFRESI, Lille, mars.

THUMERELLE Pierre-Jean (1995) "Foreign Immigration in France". Communication au *Gender and Migration Symposium*, Pretoria, avril.

DUHAMEL Sabine (1996) "Les navettes domicile-travail dans l'approche des pays : le cas de la Flandre-Lys". Communication à la *Table ronde Pays, Bassins de vie et Discontinuités*, Lille, 16-17 février, publiée dans *Travaux et Documents, Etudes n°13 "Pays, Bassins de vie et Discontinuités"*, Villeneuve d'Ascq, IFRESI-CNRS, Université des Sciences et Technologies de Lille, Laboratoire de Géographie Humaine, pp. 215-222.

DUHAMEL Sabine et COUPLEUX Sylvie (1997) "Accentuation des échanges de travailleurs frontaliers entre la France et la Belgique et mode de vie transfrontalier". Communication au Séminaire international sur *Les Espaces transfrontaliers*, Lille, 7-8 mars, à paraître dans *Hommes et Terres du Nord*, UFR de Géographie, USTL, Villeneuve d'Ascq, 1998/1.

DUMONT Frédéric (1996) "Les étrangers en France". Communication au Séminaire *L'Europe et la coopération euro-méditerranéenne*, Université La Sapienza, Rome, en coll. avec la Commission Européenne, 11 mai.

SEYS François-Olivier (1997) "Conséquences démographiques de la disparition d'une frontière : l'exemple de l'Allemagne". Communication au Séminaire international sur *Les Espaces transfrontaliers*, Lille, 7-8 mars, à paraître dans *Hommes et Terres du Nord*, UFR de Géographie, USTL, Villeneuve d'Ascq, 1998/1.

\*

\* \* \*

## **2.1.1.C. VIEILLISSEMENT DES POPULATIONS, ESPACES URBAINS, SERVICES AUX PERSONNES ÂGÉES (OPÉRATION EN COURS)**

### Chercheurs

LGH : Pierre-Jean THUMERELLE (PR), Jean-François GHEKIERE (ATER), Fatima KERMAD (SEC)

### Objet, méthode, résultats

Le vieillissement des populations sera vraisemblablement le fait démographique le plus marquant du début du siècle prochain pour les populations des pays développés. Cantonnés aux espaces ruraux ou aux régions en crise, ce phénomène touchera prochainement les populations urbaines. L'idée nous est donc venue de croiser les problématiques liées au vieillissement démographique (concentration géographique du phénomène, diversité spatiale de la population âgée, services aux

personnes âgées) avec celles liées à la dynamique des espaces urbains (croissance urbaine, logiques de fonctionnement et d'organisation des espaces). Trois problématiques de recherche ont été développées.

Une première thèse porte sur les mécanismes spatiaux du vieillissement démographique dans la ville, le cas de l'agglomération lilloise (JF GHÉKIÈRE opération achevée). Elle développe une théorie d'évolution du phénomène dans la ville sous forme de "dynamique ondulatoire". Chaque couronne de l'agglomération devrait connaître successivement un vieillissement démographique intense. Cette dynamique, liée à la croissance urbaine et spatiale de l'agglomération ainsi qu'au cycle de vie des ménages, conduit à une constante redistribution de la population âgée dans la ville. Elle implique une inadéquation croissante entre la répartition des personnes âgées sur le territoire et la répartition de l'offre de services spécialisés.

Une seconde thèse portant sur la répartition des services urbains aux personnes âgées dans la ville F KERMAD (opération en cours) envisage par ailleurs l'incidence des mouvements spatiaux du vieillissement démographique sur les niveaux d'équipement en structure d'accueil. Plus globalement, il s'agit d'une recherche sur la logique de localisation et de développement des équipements destinés aux personnes âgées. Les besoins des personnes âgées sont-ils réellement pris en compte ? Quel est le rôle des acteurs locaux dans le développement de ces structures ? Les cadres interventions (communes, départements) sont-ils en adéquation avec l'échelle spatiale du phénomène ?

Une troisième problématique a été développée autour de la question de la diversité de la population âgée dans la ville (opération en cours). Cette recherche entre dans le cadre du programme "santé société" du département de l'homme et de la société du CNRS. Jusqu'à présent, nos travaux sur le vieillissement démographique se sont basés sur l'âge atteint par la population. Or, cet indicateur représente mal l'état de santé de la population âgée, le degré réel de vieillissement des populations. Dans ce cas, il devient pertinent de s'interroger sur les réalités spatiales du vieillissement des populations dans la ville. quelle est l'ampleur de la variabilité spatiale de l'état de santé des individus âgés dans les espaces urbains ? D'autre part, la diversité de l'espace urbain est-elle capable de générer des niveaux de dépendance différents pour des individus semblables par ailleurs ?

## **Partenaires et financement**

Programme "Santé-Société" du Département SHS du CNRS

## **Publications issues de l'opération**

### **Communications**

GHÉKIÈRE JF (1997) "Les dimensions spatiales du vieillissement des populations dans la ville". Communication aux Vèmes Journées IFRÉSI, 20-21 mars. 30 p.

KERMAD F (1997) Facteurs de différentiation spatiale des équipements spécifiques aux personnes âgées dans un espace transfrontalier". Communication aux Vèmes Journées IFRÉSI, 20-21 mars. 10 p.

### **Thèse**

GHÉKIÈRE Jean-François (1996) *Les mécanismes spatiaux du vieillissement démographique dans la ville. Le cas de l'agglomération lilloise.* Thèse de géographie humaine soutenue le 12 janvier 1996 à Lille, 298 pages

\*

\* \*

### **2.1.1.D. TERRITOIRES DE LA VILLE, SYSTÈME URBAIN ET LIEN SOCIAL (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

Équipe Villes de l'URA 1020 et CHRN. Équipe Villes du projet IMESO : J.P. BARRIÈRE (MC), F. CARON (SEC), P. CERISIER (SEC), J.P. DERAUGNAUCOURT (MC), P. GUIGNET (PR), M.L. LEGAY (ATER), E. LEROY (SEC), M.J. LUSSIEN (MC), B. MÉNAGER (PR)

LGH : F. CUNAT (MC) (Voir opération 212 F)

#### **Objet, méthode, résultats**

Cet ensemble de recherches s'est développé dans trois directions :

- A) Le premier axe thématique est relatif aux transformations des réseaux urbains et à la dynamique des relations villes-campagnes.
- B) Le deuxième champ d'investigation a traité de l'étude diachronique de la population des villes. Cet ensemble thématique comporte deux versants complémentaires : mise en évidence des bassins démographiques des villes, influence du fait urbain sur la famille et les réseaux de parenté.
- C) Le troisième grand domaine de recherche porte sur les espaces de la ville, l'habitat et les liens sociaux.

La mise en oeuvre ce programme a été marquée par :

- Le lancement massif de travaux de maîtrise et de DEA faisant l'objet de séances bimensuelles d'un séminaire animé par P. Guignet en histoire moderne, D. Terrier en histoire du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce cadre, plusieurs conférenciers comme le regretté B. Lepetit, Alain Lottin (Arras), J.-L. Pinol (Strasbourg), Claude Bruneel (U. C. Louvain), G. Beaur (CNRS), M. Roncayolo (ENS), F. Bourillon (Paris XII) ont apporté aux chercheurs les fruits de leurs recherches en cours et de leur réflexions méthodologiques.
- La préparation, avec la participation de chercheurs étrangers, d'un important numéro spécial de la Revue du Nord sur *Démographie urbaine, urbanisation et urbanisme dans la France du Nord et en Belgique (XV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*. Ce numéro spécial doit sortir des presses en septembre 1997, *Revue du Nord*, t. LXXIX, n° 320-321, avril-septembre 1997, environ 400 p.
- La participation aux activités de l'IFRESI, lieu fécond de contacts avec les chercheurs géographes, économistes et sociologues de la région.

A) Sur le premier axe, quelques jalons ont été posés même si ce n'est pas dans ce domaine que le front pionnier de la recherche a le plus progressé. Bernard Ménager a lancé une enquête sur les équipements culturels des villes du Nord au XX<sup>e</sup> siècle. Il a dressé un bilan des recherches entreprises sur la reconstruction des villes du Nord dans un numéro de la Revue du Nord (1995) dont ces travaux formaient une articulation majeure. Patrick Cerisier qui a en chantier une thèse sur *L'approvisionnement en grains des villes de la France du Nord de Louis XIV à la Révolution* a publié dans la *Revue du Nord* (N° 309, p. 29-58) un article sous le titre : « Les subdélégués de l'intendant Taboureau et le commerce des grains en Hainaut à l'époque de Terray ».

*L'Atlas historique des villes européennes* fut également un domaine d'exploration scientifique de plusieurs membres de l'équipe (F. Cunat, P. Guignet, M.-J. Lussien, P. Marchand). Le groupe a été en effet chargé par Jean-Luc Pinol (Strasbourg II, directeur de l'URA 1010) du chapitre consacré à Lille. La sortie du livre, longtemps retardée pour des raisons techniques, fut effective en octobre 1996 (voir aussi la mention dans l'opération 212 F).

B) En ce qui concerne la démographie historique des villes, les acquis déjà engrangés ou annoncés dans un proche avenir apparaissent d'ores et déjà significatifs. Dans les *Actes du 35<sup>e</sup> Congrès de la Fédération des Sociétés savantes sur La ville et son peuple dans le Nord de la France*, P. Guignet a publié une communication sur « La famille valenciennoise à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : structures et dimensions ». Il a également fourni une introduction critique à la publication du dénombrement de la Prévôté-Le-Comte de Valenciennes en 1681, en liaison avec l'Association généalogique Flandre-Hainaut.

Le gros numéro spécial de la *Revue du Nord* constitue la pierre angulaire du rapport d'activité de l'équipe avec dix articles de démographie urbaine (Alain Derville, Charles Engrand, Philippe Guignet, Guillaume Garner, Chantal Petillon, Didier Terrier, Gérard Gayot et Bruno Lassaux).

Ce numéro spécial s'enrichit des apports scientifiques d'universitaires belges réputés avec qui les historiens lillois des villes ont tissé de longue date des liens de coopération : Claude Bruneel et Luc Delporte (Université Catholique de Louvain), Denis Morsa (Crédit Communal de Belgique), Michel Oris (Responsable du Laboratoire de Démographie historique de l'Université de Liège).

C) Le troisième champ de recherche (espaces de la ville, l'habitat et liens sociaux) s'est révélé pour le moins porteur. L'inscription spatiale des fonctions et des activités apparaît dans les travaux en cours sur les corporations (thèse de Frédéric Caron sur *Organisation du travail, métiers et corporation dans deux bonnes villes moyennes du Nord de la France : Douai et Valenciennes de Charles Quint à la conquête française*).

Sept articles du numéro spécial de la *Revue du Nord* (t. LXIX, n° 320-321, avril-septembre 1997) s'intéressent aux questions d'urbanisme et/ou d'agrandissement de villes. Ils sont dus à Eric Leroy, Laurence Baudoux, Marie-Josèphe Lussien-Maisonneuve, Odette Hardy-Hemery, et à trois spécialistes extérieurs qui collaborent régulièrement avec l'équipe : Christiane Lesage (Conservateur honoraire à la DRAC de Lille), Hélène Knop-Vandambosse (Certifiée de documentation), Jean-Marie Richez.

Marie-Josèphe Lussien-Maisonneuve termine une thèse prometteuse *Au carrefour de l'Europe du Nord-Ouest, l'architecture et les architectes néogothiques de la France septentrionale*, préparée sous la direction de M. B. Foucart, soutenance prévue fin 1997-début 1998.

Une enquête au long cours est engagée dans le cadre du séminaire d'histoire urbaine animé par P. Guignet sur le cadre de la vie quotidienne dans les villes du Nord au siècle des Lumières. Ainsi ont été soutenus plusieurs très bons mémoires de maîtrise ayant pour base documentaire essentielle les inventaires après décès. Ils portent actuellement sur Valenciennes, Lille, Saint-Omer, Saint-Amand et Avesnes-sur-Helpe.

## **Partenaires et financement**

Contrat de Plan État-Région 1994-1998

## **Publications issues de l'opération**

### **Ouvrages**

GUIGNET Philippe, HIERNARD Jean (eds) (1996) *Les réseaux urbains du Centre-Ouest de l'Antiquité à nos jours*, Actes du colloque organisé par le GERHICO (Université de Poitiers), Poitiers, Mémoires de la SAO, 523 p.

BARRIÈRE Jean-Paul (à paraître en 1997 ou 1998), *Guide des recherches en histoire économique et sociale contemporaine* (en coll.), Paris/Gap : Ophrys.

BARRIÈRE Jean-Paul (à paraître 1997), *La France au XXe siècle*, Paris, Hachette.

### **Contributions dans ouvrage collectif**

CUNAT Frédérico, DERVILLE Alain, GUIGNET Philippe, LUSSIEN-MAISONNEUVE Marie-Josèphe, MARCHAND Philippe (1996) "Lille du Moyen Age à nos jours", in *Atlas historique des villes de France*, dir. J.-L. Pinol, Centre de Culture contemporaine de Barcelone, diffusion Hachette.

GUIGNET Philippe (1994) "Villes et relations postales dans le quart sud-ouest de la France au temps de Fontenoy", Actes du colloque universitaire organisé à Ussel par l'association des historiens du Limousin sur *Espaces et pouvoirs urbains dans le Massif central et l'Aquitaine du Moyen Age à nos jours*, (J.-L. lemaître et M. Cassan eds), *Mémoires et documents sur le Bas-Limousin*, pp. 257-277.

GUIGNET Philippe (1994) Participation à la *Bibliographie de l'histoire urbaine. Belgique-Luxembourg (1992-1993)* dirigée par le Laboratoire de Démographie de l'Université de Liège, Liège, passim (rubriques consacrées à la France du Nord avant la conquête française).

GUIGNET Philippe (1995) "Les Tribout et leurs ouvrières, symboles et artisans de la brève épopée industrielle des dentelles de Valenciennes" in : *Actes du colloque Industrie textile et croissance régionale, Europe du Nord-Ouest et Pologne*, dir. A. Broder, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 6, pp. 35-72.

GUIGNET Philippe (1996) Participation au *Dictionnaire de l'Ancien Régime* dirigé par L. Bely, Paris, PUF, pp. 861-867.

BARRIÈRE Jean-Paul (1996), *Des notaires au notariat : les voies de la professionnalisation en France au XIXe*, in : *La professionnalisation des classes moyennes*, (P. GUILLAUME, dir.), Bordeaux : Ed. Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, p. 19-36.

## 2.1.1. Dynamique des populations et des espaces urbanisés dans la longue durée (fiches des opérations)

### **Articles de revue**

CERISIER Patrick (1995) "Les subdélégués de l'intendant Taboureau et le commerce des grains en Hainaut à l'époque de Terray (1769-1774)", *Revue du Nord*, t. LXXVII, n° 309, janvier-mars, pp. 29-58.

GUIGNET Philippe (1997) "Lille, Valenciennes et les autres au miroir des courbes paroissiales longues (1715-1789). 'Temps des baisses' ou âge des croissances ralenties?", *Revue du Nord*, t. LXXIX, n° 320-321, avril-septembre.

LEGAY Marie-Laure (1997) "Les États provinciaux face à leurs administrés : du dialogue à la censure. Artois, Cambrésis 1680-1789", *Revue du Nord*, t. LXXIX, janvier-mars, 24 p.

LUSSIEN-MAISONNEUVE Marie-Josèphe (1997) "Contagion néo-gothique et urbanisme dans les villes septentrionales au XIX<sup>e</sup> siècle", *Revue du Nord*, t. LXXIX, n° 320-321, avril-septembre.

BARRIÈRE Jean-Paul (à paraître en 1998), *Une nouvelle source d'informations pour l'historien : la banque de données images de la région Nord* (en coll. avec M. de Férière, M. Després-Lonnet, A. Péninou), communication au colloque de l'association Histoire et Informatique sur *Quel CD-ROM pour l'enseignement et la recherche en Histoire ?* (Paris, 8-9 novembre 1996).

BARRIÈRE Jean-Paul (à paraître en 1998) "Notaires des villes et des champs : les origines d'une profession au XIX<sup>e</sup> siècle", *Le mouvement Social*.

### **Communications**

GUIGNET Philippe (1995) "La famille valenciennoise à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Structures et dimensions", in *Actes du 35<sup>e</sup> congrès de la Fédération des Sociétés savantes, La ville et son peuple dans le Nord de la France*, Le Touquet, p. 29-38.

LEGAY Marie-Laure (1996) "L'apprentissage médical sous le parrainage des États provinciaux de la France du Nord (vers 1760-1790)", in *Les débuts de l'École républicaine*, Actes du colloque de Lille, 23-25 novembre 1995, *Revue du Nord*, t. LXXVIII, n° 317, octobre-décembre, p. 709-713.

LEGAY Marie-Laure (à paraître en 1997) "Les transformations paysagères dans la France du Nord sous l'administration des États provinciaux : une expression des enjeux politiques à la veille de la révolution ? (1750-1789)", Actes du colloque d'histoire de Montbrison. *Evolution et représentation du paysage de 1750 à nos jours*.

### **Thèse**

DREGNAUCOURT Jean-Pierre (1993) *Autour de la mort. Attitudes, pratiques et croyances à Douai, vers 1250-1500* Thèse soutenue à l'Université de Lille 3, novembre, dactylographiée.

\*

\* \* \*



## **2.1.2. DYNAMIQUES TERRITORIALES ET URBAINES DES ACTIVITÉS (fiches des opérations)**

### **2.1.2.A. COLLOQUE "VILLES, ENTREPRISES ET SOCIÉTÉ À LA VEILLE DU 21ÈME SIÈCLE" ET PUBLICATIONS ISSUES DE CE COLLOQUE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : F. MOULAERT (PR), C. DEMAZIÈRE (P), H. FARCY (ATER), J.C. DELVAINQUIÈRE (D), M. AUTÈS (CR)

Niveau fédéral IFRÉSI : C. SOUDAN (IE), F. MARÉCAILLE (AJTc)

Chercheurs d'autres équipes: G. BARTA (Regional Science Research Institute, Budapest; résidant à l'IFRESI au printemps 1994); A. MARTENS (Département de Sociologie, KU Leuven, Belgique; résidant à l'IFRESI au printemps 1994); A. SHACHAR (The Hebrew University of Jerusalem); B. LEVER (University of Glasgow), A. SCOTT (UCLA, USA), P.A. WILSON (University of Texas at Austin, résidant à l'IFRESI durant l'été 1994), M. VERVAEKE (IRESCO, Paris), Arantxa RODRIGUEZ (Université du Pays Basque, Bilbao).

#### **Objet, méthode, résultats**

Le lancement du programme PIR-VILLES du CNRS a permis d'organiser dans le cadre de l'IFRESI en 1994 un colloque sur le thème "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXI<sup>e</sup> siècle". L'objectif principal de ce colloque était de faire le bilan des savoirs sur les rapports entre les entreprises et la société urbaine. Plus de deux cents communications y ont été présentées. Une dizaine d'ouvrages ou de numéros spéciaux de revue ont diffusé les résultats principaux de ce colloque.

Un premier ouvrage examine les rapports entre la restructuration économique des vingt dernières années, l'exclusion sociale, et les réponses locales (Moulaert et Scott, 1997). Un autre ouvrage fait le point sur les phénomènes de polarisation sociale dans les grandes villes européennes, sur le marché du travail comme sur le marché du logement (Martens et Vervaeke, 1997).

Le numéro spécial d'*Urban Studies* examine les différents aspects du rôle des villes dans la globalisation économique (Moulaert et Shachar, 1995). Les onze contributions de ce numéro apportent une information détaillée sur les modes d'insertion et de participation active des villes à l'économie globale. Les deux autres numéros spéciaux de revue ont des ambitions théoriques affichées. Il s'agit dans un cas de confronter les tendances récentes de la théorie urbaine (Moulaert et Harloe, 1995) et, dans l'autre, de présenter les nouvelles approches des économies d'agglomération (Moulaert et Farcy, 1996). Depuis sa naissance, la notion d'économies d'agglomération - c'est-à-dire les externalités produites par la localisation concentrée d'activités économiques - a connu plusieurs enrichissements conceptuels. Le numéro spécial de la *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* rend compte des développements récents. L'accent est mis sur le rôle de l'organisation industrielle, l'importance des rapports sociaux et des conventions au sein des agglomérations, et l'existence de systèmes et réseaux de villes.

Trois publications abordent le thème du développement économique local. L'ouvrage collectif dirigé par Christophe Demazière analyse les stratégies et politiques de développement économique local en Europe et en Amérique. Avec la crise économique, la décentralisation et la montée d'aspirations à "vivre autrement", les initiatives économiques locales se sont multipliées, depuis deux décennies. En seize chapitres, cet ouvrage porte une attention soutenue aux différents "modèles" de développement local : les districts industriels, les grands projets de revitalisation urbaine, et les partenariats public/privé. L'ouvrage se fait également l'écho de pratiques nouvelles, comme le micro-crédit, le développement intégré des métropoles, ou l'internationalisation des stratégies. Ce livre traite aussi du sens de stratégies locales dans le contexte de la globalisation économique, du rôle de l'État et du contenu démocratique des projets locaux. Cet ouvrage est également paru en anglais (Demazière et Wilson, 1996). Enfin, un numéro de la *Revista Interamericana de Planificación* (édité par Patricia Wilson avec une contribution d'Arantxa

Rodriguez) porte également sur le thème du développement local. Plusieurs contributions analysent les complémentarités ou, inversement, les conflits entre les mouvements sociaux urbains et les stratégies actuelles de développement économique. Par ailleurs, quatre contributions analysent des stratégies locales menées en Europe dans le contexte du processus d'intégration économique et politique en cours.

### **Partenaires et financement**

PIR-VILLES CNRS, DATAR, Conseil Régional Nord-Pas de Calais, Fondation Européenne pour la Science, Agence d'Urbanisme et de Développement de Lille

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrages**

MOULAERT Frank, SCOTT Allen J. (eds) (1997) *Cities, Enterprises and Society at the Eve of the XXIst Century*. Pinter Publishers.

MOULAERT Frank, SHACHAR Arie (eds) (1995) Cities and Economic Globalization, *Urban Studies*, avril.

MOULAERT Frank, HARLOE Michael (eds) (1995) Recent contributions to urban theory, *International Journal of Urban and Regional Research*.

MOULAERT Frank, FARCY Hélène (eds) (1995) Nouvelles approches des économies d'agglomération, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 4.

DEMAZIÈRE Christophe (ed.) (1996) *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*, L'Harmattan.

DEMAZIÈRE Christophe, WILSON Patricia A. (eds.) (1996) *Local Economic Development in Europe and the Americas*. Mansell.

MARTENS Albert, VERVAEKE Monique (eds.) (1997) *La polarisation sociale dans les villes*, Anthropos/Economica.

WILSON, Patricia A. (ed.) (1995) Desarollo Local, *Sociedad InterAmericana de Planificación Journal*, numéro spécial.

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

MOULAERT, Frank, DEMAZIÈRE Christophe (1996) "Le développement économique local dans une Europe "post-fordiste": inventaire et réflexions stratégiques", in DEMAZIÈRE C (ed.), pp. 53-75.

DEMAZIÈRE Christophe (1996) "Introduction", in C. Demazière et P.A. Wilson (eds.) *Local Economic Development in Europe and the Americas*, Londres, Mansell, pp. xii-xx.

DEMAZIÈRE Christophe (1996) "Du global au local, du local au global. Origine, diversité et enjeux des initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique" in C. Demazière (ed.) *Du local au global*, Paris, L'Harmattan, pp. 11-49.

MOULAERT Frank, SCOTT Alen.J., FARCY Hélène (1997) "Producer Services and the Formation of Urban Space" in MOULAERT F., SCOTT A.J. (eds.) *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the XXIst Century*, Londres, Pinter.

#### **Articles de revue**

FARCY Hélène, MOULAERT Frank (1995) "Les économies d'agglomération: la genèse d'un concept", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°4, pp. 597-604.

\*

\* \* \*

## 2.1.2.B. GLOBALISATION DES FIRMES ET DYNAMIQUE DES TERRITOIRES (OPÉRATION EN COURS)

### Chercheurs

CEPE : Hadjila KRIFA (MC), Karine VERMEIRE (ATER), Bénédicte DEWULF (ATER)  
LAST-CLERSE : Frédéric HERAN (MC)

### Objet, méthode, résultats

Deux phénomènes majeurs et en apparence contradictoires ont influencé de manière prépondérante la configuration des échanges et des investissements internationaux au cours des 20 dernières années : la mondialisation d'une part et la régionalisation d'autre part. Cette double tendance pose des problèmes de fond sur la nouvelle division internationale du travail et la capacité des territoires à s'insérer dans une compétition mondialisée d'une part, sur le rôle des comportements des multinationales dans cette dynamique d'autre part.

*Trois recherches (achevées)* s'inscrivent dans cette thématique des nouveaux rapports des multinationales aux territoires.

1. Stratégies des firmes multinationales dans la région Nord-Pas de Calais
2. Stratégies de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale. L'exemple du Nord-Pas de Calais
3. Effets de l'ALENA sur les mouvements des Investissements Directs Internationaux : le risque des délocalisations pour le Canada.

Les deux premières recherches avaient pour objet l'analyse des stratégies d'implantation des multinationales étrangères dans le Nord - Pas de Calais et leurs répercussions sur le développement régional.

Les enquêtes menées auprès d'une cinquantaine d'établissements ont permis de montrer combien les stratégies globales des multinationales, qui tendent à supplanter les stratégies multidomestiques, modifient substantiellement les modalités d'implantation de ces firmes et leurs impacts sur la région.

Le choix d'une implantation est de moins en moins motivé par les facteurs traditionnels (coûts des matières premières, de la main-d'oeuvre ou des transports), mais par des facteurs beaucoup plus stratégiques : en particulier, l'accès à des compétences hautement qualifiées. Dans un contexte de croissance ralentie et d'exigences accrues des clients, le rôle de la demande reste essentiel dans la décision d'investir, mais devient secondaire dans la localisation précise des activités (à l'exception du cas précis de la quasi-intégration d'un fournisseur à sa firme cliente), en raison de la révolution des transports et de l'élargissement des zones de distribution. L'existence d'un tissu industriel régional étendu dans le domaine de la firme qui souhaite s'implanter reste, en revanche, un atout non négligeable, car il procure à cette firme un environnement particulièrement propice : sur le plan matériel certes, mais surtout en lui facilitant l'accès à des compétences et à des services appropriés, tout en la faisant profiter d'un contexte concurrentiel stimulant.

En ce qui concerne les retombées attendues des implantations étrangères, l'avènement des stratégies globales bouleverse là aussi profondément les conceptions traditionnelles. Avec la globalisation, l'impact sur le tissu industriel se réduit notablement. L'approvisionnement centralisé et mondial, la spécialisation des unités de production et l'extension des aires de commercialisation tend à diminuer l'insertion régionale. Il s'en suit une réduction sensible de l'impact d'une implantation sur l'emploi, sur les transferts de technologie et plus généralement sur la structuration du tissu industriel. Les facteurs explicatifs tiennent aux logiques de rationalisation des firmes à l'échelle mondiale et à leurs logiques d'insertion locale.

Les logiques des firmes globales sont aussi en cause dans la troisième recherche sur "les effets de l'ALENA sur les mouvements des Investissements Directs Internationaux pour le Canada". Celle-ci défend la thèse du risque potentiel de transfert d'activités des filiales de groupes multinationaux implantés au Canada vers les États Unis d'une part et de délocalisations vers la zone à bas coûts de main d'oeuvre que représente le Mexique d'autre part. Les raisons se trouvent à la fois dans les caractéristiques de l'ALENA, celles de l'économie canadienne et dans la tendance à la rationalisation des multinationales.

**Deux thèses sont en cours :**

- L'une approfondit la question du transfert de technologie par les multinationales dans la région Nord Pas de Calais
- La deuxième thèse examine les stratégies d'investissement direct des multinationales dans les nouveaux espaces que représentent les Pays d'Europe Centrale.

**Partenaires et financement**

Contrat de Plan État-Région

**Publications issues de l'opération**

**Contribution dans ouvrage collectif**

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric (1995) "Logiques stratégiques des grands groupes multinationaux et dynamique territoriale : l'exemple de la région Nord-Pas de Calais", in TREMBLAY D.- G., *Concertation et performance économique : vers de nouveaux modèles de développement*, Presses de l'Université du Québec.

**Article de revue**

KRIFA Hadjila (1993) "La dynamique des investissements directs étrangers en Pologne : enjeux, déterminants et impacts". *Cahiers d'Economie Appliquée aux Sciences Humaines (CEASH)*, N° 16 (numéro spécial "La transition en Europe"), pp. 7-26.

**Rapports**

KRIFA Hadjila (1994) "Le rôle de l'investissement direct international dans la mutation des pays d'Europe Centrale (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie)" dans MUCHIELLI Jean Louis ( responsable scientifique) "Firmes multinationales et transition en Europe Centrale et Orientale", Commissariat Général du Plan (contrat de recherche n°12/92).

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1994) *Stratégie de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale*. L'exemple de la région Nord-Pas de Calais. Rapport pour le Conseil régional Nord-Pas de Calais, 81 p.

KRIFA Hadjila (1995) "Effets de l'ALENA sur les mouvements des Investissements directs internationaux : le risque des délocalisations pour le Canada . Rapport pour le Ministère des Affaires étrangères/ Ottawa, Canada, Mars, 29 p.

**Communication**

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1995) "Stratégie de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale". *4èmes Journées IFRESI*, Lille, 30-31 mars.

KRIFA Hadjila, VERMEIRE Karine (1996) "L'impact des investissements directs étrangers sur l'économie polonaise". Séminaire *Coopération Franco-polonaise de recherches sur l'intégration européenne*. Varsovie 1-3 février.

\*

\* \* \*

## **2.1.2.C. LE RÔLE DES SERVICES DE HAUT NIVEAU DANS L'INNOVATION RÉGIONALE (OPÉRATION EN VOIE D'ACHÈVEMENT)**

### **Chercheurs**

LAST-CLERSÉ : Hélène FARCY (A), Camal GALLOUJ (MC), Faridah DJELLAL (MC), Frank MOULAERT (PR)

Équipes extérieures : Collaborations dans le cadre d'un réseau international sous la direction de Peter WOOD, University College London.

### **Objet, méthode, résultats:**

- Objet: analyse des rapports entre l'innovation provenant des services aux entreprises et le développement régional. Approfondissement de la géographie urbaine et régionale des services aux entreprises en France. L'explication de la hiérarchie urbaine française par les biais de l'innovation des services aux entreprises.

- La méthode consiste en plusieurs parties: a) analyse statistique de la répartition inter-régionale et inter-urbaine des services aux entreprises de haut niveau; b) combinaison des théories d'innovation régionale et d'innovation dans le secteur des services aux entreprises; c) combinaison de la théorie des réseaux appliquée aux services de haut niveau et les théories des hiérarchies urbaines.

- Résultats obtenus: a) cadre théorique pour l'analyse de la tertiarisation dynamique des économies régionales et urbaines; b) analyse statistique détaillée au niveau des régions et des métropoles régionales de l'emploi dans les services de haut niveau (1980-1991).

- Résultats attendus: a) thèse de Hélène Farcy: "Tertiaire supérieur et dynamiques urbaines : le cas de Lille et des autres métropoles régionales" dans laquelle est analysé le rôle des services aux entreprises dans les dynamiques de métropolisation ; b) l'évaluation du rôle de l'organisation économique régionale et locale dans la diffusion des services aux entreprises innovateurs.

### **Partenaires et financement**

European Science Foundation, CE DG V, CE DG XII, INSEE.

### **Publications issues de l'opération**

Voir également opération 2.1.2. A

#### **Ouvrage**

MOULAERT Frank, TÖDTLING Fr. (dir.) (1995) *The European Geography of the Advanced Producer Services Sector*. European Science Foundation, Numéro spécial de la revue *Progress in Planning*, Vol. 43, 3-4.

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

GALLOUJ Camal, MOULAERT Frank (1994) "Tertiaire supérieur, hiérarchie urbaine et politique publique", dans Plan Urbain-Ministère de l'Équipement : *"Les villes européennes de tradition industrielle : mutations économiques et politiques urbaines"*. Presses Universitaires de Lille.

GALLOUJ Camal (à paraître en 1997) "Les réseaux nationaux de services dans le Nord-Pas-de-Calais : un mode spécifique d'insertion dans l'économie régionale", dans *"Changement régional et dynamique des territoires"*, ouvrage collectif coordonné par D. Paris et J.P. Thumerelle, Editions Septentrion.

#### **Articles de revue**

DJELLAL Faridah (1994) "Un essai d'analyse de la division fonctionnelle et spatiale dans les firmes de conseil en technologie de l'information", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, mars-avril.

DJELLAL Faridah, MOULAERT Frank (1995) "Vers une définition élargie des économies d'agglomération : le cas du conseil en technologie de l'information", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 5, décembre.

GALLOUJ Camal, MOULAERT Frank (1995) "Advanced Producer Services in The French Space Economy : Decentralization at the Highest Level", European Science Foundation, *Progress in Planning*. Vol 43, Part 2-3.

## 2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités (fiches des opérations)

GALLOUJ Camal (1996) "Le commerce interrégional des services aux entreprises : une revue de la littérature", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 3.

MOULAERT Frank, DJELLAL Faridah (1995) "ITC Firms: a functional organization in urban networks", *Urban Studies*, février.

### Rapports

GALLOUJ Camal, GADREY Jean (1994) *Les 'collectivités locales' et le développement des services aux entreprises en France : le cas des CCI*. ACFCI, Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, 100 p.

GALLOUJ Camal, SYLVAIN C. (1997) Les activités de service dans la région Nord-pas-de-Calais, Recherche financée par l'Agence Régionale de Développement (ARD), Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais (recherche en cours).

FARCY Hélène, MOULAERT Frank (1995) Les métropoles régionales. Les dossiers de Profils n° 37, INSEE Nord-Pas de Calais, les sections sur le tertiaire supérieur.

### Communication

FARCY Hélène (1995) "Services de haut niveau, développement économique urbain et hiérarchie des villes: quelles relations?", communication aux *IVèmes Journées IFRESI*, Lille, 30-31 mars.

### Thèse

GALLOUJ Camal (1993) *Les enjeux et dynamiques du développement des marchés régionaux de services aux entreprises : le cas du Nord-Pas-de-Calais*. Thèse de doctorat en économie industrielle et des ressources humaines (Sous la direction de Jean Gadrey), Université des sciences et technologies de Lille, Octobre.

\*

\* \* \*

## **2.1.2.D. DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE LOCAL ET LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ. DÉVELOPPEMENT LOCAL INTÉGRÉ (OPÉRATION EN COURS)**

### Chercheurs

LAST-CLERSÉ : F. MOULAERT (PR), J.-C. DELVAINQUIÈRE (D), C. DEMAZIÈRE, J.B. BOYABÉ (CE)

Chercheurs d'autres équipes: P. DELLADETSIMA (Université de la Mer Egée, Grèce; résidant à l'IFRESI en 1993, bourse Capital Humain et Mobilité de la CE), L. LEONTIDOU (King's College, Londres), A. RODRIGUEZ (Université du Pays Basque, Bilbao, résidant à l'IFRESI en 1994, bourse Capital Humain et Mobilité de la CE), C. COURLET (IREPD), Ph. COOKE (UWIST, Cardiff, Grande Bretagne), G. GAROFOLI (Université de Pavia, Italie), C. HADJIMICHALIS (Université de Thessalonique, Grèce), R. ALAEZ (Université du Pays Basque, Bilbao, Espagne), H. HÄUSSERMANN et R. SACKMANN (Université de Bremen, Allemagne).

### Objet, méthode, résultats

Objet: analyse des systèmes socio-économiques de trente localités situées dans huit pays de la Communauté Européenne (France, Allemagne, Belgique, Italie, Espagne, Portugal, Grande-Bretagne, Grèce), ayant toutes des problèmes de développement économique et de pauvreté. Evaluation et proposition de stratégies et de politiques de développement économique local. Elaboration de cadre d'analyse du développement dans les localités en déclin.

Méthode: La méthode consiste en cinq étapes: 1. La lecture critique des théories économiques et sociologiques du développement économique local (districts industriels, systèmes de production localisés, ...) Ces théories s'avèrent peu utiles pour l'analyse de localités "économiquement désintégrees". 2. Interaction proche entre les chercheurs et des témoins privilégiés, ayant une connaissance approfondie sur les localités. Le recueil des informations suit une procédure standardisée pour tous les pays et toutes les localités (grille d'entretien, mode de rapportage). 3. La rédaction transversale des données par localité, et la discussion sur les stratégies de développement. 4. Approfondissement d'études de cas urbaines (quartiers en difficulté dans des villes

sélectionnées : Charleroi, Valenciennes, Anvers, Girona, Bremen, Hambourg, Rostock etc. 5. La mise au point du modèle de 'Développement Local Intégré'.

Cette opération de recherche comprend également deux thèses, dont l'une est terminée et l'autre en voie d'achèvement.

Christophe Demazière a analysé les effets du développement économique sur l'espace dans le cas des quartiers ouvriers des grandes villes d'Europe du Nord-Ouest. La recherche empirique a porté sur une grande ville portuaire : Anvers.

Les quartiers ouvriers sont apparus au XIXème siècle comme sites d'implantation de manufactures et d'infrastructures de transport et comme espaces de reproduction sociale du salariat. Au XXème siècle, ces quartiers ont vu partir certains segments de population et ont souffert des relocalisations ou fermetures d'entreprises: ils sont entrés dans une spirale de déclin. La première partie de la thèse fait l'analyse de ces processus de désintégration socio-économique, avec deux interrogations: (i) comment expliquer les différences d'évolution des quartiers ouvriers anciens au niveau intraurbain, interurbain ou international? (ii) dans quelle mesure les diverses politiques mises en place pour enrayer la désintégration ont-elles réussi ou échoué? La deuxième partie de la thèse est plus prospective. Elle contraste l'évolution actuelle de ces quartiers, assez négative (renforcement de la segmentation des marchés du travail, afflux de populations pauvres, tensions inter-générationnelles,...), avec le ré-investissement des centres-villes par les capitaux et certaines couches sociales favorisées. Il s'agit de réfléchir, à partir de la littérature sur le post-fordisme et d'un certain nombre d'exemples concrets de stratégies locales de développement, aux possibilités de (re-)développement des quartiers ouvriers anciens à la veille du XXIe siècle.

De façon complémentaire au travail de Christophe Demazière, Jean-Cédric Delvainquièr e s'est penché sur l'émergence de stratégies "intégrées" de développement économique local dans les régions européennes d'ancienne tradition industrielle.

Confrontés à des trajectoires socio-économiques de déclin, et à leurs conséquences négatives pour une proportion importante de la population (voir ci-dessus), les divers acteurs locaux semblent dorénavant chercher à élaborer des stratégies de (re-)développement plus en accord avec la situation locale, c'est-à-dire plus à même d'améliorer les situations des plus défavorisés mais aussi susceptibles de meilleurs résultats en termes de développement strictement économique.

L'articulation des stratégies de développement économique avec les actions de politiques sociales en faveur des groupes en difficulté, telle qu'on l'analyse dans cinq localités d'Europe, conduit à étudier la combinaison des rationalités économiques et sociales. Pour cela, il apparaît nécessaire de concilier plusieurs outils de différentes théories économiques et en particulier d'envisager une définition plus large du concept d'innovation que celle habituellement retenue dans le cadre d'analyses traditionnelles, à orientation exclusivement organisationnelle ou technologique.

Résultats: méthodologie pour l'analyse multidimensionnelle de communautés locales ; fiches détaillées pour trente localités ; modèles de stratégies pour le développement socio-économique local.

## Partenaires et Financement

Commission Européenne : DG V, DG XII ; CNRS; Région Nord-Pas de Calais; Ministère de l'Equipement (Plan Urbain); Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille.

## Publications issues de l'opération

### Ouvrage

MOULAERT, F., DELVAINQUIÈRE, J.-C., DEMAZIÈRE , C. *Integrated Area Development in European Cities*, Londres, Routledge (en préparation).

### Contributions dans ouvrage collectif

MOULAERT F., LEONTIDOU L., DELLADETSIMA P.M., DELVAINQUIÈRE J.-C., DEMAZIÈRE C. (1994) "Propositions théoriques pour l'étude des localités qui 'perdent'", in Courlet C. and B. Soulage, (eds.), *Industrie, territoire et politiques publiques*. Paris, L'Harmattan.

MOULAERT Frank, DELVAINQUIÈRE, Jean-Cédric (1994) "Regional and Sub-Regional Development in Europe: the Role of Socio-cultural Trajectories", in Bekemans, L. (ed.) *Building Stone for Europe 2002*. Brussels, European Interuniversity Press.

DEMAZIÈRE Christophe (à paraître en 1997) "Les quartiers ouvriers en Europe à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle : désagrégation ou redéveloppement ?" in N. Haumont (ed.) *Les pratiques de la ville. Transformations sociales et évolutions spatiales*, Paris, L'Harmattan.

#### Articles de revue

MOULAERT Frank, LEONTIDOU Lila (1995) "Localités désintégrées et stratégies de lutte contre la pauvreté: une réflexion méthodologique post-moderne", *Espaces et Sociétés*, Vol. 78, 35-53.

MOULAERT Frank (1995) "Rediscovering spatial inequality in Europe. Building blocks for an appropriate 'regulationist' framework", *Society and Space*, Vol. 13.

MOULAERT Frank, SWINGEDOUW Erik, RODRIGUEZ Arantxa (en préparation) "Urban renovation and social exclusion: an analytical framework".

DEMAZIÈRE Christophe (1997) "Contribution au débat sur l'intégration de l'espace dans la théorie économique. Développement et crise dans une ville de tradition industrielle - Charleroi (Belgique)", *Espaces et Sociétés*, n° spécial "Entreprises et territoires", printemps.

#### Rapports

MOULAERT Frank, DELLADETSIMA Pavlos, LEONTIDOU Lila et al. (1994) *Local Economic Development: a pro-Active Strategy against Poverty in the European Community*. Lille, Final Report for the European Commission, DG V.

MOULAERT Frank, FARCY Hélène, DELVAINQUIÈRE Jean-Cédric, DEMAZIERE Christophe (1996) *La métropole du Nord et son organisation économique. Une application des théories économiques institutionnelles à la Régulation du Développement Local*. Rapport pour le Plan Urbain. Note de Cadrage du Projet de Recherche. IFRESI.

#### Communications

DELVAINQUIÈRE Jean-Cédric (1995), *L'émergence de stratégies de développement économique local intégrées dans les espaces d'ancienne tradition industrielle d'Europe de l'Ouest*. Communication aux IVèmes Journées IFRESI. Lille, 30-31 mars.

DEMAZIERE Christophe (1996) "Les problèmes de la ville sont-ils essentiellement économiques ?" Communication à la journée d'étude de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme *La politique de la ville : bilan et enjeux*, Paris, 28 novembre, 15 p.

DEMAZIERE Christophe (1997) "La ville face au développement économique : de la structuration à la désagrégation ? Le cas d'un quartier ouvrier d'Anvers (1860-1990)". Communication au séminaire *Modes de production et développement régional*, Institut de Géographie, Université Paris I, 31 janvier, 25 p.

#### Thèse

DEMAZIERE Christophe (1996) *Développement économique et structuration de l'espace urbain. Le quartier ouvrier, la grande ville, l'Europe du Nord-Ouest (étude de cas privilégiée : Anvers, ville portuaire)*, thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Lille I, 436p. +biblio 37p.

\*

\* \* \*

## 2.1.2.E. ÉCONOMIES SPATIALE ET URBAINE (OPÉRATION EN COURS)

### Chercheurs

CESURE : Sylvie BAZIN-BENOIT (AL), Sabine COUSIN (AL), Hubert JAYET (PR), Sonia PATY (AL), Alain PENTEL (AL), Dominique RAJAONARISON (MC), Philippe WINS (AL)

Chercheurs d'autres équipes : Paul CHESHIRE (Université de Reading), Ian GORDON (Université de Reading), Yves ZENOU (ERMES, Université de Paris 2)

### Objet, méthode, résultats

La sous opération "Économies spatiale et urbaine" vise à mieux connaître à la fois les modes de fonctionnement économiques internes aux villes et les conséquences de ces modes de fonctionnement sur l'organisation globale de l'espace. La logique de la démarche consiste à s'intéresser aux deux marchés structurants en zone urbaine que sont le marché du logement et le marché du travail.

Une première question porte alors sur les modes de formation des prix sur ces marchés. Deux recherches abordent cette question :

1. une étude sur les gradients de salaire dans l'agglomération lilloise.
2. une étude sur la formation des valeurs foncières dans l'agglomération lilloise.

Une deuxième question porte sur le fonctionnement de ces marchés eux-mêmes. Comment s'expriment l'offre et la demande sur ces marchés et, en particulier, dans quelles conditions les agents changent de logement ou d'emploi ? Avec quelles conséquences sur leur mobilité géographique ? Trois recherches abordent cette question :

3. une étude sur la mobilité résidentielle des ménages de l'agglomération lilloise.
4. une étude sur la répartition spatiale des mouvements de main-d'œuvre.
5. un travail récapitulatif sur l'analyse des migrations.

Une troisième question porte enfin sur la manière dont les politiques contribuent à façonner la ville en influençant ses mécanismes économiques. Trois recherches abordent cette question :

6. une étude l'offre de sites : de la concurrence entre juridictions à la concurrence entre organisations territoriales.
7. une étude sur la compétition territoriale en présence de plusieurs acteurs locaux
8. la recherche sur la concurrence territoriale en Europe du réseau TeCSEM.

Nous allons préciser les principaux résultats de ces études chacune à son tour.

#### *1. Les gradients de salaires dans l'agglomération lilloise (recherche achevée par Hubert Jayet, Sabine Cousin et Yves Zenou).*

Les modèles urbains standards conduisent à considérer l'éventualité de gradients de salaires, c'est à dire des différentiels de rémunérations entre entreprises installées au centre d'une agglomération urbaine et entreprises installées en périphérie, toutes choses égales par ailleurs. La logique de ces gradients est simple. L'organisation de la ville conduit à une demande d'autant plus forte de logements qu'on s'approche du centre de l'agglomération, motivée par les économies de coûts de transport que procure une localisation plus centrale. Il y a donc des gradients de rentes foncières, bien connus et quasi-universellement observés. Cette structure de la ville ouvre la possibilité de gradients de salaires car les entreprises s'installant en périphérie réduisent les coûts de transport des salariés qui y sont localisés, ou permettent aux salariés antérieurement au centre de bénéficier de coûts fonciers réduits à coûts de transport égale. Elles récupèrent tout ou partie de cet avantage par des rémunérations plus faibles. La recherche présente les résultats d'une enquête auprès d'entreprises de l'agglomération lilloise. L'analyse économétrique de cette enquête ne permet pas de mettre en évidence un gradient de salaire pour l'agglomération lilloise. Le seul facteur de structuration spatiale qui semble avoir une influence propre sur les niveaux de salaire est la proximité des grands axes de circulation.

*2. La formation des valeurs foncières dans l'agglomération lilloise (recherche en cours, Sabine Cousin et Hubert Jayet).*

L'objectif de cette recherche est de mesurer l'influence des phénomènes de capitalisation de la valeur des équipements, infrastructures et caractéristiques environnementales sur la formation des prix fonciers et immobiliers. La mesure des niveaux de capitalisation atteints débouche sur une mesure de la valeur que diverses catégories d'agents attachent aux facteurs déterminants de l'environnement de leur logement. Elle contribue également, grâce à l'analyse des différences de disposition à payer entre catégories d'agents, à une meilleure connaissance des mécanismes de ségrégation résidentielle. Le travail en cours est une enquête auprès d'agents immobiliers de l'agglomération qui permet, pour mille logements-types, de disposer d'une évaluation des prix de ces logements et d'une détermination de la catégorie de ménages susceptible de l'acheter. Les premières analyses des résultats ont permis de valider ce mode de collecte de l'information. Les fonctions de prix sont vraisemblables. L'étape à venir consiste à estimer, grâce à un modèle à sélection endogène, des dispositions à payer par catégorie d'agents.

*3. La mobilité résidentielle dans l'agglomération lilloise (Alain Pentel, recherche en cours).*

Sur la base d'une enquête biographique auprès d'un échantillon de ménages de l'agglomération lilloise, cette recherche vise à éclairer les principaux facteurs et mécanismes économiques de la mobilité résidentielle. Une première analyse du souhait de mobilité résidentielle exprimé par les enquêtés montre que le déséquilibre de consommation de logement résulte significativement des variations de la demande de services du logement induite par les changements de caractéristiques du ménage ou du logement. Une deuxième analyse portant sur les biographies résidentielles obtenues dans l'enquête fait apparaître une tendance à l'accroissement de la mobilité résidentielle avec la durée de résidence. On aurait donc un effet de stress cumulatif plutôt que d'inertie cumulative. La mobilité résidentielle est significativement affectée par les différents événements qu'a connu le ménage. Des effets d'anticipation significatifs apparaissent, en particulier pour les événements démographiques.

*4. La répartition spatiale des mouvements de main d'œuvre (Hubert Jayet, recherche achevée).*

Il s'agit d'une analyse de la répartition spatiale des différents types de mouvements de main-d'œuvre entre les bassins d'emploi. Une première analyse statistique fait apparaître deux grands types de déterminants. Les premiers sont à relier à l'opposition entre formes de gestion de la main-d'œuvre. Ils opposent des bassins avec une forte prédominance relative des mouvements liés aux emplois précaires (embauches sur CDD et fins de contrat) à des bassins avec une forte prédominance des mouvements liés aux emplois à durée indéterminée (embauches sur CDI, licenciements autres qu'économiques). Les seconds relèvent du dynamisme économique du bassin. Ils opposent des bassins où les licenciements économiques sont faibles à des bassins où ils sont plus nombreux. Dans la deuxième partie, une analyse économétrique permet d'explorer le lien entre ces déterminants et le caractère plus ou moins urbain ou rural de la zone. Il apparaît que le niveau élevé et la structure particulière des flux dans les zones les plus urbanisées est d'abord attribuable à la structure particulière de ces zones.

*5. L'analyse économique des migrations : une synthèse critique (Hubert Jayet, recherche achevée).*

Ce travail de synthèse sur l'analyse économique des migrations souligne les liens de l'analyse des comportements migratoires avec deux branches de l'analyse économique, l'analyse hédonique et les théories du capital humain. L'analyse hédonique permet de rendre compte des choix de localisation spatiale inhérents à la migration, chaque localisation étant assimilable à un bien complexe aux multiples caractéristiques. Les théories du capital humain permettent de rendre compte de la dimension temporelle de la migration, dont les coûts sont généralement subis beaucoup plus tôt que n'arrivent les bénéfices, ce qui la met dans une perspective d'investissement. L'article montre l'insuffisance de la prise en compte actuelle de cette dimension temporelle. L'article analyse également le débat sur l'équilibre spatial. Le débat tend à opposer ceux qui pensent que, principalement motivée par des déséquilibres sur les marchés locaux du travail, la migration est peu efficace dans sa fonction de réduction de ces déséquilibres ; et ceux qui considèrent que le système spatial est en équilibre avec des migrations qui sont l'expression de changements dans les préférences pour les facteurs hédoniques induits principalement par le déroulement des cycles de vie.

**6. L'offre de sites : de la concurrence entre juridictions à la concurrence entre organisations territoriales (Sylvie Benoît).**

Cette recherche porte sur les mécanismes de l'offre de sites par les collectivités territoriales cherchant à attirer des investisseurs extérieurs. L'analyse des résultats détaillés d'une enquête et des investigations plus approfondies des agglomérations lilloise et lyonnaise montre la complexité des réseaux d'acteurs impliqués dans la formation de cette offre. Il est donc nécessaire de dépasser le cadre traditionnel offert par l'analyse microéconomique, celui de la concurrence entre juridictions. En réduisant les acteurs locaux à une collectivité territoriale déterminant une combinaison optimale de biens publics locaux et de taxes locales de manière à maximiser le bien être local d'habitants immobiles, la concurrence interjuridictionnelle ne permet pas de rendre compte du jeu d'acteurs multiples mis chacun par des logiques différentes. Le texte cherche à séparer cette vision en introduisant une dimension organisationnelle de l'activité des acteurs locaux. Ceux-ci nouent entre eux des liens de concurrence et de coopération qui déterminent l'efficacité des politiques locales.

**7. Compétition territoriale en présence de plusieurs acteurs locaux (recherche qui démarre, Sonia Paty).**

L'objectif de cette recherche est, en s'appuyant sur une démarche microéconomique rigoureuse articulée avec des observations empiriques, de développer des modèles de concurrence territoriale dans un contexte où celle-ci n'est plus localement le fait d'une unique collectivité publique mais d'un ensemble d'acteurs locaux aux rationalités diverses. Ce qui conduit à poser plusieurs types de problèmes. Les premiers relèvent de la coordination entre des collectivités publiques qui, même en dehors de toute hiérarchie juridique, ont souvent des ressorts géographiques plus ou moins vastes. Les seconds relèvent du rôle des acteurs privés, en particulier les promoteurs et les aménageurs et du partage des rôles entre ces acteurs privés et les acteurs publics. Les troisièmes relèvent du rôle des organismes représentatifs d'intérêts locaux, comme par exemple les chambres consulaires. Dans quelles mesures ces organismes parviennent-ils à jouer à la fois le rôle d'organisateurs locaux et d'acteurs de la concurrence territoriale ?

**8. La concurrence territoriale en Europe (Hubert Jayet, Sylvie Benoit, et le réseau TeCSEM animé par Paul Cheshire et Ian Gordon).**

L'objectif de ce réseau de recherche qui comprend des équipes françaises, britanniques, néerlandaises, suédoises, suisses et italiennes et de mieux connaître les facteurs d'engagement des villes dans la concurrence territoriale à l'échelle européenne et les conséquences de cet engagement sur les disparités spatiales en Europe. La problématique de base est que l'engagement dans la concurrence territoriale est une conséquence de l'internationalisation croissante de l'économie et que les villes sont d'autant plus poussées à s'y engager que cette internationalisation affecte leur position relative dans le système urbain européen.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

BENOIT Sylvie (1995) "Local policies to attract mobile investment : a theoretical survey with an application to two sets of local organisation in France", *Territorial Competition in an Integrating Europe*, pp. 222-243.

#### **Articles de revue**

JAYET Hubert (1995) "Marchés de l'emploi urbains et ruraux et migrations", *Revue Economique*, n° 46 : pp. 605-614.

JAYET Hubert (1996) "Collective location", les *Annales d'Economie et de statistique*.

JAYET Hubert (1996) "L'analyse économique des migrations : une synthèse critique", *Revue Economique*, Vol. 47, n° 2, pp. 193-226.

JAYET Hubert (1996) "Peut-on caractériser les zones rurales par l'abondance d'espace", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°2, pp. 201-210.

JAYET Hubert (1996) "Quelles organisations économiques des espaces ruraux", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2-1996, pp. 249-262.

JAYET Hubert (1996) "Flux et positions des espaces ruraux", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, pp. 383-394.

## 2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités (fiches des opérations)

JAYET Hubert, GORDON Ian (à paraître) "Territorial policies between cooperation and competition", *Papers in Regional Science*

JAYET Hubert, PUIG Jean-Pierre, THISSE Jacques-François (1996) "Enjeux économiques de l'organisation du territoire", *Revue d'Economie Politique*, n° 106 : pp. 128-158.

JAYET Hubert, TORRE André (1994) "Vie et mort des entreprises : reflexions sur les dynamiques de renouvellement des tissus économiques", *Revue d'Economie Industrielle*, n° 69 : pp. 75-91. Repris dans *Problèmes Economiques*, n° 2423 : pp. 15-23.

RAJAONARISON Dominique (1993) "D'un recensement à un autre : la redistribution géographique des emplois entre 1975 et 1990", *Economie et Statistique*, n° 270, 1993-10 : pp.23-35

### Rapports

COUSIN Sabine (1996a), *Analyser les valeurs foncières et immobilières*, Rapport de Recherche pour La Poste.

COUSIN Sabine (1996b), *Les gradients de salaires dans l'agglomération lilloise*, Rapport au PIR-Villes.

JAYET Hubert (1994) *Développements Méthodologiques en Economie Spatiale et Urbaine* », Rapport Ministère de l'Equipement, Plan Urbain.

JAYET Hubert (1995) *Les Processus Economiques Spatiaux et Urbains*, Rapport au Ministère de l'Equipement (Plan Urbain).

JAYET Hubert (1995) *Etat des Lieux sur l'Analyse Microéconomique Spatiale et Urbaine et des Collectivités Locales*, Rapport au PIR-Villes.

PENTEL Alain (1995) *Les Facteurs Economiques de la Mobilité Résidentielle (enquête préliminaire)*, Rapport au Plan Construction.

### Documents de travail

RAJAONARISON Dominique (1996) "Une Etude Econométrique du Déséquilibre des Marchés Régionaux de Travail", n° 1/96

PENTEL Alain (1995) "La Mobilité Résidentielle Intraurbaine", n° 1/95

RAJAONARISON Dominique (1994) "How to Introduce Spatial Autocorrelation in a Probit Model", n° 9E/94

DUPONT Bernard (1994) "Spécialisation et Croissance Régionale. Un Modèle d'Inspiration Kaldorienne", n° 3/94

WINS Philippe (1993) "Firms location : an analysis of choice processes", n° 3/93

\*

\* \* \*

## **2.1.2.F. TERRITORIALISATION et ORGANISATION DES ESPACES PRODUCTIFS (OPÉRATION EN COURS)**

### Chercheurs

LGH : Federico CUÑAT (MC), DUHAMEL Sabine (MC) , VANMEIRHAEGUE-COUPLEUX Sylvie (MC)

CRAPS:Bernadette THOMAS (PRCE)

URA1020 : Alain DERVILLE (PR), Philippe GUINET (PR), HIRSCH Jean Pierre (PR), Marie-José LUSSIEN-MAISONNEUVE (MC), Philippe MARCHAND (MC), Didier TERRIER (MC)

### Équipes extérieures :

*Université de SARAGOSSE* : José Luis CALVO (PR), Angel PUEYO (MC), José Miguel JOVER (IR), Mari Pilar ALONSO (MC)

*Université de GREENWICH* : Galina GORNOSTAEVA (CR)

*Université de LIEGE*: Bernadette MERENNE-SCHOUMAKER(PR)

*Université de DORTMUND*: Franz ROWE (PR)

*Université de LEEDS*: Christine.LEE(PR)

*Université Polytechnique de Catalogne*: Manuel GUARDIA, Xavier MONCLUS, José Luis OYON.

### Objet, méthode, résultats

L'objectif poursuivi à travers cette recherche vise à interroger le concept de territoire pris en tant que production relevant aussi bien de rapports sociaux que de démarches institutionnelles ou de représentations. C'est ainsi que, dans un premier temps, les travaux publiés, ou présentés lors de rencontres scientifiques, mettent l'accent, soit sur des analyses ayant trait à des processus d'organisation économique et sociale, soit sur les représentations cartographiques.

- S'agissant des espaces productifs, les travaux en cours, tout en prolongeant des recherches antérieures concernant les services aux entreprises mettent l'accent sur leur rôle organisateur dans les villes industrielles, et plus particulièrement dans les métropoles. Les rapports qu'entretiennent les systèmes de production avec le territoire sont portés par la montée des services en matière d'organisation de la production et le caractère fortement urbain de ces développements. Aussi, les services peuvent-ils être pris en tant que révélateurs des pratiques des firmes. Dans les régions d'industrialisation historique, émerge une dynamique portée par deux tendances contradictoires:
  - d'un côté, un effet de désintégration qui se traduit par l'apparition d'unités extérieures très spécialisées et l'accentuation du phénomène hiérarchique,
  - de l'autre côté, un effet d'intégration qui se traduit par des réajustements internes donnant lieu à des formes de coopération entre l'entreprise et l'extérieur.

Les changements ne sont donc pas seulement impulsés de l'extérieur par des contraintes de globalisation ou de modernisation qui s'expriment souvent en termes de flexibilité et de compétitivité. Pour développer leur caractère d'assurance-flexibilité, les villes industrielles peuvent s'inscrire dans des procédures de production territoriale afin de compenser le manque d'urbanité. (F. CUNAT, B. THOMAS, F. ROWE, Ch.LEE, B. MERENNE-SCHOUMAKER = Opération terminée)

- A cette occasion, a été approfondie une réflexion à propos du rôle des réseaux, en prenant part aux travaux de l'équipe "RÉSEAUX ET TERRITOIRES" du GDR 903, ayant donné lieu à la publication d'un ouvrage paru en 1996. (F.CUNAT, B.THOMAS = Opération terminée)

En effet, si les rapports entre les entreprises et le territoire peuvent être médiatisés par des réseaux, la diversité des modes d'intégration de l'espace dans le monde de la production et de l'économie comprise sous la notion de réseau, implique d'en préciser les référents théoriques. Un travail de terrain conduit dans la métropole lilloise a permis de dresser une première typologie qui met l'accent sur les savoir-faire d'intermédiation et les stratégies d'organisation des firmes dans la capacité différentielle des réseaux à requalifier les territoires. Cette question interroge directement les politiques d'aménagement du territoire. Du point de vue des héritages théoriques concernant la polarisation, elle conduit à reconsiderer les mécanismes et les outils qui lui sont relatifs, tel que celui de la firme motrice, à travers le questionnement suivant : *les noeuds, issus de l'organisation en réseau de l'économie globale, sont-ils en mesure de jouer un rôle diffusant de croissance dans les espaces de proximité, et à quelles conditions ?* La ligne de réflexion suivie attribue donc au concept de territorialisation, pris en tant qu'intermédiation, et par conséquent d'information, un rôle dans la mise en évidence des capacités polarisantes. Derrière ces questions se pose le problème du rôle du territoire dans les régulations économiques et sociales.

- Ainsi, les travaux se poursuivent par un élargissement du champ à des formes plus générales de coordination, et surtout à la prise en compte des processus directement territoriaux dans les régulations économiques et sociales. Il se fondent sur l'hypothèse suivant laquelle le niveau territorial de proximité constitue une échelle pertinente pour appréhender les tentatives de recomposition des ressources. A côté des logiques d'entreprises à la recherche de flexibilité, et des logiques des institutions publiques perçues à travers l'offre d'externalités, émergent des logiques solidaires dont il convient de s'interroger sur la portée et les limites . La démarche consiste à s'attacher aux modes de coordination qui permettent collectivement aux entreprises d'occuper une place prépondérante sur les marchés globalisés. Un double phénomène doit être expliqué: le glissement de la gouvernance industrielle par élargissement du champ de la coordination à des relations de confiance/coopération, et le glissement vers des formes de gouvernance territoriale. La solidarisation des espaces d'entreprise passe ainsi par des formes institutionnelles fondées sur la proximité sociale. Des régulations partielles prennent la forme de conventions, charte, règles, de portée et de durée variables. (F. CUNAT, B. THOMAS, JP. HIRSCH, D.TERRIER, S.DUHAMEL, S. VANMEIRHAEGUE-COUPLEUX = Opération en cours)

- Pour leur part, les travaux de cartographie se placent d'un point de vue d'aide à la décision pour l'aménagement du territoire. Ils concernent les méthodes d'analyse et de représentation, l'évaluation de politiques publiques (infrastructures, diffusion technologique, formation...), et la

confection d'atlas: socio-économique pour le niveau régional, historique pour la ville. L'ensemble a conduit à développer la réflexion à propos des systèmes d'information géographique.

- Ils trouvent leur concrétisation par la parution, en 1996, d'un ATLAS HISTORIQUE DES VILLES DE FRANCE formant partie d'un projet plus large (ATLAS HISTORIQUE DES VILLES EUROPEENNES) conduit en collaboration avec d'autres équipes françaises et étrangères: Centre de Recherches Historiques de l'Université de Strasbourg, et Université Polytechnique de Barcelone (F.CUNAT, A.DERVILLE, Ph.GUIGNET, MJ.LUSSIEN-MAISONEUVE, Ph.MARCHAND, M. GUARDIA , X. MONCLUS, JL. OYON. = Opération terminée)

- Une collaboration, avec l'INSEE, le Conseil Régional et la Chambre Régionale de Commerce, a fait participer l'équipe à la parution, courant 1995, d'un ATLAS SOCIO-ECONOMIQUE DU NORD PAS DE CALAIS. La sortie de l'ATLAS de France par le GIP RECLUS, a donné lieu à une collaboration à propos des friches industrielles (F. CUNAT, JL. CALVO, A. PUEYO, G.GORNOSTAEVA = Opération terminée))

• Deux opérations sont en préparation:

- La mise au point d'un ATLAS MULTIMEDIA DES VILLES EUROPEENNES, dans le programme de la commission européenne "Info2000", s'appuyant sur le réseau de chercheurs constitué à l'occasion de l'Atlas des Villes Européennes, et en développant un programme de recherches spécifiques venant ajouter les thèmes de la centralité urbaine et des stratégies et processus d'urbanisme, à ceux déjà bien élaborés des héritages urbains.

- Enfin, des compléments de réflexion sont envisagés en ce qui concerne des modes de mise en relation entre des organisations productives et des organisations territoriales, à travers une recherche qui pourrait démarrer en 1998 et qui porterait sur "*les services aux ménages et les réseaux de centralités, influences sur les mobilités*", avec le soutien du PREDIT.

## Partenaires et financement

DATAR, Programme "VILLE et EMPLOI" du PLAN URBAIN, Conseil Régional et Chambre Régionale de Commerce, Programme de la Commission Européenne "Info2000

## Publications issues de l'opération

### Contributions dans ouvrage collectif

CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette (1995) "Communication et publicité: une filière métropolitaine". In SAVY M., VELTZ P., *Economie globale et réinvention du local*, DATAR/éd. de l'aube.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1996) "Réseaux et entreprises", in OFFNER J-M & PUMAIN D.(dir.) *Réseaux et territoires-significations croisées*, éd. de l'Aube.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (à paraître) "Is there a place for territorial economy? Amidst family organisation and reduced exchange circuit" in: CONTI S., TAYLOR R.(dir.) *Interdependent and uneven development, global-local perspectives*, Londres.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (à paraître) "L'économie-territoire, complémentaire de l'internationalisation?", in FISCHER A., MALEZIEUX J. (dir.) *Industrie et territoire*, l'Harmattan.

### Articles de revue

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1994) "Forms of Spatial organization in business services: some empirical findings", *Journal of Economic and Social Geography*, Amsterdam, vol. 85, n°4, pp. 333 à 342.

CUÑAT Fédérico (1994) "Emergence de l'espace technopolitain de Villeneuve d'Ascq", *Cadernos de Geografia*, n° 13, pp.63-71, Coimbra.

CALVO José Luis, PUEYO Angel (1995) "Cartographie et modélisation", *Cahiers du GIP Reclus*.

CUÑAT Fédérico (1996) De l'émergence d'un espace technopolitain vers le développement territorial? Le cas de Lille-Métropole, *Revue Belge de Géographie*, 12ème année, fasc.1-2-3, pp. 141-150, Bruxelles.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1997) "Flexibilité et relation de service: interrogations sur le rôle de l'urbain", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°1-1997

### Communications

CALVO José Luis, PUEYO Angel, JOVER José Miguel (1994) "Cartographie des potentiels de population, application au cas de l'Espagne péninsulaire", *Colloque CRESOC*, Toulouse.

## 2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités (fiches des opérations)

CALVO José Luis, CUÑAT Fédérico, PUEYO Angel, ALONSO Maria Pilar (1994) "Intégration de réseaux d'infrastructure en Espagne et développement régional, Aragon et Valencia". Colloque GDR-CNRS -Dynmed, Corte.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1994) "Organisation fonctionnelle et recours externe, résultats d'enquête auprès d'établissements", IV Annual Research Conference RESER, Barcelona 22-23 septembre.

CUÑAT Fédérico, HEBRARD Joel (1995) "Intégration et régulation territoriale, à propos du NPC dans l'Europe du nord ouest. Conference of Regions of North-West Europe", Villeneuve d'Ascq.

CALVO José Luis, CUÑAT Fédérico, PUEYO Angel (1995) "Evaluation territoriale des programmes d'infrastructures routières en Espagne, par la méthode cartographique", Colloque INRETS, Lille.

CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette (1995) "Entre organisations familiales et circuit court, quelle place pour une économie-territoire?" Commission de l'Organisation de l'Espace Industriel de l'U.G.I., 7-11 Août, Séoul.

CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette (1995) "Flexibilité et relation de service: interrogations sur le rôle de l'urbain", Vème Conf. Annuelle du RESER, 13-15 Sept., Aix en Provence.

CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette (1995) "Le niveau territorial de proximité, élément de régulation des formes d'organisation du travail?" Colloque A.S.R.D.L.F., 30 Août-1er Septembre, Toulouse.

\*

\* \* \*

### **2.1.2.G. LES MUTATIONS ÉCONOMIQUES DE LA RÉGION NORD-PAS DE CALAIS (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

C.E.P.E. : Serge DORMARD (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

La région Nord-Pas de Calais est engagée, depuis plusieurs décennies, dans un processus de restructuration de son appareil productif qui s'est traduit par la disparition totale ou partielle de nombreux secteurs industriels et l'émergence de nouvelles activités, tertiaires pour l'essentiel. L'objectif est d'étudier, sur la longue période, l'impact de ces mutations sur le tissu économique régional.

L'approche retenue peut être, selon les cas, spatiale (l'ensemble de la région ou une zone particulière) ou sectorielle. La méthode utilisée se veut résolument quantitative : les variables étudiées (emploi, chômage, exportations, valeurs ajoutées, etc.), évaluées à partir de données statistiques précises, font l'objet de divers traitements statistiques afin de mettre en évidence leurs caractéristiques et de dégager les éventuels liens de causalité. Différentes techniques sont privilégiées : méthode structurale-régionale, indicateurs de diversification ou d'inégalité spatiale, tests économétriques, etc.

Un premier travail a porté sur les mutations de l'industrie régionale de 1975 à nos jours. La méthode structurale-régionale, appliquée aux diverses activités industrielles, a permis d'évaluer les effets de spécialisation et de dynamisme sectoriels sur l'emploi ou la valeurajoutée régionale. Une autre étude a concerné les échanges extérieurs du Nord-Pas de Calais. Les résultats semblent montrer une absence de relation entre exportations et activité économique régionale. Plusieurs publications ont abordé la question des conséquences internes au Nord-Pas de Calais des mutations en cours. Elles ont abouti à la conclusion que les disparités intra-régionales, en matière d'emplois ou de revenus, s'accroissent très sensiblement depuis une quinzaine d'années.

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Contribution dans ouvrage collectif**

DORMARD Serge, BRUYELLE Pierre, (1995), "Le Nord-Pas-de-Calais dans l'Europe", dans *Atlas Nord-Pas de Calais*, I.N.S.E.E. - Région Nord-Pas-de-Calais - Chambres Régionales Consulaires.

**Article de revue**

DORMARD Serge, BRUYELLE Pierre, PARIS Didier, THUMERELLE Pierre-Jean (1996) "Le devenir de la France du Nord : réflexions prospectives pour 2015", *Hommes et Terres du Nord*, n° 3, pp. 166-175.

**Communications**

DORMARD Serge (1995) "Spécialisation et dynamisme de l'industrie de la région Nord-Pas-de-Calais", Colloque "Développement économique et reconversion industrielle", Béthune, 21-22 novembre.

DORMARD Serge (1996) "Les disparités spatiales dans le Nord-Pas-de-Calais en matière d'emploi et de chômage", Journée d'étude sous l'égide du FREVILLE - Pôle Universitaire Européen sur la Ville, *Changement régional et dynamique des territoires : éclairages théoriques et empiriques à propos de l'exemple du Nord-Pas-de-Calais*, Villeneuve d'Ascq, 23 février.

DORMARD Serge (1997) "Spécialisations sectorielles, performances à l'exportation et développement de la région Nord-Pas-de-Calais", *Cinquièmes Journées IFRÉSI*, Lille, 20-21 mars.

\*

\* \* \*

**2.1.2.H. « LILLE MÉTROPOLE » (OPÉRATION EN PRÉPARATION)**

**Chercheur**

LGH : Didier PARIS

CRAPS : Jean-François STEVENS

**Objet, méthode, résultats**

L'objectif est de situer l'évolution de Lille-Métropole dans les mutations économiques et spatiales contemporaines.

La situation interne et la position de Lille dans une région urbaine implique une nécessaire définition des rapports entre ville et territoire et notamment de l'aire pertinente d'analyse comme de développement.

D'autre part, les mutations actuelles de l'espace et de l'histoire (avec l'ouverture des frontières) conduisent à une évaluation des racines, de la culture et des spécificités ou handicaps qui en résultent.

De même, les conséquences des mutations du système productif, particulièrement sensibles dans une économie très industrielle, doivent être déclinées, dans leurs conséquences stratégiques, à l'échelle de la concurrence internationale, à l'échelle de la solidarité régionale et à l'échelle politique locale.

Enfin, le rôle des acteurs et des territoires, dans la recherche d'une stratégie et dans le dépassement de leurs contradictions, sera étudié dans les politiques menées, dans les choix d'aménagement urbains, dans leur perception des enjeux.

**Publication issue de l'opération**

STEVENS Jean-François (en préparation pour 1998) *Lille Métropole* à publier dans la collection "Métropole 2000" dirigée par G. Benko chez L'Harmattan.

\*

\* \* \*

## **2.1.3. ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL, QUALITÉ DU CADRE DE VIE URBAIN (fiches des opérations)**

### **2.1.3.A. ENVIRONNEMENT - DÉVELOPPEMENT DURABLE - ANALYSE DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

CEPE : Guy CHAUTARD (A), Jean-François VEREECKE (A), Bertrand ZUINDEAU (MC)

LGH : Christine MARGETIC-LE MENE (MC), Jean VAUDOIS (MC)

CLERSÉ : Emmanuel TORRES (A)

Équipes extérieures : Gervaise DEBUCQUET (CE, ISA), Cyrille DUCHESNE (A, Ura 1688 Géographie des milieux anthropisés), Danielle HERMAND (PR, LABACOLIL), Isabelle ROUSSEL (PR, Ura 1688 Géographie des milieux anthropisés)

#### **Objet, méthode, résultats**

Ce programme de recherche a pour objet l'analyse de la pertinence de la problématique du développement durable, à savoir un développement économique respectant un certain nombre d'exigences écologiques et sociales, à des échelons spatiaux d'analyse infranationaux (local, régional). Ce type d'analyse se justifie dans la mesure où le développement durable se conçoit surtout, du moins à l'origine, comme un mode de développement à l'échelle globale. Deux thématiques principales sont prises en considération dans notre investigation : un territoire particulier (le territoire d'ancienne industrialisation en reconversion) et une externalité particulière (les déchets ménagers). Il s'y ajoute des réflexions sur la création régionale d'activités et d'emplois dans le domaine de l'environnement. Notre approche privilégie l'unicité de l'objet (problématique de la durabilité) et la diversité des supports théoriques et méthodologiques (économie des conventions, économie de la régulation pour les premiers, analyse statistique, entretiens, méthodes multicritères, quant aux suivants).

Dans l'état actuel d'avancement des travaux, nous pensons avoir mis en évidence que la légitimité d'analyses locales et régionales de la durabilité a pour corollaire l'identification de caractéristiques et de contraintes spécifiques à ces niveaux particuliers d'investigation. De manière plus précise, il nous apparaît que si la définition de la durabilité est redéivable de contraintes d'ordre écologique, elle s'appuie tout autant sur des représentations et au delà des accords particuliers entre acteurs territoriaux, la diversité de ces accords sociaux permettant alors la diversité des modèles de durabilité. Par exemple, dans le domaine de la gestion des déchets ménagers, nous pensons pouvoir dire qu'il n'existe pas *un* modèle de gestion durable des déchets, mais *a priori* plusieurs configurations, tout autant respectueuses d'un certain nombre de contraintes fortes. La suite des travaux aura pour objet de mieux préciser ce type de questions, notamment en s'attachant aux jeux d'acteurs.

#### **Partenaires et financement**

"PROSPECT'OM" (Programme de Recherche sur les Orientations Socio-économiques, Politiques et Environnementales des modes de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères) : cofinancés par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), le Ministère de l'environnement, et le Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

"Programme de recherches concertées (P.R.C.) "activités humaines - environnement" : approche socio-économique" : commandité par le Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

"Recherche-action portant sur la promotion des gisements d'emplois en environnement" : commandité par le Conseil Régional Nord-Pas de Calais

## Publications issues de l'opération

### Contribution dans ouvrage collectif

ZUINDEAU Bertrand (1997) "De la récréation à la re-création : l'apport de la problématique du développement durable", contribution à l'ouvrage collectif *Récréation, recréation* réalisé sous la direction de Claude SOBRY et de Jean Michel DEWAILLY, en cours de publication aux éditions L'Harmattan, collection "Tourisme et Sociétés".

### Articles de revue

ZUINDEAU Bertrand (1994) "La(les) théorie(s) du développement soutenable : quel apport pour l'analyse du développement économique régional?", *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1994-4, pp. 607-622.

ZUINDEAU Bertrand (1995) "A propos du développement durable : quelques réflexions", *Société française*, n°1 (51), avril-mai-juin.

ZUINDEAU Bertrand (1995) "Développement durable et subsidiarité : une analyse à partir des contributions institutionnelles sur le développement durable", *Hommes et Terres du Nord*, n°4, pp. 171-178.

### Rapports

CHAUTARD Guy, DEKENS Cécile, TORRES Emmanuel, ZUINDEAU Bertrand (dir) (1995) *Rapport sur les aspects socio-économiques des interactions "activités humaines / environnement" dans une zone du Bassin Minier*, recherche préliminaire financée par la Région Nord-Pas de Calais, novembre.

VEREECKE Jean-François, ZUINDEAU Bertrand (dir.) (1996) *Gestion des déchets ménagers et développement durable - Analyse de sites pionniers du Nord-Pas de Calais*, recherche financée par le Ministère de l'environnement et l'ADEME, décembre.

ZUINDEAU Bertrand (1997) *Recherche-action portant sur la promotion des gisements d'emplois en environnement*, rapport final, recherche-action commanditée par le Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

### Communications

ZUINDEAU Bertrand (1995) "Développement économique régional et reconversion industrielle : éléments d'approche à partir de la problématique du développement durable", Colloque international *Développement économique et reconversion industrielle*, Béthune - Bruay, 21-22 novembre.

ZUINDEAU Bertrand (1996) "La problématique du développement durable : les enseignements de l'approche spatiale", colloque d'inauguration de la section européenne de la société internationale pour l'économie écologique *Ecologie - Société - Economie : quels enjeux pour le développement durable*, Université de Versailles - St Quentin en Yvelines, 23-25 mai.

CHAUTARD Guy, ZUINDEAU Bertrand (1996) "La dimension spatiale du développement durable : une application aux territoires de conversion", colloque *Quel environnement pour le XXIe siècle ? Environnement, maîtrise du long terme et démocratie*, Abbaye de Fontevraud, 8 - 11 septembre.

CHAUTARD Guy (1997) : "Mise en oeuvre d'une problématique de développement durable appliquée aux régions de conversion", *Vèmes journées IFRESI*, 20-21 mars.

VEREECKE Jean-François (1997) "Gestion des déchets ménagers et développement durable : de la justification à la réalité des systèmes", *Vèmes journées IFRESI*, 20-21 mars.

\*

\* \* \*

### **2.1.3.B. ANALYSE DU COMPORTEMENT DE L'ENTREPRISE FACE À LA DONNÉE ÉCOLOGIQUE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

CLARÉE : BUTEL Béatrice (ATER)

#### **Objet, méthode, résultats**

L'objectif de la recherche était d'explorer et d'expliquer la diversité des comportements des industriels face à la montée en puissance des préoccupations d'ordre écologique. A cette fin, une étude exploratoire auprès d'entreprises de la région dunkerquoise a d'abord permis de caractériser différents types de comportements écologiques, qualifiés d'écodéfensifs, d'ecoconformistes et d'ecosensibles, traduisant un degré variable de proactivité des entreprises vis-à-vis de cette donnée. Dans un second temps, une recherche plus systématique d'inspiration contingente a été conduite par interrogation d'un échantillon d'une trentaine d'entreprises, de façon à tester un ensemble d'hypothèses quant aux facteurs déterminants des comportements observables. Les hypothèses ont été bâties par référence aux différentes théories traitant de l'analyse du comportement des organisations face aux pressions institutionnelles.

L'analyse des résultats met en évidence des éléments différenciateurs des comportements de type écoconformiste ou écosensible :

- les facteurs d'inertie structurelle et ceux relatifs à l'intensité des pressions d'ordre écologique subies par l'entreprise, ne semblent pas jouer de rôle significatif dans l'adoption d'un type de comportement écologique plutôt que d'un autre ; en fait, les choix managériaux paraissent beaucoup plus déterminants ;
- la satisfaction des exigences écologiques des différents acteurs externes à l'entreprise dépend fondamentalement de leur position sur une échelle de légitimité perçue par les responsables des sites industriels ;
- le développement d'un comportement de type écosensible, qui correspond au degré le plus élevé de proactivité de l'entreprise, est lié au fait de percevoir la donnée écologique comme source d'opportunités stratégiques plus que comme un ensemble de contraintes ou de menaces ;
- le profil et l'expérience de l'acteur interne à l'entreprise directement en charge des questions d'ordre écologique comptent plus, pour l'explication du type de comportement développé, que les caractéristiques du dirigeant principal du site industriel.

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Communications**

BUTEL Béatrice (1994) "Comportements stratégiques des entreprises face à la donnée écologique", Séminaire sur les dispositifs et outils d'incitation régionaux pour la prise en compte de l'environnement par les PMI, programme européen TPI (Technologies Propres dans l'Industrie), Lille, 14 mars.

BUTEL Béatrice (1995) "L'intégration de la donnée écologique dans la stratégie de l'entreprise", Colloque *Innovation entre croissance et crises économiques*, Dunkerque, janvier, 19-20.

BUTEL Béatrice (1995) "Eléments d'analyse du comportement de l'entreprise face à la donnée écologique", *Quatrièmes Journées de l'IFRESI*, Lille, 30-31 mars.

##### **Thèse**

BUTEL Béatrice (1997) *L'intégration de la donnée écologique dans la gestion de l'entreprise : une analyse contingente au niveau des sites de production*, Thèse de sciences de gestion, Université des Sciences et Technologies de Lille.

\*

\* \* \*

### **2.1.3.C. LES ÉNERGIES DE LA BIOMASSE : IMPACTS ÉCONOMIQUES ET APPROCHE MULTICRITÈRES DE CHOIX DE FILIÈRES (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

LABORES : Hassan EL ASRAOUI (CRa), François MILLÉQUANT (CR), Pierre MASSON (IE), Jean-Philippe BOUSSEMART (PR)

Équipes extérieures : Jean-Baptiste LESOURD (GREQAM-UMR-CNRS 9990, Marseille), Roger CUSIN (GREQAM-Marseille), Jean-Claude SOURIE (INRA-Grignon).

#### **Objet, méthodes, résultats**

La réforme de la PAC de 1992 a mis en avant la question de la diversification agricole par les débouchés agro-énergétiques. Notre recherche a pu appréhender, plus particulièrement sous l'angle microéconomique et pour la région Nord-Pas de Calais, la "réceptivité" du producteur quant à ces perspectives nouvelles et a consisté aussi à a) déterminer les coûts des cultures énergétiques ; b) examiner l'intérêt de l'exploitant à produire ces cultures ; et, enfin, c) évaluer les retombées réelles en termes d'amélioration de son revenu. La méthodologie, basée sur un échantillon de 682 exploitations (1991, 1992 et 1993), a été développée en combinant deux approches :

1- une approche paramétrique classique : fonctions de production (Cobb-Douglas et translog) et de coût (translog et Diewert),

2- une approche non paramétrique : *Data Envelopment Analysis (DEA)* et *Free Disposal Hull (FDH)*.

Il est apparu, globalement, que le coût (micro)économique pénalise encore les chances de développement des biocarburants, dont le prix dépend pour une très large part du prix des matières premières agricoles et des coproduits de la transformation. Par la seule force du marché, ces énergies ne peuvent exercer une attractivité ou connaître de développement sans l'intervention de la puissance publique qui peut améliorer le volet économique (subvention, défiscalisation,...), ce qui reste loin d'être acquis.

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Article de revue**

EL ASRAOUI Hassan et BOUSSEMART Jean Philippe (1997) "Rentabilité de la jachère énergétique pour l'agriculture du Pas-de-Calais : une évaluation microéconomique". Article soumis et accepté : Revue *Clés de Lille I*.

##### **Rapport**

EL ASRAOUI Hassan, MILLEQUANT François et MASSON Pierre (1994) *Energie de la biomasse : retombées économiques et approche multicritères de choix de filières*, PIR-ECOTECH, Contrat de Plan CNRS-Conseil Régional Nord-Pas de Calais, IFRESI, octobre, 52 p.

##### **Communications**

EL ASRAOUI Hassan (1995) "La micro-économie de la production agricole - Cas des exploitations de production des cultures énergétiques". Communication aux *4èmes journées de l'IFRESI*, 30 et 31 mars.

EL ASRAOUI Hassan (1997) "Evaluation de la rentabilité microéconomique par l'estimation de frontières d'efficacité productive - Cas de la jachère énergétique du Pas-de-Calais". Communication aux *5èmes journées de l'IFRESI*, 20 et 21 mars.

\*

\* \*

## **2.1.3.D. LE PAYSAGE COMME POLITIQUE ET COMME REPRÉSENTATION (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CRAPS : Philippe VEITL (MC)

Équipe extérieure : Florian CHARVOLIN, (CRESAL, Université de St-Étienne)

### **Objet, méthode, résultats**

La question du « paysage » nous oriente dans une triple direction. Tout d'abord, le point de vue historique - qui mobilise des modèles de compréhension valables pour des recherches contemporaines -, est adopté pour voir comment le paysage a été doublement inventé comme un objet à qui l'on accorde le statut de problème social appelant l'intervention de l'État, et comme catégorie de l'action publique pour institutionnaliser les modalités et les formes de mise en oeuvre des politiques des protections des espaces naturels avec la loi de 1906. On est ensuite conduit à interroger les toutes premières législations et politiques publiques en matière d'environnement, ce qui permet d'enrichir la compréhension de la spécificité du droit environnemental français et le fonctionnement présent de ce département ministériel. L'étude sur l'Observatoire Photographique des Paysages (O.P.P.) créé à la fin des années 1980 (objet d'un contrat de recherche avec le ministère de l'Environnement, sous la direction de Ph. Veitl, avec Florian Charvolin, CRESAL-Université de St-Étienne, 1995-1997), nous amène enfin au traitement actuel du paysage par l'Etat. Le parallèle entre 1906 et aujourd'hui révèle le caractère primordial qu'a toujours revêtu le paysage pour définir en France l'identité territoriale nationale. L'examen de l'O.P.P., qui organise un usage spécifique de la photographie par l'administration, permet à partir d'un matériau et de situations sociales dont on peut faire une analyse quasi ethnologique, de saisir l'émergence de politiques qui accordent une place décisive à l'échange d'informations (évaluation, concertation, coordination, etc.), entre les différents acteurs participant au déroulement d'un programme gouvernemental. L'O.P.P. n'est pas sans ressemblance avec la pratique ancienne des administrations de mission, peu institutionnalisées, laissant ainsi une part considérable d'autonomie stratégique aux hauts fonctionnaires qui les animent, comme l'illustre à sa façon l'O.P.P.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Communications**

VEITL Philippe (1995) "Between managerial precision, scientific exactness, and artistic realism : the documentary feature of landscape photography", avec Florian Charvolin, CRESAL-Université de St-Étienne, communication au *Joint meeting of the Society for Social Study of Science and the Society for the History of Technology*, Charlottesville, Virginia, 18-22 octobre.

VEITL Philippe, MATHIOT Pierre (1996) "The place of political parties in the definition and elaboration of environment and employment public policy in France: suggestion for research", communication à l'European Consortium for Political Research (E.C.P.R.), 24th. Joint Sessions, atelier:*The impact of parties on public policy in constitutional democracies*, (dir. M. Schmidt,) Oslo, 29 mars-3 avril.

VEITL Philippe (1996) "L'esthétique de l'objectivité. Parti pris esthétique et standardisation dans les usages administratifs de la photographie de paysage", avec Florian CHARVOLIN, CRESAL-Université de St.-Étienne, communication au Colloque *Représenter, attribuer, coordonner*, Centre de Sociologie de l'Innovation (C.S.I.), École de Mines, Paris, 9 et 10 mai.

VEITL Philippe (1996) "L'étatisation du paysage français. La loi du 21 avril 1906 sur la Protection des Sites et des Monuments naturels", communication aux *Journées d'Études de l'Association pour une Socio-histoire du Politique*, Atelier I., *Les politiques de... Genèse des catégories et mise en forme politico-administratives*, IEP de Grenoble, CERAT, 30-31 mai.

\*

\* \* \*

### **2.1.3.E. ÉCONOMIE DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE URBAIN (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

LAST-CLERSÉ : E.TORRES (A) (thèse sous la direction de J. GADREY)

#### **Objet, méthode, résultats**

Face aux enjeux économiques et sociaux soulevés par la détérioration de la qualité de l'environnement urbain, l'objectif de l'opération est de construire un ensemble de concepts, de méthodes et d'outils d'évaluation permettant d'approcher économiquement la qualité du cadre de vie urbain. Cette dernière est appréhendée comme un bien public local coproduit par des réseaux complexes d'acteurs urbains: habitants des villes, concepteurs, aménageurs, collectivités et entreprises.

L'objet a été conceptualisé à l'aide de recherches pluridisciplinaires en donnant prise à l'analyse économique. Les possibilités d'évaluation de la qualité du cadre de vie ont été explorées en mobilisant l'économie classique de l'environnement, l'analyse multicritère ainsi qu'en s'inspirant de certaines recherches sur l'évaluation de la qualité dans les services. L'étude d'un cas précis (agglomération de Boulogne sur Mer) et de différentes expériences menées en France a permis de mettre à jour les régulations multiformes de l'économie du cadre de vie.

Les outils d'analyse et d'évaluation développés sont appliqués à la zone du District d'Hénin-Carvin dans le cadre du Programme de Recherche Concerté (financé par le Conseil Régional).

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Article de revue**

TORRES Emmanuel (1995) "Contrats et conventions de développement patrimonial: la régulation locale des rapports environnement-économie, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°1, pp. 103-124.

##### **Communication**

TORRES Emmanuel (1995) "Aménagement urbain et production de la ville: la nécessité de construire une économie de la qualité". Colloque du Centre de Recherche de l'Habitat : *Les pratiques de la ville*, Paris-Nanterre. 21-22 septembre.

\*

\* \* \*

### **2.1.3.F. RECHERCHES SUR LE RISQUE ET LA PRÉCAUTION (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

LAST-CLERSÉ : Stéphane CALLENS (MC)

Équipe extérieure : URA 1688 collaboration avec Isabelle ROUSSEL (PR), et Helga SCARWELL (MC) sur la partie "maîtrise de la qualité de l'air",

Cette opération se compose de trois éléments :

- Les distorsions du risque
- L'économie de la précaution
- L'histoire du risque

## A) LES DISTORSIONS DU RISQUE (Achevé)

### Objet, méthode, résultats

L'originalité de l'étude menée en 1995/1996 dans la région Nord-Pas de Calais sur les problèmes de gestion locale des risques réside en ce qu'elle propose un cadre pour l'ensemble des risques des collectivités territoriales.

Cette étude est basée sur une collaboration entre le laboratoire Clersé de l'IFRESI et la Communauté urbaine de Lille, qui regroupe 87 communes. Cette étude s'est attachée dans un premier temps à inventorier les phénomènes de distorsion des risques. Puis, l'étude a objectivé à travers un instrument de notation et une typologie, la qualité de la gestion locale des risques. Il paraît en effet opportun de promouvoir une mesure de la qualité de l'action communale, pour compléter aujourd'hui des analyses trop parcellaires à partir de quelques ratios financiers.

Les principales conclusions de cette étude sont à la fois pratiques et théoriques. Les phénomènes de distorsion des risques sont multiples et complexes. Une stratégie d'éradication totale de ces erreurs est illusoire. Trois niveaux de connaissances du responsable communal correspondent aux trois niveaux de notation de la collectivité territoriale. Le niveau le plus élevé correspond à une connaissances des incertitudes, qui forme un nouvel idéal de rapide adaptation. Autour de la responsabilisation, et non plus de la seule information, une gestion locale renouvelée des risques devrait rapidement émerger.

### Partenaires et Financement

Fondation MAIF-Prévention dans le cadre de la convention "Villes et sécurité: représentations sociales des risques et pratiques de prévention" avec le CNRS-PIR-Villes.

### Publications

#### Contribution dans ouvrage collectif

CALLENS Stéphane (à paraître) "Mesure, erreur, démocratie", dans Michèle Ansidié et alii, *Les risques urbains*, aux presses du CNRS.

#### Rapport

CALLENS Stéphane (1995) *Les distorsions du risque*, convention de recherche Fondation Maif-CNRS Pirvilles, Lille, 50 pp.

## B) L'ÉCONOMIE DE LA PRÉCAUTION (Achevé en voie de valorisation)

### Objet, méthode, résultats:

Qu'est-ce qu'une bonne règle prudentielle? Comment éviter des dommages irréparables, des altérations structurelles des économies? Ces deux questions apparaissent non seulement aiguës sur un plan pratique, mais sont consacrées par les textes fondamentaux de l'Union Européenne (le Traité de l'Union Européenne invoque un principe de prudence dans trois domaines: politiques économiques, gestion des institutions financières, environnement, et de nombreuses institutions internationales dans des domaines aussi variés que le nucléaire et le désarmement, les grandes institutions financières, l'environnement planétaire. L'économie de la précaution se préoccupe de tous les "objets" prudentiels (de la clause du contrat d'assurance aux règles prudentielles internationales), sachant que "trop de précaution nuit", que ces "objets" doivent être efficaces et s'inscrire dans une civilisation du risque.

D'apparition récente dans la législation internationale, le principe de précaution est une injonction à la prudence formulée pour le risque de développement et les risques environnementaux planétaires. La transformation de la société internationale par cette nouvelle gestion planétaire des risques provoque des mouvements contradictoires dans le monde de l'assurance et de la réassurance: il est sans doute difficile aujourd'hui de dire quelle sera l'économie de la précaution de demain, et quelle y sera la place de l'assurance. Une première étude a été consacrée à cet aspect.

Une sous-opération "Précaution routière" a initié l'idée de l'application du principe de précaution au domaine de la sécurité routière.

## **Partenaire et Financement**

DRAST du Ministère de l'Equipement, des Loisirs, des Transports et du Tourisme

## **Publications**

### **Contributions dans ouvrage collectif**

CALLENS Stéphane (1996) "Les âges de la sécurité routière", dans *Routes, un espace incertain, Cahiers de la sécurité intérieure*, Paris, n°25, 10 p.

CALLENS Stéphane (coord.) (1996) Les économies de l'extrême, *Clés*, n°28.

### **Articles de revue**

CALLENS Stéphane (1994) "Erreurs fatales", *Alliage*, n°28, Nice, 1996, pp. 80-84.

CALLENS Stéphane (1994) "Un siècle d'accidents d'automobiles", *Risques*, n°20, Paris, pp. 101-112.

## **C) HISTOIRE DU RISQUE (en cours)**

### **Objet, méthode, résultats**

L'opération " HISTOIRE DU RISQUE : CONSOLIDATION D'UN RESEAU INTERNATIONAL " consiste dans la consolidation d'un réseau international sur le thème de l'histoire du risque et de l'assurance. Ce réseau est basé sur une collaboration entre des laboratoires régionaux et l'Institut Max Planck.

Dans la région Nord-Pas-de-Calais, une sous-opération se concrétise dans une recherche lors de la mise en place de nouveaux dispositifs pour la gestion de la qualité de l'air. Plus largement, il s'agit d'affirmer une spécialisation régionale dans le domaine de l'analyse et de la gestion des risques.

Le réseau prendra appui sur des organisations professionnelles européennes du monde de l'assurance et de la réassurance, et sur les chercheurs actifs dans le domaine de recherches, quelle que soit la discipline du chercheur. Le thème de l'histoire du risque vient s'inscrire dans le programme de travail du Max Planck Institut fur Wissenschaftsgeschichte, dans le groupe d'épistémologie historique de Lorraine Daston, professeur à l'Université de Chicago et directrice du Max Planck Institut fur Wissenschaftsgeschichte.

La sous-opération s'articule sur des recherches achevées qu'il s'agira de valoriser, et sur un appel international à contribution destiné à spécifier une gestion conjuguée des risques d'environnement et de sécurité routière. La sous-opération pourra sans doute initier à bref délai une manifestation scientifique à caractère international (colloque et exposition pour le grand public).

Le thème "histoire du risque" chapeaute un ensemble de recherches spécialisées sur des classes différentes de risques. Le thème "histoire du risque" est central. Il doit fournir les références théoriques générales pour l'ensemble de ces classes différentes de risques. Une présentation de ce thème a été faite pour la **Revue Française des Affaires Sociales** (Stéphane Callens, *La mesure du risque: une histoire récente*, numéro de la RFAS consacré au risque).

Les thèmes spécialisés dans lequel des travaux sont menés couvrent des situations diverses d'état des recherches. Le thème "Risque Majeur" représente des travaux achevés, en phase de valorisation. Les thèmes "Qualité de l'air" et "Risque international" sont entièrement nouveaux.

Le thème "Risque Majeur" a fait l'objet d'un travail systématique. L'objectif pour ce thème est la publication d'un ouvrage de référence.

Le thème spécialisé "Qualité de l'air" s'inscrit dans le programme Primequal 1996 du Ministère de l'Environnement. La maîtrise de la qualité de l'air passe par une mutation des dispositifs existants de mesure, de sensibilisation du public et de gestion. Le premier objectif de cette recherche est de suivre et d'accompagner cette maturation des dispositifs. Les difficultés pratiques rencontrées par l'évolution induite par la loi attendue sur la qualité de l'air seront inventoriées et analysées, en étroite collaboration avec l'ensemble des acteurs régionaux concernés. Le second objectif est une recherche des optima dans les moyens à mettre en oeuvre, en tenant compte des incertitudes sur les

effets des polluants atmosphériques. Le troisième objectif est de responsabiliser le public et les décideurs dans la région.

Le thème spécialisé "Risque international" est consacré à l'émergence de règles du jeu supranationales. On se propose plus particulièrement d'examiner les formes d'évaluation des risques politico-économiques par la pensée économique dans les analyses des relations internationales. Il s'agit d'abord de faire un bilan de ce qui a été perçu comme risque, et des hiérarchies de ces risques par les économistes. Les formes d'utilisation de ces analyses économiques dans la vie publique seront appréciées. On concluera sur la place de l'analyse économique dans la vie publique.

### **Partenaires et Financement**

Institut Max Planck, contrat de plan Etat/Région Nord-Pas de Calais. Programme Primequal 1996 du Ministère de l'Environnement pour la sous-opération "Maîtrise de la qualité de l'air".

### **Publications**

#### **Ouvrage**

CALLENS Stéphane (1997) *Les maîtres de l'erreur*, PUF, Paris, 574 pp.

#### **Article de revue**

CALLENS Stéphane (1996) "La mesure du risque: une histoire récente", *Revue Française des Affaires Sociales*, n°2, pp. 73-83.

\*

\* \* \*



## **2. INSTITUTIONS, TERRITOIRES, VILLES**

### **2.2. INSTITUTIONS ET CONSTRUCTION DES TERRITOIRES**

#### **LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.2. :**

##### **2.2.1. INTÉGRATION EUROPÉENNE, ORDRES JURIDIQUES, POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

- 2.2.1. A. Mutations du droit et autonomie des ordres juridiques
- 2.2.1. B. Les exécutifs
- 2.2.1. C. Processus d'unification des deux États Allemands, l'Allemagne unifiée
- 2.2.1. D. Intégration européenne et politique économique

##### **2.2.2. PRODUCTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET TERRITOIRES**

- 2.2.2. A. Les transformations des politiques publiques
- 2.2.2. B. Contrats et conventions dans le gouvernement des villes
- 2.2.2. C. Politique publique, contrat et autonomie

##### **2.2.3. INSTITUTIONS ET ORGANISATION TERRITORIALE DES ACTIVITÉS**

###### *Analyse institutionnelle de l'économie et approches de longue période*

- 2.2.3. A. Territoires, marchés et cultures du travail
- 2.2.3. B. L'économie régionale et urbaine et l'analyse institutionnelle

###### *Institutions et développement territorial*

- 2.2.3. C. Investissements publics et régions
- 2.2.3. D. Développement local, décisions d'implantation des entreprises et stratégies d'aménagement des collectivités locales. L'exemple du Nord de la France
- 2.2.3. E. Relations locales science / économie. Acteurs et politiques d'intermédiation technologique dans le Nord - Pas de Calais

###### *Frontières et transfrontier*

- 2.2.3. F. Discontinuités et développement
- 2.2.3. G. La Coopération transfrontalière
- 2.2.3. H. Grands projets, politique industrielle et intégration territoriale



## **PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.2. :**

### **INSTITUTIONS ET CONSTRUCTION DES TERRITOIRES**

Un ensemble de recherches s'attache à l'analyse de l'évolution des institutions, des politiques publiques, des marchés et des territoires. La caractéristique de ces recherches est double. D'abord elles se mènent à partir de points de vue disciplinaires extrêmement complémentaires : science économique, géographie, histoire, sciences juridiques, science politique et sociologie. Ensuite, elles recourent systématiquement à la comparaison, soit internationale, soit interrégionale. Il faut noter également qu'un bon nombre des opérations de recherche concernées comporte des objectifs d'opérationnalité en réponse à des commandes publiques, notamment dans le cadre de l'évaluation des politiques et des actions publiques. D'autres recherches développent les aspects théoriques directement en référence avec les points de vue disciplinaires mobilisés. Il faut noter un souci, encore à développer, de confronter les différentes approches conduites dans des champs théoriques diversifiés, comme, par exemple, dans le séminaire sur les services publics mis en place par le CRAPS et le CLERSE et qui réunit juristes, politistes et sociologues.

Un premier sous-ensemble est principalement centré sur l'évolution du droit, des formes de gouvernement et des politiques publiques dans le contexte de la mise en place des institutions européennes. Ces recherches insistent à la fois sur la permanence des formes nationales et l'organisation des transactions et des transformations qui se produisent dans la confrontation des points de vue nationaux avec le point de vue européen. Sont particulièrement abordées les questions de l'évolution du droit, des formes de gouvernement nationaux et les politiques économiques.

Un second sous-ensemble aborde plus directement l'évolution des formes institutionnelles et des modalités d'action des politiques publiques. Il montre l'évolution fortement procédurale de l'action et des interventions publiques. Les politiques sociales, le gouvernement des villes et l'analyse des nouvelles formes de contractualisation entre collectivités publiques constituent les principaux objets de recherche étudiés dans ce sous-ensemble par les juristes, les politistes et les sociologues. Sur un certain nombre d'aspects, notamment l'analyse des professionnalités ou la formation des gouvernements locaux, il existe un certain nombre d'interactions fortes entre les recherches ici développées et d'autres programmes en cours dans le cadre de l'IFRESI : notamment dans les rubriques 1.2.2., mais surtout 1.1.2., et bien sûr, avec les recherches exposées dans le point suivant (2.3.).

Enfin, un dernier sous-ensemble, plus complexe et plus diversifié, est davantage organisé autour des problématiques territoriales. L'organisation des marchés et des formes de l'emploi dans la longue période, le développement régional et des villes du triple point de vue économique, géographique et politique forme le point commun à toutes ces recherches. Il faut insister ici sur l'importance du fait régional, particulièrement dans sa dimension européenne : formes de coopération interrégionale, comparaisons nationales et internationales, problématiques spécifiques du fait frontalier, qui est présent dans toutes les opérations du sous-ensemble. Il faut noter enfin les fortes interactions, en termes d'approches théoriques comme en termes d'objets, entre les recherches du présent groupe et celles qui sont mises en œuvre dans les deux sous-ensemble précédents.

#### **Intégration européenne, ordres juridiques, politique économique**

Quatre groupes de recherche sont organisés autour de la mise en place des institutions européennes dans leur interaction avec les contextes nationaux.

Un premier groupe de recherches pilotées par les juristes s'intéresse à l'évolution des systèmes juridiques nationaux confrontés à la genèse d'un droit européen (BEAUD O. et alii). Une importante comparaison internationale pilotée par Gérard MARCOU, montre la relative stabilité des droits et des systèmes administratifs nationaux dans le cadre d'un rapprochement européen des systèmes juridiques. La relative instabilité du droit matériel s'accompagne d'une stabilité de chaque système juridique. La question de la transaction entre les ordres juridiques sous l'égide de juridictions suprêmes s'avère essentielle pour l'avenir de la construction européenne. D'autres

travaux confirment cette analyse générale à partir de problèmes juridiques plus spécialisés, notamment une thèse de MEILLER P. sur *la responsabilité extracontractuelle de l'administration en France et en Angleterre et son juge* et une autre de DJOMO H. sur *L'abrogation de la loi*. Bernard DOLEZ a étudié les conflits de droit dans la pratique du jugement administratif et la transformation des frontières entre droit public et droit privé dans la jurisprudence. Enfin, Gérard MARCOU a entrepris une nouvelle recherche comparative sur le droit budgétaire qui examine les rapports entre les principes communs et l'hétérogénéité des systèmes.

Un autre groupe de recherche mené par les politistes (LAUVAUX. et MOREL L.), s'est intéressé à la question des formes de gouvernement, toujours d'un point de vue comparatif, entre le présidentialisme « à la française », le devenir des monarchies européennes et la mise en place de systèmes fédéraux notamment à travers l'analyse du cas italien.

Le CRAC (GOUAZÉ et alii) a continué son programme de recherche sur l'analyse des bouleversements qui accompagnent la réunification allemande. Les évolutions de l'ex-RDA à partir des sources orales et d'archives, et les modifications économiques, politiques et sociales des territoires réunifiés constituent le terrain privilégié des opérations de recherche en cours.

Enfin les économistes (ROLLET Ph. et alii) examinent les conditions de mise en œuvre de la politique macro-économique dans l'espace européen à travers trois problématiques : l'impact des structures productives et de leur spécialisation sur les taux de change, les problèmes d'organisation de l'Europe monétaire à plusieurs vitesses et l'organisation post-keynésienne de la politique macro-économique.

### Production des politiques publiques et territoires

Trois groupes de recherches se sont développés autour des formes d'organisation territoriales et procédurales des politiques publiques. Elles s'intéressent aux transformations des rôles de l'État dans le contexte de l'émergence des gouvernements locaux et de ses conséquences sur la construction de l'action publique.

D'abord un vaste ensemble d'opérations de recherche, dont la présentation est ici fortement synthétisée, a été mené par une équipe de sociologues et d'économistes sur la transformation des politiques publiques en France essentiellement dans le domaine des politiques sociales et de la protection sociale et de leurs rapports avec les politiques de l'emploi et les politiques de la ville (AUTÈS M. et alii).

Deux opérations de recherche en 1993 et 1994 ont porté directement sur l'évaluation des politiques publiques. L'une évalue la politique d'action sociale que le Ministère de l'Éducation Nationale mène en direction de ses agents. La seconde effectue un bilan des procédures d'évaluation antérieurement conduites par le Conseil Régional Nord Pas de Calais dans le domaine de la formation professionnelle et des politiques de la ville et propose un schéma opérationnel pour la mise en œuvre de nouvelles procédures d'évaluation qui combinent expertise et démocratie.

Un second programme de recherche a été conduit dans le cadre du programme de la MIRE *Interactions travail-emploi et protection sociale*, qui a réuni en 1995-96 plusieurs équipes (économistes, gestionnaires, historiens, juristes, et sociologues), afin de confronter leurs points de vue sur les rapports entre l'évolution des formes de l'emploi et les modes d'accès à la protection sociale. L'équipe de l'IFRESI a examiné cette question sous l'angle des différents statuts qui relèvent des dispositifs d'insertion par l'économique dans le cadre des politiques de l'emploi. Les résultats essentiels montrent que s'il n'y a pas de modes d'accès spécifiques à la protection sociale à partir de ces différents statuts, ceux-ci témoignent cependant d'une fragilisation d'ensemble de la condition salariale, d'autant qu'ils apparaissent fortement comme le volet social des politiques de l'emploi.

Dans sa thèse (soutenance en octobre 1997), Michel AUTÈS a retracé l'évolution des politiques d'action sociale en France de 1945 au début des années 1990. La thèse, à partir de cet exemple, reprend une discussion théorique autour des procédures de légitimation dans les politiques publiques et une analyse de leur évolution. De l'assistance aux formes modernes de l'insertion et du développement social, il existe une généalogie complexe des formes institutionnelles de l'action publique et des modes de légitimation de l'intervention sociale combinant les transformations croisées de l'action de l'État, des collectivités locales et de l'initiative privée.

Enfin une quatrième opération de recherche porte sur les transformations des professions et des métiers de l'intervention sociale. Commencée en 1995, cette opération s'achève en Décembre

1997. Elle s'inclut dans un programme comparatif interpartenarial piloté par la MIRE entre sept départements français. Il s'agit 1) de recenser l'ensemble des intervenants sociaux du département du Nord, 2) d'analyser les contenus de métier et les compétences de ces différents professionnels, 3) d'élaborer et de valider de nouvelles nomenclatures professionnelles, afin de mieux rendre compte des recompositions actuelles de ce champ qui a considérablement évolué sous l'impact des nouvelles politiques publiques territorialisées élaborées depuis la fin des années 1970.

Un deuxième groupe de recherches conduit par les juristes (MARCOU G. et alii) examine la question du gouvernement des villes dans le cadre d'un programme comparatif européen. Il met en évidence la montée des procédures technocratiques dans les gouvernements locaux et le recours de plus en plus fréquent à la technologie du contrat, ainsi que l'importance prise par les processus de négociation. La comparaison insiste sur quatre aspects : 1) la diversité des formes nationales de recours à la contractualisation dans le domaine des politiques publiques, 2) les rapports entre gouvernement local, contractualisation et démocratie, 3) les conséquences de la contractualisation dans l'ordre juridique, 4) et enfin l'effet des relations contractuelles sur l'administration des villes.

Un troisième groupe de recherches (DOLEZ. B. et alii), toujours dans le domaine juridique étudie les différentes formes prises par les contrats et les conventions dans la coordination entre les collectivités publiques. Ces analyses interrogent la forme juridique de ces contrats et conventions ainsi que le régime de sanction qui éventuellement s'y applique. Les relations entre l'État et les entreprises publiques constituent un domaine d'application privilégiée de ces analyses, notamment avec la thèse de M. Ben Letaief sur *les entreprises publiques en Tunisie*, et celle de R. Fabre sur les rapports entre efficacité et responsabilité, comparant logique publique et logique de marché en France et au Royaume Uni.

### **Institutions et organisation territoriale des activités**

Une série de huit recherches se rassemble autour de la question des formes institutionnelles d'organisation territoriale des activités à partir de plusieurs exemples construits dans différents champs disciplinaires.

Une équipe d'historiens (GAYOT Gérard et alii) analyse dans la longue durée à partir de plusieurs monographies la mise en forme des marchés et des institutions de la production, du travail et de l'emploi. Ces différentes recherches historiques utilisent la comparaison internationale entre les différentes formes dont elles construisent la logique.

D'autres recherches partant de la proto industrie jusqu'aux différentes reconversions du travail industriel, notamment la thèse de Gérard GAYOT sur *Les draps de Sedan 1646-1870* et celle de Chantal PÉTILLON sur *la population de Roubaix de 1740 à 1889*, se consacrent à l'analyse historique de la formation des marchés du travail locaux et de leurs aspects territoriaux.

L'équipe autour de Frank MOULAERT étudie le développement régional dans le cadre de comparaisons internationales. Ces recherches interrogent notamment les aspects théoriques de l'économie institutionnelle et rejoignent des préoccupations sur le gouvernement des villes, ici du point de vue du développement économique, envisagés précédemment (Cf. notamment, les recherches des juristes et des sociologues évoquées au paragraphe ci-dessus).

Gérard MARCOU a piloté un programme comparatif sur la question des investissements de l'État dans les régions à partir d'une comparaison internationale (Allemagne, Espagne, France, Italie). Dans la lignée de ses travaux précédemment cités, il montre la difficulté de la comparaison à partir de la diversité des situations régionales du point de vue de leur mode d'organisation et du degré de leur autonomie par rapport à l'État central.

Une équipe de géographes (Didier PARIS et alii) ont analysé les contradictions et les difficultés du développement économique local et les phénomènes contre-productifs de compétition entre les collectivités locales qu'ils génèrent. La rencontre des stratégies d'implantation des entreprises et de l'abondance de l'offre locale a été mise en évidence en étudiant le cas de différents territoires de la Région Nord Pas de Calais.

L'analyse de la diffusion technologique et des systèmes d'intermédiation qu'elle nécessite entre acteurs économiques, décideurs politiques et producteurs d'innovation a été développée par l'équipe autour de Christian MAHIEU. Outre l'importance stratégique des dispositifs d'intermédiation entre la science et l'économie, ils montrent la double évolution des modèles

cognitifs qui orientent la décision publique et l'évolution des modèles du changement technique autour de nouvelles stratégies qui renforcent la composante territoriale de l'action publique.

Une équipe de géographe (RENARD J. P. et alii) travaille essentiellement sur les thématiques frontalières et le développement territorial. Leur travail comporte un important effort méthodologique autour du modèle de la transition démographique. La politique de coopération transfrontalière (INTERREG) constitue un objet privilégié pour approfondir la question des rapports entre effacement des frontières et développement économique.

De leur côté, à partir des mêmes dispositifs INTERREG, les juristes (LUCHAIRE Y. et alii), ont analysé les différents outils juridiques (association, GIP, SEM, GEIE et GEIP) dont disposent les collectivités régionales pour réguler leurs actions dans le contexte d'une coopération internationale. En dehors d'innovations institutionnelles remarquables pour la France, le traité international demeure la forme la plus souvent utilisée.

Enfin les juristes (MARCOU G. et alii) ont étudié les aspects juridiques des grands projets d'infrastructure, dont le tunnel sous la Manche constitue l'exemple le plus significatif, et leurs effets sur les processus de développement économique qu'ils sont susceptibles d'engendrer.

Au delà de la diversité des objets et des points de vue théoriques ou disciplinaires, on note une grande cohérence de ces différentes recherches autour de l'analyse du fait régional, et de l'analyse de la dimension politique du territoire en particulier dans ses liens avec le développement économique. Par beaucoup d'aspects, les opérations de ce dernier sous-ensemble rejoignent les approches plus synthétiques ou plus théoriques mises en œuvre dans les recherches évoquées dans les deux premiers sous-ensembles.

## 2.2.1. INTÉGRATION EUROPÉENNE, ORDRES JURIDIQUES, POLITIQUE ÉCONOMIQUE (fiches des opérations)

### 2.2.1.A. MUTATIONS DU DROIT ET AUTONOMIE DES ORDRES JURIDIQUES (OPÉRATION ACHEVÉE)

#### Chercheurs

CRAPS : Olivier BEAUD (PR), Hilaire DJOMO (A), Bernard DOLEZ,(MC), Raphaëlle FABRE (A), Gérard MARCOU (PR), Philippe MEILLIER (A)

Équipes extérieures : E. BALBONI (Pr. Milan), Dieter BIEHL (Pr., Université de Francfort), T. BJERKÈN (Pr., Örebro, Danemark), A. BLECKMANN (Münster, Allemagne), Jean-Paul COSTA (Pr. Associé, Paris I), Francis DELPÉRÉE (Pr., Louvain-la-Neuve, Belgique), John F. McELDOWNEY (Pr. Warwick, Royaume-Uni), E. MALARET (Pr., Barcelone, Espagne), A.J.C. de MOOR-VAN VUGT et B.W.N. de WAARD (Pr., Tilburg, Pays-Bas), B. de WITTE (Pr., Maastricht, Pays-Bas).

#### Objet, méthode, résultats

Le livre publié à la fin de 1995 sous la direction de G. Marcou, *Les mutations du droit de l'administration. Pluralisme et convergences* marque l'achèvement d'une opération engagée à la fin de 1991 avec le concours du ministère de la Recherche et de l'IFRESI.

Après une longue période de développement des droits nationaux, l'intégration européenne semble conduire à un rapprochement des systèmes juridiques. Le droit administratif, traditionnellement lié à l'Etat et à ses représentations, était resté dans une large mesure à l'écart de cette évolution; il est aujourd'hui directement affecté par la formation d'un droit supra-étatique européen.

Pourtant, l'analyse des mutations que le droit de l'administration a connues au cours des deux ou trois dernières décennies, et même au cours des années les plus récentes, dans huit pays de l'Union européenne, montre qu'elles sont bien souvent indépendantes du processus d'intégration et révèle au contraire la permanence et la capacité d'adaptation des systèmes nationaux de droit de l'administration.

Le droit comparé met ainsi en évidence l'importance du droit de l'administration dans la constitution de l'"identité nationale des Etats membres" (article F du traité de Maastricht) de l'Union européenne, et il conduit à considérer le pluralisme juridique comme l'une des données de base que celle-ci doit prendre en compte.

L'introduction (G. Marcou) évalue la mutation fondamentale que représente l'apparition des sources supra-étatiques du droit administratif et leurs effets, et l'oppose à la permanence des logiques nationales et à l'autonomie de l'évolution des systèmes de droit de l'administration. Cette analyse repose sur l'observation que le changement et l'instabilité du droit matériel sont compatibles avec une certaine stabilité du système juridique. La conclusion (G. Marcou) explique l'autonomie des systèmes de droit de l'administration, en dépit des progrès de l'intégration juridique communautaire, par la théorie institutionnelle de l'ordre juridique, et reconnaît aux juridictions suprêmes une fonction de transaction entre les ordres juridiques; il en résulte des conséquences importantes pour l'avenir de la construction européenne (v. infra, D).

**Les auteurs:** E. Balboni (Milan), T. Bjerkèn (Örebro), A. Bleckmann (Münster), J.-P. Costa (Paris I), F. Delpérée (Louvain), J.F. McEldowney (Warwick), E. Malaret (Barcelone), G. Marcou (Lille II), A.J.C. de Moor - van Vugt (Tilburg), B.W.N. de Waard (Tilburg), B. de Witte (Maastricht).

D'autres travaux paraissent corroborer ces conclusions.

Ph. Meiller montre dans sa thèse, *La responsabilité extracontractuelle de l'administration en France et en Angleterre et son juge* (dir. Prof. G. Marcou, soutenance prévue en 1997), la puissance et la pérennité des traditions et des institutions juridiques, qui continuent de déterminer les réponses à apporter à des problèmes nouveaux pourtant très semblables, comme l'illustrent de manière particulièrement nette les débats récurrents sur l'autonomie des recours de droit public en Angleterre (il est vrai plus récent) et sur la dualité de juridiction en France.

De son côté, H. Djomo mène une étude pluridisciplinaire des mécanismes de changement du droit dans sa thèse en préparation sur *L'abrogation de la loi* (Prof. O. Beaud, soutenance prévue en 1997). Celle-ci révèle la variabilité des conceptions juridiques, qui restent liées à la tradition juridique de chaque pays ou système de droit. Il étudie d'une part les facteurs sociologiques de mutation du droit et les sources matérielles des règles juridiques, et d'autre part l'articulation des opérations formelles et juridiques de mutation des normes et de résolution des conflits entre règles de droit.

La recherche de B. Dolez sur *Le juge administratif et les conflits de lois* (Revue de Droit Public, 1995) montre en outre qu'avec l'ouverture des frontières et les multiples rapports nouveaux qui en découlent, le juge administratif n'échappe plus à la confrontation des droits. Traditionnellement, quand le juge administratif est saisi d'un litige présentant un élément d'extranéité, il ne s'assigne pas pour tâche de déterminer l'ordre juridique applicable à l'aide d'une règle de conflit ; il se contente d'examiner si la loi française est ou non applicable. Dans la négative, il se déclare incompétent, estimant qu'il ne lui revient pas d'appliquer la loi étrangère. En d'autres termes, la démarche du juge administratif est une démarche unilatérale.

Mais, aujourd'hui, la distinction droit public-droit privé tend à devenir moins nette. Cela explique sans doute pourquoi le juge judiciaire choisit fréquemment d'appliquer immédiatement la loi française, sans passer par l'intermédiaire du conflit de lois. De manière symétrique, le juge administratif écarte parfois la loi française au profit de la loi étrangère.

Au-delà des raisons pratiques qui militent en faveur du développement de la *méthode conflictuelle*, il faut noter que son adoption par le juge administratif s'est faite au prix d'une transformation radicale du droit public. Le juge administratif a adopté les principales solutions de la jurisprudence judiciaire.

Enfin, une nouvelle recherche comparative entreprise par G. Marcou (avec la collaboration de R. Fabre), à l'initiative du Professeur Dieter Biehl, de Francfort, et qui associe également les professeurs McEldowney (Warwick) et Bjerken (Örebro), sur les principes du droit budgétaire (*Etude en vue d'une méthodologie budgétaire commune*), illustre d'une autre manière les observations déjà faites en ce qui concerne le droit de l'administration sur l'opposition entre les principes communs et l'hétérogénéité des systèmes. On a déjà pu mettre en évidence l'existence d'un certain nombre de principes communs du droit budgétaire, qui ont dans chaque pays des origines très anciennes, et qui ont fait preuve d'une remarquable stabilité; en revanche ces principes ne s'expriment pas toujours par des règles de même statut dans l'ordre juridique. Mais l'analyse de la façon dont les concours communautaires sont traités dans les divers systèmes budgétaires nationaux montre que l'assimilation aux deniers nationaux prévaut, sous réserve de quelques adaptations des règles en vigueur; elle montre également que l'impact de la contrainte communautaire se reflète dans des réponses différenciées des systèmes nationaux. Cette recherche est soutenue par la Commission la Communauté européenne et s'est achevée à la fin de 1996 avec la publication des travaux.

## **Publications issues de l'opération**

### **Ouvrage**

MARCOU Gérard (dir.) (1995) *Les mutations du droit de l'administration. Pluralisme et convergences* , L'Harmattan, Paris.

### **Article de revue**

DOLEZ Bernard (1995) "Le juge administratif et les conflits de lois", *RDP*, n°4, pp. 1029-1051.

\*

\* \* \*

## **2.2.1.B. LES EXÉCUTIFS (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CRAPS : Philippe LAUVAUX (CR), Laurence MOREL (MC)

### **Objet, méthode, résultats**

Les travaux engagés ont conduit à reconnaître à l'exécutif un intérêt plus large que celui initialement envisagé dans le projet scientifique, et qui partait d'une interrogation sur les caractéristiques de l'“exception française” que représente en Europe l'institution présidentielle propre au système de la Vème République, ainsi que sur les raisons de son attrait pour nombre de pays de l'Europe centrale et orientale. Non seulement, en effet, le “présidentialisme” paraît répondre aux besoins de la transition démocratique, mais on peut observer une tendance plus générale à la concentration sur le chef de l'Etat du besoin de légitimité, du besoin de médiation et du besoin de changements institutionnels, en cas de crise.

Dans un essai de synthèse couvrant les pays de l'Union européenne, Ph. Lauvaux a pu montrer, en étudiant les évolutions perceptibles quant aux statuts et aux modes d'exercice de la fonction gouvernementale et de celle des chefs d'Etat, qu'on peut observer une tendance générale à un regain d'influence du chef de l'Etat, jusqu'à travers une nouvelle fonction tribunicienne et une tendance à la paralysie de la responsabilité politique aboutissant à une remise en jeu de la responsabilité pénale des ministres.

Sur ce dernier point, d'ailleurs, l'étude historique de la mise en oeuvre de la responsabilité pénale des ministres montre que le rôle confié aux assemblées, non pour la mise en accusation, mais pour le jugement pénal des ministres repose sur une méprise historique et juridique. Cette considération tend à affirmer le bien-fondé des réformes récentes (révision constitutionnelle de 1993) mais renforce par ailleurs la nécessité de réinventer de nouvelles formes de responsabilité politique (Ph. Lauvaux).

La réévaluation de fonctions remplies par le chef de l'Etat conduit à se pencher de nouveau sur la monarchie, qui demeure en Europe le régime de 7 Etats sur 15 de l'Union européenne. C'est l'objet des travaux récents de Ph. Lauvaux, avec une typologie des formes anciennes et (principalement) contemporaines de la monarchie constitutionnelle en Europe; Ph. Lauvaux dirige aussi le numéro consacré à la monarchie par la Revue internationale de Politique comparée.

Mais l'exemple de l'Italie montre aussi, plus près de nous, et par comparaison avec un certain nombre de pays de l'Europe centrale et orientale comment la crise politique et la question de la réforme institutionnelle se sont cristallisées sur l'institution de la présidence de la République, l'exemple du presidentialisme français étant un modèle pour les uns et un repoussoir pour les autres. (journée d'étude organisée le 8 mars 1996, avec l'aide du Programme Europe du CNRS et de l'IFRESI (L. Morel).

Certes, la transition italienne n'est pas une transition de l'autoritarisme à la démocratie, comme dans les pays de l'Est ou d'Amérique Latine, mais elle est tout de même une phase particulièrement délicate à gérer, devant conduire à un nouveau système de partis, voire de nouvelles institutions. Le rôle crucial, mais de régulation et de médiation plutôt que de direction proprement dite, joué par le président de la République italienne dans cette transition conduit à remettre en question la thèse courante selon laquelle une concentration du pouvoir de type presidentialiste serait plus appropriée dans les contextes d'instabilité politique (L. Morel). D'ailleurs, des lectures divergentes, dualiste et moniste, de la Constitution italienne n'avaient pas empêché un accroissement, dans certaines périodes, du rôle présidentiel, culminant aujourd'hui dans une pratique dualiste assez conforme à l'inspiration originelle des constituants de 1947. Dans ces conditions, et comme dans les pays d'Europe de l'Est, le modèle presidentialiste français exerce à la fois un effet d'attraction et de rejet, dont les enjeux effectifs ne sont pas toujours bien perçus ni compris (Ph. Lauvaux).

Le débat existant actuellement en Italie sur la question d'une réforme institutionnelle copiant le modèle français de la Vème République devrait par ailleurs conduire à s'interroger sur les vertus réelles de ce modèle, notamment en ce qui concerne la gouvernabilité (effet recherché de la réforme par les Italiens), mais aussi le prix de la gouvernabilité, et sa transférabilité dans un pays de tradition parlementaire consolidée et d'ambivalence profonde à l'égard des phénomènes de leadership trop prononcés (L. Morel).

Si le principe d'une élection directe du président de la République ou du président du Conseil, ou d'une investiture directe du second, a effectivement des chances d'être retenu dans la prochaine réforme institutionnelle, la victoire de la coalition de centre-gauche aux récentes élections rend cependant improbable le passage au présidentialisme dans sa version française ou américaine. Plus nette semble par contre la détermination à effectuer une réforme de l'Etat dans un sens fédéral. Quel type de fédéralisme sera retenu? S'agira-t-il d'une formule inédite? La réflexion en cours à ce sujet peut-elle contribuer à nourrir le débat sur le futur institutionnel de l'Europe (L. Morel)?

Ainsi, l'Italie s'avère être en ce moment un laboratoire non seulement politique (alliances inédites, naissance de nouveaux sujets politiques, rapports entre politique et télévision, entre politique et sondages, techniques de campagne...), mais aussi de réflexion et d'expérimentation institutionnelle. Concernant ce second aspect, la substance du débat, aussi riche soit-elle, ne doit pas occulter l'intérêt à la forme et à l'évolution de ce débat. Aussi y-a-t-il lieu de mener une réflexion sur le type particulier de politique publique que sont les réformes institutionnelles et sur les raisons, autres que procédurales, rendant particulièrement difficile leur adoption. Le long et ambitieux débat institutionnel n'a en effet pour l'instant débouché en Italie que sur une réforme, partielle, du mode de scrutin. Encore a-t-il fallu, pour que cette réforme se réalise, que l'institution référendaire prenne le relais des partis, paralysés par le jeu des vétos croisés.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

MOREL Laurence (1996) *L'Italie entre Ière et IIème République. Le président de la République dans la transition politique et constitutionnelle*, L'Harmattan, Paris (en français) et Turin (en italien), direction, introduction et conclusion de l'ouvrage.

MOREL Laurence (1996) "Le riforme istituzionali: dall'iniziativa partitica al sopravvento dell'arena referendaria" ("Les réformes institutionnelles: de l'initiative partisane au relais référendaire"), dans Maurizio COTTA et Pierangelo ISERNIA (dir.), *Un gigante dai piedi d'argilla: la crisi di un regime partitocratico* (Un géant aux pieds d'argile: la crise d'un régime partitocratique), Bologna, Il Mulino.

#### **Articles de revue**

LAUVAUX Philippe (1994) "Les régimes politiques européens en perspective", *Cahiers français*, n° 268, oct.-déc. pp. 30-48, La Documentation française, Paris.

LAUVAUX Philippe (1996) "Le principe monarchique en Allemagne, Successions et élections dynastiques", *Revue internationale de Politique comparée*, n°6, sept.

LAUVAUX Philippe (1996) "Les monarchies, inventaires des types", *Pouvoirs* n° 78, sept.

#### **Communications**

LAUVAUX Philippe (1996) "L'incertaine frontière entre le pénal et le politique", communication présentée au colloque de l'Association française pour l'Histoire de la Justice, *Les ministres devant la justice* (8-9 février).

LAUVAUX Philippe (1996) "Le président de la République italien en perspective", communication à la Journée d'étude du 8 mars 1996, in: L. MOREL (dir.), *L'Italie entre Ière et IIème République. Le président de la République dans la transition politique et constitutionnelle*.

\*

\* \* \*

## **2.2.1.C. PROCESSUS D'UNIFICATION DES DEUX ÉTATS ALLEMANDS, L'ALLEMAGNE UNIFIÉE (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CRAC : GOUAZÉ Serge (MC), HÖRLING Hans (PR), VAILLANT Jérôme (PR).

Doctorants : BAGINSKI Christophe, PIETTE Christine, BAEHR Franck, DANCKAERT François, FEKL Walter, HERBET Dominique, MAILLIET Hélène, METIVIER Yves, THAISY Laurence.

### **Objet, méthode, résultats**

Opération relevant d'un programme de coopération entre le CRAC et la revue Allemagne d'aujourd'hui.

1) En 1987, le Centre de recherche sur l'Allemagne contemporaine (Université de Valenciennes) et la revue Allemagne(s) d'aujourd'hui (Paris) ont, en raison de leurs liens personnels comme de leur intérêt commun pour l'étude des évolutions et transformations de la société allemande, passé un accord de coopération. Dans une première phase, ils se sont donné pour tâche d'étudier, à l'occasion du quarantième anniversaire de leur fondation, les problèmes que les deux États allemands, RFA et RDA, allaient avoir à maîtriser au seuil des années 90. Conçu à partir de 1988, ce programme a abouti à la publication d'un numéro spécial de la revue Allemagnes d'aujourd'hui, intitulé : "Quarantième anniversaire des deux États allemands (N° 109/110 juillet-décembre 1989, 344 p.).

Mais déjà transparaissait dans l'étude de la question nationale les bouleversements qui allaient conduire à l'unification de l'Allemagne. Dès lors a été institué au sein du CRAC un groupe de recherches chargé d'étudier le processus d'unification de l'Allemagne tant dans ses aspects extérieurs qu'intérieurs. Les premiers résultats des recherches entreprises ont été publiés dans un nouveau numéro spécial de la revue Allemagne d'aujourd'hui, (N° 114, oct-déc. 1990, 304 p.). "l'Allemagne unifiée : Aspects extérieurs et intérieurs de l'unification".

Le groupe de recherches sur l'unification allemande, conscient qu'après l'achèvement de l'unification étatique l'unification des sociétés et l'égalisation des conditions de vie restent à faire, étudiera prioritairement dans les années à venir les thèmes suivants : mise à niveau de l'économie est-allemande, transformation de la société est-allemande, réforme de la justice, le débat constitutionnel induit par l'unification, les conditions des nouveaux Länder.

2) Méthodes : l'analyse de textes fondamentaux et de leur application, l'analyse des archives de l'ex-RDA, méthodes de "l'histoire orale", interviews des gouvernants (décideurs) et des gouvernés (victimes), l'analyse et nouvelle interprétation des enquêtes et sondages d'opinion sur l'évolution des mentalités de la population de l'Allemagne unifiée.

### **Partenaires et financement**

OFAJ, Observatoire de Berlin du CNRS, Presses de l'Ecole Normale Supérieure, Groupe d'information et de recherche sur les transformations allemandes (ENS-PARIS).

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrages**

VAILLANT Jérôme (Ed) (1996) *La "déstasification" : problématique et dimension idéologique de la confrontation au passé en Allemagne de l'est*. Paris , Allemagne d'aujourd'hui N° 136, 237 p.

VAILLANT Jérôme (Ed)(1995) *L'Allemagne unifiée cinq ans après*, Paris-Valenciennes, AGES- PUV, 404 p.

\*

\* \* \*

## **2.2.1.D. INTÉGRATION EUROPÉENNE ET POLITIQUE ÉCONOMIQUE (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CEPE : Philippe ROLLET (PR), Etienne FARVAQUE (A), Florence HUART (ATER), Vincent VICAIRE (D)

### **Objet, méthode, résultats**

Les travaux menés dans cette opération examinent les conditions de mise en œuvre de la politique macro-économique dans un espace européen — l'actuelle union européenne à 15, les pays d'Europe centrale qui participeront rapidement à cette union — très hétérogène tant par les résultats macroéconomiques, que par les niveaux de développement ou les structures productives (inégalement compétitives sur le plan des facteurs traditionnels de la spécialisation internationale et sur le plan de la qualité de celle-ci).

Trois thèmes sont particulièrement développés.

**1— L'analyse de l'impact des structures productives — et en particulier des spécialisations internationales — sur les taux de change.** L'analyse s'appuie sur les théories des déterminants réels du taux de change et sur les théories des zones monétaires optimales.

**2 —L'organisation d'une Europe monétaire à plusieurs vitesses.** L'analyse porte sur les conditions permettant aux pays ne pouvant pas participer au noyau dur (ceux que l'on appelle maintenant les pré-in dans le jargon communautaire : actuellement certains pays du Sud, à terme rapproché les candidats d'Europe centrale (Hongrie, Pologne, Tchéquie) de bénéficier, malgré de fortes divergences réelles, structurelles et nominales avec les pays du noyau dur, d'une stabilité monétaire tout en menant les politiques économiques leur permettant de faire face à des chocs spécifiques — liés à leurs caractéristiques particulières — et de converger à terme vers les pays centre. Elle s'applique aussi aux pays ne souhaitant pas — au moins temporairement — participer à cette union monétaire. Elle part donc d'une analyse critique, appliquée à l'union européenne, du système de taux de change quasi-fixes mais ajustables — le S.M.E. tel qu'il fonctionnait jusque juillet 93 — et de l'organisation, prévue par le Traité de Maastricht, de la future union monétaire. Elle s'appuie sur la théorie des zones cibles et des crises de balance des paiements pour proposer des scénarios souhaitables d'organisation d'une Europe monétaire à plusieurs vitesses.

**3 — L'organisation de la politique macro-économique,** en mettant l'accent, dans une perspective critique, post keynésienne, sur les problèmes d'organisation optimale et de crédibilité de la politique monétaire dans un espace différencié, sur l'articulation entre les politiques budgétaires nationales, les politiques monétaires (européenne pour une part, nationales pour les pays ne participant pas à l'union monétaire) et une éventuelle politique budgétaire menée via un véritable budget fédéral.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Ouvrage**

ROLLET Philippe, HUART Florence (1995) *Du grand marché à l'union économique et monétaire - Les enjeux de la construction européenne*, Éd. Cujas, Coll. Regards sur notre temps, 261 p.

#### **Contribution dans ouvrage collectif**

ROLLET Philippe, HUART Florence (1997) *Intégration économique européenne*, in G. Duthil et W. Marois (sous la coordination de), "Politiques Économiques", Éd. Ellipses, Chapitre V, pp.251-82.

#### **Articles de revue**

FARVAQUE Etienne, RICHEZ-BATTESTI Nadine, VENON Christine (à paraître en 1997) "Politiques budgétaires et intégration monétaire européenne : fondements théoriques et analyse critique du pacte de stabilité", *Revue de l'IRES*.

FARVAQUE Etienne (1995) "La politique budgétaire dans l'Union Economique et Monétaire européenne : paradoxalement Maastricht", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n°26, 2<sup>e</sup> Semestre.

**Rapport**

FARVAQUE Etienne, RICHEZ-BATTESTI Nadine, VENON Christine (1996) *Intégration monétaire et autonomie des politiques budgétaires : de Maastricht à la pérennité de l'Union Economique et Monétaire européenne*. Étude réalisée sous contrat avec la CGC au bénéfice de l'IRES.

**Communications**

HUART Florence, VAN AARLE Bas (1997) "Macroeconomic Performance in the EMU : An Analysis of Different Institutional Settings", communication to the *Annual Meeting on Monetary and Fiscal Policy on the Eve of the 21st Century*, organized by the Swiss Society of Statistics and Economics, Lucerne, March 20-21, 1997 (23 pages). Cet article est actuellement soumis à une procédure de publication, (Université de Tilburg, Pays-Bas).

HUART Florence, ROLLET Philippe (1996) "Exchange rate arrangements for a two-speed European monetary unification", Communication to the *International Conference on "Economic Integration in Transition"*, organized by the Athens University of Economic and Business and York University, Athens, August 21-24, 1996 (40 pages). Cet article a été publié dans les Cahiers du CEPE (Centre "Économie et Politiques Européennes"), n° 96-06, Lille.

FARVAQUE Étienne, VENON Christine (1996) "L'approche dynamique de la crédibilité des autorités monétaires : théorie et pratiques européennes", présentation à l'Atelier BC 'Macroéconomie Financière' du *GDR Monnaie et Financement*, Paris, 27 mars.

FARVAQUE Étienne, VENON Christine (1995) "Un retour sur les modèles théoriques de crédibilité et leur dévoiement dans la construction monétaire européenne", Communication aux 5<sup>e</sup> Journées du séminaire SESAME, Strasbourg, 7-8 septembre .

FARVAQUE Étienne, VENON Christine (1995) "Règle, Discrétion et Crédibilité de la politique monétaire : ce que disent les modèles, et ce qu'on leur fait dire...", communication aux 13<sup>e</sup> Journées Internationales d'Economie Monétaire et Bancaire du *GDR "Monnaie et Financement"*, Nancy, 15 et 16 juin.

\*

\* \* \*



## **2.2.2. PRODUCTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET TERRITOIRES (fiches des opérations)**

### **2.2.2.A. LES TRANSFORMATIONS DES POLITIQUES PUBLIQUES**

#### **Chercheurs**

CLERSÉ : Michel AUTÈS (CR), Maryse BRESSON (MF), Catherine NEGRONI (CE), Bernadette DELAVAL (CE), Jacques ELOY (MC), Bertrand VERNIER (PRCE)

#### **Objet, méthode, résultats**

La transformation des politiques publiques peut s'analyser selon au moins trois axes : d'abord la redistribution des rapports entre les différents échelons de la puissance publique et la genèse des gouvernements locaux, ensuite la tendance à construire les politiques autour de mécanismes procéduraux au détriment de la production d'objectifs autres que purement instrumentaux, enfin la production de nouvelles catégories, à la fois systèmes de représentation et stratégies d'action. Cette triple ligne de lecture a été mise en œuvre dans plusieurs opérations de recherche.

On a d'abord analysé les pratiques d'évaluation des politiques publiques régionales (AUTÈS M. et alii 1995 a). Cette analyse, qui comporte un bilan des pratiques d'évaluation dans le domaine de la formation professionnelle et des politiques de la ville et des propositions à l'usage du Conseil Régional Nord-Pas de Calais, insiste sur la nécessaire construction d'un processus d'évaluation capable de mettre en communication les aspects politiques et les aspects techniques dans la production des politiques publiques. L'évaluation est en quelque sorte l'équivalent du marché dans l'élaboration de la décision publique. Elle ne se limite pas à l'expertise des politiques mais comporte des enjeux essentiels de démocratie (AUTÈS M. 1995c, 1996e). À cette recherche s'apparente celle que le rectorat de Lille nous a confié au sujet des politiques d'action sociale que le Ministère de l'Éducation nationale conduit en direction de ses agents. Le rapport de recherche insiste en particulier sur la différence des attentes des personnels, en fonction de leurs propres trajectoires professionnelles et de leurs systèmes d'attitudes vis-à-vis de l'institution. La construction de la politique d'action sociale doit tenir compte de cette diversité pour construire ses propres réponses. Par ailleurs, le rapport s'attache à la définition de propositions qui tiennent compte des souhaits formulés par les agents. (AUTÈS M. et alii, 1995 b).

On a ensuite analysé le domaine des politiques de l'emploi notamment l'ensemble des dispositifs d'insertion par l'économique qui trace la frontière avec le champ des politiques sociales (AUTÈS M. 1996c). À travers la multiplicité des stratégies, qui vont de la gestion des files d'attente du chômage jusqu'à la tentative de créer des alternatives à l'économie de marché, on saisit toutes les incertitudes des politiques publiques impuissantes à doter leur action d'un sens capable de produire l'adhésion des acteurs et d'instaurer un espace public de discussion sur l'évolution des formes de l'emploi et des modes d'accès à la protection sociale. Au mieux, elles encadrent l'effritement des statuts salariaux sans produire d'alternative citoyenne à l'affaiblissement de la cohésion sociale qui en résulte. Les catégories d'insertion et d'exclusion mettent en forme ces problématisations inédites de la question sociale (AUTÈS M. 1995e).

Le champ des politiques d'action sociale est particulièrement topique pour analyser les changements en cours dans les modes de production des politiques publiques. On a retracé l'histoire de ces politiques depuis l'après seconde guerre mondiale jusqu'aux années 1990 (AUTÈS M., Thèse, 1997). On voit qu'un social catégoriel et réparateur accompagne la croissance jusqu'au milieu des années 1970, après quoi il entre dans un lent processus de recomposition. La production locale des politiques sociales et la transversalité entre des modalités de l'action publique jusque là construites sectoriellement, pèsent sur les conditions d'exercice du travail social. Les partages traditionnels entre assurance, assistance et action sociale se modifient et les référentiels des actions professionnalisées s'en trouvent bouleversés. La question de l'efficacité du travail social se trouve alors posée dans ce contexte nouveau où elle apparaît complètement liée aux modes de légitimation de l'action publique (AUTÈS M. Thèse et 1996c, 1996e). On interroge ainsi les questions de la légitimité de l'action publique et de son efficacité autour des rapports

entre la gouvernementalité et de la subjectivité. En montrant que dans la sociologie politique la question du symbolique est toujours liée à celle de la légitimité, on cherche à lui donner un contenu à travers une lecture croisée de différentes approches, en particulier celles de Max Weber, de Paul Ricoeur, de Michel Foucault et de Jürgen Habermas. Dans les incompatibilités que met en lumière la confrontation de ces différents points de vue, on saisit sous différents angles la problématique de la légitimité des actions, aussi bien dans les politiques d'action sociale que dans l'exercice du travail social, en donnant consistance au concept de discursivité pour rendre compte de la nécessaire conjonction de la représentation et de l'action dans la production de l'action publique.

Un dernier aspect de ce programme de recherche porte plus spécifiquement sur la transformation des emplois et des métiers des professionnels de l'action sociale (AUTÈS M. et alii 1996a et 1997a). Ce travail empirique encore en cours a d'abord procédé à un recensement de l'ensemble des professionnels du social dans le département du Nord, en collaboration avec la Direction régionale des affaires sanitaires et sociales. Ce premier volet achevé fait ressortir trois constats. D'abord il relativise la problématique implicite qui oppose au sein du social professionnels anciens relevant de la construction historique des professions sociales depuis 1945 et nouveaux professionnels issus des dispositifs publics mis en œuvre depuis le début des années 1980. En effet le champ du social, même très élargi au delà du travail social stricto sensu, reste massivement occupé par des professionnels issus des professions traditionnelles qui y conservent des statuts stables. Si on constate en effet la présence de professionnels venant d'autres formations que celles du social, outre qu'ils demeurent peu nombreux (environ 500 sur 25 000 agents recensés), on voit également que les nouveaux postes créés dans les dispositifs issus de l'insertion ou des politiques de la ville sont tout aussi fréquemment occupés par des professionnels du social traditionnel. Exit donc l'idée d'une coupure entre des métiers différents. Le second constat montre que la majorité des professionnels recensés sont des agents de niveau quatre ou cinq occupant essentiellement des fonctions de travail à domicile : aides ménagères, assistantes maternelles... Non seulement ils représentent près des deux tiers de la population enquêtée, mais ils sont aussi ceux qui ont les statuts les plus fragiles : moins souvent diplômés, plus souvent à temps partiel etc.. Il faut donc relativiser le débat sur le travail social polarisé autour des métiers de niveau III (assistant de service social, éducateur, animateur), qui est loin de refléter la composition réelle de l'action sociale professionnalisée. Enfin, dernier constat, c'est dans les collectivités locales qu'on voit l'essentiel des innovations en termes de postes et de métiers. Médiateurs, écrivains publics, agent d'ambiance, femmes relais, messagers ou grands-frères constituent autant d'exemples d'invention de métiers dans le cadre de statuts qui demeurent essentiellement précaires. Reste la question des métiers qui fait l'objet du travail actuellement en cours à l'aide de grilles budget-temps et d'entretiens. Ces différents professionnels qu'on a repéré, dans leur diversité, font-ils le même métier? Nonobstant les différences de qualification, on explore plutôt l'hypothèse d'une continuité dans les systèmes de compétences mises en œuvre alors que les discontinuités se joueraient davantage en termes de postes et de statuts en lien avec les dispositifs des politiques publiques et les missions assignées. Plutôt que de distinguer différents métiers, on s'attache à montrer qu'il y a différentes stratégies à l'œuvre au sein des politiques sociales. Ce qui n'exclut pas, par ailleurs, de distinguer au sein de chaque système des fonctions différencierées comme l'accueil, l'accompagnement, l'ingénierie, etc.

Avec cette dernière recherche sur les métiers du social qui s'achève à la fin de l'année 1997, se clôt un cycle de recherches centrées sur l'analyse des transformations des politiques publiques, essentiellement construit à partir des politiques sociales. Un nouveau cycle s'ouvre qui se centrera sur des questions plus théoriques fondées sur le thème de la production de la légitimité dans l'action publique. C'est ce point de vue qui a été esquissé dans le dernier chapitre de la thèse. Il y aura deux volets dans ce nouveau programme. En continuité avec l'analyse des politiques publiques, on continuera à montrer les processus de déssectorialisation et de localisation en cours dans la production des politiques publiques. On s'attachera à analyser plus particulièrement les conditions d'émergence de la notion de gouvernement local (AUTÈS M. 1994 a, 1996 d), à travers les questions liées à la légitimité et à la démocratie. Pour prolonger les analyses théoriques initiées dans la thèse on développera un ensemble de recherches théoriques qui s'attacheront à constituer un bilan des différentes approches de la sociologie confrontées à la construction de l'ordre symbolique, ici entendu dans son lien fondamental avec le langage.

### **Partenaires et financement**

Ministère de l'Éducation nationale (AUTÈS et alii 1995b)  
Conseil régional Nord Pas de Calais (AUTÈS et alii 1995a)  
MIRE (AUTÈS et alii, 1996 b)

MIRE, Direction de l'Action Sociale (Ministère du Travail et des Affaires sociales), Commissariat général au Plan (AUTÈS et alii, 1996 a et 1997a).

### **Publications issues des opérations**

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

AUTÈS Michel (1995) "L'évaluation des politiques publiques dans le Nord-Pas de calais", *L'évaluation en développement, 1995*, Rapport du Conseil scientifique de l'évaluation, Paris, La Documentation française, p. 175-183.

AUTÈS Michel (1997) "Public action, local democracy and the challenge of economic globalization ", chapter 12, pp. 229-243, in MOULAERT Frank, SCOTT Allen (Eds) *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21st Century*, London, Pinter.

#### **Articles de revue**

AUTÈS Michel (1994) "La décentralisation est une solution", *Pouvoirs locaux*, n° 23, Décembre, p. 51-55.

AUTÈS Michel (1994) "Ouvrir la boîte noire", *Recherches et prévisions*, n°38, Décembre, p. 63-68.

AUTÈS Michel (1995) "Les sens du territoire", *Recherches et prévisions*, n° 39, Mars, p. 57-71.

AUTÈS Michel (1995) "L'exclusion : une nouvelle question sociale", *Lien social et politiques*, n° 34, Automne, p. 43-53.

AUTÈS Michel (1996) "Le travail social indéfini", *Recherches et Prévisions* , n° 44, Juin, p. 1-10.

AUTÈS Michel (1996) "De la gestion de l'espace à la production du territoire. Le résistible retour du politique", *Pouvoirs locaux*, n° 29, Juin, p. 81-86.

AUTÈS Michel (1996) "Recherche sociale, évaluation des politiques et débat public", *Vie sociale*, n° 2-3, 1996 (numéro double), p. 97-107, 173-183.

AUTÈS Michel (1997) "Le social : l'État, le local, la subjectivité. Privé ou public : quels espaces de liberté", *Les cahiers de prospective Jeunesse*, Bruxelles, pp 2-13.

#### **Rapports**

AUTÈS Michel, DELAVAL Bernadette, NEGRONI Catherine (1995) *L'évaluation des politiques publiques régionales. Éléments de bilan et de prospective*. Conseil Régional Nord-Pas de Calais, 144 p.

AUTÈS Michel, DELAVAL Bernadette (1995) *L'action sociale en direction des personnels de l'Éducation Nationale. Bilans et Perspectives*. IFRÉSI/CLERSÉ, 128 p.

AUTÈS Michel, DELAVAL Bernadette, DUMOULIN Philippe, ELOY Jacques (1996) *Observer les emplois et les qualifications des professionnels de l'intervention sociale*, MIRE, CLERSÉ-IFRÉSI, Octobre, 137 p. + annexes.

AUTÈS Michel, BRESSON Maryse, DELAVAL Bernadette, VERNIER Bertrand (1996) *L'insertion, un moment éternel*, Rapport final, programme Mire "Interactions emploi-tavail-protection sociale", CLERSÉ-IFRÉSI, Novembre, 165 p. + annexes.

AUTÈS Michel, DELAVAL Bernadette, DUMOULIN Philippe, ELOY Jacques, GUILBERT Jean-Pierre, MIGLIONETTI Jeanne Marie (1997) *Profession et métiers du social*, Rapport MIRE, CLERSÉ-IFRÉSI, mai, 94 p + annexes.

\*

\* \* \*

## **2.2.2.B. CONTRATS ET CONVENTIONS DANS LE GOUVERNEMENT DES VILLES (OPÉRATION ACHEVÉE)**

### **Chercheurs**

CRAPS : Gérard. MARCOU (PR), Jean-Louis THIEBAULT (PR), Philippe LAUVAUX (CR),  
Bernard Dolez (MC), Sylvie Jacquemart (MC), Florence Lerique (ATER)

Équipes extérieures : Ph. de BRUYCKER (professeur à l'Université Libre de Bruxelles), P. SABBIONI (chercheur à l'Université Catholique de Milan), H. de BRUIJN et M. van EETEN (professeurs à l'Université de Technologie de Delft) J. MAWSON (professeur à l'Université de Dundee) et S. HALL (chercheur à l'Université de Birmingham).

### **Objet, méthode, résultats**

Ce projet important a mobilisé des ressources scientifiques et financières importantes et débouche sur de nombreuses publications. Le CRAPS était l'auteur de la réponse à l'appel d'offres restreint qui a été sélectionné, mais la bonne coopération établi avec le CURAPP à Amiens a conduit à partager la responsabilité de l'exécution du projet et donc la paternité des publications principales qui en présentent les résultats. Une partie du projet initial portait sur les relations transfrontalières; ce sujet est rapidement apparu comme hétérogène, et il a été dissocié pour être traité dans le cadre d'une recherche plus globale sur l'urbanisme transfrontalier, qui donnera lieu au colloque prévu les 26 et 27 septembre 1996 ; cela a aussi permis de trouver des ressources de substitution. La suppression d'une partie importante du solde du crédit de l'opération au 31 décembre 1995 (60%) aura aussi pour conséquence une réduction du nombre et du format des publications prévues, ainsi que des actions de valorisation, et de retarder d'au moins six mois la publication de l'ouvrage collectif qui représente le principal produit final.

Le projet, précisément intitulé *Négociations et obligations dans le gouvernement des villes*, avait pour but de rechercher :

- dans quelle mesure le développement des instruments contractuels était l'expression d'une évolution significative dans le modèle français de politique publique et dans le système politico-administratif local;
- quelle était sa signification pour le développement de la démocratie locale;
- comment les relations contractuelles entre les collectivités publiques s'inscrivent dans l'ordre juridique, et ce que le droit peut nous apprendre sur ces relations;
- et enfin dans quelle mesure le développement de ces relations trouve son origine dans les problèmes spécifiques de l'administration et du développement des villes.

La recherche s'est appuyée sur des enquêtes de terrain et le dépouillement des sources administratives dans le Nord-Pas de Calais et en Picardie, ainsi que sur les contributions de quatre équipes étrangères pour permettre une comparaison et rechercher quelle est la place dans ces pays des relations contractuelles entre autorités publiques pour la mise en oeuvre des politiques urbaines (Belgique, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni).

Les principaux résultats peuvent être brièvement résumés comme suit.

Le recours au contrat correspond à une évolution réelle mais limitée du système politico-administratif local et du modèle français de politique publique. Il enregistre les conséquences institutionnelles de la réforme de la décentralisation, il officialise la négociation comme mode d'élaboration des décisions et des politiques et institutionnalise de nombreuses politiques conjointes produites localement par plusieurs collectivités publiques, et le plus souvent entre l'Etat et les collectivités locales. Mais l'intensification des relations intergouvernementales formalisées par les contrats entre collectivités publiques ne s'accompagne pas nécessairement d'un élargissement de la gouvernance urbaine. La politique de la ville est une politique de l'Etat qui a servi de point d'appui au corps préfectoral de retrouver une position centrale dans le système local.

Le contrat est souvent associé au développement de la démocratie locale dans le discours politique. La réalité est moins simple. Si l'élaboration du contrat peut être un moment de mobilisation sur des objectifs, et si elle a favorisé le développement de la démarche de projet, qui est propice à la responsabilité, elle constitue en général un processus technocratique peu transparent. En réalité, le contrat n'est sans doute pas directement un facteur de démocratie locale, c'est au contraire le développement de la démocratie locale qui devrait influer sur le contenu des contrats.

Du point de vue juridique, les contrats de ville peuvent être considérés comme des contrats au sens du droit public mais ils présentent des particularités importantes. On peut y voir une manifestation

du recul des rapports d'autorité dans le droit administratif. La sanction par le juge des manquements aux obligations contractuelles est théorique, mais on peut observer une volonté partagée de respecter les engagements contractuels, et l'institutionnalisation du suivi de l'exécution assure une adaptation du contenu du contrat à l'évolution des circonstances. La critique de la rigidité que le contrat introduit témoigne à contrario de la réalité des obligations qui sont contractées. Le recours au contrat est à la fois la rançon de la complexité, le reflet du recul de la loi et la réponse empirique de l'ordre juridique au besoin de coordination et de stabilisation entre les acteurs d'une même politique.

On peut penser que le développement des procédures contractuelles dans le "gouvernement des villes" est davantage la conséquence de l'évolution institutionnelle que de l'évolution des problèmes urbains. On rencontre en effet une évolution comparable dans d'autres domaines, tels que l'aménagement du territoire et la politique culturelle, qui, il est vrai, peuvent croiser la politique de la ville.

Le projet comportait une dimension internationale, pour laquelle il a bénéficié de la participation de: Ph. de Bruycker (professeur à l'Université Libre de Bruxelles), P. Sabbioni (chercheur à l'Université Catholique de Milan), H. de Bruijn et M. van Eeten (professeurs à l'Université de Technologie de Delft) J. Mawson (professeur à l'Université de Dundee) et S. Hall (chercheur à l'Université de Birmingham). La comparaison avec les pays voisins permet de dégager les observations suivantes.

Parmi les pays étudiés, l'Italie et les Pays-Bas connaissent un développement relativement important des procédures contractuelles dans les rapports entre les collectivités publiques. Mais en Italie les contrats n'ont pas en général pour contenu la formulation de politiques locales. En Belgique, l'apparition du contrat a été inspirée de l'expérience française des contrats de prévention; mais le droit belge ne permet pas de reconnaître aux contrats de sécurité la valeur de véritables contrats, et le Conseil d'Etat belge a fixé des limites à l'extension des applications de la technique contractuelle (Ph. Lauvaux). En Angleterre, le recours à des procédures d'appel d'offres compétitives pour la sélection des projets qui seront soutenus par le Gouvernement au titre de la politique de la ville ne comporte pas de contrat avec les porteurs locaux de projet; mais l'élaboration de ces projets donnent lieu, habituellement à des contrats entre les personnes publiques ou privées qui s'associent pour présenter ces projets. En fait, la France et le Royaume-Uni ont les politiques les plus proches en ce qui concerne le contenu des actions, mais les plus éloignées en ce qui concerne leurs modalités juridiques et institutionnelles.

Enfin, il faut souligner que le projet débouche également sur une thèse de doctorat en droit public, que prépare Florence Lerique, *L'Etat et la ville: la part du droit dans la politique de la ville*, et qui sera soutenue en 1997. Cette thèse a bénéficié d'un financement de la région Nord-Pas de Calais à 100% pendant 2 ans.

#### **Partenaires et financement : PIRVilles**

#### **Publications issues des opérations**

##### **Contributions dans ouvrage collectif**

MARCOU Gérard (1994) "Les instruments contractuels de l'aménagement du territoire et les relations entre les collectivités publiques, p.371-383 dans: J.-C. NEMERY (dir.), *Le renouveau de l'aménagement du territoire*, Economica, 1994.

MARCOU Gérard (1994) "Les instruments contractuels de l'aménagement du territoire et les relations entre les collectivités publiques", p.371-383 dans: J.-C. NEMERY (dir.), *Le renouveau de l'aménagement du territoire*, Economica.

MARCOU Gérard (1996) "Gouverner les villes par le droit?", séminaire du CURAPP, 17 mars 1995, CURAPP, *La gouvernabilité*, PUF.

##### **Communications**

MARCOU Gérard (1995) "La part du droit dans les contrats ou les conventions passés par les villes avec l'Etat et les collectivités territoriales", *IIIèmes Journées de l'IFRESI*, Lille, janvier.

LERIQUE Florence (1995) "Contrat et politique publique de la ville", *IIIèmes Journées de l'IFRESI*, Lille, janvier.

\*

\* \* \*

## **2.2.2. C. POLITIQUE PUBLIQUE, CONTRAT ET AUTONOMIE (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CRAPS : Bernard DOLEZ (MC), Raphaële FABRE (A), Florence Lerique (A), Gérard Marcou (Pr)

Équipes extérieures : Mustapha Ben LETAÏEF (AS, Université de Tunis III, Tunisie), F. RANGEON (PR, CURAPP, Université d'Amiens),

### **Objet, méthode, résultats**

La multiplication des applications de la technique contractuelle dans l'action publique ne peut rester sans conséquence sur l'ordre juridique. Alors que traditionnellement l'administration agissait par les moyens de la puissance publique, en utilisant la technique de l'acte administratif unilatéral, tandis qu'elle utilisait le contrat pour satisfaire les besoins liés à son action, on observe aujourd'hui, mais le phénomène n'est pas tout à fait nouveau, que l'administration d'autorité recule devant l'administration négociée. La diffusion du contrat dans les relations entre autorités publiques comme dans les relations entre celles-ci et leurs "partenaires" privés, exprime la formulation dans le langage du droit, et la formalisation juridique, de cette évolution. C'est ici ce passage de l'ordre de la pratique à l'ordre juridique qui doit retenir notre attention. Dans tous les cas on est amené à s'interroger sur la nature juridique de ces actes qualifiés de contrat et de convention; mais devant l'ampleur du phénomène on doit aussi se demander quelle est véritablement la notion de contrat.

Les contrats entre collectivités publiques qui se sont développés dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la politique de la ville forment à cet égard un terrain d'observation remarquable. Nés de la pratique, aujourd'hui souvent prévus et même rendus obligatoires dans certains cas par une loi, ils ont reçu récemment la caution du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat. Cependant, il existe un contraste frappant entre la diffusion de ce procédé et le caractère tout à fait marginal du contentieux, ce qui fait douter de la nature juridique des relations qu'ils établissent. Il en va de même de la réserve que comportent généralement ces contrats au regard à la règle de l'annualité budgétaire.

L'analyse de nombreux documents contractuels de ce genre conduit à plusieurs observations. On ne doit pas oublier, tout d'abord, la complexité de l'organisation territoriale française qui rend inévitable la coopération, la compétition et la coordination entre les différentes collectivités publiques; le contrat peut alors représenter une forme appropriée à cette nécessité. Le contrat est alors l'expression formelle d'une interdépendance dont les termes sont clarifiés, et ils stabilise les relations dans un environnement par nature instable. En second lieu, ces contrats se distinguent des contrats "classiques" par le fait qu'ils n'organisent pas un échange, si ce n'est sous une forme métaphorique; comme les traités internationaux, ils sont passés entre des pouvoirs politiques, et ils fixent un cadre d'action accepté de part et d'autre. En troisième lieu, si la sanction juridictionnelle du non respect du contrat est assez illusoire, on observe que le contenu des contrats est assez bien respecté, bien que ce contenu puisse évoluer, et cette évolution est elle-même négociée; il en est ainsi tant que l'intérêt de chacun au respect des engagements pris l'emporte sur l'avantage à court terme que comporterait l'exploitation d'une situation de force.

Si l'on ne peut nier la valeur juridique de ces relations et des contrats qui les organisent, il est clair que cela remet en cause la vision kelsenienne de l'ordre juridique; la validité de la norme juridique ne dépend plus seulement de sa conformité à la norme supérieure, elle peut aussi résulter de l'accord des parties auxquelles elle s'applique. Il en résulte aussi certaines conséquences du point de vue des finances publiques. Si le paiement d'engagements non inscrits dans le budget ne peut être imposé à l'Etat, le non respect des engagements pris peut être de nature à engager sa responsabilité; il en va de même pour les engagements pris par les collectivités territoriales (G. Marcou).

Le recours au contrat jouit également d'une certaine faveur dans l'organisation des relations entre l'Etat et les entreprises publiques. L'application en est déjà ancienne, et s'inscrit directement dans le prolongement du rapport Nora; beaucoup a été écrit sur cet instrument et, dans un sens dubitatif, sur sa valeur juridique. En 1982, la loi relative à la réforme de la planification a voulu systématiser la planification contractuelle et donner aux contrats de plan une valeur contractuelle dans les rapports de l'Etat avec les entreprises publiques comme dans les rapports entre l'Etat et les régions. La pratique française des contrats de plan a acquis, malgré ses limites une certaine

exemplarité, puisque le contrat de plan est recommandé par les Nations Unies comme un instrument permettant de concilier, dans une certaine mesure, l'autonomie de gestion qui doit être garantie aux gestionnaires des entreprises publiques, lorsque celles-ci ne sont pas privatisées, l'introduction des méthodes modernes de gestion empruntées au secteur privé, et le contrôle de la puissance publique, actionnaire ou garant de l'intérêt général.

Dans sa thèse sur *Les contrôles sur les entreprises publiques en Tunisie*, soutenue en novembre 1996, M. Ben Letaief (dir. Prof. G. Marcou) montre que le système des contrôles est largement tributaire des caractères généraux de l'Etat; ni les contrôles de droit privé ni les contrôles administratifs et financiers traditionnels ne donnent les résultats qui devraient répondre à leurs objectifs. Le développement de la procédure contractuelle, si certaines conditions préalables sont remplies, pourrait fonder une plus grande responsabilité des gestionnaires en ce qui concerne les résultats de l'entreprise par rapport au contrat comme par rapport au marché, et redonner sens à la mission d'intérêt général des entreprises publiques en assurant la transparence des objectifs et des résultats.

C'est aussi parce que l'autonomie paraît favorable à la responsabilité et à l'efficacité que les réformes administratives les plus récentes tentent de l'introduire au sein même de l'administration publique. Ici le recours au contrat est beaucoup plus problématique, à partir du moment où l'on se trouve à l'intérieur d'une organisation dans laquelle les unités ne sont titulaires d'aucune garantie juridique à l'égard de l'ensemble dont elles font partie. La comparaison entre les réformes françaises (notamment la politique dite de renouveau du service public et les initiatives qui lui ont succédé) et britanniques (Next Steps) est très instructive (voir la thèse de Raphaëlle Fabre, dont la soutenance est prévue en juin 1997; dir. Prof. G. Marcou). On recherche en France par la déconcentration et l'organisation des centres de responsabilités, assorties de certaines adaptations des règles de la comptabilité publique et du contrôle financier, un nouvel équilibre entre la conception d'un Etat garant de l'intérêt général et la réponse à de nouvelles attentes du public comme à la contrainte budgétaire de plus en plus pressante. Au Royaume-Uni, au contraire, on voit qu'il n'existe aucune représentation de l'Etat qui soit de nature à inspirer ou à limiter les réformes administratives; ce qui ne peut être privatisé doit être organisé et géré dans les conditions les plus proches possibles du marché, et si nécessaire par la mise en place de mécanismes instituant un quasi marché.

## Publications issues des opérations

### Contributions dans ouvrage collectif

À paraître dans MARCOU Gérard, RANGEON François, THIEBAULT Jean-Louis *Le gouvernement des villes et les relations contractuelles entre les collectivités publiques*, ouvrage collectif du PIR Villes au titre du programme *Contrat et conventions dans le gouvernement des villes*:

DOLEZ Bernard "La contractualisation ou les paradoxes d'un nouveau mode d'administration publique" ;

LERIQUE Florence "Le contrat, nouvel instrument d'élaboration et de pilotage des politiques" ;

MARCOU Gérard "Le gouvernement par contrat et l'ordre juridique: l'exemple des villes".

\*

\* \*



## 2.2.3. INSTITUTIONS ET ORGANISATION TERRITORIALE DES ACTIVITÉS (fiches des opérations)

### 2.2.3.A. TERRITOIRES, MARCHÉS ET CULTURES DU TRAVAIL (OPÉRATION EN COURS)

#### Chercheurs

URA 1020 et projet CERSATES : Pierre DEYON (PR), Gérard GAYOT (PR), Odette HARDY (PR), Jean-Pierre HIRSCH (PR), Corinne MAITTE (MC), Philippe MINARD (MC), Chantale PETILLON (SEC, Docteur) Dominique ROSSELLE (PR), Didier TERRIER (MC), Patrick VERLEY (MC).

#### Objet, méthode, résultats

Nous avons développé, comme prévu dans notre programme, un ensemble d'opérations coordonnées, traitant de la constitution des mains-d'œuvre à l'intérieur d'un territoire, du fonctionnement des collectivités ainsi réunies et du rapport qu'elles instaurent avec les conditions matérielles et culturelles de la production.

#### 1. Marchés et institutions de la production, du travail et de l'emploi (achevé)

En continuité avec nos recherches antérieures, nous étudions l'encadrement institutionnel de la vie économique et sociale, accordant priorité mais non exclusivité à l'étude des marchés et des institutions du travail et de l'emploi.

- Nous avons d'abord fait connaître les résultats de ce qui, dans la période précédente, a été la principale direction de notre programme. Dans le numéro d'octobre-décembre 1994 de la *Revue du Nord*, sous le titre « Les institutions de l'économie de marché en Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle », ont été publiés, avec les travaux de notre table ronde de l'année précédente, quelques essais de synthèse assortis de perspectives. Nous y soulignons le caractère *discontinu* et *réversible* des changements d'échelle opérés dans l'organisation économique et sociale (correctif utile aux idées reçues sur la « mondialisation »), les retours des régulations locales, l'importance des contrôles conventionnels ou informels à côté d'institutions naturellement productrices d'archives qui retiennent sans doute excessivement l'attention des historiens. Une bonne moitié des textes y concernaient déjà le ou plutôt les marchés du travail. En décembre 1994 a été également soutenue la thèse que Philippe Minard (notre seul chercheur CNRS à époque récente, devenu aujourd'hui maître de conférences à Lille III) a consacrée à l'*Inspection des Manufactures*. Sa publication ne devrait pas tarder.

Nous avons saisi les occasions de mettre à l'épreuve ces résultats, les confrontant par exemple avec ceux de l'économie « des conventions » (exposé au séminaire de M. Aymard et G. Postel-Vinay à l'EHESS en mars 1995) ou avec ceux de spécialistes anglais et américains : communication de J.-P. Hirsch à une conférence (*State and Economy*) tenue à Emory, University d'Atlanta ; communication de Ph. Minard, « commentaire » de J.-P. Hirsch à une session des « French Historical Studies » à Boston University (*Creating economic liberty...*) en mars 1996. Nous avons été partie prenante en octobre 96 au colloque du Centre Jean Bouvier (Université de Paris VIII) : *Le libéralisme « à la française » XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*.

- Nos études se sont multipliées dans le domaine des *institutions économiques et sociales en France* et nous apercevons mieux leur dessin dans la longue durée, au moins depuis la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est le point de départ que nous offre la thèse d'Etat de Charles Engrand, soutenue en janvier 1995 : *Vision administrative et réalités : une province au temps de Louis XIV* (il s'agit de l'intendance de Picardie). Notre intérêt pour la période révolutionnaire et impériale continue à se manifester dans la réalisation du fascicule *Economie* de l'*Atlas de la Révolution française* (éd. EHESS), dont Ph. Minard est devenu un des maîtres d'œuvre.

En mai 1995, nous étions cinq à Halle (Allemagne) à un colloque sur *les corporations en Europe à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, idéologies et réalités sociales*. Une étape de plus dans notre mise en

réseau avant le 29 juin 1996 où nous étions à Anvers à la première réunion du nouveau groupe de recherches *Labour, Labour Relations and Labour Markets in western Europe 1500-2000* et où nous avons retrouvé pour l'essentiel nos partenaires (H. Soly, J. Lucassen) de la table ronde organisée par notre URA en 1993 ; voir 2. Avec le Centre national des Archives du Monde du Travail, qui est pour nous un partenaire de plus en plus important, nous avons coorganisé et contribué à animer à Roubaix en mai 1996 un colloque consacré à *l'enfance des comités d'entreprises* à l'occasion de leur cinquantenaire.

- Reste qu'un double infléchissement a caractérisé cette nouvelle phase :
  - . une accentuation des curiosités d'histoire comparée
  - . une attention particulière aux questions du travail et de l'emploi.

## **2. Le travail industriel : conversions, reconversions (en cours)**

- Dans ce domaine, les travaux se sont multipliés, sans désordre. Nous avons continué à bénéficier de l'élan d'une décennie de travaux consacrés à la manufacture ancienne et à la proto-industrialisation. La publication du livre de Didier Terrier (mars 1996), celle -prochaine- de la thèse de Gérard Gayot (*Les draps de Sedan 1646-1870* aux éditions de l'EHESS), loin de clore cette direction de recherches, aideront à l'orienter vers de nouvelles pistes. Les publications de Corine Maitte sur Prato mais aussi sur Prato/Orléans fournissent un contrepoint italien et une nouvelle chance de comparaison, comme les nouveaux travaux esquissés par G. Gayot à Verviers et en Allemagne. Une thèse (M. Kasdi) vient compléter les travaux de S. Chassagne, en étudiant les proto-fabriques et manufactures de coton du Nord à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une autre thèse reprend la question du devenir de la proto-industrie du lin en considérant l'ensemble de l'espace de la Lys, de part et d'autre de la frontière franco-belge (F. Ghesquier). Les résultats des travaux sur *les territoires des fibres* ont été exposés aux colloques *Occupational titles within the textile production and trade* (novembre 1994, Université de Leyde) et *Protoindustrielle gesellschaften des 16.-19. Jahrhunderts im regionalen Vergleich* (Trèves, Bielefeld, mars 1995) cf. publications.

- Mais nous avons vu aussi aboutir (fin 1996) la longue recherche que Chantal Pétillon a consacrée à *La population de Roubaix de 1740 à 1889*. Elle nous fournit une enquête sans guère d'équivalent sur la démographie urbaine, les migrations, l'histoire sociale dans la longue durée d'un bourg drapant devenu grande métropole industrielle. Autre temps fort prévu pour l'équipe et l'IFRESI, la soutenance d'habilitation de René Leboutte, professeur à l'Institut Universitaire Européen de Florence et associé à notre unité, le 5 juillet 1997 à Lille, sur la *Formation des bassins industriels en Europe (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)* : de la Wallonie à l'Europe orientale, l'analyse et la cartographie des processus de conversions industrielles et de désindustrialisation qui sont au cœur de notre recherche.

- L'initiative d'une rencontre internationale sur *les ouvriers qualifiés de l'industrie* a été prise par cette équipe sous l'impulsion de G. Gayot. Il s'agit de soumettre à confrontation les résultats obtenus, au cours de nos recherches sur les populations industrielles. Aux questions essentielles de l'emploi et des migrations des ouvriers professionnels, nous avons décidé d'ajouter celle -tout aussi stratégique- de leur formation, en pariant sur la longue durée, sur une comparaison internationale et sur une approche interdisciplinaire. Le programme en est désormais fixé, le financement assuré (cf. fiche B).

Cette opération de recherche sera poursuivie. Dans les lieux de travail désormais bien identifiés, il s'agira d'étudier, dans la longue durée (XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle), les variations et la composition de l'emploi industriel, de mesurer les variables « stratégiques » femmes et journaliers dans la CSP 6 (la nomenclature d'avant 1982 étant choisie comme référence), et d'évaluer les retombées de ces conjonctures longues et « à épaule d'homme » (Marc Bloch) sur la société des villes et des campagnes industrialisées.

### **Partenaires et financement**

Programme "Travail et Emploi" du Département SHS du CNRS  
Contrat de Plan État-Région

## Publications issues des opérations

### Ouvrages

GAYOT Gérard (à paraître en 1997) *De la pluralité des mondes industriels. La manufacture royale de draps de Sedan (1646-1870)*, 1993, 590 p., Paris, EHESS.

GAYOT Gérard, HIRSCH Jean-Pierre (eds) avec la coll. de TERRIER Didier et MALLE-GRAIN Nadine (1994) *Les institutions de l'économie de marché en Europe XVIIIe-XX siècle*, Actes de la table ronde, Lille, 18-20 novembre 1993, *Revue du Nord*, t. LXXVI, n° 307, octobre-décembre, 240 p.

HARDY Odette (1996) *L'envers d'une fusillade. Fourmies, 1er mai 1891. Un patron face à la grève*, L'Harmattan, 202 p., coll. Les chemins de la Mémoire.

HARDY Odette, BRODER Albert, BATTIAU Michel, TERRIER Didier (eds) (1995) *Industrie textile et croissance régionale. Europe du Nord Ouest et Pologne*, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 6, 256 p.

TERRIER Didier (à paraître en octobre 1997) *Productions et échanges en France sous l'Ancien Régime*, Paris, Hachette.

VERLEY Patrick (1994) *Entreprises et entrepreneurs du XVIIIe siècle au début du XX siècle*, Hachette, 253 p.

VERLEY Patrick (1997) *La Révolution industrielle*, Paris, Gallimard, 1997, 543 p., coll. Folio histoire.

VERLEY Patrick (à paraître en septembre 1997) *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation occidentale*, vol. I, Gallimard, coll. Idées, Paris, 1997, env. 600 p.

VERLEY Patrick (à paraître en 1997) "Les opérateurs du marché", in *Histoire des marchés financiers (XIXe siècle)*, ouvrage patronné par la Caisse des dépôts et Consignations et l'Association d'Economie Financière, vol. II, 113 p. dactyl.

### Contributions dans ouvrage collectif

GAYOT Gérard (1995) "Les mots pour dire les gestes de la belle ouvrage dans la draperie française (XVIIe-XVIIIe s.)" in: H. Diederiks and M. Balkenstein eds, *Occupational titles and their classification: the case of the textile trade in past times*, Gottingen, Max Planck Institut für Geschichte, Historische Quellenkunden, Band 27, 247 p., pp. 111-124.

GAYOT Gérard (1996) « Die vorindustrielle Tuchmacherei von Sedan während des 18. Jahrhunderts. Konstanten und Wechselseitigkeiten der Beschäftigung », in D. Ebeling, und W. Mager, hrsg., *Protoindustrie in der Region. Europäische Gewerbelandschaften von 16. Bis zum 19. Jahrhundert*, Bielefeld, Studien zur Regionalgeschichte, Band 9.

GAYOT Gérard (1997) "Les laines, les gestes et les ouvriers les plus nécessaires pour fabriquer un drap noir superfin de Sedan au XVIIIe siècle", in BERGERON L., *Mains et machines*, Paris, Ed. De Monza.

HARDY Odette (1994) "Itinéraire d'une entreprise et d'un entrepreneur du bassin textile de Fourmies à la fin du XIXe siècle: Boussus de Wignehies" in *Fourmies et les Premier Mai*, dir. M. Rébérioux, éd. de l'Atelier/éd. Ouvrières, 460 p., pp. 49-61.

HARDY Odette (1995) "Les promesses non tenues du textile artificiel", in: Actes du colloque Industrie textile et croissance régionale en Europe du Nord-Ouest, dir. A. BRODER, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 6, pp. 109-116.

HIRSCH Jean-Pierre (1994) "Naissance des sociétés, personnes et capitaux à Paris, Lille et Lyon en 1846 et 1866" in: *Naissance et mort des entreprises en Europe XIXe-XXe s.*, Ph. Jobert et M. Moss eds, Dijon, Université de Bourgogne, 1994, pp. 141-156.

HIRSCH Jean-Pierre (1994) "Pour la préhistoire des conventions collectives: un siècle d'individualisation des relations de travail", in: O. Kourchid et R. Trempé eds., *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 8, pp. 223-230.

HIRSCH Jean-Pierre (1994) "Terror and property" in *The Terror*, vol. 4 de *The French Revolution and the creation of modern political culture*, dir. K.-M. Baker, Pergamon Press, pp. 211-222.

HIRSCH Jean-Pierre, MINARD Philippe (à paraître en 1997) "Laissez-nous faire et protégez-nous beaucoup. Pour une histoire des pratiques institutionnelles dans l'industrie française", in *La France est-elle douée pour l'industrie ?*, L. Bergeron, P. Bourdelais (dir), EHESS.

TERRIER Didier (1994) "L'essor de l'Europe", in *Histoire moderne, Le XVIIIe siècle*, dir. R Muchembled, Paris, Bréal.

TERRIER Didier (1996) "Arrangements territoriaux et lien social. L'industrialisation dans le nord de la France, fin XVIIe-début XXe siècle" in *Le vie dell'industrializzazione europea: sistemi a confronto*, dir. G.L. Fontana.

TERRIER Didier (1996) Economie, Etat et société en France (XVIIe-XVIIIe s.), dir. R. Muchembled, Paris, Hachette, coll. Carré Histoire.

VERLEY Patrick (1996) "Dynamique des marchés et croissance industrielle" in *Histoire de la France industrielle, sous la direction de M. Lévy-Leboyer*, Paris, Labrousse, pp. 96-125.

**Articles de revue**

GAYOT Gérard (1994) "Villages ouvriers, utopie ou réalité ?", *L'archéologie industrielle en France*, 24-25, pp. 249-255.

GAYOT Gérard (1995) "Le testament économique d'André de Neuflize, failli de haute lignée, 1836" in *Dynasties d'entreprise*, n° spécial *Entreprises et histoire*, n° 9, septembre, pp. 127-132.

GAYOT Gérard (1996) "Les innovations de marketing sur le marché européen des draps fins (XVIIe-XVIIIe siècles)" in *Echanges et cultures textiles dans l'Europe préindustrielle*, dir. J. Bottin et N. Pellegrin, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 12, p. 111-128.

MAITTE Corine (1997) "Prato et Orléans à la mode des bonnets levantins. France et Toscane face à l'innovation textile au XVIIIe siècle" in *Echanges et cultures textiles dans l'Europe préindustrielle*, dir. J. Bottin et N. Pellegrin, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 12, pp. 193-213.

TERRIER Didier (1996) "Manufacture des villes, manufacture des champs. L'industrie de la laine à Reims et sa région, 1700-1800", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*.

**Communications**

HARDY Odette (à paraître) "Approche des points de vue des partis et des syndicats sur les comités d'entreprise à partir des débats à l'assemblée consultative provisoire: comment tenir les promesses antérieures", in *L'enfance des comités d'entreprise, de leur genèse...* Colloque national au Centre des archives du monde du travail, Roubaix, 22-23 mai 1996.

MAITTE Corine (1995) "Prato aux XVIIIe et XIXe siècles: un modèle de modernisation original ?" in *Le vie dell'industrializzazione europea: modelli a confronto*.

TERRIER Didier (à paraître en 1997) "La manufacture dispersée: logique spatiale et gestion des territoires de l'industrie textile", colloque de Naples (déc. 95).

TERRIER Didier (à paraître) "Territoires de l'industrie textile et lien social. Les exemples du Cambrésis-SaintQuentinois et du Sedanais, fin XVIIe-début XXe siècle", colloque *Les territoires de l'industrie*, Vicenze 1994.

VERLEY Patrick (à paraître) "Les industries alimentaires au XIXe siècle: croissance industrielle et consommation", colloque *Histoire et performances des industries agro-alimentaires* (décembre 1996).

VERLEY Patrick (à paraître) "Reconstitution de la production horlogère française (1860-1900)", communication au séminaire du groupe franco-suisse de recherches en histoire de l'horlogerie et des micro-mécaniques, décembre 1993. En cours de publication dans *Horlogerie. Le temps de l'histoire*, vol. II, sous la direction de J.-L. Mayaud et Ph. Henry, 44 p. dactyl.

**Thèse**

MAITTE Corine (1994) *Le monde textile de Prato XVIII-XIXe siècles*. Thèse de doctorat, Florence, IUE, février, 809 p.

\*

\* \* \*

## 2.2.3.B. L'ÉCONOMIE RÉGIONALE ET URBAINE ET L'ANALYSE INSTITUTIONNELLE (OPÉRATION EN COURS)

### Chercheurs

LAST-CLERSÉ : Frank MOULAERT (PR)

Équipes extérieures : Flavia MARTINELLI (Université de Reggio Calabre, Italie), Jan LAMBOOY (Universiteit van Amsterdam, Pays-Bas), Allen SCOTT (University of California, Los Angeles, USA)

### Objet, méthode, résultats

L'objet de cette opération est d'approfondir les rapports entre l'économie régionale et urbaine, et les différents courants dans l'économie institutionnelle.

La méthode consiste dans une lecture systématique des contributions à l'économie institutionnelle (depuis l'ancienne école historique allemande jusqu'à l'école de la régulation et l'économie des conventions) et d'évaluer leur pertinence pour les problèmes socio-économiques contemporains des villes et des régions.

Parmi les résultats intermédiaires de ces recherches méthodologiques résident une lecture institutionnelle de l'organisation économique des villes ainsi qu'une inventarisation des pensées économiques historiques qui jouent ou devraient jouer un rôle dans l'analyse de la localisation des firmes et dans la croissance régionale.

### Partenaires et financement

DG XII Bourse de mobilité chercheur (F. Moulaert), Région Nord Pas de Calais (Contrat Plan IFRESI).

### Publications issues de l'opération

Voir également opération 2.1.2. A

#### Ouvrage

MARTINELLI Flavia, MOULAERT Frank (en préparation) *Regional Economics. An institutional perspective* (1999).

#### Article de revue

MOULAERT Frank, LAMBOOY Jan (1996) "The economic organisation of cities. An institutionalist perspective", *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 20, 2, pp. 217-37.

\*

\* \* \*

## 2.2.3.C. INVESTISSEMENTS PUBLICS ET RÉGIONS (OPÉRATION ACHEVÉE)

### Chercheurs

CRAPS : Gérard MARCOU (PR)

Chercheurs d'autres équipes : Michel LANGRAND (DR à la Préfecture de région Nord-Pas de Calais), Giancarlo POLA (Université de Ferrare), Nuria BOSCH (Université de Barcelone), Emilio Walter TAMARINDO (Université de Gênes), Sylvie BIAREZ et Pierre KUKAWKA (CERAT, Grenoble)

### Objet, méthode, résultats

Cette recherche a pris fin au début de 1994, avec beaucoup de retard par rapport au calendrier prévu en raison des difficultés d'information comme de traitement des données financières qu'il a fallu surmonter. Le projet a été mené sous la triple direction de Giancarlo POLA, professeur à l'Université de Ferrare et directeur de l'Institut d'Économie et de Finances de cette université, de Gérard MARCOU et de Nuria BOSCH, de l'Université de Barcelone.

L'objet de cette recherche était d'établir comment et par quelles autorités les investissements publics sont financés dans six régions fortes de la Communauté européenne (Bade-Wurtemberg, Bavière, Catalogne, Ile-de-France, Lombardie, Rhône Alpes). Les résultats de la comparaison intéressent à la fois les institutions territoriales des quatre pays et les finances publiques.

La comparaison des institutions régionales dans les quatre pays choisis montre qu'en dépit de la vogue que connaît l'idée régionale depuis plusieurs années, et de l'importance de ce cadre géographique, il est toujours difficile d'en donner une définition précise. Les notions économiques et les notions politiques ou administratives de région ne coïncident pas. On peut observer que derrière l'emploi du même mot se dissimulent des réalités profondément différentes, déterminées par une évolution politique et institutionnelle propre à chaque pays. En particulier les structures fédérales ne doivent pas être confondues avec les structures régionales, même celles qui jouissent d'une autonomie normative constitutionnellement garantie comme c'est le cas en Espagne. Le travail est à jour sur ce point de la réforme régionale entrée en vigueur en Espagne en 1993. On avait renoncé ici à étudier le cas de la Belgique, car ce pays était en pleine réforme constitutionnelle au cours de la période considérée et la situation n'est pas encore stabilisée, en dépit de la révision constitutionnelle du 5 mai 1993 qui a fait de la Belgique un État fédéral.

Enfin, l'étude du financement des investissements publics fait apparaître deux grands types de situation. En Italie et en Espagne, les dépenses d'investissement de l'État sont orientées principalement vers les régions déshéritées du sud, mais la contribution trop faible de l'État à l'équipement des régions les plus dynamiques peut affaiblir leur position dans l'ensemble européen. En France et en Allemagne, les investissements dans les régions moins développées ou en crise n'épuisent pas la capacité d'investissement de l'État ; ils sont en proportion moins importants ; les régions les plus dynamiques bénéficient d'un niveau élevé d'investissements de l'État. En Espagne, la faiblesse de l'intervention de l'État en Catalogne est compensée en partie par l'effort d'investissement de la communauté autonome. En France et en Allemagne les dépenses d'investissement de l'Etat central sont à peu près au même niveau dans le total des dépenses d'investissement du pays ; celles des Länder sont naturellement beaucoup plus importantes que celles des régions françaises ; dans les deux pays cependant les collectivités locales réalisent la grande majorité des investissements publics, et la proportion en est encore plus grande en France. Dans l'ensemble, ces résultats confirment le rôle stratégique des dépenses d'investissement de l'État pour l'équipement des régions motrices comme pour la compensation des déséquilibres régionaux, mais la première fonction est parfois sous-estimée ; le rôle compensateur et catalyseur des dépenses d'investissement des collectivités intermédiaires, notamment les Länder et les régions, ne dépend pas seulement de l'étendue de leurs compétences, mais aussi de l'étendue de leur marge de manœuvre financière, comme le montre *a contrario* l'exemple des régions italiennes. Enfin, les collectivités locales ont un rôle déterminant dans les quatre pays dans les flux d'investissement.

### Publications issues de l'opération

#### Ouvrage

MARCOU Gérard, BOSCH Nuria, POLA Giancarlo (eds) (1994) *Investissement publics et régions*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, 303 p.

\*

\* \* \*

## **2.2.3.D. DÉVELOPPEMENT LOCAL, DÉCISIONS D'IMPLANTATION DES ENTREPRISES ET STRATÉGIES D'AMÉNAGEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES. L'EXEMPLE DU NORD DE LA FRANCE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

### **Chercheurs**

LGH : Didier PARIS (PR), Jean-Pierre RENARD (PR), Eric GLON (MC).  
avec la collaboration d'étudiants avancés : V.Caudron (dir J.P.R.), M.P.Kalusok (dir J.P.R.), F.Lequesne (dir. D.P), S.Valin (dir. D.P.).

### **Objet, méthode, résultats**

Plus que jamais la question du développement local est au cœur de la réflexion sur l'analyse de la dynamique des territoires. Au delà des atouts ou handicaps intrinsèques des territoires, le rôle des acteurs locaux du développement apparaît essentiel dans l'émergence de dynamiques de développement. L'urgence sociale de la création d'emploi, la nécessité d'accroître les ressources fiscales locales amènent ces acteurs à multiplier les sites d'accueil pour les activités économiques. La multiplication des initiatives aboutit à un accroissement de l'offre. L'adaptation à la demande passe par une concurrence accrue des acteurs locaux désireux de remplir leurs zones et parcs d'activité, la décision d'implantation pouvant être analysée comme la rencontre de la stratégie d'une entreprise avec celle déployée par les acteurs locaux d'un territoire donné.

L'étude des zones d'activités apparaît comme l'une des entrées possibles de la réflexion sur la localisation des entreprises. Cela est d'autant plus vrai que depuis la fin des années 50 la délimitation spatiale de sites pour l'accueil des activités économiques s'est généralisée.

Certes, la croissance économique des trente glorieuses a joué un rôle décisif dans ce processus, mais ce type d'aménagement renvoie également à la notion plus générale de zonage, qui est devenue incontournable dès lors que la nécessité d'ordonner, d'aménager les territoires s'imposait aux acteurs politiques. Par ailleurs, cette notion s'est affirmée en parallèle avec l'évolution de la pensée urbanistique au cours du siècle. La comparaison avec la Belgique et le Royaume-Uni le confirme [Glom, Paris, Renard, 1996-a].

En France, bientôt 15 ans après l'adoption des lois de décentralisation, le constat peut être établi d'une multiplication désordonnée des zones d'activités. C'est que l'accueil d'activités économiques cristallise des enjeux importants en termes de développement. Y-a-t-il alors risque d'inadéquation entre les outils (les zones d'activités) et l'objectif (le développement local) ? Cette question amène notamment à s'intéresser à la fiscalité locale, à la concurrence entre les collectivités locales et aux relations intercommunales.

Les exemples étudiés dans la région Nord-Pas-de-Calais témoignent des mêmes problèmes de concurrence et de manque de cohérence à l'échelle des bassins d'emploi [Glom, Paris, Renard, 1996-b]. *Le Valenciennois* montre ainsi l'exemple d'un bassin industriel confronté à partir du milieu des années 70 à d'importantes difficultés liées à la remise en cause de ses bases industrielles. Jusqu'au début des années 70 c'est la CCI locale qui est le principal acteur de l'aménagement de vastes zones d'activités. Dans les années 80, après l'effondrement de la sidérurgie et l'accroissement des compétences économiques des collectivités locales en 1982, celles-ci multiplient les zones à partir du milieu de la décennie.

Dans le secteur d'*Hénin-Carvin*, s'il existe un District, celui-ci n'a pas de compétences en matière d'aménagement de zones d'activités. Les fortes disparités de taux de taxe professionnelle renforcent le jeu concurrentiel entre communes voisines pour capter une partie des implantations par délocalisation-redéploiement à partir de la métropole. Toujours dans l'ancien bassin minier, *le Béthunois-Bruaysis* offre l'exemple d'un territoire politiquement atomisé entre pléthore de structures intercommunales (SIVU, SIVOM, Communautés de communes), où la perspective de création d'une zone intercommunale ne peut être interprétée comme élément d'intégration du territoire en "pays".

Avec *Dunkerque*, élevé au rang de pôle de croissance littoral à partir des années 60, c'est le cas spécifique de la zone industrialo-portuaire qui est abordé. La ZIP, conçue pour l'industrie lourde des années 60-70 apparaît décalée par rapport aux besoins actuels des PME.

Les espaces ruraux périurbains sont de plus en plus convoités par les zones d'activités qui se multiplient depuis les années 50. L'exemple d'*Orchies*, dans le *Pévèle*, illustre parfaitement cette évolution des territoires périurbains. La rencontre de facteurs endogènes (rôle des acteurs politiques) et exogènes (autoroute) explique le dynamisme démo-économique récent. L'attrait des espaces ruraux "vrais" n'est pas le même, à l'exemple de la *haute Thiérache*.

La multiplication des zones d'activités développées sans concertation par des communes proches, au sein par exemple d'une même agglomération, a multiplié l'offre d'implantation, plaçant ainsi les collectivités locales en situation de concurrence, et donc dans une situation de faiblesse dans leur dialogue avec les entreprises. Ce type d'aménagement cristallise des enjeux importants à l'échelle locale. Sa multiplication révèle, sur le terrain, toutes les ambiguïtés du mode de fonctionnement du système politico-institutionnel local : les questions de l'organisation de la fiscalité locale et de l'intercommunalité sont ainsi brutalement posées. La question de la maîtrise de l'aménagement de l'espace à une échelle locale pertinente, celle de l'agglomération ou du "pays" rural, et non celle de la commune, l'est également.

Il est temps aujourd'hui de se demander s'il n'est pas nécessaire d'introduire plus de rationalité dans l'usage des fonds publics qui, sous forme de subventions diverses, contribuent à la prolifération des zones, sans que leur utilité soit toujours démontrée. Également le maintien de la qualité de l'environnement et des paysages s'accorde souvent mal d'aménagements dont les cahiers des charges pourraient être plus stricts dans une perspective de développement durable. L'hectare de zone d'activité aménagé ne suffit pas pour attirer l'entreprise comme le morceau de sucre peut le faire avec la mouche. La multiplication des morceaux de sucre rend plus aléatoire cette stratégie dès lors que les mouches se font rares. Aujourd'hui, la mise en œuvre d'une vraie politique de développement local, que ce soit en milieu rural ou dans les agglomérations, doit être beaucoup plus globale et intégrer des paramètres qualitatifs plus nombreux.

## **Publications issues de l'opération**

### **Articles de revue**

CODRON Valérie (1996), "Zones d'activités et développement local au cœur d'un territoire frontalier : la Thiérache", *revue Hommes et Terres du Nord*, n° 1996-4, pp.223-232.

GLON Eric (1993) "L'impact croissant des zones d'activités dans la péri-urbanisation et la rurbanisation: l'exemple du Seul de l'Artois." *Hommes et Terres du Nord*. n°93/3-4. pp.199-210.

GLON Eric (1995) "Zones d'activités et développement local", *Note d'Information Économique*, Agence Régionale de Développement du Nord-Pas-de-Calais, n° 180, pp.36-41.

GLON Eric PARIS Didier, RENARD Jean-Pierre (1996) "Zones d'activités, développement local et territoire", *Hommes et terres du Nord*, n° 1996-4, pp.212-223.

### **Rapports**

GLON Eric, PARIS Didier (1994) *Zones d'activités de l'arrageois et prospectives du développement*, Rapport d'étude pour le compte du SESDRA (Syndicat d'Etudes pour le Schéma Directeur de la Région d'Arras).

GLON Eric, PARIS Didier, RENARD Jean-Pierre (dir.) (1996) *Les Zones d'Activités: nouvel Eldorado du Développement local*, IFRESI - Laboratoire de Géographie Humaine de l'Université de Lille 1, 142 p (ISBN 2-907493-11-6). Avec les contributions de :

- GLON Eric, PARIS Didier, RENARD Jean-Pierre, "Zones d'activités, aménagement, politique de développement local et concurrence territoriale", pp. 7-33.
- CODRON Valérie, "Zones d'activités et développement local dans le bassin de la Sambre", pp. 34-58.
- VALIN Sylvain, "De la croissance industrielle des années 60 à la crise des années 80 : variations dans la place des zones d'activités dans le développement du Valenciennois.", pp. 59-87.
- KALUSOK Marie-Pierre, "Zones d'activités , intercommunalité et stratégies de développement économique en Béthunois-Bruaysis". pp. 88-101.
- LEQUESNE Franck, "Industrie et espace portuaire : les zones d'activités dans le Dunkerquois", pp.102-121.
- KALUSOK Marie-Pierre, "Les zones d'activités entre l'A26 et la RN 43, de Lillers à la région de Saint-Omer", pp. 121-142.

### **Communications**

GLON Eric, PARIS Didier, RENARD Jean-Pierre (1995) "Zones d'activités, aménagement, politiques de développement local et concurrence territoriale", communication aux IVèmes journées de l'IFRESI, Lille, mars.

### **Thèse**

GLON Eric (1994) *Zones d'activités et développement local: l'exemple du seuil de l'Artois*, Thèse de géographie, Université de Lille 1, 427 pages.

\*

\* \*

### **2.2.3.E. RELATIONS LOCALES SCIENCE / ÉCONOMIE, ACTEURS ET POLITIQUES D'INTERMÉDIATION TECHNOLOGIQUE DANS LE NORD - PAS DE CALAIS (OPÉRATION EN COURS)**

#### **CherchEurs**

LAST-CLERSE : Gérald FIEVET (Doctorant), Christian MAHIEU (CR)  
(en coll. avec DELPIERRE Martine, Université du Littoral, MC)

#### **Objet, méthodes et résultats**

Cette opération de recherche concerne les relations localisées au niveau de la Région Nord-Pas de Calais entre les champs politique (pouvoirs publics internationaux, nationaux ou locaux), économique (entreprises industrielles et leurs organisations professionnelles) et scientifique (établissements d'enseignement supérieur et de recherche). Les observations effectuées portent sur les services d'intermédiation technologique, d'origine publique, qui interviennent à l'intersection de ces trois champs et qui sont chargés de favoriser et de participer aux relations locales entre la "science" et l'"économie".

Quatre pistes de travail sont particulièrement développées : appréciation de la diversité des services d'intermédiation technologique (contenu de la prestation d'intermédiation au sein de la relation entreprise/établissement d'enseignement supérieur, processus de création, type de rapports entretenus avec l'offre et la demande potentielle de technologie, compétences utilisées), évaluation et caractérisation des relations locales intervenues durant la période 1982-1995 entre des entreprises et les laboratoires d'une importante université régionale, réflexion sur les facteurs qui ont participé au développement des services et politiques d'intermédiation technologique, travail d'analyse de l'évolution sur la période 1982-1995 des politiques d'intermédiation mises en place plus précisément dans le domaine des technologies de production.

Les résultats obtenus montrent des évolutions sensibles dans les modèles cognitifs qui orientent les décisions publiques et déterminent les formes explicites des décisions prises dans le domaine de l'intermédiation technologique. Ces modèles portent respectivement sur la conception du changement technique et de l'organisation spatiale des relations entre les champs économique, politique et scientifique.

Plus précisément, nous avons observé une évolution notable du modèle de changement technique qui est passé d'une conception informationnelle de l'innovation à une conception mettant en avant la nécessaire transformation des attributs des connaissances scientifiques disponibles afin qu'elles deviennent effectivement utilisables par les entreprises. Cette évolution s'est accompagnée d'un enrichissement des moyens d'intervention s'appuyant sur la multiplication des modes opératoires (structurel, organisationnel et professionnel) et des stratégies poursuivies (stratégies orientées, d'une part, sur la valorisation de l'offre régionale de technologie et d'autre part, sur la réponse à la demande régionale de technologie). Enfin, au niveau de la construction de l'action publique, on constate que l'organisation spatiale des politiques d'intermédiation technologique s'est peu à peu substituée aux relations individuelles entreprises/établissements d'enseignement supérieur et de recherche et ce, sur la base de deux modèles de stratégie territoriale que nous avons ainsi pu définir.

#### **Partenaires et financement**

Financement de l'opération obtenu de :

- Contrat de Plan Etat-Région 1989-1993, 3ème tranche.
- PIRTTEM (1993).
- Programme STRIDE Communauté Economique et Européenne/A.N.V.A.R., piloté par le Centre Régional de Génie Industriel (1992-1993).
- Réseau Nord-Pas de Calais Technologie (1995).
- Préfecture de la Région Nord-Pas de Calais, Secrétariat Général pour les affaires Régionales (1996).

## Publications issues de l'opération

### Article de revues

FIEVET Gérald, MAHIEU Christian (1995) "L'évaluation comme modalité d'intégration de l'offre et de la demande de politique publique. L'exemple des politiques d'intermédiation technologique", *Clés*, n°25, 25 p.

FIEVET Gérald (à paraître) "L'évolution des politiques régionales d'intermédiation technologique", *Revue d'Economie Industrielle*, 22 p.

### Rapport

FIEVET Gérald (1995) *Les activités de prospection des organismes régionaux d'aide à l'innovation dans les petites et moyennes entreprises*, Rapport pour le Réseau Nord-Pas de Calais Technologie, Mai, 53 p.

### Contribution à un rapport collectif

FIEVET Gérald (1996) *Les rapports entre la recherche et ses partenaires des secteurs économique ou administratif - un essai d'appréciation au travers des pratiques contractuelles d'une université du Nord-Pas de Calais*, Préfecture de la Région Nord-Pas de Calais, Secrétariat Général pour les affaires Régionales, 97 p.

### Communications

FIEVET Gérald, MAHIEU Christian (1994) "L'émergence de l'évaluation dans l'évolution des politiques régionales de transfert de technologies", Journée d'Etude *Evaluations économiques et sociologiques des politiques publiques*, Villeneuve d'Ascq, 3-4 Juin, 28 p.

FIEVET Gérald (1995) "Les politiques d'intermédiation technologiques : définition, pratiques et évolution - Le cas de la Région Nord-Pas de Calais", *IVèmes Journées de l'I.F.R.E.S.I.*, Lille, 30-31 Mars, 28 p.

\*

\* \* \*

## 2.2.3.F. DISCONTINUITÉS ET DÉVELOPPEMENT (OPÉRATION EN COURS)

### Chercheurs

LGH : Jean-Pierre RENARD (PR), Pierre GINET (MC), Eric GLON (MC), Patrick GONIN (MC), Maïté GREGORIS (MC)

### Objets, méthodes et résultats

L'équipe travaille essentiellement sur les thématiques frontalières et le développement territorial, et s'interroge sur les articulations pouvant les associer. Dans un premier temps, il a fallu chercher à définir très précisément les concepts, en particulier de frontière - ligne et région -, mais aussi de développement local, en tant qu'état d'esprit, que processus engagé par des acteurs-partenaires associés autour d'un projet global. Les frontières ont été étudiées à travers leur ambivalence fonctionnelle et les multiples effets qu'elles induisent sur l'organisation des territoires. Au-delà de l'étude de cas précis, empruntés à l'Europe du Nord-Ouest et de l'Amérique du Nord, il fallait également progresser dans le domaine de la modélisation et de la théorisation. Ces travaux ont permis de proposer une esquisse de modèle dit de la transition démographique, présenté dans ses grandes lignes lors des Vemes journées de l'IFRESI de Mars 1997.

L'effacement progressif des lignes-frontières entraîne-t-il nécessairement un processus de développement ? La multiplication des cas de coopération transfrontalière au sein de l'Union Européenne permet-elle de faire émerger peu à peu le concept et la réalité de région transfrontalière ? En fait, à partir de la politique de coopération transfrontalière (INTERREG) et de l'effacement des frontières internes, on étudie le processus de recomposition et de développement de territoires traditionnellement marqués par leur périphéricité.

Le modèle de la transition transfrontalière qui est esquissé, est, par ailleurs, confronté à celui de la diffusion de l'innovation d'Hägerstrand. En utilisant des cas particuliers de diffusion d'innovations politiques communautaires, comme le classement des régions en objectifs prioritaires, il est possible d'évaluer l'état et le fonctionnement de la frontière stato-nationale.

Ces deux années de travail ont été ponctuées d'un certain nombre de participations et (ou) d'organisations de colloques, de séminaires et ont donné lieu à différentes publications de la part des membres de l'équipe.

Novembre 1995 : présentation d'une communication au colloque de Liège sur le développement local.

Février 1996 : organisation d'un séminaire à l'IFRESI sur le thème suivant : "Pays, Bassins de vie et frontières".

Avril 1996 : organisation d'un colloque à Lille I sur le thème de "l'Ecole et les discontinuités territoriales".

Septembre 1996 : présentation d'une communication au colloque de Lille II (CRAPS) sur l'urbanisme transfrontalier.

Mars 1997 : organisation d'un séminaire à l'IFRESI sur le thème des espaces transfrontaliers.

Mars 1997 : participation et présentation de communications aux V èmes journées de l'IFRESI.

Bien entendu des coopérations avec d'autres universités, étrangères et françaises, avec des disciplines autres que la géographie, se sont développées. On peut citer à titre d'exemple, des chercheurs de Portsmouth (Angleterre), de Sarrebrücken, Leipzig en Allemagne, de Louvain la Neuve en Belgique, d'Oujda au Maroc, ou encore des chercheurs relevant du droit, de l'économie, de la sociologie... Un réseau de chercheurs français et étrangers se constitue ainsi autour de la thématique des frontières et des relations transfrontalières. Ce travail répond parfaitement à l'un des objectifs que l'équipe s'était assignée en Mars 1995. L'objectif est, à terme, de créer une association de chercheurs travaillant sur ces questions.

### **Partenaires et financement**

Désormais, il est prévu de poursuivre le travail en cours avec :

- l'INSEE de Lille et un chercheur de l'Université libre de Bruxelles, en vue de publier un fascicule sur la frontière franco-belge. (flux de populations scolaires, navettes de travail, hébergement de personnes âgées, etc.). Deux étudiants inscrits en thèse, avec J.P. RENARD, collaborent à ce travail de recherche et de publication. (1997).

- L'Université de Portsmouth et la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de l'Université de Caen, afin de produire d'autres planches cartographiques pour l'Atlas transmanche, en cours de réalisation.

- Avec les Universités de Fes et d'Oujda, au Maroc, afin de co-diriger une thèse et de développer un observatoire de la recherche sur la frontière algéro-marocaine.

- Avec le CREDAL (Paris III et Paris X), centre de recherches sur l'Amérique latine : pour développer des études comparées entre les espaces frontaliers européens et latino-américains.

Les travaux de l'équipe Discontinuités et Développement sont complétés par la préparation de quelques thèses et DEA, dirigés par J.P. RENARD, au Laboratoire de Géographie humaine, et portant en totalité ou en partie sur les problématiques frontalières. On peut citer celles de : Stéphane MOREL qui travaille sur les flux scolaires transfrontaliers; Damien RATAJACK (associations culturelles et identitaires et frontières); Elodie DESBROSSES, Sylvie LETNIOWSKA et Frédéric LESCUREUX dont les thèses sont en partie associées aux problématiques frontalières.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Articles de revue**

GLON Eric, CODRON Valérie, GONIN Patrick, GREGORIS Maïté, RENARD Jean-Pierre (1996) "Le développement local au service de la géographie". *BAGF* 1996/5. pp 447-456.

GLON Eric, RENARD Jean-Pierre (dir) : "Stratégies, territoires et développement local", *Hommes et Terres du Nord*, 1996/4. 64 p.

### Rapports

GLON Eric, GONIN Patrick, GREGORIS Maïté, RENARD Jean-Pierre (1996) *Pays, Bassins de vie et frontières*. Publications des actes in Travaux et Documents du LGH. Série études n°13, Décembre, 366 p.

RENARD Jean-Pierre (dir), avec la collaboration de GONIN Patrick (1996) *L'Ecole et les discontinuités territoriales*, publication des actes, IFRESI, Septembre, 264 p.

### Communications

GONIN Patrick, GREGORIS Maïté (1995) "Projet de territoire et villes moyennes : l'exemple de Bailleul et de la Communauté de communes des Monts de Flandres et de la moyenne vallée de la Lys". Communication aux IVèmes Journées de l'IFRESI, Mars.

RENARD Jean-Pierre (dir) avec la collaboration de GONIN Patrick (1996) "L'Ecole et les discontinuités territoriales", publication des actes, IFRESI, septembre, 264 p.

RENARD Jean-Pierre et GREGORIS Maïté (1996) "Flux et organisation des espaces urbanisés transfrontaliers". Communication au colloque de Lille II, *L'urbanisme transfrontalier, droit et pratiques*. 26-27 Septembre.

RENARD Jean-Pierre (1997) "Diffusion de l'innovation et frontières", Vèmes journées IFRESI, 20-21 mars.

GLON Eric, PARIS Didier, RENARD Jean-Pierre (1997) "Zones d'activité, développement local et territoire", Vèmes journées IFRESI, 20-21 mars.

GINET Pierre (1997) "La notion de métropole et son évolution sémantique : approche épistémologique d'une notion clé qui intéresse les phénomènes de recomposition spatiale", Vèmes journées IFRESI, 20-21 mars.

\*

\* \* \*

### 2.2.3.G. LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE (OPÉRATION ACHEVÉE)

#### Chercheurs

CRAPS : Yves LUCHAIRE (PR), Gérard MARCOU (PR), Bernard DOLEZ (MC), Michèle BREUILLARD (IE)

#### Objet, méthode, résultats

La coopération transfrontalière est passée en peu d'années du statut de curiosité à celui de banalité, tant les expériences et les projets se sont multipliés, encouragés notamment par la politique régionale communautaire, dont un instrument, INTERRREG, a été créé expressément dans ce but. Les résultats sont plus modestes mais sont parfois significatifs; ils doivent surmonter les obstacles que représentent la méconnaissance des structures politiques et administratives du pays voisins, parfois les difficultés linguistiques, et les insuffisances des outils juridiques disponibles.

La représentation d'un espace euro régional, regroupant cinq régions (Nord-Pas-de-Calais, Flandre, Wallonie, Bruxelles-Capitale) ou comté (Kent) illustre parfaitement ces difficultés. Elle met en présence trois systèmes politico-administratifs différents : la France décentralisée, la Belgique régionalisée et même fédéralisée, le Royaume-Uni dont les autorités locales sont les agents d'exécution des politiques gouvernementales, même lorsqu'elles essaient de les combattre. Des problèmes communs, liés au marché unique et à l'ouverture du tunnel sous la Manche ont rapproché les esprits et fait naître l'intérêt pour la coopération et la confrontation des expériences (M. Breuillard).

Pendant longtemps, les collectivités territoriales ont été contraintes d'utiliser des instruments de fortune, faute d'outils adaptés. Elles utilisaient fréquemment le cadre associatif, en dépit de ses imperfections. Mais elles utilisaient aussi parfois la formule du Groupement européen d'intérêt économique (GEIE), en dépit d'une inadaptation évidente (B. Dolez).

La loi du 6 février 1992 et celles du 4 février 1995 ont offert de nouveaux instruments juridiques aux collectivités territoriales. Depuis la loi "Joxe", les sociétés d'économie mixte (SEM) peuvent désormais accueillir des collectivités étrangères, sous réserve de la conclusion préalable d'un accord entre les Etats concernés. D'autre part, les collectivités françaises peuvent également créer des groupements d'intérêt public (GIP) avec des collectivités publiques relevant d'un Etat membre de la Communauté européenne, pour gérer tel ou tel programme communautaire. Quant à la loi "Pasqua", elle permet aux collectivités territoriales d'adhérer à une personne morale étrangère de

droit public. Bernard Dolez a commenté ces dispositions législatives en prenant soin d'en montrer l'intérêt et d'en marquer les limites. Il a également tenté de tracer quelques perspectives. Car les solutions ne manquent pas, au moins sur le plan théorique. On pourrait ainsi très bien imaginer un Groupement européen d'intérêt public (GEIP), qui serait au GIP ce que le groupement européen d'intérêt économique (GEIE) est au groupement d'intérêt économique (GIE). On pourrait également dessiner assez facilement les contours d'un "établissement public transfrontalier", qui permettrait aux collectivités territoriales relevant d'Etats différents de coopérer aussi facilement que les collectivités qui relèvent d'un même Etat.

Malgré cette évolution de la législation française, dont il faut souligner qu'elle n'a pas d'équivalent dans les pays voisins, il est remarquable que les Etats continuent de recourir au traité international lorsqu'ils désirent créer les conditions du développement de la coopération transfrontalière entre collectivités locales. La France est ainsi liée désormais par de tels traités avec tous ses voisins immédiats; certains de ces traités ne sont cependant pas encore entrés en vigueur (Y. Luchaire, G. Marcou, B. Dolez).

Les problèmes de la coopération transfrontalière se posent de façon particulièrement aiguë en matière d'urbanisme car les formes de coopération qui existent excluent l'exercice du pouvoir réglementaire et les pouvoirs de police de leur champ d'application (à l'exception d'une disposition, pour l'Allemagne, du récent traité de Karlsruhe). Un colloque international s'est tenu à Lille les 26 et 27 septembre 1996 pour procéder à l'examen de ces problèmes et essayer d'en imaginer les solutions; ce colloque était organisé avec le nouveau GIP de droit de l'urbanisme, le GRIDAUH, ainsi qu'avec les associations française et internationale de droit de l'urbanisme.

## **Publications issues de l'opération**

### **Articles de revue**

DOLEZ Bernard (1995) "Le régime juridique de la coopération décentralisée après l'adoption de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire", *Revue française de Droit administratif* n° 5, septembre-octobre, pp. 936-945.

BREUILLARD Michèle (1995) "Le Tunnel sous la Manche et son impact régional", *Les Pays-Bas Français*, XXèmes Annales, pp. 300-308.

BREUILLARD Michèle (1995) "A propos de 'The Channel Tunnel - A Geographical Perspective' par Gibb, R. (ed), (Chichester: Wiley, 1994)", *Journal of Common Market Studies*, Vol.33, n°4, décembre.

### **Rapports**

LUCHAIRE Yves (1995) *La coopération transfrontalière en Europe*. Rapport pour le Centre d'Analyse et de Prévision du ministère des Affaires étrangères, (non publié).

MARCOU Gérard (1995) *La coopération transfrontalière en Lorraine*, pp.100-122 dans: G. MARCOU, "L'aménagement du territoire en pratique. Etudes de cas", contribution à: Commission de la Communauté européenne, *Compendium des systèmes d'aménagement....*, op. cit.

### **Communications**

DOLEZ Bernard (1995) "Les outils juridiques de la coopération transfrontalière", colloque *Villes et coopération transfrontalière*, Metz, 2 février 1995.

DOLEZ Bernard (1996) "Bassin de vie et frontières: approche juridique de la coopération transfrontalière de proximité", Table ronde "Pays, bassins de vie et discontinuités", IFRESI, Lille, 16 et 17 février.

BREUILLARD Michèle (1995) "Le Pouvoir local dans le Kent face aux grandes infrastructures de transport", Communication au Colloque international *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*, Lille, 12-13 janvier.

BREUILLARD Michèle (1995) "Les compétences exercées à l'échelon régional en matière d'aménagement et de transport, dans les pays de l'Eurorégion", Actes du séminaire transfrontalier France, Belgique et Royaume-Uni *Transport, Aménagement du Territoire et Urbanisme*, Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Lille, 27-28 nov.

BREUILLARD Michèle (1996) "Des politiques publiques du littoral à la stratégie d'aménagement eurorégional: la recomposition spatiale du Nord-Pas-de-Calais", Journée d'étude sous l'égide du FREVILLE (Pôle Universitaire Européen) *Changement régional et dynamique des territoires: éclairages théoriques et empiriques à propos de l'exemple du Nord-Pas de Calais*, Villeneuve d'Ascq, 23 février.

\*

## **2.2.3.H. GRANDS PROJETS, POLITIQUE INDUSTRIELLE ET INTÉGRATION TERRITORIALE (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

CRAPS : Gérard MARCOU (PR), J. L. THIEBAULT (PR), Florence BRAY, Mich\_le BREUILLARD (IE), Séverine DECRETON (MC), S. DUEZ (ATER), Sylvestre PIAM (ATER)

Équipe extérieure : R. VICKERMAN (Pr, Centre for European, Regional and Transport Economy, University of Kent at Canterbury (Royaume-Uni)

### **Objet, méthode, résultats**

On regroupe dans cette sous-opération des travaux de statuts très différents: un colloque international et plusieurs thèses en préparation. Leurs sujets ont cependant en commun le recours à des technologies avancées, des procédures de décision complexes et des impacts importants sur l'organisation de l'espace.

Dans le prolongement de la recherche conjointe menée avec l'Université du Kent (CERTE, Prof. R. Vickerman) sur le Tunnel sous la Manche, un colloque international a été organisé à Lille par le CRAPS et le CERTE les 12 et 13 janvier 1995 pour évaluer l'expérience du tunnel sous la Manche et la confronter à un ensemble d'autres grands projets comparables d'infrastructures internationales: *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*. Ce colloque (organisé sous la direction de G. Marcou et R. Vickerman) s'inscrit dans le cadre de l'accord de coopération scientifique entre l'Université de Lille II et l'Université du Kent; il a été financé principalement dans le cadre du programme INTERREG. On a retenu les cas du lien fixe en construction entre le Danemark et la Suède, le projet de pont sur le Rio de la Plata entre l'Uruguay et l'Argentine, que doit prolonger une autoroute depuis le Brésil, et bien sûr le cas du Tunnel sous la Manche; on a ajouté un examen de l'expérience française de développement du réseau TGV, et le cas du tunnel du Prado-Carénage de Marseille. Le Colloque a associé des présentations d'études de cas, et des communications sur des sujets théoriques, tels que le partenariat public-privé, la notion de contrat optimal, les méthodes de financement, la tarification; ont également été abordés le rôle des collectivités locales et le rôle des institutions internationales, et notamment celui de la Communauté européenne.

Le colloque a mis en lumière la singularité de l'expérience du Tunnel sous la Manche. Si les solutions mises en oeuvre pour réaliser cet ouvrage ont inspiré certaines réformes au Royaume-Uni, on ne trouve guère de grand projet qui en reprenne aujourd'hui les modalités; quand ce fut le cas, les difficultés rencontrées ne plaident pas en faveur de l'exemplarité de cette expérience (comme le montre le cas du tunnel du Prado-Carénage). Les grands projets, nécessitant l'engagement de capitaux importants, comportant une longue durée d'amortissement et des aléas technologiques ou économiques difficiles à apprécier, font appel à des montages complexes dont la puissance publique n'est pas absente; elle-seule paraît capable d'assurer à de tels projets un horizon que ne peuvent en général assumer les investisseurs privés. Cependant dans les projets qui associent le secteur public au secteur privé, se pose la question d'un partage équitable des risques. Au cours de ce colloque, 4 communications ont été présentées par des membres du CRAPS (M. Breuillard, S. Decreton, G. Marcou, S. Piam). Le colloque ayant été organisé à Lille, les actes devaient en être publiés en Angleterre, mais le projet n'a pas abouti.

La thèse de Florence Bray (dir. Prof. J.-L. Thiébault) porte spécifiquement sur un projet de développement industriel d'une nouvelle technologie associée à un enjeu culturel important, le projet de *télévision haute définition*. Elle met en évidence les limites du modèle étatique français, qui a dû laisser la place à la formulation d'un grand projet européen dans un contexte nouveau, marqué par la déréglementation et la libéralisation.

La thèse de Stéphane Duez porte au contraire sur une politique régionale, le *programme technologique régional textiles techniques* (dir. Prof. C.-M. Wallon-Leducq), qui repose sur la mise en place et l'animation de réseaux technico-économiques. Elle fait appel à certains développements récents de la science économique, notamment sur l'existence de réseaux inter-firmes et inter-organisationnels, qui favorisent la diminution des coûts de transaction pour les entreprises innovantes (Coase, Williamson); elle met en évidence un partenariat interne (aspect plus "horizontal" de la politique, en y associant plusieurs services internes de la collectivité) et externe élargi (des scientifiques, des techniciens des industriels, en relais avec le milieu associatif), tant au niveau de la décision qu'au niveau de la mise en place. On assiste à une mutation de la mission des collectivités locales qui assurent par le biais de telles politiques, une mission "d'animation", se substituant à leurs modes d'action originels en matière de développement économique. Ce phénomène de partenariat et d'animation, observé au niveau des politiques culturelles (X. Greffe)

a tendance à se décliner vers d'autres domaines d'intervention plus "stratégique" comme la recherche et l'intervention économique, avec en filigrane, une porosité de plus en plus évidente entre le secteur public et le secteur privé.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Articles de revue**

BRAY Florence (1995) "La décision nationale à l'épreuve de Bruxelles : le cas des télécommunications", *Cahiers du CRAPS*, n°21, décembre.

BRAY Florence (1996) "Décryptage d'une politique en formation: la télévision numérique", *Médiaspouvoirs*, n° 41.

#### **Communications**

DECRETON Séverine (1995) "Le problème de la tarification", Communication au Colloque international *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*, Lille, 12-13 janvier.

PIAM Sylvestre (1995) "L'exploitation des services sur le réseau ferroviaire transeuropéen, le cas du PBKAL", Communication au Colloque international *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*, Lille, 12-13 janvier.

MARCOU Gérard (1995) "Conclusions" (avec R. VICKERMAN), communication au Colloque international *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*, Lille, 12-13 janvier.

BRAY Florence (1996) "D'une ambition nationale à une politique communautaire: le projet européen de télévision haute définition (TVHD)", communication au Colloque international *Politique et Management Public, L'europeanisation des politiques publiques*, Paris, Sénat, 20-21 juin.

\*

\* \* \*



## **2. INSTITUTIONS, TERRITOIRES, VILLES**

### **2.3. TENSIONS URBAINES ET POLITIQUES PUBLIQUES, CITOYENNETÉ**

#### **LES OPÉRATIONS DE RECHERCHE CONCERNÉES PAR LE THÈME 2.3. :**

##### ***Citoyenneté et conditions de vie***

- 2.3. A. Intégration, nationalité et citoyenneté
- 2.3. B. Conditions de vie dans les quartiers "sensibles" et formes de citoyenneté

##### ***Le logement : marché et politiques publiques***

- 2.3. C. Le fonctionnement des marchés immobiliers
- 2.3. D. Itinéraires résidentiels et réorganisation sociale de l'espace

##### ***Normes, déviances et sécurités urbaines***

- 2.3. E. Sociologie des usages et trafics de drogue dans les quartiers pauvres
- 2.3. F. Insécurité, sentiment d'insécurité et professions de l'ordre public
- 2.3. G. Entre déviance et profession, la prostitution de rue

##### ***Engagement social et changements politiques***

- 2.3. H. Les déterminants de l'engagement social et politique
- 2.3. I. Mouvements revendicatifs hors-travail. Le militantisme extra-professionnel
- 2.3. J. L'approche micro-sociologique : l'analyse localisée des réseaux partisans
- 2.3. K. L'approche politologique par le système partisan : petits partis et renouvellement du système partisan
- 2.3. L. Représentations et attitudes politico-idéologiques : mutations, ruptures, recompositions



## PRÉSENTATION DES OPÉRATIONS PARTICIPANT AU THÈME 2.3. : TENSIONS URBAINES ET POLITIQUES PUBLIQUES, CITOYENNETÉ

À côté des travaux centrés, d'une part, sur la dynamique spatiale des populations et des activités et, d'autre part, sur le rôle des institutions dans la construction des territoires - et avec la perspective de développer progressivement les interactions - une partie importante des recherches participant au programme de l'Ifrési met l'accent sur les tensions urbaines, les politiques publiques et les questions entourant de la notion de citoyenneté.

Quatre grandes directions de travail apparaissent ici. La première correspond à un ensemble de recherches sociologiques et juridiques sur les transformations sociales des conditions de vie et de citoyenneté. Un autre ensemble de recherches analyse, à différentes échelles spatiales, le fonctionnement des marchés du logement. Il croise les regards d'économistes et de sociologues. Un troisième ensemble d'opérations de recherche s'intéresse aux normes, déviances et sécurités urbaines. Ces travaux sont menés principalement par des sociologues. Enfin, un dernier ensemble de recherches concerne l'engagement social et les changements politiques. Exploré par des sociologues et des chercheurs en science politique, ce champ recouvre la question des rapports entre transformations économiques, dynamiques sociales et évolution de la sphère publique, et a donc des liens à la fois avec les autres recherches du volet "Institutions, territoires, villes" du programme de recherches de l'Ifrési, ainsi qu'avec le volet "Transformations des activités et changement social".

A partir d'une diversité d'objets - les quartiers concernés par la politique de la ville, la désaffiliation, le militantisme hors-travail, le logement, la drogue, la délinquance, la prostitution, les représentations politiques - les recherches participant au thème 2.3. présentent une convergence des problématiques autour de trois points.

Tout d'abord elles font de *l'analyse des politiques publiques* l'une des dimensions essentielles de leur approche. Pour certaines, c'est l'analyse de la politique publique dans le champ considéré qui est l'objet même de la recherche (O. Beaud et G. Marcou ; B. Lefebvre). Ou bien c'est l'influence de la politique publique dans le champ considéré, par exemple la constitution du marché du logement ou les conditions de vie dans les quartiers "sensibles", qui est envisagée (F. Calcoen et D. Cornuel ; D. Duprez et alii).

Ensuite, elles accordent à *l'analyse et à la compréhension des stratégies des acteurs* une place centrale dans l'explication du changement. Elles s'attachent aux processus de formation de l'acteur social ou partisan (D. Duprez et alii, dans la recherche du Pir-Villes ; B. Duriez ; F. Sawicki ; A. Laurent et alii), ou à la construction des identités professionnelles (D. Duprez pour les professions de sécurité publique ; D. Duprez et F. Jacob pour les douaniers ; S. Pryn pour la prostitution).

Enfin, elles placent au centre de l'analyse des transformations sociales les questions de *la construction sociale des objets de l'intervention publique* (D. Duprez et M. Kokoreff), ou des *transformations de l'engagement politique* (F. Sawicki ; A. Laurent et alii ; M. Simon).

Il faut souligner également la prolongation de certaines recherches dans la comparaison internationale (O. Beaud et G. Marcou ; F. Calcoen et D. Cornuel).

Au delà de ces éléments communs dans les problématisations, on peut rassembler les recherches autour de quatre groupes, à partir de leurs objets : le premier groupe comprend une série de recherches sur différents aspects des modes de vie et de la citoyenneté, le second est centré sur les questions de logement, le troisième reprend un certain nombre de thèmes autour des conduites de déviance et de leur régulation sociale, le quatrième explore les mutations de l'engagement social et des institutions et représentations politiques.

### **Citoyenneté et conditions de vie**

Une première opération de recherche, conduite par O. Beaud et G. Marcou porte, dans une perspective internationale, sur la notion de citoyenneté aujourd'hui et sur les transformations de la loi. Les auteurs soulignent le décalage existant dans chaque pays étudié (Allemagne, Suisse, France,...) entre le principe d'une communauté politique et les règles juridiques d'acquisition de la nationalité. Ces règles reposent sur des principes anciens (droit du sol, droit du sang), qui, dans

le contexte de l'intégration européenne, mais aussi sous la pression migratoire propre à chaque pays, sont appelés à évoluer. En Allemagne, la règle ancienne du droit du sang - empruntée au Code Napoléon - prévaut, mais l'unification de l'Allemagne entraîne des tensions. Pour la France, un colloque interdisciplinaire consacré aux lois de 1993 sur l'immigration et la nationalité a été organisé en 1995, sous la direction de O. Beaud. Il a permis de faire un premier bilan de l'application de ces lois, en confrontant l'intention du législateur avec la pratique juridictionnelle et administrative.

Une autre opération de recherche, pilotée par D. Duprez, dans le cadre du programme Pir-Villes, s'est intéressée aux quartiers "difficiles" - c'est à dire, en notant la logique de définition, "qui relèvent des politiques de la ville". Elle articule deux volets : une approche microsociologique de la façon dont les habitants organisent leur vie et leurs rapports sociaux dans ces espaces stigmatisés, et une analyse des politiques publiques et de la manière dont elles arrivent, ou non, à pénétrer et à mettre en forme la réalité de ces quartiers dont elles contribuent à produire la définition. Cette recherche dépasse les traditionnelles approches monographiques des banlieues pour s'appuyer sur l'analyse d'un questionnaire ( $n=2\ 000$ ) qui est une réPLICATION dans les quartiers concernés par la recherche du questionnaire national de l'INSEE "conditions de vie des familles". L'opération du Nord (Lille et Lens) fait partie d'un réseau de recherche national, ce qui permet des analyses comparatives avec des sites de la Région parisienne, de Marseille et de Toulouse. D'un point de vue théorique, la recherche examine, notamment en termes de trajectoires individuelles et de formes sociales de la précarisation, les questions liées à "l'exclusion", notion par rapport à laquelle elle adopte une position critique pour privilégier des approches en termes de processus de vulnérabilisation et de désaffiliation.

Cette recherche se poursuit avec une étude des formes de citoyenneté dans les espaces périphériques frappés par les processus d'exclusion, opération financée par le programme "Modes de participation et processus d'exclusion" du département SHS et coordonnée par D. Schnapper.

### *Le logement : marché et politiques publiques*

Un deuxième ensemble de recherches traite de l'évolution des marchés du logement en France depuis dix ans, avec des éléments de comparaison internationale. Certaines recherches privilégient un niveau macroéconomique d'analyse, d'autres explorent la dimension locale des marchés du logement, tandis qu'un dernier groupe relie la mobilité résidentielle des ménages aux politiques d'aménagement.

F. Calcoen et D. Cornuel ont mis en place une recherche sur l'analyse économique des intervenants sur le marché du logement. Ils s'intéressent à trois types de phénomènes. D'abord, ils analysent le comportement de l'investisseur immobilier du point de vue de la logique financière et les phénomènes d'adaptation qui se manifestent à la fois dans les prix et les volumes échangés. Ils se focalisent ensuite sur le parc locatif social et l'impact des aides au logement avec leurs conséquences sur le marché du logement et les phénomènes de mobilité, d'éviction et de ségrégation. Par ailleurs, ils analysent les différents mécanismes de fonctionnement des marchés locaux du logement et les phénomènes multiples d'adaptation qui s'y déroulent par les prix, par les quantités échangées, par les mutations résidentielles, par les constructions neuves, les travaux et les changements des statuts d'occupation. Des comparaisons nationales et internationales entre marchés locaux prolongent les analyses de l'équipe au sein d'un réseau de chercheurs.

B. Lefebvre en collaboration avec M. Vervaeke (Lasmas-Iresco) a mené une recherche sur les politiques de logement mises en œuvre depuis trente ans et qui ont contribué à organiser les flux migratoires des centres des villes vers les périphéries et du parc ancien privé vers le parc social, puis vers l'accession à la propriété. Les politiques de réhabilitation de l'habitat ancien dans les villes, qui depuis une vingtaine d'années remplacent les grandes opérations de rénovation urbaine, visent à lutter contre la dévalorisation des quartiers centraux ou péricentraux. Il s'agit d'analyser si ces politiques contribuent à transformer l'offre de logement (prix, qualité...) et, ainsi, à modifier l'occupation sociale des secteurs concernés. La recherche se centre sur l'analyse des stratégies patrimoniales des propriétaires et sur les trajectoires résidentielles des habitants. L'étude des caractéristiques sociales des migrants permet de mieux mesurer la ségrégation sociale qui s'accroît entre centre et périphérie.

### ***Normes, déviances et sécurités urbaines***

Un troisième groupe d'opérations de recherche s'organise autour des déviances urbaines et de leurs formes de régulation.

D. Duprez et M. Kokoreff conduisent un programme de recherche sur les activités liées à l'usage des drogues illicites. Ils s'intéressent aux rapports sociaux de consommation de drogues illicites dans les quartiers pauvres à travers une comparaison de quartiers populaires à Lille et dans la Région Parisienne. Un autre volet de la recherche porte sur le traitement institutionnel des usagers et des trafics (étude du processus pénal au TGI de Lille, de Bobigny et de Nanterre et entretiens auprès d'une population de récidivistes incarcérés à la prison de Loos-lez-Lille). Ce programme de recherche se poursuit dans ses implications théoriques, notamment dans des problématiques qui considèrent la drogue comme un travail et comme une "expérience totale" - en rupture avec les interprétations bélavioristes.

D. Duprez et F. Jacob s'intéressent aux professions de l'ordre public et de la sécurité intérieure. À travers l'analyse des professions de policier et de douanier dans la gestion de l'immigration irrégulière, cette recherche relie sociologie des professions et sociologie des organisations. Par ailleurs, l'analyse des conditions d'exercice de la profession de douanier montre les liens entre identité professionnelle et conditions subjectives d'exercice du métier. Les politiques d'immigration dans le cadre européen constituent également une dimension importante de la recherche.

S. Pryn effectue une recherche sur les formes contemporaines de la prostitution de rue, en insistant sur la diversité des situations et en soulignant les profonds changements qui traversent cet univers. Non seulement la prostitution connaît des transformations profondes, mais le regard porté à son propos par des acteurs concernés plus ou moins directement se modifie. Cette recherche est au croisement de la sociologie de la déviance et de la sociologie des professions.

### ***Engagement social et changements politiques***

Comme le montre un dernier ensemble de recherches, les transformations des enjeux sociaux autour de la Ville se manifestent également à travers les attitudes d'engagement social ou politique, les représentations et valeurs, et les institutions politiques.

F. Sawicki conduit seul ou en collaboration un ensemble de recherches sur les déterminants de l'engagement dans la vie de la cité. D'une part, il analyse à la fois la "crise" de l'engagement politique, qu'il relie aux transformations générales affectant les univers professionnels. D'autre part, il montre comment se développent de nouvelles formes d'engagement social (prévention du SIDA, lutte contre la pauvreté), avec lesquels le pouvoir politique, à tous échelons, doit composer.

Pour sa part, Bruno Duriez poursuit l'analyse du militantisme dans les organisations revendicatives "hors-travail". Ses recherches convergent en partie avec celles de F. Sawicki, en ce qu'elles montrent que le domaine d'action des militants, leurs parcours et leurs engagements personnels se situent à l'intersection des champs religieux, politique et de l'action sociale.

Un autre ensemble de recherches porte sur le renouvellement des partis politiques ou, au contraire, la désaffection vis-à-vis d'eux. F. Sawicki développe une approche micro-sociologique de l'évolution du Parti Socialiste. Au delà de la mutation, au cours des années 1980, de cet appareil d'opposition en parti de gouvernement, il met l'accent sur la rétractation des réseaux sociaux constitutifs de l'engagement partisan. Dans le cas de l'UDF, du parti des Verts, ou des "petits partis", A. Laurent, B. Villalba et A. Massart analysent plus généralement le renouvellement du paysage politique. Pour sa part, M. Simon utilise une série de sondages, espacés sur trois décennies, pour montrer comment ont évolué les systèmes de représentations et de valeurs. La crise du rapport au politique, qu'il situe au début des années 90, entraînent frustration et volonté de changement, ce qui peut aboutir à des expressions politiques opposées.



## **2.3. TENSIONS URBAINES ET POLITIQUES PUBLIQUES, CITOYENNETÉ (fiches des opérations)**

### **2.3.A. INTÉGRATION, NATIONALITÉ ET CITOYENNETÉ (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheurs**

CRAPS : Olivier BEAUD (PR), Gérard MARCOU (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

La citoyenneté est l'envers de la souveraineté. La transformation de l'Etat monarchique en Etat démocratique a transformé l'individu de sujet en citoyen; non plus sujet passif soumis à l'obéissance du Souverain, mais membre indivisible du nouveau Souverain, le peuple. Mais, quel que soit le statut de l'individu, sujet ou citoyen, le lien entre citoyenneté et souveraineté est inévitable dans le cadre de l'Etat-nation (O. Beaud).

Il existe un décalage entre le principe d'une communauté politique et les règles juridiques d'acquisition de la nationalité. Celles-ci reposent toujours sur des principes anciens, Le *jus soli* présume que l'appartenance à la communauté permet d'en assimiler le principe; le *jus sanguini* présume que seule la famille peut assurer la socialisation politique. N'oublions pas cependant que le *jus soli* est l'origine monarchique, et que les princes allemands du début du XIXème siècle ont emprunté la règle du *jus sanguini* au Code Napoléon. Le droit allemand est aujourd'hui appelé à évoluer sous la triple influence de l'intégration européenne, de l'unification de l'Allemagne et de la stabilisation territoriale de l'Allemagne en Europe. La Suisse connaît au contraire toujours un mode d'accession à la nationalité suisse qui répond mieux à l'idée de communauté politique, puisque c'est le fait d'être admis comme citoyen d'une commune, puis d'un canton, qui donne accès à la nationalité suisse, bien qu'aujourd'hui la consolidation de l'Etat-nation ait eu pour conséquence de soumettre entièrement au pouvoir fédéral le contrôle des candidats à la nationalité suisse (G. Marcou).

Le fédéralisme (qu'il ne faut pas confondre avec l'Etat fédéral - v. infra) offre peut-être le moyen de surmonter ces contradictions, dans la mesure où il remet nécessairement en cause la distinction entre nationaux et étrangers. Il le fait en permettant de concevoir une double nationalité, ou une double citoyenneté. On pourrait ainsi, dans le cadre de l'Union européenne, procéder à une analyse très concrète et inductive des droits des citoyens européens (par ex : la liberté de circulation et l'ouverture des frontières) (O. Beaud).

De manière plus empirique, le colloque organisé le 13 octobre 1995 sous la direction d'O. Beaud (*Les lois de 1993 sur l'immigration et la nationalité*), avait pour but de présenter un premier bilan de l'application de ces lois, en confrontant l'intention du législateur avec la pratique juridictionnelle et administrative. La principale question est de savoir si ces lois de 1993 ont institué une véritable rupture avec la politique antérieure, et si elles sont vraiment dangereuses pour les libertés comme l'exprimaient certaines craintes formulées lors de leur élaboration.

Le parti pris adopté a été d'inviter à la fois des universitaires - juristes et sociologues - et des praticiens (Table Ronde) pour rendre compte de l'application de ces lois. Cette option interdisciplinaire a permis - on l'espère - d'avoir une vision d'ensemble de l'ordonnancement sur le droit des étrangers et la réalité administrative telle qu'elle est vécue par les intéressés, c'est-à-dire les étrangers et les fonctionnaires.

#### **Publication issue de l'opération**

##### **Ouvrage**

Olivier BEAUD (1994) *La puissance de l'Etat*, PUF, coll. Léviathan.

\*

\* \* \*

## 2.3.B. CONDITIONS DE VIE DANS LES QUARTIERS "SENSIBLES" ET FORMES DE CITOYENNETÉ (OPÉRATION EN COURS)

### Chercheurs

LASTRÉE-CLERSÉ : Dominique DUPREZ (CR), Michèle LECLERC-OLIVE (CR), Michel PINET (CR), C. BOCQUET (CE), C. NÉGRONI (CE)

En collaboration avec B. MACRAKIS (INSEE)

### Objet, méthode, résultats

#### 1 - Les conditions de vie dans les quartiers "sensibles"

Recherche menée en collaboration avec l'INSEE; convention de recherche avec la CNAF dans le cadre d'un partenariat avec le PIR-Villes CNRS, l'INSEE, la DIV et le Plan urbain. (opération achevée en décembre 1996)

La problématique générale de l'enquête INSEE sur les conditions de vie dans les quartiers des politiques de la ville consistait à saisir la réalité de ces quartiers à la fois en termes de continuité (processus généraux de désaffiliation, économique notamment) et de discontinuité (fragmentation sociale, à caractère ethnique parfois). Une attention particulière a été accordée aux solidarités de proximité. Les "cités", les "quartiers difficiles" sont peut-être autre chose qu'une simple métaphore de l'exclusion. S'ils ne génèrent pas forcément d'intégration citoyenne, ils produisent cependant – et bien que ce soit sous des formes extrêmement diversifiées qu'il convient précisément d'explorer – des solidarités, des formes d'échange, de participation ou de mobilisation qui traduisent des modalités d'intégration de proximité.

Ces questions théoriques constituent la toile de fond sur laquelle s'inscrit cette enquête particulière consacrée aux conditions de vie dans les quartiers "sensibles".

#### *Le dispositif de recherche*

L'enquête nationale, "conditions de vie" de l'INSEE sur les "situations défavorisées" que nous avons analysée a été réalisée de novembre 1993 à janvier 1994 sur un échantillon de 13 000 ménages.

Ensuite, une enquête similaire a été réalisée sur une dizaine de sites du territoire national représentant une diversité de quartiers des politiques de la ville. Nous avons plus spécifiquement analysé les deux sites du Nord-Pas de Calais, Lille-Sud et Lens-Liévin, mais en faisant chaque fois que nécessaire des comparaisons avec d'autres agglomérations urbaines, notamment le GPU de Marseille et les 4 000 à La Courneuve. Sur chaque site, un échantillon d'environ 1 100 personnes a été interrogé, qui a répondu non seulement à un questionnaire principal identique à celui de l'enquête nationale, mais également à un questionnaire complémentaire de six pages. Cette enquête sur des quartiers "sensibles" a été réalisée de septembre à décembre 1994. Nous avons ensuite procédé à un traitement sociologique de ces données. Le traitement sociologique des données a été pris en charge collectivement par M. Pinet, M. Leclerc-Olive et D. Duprez.

Parallèlement, une enquête qualitative a été réalisée de fin 1994 à l'automne 1996. Nous avons réalisé des entretiens approfondis (65) sur des sous-échantillons de personnes interrogées préalablement par questionnaire, mais également sur des personnes hors échantillon, mais pouvant être considérées comme des militants ou des leaders d'opinion.

#### *Les principaux résultats*

Dans certains quartiers, comme celui de Lille-Sud, il apparaît que les garçons ont une meilleure réussite scolaire que les filles. Les jeunes issus de l'immigration vivent aujourd'hui ce que les enfants des classes populaires ont vécu dans les années 1960 : les garçons réussissent mieux statistiquement parce que divers mécanismes familiaux et sociaux les favorisent lorsque les familles ne sont pas en mesure d'offrir les mêmes possibilités d'études à tous leurs enfants.

Si les garçons d'origine maghrébine réussissent globalement mieux à l'école et, dans certains quartiers, nettement mieux que les enfants des classes d'âge identiques de "toute autre origine", le diplôme n'a pas pour eux les effets bénéfiques qu'il a en général. Les jeunes garçons maghrébins sont pourtant dans les quartiers de l'enquête non seulement des acteurs, mais souvent les acteurs qui portent les dynamiques de changement.

L'enquête met également en évidence les marques d'attachement des personnes d'origine maghrébine à leur pays d'origine, mais aussi, plus globalement, l'influence de l'Islam sur une partie substantielle de cette population. Les constats empiriques rassemblés dans cette étude interdisent toute vision par trop léniante de l'efficacité d'une intégration à la française. Cela ne veut évidemment pas dire qu'une conception radicalement multiculturelle de la société résoudrait pour autant les problèmes. Nous laissons cette question en suspens car elle nécessite, selon nous, des observations plus fines dans un contexte qui a connu des changements importants.

Il ressort également des conclusions de cette enquête que si le séjour dans un quartier « sensible » peut être pénalisant, notamment au moment de la recherche d'un emploi, il n'en reste pas moins que ces quartiers sont plus précarisés que précarisant. L'usage que les habitants font de leur quartier – usages aux multiples facettes visibles dès que l'on replace ce séjour dans le parcours biographique des gens – montre que les itinéraires, même s'ils présentent des phases descendantes, n'interdisent pas pour autant de construire un avenir possible.

Concernant les relations aux amis, les chiffres et les observations confirment que l'idée de ghetto ne permet pas de rendre compte des relations sociales dans ces quartiers. L'univers de la sociabilité est rarement restreint au quartier sauf pour les populations ayant beaucoup d'ancienneté dans le quartier et pour les ménages les plus précaires.

L'enquête révèle également l'emprise de la drogue dans ces quartiers, ce qui explique la place qu'elle occupe dans les préoccupations des habitants, nettement devant l'insécurité. Une double conjonction d'événements explique la situation actuelle : les effets de la désindustrialisation et de la crise de l'emploi qui a amené certaines couches de population à chercher des substituts pour vivre, et une politique d'ordre public qui a déplacé le trafic sur les cités, au moins dans le Nord et dans la région parisienne.

Il en résulte que l'insécurité, bien qu'elle soit d'un niveau élevé dans beaucoup de quartiers, tout au moins c'est ce qui apparaît lorsqu'on procède à des comparaisons avec des enquêtes plus anciennes, n'apparaît plus pour beaucoup d'habitants de ces quartiers comme un problème essentiel. Paradoxalement, l'exposition au risque d'être victime est nettement moins élevée dans les sous-quartiers ayant mauvaise réputation, au moins pour les personnes bénéficiaires d'une intégration de proximité. En bref, plus on a d'ancienneté dans le quartier, plus le risque diminue et plus on se sent en sécurité.

Les gens qui ont été rencontrés dans le cadre de cette enquête, ont souvent évoqués leurs inquiétudes et leurs espoirs, ils nous ont fait comprendre comment ils gèrent leur vie, dans des conditions souvent difficiles, et comment, malgré tout, ils essayent de construire un avenir pour leurs enfants. Le fait de vivre dans un quartier stigmatisé est une des contraintes qui limitent leurs possibilités d'action, mais cette contrainte supplémentaire ne saurait être confondue avec le problème majeur que bon nombre de familles connaissent et qui est celui de l'emploi. Les processus de désaffiliation qui ont conduit une partie des personnes que nous avons interrogées aux marges du travail salarié n'ont pas pour autant entamé l'attachement de la plupart d'entre elles au travail. La ténacité des jeunes dans la recherche d'un emploi en témoigne. Mais, plus radicalement nous semble-t-il, il faut souligner les effets de déstructuration des rôles familiaux et de l'image de soi qu'entraîne la dépendance vis-à-vis de l'aide sociale.

Il a été dit plus haut que les processus de désaffiliation doivent être pensé à la fois en termes de continuité et de rupture. Cette dialectique, qui peut aller jusqu'à la production de frontière sociale et à la perte de légitimité d'agents classiques de socialisation, nous paraît devenir une question centrale.

**2 - Formes de citoyenneté et espaces périphériques : les processus d'exclusion et leurs effets.** La question de l'émergence de nouvelles allégeances – ou du renforcement d'allégeances anciennes –, de recomposition d'instances de légitimation, est au cœur de la recherche engagée dans le cadre du programme du département SHS « Modes de participation et processus d'exclusion » dirigé par D. Schnapper. Il nous a semblé qu'une enquête spécifique sur les formes de mobilisations dans les quartiers « sensibles » permettrait d'approfondir la réflexion sur les modes d'articulation entre des formes d'intégration de proximité et les formes d'intégration citoyenne. Souvent marqués par des sanctions négatives, les parcours de désaffiliation peuvent conduire les personnes à réinterpréter leur histoire et à ne plus accorder la même légitimité aux instances classiques de socialisation (école, travail, autorité paternelle, etc). Il s'agit d'identifier alors les instances de légitimation alternatives qui sont reconnues et les formes d'expression et de mobilisation adoptées. C'est une manière de réinterroger le partage classique entre la sphère privée et l'espace public en prenant en compte les espaces intermédiaires où s'expérimentent de nouvelles configurations d'instances reconnues et de nouvelles manières de dire la réalité sociale. En se donnant les moyens d'un suivi des populations des quartiers où s'est déroulée l'enquête PIR-Villes INSEE, il s'agit d'une part de comprendre comment s'articule l'expérience biographique de l'incertitude ou de la précarité, de la désaffiliation ou de l'exclusion avec les modes populaires d'action politique, les modes de participation ou l'émergence de formes innovantes de mobilisation, et d'autre part, en se plaçant sur les sites intermédiaires (associations, institutions de gestion du social, etc) de comprendre comment ces formes de participation sont ou non congruentes, et à quel titre, avec les modes légitimes d'expression de l'espace public démocratique.

En contrepoint de cette recherche sur les modes de participation dans les quartiers sensibles, M. Leclerc-Olive mène un enquête sur les espaces publics de proximité au Mali. Au cœur de ces espaces "métisses" – métisses au sens où s'y articulent des procédures traditionnelles et occidentales de formes de participation à l'espace politique – semblent poindre des modes d'organisation et de "gouvernance" à la fois compatibles avec les moyens d'un État dépendant de l'aide internationale et respectueux des exigences de démocratie des populations. Les opérations de développement définissent des espaces intermédiaires où se rencontrent des acteurs extrêmement divers, des bailleurs de fonds européens ou internationaux, des associations d'émigrés, des associations paysannes, etc et où se constituent, pour les populations locales, des expériences spécifiques desquelles émergent de nouvelles instances de légitimation. Ce lieu classiquement analysé comme celui de la rencontre duale – sinon de l'affrontement – entre des logiques traditionnelles et des volontés occidentales, est aujourd'hui et dans ce contexte, le pôle autour duquel – à l'inverse peut-être de ce qui se produit dans certains quartiers sensibles de nos grandes villes – s'instaure un espace public qui n'est pas seulement l'appendice de l'espace communautaire.

### **Partenaires et financement**

La CNAF dans le cadre d'un partenariat avec le PIR-Villes CNRS, l'INSEE, la DIV et le Plan urbain Programme du département SHS « Modes de participation et processus d'exclusion »

### **Publications issues de l'opération**

#### **Contribution dans ouvrage collectif**

DUPREZ Dominique (1996) "Contribution à une analyse sociologique du chômage des jeunes et des politiques d'insertion" in *L'insertion par l'économique, modalités et limites*, Paris, L'Harmattan, col. Migrations et changements, pp. 39-55.

DUPREZ Dominique (à paraître en 1997) "Poor urban neighborhoods in French society : from the crisis of integration modes to the development of "communitarian" practices", M. Castells, L. Wacquant (eds.), *The new urban marginality in the dual metropolis : trajectories and strategies of poor urban youths in France and the United States*, Presses Universitaires de Berkeley.

LECLERC-OLIVE Michèle (à paraître en 1997) "Espaces métisses et légitimité de l'État : l'expérience malienne", in *Les avatars de l'État en Afrique*, Khartala.

#### **Articles de revue**

DUPREZ Dominique (1994) "Jeunes dans les cités in Jeunesse d'en France", Paris, *Panoramiques*.

DUPREZ Dominique (1996) "La dramaturgie de la relégation. Vie quotidienne et sociabilités dans les cités", *Profils*, revue INSEE, 1996, pp. 55-74.

LECLERC-OLIVE Michèle (1996) "Figures de la précarité", *Profils*, revue INSEE, pp. 35-54.

PINET Michel, MACRAKIS Bénédicte (1996) Les quartiers en difficulté du Nord-Pas-de-Calais : une image en mille morceaux, *Profils*, revue INSEE, pp. 13-34.

#### **Rapport**

DUPREZ Dominique, LECLERC-OLIVE Michèle, PINET Michel (1996) *Vivre ensemble. La diversité des quartiers "sensibles" à l'épreuve de la vie quotidienne*, rapport de recherche pour la CNAF, Lille, 339 p.

#### **Communications**

DUPREZ Dominique (1996) "Les enfants d'immigrés dans les cités : la gestion d'un avenir incertain", colloque franco allemand CNRS/Fondation Bosch, Nice, 5-6 décembre (ouvrages à paraître en français et en allemand)

LECLERC-OLIVE Michèle (1996) "Sanctions négatives et désaffiliation", *Congrès de l'ARIC*, Montréal, mai.

LECLERC-OLIVE Michèle (1997) "Les citoyens du développement", Colloque du GEMDEV sur La convention de Lomé : diagnostics, méthodes d'évaluation et perspectives, 23 avril.

\*

\* \*

### **2.3.C. LE FONCTIONNEMENT DES MARCHÉS IMMOBILIERS (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheurs**

LABORES : Didier CORNUEL (PR), Francis CALCOEN (DR)

#### **Objet, méthode, résultats**

##### ***Le comportement de l'investisseur immobilier et la dynamique des marchés***

La recherche en voie de finalisation porte sur la dynamique des marchés immobiliers en cherchant à la fonder sur les comportements micro-économiques, en particulier celui de l'investisseur immobilier. En effet, c'est lui qui constitue l'interface entre le marché de l'actif immobilier et celui du service logement. Les imperfections du marché du logement font que les anticipations de prix de l'actif logement et de loyer peuvent diverger. Dans ces conditions la question de la durée de détention devient déterminante. Dans le cadre d'un modèle simple de comportement d'investissement, on a défini le comportement optimal de l'investisseur en matière de détention d'immobilier. Les données chiffrées sur les 40 dernières années expliquent les comportements effectivement observés. Ce travail a donné lieu à un rapport intermédiaire au Plan Construction et Architecture.

La divergence des anticipations de prix et de loyer est à la base du mécanisme de « bulle rationnelle » qui a été l'hypothèse la plus fréquemment retenue pour caractériser le phénomène conjoncturel qu'ont connu les marchés immobiliers ces dix dernières années. Une bulle est un phénomène purement spéculatif sans facteur réel à l'origine. On a montré à l'aide de données chiffrées que, s'il y a eu une bulle, il y a eu aussi un phénomène réel qui s'est manifesté par la croissance des loyers. Pour l'immobilier résidentiel en France, la contraction du parc locatif peut être responsable de la croissance des loyers et donc des prix. Cette contraction de l'offre locative entraînerait le déplacement de l'excès de demande locative vers la demande de propriété, ce qui constitue un « cycle du statut ». Ce mécanisme n'explique pas cependant toutes les données. Il faut donc aussi envisager l'hypothèse d'un choc de demande sur le marché de l'actif immobilier.

##### ***Les mécanismes de fonctionnement des marchés locaux et des politiques locales***

Les comportements des différents acteurs s'inscrivent dans le marché et se manifestent par de multiples phénomènes d'adaptation. La question qui a retenu l'attention est celle du caractère local du marché du logement. On s'est particulièrement attaché à l'existence et à l'impact de politiques locales. Si celles-ci émergent depuis la décentralisation, leur poids est encore limité du fait de l'orientation majeure donnée par l'Etat et par le poids des mécanismes macro-économiques et financiers. Par ailleurs, les politiques locales sont encore focalisées sur quelques aspects spécifiques, et intègrent trop peu le comportement des acteurs du marché. Demeure par ailleurs la difficile adéquation entre aire de marché et territoires d'intervention publique.

#### **Partenaires et financement**

Subvention de recherche du Plan Construction et Architecture, (Ministère de l'Equipement), Programme France-Québec, Ministère des Affaires Etrangères et PIR Villes (CNRS), IFRESI (Contrat de Plan Etat-Région).

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Communications**

CORNUEL Didier, CALCOEN Francis, (1997) *Le fonctionnement des marchés du logement*, communication aux Vèmes Journées de l'IFRESI, Lille, 20-21 mars.

CORNUEL Didier, CALCOEN Francis, (1997), *Le dernier cycle immobilier : bulle ou choc* ", communication au Colloque Economie et Econométrie de la Construction, Association d'Econométrie Appliquée, Neuchâtel, Suisse, 20-21 février.

CALCOEN Francis, AUBREE Loïc (1997), *Politique locale du logement et marché local*, communication aux Vèmes Journées IFRESI, Lille, 20-21 mars.

CORNUEL Didier, CALCOEN Francis (1995), *Adaptations sur un marché, valorisation d'un bien immobilier et changement de statut*, communication aux Ivèmes Journées IFRESI, Lille, 30-31 mars .

CORNUEL Didier, (1994) *Marchés locaux du logement : phénomènes récents*, 7èmes entretiens du Centre Jacques Cartier, Lyon, 1er et 2 décembre.

#### Rapports

CORNUEL Didier, CALCOEN Francis (1994) *Le comportement de l'investisseur immobilier*, rapport intermédiaire pour le Plan Construction et Architecture, novembre.

\*

\* \*

### **2.3.D. ITINÉRAIRES RÉSIDENTIELS ET RÉORGANISATION SOCIALE DE L'ESPACE (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### Chercheurs

CLERSÉ : Bénédicte LEFEBVRE (IE)

Chercheur d'autre équipe : Monique VERVAEKE (CR, LASMAS)

#### Objet, méthode, résultats

La mobilité des ménages vers les différentes fractions du marché du logement (privé, social, accession) a été étudiée à partir des migrations définitives intercensitaires (1982-1990) dans l'agglomération lilloise. Les résultats montrent que le dépeuplement des villes-centres et du parc ancien, lié au départ des populations vers la périphérie, résulte en partie des politiques publiques d'aménagement (villes nouvelles, ZUP, secteurs sauvegardés, accession à la propriété). Les politiques du logement mises en oeuvre depuis une trentaine d'années ont contribué à organiser les flux migratoires des ménages du centre vers la périphérie, du parc ancien privé vers le parc social, puis vers l'accession à la propriété d'un logement localisé dans une commune de la seconde couronne.

#### Partenaires et financement

La recherche a été réalisée par le Lasmas-Iresco et le Clerse-Ifresi à partir des données de l'INSEE, avec le concours de la Communauté Urbaine de Lille.

#### Publications issues de l'opération

##### Contribution dans ouvrage collectif

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1997) "La mobilité résidentielle et la réorganisation sociale de l'agglomération lilloise", in Martens A. et M. Vervaeke (éd.), *La polarisation sociale des villes européennes*, Anthropos-Economica, Paris.

##### Article de revue

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1996) "Local housing market and the social reorganization of space", *International Journal of Urban Regional Research*, vol. 2, n° 2.

##### Communication

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1994) "Marché local du logement et réorganisation sociale de l'espace", Colloque International PIRVILLE-IFRESI *Villes, entreprises, et société à la veille du XXIe siècle*, Lille, 16-18 mars .

\*

\* \*

## **2.3.E. SOCIOLOGIE DES USAGES ET TRAFICS DE DROGUES DANS LES QUARTIERS PAUVRES (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheurs**

LASTRÉE-CLERSÉ : Dominique DUPREZ (CR), Michel KOKOREFF (MC)

Chercheurs d'autres équipes : Michel JOUBERT, Monique WEINBERGER (GRASS-IRESKO), Alain VERBEKE (CE)

### **Objet, méthode, résultats**

Ce programme de recherche est organisé autour de deux axes structurants : les rapports sociaux de consommation de drogues illicites dans les quartiers pauvres à travers une comparaison de quartiers populaires à Lille et à Asnières (Hauts-de-Seine), l'organisation du trafic de drogue, l'économie informelle et les carrières qu'elles génèrent par l'analyse comparative des situations de la Seine Saint-Denis et de l'agglomération lilloise. L'étude du processus pénal au TGI de Lille, de Bobigny et de Nanterre, et celle d'une population de récidivistes incarcérés à la prison de Loos-lez-Lille vient compléter cette approche globale sur les usages et les trafics de drogue, essentiellement l'héroïne.

Ce programme comporte des opérations contractualisées :

- D. DUPREZ, M KOKOREFF, A VERBEKE, Contribution à une sociologie du trafic des stupéfiants, contrat de recherche LASTREE-CNV/DGLDT, 1994-1995 (Opération achevée)
- D. DUPREZ, M KOKOREFF, A VERBEKE, Analyse des carrières délinquantes : les récidivistes de la Maison d'Arrêt de Loos-les-Lille, 1995 (opération achevée)
- D. DUPREZ, M. KOKOREFF, M. WEINBERGER, M. JOUBERT, Le traitement institutionnel des activités illicites liées à l'usage de drogues, contrat avec le GIP Droit et Justice, 1996 (opération achevée)
- M. KOKOREFF, Vie sociale et usages de drogues dans les quartiers réputés "difficiles", contrat de recherche avec le MESR et la DGLDT (opération en cours)

Ce programme de recherche a pour objet de rendre compte des activités liées à l'usage et au trafic de drogue dans leurs multiples dimensions : construction des carrières, inscriptions spatiales du trafic, processus pénal et prises en charge institutionnelles. Il s'agit de rendre compte de l'agencement des pratiques des institutions vis-à-vis du trafic de stupéfiants dans le domaine de l'ordre public en incluant le processus pénal; puis de procéder à une sociologie du trafic à partir d'une entrée par les affaires judiciaires. Cette partie de l'enquête a été prolongée par une série d'entretiens biographiques auprès de personnes impliquées dans les affaires étudiées, et par des observations sur le terrain. Après une vingtaine de récits enregistrés dans le cadre de la prison, une deuxième vague d'entretiens a porté sur des individus sortis d'une procédure judiciaire ou pris en charge par des centres délivrant des produits de substitution. En complément, une approche territoriale des activités de trafic sur la base des données de l'OCRTIS a permis de mettre en perspective leurs dimensions écologiques spécifiques. En ce qui concerne les terrains, l'enquête a porté sur plusieurs sites : la métropole lilloise et ses environs, d'une part, les départements des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis, d'autre part. Une enquête ethnographique d'une durée de deux ans a été entreprise dans plusieurs quartiers et cités des Hauts-de-Seine.

Les principaux résultats que l'on peut tirer de cette opération sont contrastés. Les enquêtes menées sur les différents sites attestent de l'emprise de la drogue dans la désignation des quartiers réputés "sensibles". Elles mettent en relief l'existence d'une forte corrélation entre les zones de désaffiliation urbaines et celles ayant vu apparaître ces dix dernières années une économie dite "souterraine" ou "informelle". C'est dire que, contrairement à ce que l'on avait constaté dans les années soixante-dix, l'implication dans des carrières de l'illicite est moins liée à des ruptures générationnelles ou sociétales qu'à des facteurs socio-économiques.

Pour autant, ces phénomènes s'inscrivent de façon différenciée dans l'espace urbain : le marché de la drogue est loin de recouvrir l'espace des cités, des quartiers d'habitat social; il existe une distribution inégale des usages et des sous-marchés selon les secteurs considérés; le poids des

logiques des institutions répressives, et notamment des services de police, est aussi marquant dans la définition des marchés, leur mobilité et/ou leur enracinement. Un travail d'observation de type ethnographique du travail policier est à cet égard éclairant.

La diversité des situations locales est encore manifeste du point de vue de l'analyse du processus pénal. Elle se traduit tout particulièrement au travers de l'adaptation des procédures aux nécessités locales, avec notamment l'importance du droit douanier dans le traitement pénal à Lille, la diversité de l'application des mesures d'injonction thérapeutique selon les TGI, les différences d'activités des services répressifs ou celles apparaissant entre les tribunaux et les services interpellateurs.

Ce programme de recherche se poursuit dans ses implications théoriques, notamment dans des problématiques qui considèrent la drogue comme un travail et comme une "expérience totale" - en rupture avec les interprétations bélavioristes - et dans des dimensions empiriques qui introduisent le longitudinal et les sorties de la toxicomanie.

### **Partenaires et financement**

Contrat de recherche LASTREE-CNV/DGLDT. Contrat avec le GIP Droit et Justice. ", Contrat de recherche avec le MESR et la DGLDT

### **Publications issues de l'opération**

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

KOKOREFF Michel (à paraître en 1997) "Délinquance et usages de drogue dans les quartiers populaires", In A. Tarrius, O.Romani (eds) *La Ville, l'argent, la mort*, Ed Généralitat de Catalogne.

KOKOREFF Michel (à paraître en 1997) "Les contextes d'usages du cannabis dans les cités", In G. Ferréol (ed), *Adolescence et toxicomanie*, A. Colin.

#### **Articles de revue**

KOKOREFF Michel (1996) "Comment aborder les dimensions "ethniques" des usages de drogue?", *Migrants et formations* n° 107, pp. 140-160, décembre.

KOKOREFF Michel (1996) "Images de la drogue et jeunes des cités", Revue *Panoramiques* n° 26, 3ème trim.

KOKOREFF Michel (1996) "Usages et trafic d'ecstasy", *Drogues et toxicomanies - Indicateurs et tendances*, Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies.

#### **Rapports**

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, VERBEKE Alain (1995) *Des produits aux carrières - Contribution à une sociologie du trafic des stupéfiants*, rapport pour le CNV et la DGLDT, 52 p.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, VERBEKE Alain (1995) *Contribution à l'analyse des carrières délinquantes - les récidivistes de la Maison d'Arrêt de Loos-les-Lille*, ronéo, 37 p.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, WEINBERGER Monique, JOUBERT Michel (1996) *Le traitement institutionnel des activités illicites liées à l'usage de drogues - Des carrières aux filières pénales*, rapport pour le GIP Droit et Justice, 54 p.

#### **Communications**

DUPREZ Dominique, JACOB Fabrice (1995) "The impact of customs procedures on judicial procedures : the case of the drug trafficking in France", *European Group for the Study of Deviance and Social Control*, Ireland, septembre.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel (1996), "Drug trafficking and the areas of relegation", *The sixth annual conference on drug use and drug policy*, Amsterdam (actes à paraître en 1997)

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel (1997) "Trafics de drogue et quartiers pauvres", *Vèmes journées IFRESI*, Lille, 23-24 mars.

\*

\* \* \*

## 2.3.F. INSÉCURITÉ, SENTIMENT D'INSÉCURITÉ ET PROFESSIONS DE L'ORDRE PUBLIC (OPÉRATION ACHEVÉE)

### Chercheurs

LASTRÉE-CLERSÉ : Dominique DUPREZ (CR), Fabrice JACOB (ATER)  
LAST-CLERSÉ : Anne BUSTREEL (ATER)

### Objet, méthode, résultats

Cet axe de recherche prend appui sur deux opérations de recherche contractualisées et trouve sa traduction dans un travail de synthèse (thèse de D. Duprez)

**1 - La gestion de l'immigration irrégulière. Analyse sociologique des identités professionnelles des policiers et des douaniers.** Convention de recherche avec l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure. (Opération achevée en novembre 1993)

**2 - Contribution sociologique à l'analyse des conditions de travail. Les douaniers en surveillance.** Convention de recherche avec le PIRTEM-CNRS et la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects. (Opération achevée en juin 1994)

D. Monjardet avait abordé la police urbaine à partir d'une perspective synchronique, typique de la sociologie du travail, son objectif étant d'aboutir à une recomposition des tâches et des activités constituant le travail policier, tout en expliquant ce qui régit cette composition. Notre perspective a été plus diachronique, consistant à analyser l'évolution du travail policier à travers des biographies. C'est donc à partir de paradigmes interactionnistes - essentiellement E.C. Hughes - et des acquis de la sociologie des professions qu'a été menée l'étude comparative de la police et des douanes.

La première sous-opération constitue un essai de sociologie des professions. Elle tente, à travers le champ de l'immigration clandestine, de saisir les transformations des pratiques et des identités professionnelles dans un contexte de changement lié à la libre circulation des personnes dans l'espace Schengen. L'enquête s'appuie sur une démarche d'observation in situ et sur une cinquantaine d'entretiens biographiques. L'analyse met en évidence une éthique propre aux douaniers, la lutte contre le trafic de stupéfiants est identifiée à une mission de "salut national", avec une dimension hygiéniste alors que celle contre l'immigration irrégulière rencontre des obstacles humanistes, tandis que les policiers revendiquent en permanence une législation qui leur donne plus de pouvoirs.

La seconde sous-opération limitée aux douaniers en surveillance, compare les situations de travail dans le Valenciennois, dans le port de Marseille et à l'aéroport de Roissy. L'enquête repose également sur des entretiens et des procédures d'observation sur les sites concernés. Elle a été menée en collaboration avec des ergonomes du CNAM. Il en ressort que la pénibilité du travail ne peut être complètement objectivée dans ce genre de métier. Elle est également le résultat d'un "vécu" professionnel, de la reconnaissance interne et externe des activités. L'élément le plus pertinent dans l'évaluation de la pénibilité du travail semble être le stress suscité par les divers types d'interaction avec les usagers. Il en résulte un besoin de cohésion du groupe satisfait par les formes de sociabilité à l'intérieur du milieu professionnel. Cette cohésion s'exprime sur le lieu de travail et éventuellement en dehors.

Mais la partie de la thèse de D. Duprez qui porte sur les professions de l'ordre public, montre que ces constats ne doivent pas conduire à surdéterminer les effets d'une culture professionnelle. L'analyse des entretiens met en évidence la force des représentations du groupe professionnel, ce que Mannheim appelle "les expériences de jeunesse". Ceci amène à opposer deux pôles : d'un côté les enfants de policiers eux-mêmes policiers et qui fréquentent essentiellement des policiers, c'est dans cette catégorie où l'on retrouve le plus de préoccupations sécuritaires et le regret de la police d'avant; l'autre pôle est constitué par des policiers ayant connu l'usine en début de carrière, c'est là où l'on trouve le maximum de préoccupations sociales, une conception relationnelle du métier et, paradoxalement, des individus qui n'intériorisent jamais totalement la division hiérarchique du travail.

L'autre partie de la thèse de D. Duprez est centrée sur les politiques de prévention et les relations entre sécurité et sentiment d'insécurité. Elle développe une approche originale dans l'éternel débat entre ceux qui insistent sur l'autonomie du sentiment d'insécurité et les tenants de la montée des

"incivilités". En recherchant une explication du côté de l'intégration dans une perspective durkheimienne, mais en s'appuyant également sur des paradigmes interactionnistes, la coupure majeure ne semble pas se situer entre le tableau policier des atteintes aux biens et aux personnes et la fréquence des craintes éprouvées par les individus, mais entre appréhension personnelle et préoccupation sécuritaire. Par ailleurs, la victimisation au sens large, intégrant l'expérience des proches, joue probablement un rôle dans la construction d'une appréhension sécuritaire, mais les représentations sont construites, pour partie, en dehors de l'exposition au risque. Celle-ci semble très liée dans les cités aux réseaux de sociabilité et aux attitudes par rapport à l'environnement social.

### Partenaires et financement

l'Institut des Hautes Études de la Sécurité Intérieure, PIRTTEM-CNRS et la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects.

### Publications issues de l'opération

#### Contributions dans ouvrage collectif

DUPREZ Dominique (1994) "La recherche du sens. Commentaire sur les nouvelles formes de prévention", in : SACK F. (Ed) *Normes et déviante en Europe*, L'Harmattan/GERN.

DUPREZ Dominique (1994) "Transformations des identités professionnelles et division du travail : l'exemple de la rivalité entre policiers et douaniers" in Y. Lucas et C. Dubar (1994) *Genèse et dynamiques des groupes professionnels*, Presses Universitaires de Lille.

DUPREZ Dominique (1997) "Le modèle français de prévention de la délinquance : la recherche d'un second souffle", in P. Hebberecht, F. Sack (eds.), *Les nouvelles formes de prévention en Europe*, L'Harmattan, col. Logiques sociales, pp. 61-83.

#### Articles de revue

DUPREZ Dominique (1993) "La lutte contre l'immigration irrégulière : le difficile arbitrage des fins et des moyens", *Plein Droit*.

DUPREZ Dominique (1994) "Douaniers et policiers : des missions communes, des éthiques différentes", *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n°16.

#### Rapports

BUSTREEL Anne, DUPREZ Dominique, JACOB Fabrice (1994) *Contribution sociologique à l'analyse des conditions de travail. Les douaniers en surveillance*, Rapport Convention CNRS/DGDDI, 79 p.

DUPREZ Dominique (1993) *La gestion de l'immigration irrégulière : analyse sociologique des identités professionnelles des policiers et des douaniers*, Rapport pour l'IHESI, 107 p.

#### Communications

BUSTREEL Anne, JACOB Fabrice (1994) "The power and mission of french customs officers: a difficult choice between the end and the means", *XXII annual conference of the european group for the study of deviance and social control*, Komotini, Greece, August 25-28.

DUPREZ Dominique, JACOB Fabrice (1995) "The impact of customs procedures on judicial procedures : the case of the drug trafficking in France", *European Group for the Study of Deviance and Social Control*, Ireland, septembre.

#### Thèse

DUPREZ Dominique (1994), *De l'insécurité et de ses représentations*, Thèse de doctorat de sociologie, Université de Lille 1, 860 p.

\*

\* \* \*

## **2.3. G. ENTRE DÉVIANCE ET PROFESSION, LA PROSTITUTION DE RUE (OPÉRATION EN COURS)**

### **Chercheur**

CLERSÉ : Stéphanie PRYEN (ATER, thèse sous la direction de Gabriel GOSSELIN)

### **Objet, méthode, résultats**

L'objectif de notre travail est de rendre compte des formes contemporaines de la prostitution de rue, en nous attachant à en montrer la diversité, en tentant d'en saisir l'éclatement, en soulignant les profonds changements qui traversent cet univers. Il vise à souligner les transformations que la prostitution rencontre dans ses formes mêmes, mais peut-être davantage à porter l'attention sur l'évolution du regard porté sur elle, des discours élaborés à son propos par des acteurs concernés plus ou moins directement. Deux ensembles de questions structurent notre travail, en se croisant et en se rencontrant : celles que pose la sociologie des professions avec Hughes, et celles que pose la sociologie de la déviance avec Becker et Goffman.

Cette réflexion s'appuie essentiellement sur une observation de la prostitution de rue à Lille, sur des entretiens et un questionnaire passé auprès des personnes prostituées lilloises. Le point de vue de l'ensemble des intervenants participant de la construction sociale du phénomène sera également pris en compte.

### **Publications issues de l'opération**

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

PRYEN Stéphanie (1996) "Le statut du sociologue dans la situation d'enquête. Le cas de la prostitution de rue", in : de Feldman J., Filloux J.-C., Lécuyer B.-P., Selz M., Vicente M. (dir) *Ethique, épistémologie et sciences de l'homme*, Paris, L'Harmattan, pp. 117-131. (*Séminaire Épistémologie et éthique des sciences sociales. Subjectivité et objectivité : Apports et limites*, Groupe d'étude des méthodes de l'analyse sociologique, CNRS, Université de Paris-Sorbonne, Maison des sciences de l'homme, Paris, 26-27 mai 1994).

PRYEN Stéphanie (1996) "La sociologie de Hughes pour penser la prostitution de rue", in Chapoulie J.-M. (dir), Tertraie J., *Actes de la Journée Hughes* organisée à l'ENS Fontenay St Cloud le 25 mars, Centre de Recherches Sociologiques et Historiques sur l'Education, pp. 83-90.

#### **Articles de revue**

PRYEN Stéphanie (1996), "Le monde social de la prostitution de rue. Repenser l'approche par le risque", in *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n°28, 2ème semestre, p.87-106.

BAJOS Nathalie, PRYEN Stéphanie, WARSZAWSKI Josiane, SERRE Anne, et le groupe ACSF (à paraître en 1997) "Sexualité vénale et gestion du risque de transmissionsexuelle du Sida. Une analyse des données de l'enquête ACSF", *Sciences sociales et santé*.

\*

\* \* \*

### **2.3.H. LES DÉTERMINANTS DE L'ENGAGEMENT SOCIAL ET POLITIQUE (OPÉRATION EN COURS)**

#### **Chercheur**

CRAPS : Frédéric SAWICKI (PR)

Équipe extérieure : Luc BERLIVET (Al., Centre de Recherches sur l'Administration Publique- (CNRS - Université de Rennes).

#### **Objet, méthode, résultats**

Parallèlement à la perte de crédit des partis politiques, on voit apparaître de nouvelles formes de dévouement social, qui diffèrent de celles des partis par leur objet, leurs référents et leurs formes d'organisation. Le militantisme demeure en effet une des ressources principales de multiples organisations et associations avec lesquelles le pouvoir politique, à tous les échelons, doit compter. Une enquête quantitative sur les jeunes militants des associations AIDS, Resto du Cœur, ainsi que des Jeunesses socialistes devrait apporter des enseignements intéressants de ce point de vue, de même qu'une enquête auprès de jeunes syndicalistes de la SNCF.

Il a cependant paru nécessaire d'ajouter deux autres pistes: celle de la matrice religieuse et celle de la socialisation professionnelle; leur importance doit en effet être reconsidérée à la lumière des évolutions récentes. On s'est intéressé en particulier à l'étude des matrices religieuses de l'engagement syndical (en collaboration avec Luc Berlivet, allocataire de recherche au CRAP-CNRS de Rennes).

A partir d'une enquête prosopographique auprès d'un échantillon de quatre-vingt anciens dirigeants syndicaux de la CFTC de Bretagne, cette étude a conduit à mettre en évidence l'importance de la foi catholique et d'expériences biographiques «traumatisantes» comme déterminants sociaux de l'engagement. Elle a également permis de mettre en évidence la façon dont les dispositions sociales ont fortement modelé les caractéristiques de l'organisation syndicale, établissant ainsi un pont trop rarement envisagé dans les recherches entre les propriétés sociales et les pratiques organisationnelles et militantes.

La question des déterminants professionnels de la professionnalisation politique, trop peu présente dans la sociologie politique française, semble un terrain de recherche à investir pour comprendre la crise actuelle du recrutement politique. On est en effet enclin à faire l'hypothèse que cette crise n'est pas sans rapport avec les transformations qui affectent certains univers professionnels qui jouaient jusqu'alors une fonction socialisatrice. D'ores et déjà ce nouvel axe de recherche a fait l'objet d'une réflexion méthodologique s'inscrivant dans une table ronde du congrès de l'Association française de science politique et doit déboucher sur une enquête auprès d'un échantillon d'enseignants de la région Nord-Pas-de-Calais au début de l'année 1997.

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Article de revue**

SAWICKI Frédéric (1994) "La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes chrétiens de Bretagne de l'après-guerre", *Politix*, n°27, pp. 111-142.

##### **Communication**

SAWICKI Frédéric (1996) "Classer les hommes politiques. Les usages des indicateurs de position sociale pour la compréhension de la professionnalisation politique", communication au *Congrès de l'Association française de Science politique*, Aix-en-Provence, 23-26 avril, 45 p.

\*

\* \*

### 2.3.I. MOUVEMENTS REVENDICATIFS HORS-TRAVAIL. LE MILITANTISME EXTRA-PROFESSIONNEL (OPÉRATION EN COURS)

#### Chercheur

CLERSÉ : Bruno DURIEZ (CR)

#### Objet, méthode, résultats

Qu'est ce qui fait que des gens se mobilisent durablement dans des organisations revendicatives ? La recherche porte particulièrement sur deux confédérations qui offrent la particularité de vouloir couvrir l'ensemble du champ hors-travail. Engagée depuis plusieurs années, elle s'est poursuivie par des enquêtes régulières par questionnaires auprès des militants de ces organisations (la dernière a eu lieu en novembre 1996).

Ce « syndicalisme familial » ou « de quartier » reste l'affaire de familles avec enfants, des femmes surtout. Dans ces couples, qui cumulent les engagements, il y a une division du travail militant. Héritiers dans leur majorité d'une tradition religieuse, l'action catholique spécialisée, les militants n'ont pas abandonné ces références tout en se situant en majorité à gauche. Cependant d'autres groupes s'associent moins à leur idéal globalisant. Deux générations coexistent donc, l'une plus populaire, à l'adhésion religieuse marquée, l'autre, plus jeune, moins stable, rassemblant des membres des professions intermédiaires. Cette analyse confirme la mise en question, mais non la fin, des modèles traditionnels de l'action militante et de l'engagement collectif.

L'histoire de ces organisations fait par ailleurs l'objet d'un travail collectif associant chercheurs et anciens militants dans le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux (GRMF). Il y a été question depuis quatre ans des actions de squattages des années quarante et cinquante, de la crise du MLP de 1951. Sont en cours des analyses de la formation et de la promotion par le militantisme, de la spécialisation des services de ces mouvements, notamment de l'aide familiale à domicile. Un des acquis importants de ces travaux touche à la méthode interactive dont les résultats, notamment dans l'analyse d'un conflit majeur, montrent l'efficacité.

#### Partenaires et financement

Contrat de Plan Etat-Région.

#### Publications issues de l'opération

##### Contributions dans ouvrage collectif

DURIEZ Bruno (1995) "Le comité des méthodes", "Les intellectuels sommés de choisir", "Géographie de la scission", "Le Pas-de-Calais, l'unité à la base", "Un mode d'adaptation paradoxal", "L'onde de choc dans les filiales", in Michel CHAUVIÈRE (dir), *Une communauté brisée. La scission MLP/MLO de 1951*, Les Cahiers du GRMF n° 9.

DURIEZ Bruno (1996) "L'aide familiale à domicile : entre le respect et la transformation de l'organisation familiale", in Jean-Claude KAUFMANN (dir.), *Faire ou faire faire. Familles et services*, Presses universitaires de Rennes.

##### Articles de revue

DURIEZ Bruno (1994) "De la défense de la famille à la revendication du droit au logement. Le Mouvement populaire des familles dans les années 40", *Le groupe familial* ("Espaces de familles. Habitat et familles en mouvement"), n° 143, avril-juin.

DURIEZ Bruno, CHAUVIÈRE Michel (1994) "Un dispositif de co-histoire dans l'étude des mouvements sociaux contemporains. Le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux", *Politix*, n° 26, 2ème trimestre.

DURIEZ Bruno, CHAUVIERE Michel (1995) "Droit au logement contre droit de propriété. les squatters dans la crise du logement", *Annales de la recherche urbaine*, 66, mars.

#### Rapport

DURIEZ Bruno (1994) *Le militantisme extra-professionnel. Facteurs et évolutions*, IFRESI/CNRS-Conseil régional Nord-Pas de Calais.

\*

\* \* \*

### **2.3.J. L'APPROCHE MICRO-SOCIOLOGIQUE: L'ANALYSE LOCALISÉE DES RÉSEAUX PARTISANS (OPÉRATION ACHEVÉE)**

#### **Chercheur**

CRAPS : Frédéric SAWICKI (PR)

#### **Objet, méthode, résultats**

Dans le prolongement de la thèse de F. Sawicki (*La structuration du parti socialiste. Milieux partisans et production d'identités*, Paris I, janvier 1993), il s'agit de présenter et de mettre en oeuvre un cadre d'analyse anthropologique des partis. On ne peut comprendre, en effet, le type de recrutement social des dirigeants, élus et militants ainsi que les formes organisationnelles et le style de pratiques militantes et gestionnaires indépendamment des configurations socio-historiques locales dans lesquelles s'insèrent les partis. La mise en évidence des réseaux sociaux constitutifs du milieu partisan constitue l'outil conceptuel et empirique principal permettant de comprendre cette articulation ainsi que les changements qui affectent en permanence les partis politiques.

Soulignons que l'analyse localisée procède d'une préférence méthodologique pour l'analyse micro-sociologique. A propos de l'évolution d'ensemble du parti socialiste depuis son arrivée au pouvoir, plutôt que de mettre l'accent sur les seuls effets de son passage au gouvernement, on souligne ainsi les effets produits par la rétraction des réseaux militants sur lequel il s'est appuyé au cours des années soixante-dix, et par la décentralisation dans sa transformation en un parti de professionnels (contribution à un ouvrage de synthèse destiné à présenter l'organisation des partis politiques d'Europe du sud à un public américain).

#### **Publications issues de l'opération**

##### **Ouvrage**

SAWICKI Frédéric (1997) *Les réseaux du parti socialiste. Contribution à une sociologie des milieux partisans* Paris, Belin, 320 p.

##### **Contribution dans ouvrage collectif**

SAWICKI Frédéric (1996) "Le parti socialiste (1971-1995). Du parti de militants au parti de gouvernement", in IGNACI P., YSMAL C. (eds) *The Organization of the Southern European Political Parties*, Greenwood Publishers.

##### **Articles de revue**

SAWICKI Frédéric (1994) "Laurent Fabius Du 'Giscard de gauche' au 'socialiste moderne'", *Pôle Sud*, n°1, automne, pp. 35-60.

SAWICKI Frédéric (1994) "Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan: le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine", *Sociétés contemporaines*, n°20, décembre, pp. 83-110.

SAWICKI Frédéric (1996) "La science politique et l'étude des partis politiques", *Cahiers Français*, "Découverte de la science politique", n°275, juin.

\*

\* \* \*

### 2.3.K. L'APPROCHE POLITOLOGIQUE PAR LE SYSTÈME PARTISAN : PETITS PARTIS ET RENOUVELLEMENT DU SYSTÈME PARTISAN (OPÉRATION EN COURS)

#### Chercheur

CRAPS : Annie LAURENT (CR), Bruno VILLALBA (MC), Alexis MASSART (ATER)

#### Objet, méthode, résultats

A partir de l'étude du cas du parti des Verts, il est possible de distinguer trois phases dans la formation de nouveaux acteurs partisans (B. Villalba):

- la phase de socialisation hors politique
- la phase d'apprentissage du politique
- le mimétisme et l'intégration dans le politique

La phase de la socialisation laisse entrevoir une identité du groupe toujours en construction qui priviliege sa dimension interne au détriment de son intégration dans le champ politique. La question de l'apprentissage de la professionnalisation est traitée sous l'angle particulier des élus. Il en ressort une difficulté à s'intégrer dans la logique de la concurrence politique, avec cependant une certaine réussite dans l'acquisition d'un savoir technique. L'intégration définitive dans le jeu politique reste cependant une problématique centrale.

En ce sens, l'approche ethnologique du mouvement Vert qui a été adoptée met l'accent sur la permanence de comportements politiques et sociaux qui continuent de correspondre à des modèles idéaux majoritaires. La position politique de ce groupe est résolument pensée en termes d'activisme minoritaire, avec la volonté de bousculer la logique majoritaire. De ce fait, l'ancre dans le champ politique reste incertain.

L'UDF représente un autre type de renouvellement, cette fois par le recours au fédéralisme partisan, qu'illustre la formation d'une formation politique nouvelle par le regroupement de petites formations politiques qui conservent leur autonomie. L'étude de la formation de l'UDF et des stratégies de ses différentes composantes apportera une contribution à la théorie générale des partis politiques (A. Massart, thèse soutenue en janvier 1997, dir. Prof. J.-L.Thiébault).

Ces travaux sont à l'origine d'une réflexion plus large sur les petits partis politiques parfois appelés « périphériques ». Il faut, semble-t-il, désormais compter avec cette périphérie, peu étudiée par la théorie générale des partis politiques, qui concentre l'essentiel de sa réflexion sur les forces politiques susceptibles d'exercer le pouvoir politique.

Un colloque a été organisé à Lille les 21 et 22 mars 1996, avec le soutien de l'IFRESI. Il a mis à jour l'étendue de ces différences, et dégagé les éléments communs à ces forces périphériques, en faisant appel à plusieurs approches: politique, philosophique, juridique. Les actes de ce colloque paraîtront en 1997 (L'Harmattan ; coll. Logiques politiques, sous la dir. d'A. Laurent et B. Villalba).

#### Publications issues de l'opération

##### Ouvrages

LAURENT Annie, VILLALBA Bruno (dir.) (à paraître) *Les petits partis*, L'Harmattan, coll. Logique politique, Paris.

VILLALBA Bruno (à paraître) *La genèse inachevée des Verts*, Vingtième siècle.

##### Contributions dans ouvrage collectif

LAURENT Annie (à paraître) "Les petits partis au regard des analyses électorales", in : LAURENT A., VILLALBA B. (dir.) *Les petits partis*, L'Harmattan, coll. Logique politique, Paris.

MASSART Alexis (à paraître) "L'UDF: entre grand parti et petites composantes", in : LAURENT A., VILLALBA B. (dir.) *Les petits partis*, L'Harmattan, coll. Logique politique, Paris.

VILLALBA Bruno (à paraître) "Entre ghetto et auberge espagnole: les petits partis et l'idéologie" in : LAURENT A., VILLALBA B. (dir.) *Les petits partis*, L'Harmattan, coll. Logique politique, Paris.

**Article de revue**

VILLALBA Bruno (1996) "1989-1995: le clair-obscur électoral des Verts", *Ecologie et Politique*, n°17, printemps.

**Communication**

VILLALBA Bruno (1996) "Les mécanismes de l'apprentissage de la professionnalisation politique", contribution au Congrès de l'Association Française de Science Politique, table ronde "Professions, profession politique" (M. OFFERLE), Aix-en-Provence, 23-26 avril.

\*

\* \* \*

**2.3.L. REPRÉSENTATIONS ET ATTITUDES POLITICO-IDÉOLOGIQUES :  
MUTATIONS, RUPTURES, RECOMPOSITIONS (OPÉRATION ACHEVÉE)**

**Chercheurs**

METIS-CLERSÉ : Michel SIMON (PR émérite)

Chercheur d'autres équipes : Guy MICHELAT (DR, Centre d'étude de la vie politique française, CNRS/Fondation nationale des sciences politiques)

**Objet, méthode, résultats**

Recherche conduite à partir d'une série d'enquêtes par sondage réalisées depuis 1966 (dont janvier 1993 : N= 1812, décembre 1994 : N= 1680).

1. Sur fond d'inquiétude et de désenchantement croissants, une première rupture s'opère au début des années quatre vingt au niveau des attitudes politico-idéologiques avec, notamment, un renversement en faveur de certaines orientations libérales en matière économique. Une seconde intervient au tournant des années quatre vingt dix : montée, notamment dans les milieux populaires, d'une insatisfaction à forte composante anxieuse, poussée des attitudes xénophobes et autoritaires, reflux de l'idéologie libérale, crise du rapport au système représentatif.

2. A partir de données qualitatives et quantitatives, on avait construit un modèle caractérisé par l'appartenance objective et subjective à la classe ouvrière, une forte implication politique, un "classisme" et un démocratisme très affirmés. En 1988 apparaissent des symptômes d'éclatement de ce système symbolique : plus augmente le degré d'appartenance au groupe ouvrier, plus augmentent les indices de "classisme", mais aussi d'autoritarisme, d'ethnocentrisme et de tendance au retrait politique. Ces mutations sont à référer à la crise du mouvement ouvrier et aux ruptures sociales, culturelles et identitaires intervenues dans la dernière décennie. On s'attache à en déceler les inflexions les plus récentes, en relation avec les évolutions proprement politiques.

**Publications issues de l'opération**

**Contribution dans ouvrage collectif**

MICHELAT Guy, SIMON Michel (1996) "1981-1995 : Changements de société, changements d'opinion" dans *SOFRES, l'état de l'opinion 1996*, Paris, Éditions du Seuil.

**Articles de revue**

SIMON Michel (1994) "Attitudes et comportements politiques : quelles évolutions ?" *Revue Espace Marx*, n°5, juin, Lille.

SIMON Michel (1996) "Premiers regards sur le mouvement social : deux visions de la modernité", *Société française*, 3 (53), janvier / mars.

SIMON Michel (1996) "Représentations et attitudes politico-idéologiques : quelles évolutions ?", *Société française*, 4 (54), octobre / décembre.

**Communications**

SIMON Michel (1996) "Quelques remarques sur trente ans d'étude du comportement politique", Colloque *Trente ans de sociologie à Lille*, Lille, 22, 23 24 octobre.

MICHELAT Guy, SIMON Michel (1997) "Attributs ouvriers et vote", *Journée d'étude sur l'évolution de la catégorie socioprofessionnelle et les déterminants de la stratification sociale*, Observatoire sociologique du changement (CNRS / Fondation nationale des sciences politiques), Paris, 14 mars.

\*

\* \* \*



## ANNEXE

**Thèses soutenues depuis le 1er Juillet 1993 par des chercheurs ayant bénéficié d'un bureau dans le bâtiment de l'IFRÉSI**

Nom, prénom du Docteur	Unité	Directeur de thèse	Date de soutenance	Établissement	DEA d'origine
BUSTREEL Anne	CLERSE	Stankiewicz F	01.97	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
DEMAZIERE Christophe	CLERSE	Moulaert F.	12-96	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
DJELLAL Faridah	CLERSE	Gadrey J. / Moulaert F.	12-93	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
DICKEL Sandrine	CLERSE	Grevet P.	09-97 soutenance fixée	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
DUPREZ Dominique	CLERSE	Simon M.	11.94	USTL	Changement social
FRISER Karine	CLERSE	Rabier J.C.	01.96	USTL	Changement social
GALLOUJ Camal	CLERSE	Gadrey J.	10-93	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
HEGO Edith	CLERSE	Gadrey J	06-96	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
MAUNY Pascal	CLERSE	Gosselin G.	01.95	USTL	Changement social
MIRAOUI Abdelkrim	CLERSE	Grevet P.	02-96	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
PERNOD Martine	CLERSE	Grevet P.	05-97	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
SCHEER Jean-Marie	CLERSE	Grevet P.	03-97	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
TOUTIN-TRELCAT MH	CLERSE	Stankiewicz F	1996	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines
WANSCOOR Eric	CLERSE	Berthoud A.	1994	USTL	Économie industrielle et des ressources humaines

LE MÉNÉ Christine	LGH	Bruyelle P.	01/94	USTL	Géographie USTL
COUPLEUX-VANMEIRHAEGHE Sylvie	LGH	Thumerelle PJ	12/94	USTL	Géographie USTL
SCHOEMAECKER-DUHAMEL Sabine	LGH	Thumerelle PJ	12/94	USTL	Géographie USTL
GHEKIERE Jean-François	LGH	Thumerelle PJ	01/96	USTL	Géographie USTL
LANTREIBECQ-DELMER Sylvie	LGH	Battiau M.	01/96	USTL	Géographie USTL

BENOIT BAZIN Sylvie	CESURE /CEPE	Jayet H. /Dormard S.	11/96	USTL	Espace européen économique et social
---------------------	--------------	----------------------	-------	------	--------------------------------------

**Total des thèses soutenues par des chercheurs ayant bénéficié d'un bureau dans le bâtiment de l'IFRÉSI : 20**



## C. LES ACTIVITÉS INTERNATIONALES

Développer fortement la dimension internationale des recherches entrant dans le programme de l'IFRÉSI était un objectif prioritaire du projet fédératif 1994-1997. Un ensemble important de résultats a été obtenu, Cécile SOUDAN IE CNRS affecté au niveau de la fédération ayant la responsabilité de l'ingénierie en la matière. Le bilan est présenté sous les rubriques suivantes :

1. Mobilité internationale des chercheurs
2. Opération internationale avec le PIR-Villes
3. Réseaux internationaux financés par la Communauté Européenne
4. Autres recherches menées dans le cadre de coopérations internationales
5. Traduction scientifique.

*Nota : En annexe de ce point C, est inséré un tableau sur les principales institutions étrangères avec lesquelles l'IFRÉSI est engagé dans des actions de coopération suivies depuis le 01/01/1994.*

### 1. MOBILITÉ INTERNATIONALE DES CHERCHEURS

#### 1.1. Accueil de post-doctorants étrangers dans le cadre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Communauté Européenne (3eme PCRD)

De mars 1993 à novembre 1994, l'IFRÉSI a accueilli, pour une durée de 6 mois à un an, 6 post-doctorants étrangers dans le cadre du programme "Capital Humain et Mobilité" de la Commission des Communautés Européennes (Bourses institutionnelles, DG XII). Le projet sur lequel l'IFRÉSI avait obtenu le statut "d'Institution d'accueil" s'intitulait : "Approches européennes comparées en économie des activités informationnelles, des services, des organisations, et en droit de l'administration".

Trois professeurs ont été particulièrement impliqués dans le suivi scientifique de ces six chercheurs : Jean Gadrey (pour le suivi de E. Drymbetas, M. Boden et S. Graham), Frank Moulaert (pour le suivi de P. Delladetsima et A. Rodriguez) et Gérard Marcou (pour le suivi de P. Sabbioni).

L'intégration de ces chercheurs à l'IFRÉSI s'est révélée en général excellente et a conduit dans quatre cas à l'instauration de liens scientifiques forts et durables. Plusieurs éléments en témoignent : présence lors de leur séjour dans les séminaires et réunions de travail avec les équipes de chercheurs de l'IFRÉSI, publications co-signées, participation après leur séjour à l'élaboration en commun de projets de recherche internationaux dans l'avancement desquels ils jouent un rôle moteur.

Dans ces interactions, plusieurs jeunes chercheurs de l'IFRÉSI ont, à l'inverse, fortement bénéficié de la présence des chercheurs accueillis, de leurs connaissances et de leurs réseaux.

Les activités des chercheurs étrangers accueillis ont été les suivantes :

• Mark BODEN du PREST de l'Université de Manchester (GB) (Octobre 1993-Juillet 1994).  
Sa recherche a porté sur la concurrence en matière de technologies, l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies des firmes dans ce domaine. Dans une perspective évolutionniste, il s'est attaché à comprendre la nature des connaissances technologiques dans les firmes, le rôle des structures organisationnelles dans les flux de connaissances et la façon dont le cadre organisationnel influe sur et est influencé par les stratégies en matière de technologie.

Son séjour à l'IFRÉSI a permis de nouer des liens de recherche importants avec l'Université de Manchester (PREST). La première manifestation de ces liens nouveaux a été la collaboration entre l'IFRÉSI et le PREST pour l'évaluation du programme coopératif de recherche "Alliance" (financement d'opérations de recherche impliquant des équipes françaises et britanniques). Cette étude commanditée par le Ministère des Affaires étrangères et le British Council relevait de la responsabilité scientifique du PREST de l'Université de Manchester avec comme chercheurs : Paul Cunningham, Neville Reeve, Mark Boden et avec la collaboration du côté de l'IFRÉSI de Faridah Djellal et Camal Gallouj. Elle comportait trois objectifs principaux : l'analyse qualitative et quantitative du programme ; l'évaluation des aspects administratifs du point de vue des acteurs concernés ; l'analyse des résultats avec des propositions de modifications.

La collaboration avec le PREST s'est ensuite encore intensifiée, notamment dans le cadre du programme de recherche financé par la Commission des Communautés Européennes intitulé "Innovation in services and services in innovation" (programme TSER, DG XII) coordonné par le STEP Group, Oslo, Norvège et dans lequel l'IFRESI et le PREST sont deux des dix équipes participantes (opération 1.2.1. C).

- Pavlos DELLADETSIMA de l'Université de la Mer Egée (Grèce) (Mars-Novembre 1993)

Avec une dimension comparative, son travail a porté sur l'expansion du rôle des institutions supranationales, en particulier européennes, dans le développement spatial, les politiques visant certaines zones géographiques, etc.... A la suite de 6 mois financés par le programme européen "Capital Humain et Mobilité", il a eu la possibilité de demeurer sur contrat trois mois supplémentaires.

Son excellente intégration a permis la mise en place d'une coopération durable qui s'est déjà manifestée à plusieurs occasions. Avec Frank Moulaert et Lila Leontidou (King's College, Londres), il a publié, dans le cadre du programme Européen "Poverty III" un rapport intitulé "Local Development Strategies in Economically Disintegrated Areas : A Pro-active Strategy against Poverty in the European Community". Il participe, tout comme Frank Moulaert à un réseau thématique intitulé "Knowledge Intensive Services in Innovation", coordonné par le University College de Londres dans le cadre du programme TSER de la DG XII de la Commission des Communautés Européennes (opération 2.1.2. C). Enfin, il est partie prenante dans un projet de réseau ("Urban Redevelopment and Social Polarization in the City") coordonné par Frank Moulaert, déposé en décembre 1996 à la DG XII de la Commission des Communautés Européennes dans le cadre du programme "Recherche Socio-économique Finalisée".

- Vangelis DRYMBETAS de l'Université de Thessalonique (Grèce) (Mars-Août 1993)

Sa recherche intitulée "Technologies informationnelles et connaissance économique, approche comparative" a eu pour objet la croissance du poids relatif des ressources systémiques consacrées à l'organisation, la structuration et le fonctionnement du système industriel français. Il s'est attaché à démontrer l'existence d'une relation entre l'augmentation de ce coût métabolique et la croissance globale en France, et à déterminer le rôle des technologies informationnelles comme éléments de freinage de l'augmentation de ce coût métabolique.

- Stephen GRAHAM de l'Université de Newcastle upon Tyne (GB) (Mars-Août 1994)

Dans le cadre de son projet de recherche "Étude comparative des meilleures politiques de développement pour les réseaux économiques locaux", il a analysé et comparé les efforts réalisés par diverses localités britanniques, françaises, allemandes et danoises en matière de politique de réseaux, en mettant l'accent sur les "meilleures pratiques" susceptibles d'être reprises par les décideurs politiques. Il a cherché à mettre en évidence les conditions préalables à la réussite du développement des structures en réseau, les structures organisationnelles adéquates au développement des réseaux inter-firmes et les façons les plus efficaces de gérer les flux d'informations dans l'organisation de ces réseaux.

- Arantxa RODRIGUEZ de la Faculté de Sciences économiques de Bilbao (Espagne) (Janvier-Juin 1994)

Arantxa Rodriguez a travaillé sur les dynamiques de restructuration dans les activités manufacturières et l'impact des nouvelles industries de service dans ces processus. Elle a mis en évidence le rôle effectif ou potentiel des prestataires de services comme intermédiaires dans la transmission et la diffusion d'informations et de connaissances. Elle a analysé en second lieu les diverses mesures en matière de politique d'innovation mises en place dans les régions de tradition industrielle, et en particulier les initiatives lancées par les institutions régionales et locales européennes afin de stimuler une réorganisation efficace par le développement et/ou le renforcement de systèmes d'innovation régionaux. Ce second point a fait l'objet d'une analyse comparative des systèmes d'innovations régionaux de la Région Lille-Roubaix-Tourcoing et du Pays Basque espagnol. Enfin, elle en a tiré des conclusions pratiques pour les politiques régionales orientées vers l'innovation dans les régions de tradition industrielle.

A l'occasion de ses 6 mois de recherche à l'IFRESI, Arantxa Rodriguez a travaillé en étroite collaboration avec Frank Moulaert et Christophe Demazière. Elle a participé au colloque "Villes, Entreprises et Société à la veille du XXIe Siècle" organisé par l'IFRESI et le PIR-Villes les 16, 17 et

18 mars 1994. Sa contribution à ce colloque "Planning the Revitalization of an Old Industrial City : Urban Policy in Metropolitan Bilbao" est parue dans "Local Economic Development in Europe and the Americas" (Eds C. Demazière et P. Wilson) publié en français chez L'Harmattan et en anglais chez Mansell, Pinter.

D'autre part, elle est partie prenante dans le projet de réseau ("Urban Redevelopment and Social Polarization in the City") coordonné par Frank Moulaert et déposé dans le cadre du programme "Recherche Socio-économique Finalisée" de la Commission des Communautés Européennes (DG XII).

- Paolo SABBIONI de l'Université Catholique de Milan (Novembre 1993-Octobre 1994)

Dans le cadre du programme de l'IFRÉSI, Paolo Sabbioni a été intégré aux activités du CRAPS. Il a effectué une recherche comparative approfondie sur le service public en droit administratif français et italien, sous la direction de G. Marcou, Professeur de Droit public et Directeur du CRAPS. Son étude est au stade de la rédaction.

Cette recherche a trouvé un prolongement important dans la commande à Paolo Sabbioni par le Professeur Franck Moderne (Paris I) d'un article sur le service public en Italie dans la perspective européenne pour un ouvrage collectif qu'il dirige sur le service public en Europe. En outre, Paolo Sabbioni a participé à la recherche menée par le CRAPS sur le développement des relations contractuelles entre personnes publiques dans le cadre des politiques urbaines (PIR-Ville, Programme "Contrats et conventions dans le gouvernement des villes"), qui a donné lieu, les 26 et 27 septembre 1996, à un colloque intitulé "l'Urbanisme transfrontalier, droit et pratiques" organisé à Lille en collaboration avec Le Groupement de Recherche sur les Institutions et le Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat (GRIDAUH) ; l'Association française et l'Association internationale de Droit de l'Urbanisme (AFDRU et AIDRU). P. Sabbioni a encore participé avec le CRAPS à l'opération "Contrats et conventions dans le gouvernement des villes" qui a donné lieu à un certain nombre de publications (opération 2.2.2. B).

Dans le prolongement de cet échange le CRAPS et le Département de Droit public et privé de l'Economie de l'Université catholique de Milan poursuivent leur coopération scientifique. Le Professeur Enzo Balboni a participé à une journée d'étude organisée à la fin de 1995 par le CRAPS sur le Président de la République italienne, dans une optique comparative. Il a participé à l'opération "Mutations du droit et autonomie des ordres juridiques" (opération 2.2.1. A). En mai 1995, le Professeur Gérard Marcou a été invité par l'Université catholique de Milan pour faire une série de conférences à Milan, Piacenza et Ferrare sur différents aspects de l'évolution récente du droit français.

## 1.2. Autres chercheurs étrangers accueillis à l'IFRÉSI

Outre les chercheurs intervenant dans le cadre du programme européen "Capital Humain et Mobilité", l'IFRESI a accueilli 5 autres chercheurs étrangers dans la période couverte par ce rapport.

Deux géographes étrangers ont travaillé avec F. CUÑAT sur le thème de la cartographie dans les processus de développement urbain et régional; il s'agit de:

- Galina GORNOSTAEVA, senior researcher à l'Université de MOSCOU, qui, de juillet 1993 à avril 1994, a bénéficié d'une bourse du Conseil Régional NPC. Son travail a été centré sur le développement de l'outil cartographique pour l'analyse des relations entre le système productif et le système urbain. Les applications portent sur la Région de Moscou et sur celle du NPC

- Angel PIUEYO, chercheur à l'Université de SARAGOSSE, a été accueilli de Janvier 1994 à Juillet 1995 avec une aide financière du Ministère Espagnol de la Recherche et de l'Education. Il a développé des travaux plaçant la cartographie au sein du système décisionnel en Aménagement du Territoire par les méthodes des potentiels et des accessibilités. Les applications font référence aux espaces régionaux de l'Espagne, ainsi qu'à l'organisation du Nord - Pas de Calais (opération 2.1.2. F).

D'autre part, dans le cadre de la coopération entre l'IFRÉSI et le PIR-Villes à l'occasion de l'opération "Villes, Entreprises et Société à la veille du XXIe Siècle", l'IFRÉSI a pu accueillir deux chercheurs associés pour une durée de trois mois chacun :

- Albert MARTENS, Université de Leuven, Belgique (Avril-Juin 94). Dans le cadre du colloque "Villes, Entreprises et Société", il s'est principalement penché sur l'axe "Marchés locaux d'emploi, catégories socio-professionnelles et identités des groupes sociaux urbains". En collaboration avec Monique Vervaeke de l'Iresco, il est responsable de l'une des publications issues du colloque, sur le thème de la polarisation sociale dans les grandes villes (Martens et Vervaeke, Anthropos, Economica, 1997) (opération 2.1.2. A).
- Patricia WILSON, de l'Université de Austin au Texas, USA. (juin-août 1994). Elle a travaillé sur un axe spécifique du colloque : le développement économique local en Europe et aux Amériques. Trois ouvrages à paraître (Demazière et Wilson, 1995, Mansell et l'Harmattan ; Wilson, Desarollo Local in Latino Americana, SIAP Journal) concrétisent les résultats de cette collaboration.
- Enfin et toujours dans le cadre de l'opération "Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXIe Siècle", l'IFRESI a accueilli pendant un mois au printemps 1994, Gyorgyi BARTA du Regional Science Institut de Budapest (opération 2.1.2. A).

### **1.3. Séjours de longue durée à l'étranger de membres de l'IFRÉSI**

- Christophe DEMAZIERE, dans le cadre du Programme franco-britannique du CNRS, a effectué un séjour d'une année (octobre 1993 à septembre 1994) au Centre for Advanced Studies in the Social Sciences (CASS) de l'Université de Cardiff-Pays de Galles. Le CASS est un centre de recherche en économie régionale, urbaine, et de l'innovation. Ce séjour a été rendu possible grâce au soutien du British Council (Paris). Il a été consacré à un approfondissement de la littérature internationale en économie urbaine, à l'étude de la politique urbaine en Grande-Bretagne, et en particulier à une évaluation des stratégies de re-développement physique des quartiers ouvriers anciens.
- Olivier KOURCHID a été visiting scholar à l'Université de Californie, département de sociologie (Berkeley) et Institut de Relations Industrielles (Los Angeles) juin-septembre 1993, avec comme objectif une recherche documentaire et théorique sur la nature des risques industriels dans le monde de la mine (USA et autres continents)
- Thierry RIBAULT se trouve au Japon depuis mars 1993 (cf. la fiche 1.2.1. D de la deuxième partie de ce rapport pour l'insertion de ce séjour dans le programme de recherche de l'IFRÉSI). De mars 1993 à octobre 1994, il a bénéficié d'une bourse post-doctorale financée par la *Japanese Society for the Promotion of Science* afin de développer un projet sur l'info-structure japonaise et le rôle des pouvoirs publics dans son développement. Durant cette première période, il a été accueilli par le Département de R&D du *National Center for Science Information Systems* (NACSIS) à Tokyo. Recruté en octobre 1994 comme Chargé de Recherche au CNRS, il est, depuis février 1995, chercheur détaché à la Maison Franco-Japonaise de Tokyo où il développe des travaux sur les activités de services au Japon. Ce projet de recherche amorcé à la *Maison Franco-Japonaise* de Tokyo, s'intègre dans un projet plus vaste de comparaison des systèmes d'emploi en Europe et au Japon dans les activités commerciales et de services.
- Dominique REDOR a été invité par l'Université du Massachusetts (Boston) du 15 février 1995 au 15 mars 1995 dans le cadre du "European Studies Program" pour faire un ensemble de conférences et séminaires sur différents aspects de l'intégration économique européenne (politique commerciale européenne, spécialisation du travail à l'intérieur de l'UE, effets sur l'emploi de l'intégration, etc.).
- Dominique DUPREZ a été visiting scholar au Center for Western European Studies, dirigé par M. Castells, à l'Université de Californie (USA) en mai-juin 1996 dans le cadre d'un programme NSF-CNRS sur les nouvelles marginalités dans les grandes métropoles urbaines. Ce séjour a été l'occasion de préparer un ouvrage collectif publié en juillet 1997 aux Presses Universitaires de Berkeley.
- Frank MOULAERT a bénéficié d'une Bourse de mobilité (catégorie 40) de la Commission des Communautés Européennes (DG XII) (été 1996) afin de mener à l'Université de Reggio Calabre, Italie une recherche comparative sur la politique de développement régional. Cette mobilité s'inscrit dans les activités de rédaction d'un manuel sur l'économie régionale (5 des 15 chapitres rédigés pour l'instant).

• Faridah DJELLAL a été visiting scholar à l'Université d'Oxford (Nuffield College) d'octobre à décembre 1996 grâce à une allocation de recherche co-financée par le Programme SHS-Europe et le Nuffield College d'Oxford

• Stéphane CALLENS a obtenu une bourse de chercheur invité au Max-Planck-Institut für Wissenschaftsgeschichte de Berlin du 1er octobre 1996 au 30 septembre 1997 afin de mener un programme de recherche sur l'histoire de la mesure du risque. Dans ce cadre, il a déjà participé à plusieurs séminaires à Munich, Berlin et Iena. Il profite en outre de cette opportunité pour consolider un réseau international sur le thème de l'histoire du risque et de l'assurance. Ce réseau est basé sur une collaboration entre des laboratoires régionaux et l'Institut Max Planck. (opération 2.1.3. F).

• François STANKIEWICZ a été Visiting Professor à Kwansa Gakuin (Japon) en avril-mai 1997.

## 2. OPÉRATION INTERNATIONALE AVEC LE PIR-VILLES :

### Colloque "Villes, entreprises et société à la veille du XXIème siècle"

Dans le cadre du Programme interdisciplinaire de recherche sur la ville mis en place par le CNRS en liaison avec diverses institutions (dont la DATAR pour l'opération indiquée ici) l'IFRESI a réalisé à partir du premier semestre 1993 une opération lourde à forte insertion internationale sur le thème "Villes, entreprises et société à la veille du XXIème siècle".

Cette opération a donné lieu à une recherche préparatoire, puis à l'organisation d'un colloque international à Lille les 16-17-18 mars 1994 (Responsable Scientifique : F. MOULAERT, Ingénierie : C. SOUDAN). Les résultats de ce colloque ont été publiés dans 4 ouvrages collectifs (chez Mansell, Pinter, Economica, L'Harmattan) et 4 numéros spéciaux de revues (Urban Studies, International Journal of Urban and Regional Research, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, Revista Interamericana de Planificación), dont 4 sous la direction de Frank MOULAERT (opération 2.1.2. A).

#### L'organisation du colloque, les participants et les communications

Deux séminaires de travail du Comité Scientifique du colloque se sont tenus respectivement les 22 juin et 4 octobre 1993 dans les locaux de l'IFRESI avec la participation active et la présence effective de :

- Chercheurs étrangers : Prof. Peter DE RUIJTER, TNO Institute of Spatial Organization, Delft; Prof. Tony FIELDING, Centre for Urban and Regional Research, Université du Sussex, Brighton; Prof. Jan LAMBOOY, Centrum voor Groostedelijk Onderzoek, Université d'Amsterdam; Prof. William LEVER, Centre for Urban and Regional Research, Université de Glasgow; Prof. Albert MARTENS, Universiteit Katholieke, LEUVEN; Prof. Enzo MINGIONE, Université de Messine; Prof. Allen SCOTT, UCLA, USA; Prof. Arie SHACHAR, Hebrew University of Jerusalem;
- PIR-Villes et Plan Urbain : Francis GODARD, Directeur adjoint du PIR-Villes; Michèle ANSIDEI, Chargée de Mission au PIR-Villes; Nicole MAY du Plan Urbain
- IFRESI : Michel AUTES, Christophe DEMAZIERE, Patrice GREVET, Hubert JAYET, Gérard MARCOU, Frank MOULAERT, Cécile SOUDAN, Zaihia ZEROULOU
- IRESCO : Edmond PRETECEILLE, IRESCO
- Agence de Développement et d'Urbanisme de Lille : Annick LOREAL, Chargée de mission.

Le Colloque «Villes, Entreprises et Société à la Veille du XXIe Siècle» s'est déroulé avec un très grand succès les 16, 17 et 18 mars 1994. La réussite tient à la fois au nombre des participants et à la qualité des communications et débats. Elle fournit des atouts importants pour la suite des recherches sur les thèmes de la Ville à l'Ifresi et dans les équipes de recherche participant à la fédération.

Les deux journées et demi de débats étaient organisées en 4 sections et 44 ateliers. Les discussions ont rassemblé 360 participants venus dans 60 % des cas de l'étranger avec une représentation de tous les continents :

France : 142

Europe (sauf France) : 175 (Allemagne : 6, Autriche : 2, Belgique : 23, Danemark : 1, Espagne : 9, Grande Bretagne : 66, Grèce : 7, Hongrie : 1, Irlande : 4, Italie : 12, Norvège : 2, Pays-Bas : 23, Pologne : 1, Portugal : 7, Russie : 2, Suède : 6, Suisse : 3)

Amériques : 34 (Argentine : 1, Brésil : 1, Canada : 5, USA : 27)

Australie : 3

Asie : 5 (Corée : 2, Inde : 1, Israël : 1, Taiwan : 1)

Afrique du Sud : 1

197 communications ont été rédigées et présentées par 280 auteurs.

### **Le contenu scientifique**

Le contenu scientifique du colloque s'est centré sur les rapports actuels entre d'une part la dynamique du système productif avec son organisation spatiale, d'autre part la société urbaine et l'administration publique des villes et territoires.

Une perspective d'ensemble a été donnée dans une introduction générale de F. Moulaert, dans les quatre rapports de la séance plénière inaugurale (L. Bergeron, N. May, E. Mingione, P. Veltz), et dans les six communications de synthèse des discussions présentées lors de la séance de clôture (M. Autès, W. Lever, F. Moulaert, S. Sassen, A. Scott, M. Storper).

Entre les deux séances plénieress, les présentations des communications et les discussions se sont organisées autour de quatre volets.

- Le premier volet «Globalisation économique et dynamiques urbaines» a été introduit par A. Shachar (Hebrew University of Jerusalem) et a bénéficié de 38 communications. Il a porté sur les rapports entre les changements dans l'organisation fonctionnelle des grandes entreprises multinationales, la division internationale du travail et les hiérarchies internationales et nationales des villes métropolitaines. Un intérêt particulier a été accordé aux différents types de réseaux et de hiérarchies de villes globales, nationales, régionales.
- Le deuxième volet «Stratégies des entreprises, insertion territoriale et mobilisation / construction des ressources urbaines» (51 communications) introduit par M. Savy (École Nationale des Ponts et Chaussées, Paris) a examiné les rapports entre l'organisation et la stratégie des firmes, les formes spatiales qu'elles adoptent, leurs modes d'insertion dans les sociétés urbaines et les réseaux de villes. Ces modes d'insertion concernent l'organisation de l'espace urbain et interurbain. Ils concernent aussi la construction, la mobilisation, la destruction, des différents types de ressources produites dans les interactions entre acteurs de la vie urbaine.
- Le troisième volet «Marchés locaux d'emploi, catégories professionnelles et identités des groupes sociaux urbains» (27 communications) a été introduit par A. Martens (Universiteit Leuven, Belgique). Il a été l'occasion de faire un bilan des connaissances sur les liens entre d'une part les changements dans les comportements et modes d'organisation des entreprises, et d'autre part les mutations des marchés du travail locaux, des catégories professionnelles et des identités des groupes sociaux urbains.
- Le quatrième volet «Développement économique local et politiques publiques» a été introduit par E. Préteceille (IRESCO, Paris). Il a bénéficié d'un nombre particulièrement important de communications avec 56 textes témoignant de la place donnée aux interactions entre politiques publiques et entreprises dans l'évolution urbaine et dans la restructuration des espaces. Des éléments importants ont été rassemblés concernant les objectifs apparus au cours de la dernière décennie dans les politiques publiques face aux transformations du système productif, les cadres institutionnels, les territoires d'application des politiques publiques, leurs domaines d'intervention et instruments. Ces éléments débouchent sur la transformation des identités urbaines locales et sur les nouvelles formes de régulation socio - politique dans les dynamiques privées - publiques.

Simultanément, 10 communications ont été consacrées à la théorie urbaine.

## **Les publications issues du colloque**

### **Ouvrages**

MOULAERT Frank, SCOTT, Allen J. (eds.) (1997) *Cities, Enterprises and Society at the Eve of the XXIst Century*. Pinter Publishers.

MOULAERT Frank, SHACHAR, Arie (eds.) (1995) Cities and Economic Globalization, *Urban Studies*, avril.

MOULAERT Frank, HARLOE, Michael (eds.) (1995) Recent contributions to urban theory, *International Journal of Urban and Regional Research*.

MOULAERT Frank, FARCY Hélène (eds.) (1995) Nouvelles approches des économies d'agglomération, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 4.

DEMAZIÈRE Christophe (ed.) (1996) *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*, L'Harmattan.

DEMAZIÈRE Christophe, WILSON Patricia A. (eds.) (1996) *Local Economic Development in Europe and the Americas*. Mansell.

MARTENS Albert, VERVAEKE Monique (eds.) (1997) *La polarisation sociale dans les villes*, Anthropos/Economica, 1997.

WILSON, Patricia A. (ed.) (1995) Desarollo Local, *Sociedad InterAmericana de Planificacion Journal*, numéro spécial.

### **Contributions dans ouvrage collectif**

MOULAERT, Frank, DEMAZIÈRE Christophe (1996), Le développement économique local dans une Europe "post-fordiste": inventaire et réflexions stratégiques, in C. DEMAZIÈRE (ed.), pp. 53-75, 1996.

DEMAZIÈRE Christophe (1996), Introduction, in C. Demazière et P.A. Wilson (eds.), *Local Economic Development in Europe and the Americas*, Londres, Mansell, pp. xii-xx, 1996.

DEMAZIÈRE Christophe (1996), Du global au local, du local au global. Origine, diversité et enjeux des initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique, in C. Demazière (ed.), *Du local au global*, Paris, L'Harmattan, pp. 11-49, 1996.

MOULAERT Frank, SCOTT Alen.J., FARCY Hélène (1997), Producer Services and the Formation of Urban Space, in MOULAERT F., SCOTT A.J. (eds.), *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the XXIst Century*, Londres, Pinter.

### **Articles de revue**

FARCY Hélène, MOULAERT Frank (1995), Les économies d'agglomération: la génèse d'un concept, *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°4, pp. 597-604.

### **3. RÉSEAUX INTERNATIONAUX FINANCÉS PAR LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE**

#### **"CULTURAL ASPECTS OF SOCIAL EXCLUSION FROM THE LABOUR MARKET ON THE BASIS OF LOW SKILLS AND QUALIFICATIONS"**

Financé par la Commission des Communautés Européennes (DG XXII) dans le cadre du programme Leonardo da Vinci  
Décembre 1996 - décembre 1998 (voir opération 1.1.2. B)

LASTREE-CLERSE : Didier DEMAZIERE, Brigitte MONFROY	Coordonateur : Tavistock Institute, Londres (Carlos Frade), Autres membres : University of Antwerpen, Department of Sociology and Social Policy (Jan Vranken) ; Gabinet d'Estudis Socials, Barcelone (Jordi Estivill).
---	---

L'objectif est de mieux comprendre, de mettre en évidence, et d'évaluer, la façon dont les "cultures soutenues par les institutions" (celles qui sont mises en avant dans les politiques nationales ou les initiatives en faveur de la formation, et dans lesquelles interviennent les acteurs locaux et le secteur privé, par exemple la culture d'autonomie, la culture d'entreprise, etc...) peuvent aider à réduire l'écart entre les "cultures de marginalisation" (vécues par ceux qui sont exclus du marché du travail en raison de leur faible niveau de qualifications) et les "cultures dominantes" (à l'oeuvre sur le marché du travail) au moyen de nouveaux dispositifs innovants destinés à dotés les exclus des qualifications qui leur permettent d'intégrer le marché du travail

#### **"INNOVATION IN SERVICES AND SERVICES IN INNOVATION"**

Programme TSER, DG XII  
Mars 1996 - mars 1998 (voir opération 1.2.1. C.)

LAST-CLERSE : Faïz GALLOUJ, Camal GALLOUJ, Faridah DJELLAL,	STEP Group- Stiftelsen Studies in Technology, Innovation and economic Policy (Oslo, Norvège), J. Hauknes, Coordinateur du projet. CERES (Center of economic research and environmental strategy), (Athènes, Grèce), T. Katsoulakos ; CSS (Center for system analysis), (Turin, Italie), C. Antonelli ; DIW-Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Berlin, Allemagne), B. Preissel et A. Ahaid ; NUTEK (Swedish national Board for industrial and technical development), (Stockholm, Suède), L. Stenberg ; PREST (Programme of Policy Research in Engineering, Science and technology), (Manchester, Grande Bretagne), I. Miles ; ROSKILDE University (Roskilde, Danemark), J. Sundbo ; STB-TNO (Centre for technology and Policy Studies), (Apeldoorn, Pays-Bas), P. Den Hertog et R. Bilderberk ; CENTRIM (Brighton, Royaume-Uni), M. Hales et J. Bessant.
--	--

Ce programme s'intéresse à la fois aux dimensions macroéconomiques et microéconomiques de l'innovation dans et par les services, orientant les réflexions dans deux directions jusque là peu exploitées : la dimension de comparaison internationale et la question du rôle des services dans l'innovation de leurs clients. Un premier rapport intermédiaire intitulé "sectoral trajectories of innovation in services in France" (Faridah Djellal, Camal et Faïz Gallouj) a tenté de mettre en évidence un certain nombre de caractéristiques macro et microéconomiques de l'innovation dans plusieurs secteurs de service : le conseil, l'assurance, la grande distribution, l'hôtellerie-restauration, le nettoyage et le transport. La comparaison de ces résultats avec ceux établis par les autres équipes européennes devrait permettre de tester l'hypothèse de l'existence d'un profil ou d'un modèle français de l'innovation dans les services.

#### **AIT-IMPLANT**

Projet financé dans le cadre du programme ESPRIT IV de la DG III de la Commission des Communautés Européennes

Septembre 1997 - septembre 1999 (voir opération 1.2.2. F.)

CLERSE : Christian MAHIEU	Autres membres : l'équipe LIGL (R. Soenen) de l'Université de Valenciennes, l'équipe de recherche HUSAT de l'Université de Coughborough (Royaume-Uni) et les entreprises Renault, Fiat, Daimler Benz et Aerospatiale.
---------------------------	---

Ce projet porte sur le développement d'une méthodologie de conduite du changement généré par l'implantation des techniques du travail collectif assisté par ordinateur et de la téléingénierie simultanée.

#### **"KNOWLEDGE-INTENSIVE SERVICES AND INNOVATION"**

Dans le domaine I.1 du Quatrième Programme Cadre de Recherche de la Communauté Européenne, *Evaluations des options de politique scientifique et technologique en Europe*, thème : *Analyse de la situation de la RDT en Europe dans un contexte mondial*, Frank MOULAERT ainsi que Pavlos DELLAETSIMA (ancien post-doctorant "Capital Humain et Mobilité" à l'IFRÉSI) sont parties prenantes dans un réseau intitulé "Knowledge-Intensive Services and Innovation".

Avril 1996 - octobre 1997 (voir opération 2.1.2. C.)

LAST-CLERSE : Frank MOULAERT, Hélène FARCY, Camal GALLOUJ	Coordonnateur : Peter Wood (Département de géographie, University College London).  Autres membres de ce réseau: le RIDER, M. Quévit (Belgique) ; le Département de géographie de l'Université de Stuttgart, Prof. W. Gaebe, Dr. Strambach (Allemagne) ; la Faculté de Géographie Humaine de l'Université de la Mer Egée, Dr. P. Delladetsima (Grèce) ; LITER, Naples, Prof. F. Martinelli (Italie) ; la Fondation SEO pour la Recherche économique de l'Université d'Amsterdam, Prof. J. Lambooij (Pays-Bas) ; le GEOIDEIA, Lisbonne, Dr. J. Ferrao (Portugal) ; et le QUASAR, Prof. J.R. Roura (Espagne)
---	--

L'objectif premier de ce réseau est de promouvoir les échanges d'informations sur le rôle des conseils à forte intensité de connaissance dans l'innovation technique et de management dans les différents Etats et régions de l'Union Européenne.

#### "EUROPEAN CITIES MULTIMEDIA ATLAS"

Programme financé par la DG XIII de la Commission de la Communauté Européenne dans le cadre du programme INFO 2000 (voir opération 2.1.2. F.)

Janvier 1997 - juillet 1997, puis septembre 1997 - septembre 1999

LGH : Federico CUNAT	Coordonateur : le Centre de Cultura Contemporania de Barcelone (Espagne) Autres membres : l'Université Polytechnique de Catalogne (Espagne); le Centre d'Etudes de la Faculté d'Architecture de Porto (Portugal) et l'entreprise Ifigenia (Madrid)
----------------------	---

L'objectif de ce projet est d'offrir une plateforme interactive on-line avec information actualisée sur l'héritage urbain, les processus et stratégies récentes, et les interventions sur l'espace public, afin de fournir des clés pour une compréhension de différentes villes analysées dans leur double dimension spatiale et temporelle.

#### REDÉVELOPPEMENT URBAIN ET POLARISATION SOCIALE DANS LA VILLE

Projet dont l'acceptation devrait être confirmée en juin-juillet 1997. Financé par la DG XII de la Commission de la Communauté Européenne dans le cadre du programme TSER.

CLERSE : Frank MOULAERT (coordonnateur)	Autres membres : l'Université du Pays-Basque (Arantxa Rodriguez); le département de géographie de l'Université d'Oxford (Erik Swyngedouw) ; le département de géographie du Saint Patrick's College de Maynouth, Irlande (Brendan Bartley) ; l'Institut Humboldt de Berlin (Hartmut Haüssermann) ; l'Institute for Urban and Regional Studies de la University of Economics and Business Administration de Vienne (Franz Tödtling) ; l'Université Catholique de Louvain (Louis Albrecht) ; l'Université d'Aveiro, Portugal (Artur Rosa Pires) ; la Roskilde University (John Andersen) ; le département d'études politiques et sociales de l'Université de Pavie (Serena Vicari Haddock) ; le Centre of Social Policy Studies, Rotterdam (Gerard Oude-Engberink) ; l'Université de la Mer Egée (Pavlos Dellatesima) et la University of Central England, Birmingham (Alan Middleton).
--	---

Face aux changements socio-économiques fondamentaux qu'ont connus les environnements urbains ces dix dernières années, et au renforcement de la concurrence mondiale entre les villes, cette recherche a pour objectif d'analyser les rapports entre les marchés du capital, du logement et du travail, dans 13 grands projets de développement urbain mis en oeuvre dans 12 Etats-membres de l'Union Européenne (Lille, Bilbao, Vienne, Dublin, Bixelles, Birmingham, Athènes, Naples, Berlin, Copenhague, Rotterdam et Londres).

## MODÈLES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

Projet de recherche actuellement en cours d'évaluation par le Fonds Régional de la CE (DG XVI, Programme RECITE II).

CLERSE : Christophe DEMAZIÈRE,  
Jean-Cédric DELVAINQUIÈRE,  
Hélène FARCY, Faridah DJELLAL,  
Frank MOULAERT.

Autres membres : Land Bremen/ L'Université de Brême, la  
région de Lombardie et la Fondation Seveso, l'Angleterre  
du Nord et CURDS (Newcastle), Castilla-La Mancha et  
l'Université Albacete et avec la Région Nord Pas de Calais

Ce projet devrait consister en 3 volets: (i) inventaire des outils de mobilisation socio-économique et de planification régionale et locale; (ii) réalisation de projets propres; (iii) échange d'information et de savoir-faire entre les régions concernées.

## 4. AUTRES RECHERCHES MENÉES DANS LE CADRE DE COOPÉRATIONS INTERNATIONALES

### STRATÉGIES DE GLOBALISATION DES FIRMES ET PROCESSUS DE CRÉATION/DESTRUCTION D'EMPLOIS

Étude comparative France/Grande Bretagne/Italie destinée au Commissariat Général du Plan (voir opération 1.1.1.B.)

Décembre 1994 - juin 1996

CEPE : Hadjila KRIFA, Eric RUGRAFF,  
Karine VERMEIRE, Bénédicte DEWULF.

Giovanni BALCET (Université de Turin),  
Aldo ENRIETTI (Université de Turin),  
Jason DUCKWORTH (St Peters'College, Oxford),  
S. SABEY (St Peters'College, Oxford),  
A. SKINNER (St Peters'College, Oxford)  
Eric SWYNGEDOUW (St Peters'College, Oxford),  
Gianpaolo VITALI (CRIS Cn2, Turin).

L'objet de cette opération était d'apporter un éclairage sur les liens entre la globalisation des firmes et l'emploi dans les pays industrialisés. Pour ce faire, une étude comparative France / Grande Bretagne / Italie a été menée sur trois secteurs d'activité : industrie automobile, industrie agro-alimentaire et industrie du textile-habillement).

Rapport issu de l'opération

KRIFA Hadjila (dir) (1996) : "Stratégies de globalisation des firmes et création/ destruction d'emplois : étude comparative France Grande Bretagne, Italie". Rapport pour le Commissariat Général du Plan (n° 45/94). I.F.R.E.S.I. Novembre. Volume 1, 201 p. et Volume 2 (annexes), 134 p.

## TERRITORIALISATION et ORGANISATION DES ESPACES PRODUCTIFS

En cours depuis 1994 (voir opération 2.1.2. F.)

LGH&URA1020 : Federico CUÑAT CRAPS : Bernadette THOMAS URA 1020 : Alain DERVILLE, Philippe GUIGNET, HIRSCH Jean Pierre , Marie-José LUSSIEN-MAISONNEUVE, Philippe MARCHAND, Didier TERRIER LGH : DUHAMEL Sabine, VANMEIRHAEGUE-COUPLEUX Sylvie	José Luis CALVO, Angel PUEYO, José Miguel JOVER, Mari Pilar ALONSO (Université de Saragosse, Espagne) Galina GORNOSTAEVA (Université de Greenwich, Royaume-Uni) Bernadette MERENNE-SCHOUMAKER (Université de Liège, Belgique) Franz ROWE (Université de Dortmund, Allemagne) Christine LEE (Université de Leeds, Royaume-Uni) Manuel GUARDIA, Xavier MONCLUS, José Luis OYON (Université Polytechnique de Catalogne, Espagne)
---	--

Cette recherche vise à interroger le concept de territoire en tant que production relevant aussi bien de rapports sociaux que de démarches institutionnelles ou de représentations; elle porte aussi sur le rôle du "territoire" dans les régulations économiques et sociales.

Les travaux de cartographie réalisés à cet effet ont débouché sur la parution, en 1996, d'un ATLAS HISTORIQUE DES VILLES DE FRANCE formant partie d'un projet plus large (ATLAS HISTORIQUE DES VILLES EUROPÉENNES) conduit en collaboration avec d'autres équipes françaises et étrangères. Ils devraient s'étendre avec la mise au point d'un ATLAS MULTIMÉDIA DES VILLES EUROPÉENNES, dans le cadre du programme INFO 2000 de la Commission Européenne "Inf. 2000" en s'appuyant sur le réseau de chercheurs constitué à l'occasion de l'Atlas des Villes Européennes et en développant un programme de recherches spécifiques venant ajouter les thèmes de la centralité urbaine et des stratégies et processus d'urbanisme, à ceux déjà bien élaborés des héritages urbains.

### *Articles*

CUÑAT Fédérico, GORNOSTAEVA Galina, THOMAS Bernadette (1994), Approches sur le rôle de la territorialisation des services aux entreprises dans les villes industrielles, Colloque PIRVILLE/IFRESI,Lille.

CALVO José Luis, PUEYO Angel, JOVER José Miguel (1994), Cartographie des potentiels de population, application au cas de l'Espagne péninsulaire, Colloque CRESOC, Toulouse.

CUÑAT Fédérico (1994), Le territoire, oeuvre ouverte, Colloque CRESOC, Toulouse.

CALVO José Luis, CUÑAT Fédérico, PUEYO Angel, ALONSO Maria Pilar (1994), Intégration de réseaux d'infrastructure en Espagne et développement régional, Aragon et Valencia. Colloque GDR-CNRS -Dynmed, Corte.

## MUTATIONS DU DROIT ET AUTONOMIE DES ORDRES JURIDIQUES

Fin 1991 - fin 1996 (voir opération 2.2.1. A.)

CRAPS : Olivier BEAUD, Hilaire DJOMO, Bernard DOLEZ (Paris I), Raphaëlle FABRE, Gérard MARCOU, Philippe MEILLIER	E. BALBONI (Milan, Italie) Dieter BIEHL (Université de Francfort) T. BJERKÈN (Örebro, Danemark) A. BLECKMANN (Münster, Allemagne) Jean-Paul COSTA (Paris I) Francis DELPÉRÉE (Louvain-la-Neuve, Belgique) John F. McELDOWNEY (Warwick, Royaume-Uni) E. MALARET (Barcelone, Espagne) A.J.C. de MOOR-VAN VUGT et B.W.N. de WAARD (Tilburg, Pays-Bas) B. de WITTE (Maastricht, Pays-Bas).
--	---

Cette opération visait à analyser les mutations que le droit de l'administration a connues au cours des deux ou trois dernières décennies, et même au cours des années les plus récentes, dans huit pays européens. Elle a montré que ces mutations sont bien souvent indépendantes du processus d'intégration et traduisent, au contraire, la permanence et la capacité d'adaptation des systèmes nationaux du droit de l'administration.

MARCOU Gérard (1995), *Les mutations du droit de l'administration. Pluralisme et convergences* (1995) avec le concours du ministère de la Recherche et de l'IFRESI.

## CONTRATS ET CONVENTIONS DANS LE GOUVERNEMENT DES VILLES (PIR Villes)

1994 - 1997 (voir opération 2.2.2. B.)

CRAPS : Gérard. MARCOU, Jean-Louis THIÉBAULT, Philippe LAUVAUX, Bernard DOLEZ, Sylvie JACQUEMART, Florence LERIQUE	Ph. de BRUYCKER (Université Libre de Bruxelles, Belgique) P. SABBIONI (Université Catholique de Milan, Italie) H. de BRUIJN et M. van EETEN (Université de Technologie de Delft, Pays-Bas) J. MAWSON (Université de Dundee, Royaume-Uni) S. HALL (Université de Birmingham, Royaume-Uni).
--	---

Le projet, précisément intitulé *Négociations et obligations dans le gouvernement des villes*, avait pour but de rechercher :

- dans quelle mesure le développement des instruments contractuels était l'expression d'une évolution significative dans le modèle français de politique publique et dans le système politico-administratif local;
- quelle était sa signification pour le développement de la démocratie locale;
- comment les relations contractuelles entre les collectivités publiques s'inscrivent dans l'ordre juridique, et ce que le droit peut nous apprendre sur ces relations;
- et enfin dans quelle mesure le développement de ces relations trouve son origine dans les problèmes spécifiques de l'administration et du développement des villes.

La recherche s'est appuyée sur des enquêtes de terrain et le dépouillement des sources administratives dans le Nord-Pas de Calais et en Picardie, ainsi que sur les contributions de quatre équipes étrangères pour permettre une comparaison et rechercher quelle est la place dans ces pays des relations contractuelles entre autorités publiques pour la mise en oeuvre des politiques urbaines (Belgique, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni).

#### Publications issues de l'opération

##### *Contributions dans ouvrage collectif*

MARCOU Gérard, RANGEON François, THIEBAULT Jean-Louis (à paraître) "Le gouvernement des villes et les relations contractuelles entre les collectivités publiques", 50 p., à paraître dans l'ouvrage collectif du PIR Villes au titre du programme *Contrat et conventions dans le gouvernement des villes*.

MARCOU Gérard (1994) "Les instruments contractuels de l'aménagement du territoire et les relations entre les collectivités publiques, p.371-383 dans: J.-C. NEMERY (dir.), *Le renouveau de l'aménagement du territoire*, Economica, 1994.

MARCOU Gérard (1996) "Gouverner les villes par le droit?", séminaire du CURAPP, 17 mars 1995, à paraître dans: CURAPP, *La gouvernabilité*, PUF, 1996.

##### *Communications*

MARCOU Gérard (1995) "La part du droit dans les contrats ou les conventions passés par les villes avec l'Etat et les collectivités territoriales", *IIIèmes Journées de l'IFRESI*, Lille, janvier 1995.

LERIQUE Florence (1995) "Contrat et politique publique de la ville", *IIIèmes Journées de l'IFRESI*, Lille, janvier.

### INVESTISSEMENTS PUBLICS ET RÉGIONS

Achevée en 1994 (voir opération 2.2.3. C.)

CRAPS : Gérard MARCOU, Michel LANGRAND (Préfecture de région Nord-Pas de Calais mis à la disposition du CRAPS)	Giancarlo POLA (Université de Ferrare, Italie) Nuria BOSCH (Université de Barcelone, Espagne) Emilio Walter TAMARINDO (Université de Gênes, Italie) Sylvie BIAREZ et Pierre KUKAWKA (CERAT, Grenoble)
--	--

Cette recherche s'est achevée en 1994. Son objet était d'établir comment et par quelles autorités les investissements publics sont financés dans six régions fortes de la Communauté européenne (Bade-Wurtemberg, Bavière, Catalogne, Ile-de-France, Lombardie, Rhône Alpes). Les résultats de la comparaison intéressent à la fois les institutions territoriales des quatre pays et les finances publiques.

#### Publication issue de l'opération

MARCOU Gérard, BOSCH Nuria, POLA Giancarlo (eds) (1994), *Investissement publics et régions*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, 303 p.

## GRANDS PROJETS, POLITIQUE INDUSTRIELLE ET INTÉGRATION TERRITORIALE

1994 - 1996 (voir opération 2.2.3. H.)

CRAPS : Gérard MARCOU, J. L. THIEBAULT, Florence BRAY, Michèle BREUILLARD, Séverine DECRETON, S. DUEZ, Sylvestre PIAM	R. VICKERMAN (Centre for European, Regional and Transport Economy, University of Kent at Canterbury, Royaume-Uni)
---	---

Une partie de cette recherche a été réalisé dans le cadre d'un accord de coopération scientifique entre l'Université de Lille II et l'Université du Kent, financé par le programme INTERREG. Elle a débouché sur l'organisation d'un colloque international à Lille par le CRAPS et le CERTE les 12 et 13 janvier 1995 pour évaluer l'expérience du tunnel sous la Manche et la confronter à un ensemble d'autres grands projets comparables d'infrastructures internationales : *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques.*

## L'ÉVALUATION DES PERSONNELS, DES ÉTABLISSEMENTS ET DES POLITIQUES DANS LES SYSTÈMES ÉDUCATIFS : Comparaison internationale France - Québec - Angleterre

Voir l'opération 1.2.1. F. en cours.

CLERSE : Lise DEMAILLY, Nicole GADREY, Juliette VERDIERE	A. LEPAGE (Université de Nottingham, Royaume-Uni) P.W. BELANGER (Université de Laval à Québec)
--	---

En matière de scolarité, la plupart des pays occidentaux connaissent un fort développement de l'évaluation des politiques publiques, ainsi que des tentatives pour améliorer l'évaluation des compétences des personnels. L'évaluation tend à devenir une technique sociale de régulation, à la fois mondialisée et marquée par des enjeux sociétaux propres à chaque pays.

## PROJET DE LABORATOIRE ASSOCIÉ AVEC LE MAX-PLANCK GESELLSCHAFT SUR LES DÉLINQUANCES ET L'INSÉCURITÉ.

Voir opérations 2.3. E et F

Dans le cadre des accords entre le CNRS et le Max-Planck, il est envisagé de créer dès janvier 1998 un Laboratoire Européen Associé entre le Max-Planck Gessellschaft de Fribourg (Allemagne) d'une part, le CESDIP (unité CNRS/Ministère de la Justice) et l'IFRÉSI d'autre part. L'objectif est de favoriser les échanges bilatéraux qui pourraient conduire à la mise en œuvre de recherches comparatives. Des échanges de chercheurs sont également prévus. Différents programmes ont été proposés : police, justice et immigration; usage, trafic et économie de la drogue; les politiques de sécurité des citoyens, intégrant la coopération policière frontalière et les sanctions pénales.

Un comité de projet a été mis en place comprenant H.J. Albrecht (Max Planck), Ph. Robert (GERN), R. Lévy (CESDIP) et D. Duprez (IFRÉSI).

## 5. TRADUCTION SCIENTIFIQUE

L'insertion internationale des participants à l'IFRÉSI va de pair avec un important travail de traduction scientifique effectué par Cécile SOUDAN, Ingénieur d'Etudes CNRS, Chargée de la coopération internationale de la fédération. Pour la période couverte par ce rapport (du 01-07-93 au 15-06-97), elle a effectué les traductions suivantes :

### 5.1. OPÉRATION "VILLES, ENTREPRISES ET SOCIÉTÉ À LA VEILLE DU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE"

- Christophe DEMAZIÈRE et Patricia WILSON (Eds), *Local Economic Development in Europe and the Americas*, Mansell, octobre 1995

Chapitres de :

Frédéric COROLLEUR et Bernard PECQUEUR, French Local Economic Policies in the 1980s : the Construction of Territorial Specificities as a Strategic Challenge for local Authorities ;

Pascale VAN DOREN, A program of Regional Development for Charleroi or how to deal better with the Innovative Environment Approach.

- Christophe DEMAZIÈRE (Ed), *Du local au Global. Les initiatives pour le développement économique en Europe et en Amérique*. L'Harmattan, octobre 1996.

Chapitres de :

Frank MOULAERT, Christophe DEMAZIÈRE, Le développement économique local dans une Europe post-fordiste. Inventaire et réflexions stratégiques ;

Wilhelm BENFER, Orientations des politiques de développement économique local en République Fédérale d'Allemagne ;

Arantxa RODRIGUEZ, Planifier la revitalisation d'une ville de tradition industrielle : innovations dans la politique urbaine de l'aire métropolitaine de Bilbao ;

Iain BEGG, Anna WHYATT, le développement économique de Londres dans le contexte des priorités politiques nationales : problèmes conceptuels, institutionnels et pratiques ;

Michael CHAPMAN, Le rôle de l'Union Européenne dans le développement économique local ;

Peter REID et Andrew CHURCH, L'internationalisation des politiques de développement économique local : La région Trans-Manche et les réponses au Tunnel sous la Manche ;

Patricia WILSON, Le développement économique communautaire aux États-Unis et en Amérique Latine ;

Kevin ARCHER, Dans l'ombre de Mickey : Les stratégies de re-développement de Tampa, Floride ;

Alma YOUNG et Jyaphia CHRISTOS-RODGERS, Discussions et pouvoir : Les stratégies d'organisation communautaire du Conseil des résidents du quartier de St Thomas, Nouvelle-Orléans ;

Lisa J. SERVON, Le micro-crédit et la nouvelle vague de développement économique local aux Etats-Unis : le potentiel du gouvernement entrepreneurial ;

Fabienne CORVERS, Ben DANKBAAR et Robert HASSINK, Euro-régions : tremplin vers le développement économique régional ? ;

Patricia WILSON, Perspectives pour le développement économique local.

- Frank MOULAERT et Allen J. SCOTT (Eds), *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the XXIst Century*, Pinter, 1997

Chapitres de :

Michel AUTRES, Public Action and Local Democracy against the Globalization of the Economy ;

Louis BERGERON, Enterprises in the French Urban Space since the Industrial Revolution ;

Nicole MAY, From the Territorial-based Organization of Production to Metropolization ;

Pierre VELTZ, Dynamics of Production Systems, Territories and Cities ;

Edmond PRETECEILLE, Urban Economic Restructuring and Public Policy.

- Albert MARTENS et Monique VERVAEKE (Eds). *Polarisation des Villes Européennes*. Economica, Anthropos, 1997.

Chapitres de :

- Svante BERGLUND et Lars Olof PERSSON, La restructuration du marché du travail et les processus ségrégatifs à Stockholm ;

- Wim BLAUW, L'immigration et la ségrégation résidentielle en milieu urbain.

## 5.2. INTÉGRATION EUROPÉENNE

- Pierre MAILLET (Ed), *Trois défis de Maastricht : Convergence, cohésion, subsidiarité*, L'Harmattan, série Prospective Européenne, 1993

Chapitres de :

Henrik PLASCHKE, Union économique et monétaire : les pièges du concept de convergence ;  
Wim KÖSTERS, La conception de la stabilité dans le Traité de Maastricht : interprétation et critique ;

Theo HITIRIS, Cohésion, convergence et UEM ;

Paul BRENTON, Harmonisation de la politique commerciale et industrielle de la Communauté Européenne ;

Willem MOLLE, Subsidiarité et fiscalité ;

Joachim MUNS, Comment mieux vendre Maastricht.

- Pierre MAILLET et Dario VELO (Eds), *L'Europe à géométrie variable : Transition vers l'intégration*, L'Harmattan, série Prospective Européenne, 1994

Chapitres de :

Bruno AMOROSO, de l'eurocentrisme au polycentrisme ;

Vassilis PEZMAZOGLOU, Les relations commerciales dans l'Europe élargie et la politique commerciale commune ;

Tibor PALANKAI, La Hongrie dans l'Union Européenne élargie. Des accords européens à une "Europe à géométrie variable" : aspects financiers et budgétaires ;

Paul BRENTON, Les flux de capitaux dans l'Europe élargie : quelques implications de la libéralisation à l'Est ;

Andreas CORNETT, Le pourtour balte dans la nouvelle Europe ;

Manfred BORCHERT, Les problèmes de la réunification allemande et leurs dimensions européennes.

- Pierre MAILLET et Wim KÖSTER (Eds), *Une Europe plus favorable à l'emploi*, L'Harmattan, série Prospective Européenne, 1996

Chapitres de :

Anna ZIELNSKA-GLEBOCKA, Changement structurel et emploi en Europe ;

Ansgar BELKE, Deux siècles de chômage en Europe ;

Wim KÖSTERS, Le chômage européen : Analyse théorique et empirique ;

Bernd HAMM et Manuela REINARZ, Mettre l'Europe sur la voie : Vers un nouveau triangle d'or.

Pierre MAILLET, "Economic Adjustment : Organisation of the EC-CEEC Trade Relations", Contribution au Colloque *TEPSA et Institute of Economics of the Czech National Bank*, Prague, 14-15 octobre 1993

Florence HUART, Philippe ROLLET, "Exchange Rates Arrangements for a Two-peed European Monetary Unification", Communication présentée à l'*Athens Conference on Economic Integration in Transition*, Août 1996.

## 5.3. TRAVAIL ET EMPLOI

Dominique REDOR, "The effects on the Labour Markets of Population Migrations between Central and Western Europe". Contribution au colloque de la *Confederation of European Economic Association, A Progressive Entry of Central Europe into the European Economy : Which Speed ?* Debrecen (Hongrie), 23-26 septembre 1993

Dominique REDOR, "Does French Public Sector Lead the Wage Evolution in the French Economy ?" Contribution au colloque annuel de la *European Association of Labour Economists*, Varsovie, 22-25 septembre 1994

#### **5.4. ESPACES ET TERRITOIRES**

Jean-Pierre PUIG, Jacques-François THISSE et Hubert JAYET, Economic Challenge of the Organization of the French Space :

1. Polarization and Concentration
2. Spatial Planning

Paru dans le *Journal of Urban Economics*

Bernard DUPOND, Specialization and Regional Growth : a Model of Kaldorian Inspiration. Contribution au 34e Congrès de la RSA, Groningue, Pas-Bas, 25-27 août 1994

Frank MOULAERT, "Analyse des inégalités spatiales en Europe : contribution de l'Ecole de la Régulation". A paraître dans *Année de la Régulation*, Vol. 1, n° 1, 1997.

#### **5.5. TENSIONS URBAINES ET POLITIQUES PUBLIQUES**

Dominique DUPREZ, Fabrice JACOB, "The impact of customs procedures on judicial procedures : the case of the drug trafficking in France", Communication présentée au *European Group for the Study of Deviance and Social Control*, Irlande, septembre 1995.

Dominique DUPREZ, "Poor Urban Neighborhoods in French Society : from the Crisis of integration modes to the Development of 'Communitarian' practices", *Working conference*, Berkeley, May 6-7, 1996.

Dominique DUPREZ, Michel KOKOREFF (1996), "Drug trafficking and the areas of relegation", Communication présentée au *Sixth annual conference on drug use and drug policy*, Amsterdam (actes à paraître en 1997)

Didier CORNUEL, Francis CALCOEN, "The last cycle in property market : bubble or shock ?" Communication présentée au *55ème colloque international de l'AEA "Economie et économétrique de la construction"*, Université de Neuchâtel, Suisse, février 1997.

#### **5.6. INSTITUTIONS ET MARCHÉS**

• *Les institutions de l'économie de marché en Europe XVIIIe-XXe siècle*, Actes de la table ronde organisée par l'URA CNRS 1020 et l'IFRESI (Université de Lille III) publiés par Jean Pierre Hirsch, Gérard Gayot, Nadine Malle-Grain et Didier Terrier

Revue du Nord, tome LXXVI - n° 307, octobre-décembre 1994

Chapitres de :

Herman DIEDERIKS, Le marché du travail et ses institutions. Le cas des Pays-Bas du XVIe au XXe siècle ;

Biagio SALVEMINI, Pouvoirs, hiérarchies sociales et choix entrepreneuriaux : Bari du XVIe au XIXe siècle ;

Lars MAGNUSSON, Les institutions d'une économie de marché : le cas de la Suède ;

Zbigniew LANDAU, Deux siècles d'économie polonaise ;

Goeffrey CROSSICK, Les institutions d'une économie de marché : nation, localité et Etat.

• Gérard MARCOU (Ed), *Mutations des systèmes juridiques et droit de l'administration*, L'Harmattan, 1995.

Chapitre de :

John F.McELDONNEY, Les mutations des systèmes juridiques et le droit de l'administration. Rapport national sur le Royaume-Uni ;

B.W.N. de WAARD et A.J.C. de MOOR-van VUGT, Les mutations des systèmes juridiques et le droit de l'administration. Rapport national sur les Pays-Bas ;

Anne STEVENS, Les structures de la prise de décision gouvernementale au Royaume-Uni ;

Torsten BJERKEN, L'intégration européenne et le droit de l'administration en Suède.

## **5.7. MÉTHODOLOGIE**

Arnaud BERTHOUD, Epistemology of the Arrow-Debreu Model. A paraître dans la revue américaine *Journal of History of Economic Literature*

Andrew SKINNER, "Adam Smith et le 'système agricole'", in DELMAS B., DELMAS T., STEINER Ph (Eds) : Actes du Colloque *La diffusion Internationale de la Physiocratie XVIII-XIX siècles*, Saint-Cloud, Septembre 1994, Presses Universitaires de Grenoble, 1995, pp. 33-57.

## **5.8. DIVERS**

Klaus W. GREWLICH, La société d'information et les communications planétaires. Concurrence et Coopération, *Revue du Marché Commun*, 1995.

Michael STORPER, Les choix de l'Administration Clinton en matière de politique de compétitivité : Le lien entre technologie et région, *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n° 26, 2ème semestre 1995, pp. 77-97.

H. El ASRAOUI, J.Ph. BOUSSEMART, J.B. LESOURD, "Evaluation of the Microeconomic Profitability of Energy-oriented Crops through the Assessment of Productive Efficiency Borders and Comparison with the Opportunity Cost Method". Communication présentée aux *XIIIèmes Journées de Microéconomie Appliquée*, Liège, 6-7 juin 1996.

Orio GIARANI, "La nouvelle économie mondiale des services et le rôle-clé de la gestion des risques", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n° 28, 2e semestre 1996, pp. 9-27.

Stéphane CALLENS, "A Time of Precaution", Communication présentée au *Berliner Seminar für Wissenschaftsgeschichte*, Berlin, mai 1997.

## ANNEXE

### **PRINCIPALES INSTITUTIONS ÉTRANGÈRES AVEC LESQUELLES L'IFRÉSI EST ENGAGÉ DANS DES ACTIONS DE COOPÉRATION SUIVIES DEPUIS 1994**

Nom de l'institution étrangère	Pays
<b>1) Institutions avec lesquelles il y a publications communes</b>	
- Département de géographie de l'Université de Stuttgart	Allemagne
- Istitute for Urban & Regional Studies, Univ of Economics & Business Administration, Vienna	Autriche
- Université Catholique de Louvain (UCL)	Belgique
- Département de droit administratif et de procédure, Université de Barcelone	Espagne
- Université du Pays Basque, Dpt d'Economie appliquée, Bilbao	
- Faculté de Géographie Humaine, Université de la Mer Egée	Grèce
- Université Catholique du Sacré Coeur, Milan	Italie
- Institut d'Economie et de Finance, Université de Ferrare	
- ITER, Naples	
- The Hebrew University of Jerusalem	Israel
- Université du Limbourg, Maastricht	Pays-Bas
- Fondation SEO pour la Recherche économique de l'Université d'Amsterdam	
- University College, London	Royaume-Uni
- University of Essex	
- University of California, Berkeley	USA
- UCLA	
- University of Texas at Austin	

*Suite pages suivantes*

<p><b>2) Institutions avec lesquelles il y a d'autres coopérations suivies</b></p> <p><b>Stratégies de globalisation des firmes et processus de création/destruction d'emplois (H. KRIFA)</b>          Université de Turin,          CRIS Cn2, Turin,          St Peters'College, Oxford.</p> <p><b>L'info-structure japonaise et le rôle des pouvoirs publics dans son développement (T. RIBAULT)</b>          National Center for Science Information Systems (NACSIS), R&amp;D Department, Tôkyô</p> <p><b>La construction sociale de l'employabilité</b>  <b>D. DEMAZIERE (Leonardo da Vinci)</b>          Tavistock Institute, Londres,          CASUM-UFSIA, Anvers,          CES, Barcelone.</p> <p><b>"Innovation in services and services in innovation"</b>  <b>F. GALLOUJ (TSER)</b>          STEP Group- Stiftelsen Studies in Technology, Innovation and economic Policy, Oslo,          CERES (Center of economic research and environmental strategy), Athènes,          CSS (Center for system analysis), Turin,          DIW-Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, Berlin          NUTEK (Swedish national Board for industrial and technical development), Stockholm,          PREST (Programme of Policy Research in Engineering, Science and technology), Manchester,          ROSKILDE University, Roskilde,          STB-TNO (Centre for technology and Policy Studies), Apeldoorn.</p> <p><b>Le rôle des services de haut niveau dans l'innovation régionale. F. MOULAERT (TSER)</b>          University College London.          RIDER,          Département de géographie de l'Université de Stuttgart,          Faculté de Géographie Humaine de l'Université de la Mer Egée,          ITER, Naples,          Fondation SEO pour la Recherche économique de l'Université d'Amsterdam,          GEOIDEIA, Lisbonne,          QUASAR,</p>	<p>Italie</p> <p>Royaume-Uni</p> <p>Japon</p> <p>Royaume-Uni</p> <p>Belgique</p> <p>Espagne</p> <p>Norvège</p> <p>Grèce</p> <p>Italie</p> <p>Allemagne</p> <p>Suède</p> <p>Royaume-Uni</p> <p>Danemark</p> <p>Pays-Bas</p> <p>Royaume-Uni</p> <p>Belgique</p> <p>Allemagne</p> <p>Grèce</p> <p>Italie</p> <p>Pays-Bas</p> <p>Portugal</p> <p>Espagne</p>
--	--

<b>Développement socio-économique local et lutte contre la pauvreté - développement local intégré</b> <b>F. MOULAERT (DG V, Pauvreté IV)</b> Université de la Mer Egée, King's College, Londres UWIST, Cardiff, Université du Pays Basque, Bilbao, Université de Pavia, Université de Thessalonique, Université de Bremen.	Grèce Royaume-Uni  Espagne Italie Grèce Allemagne
<b>Économies spatiale et urbaine (CESURE)</b> Université de Reading	Royaume-Uni
<b>Territorialisation et organisation des espaces productifs (LGH/CRAPS/URA 1020)</b> Université de Saragosse Université de Greenwich Université de Leeds Université de Liège Université de Dortmund	Espagne Royaume-Uni  Belgique Allemagne
<b>Mutations du droit et autonomie des ordres juridiques (CRAPS)</b> - Université Catholique du Sacré Coeur, Milan - Institut d'Economie et de Finance, Université de Ferrare - Johann Wolfgang Goethe Universiteit Frankfurt, - Wilhelms Universität, Münster, - Université Catholique de Louvain - Centre National de la Recherche en Science Sociales, Université de Stockholm, Louvain-la-Neuve, Belgique), - Warwick School of Law, - Département de droit administratif, Université de Barcelone, - Université Catholique du Brabant, Le Tilburg, - Université du Limbourg, Maastricht,	Italie  Allemagne  Belgique Suède  Royaume-Uni Espagne  Pays-Bas
<b>Redéveloppement urbain et polarisation sociale dans la ville F. MOULAERT (TSER, DG XII)</b> - Université du Pays-Basque - département de géographie de l'Université d'Oxford - département de géographie du Saint Patrick's College de Maynouth, Irlande - Institut Humbolt de Berlin - Institute for Urban and Regional Studies de la University of Economics and Business Administration de Vienne - Université Catholique de Louvain - Université d'Aveiro, - Roskilde University - Département d'études politiques et sociales de l'Université de Pavie - Centre of Social Policy Studies, Rotterdam - Université de la Mer Egée - University of Central England, Birmingham.	Espagne Royaume-Uni  Irlande  Allemagne Autriche  Belgique Portugal Danemark  Italie Pays-Bas Grèce Royaume-Uni

## D. ÉCHANGES SCIENTIFIQUES INTERNES ET EXTERNES

### 1. LES JOURNÉES IFRÉSI

Les *Journées de l'IFRESI* qui se tiennent tous les deux ans depuis 1989 sont une des formes importantes poussant aux interactions entre les personnes impliquées dans la fédération. Leur objectif est double, à la fois interne et externe. D'un côté il s'agit de confronter des postures et problématiques de recherche, de débattre de résultats et de projets en cours, et, sur cette base, de dégager des perspectives à promouvoir, d'identifier des collaborations à développer ou engager, de déceler des espaces de coopération entre disciplines. De l'autre, les *Journées* sont une occasion privilégiée de présentation des recherches à nos partenaires, d'échange avec l'extérieur, d'approfondissement de contacts avec de nombreux interlocuteurs, notamment régionaux.

#### 1.1. LES QUATRIÈMES JOURNÉES IFRÉSI DES 30 ET 31 MARS 1995

Les *Quatrièmes Journées* des 30 et 31 mars 1995 ont rassemblé 160 participants. 94 chercheurs y ont présenté 66 communications, écrites pour certaines par plusieurs auteurs.

Les auteurs de contributions ont présenté directement leur communication, au sein de trois ateliers centrés sur des thématiques et fonctionnant en parallèle.

- Le premier atelier était centré autour de la construction sociale de l'emploi, envisagée aux articulations entre les politiques des firmes, les cheminement des individus et les formes de socialisation professionnelle. Il a été organisé en trois séances, portant sur «les politiques de gestion de l'emploi et des salaires»; «la production des trajectoires d'emploi et des statuts sociaux»; «les socialisations professionnelles et la production des compétences».

- Le deuxième atelier était centré autour des performances organisationnelles, analysées à travers les formes d'innovation, les rapports des entreprises à leur environnement et les transactions entre firmes. Il a été organisé en trois séances, portant sur «les modèles d'innovation et performances»; «environnement et gestion des activités»; «relations de services, relations interindustrielles et innovations».

- Le troisième atelier était centré autour de l'organisation des villes, observée sous l'angle de la segmentation sociale des espaces, des mutations des cadres de vie urbain, et des dynamiques économiques. Il a été organisé en trois séances, portant sur «les déchirures de la ville, les transformations démographiques et les politiques publiques»; «le logement, les mobilités spatiales, et les transformations du cadre de vie»; «les processus socio-économiques de l'organisation des villes».

Les communications ont été rassemblées dans trois volumes (plus de 1000 pages au total) correspondant à ces trois ateliers.

Les *Journées* ont été clôturées par une table ronde qui visait à valoriser les liens entre les problématiques développées dans les ateliers, à dégager des pistes de réflexion transversales, à souligner les intersections entre les grandes thématiques retenues.

#### 1.2. LES CINQUIÈMES JOURNÉES IFRÉSI DES 20 ET 21 MARS 1997

Les *"Cinquièmes Journées IFRÉSI"* des 20 et 21 mars 1997 ont rassemblé 200 participants. Les communications au nombre de 94 et 5 rapports de synthèse sur ces communications ont été présentés par 128 chercheurs membres des unités de la fédération. Tous ces documents écrits étaient disponibles à l'ouverture des *Journées*. Les communications ont été éditées en cinq volumes, un sixième rassemblant les rapports de synthèse (1850 pages au total).

Les auteurs de contributions ont présenté leur communication, au sein de cinq ateliers fonctionnant en parallèle. Sont indiqués ci-dessous les titres des ateliers et les thèmes qui ont organisé la présentation des communications et les débats :

*a) Déterminants de l'emploi et temps du travail*

- Systèmes d'emploi et pratiques de gestion des ressources humaines ; représentations, normes et modèles
- Stratégies d'entreprises et dynamiques d'emploi ; de la globalisation aux pénuries locales de main d'oeuvre
- L'action publique en matière d'aménagement et réduction du temps de travail ; dispositifs, mesures, et incitations
- Expériences d'aménagement et réduction du temps de travail ; logiques d'usages et stratégies d'acteurs
- Négocier l'aménagement et la réduction du temps de travail : entreprises et collectivités locales
- Les expériences biographiques aux frontières de l'emploi : décrire les pratiques, comprendre les significations

*b) Changements dans et de l'entreprise, travail, organisation des services et de l'industrie*

- Le travail : des modèles d'analyse économique en renouvellement
- Formation et adaptation de la main d'oeuvre dans l'entreprise en changement
- Modalités d'analyse opérationnelle et stratégique de la firme

*c) Services publics, services aux personnes : métiers, performances, territoires*

- Cultures professionnelles et métiers dans les services publics
- Services publics et performances
- Modèles éducatifs : nouveaux produits, nouveaux espaces
- Services aux personnes et rapports familiaux

*d) Discontinuités et recompositions des territoires, développement durable, qualité du cadre de vie*

- Développement local et recomposition des territoires
- Economie spatiale
- Territoire et internationalisation de l'économie
- Territoire et développement durable
- Économie du tourisme
- Espace urbain, qualité du cadre de vie et gestion des risques

*e) Tensions sociales et transformations urbaines, changements politiques*

- Migrations, pratiques et rapports sociaux urbains, normativités
- Marché(s) du logement
- Politiques locales, marché et contrat
- Reclassements politiques

Les Vèmes Journées se sont été clôturées par une table ronde en séance plénière sur le thème « Pourquoi et comment travailler da façon pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société, ou plus précisément : Des points de vue disciplinaires sur l'interdisciplinarité ».

Ces "Cinquièmes Journées" ont marqué un nouveau palier de coopération et d'échange au sein de la fédération. Elles ont eu aussi une dimension nouvelle de valorisation des résultats de la recherche, puisque, parmi les participants aux Journées, une trentaine de personnes représentaient des partenaires extérieurs de la recherche.

## **2. COLLOQUES, JOURNÉES D'ÉTUDE, SÉMINAIRES**

Les Colloques et Journées d'Étude indiquées ci-après sont la plupart du temps organisées par une des unités de la fédération, en s'inscrivant en même temps dans le programme de celle-ci et en bénéficiant de son appui sous diverses formes (production de documents, utilisation de salles de l'IFRÉSI, etc...). On se bornera ici à donner les principales références en renvoyant pour plus de précisions aux rapports des unités.

## 2.1. COLLOQUES

- "Sciences de gestion et problèmes de l'emploi". Colloque organisé par Pierre LOUART, Alain DESREUMAUX, Francis SALERNO (CLAREE), Lille, 22 et 23 septembre 1994

L'objectif de ce colloque organisé par le CLAREE les 22 et 23 septembre 1994 était de regrouper un ensemble de communications traitant des relations entre politiques, comportements d'entreprise, et aspects quantitatifs et qualitatifs de l'emploi dans les circonstances économiques que nous connaissons actuellement. Sur l'ensemble des propositions de communications qui sont parvenues une quarantaine ont été retenues et regroupées autour de trois thèmes principaux, permettant de passer des politiques et stratégies aux choix organisationnels puis à des modes de fonctionnement en gestion des ressources humaines.

Bibliographie : Actes du colloque "*Sciences de gestion et problèmes de l'emploi*" (IAE de Lille, CLAREE-IFRESI, septembre 1994)

- "L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation de grandes infrastructures publiques". Colloque organisé par G. Marcou, J. L. Thiébault, F. Bray, M. Breuillard, S. Decreton, S. Duez, S. Piam (CRAPS) à Lille, 12 et 13 janvier 1995. En collaboration avec le Centre for European, Regional and Transport Economics de l'Université du Kent à Canterbury, avec le soutien de la région Nord-Pas-de-Calais et de la Communauté Urbaine de Lille.

I - les grands projets vus par les entreprises

II - Montage et gestion des projets

III - l'impact des projets

IV - le rôle des pouvoirs publics

V - le financement et le partage des risques.

- "L'Allemagne unifiée, cinq ans après". Colloque organisé par Serge Gouazé et Jérôme Vaillant (CRAC), XXVIIIème Congrès de l'AGES. Valenciennes, 19-22 mai 1995

• "Professions de l'éducation et de la formation". L'Ifrési a participé à la production d'un colloque international organisé à Lille les 25, 26, 27 septembre 1995 par le réseau de Recherche "Modes et procès de socialisation" de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française. Ce colloque était coordonné par R. Bourdoncle et L. Demailly.

Bien qu'ils concourent tous à la réalisation d'activités très proches et qu'ils aient jadis, au tournant du siècle, été souvent assumés par les mêmes personnes, les divers emplois de l'éducation des jeunes et de la formation des adultes sont rarement pensés ensemble dans leurs différences, leurs complémentarités et leurs conflits. Le but de ce colloque a été d'en fournir l'occasion. Pour ce faire, les organisateurs sont partis de trois constats :

- Comme pour les autres activités professionnelles, celles d'éducation et de formation sont soumises à un mouvement de rationalisation qui affecte les organisations et les pratiques professionnelles.
- S'appuyant en partie sur ce mouvement, la rhétorique de la professionnalisation empruntée aux sociologues fonctionnalistes a touché la plupart des emplois de ce secteur, mais de manières diverses et en des moments différents selon les activités et les pays. Selon les cas, les efforts de professionnalisation ont répondu à des stratégies de renforcement identitaire et de valorisation promotionnelle pour certains groupes mal reconnus.
- Enfin les activités d'éducation connaissent une assez forte incertitude sur leurs objectifs. En effet les enjeux de l'éducation et de la formation sont des enjeux sociaux et culturels lourds et le consensus autour de ces fonctions reste faible.

Les métiers de l'éducation et de la formation se trouvent ainsi pris entre une exigence de rationalisation, une volonté de professionnalisation, un consensus sur leur caractère socialement prioritaire, et des incertitudes conflictuelles sur leurs objectifs d'action. Ce colloque avait pour but d'analyser ces contradictions à plusieurs niveaux.

Un ouvrage issu de ce colloque paraîtra en 1998 aux Presses du Septentrion.

- "Les lois de 1993 sur l'immigration et la nationalité : un premier bilan". Colloque organisé le 13 octobre 1995 par Olivier Beaud (CRAPS).

Intervenants :

Danielle Lochak (Prof., Université de Paris X): "L'immigration selon les lois de 1993"

François Jullien-Laferrière (Prof., Université de Paris XI): "Le droit d'asile dans la loi sur les conditions d'entrée et de séjour"

Willy Zimmer (MC, Université de Strasbourg): "Les lois française de 1993 et le droit allemand des étrangers"

Evelyne Ribert (sociologue, doctorant EHESS): "L'attitude des jeunes étrangers nés en France face à l'acquisition de la nationalité française depuis la réforme du code de nationalité"

Marie Poinseau (docteur en sociologie, Agence pour les relations interculturelles, Paris): "La réponse associative face aux lois de 1993"

Dominique Duprez(CR CNRS, Lille): "Douaniers et policiers face à l'immigration irrégulière"

Table Ronde animée par Nicole Guimezanes, professeur l'Université de Paris XII Saint-Maur, réunissant des représentants de l'Administration, des juges et avocats, des représentants d'associations.

- "Les petits partis". Colloque organisé à Lille les 21 et 22 mars 1996 par Annie Laurent, Bruno Villalba, Alexis Massart (CRAPS).

Les systèmes partisans pluralistes témoignent de la permanence de l'existence de formations politiques « périphériques » : les petits partis. L'analyse comparative montre qu'il est très difficile de dégager une définition, comme en témoignent les qualificatifs utilisés : petit, mineur, protestataire, micro, groupusculaire, tout autant que de mettre à jour des critères communs d'analyse : niveau, seuil, importance, visibilité... sont tour à tour utilisés.

Le colloque a mis en évidence l'étendue de ces différences et des éléments communs à ces forces périphériques. Dix interventions ont été sollicitées, et les débats ont souvent conduit à faire ressortir le critère de la taille; on s'est en particulier demandé dans quelle mesure la taille exerce une influence sur l'idéologie, la structure, ou la place d'un parti dans le champ politique. Plusieurs approches ont été sollicitées : les dimensions politique, philosophique, juridique, méthodologique.

- "L'Ecole et les discontinuités territoriales". Colloque organisé les 2 et 3 avril 1996 par l'équipe "Discontinuités et Développement. (Jean-Pierre RENARD, Pierre GINET, Eric GLON, Patrick GONIN, Maité GREGORIS). Campus de Lille I.

- "Contrôle Régulation Freinage, des Sciences et Techniques aux Sciences Sociales". Colloque CNRS-IFRESI-Institut de Sociologie USTL, ACCUSTO-SECI, organisé par O. Kourchid et J.C. Rabier, Oignies 3 juin 1996.

- "L'Urbanisme transfrontalier, droit et pratiques". Colloque organisé par Gérard Marcou, Michèle Breuillard (CRAPS), en collaboration avec Yves Luchaire (IEP Aix-Marseille) et Bernard Dolez (Paris I) en collaboration avec Le Groupement de Recherche sur les Institutions et le Droit de l'Aménagement, de l'Urbanisme et de l'Habitat (GRIDAUH); l'Association française et l'Association internationale de Droit de l'Urbanisme (AFDRU et AIDRU), Lille, 26 et 27 septembre 1996.

I- l'application coordonnée des droits nationaux de l'urbanisme (Belgique/France, Allemagne/France, Luxembourg/Belgique/France, Suisse/France, Italie/France, Espagne/France.

II- La mise en place d'un droit de l'urbanisme transfrontalier : la conclusion d'accords internationaux, Urbanisme transfrontalier et droit constitutionnel, Les interventions communautaires intéressant l'urbanisme transfrontalier.

- "Employment Systems and Human Resources Management in Retailing : the cases of Japan, United Kingdom, Germany and France". Colloque international organisé par Thierry RIBAULT (CLERSE) à la Maison franco-japonaise, Tôkyô, en collaboration avec le Deutsches Institut für Japanstudien, 22 - 23 octobre 1996.

- "Travail, Santé, Sécurité dans les milieux extrêmes: la mobilisation des sciences, des techniques et de l'industrie (mines, radiations, hyperbare, plongée profonde, milieux polaires, espace)". Colloque CNRS-IFRESI-Institut de Sociologie USTL, ACCUSTO-SECI, organisé par O. Kourchid et J.C. Rabier, Oignies 2 juin 1997.

- "Between External Schocks and Internal Evolution : Towards a New Phase in Japanese Management Practices". Colloque international co-organisé par Thierry RIBAULT (CLERSE) à la

Maison franco-japonaise de Tôkyô, en collaboration avec le Deutsches Institut für Japanstudien et l'Istituto Italiano di Kyôtô, 30 octobre - 1er novembre 1997.

- "La politique clientélaire. Processus, énonciations, dénonciation". Colloque organisé par Frédéric SAWICKI (CRAPS) et Jean-Louis BRIQUET (CEPEL-URA CNRS-Université Montpellier I), Lille, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, 6 et 7 juin 1997, avec le soutien de l'IFRESI et du Conseil régional. Ce colloque a porté sur le clientélisme comme catégorie savante et comme catégorie pratique. Il a réuni à la fois des politistes et des sociologues spécialistes de la France et d'autres aires culturelles (Afrique noire, Japon, Brésil) et des historiens du contemporain afin de dégager les conditions d'un usage raisonné et renouvelé de la notion.

• "Ouvriers qualifiés de l'industrie (XVIIe-XXe siècle). Formation, emploi, migrations". Colloque international organisé par l'URA 1020, qui se tiendra les 20, 21 et 22 novembre 1997 au Centre des Archives du Monde du Travail à Roubaix.

## 2.2. JOURNÉES D'ÉTUDE ET TABLES RONDES

• "L'influence, les réseaux sociaux et les structures discrètes". Atelier international organisé sur ce thème par Michel FORSÉ à l'IFRÉSI du 20 au 22 septembre 1993.

Les premiers travaux empiriques sur l'influence (RYAN et GROSS, USA, années 40 puis LAZARSFELD et al.) ont préfiguré l'importance explicative des structures relationnelles. Il s'est agi lors de cette réunion de faire le point de travaux en cours dans les domaines des réseaux personnels (relations de confidence) et complets (organisation). Les questions méthodologiques ont été également abordées : en amont à propos de l'échantillonnage, et en aval sur ce que peuvent apporter les méthodes discrètes (treillis de GALOIS par exemple) à l'analyse des résultats d'enquêtes.

Participants : Degenne Alain, Duquenne Vincent, Ferrand Alexis, Flap Hendrik, Forsé Michel, Lang Harmut, Lazéga Emmanuel, Mounier Lise, Schweizer Thomas, Snijders Tom, Stokman Frans, Van Metter Karl, White Douglas, Wippler Reinhard

• "Les institutions de l'économie de marché. Niveaux de l'organisation économique et sociale en Europe XVIIIe-XXe siècle". Cette table ronde organisée par l'URA 1020 s'est tenue à Villeneuve d'Ascq les 18-20 novembre 1993. Sur le contenu de cette table ronde et les suites dans la participation massive au colloque de Halle (12-13 mars 1995) sur "Les corporations en Europe à la fin du XVIIIe siècle, idéologies et réalités sociales", voir ci-dessus l'opération 2.2.3.A.

• "L'évaluation des aides publiques à l'insertion et la réinsertion". Journée d'étude organisée par Didier DEMAZIÈRE (Clerse - Ifrési) et Éric VERDIER (Cereq) avec le soutien de la DARES, Lille Ifrési, 25 janvier 1994. Cette journée a rassemblé une soixantaine de participants et a bénéficié de 18 communications. Les actes de cette journées ont été publiés dans Demazière D. et Verdier E. (eds), Evaluation des aides publiques à l'insertion et à la réinsertion, CEREQ, Documents séminaires, n°94, mai 1994.

• "Marchés locaux du logement". Organisé de mars à juin 1994 dans le cadre d'un réseau national constitué en GDR, quatre journées de travail ont rassemblé à Lille, à l'invitation de F. CALCOEN et D. CORNUEL (LABORES) une trentaine de chercheurs, afin de confronter problématiques et méthodologies sur le fonctionnement des marchés locaux du logement en privilégiant trois entrées : l'approche par la mobilité, le logement comme bien de consommation et comme actif, les phénomènes de diffusion des prix et les modèles de marchés complets. Un ouvrage est en préparation à partir de ces travaux.

• "Approches sociologiques et économiques de l'évaluation". Journée d'Etude du CLERSE du 3 juin 1994 (Comité d'organisation : Lise Demainly, Sylvie Engrand, Jacques Eloy, Jean Gadrey, Florence Jany-Catrice).

Quatre thèmes ont successivement été abordés au cours de cette journée de travail qui a rassemblé 80 participants, sociologues et économistes.

1. Le premier atelier relatif à l'évaluation du fonctionnement et des performances d'organisation a plus particulièrement présenté et confronté des méthodes d'évaluation, naissantes ou complexes, au sein de services marchands et non marchands.
2. Le deuxième atelier relatif à la formation comme objet d'évaluation a notamment abordé la question de l'évaluation par rapport à la démarche sociologique, ainsi que celle de l'évaluation des... évaluations de formation.
3. Le troisième atelier s'est intéressé aux politiques sociales sous différentes problématiques évaluatives (quantitative / qualitative, interprétative / normative, statique / dynamique...).
4. Le dernier thème a concerné "l'évaluation d'action publiques au-delà des politiques sociales : une pluralité des méthodes à questionner".

Les débats qui se sont succédés ont permis d'enrichir les 17 présentations. Des questions transversales ont ainsi été soulevées, parmi lesquelles on peut citer, de manière non exhaustive :

- l'évaluation et son statut par rapport aux organisations évaluées et par rapport au chercheur
- les liens entre l'évaluation et la prise de décision
- le rapport de l'évaluateur à son objet d'évaluation (légitimité, extériorité...)
- les enjeux de l'évaluation des programmes ou politiques
- les facteurs de développement de l'évaluation.

• "Production du territoire". Journées organisées par le LARU (École Centrale), le LGH (Lille I), et l'URA 1040 (Lille III) sous la responsabilité de F. CUÑAT, avec les manifestations suivantes :

- des séances centrées sur la cartographie historique (22-23 juin 1994)

Les travaux ont porté essentiellement sur le rôle respectif des diverses caractéristiques sociales et économiques dans l'organisation des formes spatiales de la ville: l'industrialisation, les équipements, le rôle du commerce et des échanges, ainsi que du pouvoir urbain, à propos des cas de Séville, Saragosse, Strasbourg et Lille.

Ils débouchent sur des contributions à l'Atlas historique des villes européennes, notamment Lille. Cette démarche est conduite en collaboration avec le Centre de recherches historiques sur la ville de l'Université de Strasbourg (J.L. PINOL) et l'Université Polytechnique de Barcelone (M. GUARDIA, F.J. MONCLUS, J.L. OYON).

- une Table-Ronde internationale sur le thème "Représentations cartographiques et décisions en aménagement du territoire" (24 juin 1994 à L'École Centrale de Lille)

Prenant en compte "l'utilisation" grandissante de la cartographie en tant que moyen de communication et d'information, les travaux ont insisté sur la nécessité de dépasser la simple spatialisation de données en cherchant à établir une grille de lecture soumise aux acteurs et agents de l'aménagement. Ainsi comprise la démarche cartographique devient un élément du processus décisionnel.

Cette rencontre a permis aux chercheurs et doctorants de l'IFRESI intéressés par ces questions de débattre avec des représentants d'autres centres de recherche (Londres, GIP-RECLUS de Montpellier, Bruxelles, Moscou, Saragosse, Liège, Toulouse le Mirail, Maison des Sciences de la Ville de Tours, Lausanne, Paris III) ou d'institutions (INSEE, CNFPT, Direction de la Planification du Conseil Régional, Mairie de Villeneuve d'Ascq, Chambre de Commerce, Société ICAT).

- Des séances de méthodologie et d'échanges d'expériences, autour du thème "La cartographie dans le développement régional et la planification urbaine" (25 juin 1994), organisées avec le concours de l'Agence Régionale de Développement NPC, le Comité des Communes et Régions d'Europe et la D.G. XVI, au cours desquelles ont été examinés les travaux conduits à Athènes, Bruxelles, Lille, Lisbonne, Londres, Valencia et Saragosse. Le programme a été élaboré en association avec l'Université de Saragosse (J.L. CALVO).

• "Le déclin des activités minières en Europe". Journée d'étude IFRESI-CLERSE-EHESS organisée par O. Kourchid, J.C. Rabier et U. Burghardt, , Lille, le 6 mars 1995

• "L'insertion professionnelle : nouvelles approches, nouveaux débats". Journée d'étude du CLERSE du 7 juin 1995. (Comité d'organisation : Benoît Cart, Didier Demazière, Jean-Marie Duprez, Sylvie Engrand, Nicole Gadrey) a porté sur le thème de l'insertion professionnelle, et plus précisément sur la question des articulations entre trajectoires scolaires et accès à l'emploi, sur celle des combinaisons entre parcours de formation et mobilité sur le marché du travail.

Cette Journée n'a pas été construite autour d'une définition a priori de l'insertion professionnelle. Son objectif a été de refléter une diversité de travaux menés actuellement sur le sujet et de débattre de ces multiples approches.

Les auteurs des communications - français, belges, canadiens, portugais - ont répondu à quatre classes d'interrogation :

- Celle de la mise en rapport de l'individu et de l'entreprise qui l'emploie (construction de l'employabilité et portée de la notion de compétence)
- Celle de la place des dispositifs officiels dans les processus d'insertion
- Celle de l'analyse de l'articulation de la catégorisation statistique et sociale des individus et des stratégies qu'ils développent (dans le traitement longitudinal des trajectoires)
- Celle des méthodes de traitement et de saisie des matériaux longitudinaux.

• "Pays et bassins de vie". Table ronde co-organisée par Patrick GONIN à Lille les 16-17 février 1996, IFRESI.

• "Le président de la République italienne". Journée d'étude organisée par Philippe Lauvaux, Laurence Morel (CRAPS) à Lille, le 8 mars 1996, avec le soutien du Programme Europe du CNRS et de l'IFRESI.

• "Interrégionalité Nord-Picardie et aménagement du territoire". Table organisée par Didier PARIS en mars 1996 à Amiens. Sortie d'un numéro de la revue Hommes et Terres du Nord consacré à la prospective des territoires (1996).

• "Interlabo du GERN". Dominique Duprez (LASTREE-CLERSE) est le correspondant à Lille du Groupe européen de recherche sur les normativités (GDR-E du CNRS) à Lille. Il a organisé un interlabo du GERN à Lille le 4 avril 1997 où ont été présentés les recherches sur la sécurité et les drogues (intervenants : F. Jacob, M. Leclerc-Olive, M. Kokoreff, D. Duprez). Une soixantaine de chercheurs de différents pays européens y ont participé.

• "Changement organisationnel dans les entreprises et les administrations". Journée d'étude du CLERSE du 7 juin 1996 Comité d'organisation : Frédéric Héran, Faridah Djellal, Florence Jany-Catrice, Lise Demaily, Christian Mahieu.

Présentation de 18 communications dont plus de la moitié extérieures au laboratoire. L'objectif de cette journée était de chercher à explorer les approches les mieux à même d'instruire et d'interpréter les changements dans les organisations, en particulier à travers la confrontation des évolutions en cours, d'une part, dans les grandes entreprises privées soumises à la concurrence et, d'autre part, dans les entreprises et administrations publiques plus à l'abri, mais néanmoins contraintes aujourd'hui d'évoluer.

• "Certification, validation, diplôme : nouveaux enjeux". Journée d'étude du CLERSE du 30 mai 1997 (Comité d'organisation : Bernard Convert, Jules Thibaut, Francis Gugenheim, Marie-Hélène Toutin, Jean-Marie Duprez, Nicole Gadrey).

Formation professionnelle continue, formation en alternance, nouvelles filières d'ingénieurs, certification mixte, validation d'acquis, apprentissage dans l'enseignement supérieur, contrats de qualification... Les formes de l'acquisition et de la validation des compétences se multiplient. Ce qui est en jeu, dans cet élargissement des modes de la certification, ce sont avant tout les relations entre les instances traditionnelles de formation, l'Ecole, l'Université... qui sont amenées à redéfinir les fonctions qui sont les leurs, et les entreprises, utilisatrices, mais également productrices de compétences. Comment émergent des besoins de compétences certifiées ? Quelles sont les stratégies des différents acteurs dans la construction de nouvelles formations et de nouveaux diplômes ? Comment s'acquiert la légitimité du pouvoir certifiant ? Comment les institutions traditionnelles de formation repensent-elles leurs missions ? Telles sont quelques-unes des questions qui ont été explorées lors de cette journée annuelle d'étude.

• "Entrepreneur et Entreprise chez Keynes". Journée d'étude organisée par le groupe d'Histoire de la Pensée Économique du CLERSE dans les locaux de l'IFRÉSI le 6 juin 1997.

### **2.3. SEMINAires**

#### **Séminaires des unités ouverts à l'ensemble des participants à la fédération**

Les unités participant à l'IFRÉSI ou des composantes ou groupes de travail de ces unités tiennent régulièrement un ensemble de séminaires, dont une partie se déroule dans le bâtiment propre de l'IFRÉSI et d'autres sur les campus universitaires.

Au cours des quatre dernières années, une "ouverture" assez générale des séminaires tenus par les différentes unités a été opérée au bénéfice des autres participants à la fédération. Pour diffuser l'information à propos de ces séminaires et plus généralement sur la vie de la fédération et des unités, est publié depuis janvier 1994 un quatre pages interne mensuel "IFRÉSI-INFOS".

Pour des précisions sur le détail de ces séminaires, nous renvoyons aux rapports des unités. Signalons cependant deux séries de manifestations :

- "**Séminaire LASTREE**". De 1993 à 1995, ce séminaire a été coordonné par Dominique Duprez. Il combinait l'intervention de chercheurs extérieurs et de chercheurs de l'équipe. Son principal objectif était d'intensifier la réflexion théorique et l'innovation méthodologique autour d'un champ, intégrer les thésards de l'équipe à des collectifs de recherche.

Depuis octobre 1995, le séminaire du Lastrée s'est centré sur **L'analyse temporelle**, il est porté par un collectif composé de M. Leclerc-Olive, D. Duprez, F. Jacob et J. C. Rabier. Une vingtaine d'intervenants sont intervenus, pour moitié des membres du laboratoire. Les séances sont mensuelles et se tiennent à l'IFRÉSI. A l'issue de ce parcours (juin 1997), on examinera si la contribution spécifique de la sociologie renouvelle les termes du débat sur les conceptions du temps classiquement identifiées en termes d'apories par la philosophie. Une publication est prévue à l'issue du séminaire.

- "**Services Publics**" . **Séminaire commun CLERSE/CRAPS.** Ce séminaire coordonné par Lise Demaillly et Gérard Marcou. Le séminaire a rassemblé lors des séances tenues entre janvier et juin 1997 des chercheurs de différentes disciplines - droit, sciences politiques, sociologie, économie - autour d'un thème commun : les mutations dans les services publics. Son objectif principal était de privilégier la pluridisciplinarité en faisant se rapprocher et débattre des membres de différents laboratoires notamment sur les questions d'évaluation et de contractualisation dans les services publics.

Dans ce cadre sont donc intervenus des chercheurs locaux ainsi que des invités extérieurs. G. Marcou a tout d'abord présenté "les nouvelles applications du contrat dans la gestion publique". A côté des outils traditionnels de régulation de l'action publique, le mode contractuel est de plus en plus utilisé, notamment comme conclusion aux négociations, suivant des modalités et des enjeux différents. A ensuite été abordé le rapport entre action publique et clientélisme lors de l'intervention de F. Sawicki : "relations clientélaires et service public". A partir d'un retour sur la notion de clientélisme dans les sciences sociales (science politique américaine et anthropologie), la question de l'application de cette notion aux sociétés modernes est posée. D. Duprez a, quant à lui, présenté "Les politiques de la ville à Lens et Lille sud". Au travers d'une recherche récente, la comparaison est faite entre le "clientélisme traditionnel" de Lens et le "clientélisme d'appareil" de Lille. La dernière intervention, de J-P Gaudin (CEPEL Montpellier), porte sur "les nouvelles formes de légitimation de l'action publique". La contractualisation en est un des thèmes centraux, contractualisation confortée par la décentralisation et qui devient un cadre procédural majeur dans la gestion publique. Chaque séance a été suivie d'une discussion à laquelle ont pris part tous les participants. Le séminaire continuera de travailler sur les mêmes thèmes durant l'année 1997/98.

Participants : CLERSE : Autes M., Butte I., Cresson G., Convert B., Demaillly L., Dembinski O., Dickel S., Duprez D., Grevet P., Héran F., Jacob F., Verdière J., Vereecke J-F. CRAPS : Duez S., Lefebvre R., Mathiot P., Marcou G., Sawicki F. GERICO : Fichez E.

# TROISIÈME PARTIE

## PROJET DE LA FÉDÉRATION IFRÉSI POUR 1998-2001

Cette troisième partie consacrée au projet de l'IFRÉSI pour 1998-2001 comporte trois points :

- Le premier porte sur le programme scientifique fédératif pour les années à venir
- Le second indique le dispositif proposé pour stabiliser et développer les "gains fédératifs"
- Le troisième porte sur le besoin de renforcement de l'équipe ITA affectée au niveau fédéral de l'IFRÉSI.

### 1. LE PROGRAMME SCIENTIFIQUE FÉDÉRATIF DU PROJET 1998-2001

Le programme de recherche de l'IFRÉSI résultant des opérations menées au cours de la dernière période et des orientations qu'il paraît aujourd'hui souhaitable de donner aux opérations à venir s'organise sur la base des deux grands volets déjà indiqués : « transformations des activités et changement social » d'une part, « institutions, territoires, villes » d'autre part.

L'état actuel de ce programme a été détaillé dans la deuxième partie du présent rapport selon les rubriques indiquées au tableau ci-dessous. Il fonde le projet pour la période 1998-2001.

#### 1. TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS ET CHANGEMENT SOCIAL

##### 1.1. EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES

1.1.1. L'emploi et ses déterminants

1.1.2. Trajectoires d'emploi, compétences, professionnalités

1.1.3. Mutations des systèmes de formation

##### 1.2. SERVICES-INDUSTRIE, ORGANISATION DES ACTIVITÉS

1.2.1. Développement et mutations des services

1.2.2. Analyse des firmes : évolution, organisation, performances

1.2.3. Sciences sociales, techniques, et industrie

##### 1.3. HISTOIRE DE LA PENSÉE, MÉTHODOLOGIE

1.3.1. Histoire de la pensée économique

1.3.2. Méthodologie, changement social, réseaux

#### 2. INSTITUTIONS, TERRITOIRES, VILLES

##### 2.1. POPULATIONS ET RAPPORTS DES ACTIVITÉS AUX TERRITOIRES

2.1.1. Dynamique des populations et des espaces urbanisés dans la longue durée

2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités

2.1.3. Environnement et développement régional, qualité du cadre de vie urbain

##### 2.2. INSTITUTIONS ET CONSTRUCTION DES TERRITOIRES

2.2.1. Intégration européenne, ordres juridiques, politique économique

2.2.2. Production des politiques publiques et territoires

2.2.3. Institutions et organisation territoriale des activités

##### 2.3. TENSIONS URBAINES ET POLITIQUES PUBLIQUES, CITOYENNETÉ

La structuration des activités de l'IFRÉSI en deux axes ou thématiques de recherche résulte du travail pluridisciplinaire qu'autorisent, dans la durée, les procédures d'animation et de décision propres à l'IFRÉSI et la rencontre qui s'y développe d'une large variété de représentants des différentes disciplines des sciences humaines et sociales liés par une sensibilité commune à des questions majeures posées par la vie sociale actuelle. Bien entendu, cette structuration est progressive et les cohérences qui la caractérisent sont à chaque fois un moment ou une étape dans un processus jamais pleinement achevé.

La structuration du programme de recherche pour la période 1998-2001 porte la marque de la dynamique qui s'est développée au cours de la dernière période et des projections que l'on peut en déduire et qui prennent statut d'évolutions souhaitables et souhaitées.

Ceci se manifeste tout d'abord dans les intitulés des axes qui subissent quelques modifications par rapport aux formulations antérieures.

Le premier axe fait désormais état de la transformation des activités, en ne limitant plus ces dernières aux seules activités productives, de façon à souligner la place prise à l'IFRÉSI par les recherches sur l'analyse des services privés et publics avec des entrées à la fois économiques, sociologiques, juridiques, et par les débats correspondants sur les interprétations du développement de ce type d'activité en termes post-industriels ou néo-industriels. Il est également fait mention de la volonté de lier étroitement l'analyse de la transformation des activités avec le thème du changement social. Le souci de croisement des axes de recherche de l'IFRÉSI mentionné dans les rapports précédents, au travers d'une thématique « emploi/efficacité/lien social », trouve ici l'une de ses concrétisations et conduit à un affichage clair grâce aux travaux qui ont été menés dans ce sens.

Le deuxième axe de recherche subit également une transformation d'intitulé qui exprime l'accentuation de la prise en compte de la dimension institutionnelle en elle-même et dans l'étude de la dynamique des territoires et dans celle des phénomènes urbains. Ici encore, il s'agit d'un enrichissement des perspectives qui s'est exprimé au cours de la dernière période et qui sera prolongé pour la période future. Trois facteurs convergents interviennent dans cet enrichissement. Le premier tient à une meilleure intégration dans l'activité de l'Ifrési de travaux de sciences juridiques et politiques. Le second vient d'interrogations d'économistes sur la portée de l'accentuation des régulations marchandes intervenues au cours des dernières décennies, sur les tensions générées, sur le besoin d'un développement de l'analyse institutionnelle de l'économie. Le troisième facteur vient de la dynamique des travaux sur les villes et les territoires faisant ressortir l'importance de la dimension institutionnelle. Bien entendu, cet affichage d'une dimension institutionnelle dans le deuxième axe de recherche ne signifie pas que toute perspective de ce type soit absente de la réflexion sur la transformation des activités et le changement social, bien au contraire.

Les infléchissements du programme scientifique de l'IFRÉSI s'expriment également dans les déclinaisons des deux axes principaux.

Dans l'axe « transformations des activités et changement social », le thème de l'emploi, de la formation et des trajectoires professionnelles conserve une place essentielle. L'objectif des travaux répertoriés dans cette rubrique est d'observer les transformations des activités et leurs effets sur l'emploi en se souciant de diagnostics suffisamment fins pour contribuer utilement à la conception de politiques adaptées. Ceci se fait de multiples façons, nourries de croisements disciplinaires étroitement liés aux différents points d'entrée pertinents d'étude des questions d'emploi. Trois points d'entrée principaux, correspondant à trois catégories d'acteurs clés, font l'objet des investigations avec, à chaque fois, une variété de questions de recherche :

- les entreprises et les autres types d'organisation : quelles sont les transformations des comportements et stratégies de cette catégorie d'acteurs et leurs impacts sur les questions d'emploi ?

- les individus et les groupes professionnels : comment les individus vivent-ils les problèmes d'emploi, s'adaptent ou peinent à s'adapter ? Ces questions sont abordées en considérant l'individu en tant que personne, avec son trajet professionnel qui se construit (ou se déconstruit) au cours du temps, et en tant que membre d'une catégorie, d'une profession, possédant en quelque sorte une identité groupale ; il s'agit alors d'analyser la transformation d'identités et de stratégies collectives.

- les institutions, organismes et dispositifs de formation : comment leurs actions contribuent-elles au processus de construction de l'emploi, des qualifications, des compétences ? Comment répondent-ils aux mutations des systèmes productifs ?

A ces préoccupations qui seront maintenues pour la prochaine période, s'ajoutent, d'une part le projet d'ajouter aux points d'entrée précédents celui de l'acteur public en examinant les effets des politiques publiques en matière d'emploi, qu'il s'agisse des politiques nationales ou des politiques européennes, d'autre part la volonté de développer la recherche sur la réduction du temps de travail et l'adaptabilité en travaillant simultanément sur les circonstances actuelles et sur le temps long au travers des approches historiques. A cet égard il s'agira entre autres d'étudier, du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle, les variations et la composition de l'emploi industriel en faisant la part des politiques d'entreprise (notamment la « taxation »), des contraintes techniques et de la « conscience coutumière » propre au territoire industriel.

Quant à la thématique « services-industrie, organisation des activités », elle laissera toujours une large place à l'analyse de la transformation des formes d'organisation des entreprises, voire de certaines catégories d'entreprises comme les P.M.E., mais comportera également plusieurs inflexions et/ou approfondissements notables. En premier lieu, l'introduction des services publics dans la base d'analyse des performances et de l'innovation, ce qui amène à diversifier plus encore les critères de mesure, d'évaluation et de qualité et à réfléchir à leur rôle dans la production du lien social. D'autre part, l'accent mis sur la comparaison internationale des logiques d'innovation de service et de systèmes d'emploi tertiaires (à la suite notamment de travaux sur le commerce de détail), amenant à proposer des approches comparatives de type socio-économique insérant l'explication économique dans un système interprétatif plus vaste. Enfin, la thématique du rôle des services dans l'innovation de leurs clients et, plus généralement, celle du rôle des services dans les systèmes nationaux d'innovation.

L'ensemble de l'axe 1 s'enrichira enfin de travaux en histoire de la pensée économique et de travaux d'ordre méthodologique propres à fournir le recul et l'outillage nécessaires aux investigations qu'il est prévu de mener sur ce thème général de la transformation des activités et du changement social.

Les rubriques sous lesquelles s'agencent les programmes composant le deuxième volet principal de recherche de l'IFRÉSI ne subissent pas de transformation majeure, hormis l'affichage plus clairement affirmé et déjà explicité de la mobilisation d'une approche institutionnelle. Plusieurs prolongements et nouveaux projets doivent cependant être soulignés.

Dans le domaine de l'histoire des villes, l'étude des territoires de contact entre villes et campagnes conduira à scruter les banlieues urbaines, comme les zones périurbaines d'aujourd'hui. L'examen des diverses formes de domination des campagnes par les villes est une autre orientation prioritaire du projet. L'observation des bassins démographiques des villes sera poursuivie. Elle suppose une attention particulière aux phénomènes migratoires analysés sur longue durée.

La question de la construction des territoires sera traitée en donnant la place qui s'impose à la dynamique de l'intégration européenne. A cet égard, l'étude comparative des modes d'organisation territoriale illustre la validité de l'hypothèse du pluralisme dans l'approche de l'intégration européenne, ce qui conduira à renouveler la réflexion sur les formes politiques de l'Union européenne à partir d'une réévaluation critique des théories du fédéralisme. Par ailleurs, l'ouverture de l'économie et l'intégration européenne ont des conséquences importantes sur les politiques publiques. Elles donnent une importance accrue aux politiques territorialisées telles que les politiques d'aménagement du territoire, la politique de la ville et plus généralement les politiques qui tendent à restaurer ou développer les fonctions centrales des grandes agglomérations dans le développement économique, en raison de la concurrence entre les territoires, laquelle conduit paradoxalement à donner aux institutions une valeur économique nouvelle.

Le souci d'analyser les transformations sociales contemporaines en prêtant une attention particulière aux tensions qu'elles génèrent et aux inquiétudes qu'elles suscitent restera très présent. En s'intéressant au domaine des pratiques sociales, ou encore aux dimensions constitutives de l'expérience sociale, le thème des pratiques urbaines, des migrations et des normativités sera abordé

à travers la référence aux espaces urbains (c'est de la tension entre territorialité et mobilité, proximité et distance, ségrégation et intégration, etc... dont il s'agit de rendre compte) et par l'accent mis sur les formes et degrés de mobilité ou les divers types de mobilisation ethnique ou territoriale des populations.

Il est également prévu de développer de nouveaux programmes de recherche sur la reconversion des anciens bassins miniers en Europe et sur l'impact de grands projets de restructuration urbaine dans douze pays de l'Union Européenne.

Il existe de nombreuses interactions entre les différentes composantes des deux volets du programme de recherche de l'IFRÉSI. Les échanges entre chercheurs, liés à la conception et à la conduite des opérations ainsi qu'à la tenue régulière des *Journées IFRÉSI*, ont progressivement contribué à l'émergence d'approches communes des questions de recherche qui restent cependant largement ouvertes aux débats. Parmi ces éléments partagés il faut relever essentiellement les traits suivants :

- l'apprehension des activités en tant qu'organisations socio-économiques connaissant de profondes transformations dans leurs techniques, objets, structures, fonctionnement, avec la montée du contenu informationnel et de service des activités, les nouveaux schémas de la production matérielle, le développement des préoccupations environnementales ;

- la considération des activités et des organisations à la fois du point de vue de leur insertion dans des logiques de coût et d'efficacité et du point de vue des identités et trajectoires professionnelles et sociales qu'elles contribuent à « produire » et sur lesquelles elles s'appuient ;

- l'importance donnée aux dimensions organisationnelles et juridiques, aux régulations des activités productives et des modes de vie urbains, régulations qui combinent des éléments marchands et institutionnels, privés et publics ;

- la recherche de la mise en lumière des stratégies des acteurs sociaux dans l'analyse des transformations étudiées, en lien avec l'évolution de leurs représentations et comportements face aux enjeux sociétaux, aux organisations et institutions ;

- la place accordée aux dimensions spatiales des activités, à l'organisation territoriale des modes de vie et de production, aux changements institutionnels liés à l'internationalisation et à l'intégration européenne ;

- la part importante donnée aux dimensions comparatives, notamment mais pas seulement dans le cadre européen, cela concernant aussi bien les activités, l'emploi, que la ville et les territoires, la comparaison entre les systèmes juridiques ;

- la sensibilité à la longue durée à propos par exemple de l'histoire des rapports entre marchés et institutions, du travail et de l'emploi, des villes et des territoires.

## **2. "GAINS FÉDÉRATIFS" ET DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION ENTRE LES UNITÉS DE L'IFRÉSI**

### **2.1. CONSOLIDER ET DÉVELOPPER LES "GAINS FÉDÉRATIFS"**

Le bilan des activités de l'IFRÉSI au cours de la période 1994-1997 a fait apparaître un ensemble de "gains fédératifs". Sur la base du développement déjà intervenu des coopérations entre les unités participant à l'IFRÉSI, le projet de renouvellement propose de consolider et d'accroître sensiblement les avantages collectifs tirés de ces coopérations entre des unités qui ont chacune leur personnalité propre, leur autonomie, leurs responsabilités.

Comme dans la période écoulée, les gains à consolider et développer ont d'abord trait aux contributions qu'une fédération à forte consistance peut offrir en matière d'initiative, d'animation et de mobilisation d'un milieu de recherche. Ils tiennent aux effets proprement de connaissance dus aux interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, aux conditions locales de taille permettant de tirer le meilleur parti des rapports internationaux. Ils concernent la formation à et par la recherche, l'insertion des jeunes chercheurs dans un milieu dense. Ils tiennent aussi à une visibilité favorisant les rapports avec la communauté scientifique nationale ou internationale et avec les partenaires de la recherche (acteurs de la vie des entreprises, des collectivités publiques, de la société urbaine, etc...).

Dans cette volonté de consolider et de donner une dimension nouvelle aux "gains fédératifs" déjà obtenus, trois éléments méritent d'être soulignés.

**A)** Le premier est lié à la diversification croissante des métiers universitaires et à la nécessité de l'équilibrer par un renforcement des soutiens aux volontés de recherche des universitaires. Contrecarrer les risques de graves insuffisances en la matière ne concerne pas que l'organisation locale de la recherche, mais celle-ci a un rôle à jouer. Une dimension de grande taille dans une organisation fédérative trouve *ici* une justification essentielle, et c'est *ici* que se situe, à notre avis, le plus déterminant de ce que nous avons ensemble réalisé avec l'Ifrési jusqu'à présent et qu'il nous paraît falloir accentuer sensiblement. En raison même de la taille fédérative, il est possible de gérer une ouverture permanente à l'entrée et à la ré-entrée des personnes dans la recherche active, d'assurer pour un large milieu scientifique régional l'aide à la veille sur les conditions d'accès à la recherche dans nos domaines, de mobiliser en permanence des moyens financiers internes d'aide au démarrage de nouveaux programmes, d'aider à lever certains obstacles liés à des questions d'affiliation ou de rivalités personnelles, etc.... Ceci est possible parce que, au sein de la fédération, les objets de recherche se situent très largement dans les mêmes domaines et les partenaires extérieurs sont les mêmes.

**B)** Renforcer les liens entre les unités et la "niveau fédéral" de l'IFRÉSI doit permettre d'améliorer, au bénéfice de tous, la coordination entre l'équipe ITA affectée au niveau fédéral de l'IFRÉSI et les personnels ITA ou IATOS des unités sur un ensemble de fonctions collectives. Le constat de telles possibilités de gains ne signifie pas qu'il faille sous-estimer la gravité de nos déficits en postes ITA ou IATOS effectivement consacrés aux fonctions techniques et administratives. Il vise au contraire à souligner l'efficacité qui serait donnée à la satisfaction de nos besoins urgents en nouveaux emplois ITA ou IATOS (Cf. le point 3 de cette partie).

**C)** Enfin, un élément essentiel tient à un mouvement institutionnel de longue durée dans l'Enseignement Supérieur : la tendance sur longue période à la croissance de l'autonomie et de la responsabilité des Établissements Universitaires.

La croissance de l'autonomie et de la responsabilité des Établissements a une très forte légitimité. En même temps, elle pose des questions nouvelles pour une structure multi-établissements comme l'IFRÉSI, ainsi que nous le constatons dans le début - en ce qui nous concerne - de la procédure actuelle de contractualisation de la recherche entre le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, les Universités, le CNRS. Il s'agit d'éviter des risques de formes destructrices de concurrence pour l'accès aux fonds publics.

En tenant compte des trois éléments qui viennent d'être mentionnés, nous souhaitons une solution dans deux directions complémentaires :

- un ancrage encore plus fort de la fédération IFRÉSI au sein même de chacun des Établissements concernés
- un soutien renouvelé et renforcé de nos tutelles à notre structure multi-établissements.

En ce qui concerne l'accentuation de l'ancrage de la fédération IFRÉSI au sein même de chacun des Établissements concernés, cela signifie concrètement pour nous trois choses :

- ⇒ À chaque fois que cela a un sens du point de vue du programme scientifique et revêt un caractère opérationnel, nous proposons un recouvrement complet entre le champ des unités et celui de la fédération
- ⇒ Dans les autres cas où il faut tenir compte des interférences entre le regroupement IFRÉSI et d'autres logiques de regroupement tout à fait légitimes au sein même de chaque Établissement, nous proposons d'identifier clairement la partie du programme scientifique de l'unité qui a vocation à participer à la fédération, sans se borner à une participation ponctuelle et "homéopathique" limitée aux seules opérations pour lesquelles le niveau fédéral apporte directement et immédiatement des moyens
- ⇒ Les deux principes précédents vont pour nous de pair avec la poursuite du fonctionnement sur programme scientifique de la fédération qui a été rodé au cours des dernières années. Cela implique que les attributions internes des moyens notifiés au niveau fédéral de l'IFRÉSI continuent à s'effectuer, non pas en fonction de clefs fixes de répartition entre les unités, mais en fonction des opérations de recherche et d'échange scientifique menées, avec exigence de produits "tangibles et datés" régulièrement suivis et adaptation souple au fil du temps.

Dans le projet de renouvellement, le développement de la coopération entre les unités tient donc compte des objectifs indiqués ci-dessus et de la diversité des situations. Nous reproduisons ci-dessous à ce propos les tableaux déjà portés dans la première partie.

\* Pour cinq unités, l'ensemble de leurs activités a vocation à participer au programme de la fédération

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille 1)<ul style="list-style-type: none"><li>- Centre Lillois d'Etudes et de Recherches Sociologiques et Économiques (CLERSE)</li><li>- Centre Lillois d'Analyse et de Recherche sur l'Évolution des Entreprises (CLAREE)</li><li>- Laboratoire de Géographie Humaine (LGH)</li><li>- Centre Économie et Politiques Européennes (CEPE)</li></ul></li><li>• Université Droit et Santé Lille 2<ul style="list-style-type: none"><li>- Centre de Recherches Administratives, Politiques et Sociales (CRAPS).</li></ul></li></ul> |
|--|

\* Pour quatre unités, la vocation à participer concerne une partie thématique de leurs activités précisée dans le tableau ci-dessous

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>• Université Charles de Gaulle Lille 3<ul style="list-style-type: none"><li>- Centre d'Etudes et de Recherche sur les Savoirs, les Arts, les Techniques les Économies et les Sociétés (CERSATÉS). Domaine concerné : <i>Histoire économique et sociale moderne et contemporaine</i></li><li>- Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest. Identité, Mémoire, Société (IMESO). Domaine concerné : <i>Histoire moderne et contemporaine des villes</i></li></ul></li><li>• Fédération Universitaire et Polytechnique de Lille<ul style="list-style-type: none"><li>- Laboratoire de Recherches Économiques et Sociales (LABORES). Domaines concernés : <i>PME, filières de production, productivité, marchés immobiliers, politiques sociales</i></li></ul></li><li>• Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis<ul style="list-style-type: none"><li>- Histoire, civilisations, cultures des pays du monde occidental. Domaines concernés : <i>Emploi, formation, trajectoires. Institutions et construction des territoires</i>.</li></ul></li></ul> |
|--|

## **2.2. DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION ENTRE LES UNITÉS ET RÉPARTITION FONCTIONNELLE DES TÂCHES**

Avec l'objectif de consolider et de développer les coopérations au sein de la fédération, le projet de renouvellement comporte un contrat clair entre les unités et la composante fédérale de l'IFRÉSI, ainsi qu'une répartition fonctionnelle des tâches.

### **Un contrat clair entre les unités et la composante fédérale de l'Ifrési**

La demande de reconnaissance institutionnelle est celle d'un ensemble à deux niveaux complémentaires, celui des unités et celui de la fédération (FR), avec un contrat définissant les rapports entre les unités et la composante fédérale de l'Ifrési autour de six points :

- A) Le programme scientifique fédératif
- B) Le fait que la vie de la fédération soit portée par chacune des unités et l'appui apporté par la composante fédérale à la vie des unités
- C) Les fonctions de la composante fédérale (Cf. les huit fonctions indiquées ci-dessous)
- D) Une attribution interne des moyens notifiés au niveau fédéral de l'IFRÉSI, non pas en fonction de clefs fixes de répartition entre les unités, mais en fonction des opérations de recherche et d'échange scientifique menées
- E) La visibilité commune au travers des publications, l'Ifrési apparaissant dans la signature des publications comme un des éléments constitutifs de l'identité professionnelle des membres des unités de la fédération. Cela vaut de façon générale lorsque l'ensemble des activités de leur unité participe à la fédération. Cela vaut pour les autres unités lorsque les publications se rattachent à un des thèmes inscrits dans la partie sécante entre programme de la fédération et programme de l'unité, sans se limiter aux résultats des opérations de recherche pour lesquelles la fédération contribue immédiatement et directement à l'obtention de moyens
- F) Les pratiques contractuelles : tous les contrats réalisés dans les locaux de la fédération sont en cohérence avec son programme scientifique. Ils sont passés soit par le CNRS, soit par un des Établissements Universitaires signataires de la convention instituant l'Ifrési. Dans les différents cas, ils sont passés pour le compte de la fédération et donnent lieu à un prélèvement contribuant à son fonctionnement d'ensemble.

### **Les fonctions de la composante fédérale de l'Ifrési**

L'ensemble formé par la composante fédérale de l'Ifrési et par les unités constitutives de celui-ci permet d'articuler différents niveaux d'initiative, d'impulsion, d'organisation, et de soutien de la recherche. Dans cet ensemble, la composante fédérale de l'Ifrési assure - sans exclusivité - huit fonctions :

1. Animation et mobilisation du milieu autour du programme fédératif
2. Interactions disciplinaires et pluridisciplinaires, échanges scientifiques entre les participants à la fédération
3. Développement de l'insertion internationale de ses participants, de leur mobilité internationale pour des séjours au moins de moyenne durée, de l'accueil de chercheurs étrangers, de recherches de terrain comparatives entre pays
4. Contribution à la formation des jeunes chercheurs au sein de leur équipe d'accueil et insertion de ceux-ci dans un milieu dense

5. Visibilité auprès des partenaires de la recherche et développement de relations suivies dans la longue durée avec eux

6. Aide à la préparation des publications (PAO, pré-presse) et à leur diffusion

7. Circulation interne et externe de l'information (« Ifrési-Infos » et projet en cours de réalisation d'un support destiné à faire connaître les résultats des recherches des participants à l'IFRÉSI).

8. Gestion financière des opérations de recherche.

Pour la mise en oeuvre des objectifs scientifiques proposés et pour obtenir des "rendements d'échelle" appropriés, le besoin d'un renforcement sensible de l'équipe ITA affectée au niveau fédéral de l'IFRÉSI mérite d'être particulièrement souligné.

### **3. LE BESOIN DE RENFORCEMENT DE L'ÉQUIPE ITA AFFECTÉE AU NIVEAU FÉDÉRAL DE L'IFRÉSI**

L'équipe ITA CNRS affectée spécifiquement au niveau fédéral de l'Ifrési joue un rôle de première importance dans le fonctionnement de la fédération et dans l'obtention de "rendements d'échelle".

Depuis 1990, année de l'installation de l'IFRÉSI dans son bâtiment propre et avec le fort développement de ses activités, et des services rendus aux unités de la fédération, le nombre des ITA a progressivement augmenté pour atteindre 8 (plus un ingénieur rattaché pour ordre car affecté dans une unité non associée, le Laboratoire de Géographie Humaine).

La situation s'est dégradée à partir de la fin mars 1996. Trois départs intervenus pour diverses raisons n'ont donné lieu qu'à un seul remplacement durable. *Le nombre d'ITA travaillant au niveau fédéral est donc passé de 8 à 6, alors que des manques importants se manifestaient déjà.* Par rapport aux tâches à remplir, un fort déséquilibre - qui va encore s'accentuer à l'automne 1997 avec l'extension des locaux propres de la fédération - se manifeste quantitativement et dans la structure des emplois (déficit en techniciens) :

- Absence d'appui en secrétariat et d'assistance technique pour la fonction communication interne et externe (fonction conditionnant le bon fonctionnement de la fédération et devant typiquement donner lieu à "rendements d'échelle" pour les unités fédérées)
- Déficit de secrétariat recherche pour les opérations fédératives

*Nota : les déficits particuliers sur les points précédents s'expliquent par le fait que, dans la pénurie, nous avons dû donner une priorité à un maintien correct d'une gestion comptable et financière lourde*

- Difficultés qui vont s'accentuer pour la maintenance et l'usage courant du parc informatique (100 postes avec l'extension des locaux + le réseau). Aujourd'hui l'ingénieur informaticien de la fédération doit à la fois assurer les tâches propres à sa fonction (gestion d'ensemble du parc et du réseau, de leur évolution dans le contexte d'une évolution technologique rapide, aide spécialisée aux chercheurs sur les logiciels, etc...) et essayer de faire face aux multiples nécessités quotidiennes de la maintenance et de l'usage courant. Il y a donc un très fort besoin d'assistance par une personne de statut technicien
- Un seul agent titulaire a, aujourd'hui, à la fois la responsabilité du service de reproduction et de pré-presse et de la maintenance des locaux (2100 m<sup>2</sup> de surface). Il est nécessaire qu'un second agent titulaire intervienne pour l'assister dans ces fonctions, d'autant que
  - ◊ les résultats qui ont été obtenus depuis 1994 par le seul agent en poste actuellement ont montré le très grand intérêt d'un service de reproduction et de pré-presse de haute

technicité (aide à la préparation des publications, graphisme, cartographie, recomposition de documents d'archives, etc...)

- ◊ le bâtiment dans lequel nous sommes entrés en 1990 nécessite au fil du temps un suivi beaucoup plus continu de sa maintenance (y compris pour les prestations demandées aux entreprises extérieures). Sont en jeu à la fois le bon fonctionnement quotidien des locaux et aussi la sécurité des personnes et des biens, notamment face au risque incendie.

Dans la pénurie, l'ensemble de l'équipe ITA affectée au niveau fédéral de l'IFRÉSI a effectué le maximum d'efforts possibles, y compris avec une très grande flexibilité dans l'organisation et le partage des tâches. Mais cela a des limites et, pour essayer, malgré tout, de répondre aux objectifs de la fédération, nous avons dû faire appel à des vacataires rétribués sur nos crédits de fonctionnement. Il ne s'agit pas de vraies solutions : très mauvais statut d'emploi pour les vacataires, difficultés de formation continue et de capitalisation de l'expérience, limites de nos ressources financières qui font que les expédients actuels, de toutes façons, ne pourront pas durer.

C'est pourquoi, en incluant la demande immédiate d'AFIP que nous avons présentée au début 1997 et qui n'a pas encore eu de conséquences opérationnelles à ce jour, nous présentons la demande de 4 ITA supplémentaires de niveau Technicien (Cf. « l'organigramme cible pour la période 1998-2001 » porté page suivante) :

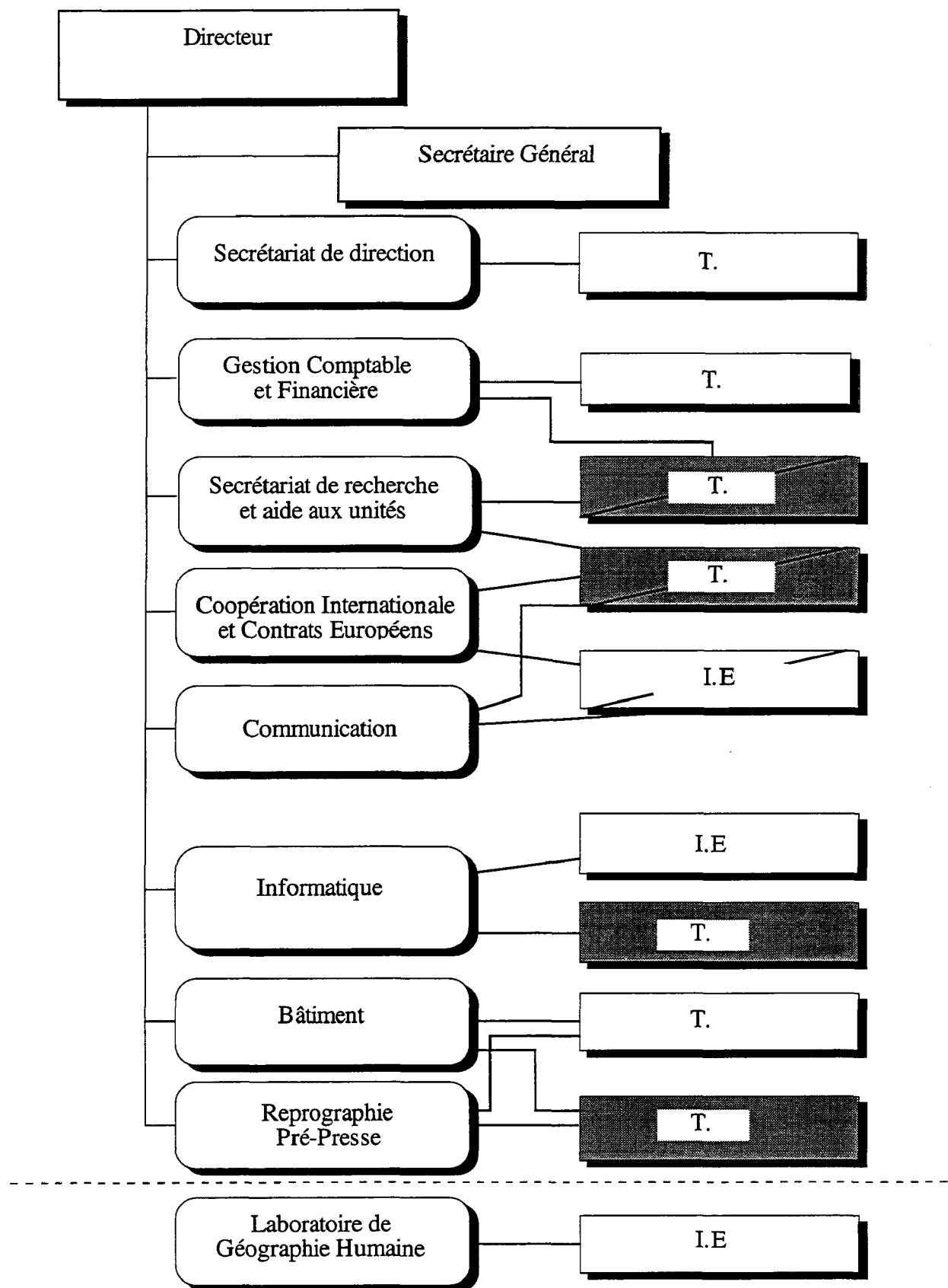
- 2 ITA (Secrétaire / Gestionnaire) se partageant l'assistance à la fonction Communication, au Secrétariat Recherche, à la Gestion Comptable et Financière
- 1 ITA (Technicien informatique) en aide au Service Informatique
- 1 ITA (Appui à la maintenance bâtiment et à la reproduction).

Cette demande peut être décomposée en deux temps :

- revenir le plus vite possible au nombre d'emplois de mars 1996 avec une structure adaptée (deux postes : un poste " Secrétaire / Gestionnaire" et un poste, soit "Technicien informatique", soit "Appui à la maintenance bâtiment et à la reproduction" selon les opportunités)
- bénéficier ensuite de deux postes supplémentaires.

*Nota : Dans l'organigramme-cible porté page suivante, nous faisons l'hypothèse que 2 AJT actuellement en poste passeront pendant cette période, au niveau technicien par promotion interne, compte tenu de leur qualification, des responsabilités et de la complexité des tâches qu'ils assurent déjà.*

**ORGANIGRAMME CIBLE POUR LA PÉRIODE 1998 - 2001**



*Légende : en trame grise les postes souhaités*

# QUATRIÈME PARTIE

## LES PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

### PRINCIPALES DES QUATRE DERNIÈRES ANNÉES

Cette quatrième partie comporte tout d'abord une bibliographie des principaux travaux réalisés par les participants à l'Ifrési (hors Actes des *Journées Ifrési*). Cette bibliographie est organisée en fonction des grands axes de recherche du programme de la fédération.

Ensuite est indiqué la liste des membres de la Fédération ayant présenté des communications et rapports écrits aux IVe et Ve Journées Ifrési édités dans un ensemble de volumes disponibles.

#### A. BIBLIOGRAPHIE DES PRINCIPAUX TRAVAUX

(Hors volumes des Journées Ifrési)

*Classement en fonction des grands axes du programme de recherche de l'Ifrési*

#### 1. TRANSFORMATIONS DES ACTIVITÉS ET CHANGEMENT SOCIAL

##### 1.1. EMPLOI, FORMATION, TRAJECTOIRES

###### 1.1.1. L'emploi et ses déterminants

\* *Emploi et politiques des firmes, contenu du travail*

Contributions dans ouvrage collectif

KRIFA Hadjila (à paraître) "Globalisation et création/destruction d'emplois : un cadre d'analyse", in : LAMOTTE B., *Tendances des relations d'emplois*, L'Harmattan.

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric (1995) "Logiques stratégiques des grands groupes multinationaux et dynamique territoriale : l'exemple de la région Nord-Pas de Calais", in TREMBLAY D.- G., Concertation et performance économique : vers de nouveaux modèles de développement, Presses de l'Université du Québec.

RIBAULT Thierry (à paraître en 1997) "Structures commerciales au Japon : où modernisation ne rime pas avec révolution", 30 p. In : *Le JAPON 1997*, Paris, Editions Complexes.

Rapports

DESREUMAUX Alain, LOUART Pierre, PAILOT Philippe (1995) *Les stratégies des entreprises en tant qu'acteurs de l'emploi*, Rapport pour le Ministère du Travail de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (Direction de l'Animation de la Recherche, des Etudes et des Statistiques), 3 vol., janvier 51 p., février 49 p., février 169 p.

DELNESTE Bénédicte, MASSON Pierre (1996) *Profils d'entreprises et évaluation des performances des Petites Entreprises Industrielles*, Rapport de recherche, IFRESI, juin, 62 p.

GADREY Jean, JANY-CATRICE Florence, RIBAULT Thierry (1996) *France Japon : L'emploi en détail. Essai d'analyse socio-économique*. Rapport pour le Commissariat Général du Plan . 214p. + annexes.

KRIFA Hadjila (dir.) (1996) *Stratégies de globalisation des firmes et création/ destruction d'emplois : étude comparative France Grande Bretagne, Italie*. Rapport pour le Commissariat Général du Plan (n° 45/94). I.F.R.E.S.I. Novembre. Volume 1, 201 p. et Volume 2 (annexes), 134 p.

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1994) *Stratégie de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale. L'exemple de la région Nord-Pas de Calais*. Rapport pour le Conseil régional Nord-Pas de Calais, 81 p.

RABIER Jean-Claude, JACQUES Catherine, MASSEUS Yoann (1997) *Évolution des métiers dans les CMCAS EDF/GDF, et Profil des agents dans les CMCAS EDF/GDF*, CLERSE-USTL.

#### **Communications**

DELNESTE Bénédicte (1995) "L'évaluation et les déterminants de la performance des petites entreprises industrielles françaises", Communication au colloque *Restructuration des entreprises dans les économies en transition*, Poznan, Pologne, 16-18 novembre.

DELNESTE Bénédicte (1997) "Profils technologiques de Petites Entreprises Industrielles Françaises et évaluation des performances". Communication acceptée à la 9ème conférence internationale de socio-économie, Montréal, Canada, 5-7 juillet.

GALLOUJ Camal (1996) "The French Model of the Hypermarket and Human Resource Management : the Case of Auchan". Conference à la Maison franco-japonaise : *Employment Systems and Human Resources Management in Retailing : the cases of Japan, United Kingdom, Germany and France*, Tokyo, 22-23 octobre.

KRIFA Hadjila (1997) "La globalisation contre l'emploi ? Eléments d'analyse et études de cas". Colloque *Association Tiers monde - Association de Science Régionale de Langue Française*. Poitiers 28-30 mai.

#### **\* Le temps du travail**

##### **Rapports pour le Conseil Régional Nord-Pas de Calais**

CONFLANT B., GOSSE D., MASEUS Y. (1996) *Les influences effective de l'ARTT pour les salariés*. Novembre.

CORDONNIER Laurent, HENGUELLE Valérie, JACOBE F., LAMMENS Laurence, MAUROY Hervé (1997) *Les préférences des salariés de la région Nord Pas de Calais en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail*. Janvier.

CORDONNIER Laurent, HENGUELLE Valérie, LAMMENS Laurence, MAUROY Hervé (1996) *Synthèse et bilan critique des enquêtes portant sur l'opinion et les préférences des salariés français en matière d'aménagement et de réduction de leur temps de travail*. Janvier.

LEMATTRE J., HOUARI D., SYLVAIN C. (1996) *Etude de l'aménagement-réduction du temps de travail dans les collectivités territoriales*. Novembre.

REDOR Dominique (1996) *Comparaison et bilan des expériences d'Aménagement et réduction du temps de travail dans la perspective de l'Eurorégion*. Octobre.

REDOR Dominique (à paraître en 1997) *L'aide et l'incitation à l'ARTT par les régions françaises: Analyses et perspectives*.

VANEECLOO Nicolas (1996) *Champs et leviers d'une politique régionale de développement d'un ARTT créateur d'emplois dans la région Nord Pas de Calais*. Juin.

VANEECLOO Nicolas (1996) *La loi "de Robien-Chamard" : jusifications et impact possible d'une incitation à l'aménagement-réduction du temps de travail*. Février.

#### **\* Institutions de l'économie et emploi**

##### **Thèse**

MATHIOT Pierre (1996) *Acteurs et politiques de l'emploi dans la France des années quatre-vingts. Contribution à l'analyse sociologique des processus de décision publique*. Thèse de Science Politique. Institut d'Etudes Politiques de Paris, 593 p.

#### **Communications**

MATHIOT Pierre (1995), "Les politiques de l'emploi en France depuis 1981: approche critique", *Congrès annuel de l'Association Américaine de Science Politique (APSA)*, Washington, 28-31 août.

MATHIOT Pierre (1995), "The employment policies in France since 1981: from the quest of a 'global compromise' to a 'step-by-step management'". *Congrès annuel de l'Association Américaine de Science Politique (APSA)*, Chicago, 30 août-3 septembre.

## **1.1.2. Trajectoires d'emploi, compétences, professionnalités**

### **\* *Insertion professionnelle et précarités, trajectoires***

#### **Ouvrages**

DEMAZIERE Didier (1995) *La sociologie du chômage*, Paris, La Découverte.

DEMAZIERE Didier (1995) *Le chômage de longue durée*, Paris, PUF.

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (1997) *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple de récits d'insertion*, Paris, Nathan.

LECLERC-OLIVE Michèle (1997) *Le dire de l'événement (biographique)*, Septentrion.

#### **Contribution dans ouvrage collectif**

STANKIEWICZ François (1996) "L'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi : comment la mesurer ? Comment la développer ?", in *Combattre le chômage : effets des mesures, mesure des effets*, Travail Emploi Formation, Point d'appui, Université libre de Bruxelles.

#### **Articles de revue**

DEMAZIERE Didier (1996) "Chômage et dynamiques identitaires", in : PAUGAM Serge (ed) *L'exclusion. L'état des savoirs*, Paris, La Découverte, pp. 335-343.

DEMAZIERE Didier (1996) "Des chômeurs sans représentation collective : une fatalité ?", *Esprit*, n°10, pp. 12-32.

DEMAZIERE Didier (1996) "Des réponses langagières à l'exclusion. Les interactions entre chômeurs de longue durée et agents de l'ANPE", *Mots*, n°46, pp. 6-29.

DEMAZIERE Didier (1996) "Face aux chômeurs de longue durée. De part et d'autre du guichet", in : HASSOUN Martine, REY François (ed), *Les coulisses de l'emploi*, Paris, Panoramiques-Corlet, pp. 187-207.

DEMAZIERE Didier (1996) "Les jeunes sont-ils allergiques au travail ?", *Adolescence*, n°14, pp. 245-249.

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (1996) "Récits d'insertion et mondes socioprofessionnels", *Travail et Emploi*, n°69, pp. 55-69.

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (à paraître en 1997) "Dire les situations d'emploi. Confrontation des catégorisations statistiques et des catégorisations indigènes", *Sociétés Contemporaines*.

DEMAZIERE Didier, DUBAR Claude (à paraître en 1997) "E.C. Hughes, initiateur et précurseur "critique" de la Grounded Theory", *Sociétés Contemporaines*.

DEMAZIERE Didier, MONFROY Brigitte (1994) "Explaining the differences in the occupational insertion of educationally lesser qualified young people: findings and avenues of research", in coll., *The determinants of transitions in youth*, Berlin, CEDEFOP, pp. 95-103.

DEMAZIERE Didier, NASSER Catherine (1995) "La qualification sociale, un nouveau sirop Typhon", *Panoramiques*, n°19, pp. 114-118.

LECLERC-OLIVE Michèle (1995) "La quête d'identité comme fiction structurante : un moment de vie d'une femme du Sahel", *Revue Internationale de Psychosociologie*, 1995, vol. II, n°2.

LECLERC-OLIVE Michèle (1995) "Les lignes de vie", *RITM*, n° 10, *Le tournant d'une vie*.

STANKIEWICZ François (1994) "L'efficacité des stages de formation", in : D. Demazière et E. Verdier (Eds) *Evaluation des aides publiques à l'insertion et à la réinsertion*, Document du CEREQ, n° 94.

STANKIEWICZ François (1995) "La mesure de l'efficacité des stages de formation destinés aux demandeurs d'emploi", *Travail et Emploi*, n° 64.

#### **Communication**

STANKIEWICZ François (1995) "Analyse normative du marché de la formation délivrée aux chômeurs. Modèles de l'offre administrée et du quasi-marché", *Séminaire CEREQ-CREQAM*, Marseille.

## \* *Travail indescriptible, évolution des compétences*

### Contribution dans ouvrage collectif

STANKIEWICZ François (1996) "Le travail comme activité d'adaptation à des situations changeantes : quels principes d'optimisation", in : D. G. Tremblay, *Innovation technologie et qualification*, Presses de l'Université du Québec.

### Article de revue

STANKIEWICZ François (1995) "Choix de formation et critères d'efficacité du travail : adaptabilité et financement de la formation générale par l'entreprise", *Revue Economique*, n° 5, septembre, pp. 1311-1331.

### Rapport

GLORIEUX Nicolas (1997) *Evaluation des pratiques de mobilité interne des cadres*. Rapport pour le Groupe SOUFFLET (agro-alimentaire), Janvier, 35 p.

### Communication

LENE Alexandre (1996) "Adaptabilité et flexibilité qualitative de la main-d'œuvre". Communication aux XVIèmes Journées de l'Association d'Économie Sociale, Rennes, 12-13 septembre.

### Thèses

LEMATTRE-PERNOD Martine (1997) *Les systèmes d'emploi des entreprises en régime d'innovation permanente : le cas des industries informationnelles*. Thèse és sciences économiques soutenue le 15-05-1997, Université des Sciences et Technologies de Lille.

SCHEER Jean-Marie (1997) *Le pourvoi des postes d'ingénieurs-techniciens. Le cas de trois firmes de haute technologie*. Thèse és sciences économiques soutenue le 07-03-1997, Université des Sciences et Technologies de Lille.

## \* *Recomposition des professionnalités et des identités professionnelles*

### Contributions dans ouvrage collectif

DEMAILLY Lise (1994) "Compétence et transformation des groupes professionnels" in *La compétence: mythe, construction ou réalité ?*, Dir. MINET (F), PARLIER (M), WITTE (S. de), l'Harmattan, Paris, avril.

DEMAILLY Lise (1994) "Rapports d'encadrement et mobilisation des groupes professionnels : le cas des enseignants" in DUBAR C., LUCAS Y (dir) *Genèse et dynamique des groupes professionnels*, PUL, Lille, juin.

DEMAILLY Lise (1996) "La gestion de l'innovation en éducation : les modalités d'organisation de la recherche-développement", in BONAMI M, GARANT M. (dir) *Systèmes scolaires et pilotage de l'innovation*, De Boeck, coll Perspectives en éducation.

DEMAILLY Lise (à paraître en 1997) "Les professions de l'éducation en transformation : le rôle des réseaux", in : HARDY M. (dir) *École et changements sociaux*, Montréal.

### Articles de revue

BARBIER J.M., DEMAILLY L. (1994) "Analyse des fonctions sociales et professionnelles de dispositifs utilisant la recherche comme outil de formation" in *Recherche et formation*, Paris, 1994-4.

DEMAILLY Lise (1994) "La transmission des savoirs comme rapport symbolique", *CLES*, juin.

DEMAILLY Lise (1995), "Du côté des professeurs de Français: quel rapport au métier", *Le français aujourd'hui*, n°11 (Le collège, un passage difficile?), Paris, septembre, pp. 53-62.

DEMAILLY Lise, ZAY D (1994) "Gestion de la recherche et construction de réseaux" in *Recherche et formation*, Paris, 1994-4.

JACOB Fabrice (1995) "Les douaniers français aux frontières de la sécurité intérieure", *Déviance et Société*, Vol. 19, n°4, pp. 339-354.

### Rapport

DEMBINSKI O, (1994) *Les cadres hospitaliers*. Rapport pour le Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Lille, Janvier, 36p.

### Traduction

DEMAILLY, DEMAZIERE, DUPREZ, ENGRAND, LECLERC-OLIVE (1996) traduction de deux chapitres de l'ouvrage de E.C. HUGHES *Men and their Work* publiés aux Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, Paris, sous la direction de J.Cl. Chapoulie.

## **Communication**

JACOB Fabrice (1996) "Les douaniers français et leur travail : emprunts à la conception d'Everett Hugues de l'entreprise sociologique" *Actes de la Journée E. C. HUGUES*, réunis par J. M. Chapoulie, pp. 96-105.

### **1.1.3. Mutations des systèmes de formation**

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

RENARD Jean-Pierre (1993) Chap. 10 "Education", in NOIN D., WOOD R. (Eds) *The Changing Population of Europe*, Oxford, BLACKWELL, 260 p., pp. 127-134.

THUMERELLE Pierre-Jean (1996) De la reconversion économique à la reconversion éducative dans le Nord - Pas-de-Calais, in *Hommages à B. Dézert*, SEDES.

#### **Articles de revue**

DEMAILLY L., CHARLON E., FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1996) "La production de la formation pour l'entreprise : organisations, produits, professionnalités", *Actualités de la Formation Permanente*, n° 141, mars-avril.

GADEA Charles, LOUBET Patrick, ROQUET Pascal (1996) "Formation promotionnelle des techniciens et ordre négocié de la sélection", *Formation Emploi*, n° 55, juillet-septembre, pp. 43-57.

ROQUET Pascal (1995) "La création de l'Ecole Nouvelle des Ingénieurs en Communication (ENIC)", *Document Céreq* n° 105.

#### **Rapports**

CHARLON E., DEMAILLY L., FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1994) *Les organismes de formation en relation avec l'entreprise : nouvelles organisations, nouveaux produits, nouvelles professionnalités*, CLERSÉ - LASTRÉE, Décembre.

CHARLON E., DEMAILLY L., FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1997) *Les fonctions et les emplois de la formation dans les entreprises et les administrations : le cas du Nord Pas-de-Calais*, CLERSÉ, Mars.

CONVERT Bernard, DJELLAL Faridah, FIEVET Gérald, FEUTRIE Michel, GREVET Patrice, GUGENHEIM Francis, PINET Michel (1996) *Réseau régional des Villes Universitaires du Nord- Pas de Calais*. Rapport pour le SGAR Nord-Pas de Calais, 535 p.

CONVERT Bernard, PINET Michel (1993) *La carrière étudiante*. Rapport pour le Plan Urbain, Novembre, 299 p + biblio. (synthèse et résumé in François Dubet et alii (1994), "Universités et Villes", Paris, L'Harmattan).

GRIVILLERS Eric (1993) *Devenir des inscrits à un diplôme de niveau Bac+5 à l'USTL. Cohortes cumulées 1991/1992 et 1992/1993*, OFIP-USTL, 199 p.

GUGENHEIM Francis, BOUFFIN Sandrine, DE BOSSCHER Josiane, METTE Marylise (1995) *Devenir des diplômés sortis des universités de l'académie de Lille. Comparaison des enquêtes de mars 1988 et de mars 1993*, Universités et Conseil Régional du Nord/Pas-de-Calais, septembre, 294 p.

THUMERELLE Pierre-Jean, DUMONT Frédéric et PIEDANNA Vincent (1996) Evaluation du plan Université 2000 à l'échelon national et à celui du Nord - Pas-de-Calais". Etude réalisée à la demande de la DATAR et du Ministère de l'Education nationale et de la Recherche. Rapport de synthèse, 137 p. (Publication prévue par la DOCUMENTATION FRANCAISE, 1998).

#### **Communications**

CHARLON E., VERMELLE MC. (1995) "La production de la formation pour l'entreprise : organisations, professions et compétences des acteurs de la formation". Communication au colloque *Les professions de l'éducation et de la formation*, 25-27 septembre 1995, Lille III, sélectionnée pour publication chez De Boeck en 1997.

CONVERT Bernard (1994) "Quelles nouvelles exigences pour la vie étudiante ?", communication au colloque *L'étudiant, l'Université, la ville*, Toulon, 1, 2, 3 Juin. (repris dans *Espace Universitaire*, n°7/8, Paris, Janvier 1995).

FEUTRIE M., VERMELLE MC. (1994) "Redéfinir les formations diplômantes : l'exemple des nouvelles formations d'ingénieurs", communication à la biennale de *l'éducation et de la formation*, Paris, La Sorbonne, 9-12 avril.

GUGENHEIM Francis, GRIVILLERS Eric, NYS Sandrina (1995) "Les populations interrogées et les classements de filières effectuées dans les études sur l'insertion professionnelle des étudiants des universités". Journée d'études du CLERSÉ. *L'insertion professionnelle : nouvelles approches, nouveaux débats*, juin, 10 p.

## 1.2. SERVICES-INDUSTRIE, ORGANISATION DES ACTIVITÉS

### 1.2.1. Développement et mutations des services

#### \* *Services/Industrie, innovation, évaluation*

##### Ouvrages

CUVELIER Pascal, TORRE Emmanuel, GADREY Jean (1994) *Patrimoine, modèles de tourisme et développement local*, Paris, L'Harmattan, collection Dossiers Sciences Humaines et Sociales.

DJELLAL Faridah (1995) *Changement technique et conseil en technologie de l'information*; L'Harmattan, collection "logiques économiques", 256 p.

GADREY Jean (1994) avec J. De Bandt, coéd., *Relations de service, marchés de services*, Editions du CNRS, 360 p.

GADREY Jean (1996) *Services : la productivité en question*, Paris, Desclée de Brouwer, 358 p.

GALLOUJ Camal, GALLOUJ Faïz (1996) *L'innovation dans les services*, Editions Economica, 112 p.

GALLOUJ Faïz (1994) *Economie de l'innovation dans les services*, Editions L'Harmattan, Logiques économiques, 256 p.

##### Contributions dans ouvrage collectif

RIBAULT Thierry (1995) "Gestion patrimoniale de l'information et capitalisme relationnel : le cas du Japon", pp. 233 - 242. *Japon pluriel*, ouvrage collectif, Paris, Picquier.

RIBAULT Thierry (1996) "L'information scientifique et technique au Japon", *L'Etat du Japon*, ouvrage collectif, Paris, Editions La Découverte.

RIBAULT Thierry (1996) "L'info-structure du capitalisme japonais : une impossible révolution ? ", pp. 144 - 166 (en japonais) dans *Aspects du multimedia et politique*, Volume 3, ouvrage collectif dirigé par Eishi KATSURA, in *Anthologie des média du XX ème siècle*, Tôkyô, Just System Publishing.

##### Articles de revue

ADJERAD Saïd, GADREY Jean (1995) "Mesurer et évaluer les performances des services. La méthode du 'poids de l'allocataire' des CAF", *Recherches et prévisions*, décembre, pp. 63-72.

DEMAILLY Lise (1995) "Observer les pratiques d'évaluation", *CLES*, Lille.

GADREY Jean (1994) "A propos de l'analyse économique des services d'assurance : le concept de produit et la question de son évaluation", *Revue économique*, vol. 45, n°2, mars, pp. 193-212.

GADREY Jean (1994) "Gestion patrimoniale, gestion durable des ressources et évaluation", *Politiques et management public*, vol. 12, n°4, pp. 31-49.

GADREY Jean (1994) "Les relations de service et l'analyse du travail des agents", *Sociologie du travail*, vol. 36, n°3, pp. 381-389.

GADREY Jean (1994) "The embeddedness of service 'products' in value systems", *Journal of Socio-economics*, vol. 23, n°3, automne, pp. 261-271.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, WEINSTEIN Olivier (1995) "New modes of innovation : how services benefit industry", *International Journal of Service Industry Management*, volume 6, n° 3.

GADREY Jean (1994) "La modernisation des services professionnels", *Revue française de sociologie*, vol. 35, n°2, mars, pp. 163-195.

GALLOUJ Camal (1995) "L'outplacement : intérêt pour la firme et pour les salariés". *Direction et Gestion des entreprises*, n° 150-151, Novembre-Février.

GALLOUJ Camal (1997) "Asymmetry of Information and the Service Relationship : Selection and Evaluation of the Service Provider", *International Journal of Service Industry Management*, vol 8, n° 1.

GALLOUJ Camal GALLOUJ Faïz (1997) "Innover à l'envers : les services et le 'cycle du produit inversé'", *Revue Française de Gestion*.

GALLOUJ Faïz (1994) "Cycles économiques et innovations de service : quelques interrogations à la lumière de la pensée schumpeterienne", *Revue Française d'économie*, Volume IX, 4, automne, p.169-213.

GALLOUJ Faïz (1994) "Les déterminants de l'innovation dans les activités de conseil", *Revue Française du Marketing*, n°149, pp. 33-51

GALLOUJ Faïz (1995) "Le processus de production de l'innovation dans les services de conseil", *Revue Française de Gestion*, n°103, mars-avril-mai, pp. 109-119.

RIBAULT Thierry (1994) "Economics of information : toward a new paradigm", *Gakko Jitsu Joho Senta no Kenkyu Bulletin*, Tôkyô, n°6, Juin, pp. 33-55.

RIBAULT Thierry (1994) "Les bases de données dans le dispositif japonais de veille technologique", *Le Documentaliste - Sciences de l'Information*, n°2.

RIBAULT Thierry (1994) "Vers un nouveau paradigme pour l'économie de l'information", *Politiques et Management Public*, mars.

## Rapports

DEMAILLY Lise, GADREY Nicole, DEUBEL Ph., VERDIERE J. (1996) *Effets de l'audit de l'académie de Lille sur les cultures professionnelles des évaluateurs*, DEP (Ministère de l'Education nationale), décembre.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz (1994) *L'innovation dans l'assurance : le cas de l'UAP*, Rapport de recherche, UAP/Association Progrès du Management, juillet, 64 p. + Annexe : 142 p.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, GHILLEBAERT Edwige (1996) *La Poste : mondes de production, types de produits, contribution à la cohésion sociale*. Rapport pour la direction de la stratégie de La Poste, octobre, 105 p.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, LHUILLY Stéphane, RIBAULT Thierry, WEINSTEIN Olivier (1993) *La R-D et l'innovation dans les services : le cas du conseil, de l'assurance et des services d'information électronique*. Rapport pour le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, octobre, 350 p.

GALLOUJ Camal, DJELLAL Faridah (1994) *Evaluation des programmes conjoints de recherche franco-britanniques : le cas du programme "Alliance"*. Rapport pour le Ministère des Affaires Etrangères et le British Council, 80 p. (Avec le PREST, Université de Manchester).

GALLOUJ Faïz, DJELLAL Faridah, GALLOUJ Camal (1997) *Vers une théorie de l'innovation dans les services*, Rapport pour le Commissariat Général du Plan, juin.

GALLOUJ Faïz, DJELLAL Faridah, GALLOUJ Camal (1997) *Sectoral trajectories of innovation in services : the French case*, Commission Européenne, mars.

## Communications

DEMAILLY Lise (1996) "Development of evaluation and professional involvement in civil services". Colloque international, comité de recherche de l'AIS "Occupational groups", Nottingham , 10-11-12 septembre

DJELLAL Faridah, GALLOUJ Camal (1996) "Innovation et développement régional : le cas des firmes de conseil en technologie de l'information". Colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française, *Dynamiques Industrielles et dynamiques territoriales*, 30 août-1er septembre, Toulouse.

GADREY Jean, GALLOUJ Faïz, LHUILLY Stéphane, WEINSTEIN Olivier (1994) "Innovation et R-D dans les services". Communication au *troisième séminaire international de recherche en management des activités de service*, La Londe Les Maures, 24-27 mai, 20 p.

GALLOUJ Faïz (1996) "Do service firms innovate ?" Communication au colloque *Services in innovation, innovation in services*, Roskilde University, Danemark, 11 janvier.

## Thèse

DICKEL Sandrine (1997) *L'ouverture à la concurrence d'un service public de réseau et ses conséquences sur les performances et l'allocation interne des ressources. Le cas de France Télécom*, Thèse déposée, soutenance prévue pour septembre 1997, Université de Lille I.

## \* Services publics et marché, services aux personnes

### Ouvrages

CRESSON Geneviève (1995) *Le Travail domestique de santé*, Paris, Editions L'Harmattan, collection Logiques Sociales, 346 p.

MAUROY Hervé (1996) *La mutualité en mutation : les pratiques solidaristes en question*, Paris, Editions L'Harmattan, Collection Logiques sociales.

## **Contributions dans ouvrage collectif**

BUTTÉ Isabelle, LARDÉ Philippe (1996) "Quels niveaux d'intervention pertinents pour un politique sociale en faveur des personnes âgées ?" *Politiques sociales et Territoires en Europe*, in ch 5 Âge et Territoires en Europe, Rennes, IREMAR - FR7 - CNRS - Université de Rennes 1, Maurice BASLÉ ed, pp. 825-840.

CRESSON Geneviève (1993) "Le travail de soin des mères de famille", in : COOK Jonh, DOMMERGUES Jean-Paul (Eds) *L'enfant malade et le monde médical : dialogue entre familles et soignants*, Syros, chapitre 2, pp. 41-78.

CRESSON Geneviève (1993) "Compétences maternelles et distances aux modèles médicaux : quelques aspects de l'activité sanitaire profane", in : DURNING Paul, POURTOIS Jean-Pierre (Eds) *Education et famille*, Ed. De Boeck-Université, pp. 272-289.

## **Articles de revue**

BASTIN Nicole, CRESSON Geneviève, TYBERGHEIN J. (1996) "Éléments d'analyse sociologique d'un risque thérapeutique, le cas de la contamination transfusionnelle des hémophiles français par le virus VIH". Numéro spécial de *CLES*, sur les économies de l'extrême N° 28, 2<sup>e</sup> trimestre, pp. 75-86.

BUSTREEL Anne (1995) "L'approche économique de la division sexuelle du travail", *Les cahiers du MAGE*, n°3-4, pp. 125-142.

CRESSON Geneviève, ROMITO Patizia (1993) "Ces mères qui ne font rien. La dévalorisation du travail des femmes", *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 14, n° 3.

CRESSON Geneviève (1993) "Reconnaitre la production sanitaire profane : un enjeu féministe", *Chronique Féministe*, n° 49, sept-oct, pp. 11-17.

CRESSON Geneviève (1997) "La sociologie de la médecine méconnaît-elle la famille ?" *Sociétés Contemporaines*, n° spécial "Famille et sociologies", n° 25, janvier, pp. 45-66.

CUCCHI Michel, DELAETER Bernard, LARDÉ Philippe, DUVAUX Christophe (1994) "L'analyse de système dans le domaine sanitaire - Mise en oeuvre de pratiques médicales à distance", *Gestion Hospitalière*, n°336, mai, pp. 378-384.

DOLEZ Bernard (1993) "La France, l'Europe et les investissements étrangers", *Regards sur l'Actualité*, n° 31, juillet-août, pp. 47-54

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPÉO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1995) "De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales", *Revue Médicale de l'Assurance Maladie*, n°1, pp. 35-51.

MARCOU Gérard (1994) "La notion de délégation de service public après la loi du 29 janvier 1993", *Revue française de Droit administratif*, n°3, mai-juin

MARCOU Gérard (1995) "Les modes de gestion des services publics locaux en Allemagne et l'ouverture à la concurrence", *Revue française de Droit administratif*, n°3, pp. 462-496.

MAUROY Hervé (1996) "L'adaptation des mutuelles ouvertes à la concurrence : un méfait de la sélection adverse ?", *Revue internationale de l'économie sociale* (RECMA), octobre.

MAUROY Hervé (1996) "La préservation d'une éthique solidariste : une arme pour la mutualité", *Revue internationale de l'économie sociale* (RECMA), avril.

## **Rapports**

BASTIN Nicole, CRESSON Geneviève, TYBERGHEIN J. (1993) *Approche sociologique de la demande en réparation du préjudice thérapeutique : le cas du Sida*. Rapport final de recherche ANRS/INSERM décembre, 344 p. + ann.

CRESSON Geneviève, HEINEN Jacqueline, LUDWIG Béatrice (1996) *Accueil et socialisation des jeunes enfants à Cologne et à Lille*. Rapport de recherche pour la CNAF, Juin

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPÉO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1994) *De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales*. Rapport pour la Caisse Autonome Nationale du Régime Minier de Sécurité sociale, Laboratoire d'Évaluation Médicale, Faculté de Médecine, Université de Lille 2, Septembre, 57 p.

MAUROY Hervé (1996) *L'adaptation de la mutualité au fait concurrentiel*. Rapport pour l'Association pour le développement de la documentation sur l'Economie sociale (ADDES), Paris.

## **Communications**

CRESSON Geneviève, HEINEN Jacqueline, LUDWIG Béatrice (1997) "Quelques paradoxes dans les compétences professionnelles autour des petits enfants". Communication à la journée d'étude *Certification, validation, diplôme : nouveaux enjeux*, CLERSÉ, 30 Mai.

LARDÉ Philippe (1994) "Concepts de l'économie des services pour l'analyse de la télémédecin". Fédération Hospitalière de France, *Télémedecine en 1994 : Pour une nouvelle approche de la coopération inter-hospitalière*, Lille, 5 avril.

LARDÉ Philippe (1996) "L'économie du handicap respiratoire", intervention à la Journée AFM - *Trachéotomie*, organisée par l'Association Française contre les Myopathies (AFM), Paris, 10 octobre.

LARDÉ Philippe (1997) "Les principes méthodologiques de l'élaboration d'une typologie des patients. L'étude des modalités de la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale", Ministère du Travail et des Affaires Sociales, Direction des Hôpitaux, Paris, 24 avril.

LARDÉ Philippe, CUCCHI Michel, DELAETER Bernard (1994) "Une méthode de représentation des problématiques complexes : la méthode ASTÉROÏDES". Actes des XIVèmes Journées de l'Association d'Économie Sociale : *Méthodes de l'Évaluation des politiques sociales*, Lille, LABORES, sept., pp. 229-242

LARDÉ Philippe, CUCCHI Michel, DELAETER Bernard, DUVAUX Christophe (1994) "Une méthode d'analyse de système appliquée à l'élaboration d'une stratégie de développement des pratiques médicales à distance", 2ème journée d'étude du CLERSÉ *Approches économiques et sociologiques de l'évaluation*, Université de Lille 1, juin.

LARDÉ Philippe, POIRET Jean, DI POMPÉO Christophe, HUBERT Hervé, DUROCHER Alain (1994) "De l'observation d'une filière de soins à l'évaluation des pratiques médicales", Société Française d'Évaluation des Soins et des Technologies (SOFESTEC), *La démarche qualité dans le système de soins*, Paris, 10 juin.

MAUROY Hervé (1996) "La mutualité en mutation". Intervention aux journées d'étude organisées par l'Union Nationale Interprofessionnelle de la Mutualité à Dourdan, le 24 avril.

#### Thèse

BUSTREEL Anne (1997) *Contribution à l'analyse économique de la non-division du travail dans les ménages*, soutenue le 17 janvier. Directeur de thèse : F. Stankiewicz.

### 1.2.2. Analyse des firmes : évolution, organisation, performances

#### \* *Évolution des firmes en longue période*

##### Articles de revue

BEAUCOURT Christel (1996) "Les enjeux des réorganisations sociales : compromis et production de sens", *Revue Française de Gestion*, 107, janvier-février, pp. 121-131.

DESREUMAUX Alain (1994) "Théories de l'évolution de l'entreprise : bilan et perspectives", *Cahiers de Recherche de l'IAE de Lille*, 94/4, 42 p.

DESREUMAUX Alain (1996) "Nouvelles formes d'organisation et évolution de l'entreprise", *Revue Française de Gestion*, 107, janvier-février, pp. 86-108

LEROY Daniel (1996) "Le management par projets, entre mythes et réalités", *Revue Française de Gestion*, 107, janvier-février, 109-120.

LOUART Pierre (1996) "L'apparente révolution des formes organisationnelles", *Revue Française de Gestion*, 107, janvier-février, pp. 74-85.

PAILOT P. (1995) "Les théories de la succession managériale : un état des lieux", *Cahiers de la Recherche du CLARÉE*.

PAILOT P. (1997) "Épistémologie dialectique et succession managériale : contribution à l'élaboration d'une théorie du lien Dirigeant-Firme", *Cahiers de la Recherche du CLARÉE*.

PAILOT P. (1997) "Halte au chaos ! Chaos déterministe et sciences de gestion : petite histoire d'une analogie incongrue", *Économies et Sociétés*, Série Sciences de Gestion.

PAILOT P. (1997) "Propositions pour une méthodologie d'analyse des freins "psychologiques" des dirigeants de PME lors des transmissions d'entreprise", *Revue Internationale des PME*.

PAILOT P. (1997) "Propositions sur les conditions d'application de la théorie du deuil dans l'analyse des changements organisationnels", *Organization Science*.

##### Rapports

CHARET Karine (1995) *Evolution des entreprises en longue période. Etude du secteur laine et de trois entreprises*. Rapport IAE de Lille, 149 p. + annexes.

DEBOURSE Jean-Pierre, BELANGER Monique, HOFLACK Jean (1995) *L'Industrie de la Vallée de la Lys en 1844 : caractéristiques des entreprises*. Rapports et Cahiers de recherche IAE, 28 p.

DEBOURSE Jean-Pierre, HOFLACK Jean, SCHNAKENBOURG Christian, BELANGER Monique (1995) *Entreprises du Nord Pas-de-Calais en 1845, caractéristiques et classement : 7 Secteurs*. Rapport IAE.

DESREUMAUX Alain, BENAVENT Christophe, BECOUR Jean-Charles (1994) *Programme de recherche sur les facteurs et processus d'évolution des entreprises en longue période. Eléments de méthodologie*, Rapport de recherche, septembre, 87 p.

### **Communications**

DEBOURSE Jean-Pierre, DOKOU Gérard, BELANGER Monique (1993) "Le Secret des Centenaires", *Journées de Recherche de l'IAE de Lille*, septembre, 32 p.

PAILLOT P. (1996) "L'approche biographique : une stratégie de recherche pour les sciences de gestion ?" Séminaire *Méthodologies qualitatives et GRH*, IAE de Lille, C.L.A.R.É.E., avril.

PAILLOT P. (1996) "La théorie de l'habitus de Pierre Bourdieu et la psychologie dynamique d'inspiration psychanalytique : quels apports pour la théorie de la rationalité ?", Actes de la *Vème Conférence Internationale de l'A.I.M.S.*, Lille, mai.

RABIER Jean-Claude (1994) "L'information dans les activités des PMI", Séminaire PNUD/ONUDI/Ministère du Développement Industriel et de l'Artisanat, Antananarivo, Madagascar.

RABIER Jean-Claude (1996) "Technologie et travail: réflexions à partir d'études de cas dans quelques pays d'Afrique sub-saharienne", Symposium *Stratégies pour l'intégration de la science et de la technologie dans le développement de l'Afrique de l'Ouest*, Lille.

### **Thèses**

LEROY Daniel (1994) *Fondement et impact du Management par projets*. Thèse de sciences de gestion. Lille, Université des Sciences et Technologies. 709 p. (2 volumes).

PAILLOT P. (1995) *L'articulation entre l'évolution de la firme et l'évolution du dirigeant dans un contexte de changement mutationnel : de l'emprise au deuil - approche qualitative inductive basée sur la méthode biographique*, Thèse pour le Doctorat de l'Université en Sciences de Gestion, I.A.E. de Lille, Université des Sciences et Technologies de Lille (Lille I), Novembre.

WALLART Isabelle (1994) *Analyse dynamique de la stratégie de programmes de nouveaux produits et performance des entreprises de haute technologie*, Thèse de sciences de gestion, Lille, Université des sciences et technologies de Lille

### **\* Performances, organisation et gestion des firmes**

#### **Ouvrages**

AUDEBERT Patrick (1995) *Profession : Négociateur*. Les Editions d'organisation, 355 p.

DECLERCK Roger-Patrick, DEBOURSE Jean-Pierre, DECLERCK John (1997) *Management stratégique, Contrôle de l'irréversibilité*, Lille - Editions ESC, 224 p.

HAZEBROUCQ Jean-Marie, BADOT Olivier (1996) *Le Management de Projets*, Paris, PUF, 127 p.

MAHIEU Christian, du ROY Olivier (à paraître en 1997) *L'organisation qui n'existe pas : Aluminium-Dunkerque, histoire d'un projet d'organisation nouvelle et analyse de son démarrage (1989-1994)*, Editions d'Organisation, Paris.

#### **Contribution dans ouvrage collectif**

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric (1995) "Logiques stratégiques des grands groupes multinationaux et dynamique territoriale : l'exemple de la région Nord-Pas de Calais en France", in Diane-Gabrielle TREMBLAY (dir.) *Concertation et performance économique : vers de nouveaux modèles ?*, actes du 12e colloque de l'Association d'économie politique, Montréal, 22-23 oct., pp. 269-299.

#### **Articles de revue**

FIEVET Gérald, MAHIEU Christian (1995) "L'évaluation comme modalité d'intégration de l'offre et de la demande de politique publique. L'exemple des politiques d'intermédiation technologique", *Clés*, n°25, 25 p.

HAZEBROUCQ Jean-Marie (1993) "Les facteurs clefs de succès dans le management des projets" *Revue internationale en Gestion et Management de Projets*, n°1, pp. 27-40.

HAZEBROUCQ Jean-Marie (1995) "La nouvelle conception de la performance: être efficace oui, mais aussi efficient", *Gestion 2000*, n°2, mars - avril.

HERAN Frédéric (1993) "La résolution des problèmes dans la production", *Revue Française de Gestion Industrielle*, n° 3, 16 p.

HERAN Frédéric, TOSTAIN Philippe (1994) "L'évolution comparée des principes d'organisation de la production industrielle et d'aménagement de la voirie urbaine", *Recherches Transports Sécurité*, n° 44, pp. 45-57, article repris dans la version anglaise de RTS, n° 11, 1995.

LEROY Daniel (1993) "Projet de conception d'une méthode de gestion d'un portefeuille de projets qualité" *Revue internationale en Gestion et Management de Projets, RIGMP*, n°2, octobre, pp. 38 - 68.

MAHIEU Christian (1994) "Les nouvelles formes d'organisation du travail : les enjeux des expériences actuelles", *Economies et Sociétés*, Collection *Sciences de Gestion*, n° 5, Tome XXVIII.

MAHIEU Christian (1995) "Les problèmes de développement d'une organisation qualifiante : le cas d'Aluminium Dunkerque", *Entreprendre et Former*, IFIGE, n° 3.

MAHIEU Christian, BIZAC Michel (à paraître en 1997) "Une entreprise de réseau face à la conduite politique du changement : cohérence "logique" et cohésion sociologique des démarches de changement", *Revue Sciences de Gestion*.

MAHIEU Christian, MIDLER Christophe (1993) "L'apprentissage de la gestion par projet dans l'industrie automobile : éléments pour une comparaison entre Renault et Volkswagen", *Revue Française de Gestion Industrielle*, n° 4.

MASSE Marie-Claude (1996) "Le contrôle de gestion dans un hôpital public : un modèle de transactions diagonales", *Comptabilité, Contrôle, Audit*, vol 2, n° 1, pp. 21-44

MASSE Marie-Claude (à paraître en 1997) "Une analyse positive d'un contrôle naissant à l'hôpital public : incitations propres et valeurs de nouvelles mesures d'activité", *Economie & Société*, série sciences de gestion.

## Rapports

DEBOURSE J.-P., PAILLOT P. (1996) *Avec qui et comment les dirigeants de PME construisent-ils leur vision stratégique ? : analyse de la notion d'équipe dirigeante dans les petites structures*, Rapport pour l'Agence Régionale de Développement, Décembre.

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1994) *Stratégies de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale : l'exemple du Nord-Pas de Calais*. Rapport final, Conseil Régional du Nord-Pas de Calais, Lille, nov., 85 p.

## Communications

DEBOURSE Jean-Pierre (1993) "Les facteurs clefs de succès d'un projet dans ses phases initiales". *61ème Congrès de l'ACFAS*, Rimouski Québec, mai, 12 p.

DEBOURSE Jean-Pierre (1994) "Management des projets et développement régional". *IVème Symposium international en management de projets - IAE de Lille*, Avril.

DEBOURSE Jean-Pierre (1997). "La méthode MAP revisitée". *VIIème Symposium international en management de projets - Marrakech*, 14 - 15 mai.

DUMOULIN Régis, GBAKA Alfred (1995), "Contrôle d'entreprise et réseaux stratégiques : une étude exploratoire". *Quatrième Conférence de l'Association Internationale de Management Stratégique*, Paris, 2, 3 et 4 mai

HERAN Frédéric (1994) "Les approches américaine et japonaise de la gestion industrielle en France : évolution et débats". Communication présentée à l'Université Keio, Tokyo, et à l'Université Kansei Gakuin, Osaka, mars, 8 p.

HERAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1994) "Globalisation des firmes multinationales et territoires : quelques réflexions", communication au colloque international du PIR-Villes Villes, entreprises et société à la veille du XIXe siècle, Lille, 16-18 mars, 30 p.

HERAN Frédéric, TOSTAIN Philippe (1994) "L'évolution comparée des principes d'organisation de la production industrielle et d'aménagement de la voirie urbaine", communication au colloque international du PIR-Villes Villes, entreprises et société à la veille du XIXe siècle, Lille, 16-18 mars, 28 p.

HERAN Frédéric, KRIFA Hadjila (1995) "Stratégies de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale", communication au *XXXIVème colloque annuel de l'ASRDLF*, Toulouse, 30-31 août et 1er sept. 20 p

LEROY Daniel (1993) "Les simulateurs comme outils de formation en gestion et management de projets". *61ème Congrès de l'ACFAS*, Rimouski, Québec, mai.

MAHIEU Christian (1997) "Enjeux stratégiques et action collective dans l'entreprise". Colloque de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française *Le dedans et le dehors : formes d'entreprises et formes d'activités*, Evry, 4 et 5 avril.

MAHIEU Christian (1997), "L'intelligence stratégique, contribution à une sociologie de l'action stratégique", *VIème conférence mondiale de l'Association Internationale pour le Management Stratégique*, Montréal, Canada, 26-28 juin.

MAHIEU Christian (1997) "Conduire le changement dans l'entreprise : gestion des projets d'organisation et action collective organisée", *IXème conférence internationale de la Society for the Advancement of Socio-economics*, Montréal, Canada, 5-7 juillet.

### Thèses

DUMOULIN Régis (1996) *Les configurations de contrôle au sein des réseaux interorganisationnels. Une recherche exploratoire*, Thèse de sciences de gestion, Université des Sciences et Technologies de Lille.

MASSE Marie-Claude (1994) *Le contrôle de gestion dans une bureaucratie professionnelle : contribution à la modélisation du cas de l'hôpital public*, Thèse de sciences de gestion, Université des sciences et technologies de Lille.

URLI Didier (1995) *L'allocation budgétaire dans une bureaucratie professionnelle publique : une nouvelle méthode d'apprentissage dans la conception du cadre référentiel*, Thèse de sciences de gestion, Université des Sciences et Technologies de Lille.

### 1.2.3. Sciences sociales, techniques, et industrie

#### Contribution dans ouvrage collectif

KOURCHID Olivier (1995) "Le charbon, évocation de quelques siècles sur cinq continents" in *Energie et Société, quelle légitimité pour les systèmes énergétiques du XXI<sup>e</sup> siècle*, Unesco, Pierre Bauby, Alain Beltran, Boris Berkowski, Thierry Gerber, Marcel Locquin, Vicente Lopez-Ibor Mayor, Stephen Mills (ed.) Editions Publisud, pp. 135-153.

#### Articles de revue

BACLE-GIARD Fabienne (1996) "Les modifications socio-techniques d'un système productif, le cas des houillères du Bassin Nord-Pas de Calais de 1960 à nos jours", *Technologies, Idéologies, Pratiques*, T XIII, décembre.

BARNIER Frédérique (1996) "Techniques militaires et structure sociale", *Bulletin du Groupe Sciences Sociales, Industries, Techniques et Cultures professionnelles*, n°2, avril.

KOURCHID Olivier, TREMPE R. (Dir.) (1994) "Cent ans de conventions collectives; Arras 1891-1991", *Revue du Nord*, Hors série, collection histoire n°8, Université Charles de Gaulle, Lille III, 409 p.

KOURCHID Olivier (1994) "Les instruments de mesure et les sécurités dans les mines de charbon françaises, XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle" in *Le patrimoine industriel pour quoi faire ?, L'archéologie industrielle en France*, numéro hors série, actes du colloque national de Trégastel, octobre, CILAC, pp 117- 125

KOURCHID Olivier (1994) "De la technique à la politique: le système Bedaux dans les mines", *Cahiers d'histoire sociale minière*, n° 3.

KOURCHID Olivier (1994) "Du statut du mineur à la gestion sociale des fermetures", *Cent ans de Conventions Collectives, Arras 1891-1991*, Revue du Nord, Hors Série Collection Histoire pp. 47-67 n° 8, Université Charles de Gaulle Lille III, 409 p.

#### Rapports

AZEMAR G.P., BARNIER F., DAVID D. (1997) *Les travailleurs du nucléaire*, Cahiers de l'IFOREP.

KOURCHID Olivier (1993) *Politique et technique des sécurités industrielles dans les industries stratégiques: l'exploitation minière souterraine du charbon*, Recherche contrat de plan 1989-1993, CNRS-Conseil régional Nord-Pas-de-Calais, IFRESI, décembre, 127 p. bibliographie

KOURCHID Olivier (1994) *Aspects politiques, sociaux et techniques d'une industrie stratégique: les mines de charbon*, 272 p., bibliographie.

#### Thèses

BARNIER Frédérique (1996) *La civilisation des armes: les arsenaux et l'industrie militaire en France, analyse sociologique*, thèse NR soutenue en mai, dir. O. Kourchid, DR, Université Paris VII-Université Lille 1.

KOURCHID Olivier (1993) *Production et travail dans une industrie stratégique - Sociologie, Histoire, Archéologie du monde de la mine*, thèse pour le doctorat d'état es-lettres, Université Paris VII, 1993 sous la direction de C. Durand, 2 volumes, 1372 p., bibliographie et annexes.

## **1.3. HISTOIRE DE LA PENSÉE, MÉTHODOLOGIE**

### **1.3.1. Histoire de la pensée économique**

#### **Ouvrages**

CALLENS Stéphane (1997) *Les maîtres de l'erreur*, PUF, Paris, 574 p.

CORDONNIER L., DUCHÈNE L., DEMALS T., PHILIPSON H., POSTEL N., VAN DE VELDE F. (à paraître en 1997)  
Traductions de textes de Keynes, *autour de la Théorie Générale*.

CORDONNIER Laurent (1997) *Coopération et réciprocité*, PUF, sociologie.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (dir.) (1995) *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)* Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (Ecole Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 p. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1995. [ Actes parus également comme numéro spécial de la revue *Économies et Sociétés*, Cahiers de l'ISMÉA, Tome XXIX, Série *Economia* ].

DEMALS Thierry (en collaboration avec D. AKAGÜL, P. DEUBEL, G. FERREOL) (1996) *Les grands économistes et sociologues*, Paris, Armand Colin.

PHILIPSON Henri (1995) *L'économie contre nature*, Hellemmes, ESTER, collection "L'espace économique", 325 p.

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

BERTHOUD Arnaud (à paraître en 1997) "J.Rawls, lecteur de J.S. Mill", *Actes du colloque sur l'utilitarisme* (Roubaix, Janvier 1996).

BERTHOUD Arnaud (à paraître en 1997) "Normativité et positivité chez les physiocrates", *Actes du colloque sur l'économie et les normes* (Paris, Octobre 1996).

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1993) "La constitution de l'économie politique physiocratique : les économistes contre les colbertistes", in : *Transactions of the Eighth International Congress on the Enlightenment*, H.T. Mason, Oxford, The Voltaire Foundation.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1995) "Karl Marx et la physiocratie", in : DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (dir.) (1995) *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)* Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (Ecole Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 p. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1995) "La physiocratie en Grande-Bretagne au début du XIXe siècle, errances ou deshérence ?", in: DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (dir.) *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)* Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (Ecole Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 p., Presses Universitaires de Grenoble.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (1995) "Présentation : Les physiocrates, la science de l'économie politique et l'Europe" in: DELMAS Bernard, DEMALS Thierry, STEINER Philippe (dir.) *La diffusion internationale de la physiocratie (XVIIIe-XIXe)* Actes du Colloque International d'Histoire de la Pensée Economique, (Ecole Normale Supérieure de Fontenay Saint-Cloud, 23-24 Septembre 1993), 482 p., Presses Universitaires de Grenoble.

#### **Articles de revue**

BERTHOUD Arnaud (1994), "Histoire de la pensée économique et philosophie économique", *Clés*, Février.

BERTHOUD Arnaud (à paraître en 1997) "Epistémologie du modèle Arrow-Debreu", *Oeconomia*.

CORDONNIER Laurent (1993) "Normes de réciprocité et comportements stratégiques", *Revue du MAUSS* : Ce que donner veut dire, La découverte.

CORDONNIER Laurent (1994) "L'échange et l'autonomie des personnes", *Revue du MAUSS*, n°4 : A qui se fier ?, La Découverte, 2ème semestre.

CORDONNIER Laurent, DEFALVARD Hervé (1994) "L'hypothèse sociologique dans la théorie du salaire d'efficience: un examen de la méthode", *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n°23, 1er semestre.

CORDONNIER Laurent, VAN DE VELDE Franck (à paraître en 1997) Le partage du travail, une perspective post keynésienne, à paraître dans les *Cahiers Lillois d'économie et de sociologie*.

COT Annie L. (1993) "Les lectures de Bentham", introduction au numéro spécial de la revue *Oeconomia (Économies et Sociétés*, série PE) consacré à "L'utilitarisme des origines", n°18, décembre, pp. 5-10.

COT Annie L. (1993) "Utilitarisme, libéralisme économique et libéralisme politique : Jeremy Bentham et la boîte de Pandore des droits naturels", *Oeconomia (Economies et Sociétés*, série PE), n°18, décembre, pp. 117-145.

COT Annie L. (1995) "The sovereign and the entrepreneur". Book review of Marco Guidi, *Il sovrano e l'imprenditore . Utilitarismo ed economia politica in Jeremy Bentham* (Rome, Laterza, 1992)", *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. I, n°3, pp. 618-623.

COT Annie L. (1997) "Jeremy Bentham et les colonies : les avatars d'une utopie utilitariste", in Francis Démier et Daniel Diatkine (eds.), *Adam Smith et les colonies*, numéro spécial des *Cahiers d'économie politique*.

COT Annie L. (à paraître en 1997) "Jeremy Bentham on Colonies : Economics, Politics and Utopia. . Book review of Jeremy Bentham, *Colonies, Commerce and Constitutional Law*, in : *The European Journal of the History of Economic Thought*, vol. IV, n°3.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1993) "Le libéralisme, la matrice physiocratique", *Espaces Temps*, N° 53-54, 4ème Trimestre, pp. 65-69.

POSTEL Nicolas (à paraître en 1997) "L'économie des conventions : une approche instrumentale de la rationalité individuelle ?", *Revue économique*.

TALAHITE fatiha (1995) "Que peut apporter la théorie des conventions à l'étude du chômage féminin?", *Les Cahiers du Magie*, n°3-4.

#### Communications

CORDONNIER Laurent, VAN DE VELDE Franck (1997) "Le principe de la demande effective", communication à la journée d'étude *Entreprise et entrepreneur chez Keynes*, CLERSÉ-IFRÉSI, 6 juin.

CORDONNIER Laurent, VAN DE VELDE Franck (1997) "Répartition des revenus et équilibre macroéconomique dans un modèle keynésien simplifié", *Congrès de l'association internationale des économistes de langue française*, Porto, Portugal, mai.

COT Annie L. (1995) "Science, loi et norme dans la pensée de Jeremy Bentham", contribution au colloque sur *L'économie normative*, Universités de Paris-I et de Paris-X, Paris, 23-24-25 octobre.

COT Annie L. (1996) "Le savant, le déontologue et le législateur : la science et l'art au service du plus grand bonheur pour le plus grand nombre", contribution au colloque *L'utilitarisme : analyse et histoire*, Université de Lille I et Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, janvier.

COT Annie L. (1996) "Jeremy Bentham : jeux de langage et jeux de miroirs", contribution au séminaire *Peut-on traduire les économistes sans les trahir ?*, Université de Lyon II, 19 novembre.

DELMAS Bernard (1996) "L'abbé de Saint-Pierre: l'utilité publique, principe du perfectionnement de l'Etat" contribution au colloque *L'utilitarisme : analyse et histoire*, Université de Lille I et Association Charles Gide pour l'Etude de la Pensée Economique, janvier.

DELMAS Bernard, DEMALS Thierry (1994) "Le bon prix sans la cherté, la quadrature du cercle des prix chez François Quesnay" Communication au Colloque organisé par l'Institut National d'Etudes Démographiques pour le *Tricentenaire de François Quesnay*, Versailles 10-11 Juin [Actes à paraître aux éditions de l'INED, 1997].

FISCHMAN Marianne (1995) "La naturalisme chez Walras", *European conference on the History of Economics*, Rotterdam, février.

FISCHMAN Marianne (1996) "Le concept d'ordre naturel chez Quesnay", *22th Annual Meeting of the History of Economic Society*, Etats Unis, juin.

TALAHITE Fatiha (1995) "Les statistiques de l'emploi et de la formation au Maghreb : une approche en termes de conventions", communication au colloque international *La relation formation-emploi dans les pays de la Méditerranée*, Grequam-Urequet (Marseille)-Université de Marrakech, à paraître.

### 1.3.2. Méthodologie, changement social, réseaux

#### Ouvrages

FORSÉ Michel, DEGENNE Alain (1994) *Les réseaux sociaux*, Paris, Armand Colin, Coll. U.

FORSÉ Michel, LANGLOIS Simon (eds) (1995) *Tendances comparées des sociétés post-industrielles*, Paris, P.U.F.

#### Contributions dans ouvrage collectif

CUKROWICZ Hubert (1995) "Le dire et le faire", in Richard-Zappella J. (dir.) *Le questionnement social : Actes du colloque international de Rouen*, 16-17 Mars, Université de Rouen, pp. 203-208.

FERRAND A., MOUNIER L. (1997) "Diversity of personal networks in France ; social stratification and relational structures" in : Wellman B. (ed.) *Networking in the global village*. (Chapitre à paraître, 35 p.)

FORSÉ Michel, LANGLOIS Simon (1994) "Comparative structural analysis of social change - The case of France and Quebec" in S. Langlois (ed.), *Divergence or convergence ?*, Montreal, McGill Queen's University Press et Fankfurt, Campus Verlag.

FORSÉ Michel, MÉLONIO Françoise (1994) "Alexis de Tocqueville", chapitre 3 in G. Ferréol et al., *Histoire de la pensée sociologique*, Paris, Armand Colin, Coll. Cursus.

#### Articles de revue

CUKROWICZ Hubert (1993) "Choisir ses voisins ?", *Revue Française de Sociologie*, XXXIV, pp. 367-393.

CUKROWICZ Hubert (1995) "Accorder des livres et des lecteurs : le libraire conseil", *CLÉS*, n° 26, pp. 21-32.

CUKROWICZ Hubert (1995) "De l'entretien d'enquête aux outils pour favoriser l'expression de la pensée", *Actualité de la Formation Permanente*, n° 139, pp. 26-31.

CUKROWICZ Hubert (1995) "Des livres clefs : lire pour changer sa situation", *Bulletin des Bibliothèques de France*, Tome 40, n° 4, pp. 66-71.

FERRAND A. (à paraître en 1997) La structure des systèmes de relations, *L'Année Sociologique*.

FORSÉ Michel (1993) "Les créations d'association progressent selon un rythme ralenti", in : Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 46.

FORSÉ Michel (1995) "Nouvelle baisse de la nuptialité et de la fécondité en Europe", in : Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 52.

FORSÉ Michel (1996) "La congruence de différentes dimensions du statut social est forte et stable", in : Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 57.

FORSÉ Michel (1996) "Salaire, statut et secteur d'emploi", in : Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 56.

FORSÉ Michel (1997) "Capital social et emploi", *L'Année Sociologique*, vol. 47, n° 1 (sous presse).

FORSÉ Michel (1997) "La diminution de la conscience de classe", in Chroniques des tendances de la société française, *Revue de l'OFCE*, Presses de la FNSP, n° 60.

FORSÉ Michel, CHAUVEL Louis (1995) "L'évolution de l'homogamie en France", *Revue française de sociologie*, XXXVI-1.

FORSÉ Michel, DALUD-VINCENT Monique, AURAY Jean-Pierre (1994) "An algorithm for finding the structure of social groups", *Social Networks*, vol. 16, n° 2.

FORSÉ Michel, LANGLOIS Simon (1997) "Réseaux, structures et rationalité", Présentation de *L'Année Sociologique*, vol. 47, n° 1 (sous presse).

KLOVDAHL A.S., FERRAND A., MOUNIER L. (1994) "Une petite pré-enquête : the challenge of social network research in France". *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, n° 43, pp. 74-90.

#### Rapports

CUKROWICZ Hubert (1994) *Le bel ouvrage ou La célébration du livre et du travail*, CLERSÉ-IFRÉSI, 153 p.

CUKROWICZ Hubert (1996) *Du passé faisons table ronde : 1988, les horaires modulaires. Mémoire d'un conflit à la poste principale de Lille*, CLERSÉ-IFRÉSI, 173 p.

#### Communications

FERRAND A. (1994) "Personal network, global network, structural rule". *International Conference on Personal Relationships*, Groningen, 4-8 July, 10 p.

FERRAND A. (1996) "Capital social comme échange social" Colloque *Trente ans de sociologie*, Institut de Sociologie de Lille, Octobre, 12p.

FERRAND A. (1996) "Partenariat : entreprendre avec les plus démunis". 3èmes journées régionales d'étude *Travail social et pauvretés en Europe*, Tourcoing, Novembre, 4p.

MORTAIN Blandine (1996), "Transmissions d'objets dans le réseau de parenté : des biens et des liens", XV<sup>e</sup> Congrès de l'*Association Internationale des Sociologues de Langue Française* (AISLF), Evora, 8-12 juillet.

## 2. INSTITUTIONS, TERRITOIRES, VILLES

### 2.1. POPULATIONS ET RAPPORTS DES ACTIVITÉS AUX TERRITOIRES

#### 2.1.1. Dynamique des populations et des espaces urbanisés dans la longue durée

##### Ouvrages

BARRIÈRE Jean-Paul (à paraître en 1997) *La France au XXe siècle*, Paris, Hachette.

BARRIÈRE Jean-Paul (à paraître en 1997 ou 1998), *Guide des recherches en histoire économique et sociale contemporaine* (en coll.), Paris/Gap : Ophrys.

GUIGNET Philippe, HIERNARD Jean (eds) (1996) *Les réseaux urbains du Centre-Ouest de l'Antiquité à nos jours*, Actes du colloque organisé par le GERHICO (Université de Poitiers), Poitiers, Mémoires de la SAO, 523 p.

##### Contributions dans ouvrage collectif

BARRIÈRE Jean-Paul (1996) "Des notaires au notariat : les voies de la professionnalisation en France au XIXe", in : P. GUILLAUME (dir.) *La professionnalisation des classes moyennes*, Bordeaux : Ed. Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, p. 19-36.

CUNAT Frédérico, DERVILLE Alain, GUIGNET Philippe, LUSSIEN-MAISONNEUVE Marie-Josèphe, MARCHAND Philippe (1996) "Lille du Moyen Age à nos jours", in *Atlas historique des villes de France*, dir. J.-L. Pinol, Centre de Culture contemporaine de Barcelone, diffusion Hachette.

GUIGNET Philippe (1994) "Villes et relations postales dans le quart sud-ouest de la France au temps de Fontenoy", *Actes du colloque universitaire organisé à Ussel par l'association des historiens du Limousin sur Espaces et pouvoirs urbains dans le Massif central et l'Aquitaine du Moyen Age à nos jours*, (J.-L. lemaître et M. Cassan eds), *Mémoires et documents sur le Bas-Limousin*, pp. 257-277.

GUIGNET Philippe (1994) Participation à la *Bibliographie de l'histoire urbaine. Belgique-Luxembourg (1992-1993)* dirigée par le Laboratoire de Démographie de l'Université de Liège, Liège, passim (rubriques consacrées à la France du Nord avant la conquête française).

GUIGNET Philippe (1995) "Les Tribout et leurs ouvrières, symboles et artisans de la brève épopée industrielle des dentelles de Valenciennes" in : *Actes du colloque Industrie textile et croissance régionale, Europe du Nord-Ouest et Pologne*, dir. A. Broder, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 6, pp. 35-72.

GUIGNET Philippe (1996) Participation au *Dictionnaire de l'Ancien Régime* dirigé par L. Bely, Paris, PUF, pp. 861-867.

RENARD Jean-Pierre (1993) chap. 10 "Education", in : NOIN D, WOODS R (dir) *The Changing Population of Europe*, Blackwell, Oxford, 260 p. pp. 127-134.

THUMERELLE Pierre-Jean (1993) "Age and sex structures", in : NOIN D, WOODS R (dir) *The Changing Population of Europe*, Blackwell, Oxford, 260 p, pp. 76-81.

THUMERELLE Pierre-Jean (1993) "La répartition de la population est-elle en train de changer ?". in : *Démographie européenne*, II partie "Dynamiques démographiques", ed. by A. BLUM & L. RALLU, John Libbey Eurotext / Ined, Paris, 1993, pp. 371-384.

THUMERELLE Pierre-Jean (1997) "Les frontières et la migration internationale", in J.-P. RENARD (dir) *Géographie et frontières*, L'Harmattan.

##### Articles de revue

BARRIÈRE Jean-Paul (à paraître en 1998) "Notaires des villes et des champs : les origines d'une profession au XIXe siècle", *Le mouvement Social*.

CERISIER Patrick (1995) "Les subdélégués de l'intendant Taboureau et le commerce des grains en Hainaut à l'époque de Terray (1769-1774)", *Revue du Nord*, t. LXXVII, n° 309, janvier-mars, pp. 29-58.

COUPLEUX Sylvie et DUHAMEL Sabine (1996) "Complémentarité des formes de mobilité : migrations et navettes de travail. Le cas de l'aire urbaine centrale du Nord - Pas-de-Calais". Actes de la Journée d'études *Changement régional et dynamique des territoires : éclairages théoriques et empiriques à propos de l'exemple du Nord - Pas-de-Calais*, FréVILLE-ORHA, pp. 141-150.

GUIGNET Philippe (1997) "Lille, Valenciennes et les autres au miroir des courbes paroissiales longues (1715-1789). 'Temps des baisses' ou âge des croissances ralenties?", *Revue du Nord*, t. LXXIX, n° 320-321, avril-septembre.

LEGAY Marie-Laure (1997) "Les États provinciaux face à leurs administrés : du dialogue à la censure. Artois, Cambrésis 1680-1789", *Revue du Nord*, t. LXXIX, janvier-mars, 24 p.

LUSSIEN-MAISONNEUVE Marie-Josèphe (1997) "Contagion néo-gothique et urbanisme dans les villes septentrionales au XIX<sup>e</sup> siècle", *Revue du Nord*, t. LXXIX, n° 320-321, avril-septembre.

THUMERELLE Pierre-Jean (1994) "Une population écartelée entre explosion et stagnation, jeunesse et vieillissement", *Bulletin de l'Association de Géographes Français*, 1994/5, pp. 486-494.

THUMERELLE Pierre-Jean (1994) "Ausländer in Frankreich", *Geographische Rundschau* (Allemagne), 1994/1, pp. 12-18.

THUMERELLE Pierre-Jean (1996) "Les changements géographiques de la mortalité en France", in Hommage à Daniel Noin. *Espace, Populations, Sociétés*, pp. 65-78.

### Rapports

COUPLEUX Sylvie et DUHAMEL Sabine (1996) *Migrations et navettes domicile-travail dans le Nord : dynamiques territoriales*. Rapport de synthèse pour le Conseil Général du Nord, juin.

COUPLEUX Sylvie et DUHAMEL Sabine (1997) *Les navettes dans le département du Nord (flux domicile-travail et flux scolaires)*. Rapport de synthèse pour le Conseil Général du Nord, janvier.

GHEKIERE Jean-François (1996) *Les échelles spatiales du vieillissement intra-urbain*. Rapport de recherche, DATAR.

### Communications

BARRIÈRE Jean-Paul (à paraître en 1998) "Une nouvelle source d'informations pour l'historien : la banque de données images de la région Nord" (en coll. avec M. de Férière, M. Després-Lonnet, A. Péninou), communication au colloque de l'association Histoire et Informatique sur *Quel CD-ROM pour l'enseignement et la recherche en Histoire ?* (Paris, 8-9 novembre 1996).

COUPLEUX Sylvie, DUHAMEL Sabine (1994) "Mobilité résidentielle dans l'agglomération lilloise entre 1975 et 1982". Communication au Colloque UGI *Les populations à micro-échelle*, Géographia polonica.

DUHAMEL Sabine et COUPLEUX Sylvie (1997) "Accentuation des échanges de travailleurs frontaliers entre la France et la Belgique et mode de vie transfrontalier". Communication au Séminaire international sur *Les Espaces transfrontaliers*, Lille, 7-8 mars, à paraître dans *Hommes et Terres du Nord*, UFR de Géographie, USTL, Villeneuve d'Ascq, 1998/1.

DUMONT Frédéric (1996) "Les étrangers en France". Communication au Séminaire *L'Europe et la coopération euro-méditerranéenne*, Université La Sapienza, Rome, en coll. avec la Commission Européenne, 11 mai.

GUIGNET Philippe (1995) "La famille valenciennoise à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle. Structures et dimensions", in *Actes du 35<sup>e</sup> congrès de la Fédération des Sociétés savantes, La ville et son peuple dans le Nord de la France*, Le Touquet, p. 29-38.

LEGAY Marie-Laure (1996) "L'apprentissage médical sous le parrainage des États provinciaux de la France du Nord (vers 1760-1790)", in *Les débuts de l'École républicaine*, Actes du colloque de Lille, 23-25 novembre 1995, *Revue du Nord*, t. LXXVIII, n° 317, octobre-décembre, p. 709-713.

LEGAY Marie-Laure (à paraître en 1997) "Les transformations paysagères dans la France du Nord sous l'administration des États provinciaux : une expression des enjeux politiques à la veille de la révolution ? (1750-1789)", Actes du colloque d'histoire de Montbrison. *Evolution et représentation du paysage de 1750 à nos jours*.

SEYS François-Olivier (1997) "Conséquences démographiques de la disparition d'une frontière : l'exemple de l'Allemagne". Communication au Séminaire international sur *Les Espaces transfrontaliers*, Lille, 7-8 mars, à paraître dans *Hommes et Terres du Nord*, UFR de Géographie, USTL, Villeneuve d'Ascq, 1998/1.

THUMERELLE Pierre-Jean (1995) "Foreign Immigration in France". Communication au *Gender and Migration Symposium*, Pretoria, avril.

### Thèses

DREGNAUCOURT Jean-Pierre (1993) *Autour de la mort. Attitudes, pratiques et croyances à Douai, vers 1250-1500*. Thèse soutenue à l'Université de Lille 3, novembre, dactylographiée.

GHÉKIÈRE Jean-François (1996) *Les mécanismes spatiaux du vieillissement démographique dans la ville. Le cas de l'agglomération lilloise*. Thèse de géographie humaine soutenue le 12 janvier 1996 à Lille, 298 pages

## 2.1.2. Dynamiques territoriales et urbaines des activités

### Ouvrages

DEMAZIÈRE Christophe (ed.) (1996) *Du local au global. Les initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique*, L'Harmattan.

DEMAZIÈRE Christophe, WILSON Patricia A. (eds) (1996) *Local Economic Development in Europe and the Americas*. Mansell.

MOULAERT Frank, FARCY Hélène (eds) (1995) Nouvelles approches des économies d'agglomération, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 4.

MOULAERT Frank, HARLOE Michael (eds) (1995) Recent contributions to urban theory, *International Journal of Urban and Regional Research*.

MOULAERT Frank, SCOTT Allen J. (eds) (1997) *Cities, Enterprises and Society at the Eve of the XXIst Century*. Pinter Publishers.

MOULAERT Frank, SHACHAR Arie (eds) (1995) Cities and Economic Globalization, *Urban Studies*, avril.

MOULAERT Frank, TÖDTLING Fr. (dir.) (1995) *The European Geography of the Advanced Producer Services Sector*. European Science Foundation, Numéro spécial de la revue *Progress in Planning*, Vol. 43, 3-4.

MOULAERT F., DELVAINQUIÈRE J.-C., DEMAZIÈRE C. *Integrated Area Development in European Cities*, Londres, Routledge (en préparation).

### Contributions dans ouvrage collectif

BENOIT Sylvie (1995) "Local policies to attract mobile investment : a theoretical survey with an application to two sets of local organisation in France", *Territorial Competition in an Integrating Europe*, pp. 222-243.

CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette (1995) "Communication et publicité: une filière métropolitaine". In SAVY M., VELTZ P., *Economie globale et réinvention du local*, DATAR/éd. de l'aube.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1996) "Réseaux et entreprises", in OFFNER J-M & PUMAIN D.(dir.) *Réseaux et territoires-significations croisées*, éd. de l'Aube.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (à paraître) "Is there a place for territorial economy? Amidst family organisation and reduced exchange circuit" in: CONTI S., TAYLOR R.(dir.) *Interdependent and uneven development, global-local perspectives*, Londres.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (à paraître) "L'économie-territoire, complémentaire de l'internationalisation?", in FISCHER A., MALEZIEUX J. (dir.) *Industrie et territoire*, l'Harmattan.

DEMAZIÈRE Christophe (1996) "Du global au local, du local au global. Origine, diversité et enjeux des initiatives locales pour le développement économique en Europe et en Amérique", in C. Demazière (ed) *Du local au global*, Paris, L'Harmattan, pp. 11-49, 1996.

DEMAZIÈRE Christophe (1996) "Introduction", in C. Demazière et P.A. Wilson (eds.), *Local Economic Development in Europe and the Americas*, Londres, Mansell, pp. xii-xx.

DEMAZIÈRE Christophe (à paraître en 1997) "Les quartiers ouvriers en Europe à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle : désagrégation ou redéveloppement ?" in N. Haumont (ed.) *Les pratiques de la ville. Transformations sociales et évolutions spatiales*, Paris, L'Harmattan.

DORMARD Serge, BRUYELLE Pierre (1995) "Le Nord-Pas-de-Calais dans l'Europe", dans *Atlas Nord-Pas-de-Calais*, I.N.S.E.E. - Région Nord-Pas-de-Calais - Chambres Régionales Consulaires.

GALLOUJ Camal (à paraître en 1997) "Les réseaux nationaux de services dans le Nord-Pas-de-Calais : un mode spécifique d'insertion dans l'économie régionale", dans "*Changement régional et dynamique des territoires*", ouvrage collectif coordonné par D. Paris et J.P. Thumerelle, Editions Septentrion.

GALLOUJ Camal, MOULAERT Frank (1994) "Tertiaire supérieur, hiérarchie urbaine et politique publique", dans Plan Urbain-Ministère de l'Équipement : "*Les villes européennes de tradition industrielle : mutations économiques et politiques urbaines*". Presses Universitaires de Lille.

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric (1995) "Logiques stratégiques des grands groupes multinationaux et dynamique territoriale : l'exemple de la région Nord-Pas de Calais", in TREMBLAY D.- G., *Concertation et performance économique : vers de nouveaux modèles de développement*, Presses de l'Université du Québec.

MOULAERT Frank, DELVAINQUIÈRE, Jean-Cédric (1994) "Regional and Sub-Regional Development in Europe: the Role of Socio-cultural Trajectories", in Bekemans, L. (ed.) *Building Stone for Europe 2002*. Brussels, European Interuniversity Press.

MOULAERT Frank, SCOTT Alen.J., FARCY Hélène (1997) "Producer Services and the Formation of Urban Space", in MOULAERT F., SCOTT A.J. (eds.), *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the XXIst Century*, Londres, Pinter.

MOULAERT F., LEONTIDOU L., DELLADETSIMA P.M., DELVAINQUIÈRE J.-C., DEMAZIÈRE C. (1994) "Propositions théoriques pour l'étude des localités qui 'perdent'", in Courlet C. and B. Soulage, (eds.), *Industrie, territoire et politiques publiques*. Paris, L'Harmattan.

MOULAERT, Frank, DEMAZIÈRE Christophe (1996) "Le développement économique local dans une Europe 'post-fordiste' : inventaire et réflexions stratégiques", in C. DEMAZIÈRE (ed.), pp. 53-75, 1996.

#### Articles de revue

CUÑAT Fédérico (1994) "Emergence de l'espace technopolitain de Villeneuve d'Ascq", *Cadernos de Geografia*, n° 13, pp.63-71, Coimbra.

CUÑAT Fédérico (1996) "De l'émergence d'un espace technopolitain vers le développement territorial ? Le cas de Lille-Métropole", *Revue Belge de Géographie*, 12ème année, fasc.1-2-3, pp. 141-150, Bruxelles.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1994) "Forms of Spatial organization in business services: some empirical findings", *Journal of Economic and Social Geography*, Amsterdam, vol. 85, n°4, pp. 333 à 342.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1997) "Flexibilité et relation de service: interrogations sur le rôle de l'urbain", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°1-1997

DEMAZIÈRE Christophe (1997) "Contribution au débat sur l'intégration de l'espace dans la théorie économique. Développement et crise dans une ville de tradition industrielle - Charleroi (Belgique)", *Espaces et Sociétés*, n° spécial "Entreprises et territoires", printemps.

DJELLAL Faridah (1994) "Un essai d'analyse de la division fonctionnelle et spatiale dans les firmes de conseil en technologie de l'information", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, mars-avril.

DJELLAL Faridah, MOULAERT Frank (1995) "Vers une définition élargie des économies d'agglomération : le cas du conseil en technologie de l'information", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 5, décembre.

DORMARD Serge, BRUYELLE Pierre, PARIS Didier, THUMERELLE Pierre-Jean (1996) "Le devenir de la France du Nord : réflexions prospectives pour 2015", *Hommes et Terres du Nord*, n° 3, pp. 166-175.

FARCY Hélène, MOULAERT Frank (1995) "Les métropoles régionales". *Les dossiers de Profils* n° 37, INSEE Nord-Pas de Calais.

FARCY Hélène, MOULAERT Frank (1995) "Les économies d'agglomération: la genèse d'un concept", *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n°4, pp. 597-604.

GALLOUJ Camal (1996) "Le commerce interrégional des services aux entreprises : une revue de la littérature", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 3.

GALLOUJ Camal, MOULAERT Frank (1995) "Advanced Producer Services in The French Space Economy : Decentralization at the Highest Level", European Science Foundation, *Progress in Planning*. Vol 43, Part 2-3,

JAYET Hubert (1995) "Marchés de l'emploi urbains et ruraux et migrations", *Revue Economique*, n° 46 : pp. 605-614.

JAYET Hubert (1996) "Collective location", les *Annales d'Economie et de statistique*.

JAYET Hubert (1996) "L'analyse économique des migrations : une synthèse critique", *Revue Economique*, Vol. 47, n° 2, pp. 193-226.

JAYET Hubert (1996) "Peut-on caractériser les zones rurales par l'abondance d'espace", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°2, pp. 201-210.

JAYET Hubert (1996) "Quelles organisations économiques des espaces ruraux", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2-1996, pp. 249-262.

JAYET Hubert (1996) "Flux et positions des espaces ruraux", *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, pp. 383-394.

JAYET Hubert, GORDON Ian (à paraître) "Territorial policies between cooperation and competition", *Papers in Regional Science*

JAYET Hubert, PUIG Jean-Pierre, THISSE Jacques-François (1996) "Enjeux économiques de l'organisation du territoire", *Revue d'Economie Politique*, n° 106 : pp. 128-158.

JAYET Hubert, TORRE André (1994) "Vie et mort des entreprises : reflexions sur les dynamiques de renouvellement des tissus économiques", *Revue d'Economie Industrielle*, n° 69 : pp. 75-91. Repris dans *Problèmes Economiques*, n° 2423 : pp. 15-23.

KRIFA Hadjila (1993) "La dynamique des investissements directs étrangers en Pologne : enjeux, déterminants et impacts", *Cahiers d'Economie Appliquée aux Sciences Humaines (CEASH)*, N° 16 (numéro spécial "La transition en Europe"), pp 7-26.

MOULAERT Frank (1995) "Rediscovering spatial inequality in Europe. Building blocks for an appropriate 'regulationist' framework", *Society and Space*, Vol. 13.

MOULAERT Frank, DJELLAL Faridah (1995) "ITC Firms: a functional organization in urban networks", *Urban Studies*, février.

MOULAERT Frank, LEONTIDOU Lila (1995) "Localités désintégrees et stratégies de lutte contre la pauvreté: une réflexion méthodologique post-moderne", *Espaces et Sociétés*, Vol. 78, 35-53.

RAJAONARISON Dominique (1993) "D'un recensement à un autre : la redistribution géographique des emplois entre 1975 et 1990", *Economie et Statistique*, n° 270, 1993-10 : pp.23-35

## Rapports

COUSIN Sabine (1996) *Analyser les valeurs foncières et immobilières*, Rapport de Recherche pour La Poste.

COUSIN Sabine (1996) *Les gradients de salaires dans l'agglomération lilloise*, Rapport au PIR-Villes.

FARCY Hélène, MOULAERT Frank (1995) Les métropoles régionales. Les dossiers de Profils n° 37, INSEE Nord-Pas de Calais, les sections sur le tertiaire supérieur.

GALLOUJ Camal, GADREY Jean (1994) *Les 'collectivités locales' et le développement des services aux entreprises en France : le cas des CCI*. ACFCI, Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, 100 p.

JAYET Hubert (1994) *Développements Méthodologiques en Economie Spatiale et Urbaine* », Rapport Ministère de l'Equipement, Plan Urbain.

JAYET Hubert (1995) *Les Processus Economiques Spatiaux et Urbains*, Rapport au Ministère de l'Equipement (Plan Urbain).

JAYET Hubert (1995) *Etat des Lieux sur l'Analyse Microéconomique Spatiale et Urbaine et des Collectivités Locales*, Rapport au PIR-Villes.

KRIFA Hadjila (1994) *Le rôle de l'investissement direct international dans la mutation des pays d'Europe Centrale (Pologne, Hongrie, République Tchèque et Slovaquie dans MUCHIELLI Jean Louis ( responsable scientifique) "Firmes multinationales et transition en Europe Centrale et Orientale"*, Commissariat Général du Plan (contrat de recherche n°12/92).

KRIFA Hadjila (1995) *Effets de l'ALENA sur les mouvements des Investissements directs internationaux : le risque des délocalisations pour le Canada*. Rapport pour le Ministère des Affaires étrangères/ Ottawa, Canada, Mars, 29 p.

KRIFA Hadjila, HERAN Frédéric, DEWULF Bénédicte (1994) *Stratégie de globalisation des firmes et logiques d'insertion territoriale*. L'exemple de la région Nord-Pas de Calais. Rapport pour le Conseil régional Nord-Pas de Calais, 81 p.

MOULAERT Frank, DELLADETSIMA Pavlos, LEONTIDOU Lila et al. (1994) *Local Economic Development: a pro-Active Strategy against Poverty in the European Community*. Lille, Final Report for the European Commission, DG V.

MOULAERT Frank, FARCY Hélène, DELVAINQUIERE Jean-Cédric, DEMAZIERE Christophe (1996) *La métropole du Nord et son organisation économique. Une application des théories économiques institutionnelles à la Régulation du Développement Local*. Rapport pour le Plan Urbain. Note de Cadre du Projet de Recherche. IFRESI.

PENTEL Alain (1995), *Les Facteurs Economiques de la Mobilité Résidentielle (enquête préliminaire)*, Rapport au Plan Construction.

## Communications

CALVO José Luis, CUÑAT Fédérico, PUEYO Angel (1995) "Evaluation territoriale des programmes d'infrastructures routières en Espagne, par la méthode cartographique", Colloque INRETS, Lille.

CALVO José Luis, CUÑAT Fédérico, PUEYO Angel, ALONSO Maria Pilar (1994) "Intégration de réseaux d'infrastructure en Espagne et développement régional, Aragon et Valencia". Colloque GDR-CNRS -Dynmed, Corte.

CUÑAT Fédérico, HEBRARD Joel (1995) "Intégration et régulation territoriale, à propos du NPC dans l'Europe du nord ouest. Conference of Regions of North-West Europe", Villeneuve d'Ascq.

CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette ( 1995) "Entre organisations familiales et circuit court, quelle place pour une économie-térritoire?" Commission de l'Organisation de l'Espace Industriel de l'U.G.I., 7-11 Août, Séoul.

CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette ( 1995) "Flexibilité et relation de service: interrogations sur le rôle de l'urbain", Vème Conf. Annuelle du RESER, 13-15 Sept., Aix en Provence.

CUÑAT Federico, THOMAS Bernadette ( 1995) "Le niveau territorial de proximité, élément de régulation des formes d'organisation du travail?" Colloque A.S.R.D.L.F., 30 Août-1er Septembre, Toulouse.

CUÑAT Fédérico, THOMAS Bernadette (1994) "Organisation fonctionnelle et recours externe, résultats d'enquête auprès d'établissements", IV Annual Research Conference RESER, Barcelona 22-23 septembre.

DELVAINQUIÈRE Jean-Cédric (1995) "L'émergence de stratégies de développement économique local intégrées dans les espaces d'ancienne tradition industrielle d'Europe de l'Ouest". Communication aux IVèmes Journées IFRESI. Lille, 30-31 mars.

DEMAZIERE Christophe (1996) "Les problèmes de la ville sont-ils essentiellement économiques ?" Communication à la journée d'étude de la Fédération Nationale des Agences d'Urbanisme *La politique de la ville : bilan et enjeux*, Paris, 28 novembre, 15 p.

DEMAZIERE Christophe (1997) "La ville face au développement économique : de la structuration à la désagrégation ? Le cas d'un quartier ouvrier d'Anvers (1860-1990)". Communication au séminaire *Modes de production et développement régional*, Institut de Géographie, Université Paris I, 31 janvier, 25 p.

DORMARD Serge (1995) "Spécialisation et dynamisme de l'industrie de la région Nord-Pas-de-Calais", Colloque "Développement économique et reconversion industrielle", Béthune, 21-22 novembre.

DORMARD Serge (1996) "Les disparités spatiales dans le Nord-Pas-de-Calais en matière d'emploi et de chômage", Journée d'étude sous l'égide du FREVILLE - Pôle Universitaire Européen sur la Ville, *Changement régional et dynamique des territoires : éclairages théoriques et empiriques à propos de l'exemple du Nord-Pas-de-Calais*, Villeneuve d'Ascq, 23 février.

KRIFA Hadjila, VERMEIRE Karine (1996) "L'impact des investissements directs étrangers sur l'économie polonaise". Séminaire *Coopération Franco-polonaise de recherches sur l'intégration européenne*. Varsovie 1-3 février .

## Thèses

DEMAZIERE Christophe (1996) *Développement économique et structuration de l'espace urbain. Le quartier ouvrier, la grande ville, l'Europe du Nord-Ouest (étude de cas privilégiée : Anvers, ville portuaire)*, thèse de doctorat en sciences économiques, Université de Lille I, 436p. + biblio 37p.

GALLOUJ Camal (1993) *Les enjeux et dynamiques du développement des marchés régionaux de services aux entreprises : le cas du Nord-Pas-de-Calais*. Thèse de doctorat en économie industrielle et des ressources humaines (Sous la direction de Jean Gadrey), Université des sciences et technologies de Lille, Octobre.

## 2.1.3. Environnement et développement régional, qualité du cadre de vie urbain

### \* *Développement durable et développement régional*

#### Contribution dans ouvrage collectif

ZUINDEAU Bertrand (1997) "De la récréation à la re-création : l'apport de la problématique du développement durable", contribution à l'ouvrage collectif *Récréation, recréation* réalisé sous la direction de Claude SOBRY et de Jean Michel DEWAILLY, en cours de publication aux éditions L'Harmattan, collection "Tourisme et Sociétés".

#### Articles de revue

EL ASRAOUI Hassan et BOUSSEMART Jean Philippe (1997) "Rentabilité de la jachère énergétique pour l'agriculture du Pas-de-Calais : une évaluation microéconomique". Article soumis et accepté : Revue *Clés de Lille* I.

ZUINDEAU Bertrand (1994) "La(les) théorie(s) du développement soutenable : quel apport pour l'analyse du développement économique régional ?", *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1994-4, pp. 607-622.

ZUINDEAU Bertrand (1995) "A propos du développement durable : quelques réflexions", *Société française*, n°1 (51), avril-mai-juin.

ZUINDEAU Bertrand (1995) "Développement durable et subsidiarité : une analyse à partir des contributions institutionnelles sur le développement durable", *Hommes et Terres du Nord*, n°4, pp. 171-178.

## Rapports

EL ASRAOUI Hassan, MILLEQUANT François et MASSON Pierre (1994) *Energie de la biomasse : retombées économiques et approche multicritères de choix de filières*, PIR-ECOTECH, Contrat de Plan CNRS-Conseil Régional Nord-Pas de Calais, IFRESI, octobre, 52 p.

VEREECKE Jean-François, ZUINDEAU Bertrand (dir.) (1996) *Gestion des déchets ménagers et développement durable - Analyse de sites pionniers du Nord-Pas de Calais*, recherche financée par le Ministère de l'environnement et l'ADEME, décembre.

ZUINDEAU Bertrand (1997) *Recherche-action portant sur la promotion des gisements d'emplois en environnement*, rapport final, recherche-action commanditée par le Conseil Régional Nord-Pas de Calais.

## Communications

BUTEL Béatrice (1994) "Comportements stratégiques des entreprises face à la donnée écologique", Séminaire sur les dispositifs et outils d'incitation régionaux pour la prise en compte de l'environnement par les PMI, programme européen TPI (Technologies Propres dans l'Industrie), Lille, 14 mars.

BUTEL Béatrice (1995) "L'intégration de la donnée écologique dans la stratégie de l'entreprise", Colloque *Innovation entre croissance et crises économiques*, Dunkerque, janvier, 19-20.

CHAUTARD Guy, ZUINDEAU Bertrand (1996) "La dimension spatiale du développement durable : une application aux territoires de conversion", colloque *Quel environnement pour le XXIe siècle ? Environnement, maîtrise du long terme et démocratie*, Abbaye de Fontevraud, 8 - 11 septembre.

ZUINDEAU Bertrand (1995) "Développement économique régional et reconversion industrielle : éléments d'approche à partir de la problématique du développement durable", Colloque international *Développement économique et reconversion industrielle*, Béthune - Bruay, 21-22 novembre.

ZUINDEAU Bertrand (1996) "La problématique du développement durable : les enseignements de l'approche spatiale", colloque d'inauguration de la section européenne de la société internationale pour l'économie écologique *Ecologie - Société - Economie : quels enjeux pour le développement durable*, Université de Versailles - St Quentin en Yvelines, 23 - 25 mai.

## Thèse

BUTEL Béatrice (1997) *L'intégration de la donnée écologique dans la gestion de l'entreprise : une analyse contingente au niveau des sites de production*, Thèse de sciences de gestion, Université des Sciences et Technologies de Lille.

## \* Qualité du cadre de vie

### Contributions dans ouvrage collectif

CALLENS Stéphane (1996) "Les âges de la sécurité routière", dans *Routes, un espace incertain, Cahiers de la sécurité intérieure*, Paris, n°25, 10 p.

CALLENS Stéphane (coord.) (1996) Les économies de l'extrême, *Clés*, n°28.

CALLENS Stéphane (à paraître) "Mesure, erreur, démocratie", dans Michèle Ansidié et allii, *Les risques urbains*, aux presses du CNRS.

### Articles de revue

CALLENS Stéphane (1994) "Erreurs fatales", *Alliages*, n°28, Nice, 1996, pp. 80-84.

CALLENS Stéphane (1994) "Un siècle d'accidents d'automobiles", *Risques*, n°20, Paris, pp. 101-112.

CALLENS Stéphane (1996) "La mesure du risque: une histoire récente", *Revue Française des Affaires Sociales*, n°2, pp. 73-83.

TORRES Emmanuel (1995) "Contrats et conventions de développement patrimonial: la régulation locale des rapports environnement-économie, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* n°1, pp. 103-124.

## Rapport

CALLENS Stéphane (1995) *Les distorsions du risque*, convention de recherche Fondation Maif-CNRS Pirville, Lille, 50 pp.

## Communications

TORRES Emmanuel (1995) "Aménagement urbain et production de la ville: la nécessité de construire une économie de la qualité". Colloque du Centre de Recherche de l'Habitat : *Les pratiques de la ville*, Paris-Nanterre. 21-22 septembre.

VEITL Ph (1995) "Between managerial precision, scientific exactness, and artistic realism : the documentary feature of landscape photography", avec Florian Charvolin, CRESAL-Université de St-Étienne, communication au *Joint meeting of the Society for Social Study of Science and the Society for the History of Technology*, Charlottesville, Virginia, 18-22 octobre.

VEITL Ph., MATHIOT Pierre (1996) "The place of political parties in the definition and elaboration of environment and employment public policy in France: suggestion for research", communication à l'European Consortium for Political Research (E.C.P.R.), 24th. Joint Sessions, atelier: *The impact of parties on public policy in constitutional democracies*, (dir. M. Schmidt), Oslo, 29 mars-3 avril.

VEITL Ph (1996) "L'esthétique de l'objectivité. Parti pris esthétique et standardisation dans les usages administratifs de la photographie de paysage", avec Florian CHARVOLIN, CRESAL-Université de St-Étienne, communication au Colloque *Représenter, attribuer, coordonner*, Centre de Sociologie de l'Innovation (C.S.I.), École de Mines, Paris, 9 et 10 mai.

VEITL Ph (1996) "L'étatisation du paysage français. La loi du 21 avril 1906 sur la Protection des Sites et des Monuments naturels", communication aux *Journées d'Études de l'Association pour une Socio-histoire du Politique*, Atelier I., *Les politiques de... Genèse des catégories et mise en forme politico-administratives*, IEP de Grenoble, CERAT, 30-31 mai.

## 2.2. INSTITUTIONS ET CONSTRUCTION DES TERRITOIRES

### 2.2.1. Intégration européenne, ordres juridiques, politique économique

#### Ouvrages

MARCOU Gérard (dir.) (1995) *Les mutations du droit de l'administration. Pluralisme et convergences*, L'Harmattan, Paris.

ROLLET Philippe, HUART Florence (1995) *Du grand marché à l'union économique et monétaire - Les enjeux de la construction européenne*, Éd. Cujas, Coll. Regards sur notre temps, 261 p.

VAILLANT Jérôme (Ed) (1996) *La "déstasification" : problématique et dimension idéologique de la confrontation au passé en Allemagne de l'est*. Paris , Allemagne d'aujourd'hui N° 136, 237 p.

VAILLANT Jérôme (Ed)(1995) *L'Allemagne unifiée cinq ans après*, Paris-Valenciennes, AGES- PUV, 404 p.

#### Contributions dans ouvrage collectif

MOREL Laurence (1996) *L'Italie entre Ière et IIème République. Le président de la République dans la transition politique et constitutionnelle*, L'Harmattan, Paris (en français) et Turin (en italien), direction, introduction et conclusion de l'ouvrage.

MOREL Laurence (1996) "Le riforme istituzionali: dall'iniziativa partitica al sopravvento dell'arena referendaria" ("Les réformes institutionnelles: de l'initiative partisane au relais référendaire"), dans Maurizio COTTA et Pierangelo ISERNIA (dir.), *Un gigante dai piedi d'argilla: la crisi di un regime partitocratico* (Un géant aux pieds d'argile: la crise d'un régime partitocratique), Bologna, Il Mulino.

ROLLET Philippe, HUART Florence (1997) "Intégration économique européenne", in G. Duthil et W. Marois (sous la coordination de), *Politiques Économiques*, Éd. Ellipses, Chapitre V, pp. 251-82.

#### Articles de revue

DOLEZ Bernard (1995) "Le juge administratif et les conflits de lois", *RDP*, n°4, pp. 1029-1051.

FARVAQUE Etienne (1995) "La politique budgétaire dans l'Union Economique et Monétaire européenne : paradoxaal Maastricht", *Cahiers Lillois d'Economie et de Sociologie*, n°26, 2° Semestre.

LAUVAUX Philippe (1994) "Les régimes politiques européens en perspective", *Cahiers français*, n° 268, oct.-déc. pp. 30-48, La Documentation française, Paris.

LAUVAUX Philippe (1996) "Le principe monarchique en Allemagne, Successions et élections dynastiques", *Revue internationale de Politique comparée*, n°6, sept.

LAUVAUX Philippe (1996) "Les monarchies, inventaires des types", *Pouvoirs* n° 78, sept.

## **Communications**

HUART Florence, ROLLET Philippe (1996) "Exchange rate arrangements for a two-speed European monetary unification", Communication to the *International Conference on Economic Integration in Transition*, organized by the Athens University of Economic and Business and York University, Athens, August 21-24, 1996 (40 p). Cet article a été publié dans les *Cahiers du CEPE* (Centre "Économie et Politiques Européennes"), n° 96-06, Lille.

LAUVAUX Philippe (1996) "L'incertaine frontière entre le pénal et le politique", communication présentée au colloque de l'Association française pour l'Histoire de la Justice, *Les ministres devant la justice* (8-9 février).

LAUVAUX Philippe (1996) "Le président de la République italien en perspective", communication à la Journée d'étude du 8 mars 1996, in: L. MOREL (dir.), *L'Italie entre Ière et IIème République. Le président de la République dans la transition politique et constitutionnelle*.

### **2.2.2. Production des politiques publiques et territoires**

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

AUTÈS Michel (1995) "L'évaluation des politiques publiques dans le Nord-Pas de calais", *L'évaluation en développement, 1995*, Rapport du Conseil scientifique de l'évaluation, Paris, La Documentation française, p. 175-183.

AUTÈS Michel (1997) "Public action, local democracy and the challenge of economic globalization", chapter 12, pp. 229-243, in MOULAERT Frank, SCOTT Allen (Eds) *Cities, Enterprises and Society on the Eve of the 21st Century*, London, Pinter.

DOLEZ Bernard (à paraître) "La contractualisation ou les paradoxes d'un nouveau mode d'administration publique", in MARCOU Gérard, RANGEON François, THIEBAULT Jean-Louis *Le gouvernement des villes et les relations contractuelles entre les collectivités publiques*, 50 p., à paraître dans l'ouvrage collectif du PIR Villes au titre du programme *Contrat et conventions dans le gouvernement des villes*.

LERIQUE Florence (à paraître) "Le contrat, nouvel instrument d'élaboration et de pilotage des politiques", in MARCOU Gérard, RANGEON François, THIEBAULT Jean-Louis *Le gouvernement des villes et les relations contractuelles entre les collectivités publiques*, 50 p., à paraître dans l'ouvrage collectif du PIR Villes au titre du programme *Contrat et conventions dans le gouvernement des villes*.

MARCOU Gérard (1994) "Les instruments contractuels de l'aménagement du territoire et les relations entre les collectivités publiques", p.371-383 dans: J.-C. NEMERY (dir.), *Le renouveau de l'aménagement du territoire*, Economica.

MARCOU Gérard (1996) "Gouverner les villes par le droit?", séminaire du CURAPP, 17 mars 1995, CURAPP, *La gouvernabilité*, PUF.

MARCOU Gérard (à paraître) "Le gouvernement par contrat et l'ordre juridique: l'exemple des villes", in MARCOU Gérard, RANGEON François, THIEBAULT Jean-Louis *Le gouvernement des villes et les relations contractuelles entre les collectivités publiques*, 50 p., à paraître dans l'ouvrage collectif du PIR Villes au titre du programme *Contrat et conventions dans le gouvernement des villes*.

MARCOU Gérard, RANGEON François, THIEBAULT Jean-Louis (à paraître) "Le gouvernement des villes et les relations contractuelles entre les collectivités publiques", 50 p., à paraître dans l'ouvrage collectif du PIR Villes au titre du programme *Contrat et conventions dans le gouvernement des villes*.

#### **Articles de revue**

AUTÈS Michel (1994) "La décentralisation est une solution", *Pouvoirs locaux*, n° 23, Décembre, p. 51-55.

AUTÈS Michel (1994) "Ouvrir la boîte noire", *Recherches et prévisions*, n°38, Décembre, p. 63-68.

AUTÈS Michel (1995) "Les sens du territoire", *Recherches et prévisions*, n° 39, Mars, p. 57-71.

AUTÈS Michel (1995) "L'exclusion : une nouvelle question sociale", *Lien social et politiques*, n° 34, Automne, p. 43-53.

AUTÈS Michel (1996) "Le travail social indéfini", *Recherches et Prévisions* , n° 44, Juin, p. 1-10.

AUTÈS Michel (1996) "De la gestion de l'espace à la production du territoire. Le résistible retour du politique", *Pouvoirs locaux*, n° 29, Juin, p. 81-86.

AUTÈS Michel (1996) "Recherche sociale, évaluation des politiques et débat public", *Vie sociale*, n° 2-3, 1996 (numéro double), p. 97-107, 173-183.

AUTÈS Michel (1997) "Le social : l'État, le local, la subjectivité. Privé ou public : quels espaces de liberté", *Les cahiers de prospective Jeunesse*, Bruxelles, pp 2-13.

### Rapports

AUTÈS Michel, DELAVAL Bernadette, NEGRONI Catherine (1995) *L'évaluation des politiques publiques régionales. Éléments de bilan et de prospective*. Conseil Régional Nord-Pas de Calais, 144 p.

AUTÈS Michel, DELAVAL Bernadette (1995) *L'action sociale en direction des personnels de l'Éducation Nationale. Bilans et Perspectives*. IFRÉSI/CLERSÉ, 128 p.

AUTÈS Michel, DELAVAL Bernadette, DUMOULIN Philippe, ELOY Jacques (1996) *Observer les emplois et les qualifications des professionnels de l'intervention sociale*, MIRE, CLERSÉ-IFRÉSI, Octobre, 137 p. + annexes.

AUTÈS Michel, BRESSON Maryse, DELAVAL Bernadette, VERNIER Bertrand (1996) *L'insertion, un moment éternel*, Rapport final, programme Mire "Interactions emploi-travail-protection sociale", CLERSÉ-IFRÉSI, Novembre, 165 p. + annexes.

AUTÈS Michel, DELAVAL Bernadette, DUMOULIN Philippe, ELOY Jacques, GUILBERT Jean-Pierre, MIGLIONETTI Jeanne Marie (1997) *Profession et métiers du social*, Rapport MIRE, CLERSÉ-IFRÉSI, mai, 94 p + annexes.

### 2.2.3. Institutions et organisation territoriale des activités

#### \* Analyse institutionnelle de l'économie et approches de longue période

##### Ouvrages

GAYOT Gérard (à paraître en 1997) *De la pluralité des mondes industriels. La manufacture royale de draps de Sedan (1646-1870)*, 1993, 590 p., Paris, EHESS.

GAYOT Gérard, HIRSCH Jean-Pierre (eds) avec la coll. de TERRIER Didier et MALLE-GRAIN Nadine (1994) *Les institutions de l'économie de marché en Europe XVIIIe-XX siècle*, Actes de la table ronde, Lille, 18-20 novembre 1993, *Revue du Nord*, t. LXXVI, n° 307, octobre-décembre, 240 p.

HARDY Odette (1996) *L'envers d'une fusillade. Fourmies, 1er mai 1891. Un patron face à la grève*, L'Harmattan, 202 p., coll. Les chemins de la Mémoire.

HARDY Odette, BRODER Albert, BATTIAU Michel, TERRIER Didier (eds) (1995) *Industrie textile et croissance régionale. Europe du Nord Ouest et Pologne*, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 6, 256 p.

TERRIER Didier (à paraître en octobre 1997) *Productions et échanges en France sous l'Ancien Régime*, Paris, Hachette.

VERLEY Patrick (1994) *Entreprises et entrepreneurs du XVIIIe siècle au début du XX siècle*, Hachette, 253 p.

VERLEY Patrick (1997) *La Révolution industrielle*, Paris, Gallimard, 1997, 543 p., coll. Folio histoire.

VERLEY Patrick (à paraître en septembre 1997) *L'échelle du monde. Essai sur l'industrialisation occidentale*, vol. I, Gallimard, coll. Idées, Paris, 1997, env. 600 p.

VERLEY Patrick (à paraître en 1997) "Les opérateurs du marché", in *Histoire des marchés financiers (XIXe siècle)*, ouvrage patronné par la Caisse des dépôts et Consignations et l'Association d'Economie Financière, vol. II, 113 p. dactyl.

##### Contributions dans ouvrage collectif

GAYOT Gérard (1995) "Les mots pour dire les gestes de la belle ouvrage dans la draperie française (XVIIe-XVIIIe s.)" in: H. Diederiks and M. Balkenstein eds, *Occupational titles and their classification: the case of the textile trade in past times*, Gottingen, Max Planck Institut für Geschichte, Historische Quellenkunden, Band 27, 247 p., pp. 111-124.

GAYOT Gérard (1996) « Die vorindustrielle Tuchmacherei von Sedan während des 18. Jahrhunderts. Konstanten und Wechsellagen der Beschäftigung », in D. Ebeling, und W. Mager, hrsg., *Protoindustrie in der Region. Europäische Gewerbelandschaften von 16. Bis zum 19. Jahrhundert*, Bielefeld, Studien zur Regionalgeschichte, Band 9.

GAYOT Gérard (1997) "Les laines, les gestes et les ouvriers les plus nécessaires pour fabriquer un drap noir superfin de Sedan au XVIIIe siècle", in BERGERON L., *Mains et machines*, Paris, Ed. De Monza.

HARDY Odette (1994) "Itinéraire d'une entreprise et d'un entrepreneur du bassin textile de Fourmies à la fin du XIXe siècle: Boussus de Wignehies" in *Fourmies et les Premier Mai*, dir. M. Rébérioux, éd. de l'Atelier/éd. Ouvrières, 460 p., pp. 49-61.

HARDY Odette (1995) "Les promesses non tenues du textile artificiel", in: Actes du colloque Industrie textile et croissance régionale en Europe du Nord-Ouest, dir. A. BRODER, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 6, pp. 109-116.

HIRSCH Jean-Pierre (1994) "Naissance des sociétés, personnes et capitaux à Paris, Lille et Lyon en 1846 et 1866" in: *Naissance et mort des entreprises en Europe XIXe-XXe s.*, Ph. Jobert et M. Moss eds, Dijon, Université de Bourgogne, 1994, pp. 141-156.

HIRSCH Jean-Pierre (1994) "Pour la préhistoire des conventions collectives: un siècle d'individualisation des relations de travail", in: O. Kourchid et R. Trempé eds., *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 8, pp. 223-230.

HIRSCH Jean-Pierre (1994) "Terror and property" in *The Terror*, vol. 4 de *The French Revolution and the creation of modern political culture*, dir. K.-M. Baker, Pergamon Press, pp. 211-222.

HIRSCH Jean-Pierre, MINARD Philippe (à paraître en 1997) "Laissez-nous faire et protégez-nous beaucoup. Pour une histoire des pratiques institutionnelles dans l'industrie française", in *La France est-elle douée pour l'industrie ?*, L. Bergeron, P. Bourdelais (dir), EHESS.

TERRIER Didier (1994) "L'essor de l'Europe", in *Histoire moderne, Le XVIIIe siècle*, dir. R. Muchembled, Paris, Bréal.

TERRIER Didier (1996) "Arrangements territoriaux et lien social. L'industrialisation dans le nord de la France, fin XVIIe-début XXe siècle" in *Le vie dell'industrializzazione europea: sistemi a confronto*, dir. G.L. Fontana.

TERRIER Didier (1996) Economie, Etat et société en France (XVIIe-XVIIIe s.), dir. R. Muchembled, Paris, Hachette, coll. Carré Histoire.

VERLEY Patrick (1996) "Dynamique des marchés et croissance industrielle" in *Histoire de la France industrielle, sous la direction de M. Lévy-Leboyer*, Paris, Labrousse, pp. 96-125.

#### Articles de revue

GAYOT Gérard (1994) "Villages ouvriers, utopie ou réalité ?", *L'archéologie industrielle en France*, 24-25, pp. 249-255.

GAYOT Gérard (1995) "Le testament économique d'André de Neuflize, failli de haute lignée, 1836" in *Dynasties d'entreprise*, n° spécial *Entreprises et histoire*, n° 9, septembre, pp. 127-132.

GAYOT Gérard (1996) "Les innovations de marketing sur le marché européen des draps fins (XVIIe-XVIIIe siècles)" in *Echanges et cultures textiles dans l'Europe préindustrielle*, dir. J. Bottin et N. Pellegrin, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 12, p. 111-128.

MOULAERT Frank, LAMBOOY Jan (1996) The economic organisation of cities. An institutionalist perspective, *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 20, 2.

TERRIER Didier (1996) "Manufacture des villes, manufacture des champs. L'industrie de la laine à Reims et sa région, 1700-1800", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*.

MAITTE Corine (1997) "Prato et Orléans à la mode des bonnets levantins. France et Toscane face à l'innovation textile au XVIIIe siècle" in *Echanges et cultures textiles dans l'Europe préindustrielle*, dir. J. Bottin et N. Pellegrin, *Revue du Nord*, Hors Série, coll. Histoire n° 12, pp. 193-213.

#### Communications

HARDY Odette (à paraître) "Approche des points de vue des partis et des syndicats sur les comités d'entreprise à partir des débats à l'assemblée consultative provisoire: comment tenir les promesses antérieures", in *L'enfance des comités d'entreprise, de leur genèse...* Colloque national au Centre des archives du monde du travail, Roubaix, 22-23 mai 1996.

MAITTE Corine (1995) "Prato aux XVIIIe et XIXe siècles: un modèle de modernisation original ?" in *Le vie dell'industrializzazione europea: modelli a confronto*.

TERRIER Didier (à paraître en 1997) "La manufacture dispersée: logique spatiale et gestion des territoires de l'industrie textile", colloque de Naples (déc. 95).

TERRIER Didier (à paraître) "Territoires de l'industrie textile et lien social. Les exemples du Cambrésis-Saint-Quentinois et du Sedanais, fin XVIIe-début XXe siècle", colloque *Les territoires de l'industrie*, Vicenze 1994.

VERLEY Patrick (à paraître) "Les industries alimentaires au XIXe siècle: croissance industrielle et consommation", colloque *Histoire et performances des industries agro-alimentaires* (décembre 1996).

VERLEY Patrick (à paraître) "Reconstitution de la production horlogère française (1860-1900)", communication au séminaire du groupe franco-suisse de recherches en histoire de l'horlogerie et des micro-mécaniques, décembre 1993. En cours de publication dans *Horlogerie. Le temps de l'histoire*, vol. II, sous la direction de J.-L. Mayaud et Ph. Henry, 44 p. dactyl.

## **Thèse**

MAITTE Corine (1994) *Le monde textile de Prato XVIII-XIXe siècles*. Thèse de doctorat, Florence, IUE, février, 809 p.

## **\* Institutions et développement territorial**

### **Ouvrage**

MARCOU Gérard, BOSCH Nuria, POLA Giancarlo (eds) (1994) *Investissement publics et régions*, Paris, L'Harmattan, coll. Logiques juridiques, 303 p.

### **Articles de revue**

CODRON Valérie (1996), "Zones d'activités et développement local au cœur d'un territoire frontalier : la Thiérache", *revue Hommes et Terres du Nord*, n° 1996-4, pp.223-232.

FIEVET Gérald, MAHIEU Christian (1995) "L'évaluation comme modalité d'intégration de l'offre et de la demande de politique publique. L'exemple des politiques d'intermédiation technologique", *Clés*, n°25, 25 p.

FIEVET Gérald (à paraître) "L'évolution des politiques régionales d'intermédiation technologique", *Revue d'Economie Industrielle*, 22 p.

GLON Eric (1993) "L'impact croissant des zones d'activités dans la péri-urbanisation et la rurbanisation: l'exemple du Seuil de l'Artois." *Hommes et Terres du Nord*, n°93/3-4. pp.199-210.

GLON Eric (1995) "Zones d'activités et développement local", *Note d'Information Économique*, Agence Régionale de Développement du Nord-Pas-de-Calais, n° 180, pp.36-41.

GLON Eric PARIS Didier, RENARD Jean-Pierre (1996) "Zones d'activités, développement local et territoire", *Hommes et terres du Nord*, n° 1996-4, pp.212-223.

### **Rapports**

FIEVET Gérald (1995) *Les activités de prospection des organismes régionaux d'aide à l'innovation dans les petites et moyennes entreprises*, Rapport pour le Réseau Nord-Pas de Calais Technologie, Mai, 53 p.

GLON Eric, PARIS Didier (1994) *Zones d'activités de l'arrageois et prospectives du développement*, Rapport d'étude pour le compte du SESDRA (Syndicat d'Etudes pour le Schéma Directeur de la Région d'Arras).

GLON Eric, PARIS Didier, RENARD Jean-Pierre (dir.) (1996) *Les Zones d'Activités: nouvel Eldorado du Développement local*, IFRESI - Laboratoire de Géographie Humaine de l'Université de Lille 1, 142 p (ISBN 2-907493-11-6). Avec les contributions de :

- GLON Eric, PARIS Didier, RENARD Jean-Pierre, "Zones d'activités, aménagement, politique de développement local et concurrence territoriale", pp. 7-33.
- CODRON Valérie, "Zones d'activités et développement local dans le bassin de la Sambre", pp. 34-58.
- VALIN Sylvain, "De la croissance industrielle des années 60 à la crise des années 80 : variations dans la place des zones d'activités dans le développement du Valenciennois.", pp. 59-87.
- KALUSOK Marie-Pierre, "Zones d'activités , intercommunalité et stratégies de développementéconomique en Béthunois-Bruaysis". pp. 88-101.
- LEQUESNE Franck, "Industrie et espace portuaire : les zones d'activités dans le Dunkerquois", pp.102-121.
- KALUSOK Marie-Pierre, "Les zones d'activités entre l'A26 et la RN 43, de Lillers à la région de Saint-Omer", pp. 121-142.

### **Communication**

FIEVET Gérald, MAHIEU Christian (1994) "L'émergence de l'évaluation dans l'évolution des politiques régionales de transfert de technologies", Journée d'Etude *Evaluations économiques et sociologiques des politiques publiques*, Villeneuve d'Ascq, 3-4 Juin, 28 p.

## **Thèse**

GLON Eric (1994) *Zones d'activités et développement local: l'exemple du seuil de l'Artois*, Thèse de géographie, Université de Lille 1, 427 p.

## **\* Frontières et transfrontalier**

### **Articles de revue**

BRAY Florence (1995) "La décision nationale à l'épreuve de Bruxelles : le cas des télécommunications", *Cahiers du CRAPS*, n°21, décembre.

BRAY Florence (1996) "Décryptage d'une politique en formation: la télévision numérique", *Médiaspouvoirs*, n° 41.

BREUILLARD Michèle (1995) "Le Tunnel sous la Manche et son impact régional", *Les Pays-Bas Français*, XXèmes Annales, pp. 300-308.

BREUILLARD Michèle (1995) "A propos de 'The Channel Tunnel - A Geographical Perspective' par Gibb, R. (ed), (Chichester: Wiley, 1994)", *Journal of Common Market Studies*, Vol.33, n°4, décembre.

DOLEZ Bernard (1995) "Le régime juridique de la coopération décentralisée après l'adoption de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire", *Revue française de Droit administratif* n° 5, septembre-octobre, pp. 936-945.

GLON Eric, CODRON Valérie, GONIN Patrick, GREGORIS Maïté, RENARD Jean-Pierre (1996) "Le développement local au service de la géographie". *BAGF* 1996/5. pp 447-456.

GLON Eric, RENARD Jean-Pierre (dir) : "Stratégies, territoires et développement local", *Hommes et Terres du Nord*, 1996/4. 64 p.

### Rapports

GLON Eric, GONIN Patrick, GREGORIS Maïté, RENARD Jean-Pierre (1996) *Pays, Bassins de vie et frontières*. Publications des actes in Travaux et Documents du LGH. Série études n°13, Décembre, 366 p.

LUCHAIRE Yves (1995) *La coopération transfrontalière en Europe*. Rapport pour le Centre d'Analyse et de Prévision du ministère des Affaires étrangères, (non publié).

MARCOU Gérard (1995) *La coopération transfrontalière en Lorraine*, pp.100-122 dans: G. MARCOU, "L'aménagement du territoire en pratique. Etudes de cas", contribution à: Commission de la Communauté européenne, *Compendium des systèmes d'aménagement*.

RENARD Jean-Pierre (dir) avec la collaboration de GONIN Patrick (1996) *L'Ecole et les discontinuités territoriales*, publication des actes, IFRESI, Septembre, 264 p.

### Communications

BRAY Florence (1996) "D'une ambition nationale à une politique communautaire: le projet européen de télévision haute définition (TVHD)", communication au Colloque international *Politique et Management Public, L'euroéanisation des politiques publiques*, Paris, Sénat, 20-21 juin.

BREUILLARD Michèle (1995) "Le Pouvoir local dans le Kent face aux grandes infrastructures de transport", Communication au Colloque international *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*, Lille, 12-13 janvier.

BREUILLARD Michèle (1995) "Les compétences exercées à l'échelon régional en matière d'aménagement et de transport, dans les pays de l'Eurorégion", Actes du séminaire transfrontalier France, Belgique et Royaume-Uni *Transport, Aménagement du Territoire et Urbanisme*, Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et du Tourisme, Lille, 27-28 nov.

BREUILLARD Michèle (1996) "Des politiques publiques du littoral à la stratégie d'aménagement eurorégional: la recomposition spatiale du Nord-Pas-de-Calais", Journée d'étude sous l'égide du FREVILLE (Pôle Universitaire Européen) *Changement régional et dynamique des territoire: éclairages théoriques et empiriques à propos de l'exemple du Nord-Pas de Calais*, Villeneuve d'Ascq, 23 février.

DECETON Séverine (1995) "Le problème de la tarification", Communication au Colloque international *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*, Lille, 12-13 janvier.

DOLEZ Bernard (1995) "Les outils juridiques de la coopération transfrontalière", colloque *Villes et coopération transfrontalière*, Metz, 2 février.

DOLEZ Bernard (1996) "Bassin de vie et frontières: approche juridique de la coopération transfrontalière de proximité", *Table ronde "Pays, bassins de vie et discontinuités"*, IFRESI, Lille, 16 et 17 février.

MARCOU Gérard (1995) "Conclusions" (avec R. VICKERMAN), communication au Colloque international *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*, Lille, 12-13 janvier.

PIAM Sylvestre (1995) "L'exploitation des services sur le réseau ferroviaire transeuropéen, le cas du PBKAL", Communication au Colloque international *L'expérience du tunnel sous la Manche et la réalisation des grandes infrastructures publiques*, Lille, 12-13 janvier.

RENARD Jean-Pierre (dir) avec la collaboration de GONIN Patrick (1996) "L'Ecole et les discontinuités territoriales", publication des actes, IFRESI, septembre, 264 p.

RENARD Jean-Pierre et GREGORIS Maïté (1996) "Flux et organisation des espaces urbanisés transfrontaliers". Communication au colloque de Lille II, *L'urbanisme transfrontalier, droit et pratiques*. 26-27 Septembre.

## **2.3. TENSIONS URBAINES ET POLITIQUES PUBLIQUES, CITOYENNETÉ**

### **\* *Citoyenneté et conditions de vie***

#### **Ouvrage**

Olivier BEAUD (1994) *La puissance de l'Etat*, PUF, coll. Léviathan.

#### **Contributions dans ouvrage collectif**

DUPREZ Dominique (1996) "Contribution à une analyse sociologique du chômage des jeunes et des politiques d'insertion" in *L'insertion par l'économique, modalités et limites*, Paris, L'Harmattan, col. Migrations et changements, pp. 39-55.

DUPREZ Dominique (à paraître en 1997) "Poor urban neighborhoods in French society : from the crisis of integration modes to the development of "communitarian" practices", M. Castells, L. Wacquant (eds.), *The new urban marginality in the dual metropolis : trajectories and strategies of poor urban youths in France and the United States*, Presses Universitaires de Berkeley.

LECLERC-OLIVE Michèle (à paraître en 1997) "Espaces métisses et légitimité de l'État : l'expérience malienne", in *Les avatars de l'État en Afrique*, Khartala.

#### **Articles de revue**

DUPREZ Dominique (1994) "Jeunes dans les cités in Jeunesse d'en France", Paris, *Panoramiques*.

DUPREZ Dominique (1996) "La dramaturgie de la relégation. Vie quotidienne et sociabilités dans les cités", *Profils*, revue INSEE, 1996, pp. 55-74.

LECLERC-OLIVE Michèle (1996) "Figures de la précarité", *Profils*, revue INSEE, pp. 35-54.

PINET Michel, MACRAKIS Bénédicte (1996) Les quartiers en difficulté du Nord-Pas-de-Calais : une image en mille morceaux, *Profils*, revue INSEE, pp. 13-34.

#### **Rapport**

DUPREZ Dominique, LECLERC-OLIVE Michèle, PINET Michel (1996) *Vivre ensemble. La diversité des quartiers "sensibles" à l'épreuve de la vie quotidienne*, rapport de recherche pour la CNAF, Lille, 339 p.

#### **Communications**

DUPREZ Dominique (1996) "Les enfants d'immigrés dans les cités : la gestion d'un avenir incertain", colloque franco allemand CNRS/Fondation Bosch, Nice, 5-6 décembre (ouvrages à paraître en français et en allemand)

LECLERC-OLIVE Michèle (1996) "Sanctions négatives et désaffiliation", *Congrès de l'ARIC*, Montréal, mai.

LECLERC-OLIVE Michèle (1997) "Les citoyens du développement", Colloque du GEMDEV sur La convention de Lomé : diagnostics, méthodes d'évaluation et perspectives, 23 avril.

### **\* *Le logement : marché et politiques publiques***

#### **Contribution dans ouvrage collectif**

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1997) "La mobilité résidentielle et la réorganisation sociale de l'agglomération lilloise", in Martens A. et M. Vervaeke (éd.), *La polarisation sociale des villes européennes*, Anthropos-Economica, Paris.

#### **Article de revue**

VERVAEKE Monique, LEFEBVRE Bénédicte (1996) "Local housing market and the social reorganization of space", *International Journal of Urban Regional Research*, vol. 2, n° 2.

#### **Rapport**

CORNUEL Didier, CALCOEN Francis (1994) *Le comportement de l'investisseur immobilier*, rapport intermédiaire pour le Plan Construction et Architecture, novembre.

#### **Communications**

CORNUEL Didier, (1994) "Marchés locaux du logement : phénomènes récents", *7èmes entretiens du Centre Jacques Cartier*, Lyon, 1er et 2 décembre.

CORNUEL Didier, CALCOEN Francis (1997) "Le dernier cycle immobilier : bulle ou choc", communication au Colloque *Economie et Econométrie de la Construction*, Association d'Econométrie Appliquée, Neuchâtel, Suisse, 20-21 février.

## \* Normes, déviances et sécurités urbaines

### Contributions dans ouvrage collectif

DUPREZ Dominique (1994) "La recherche du sens. Commentaire sur les nouvelles formes de prévention", in : SACK F. (Ed) *Normes et déviances en Europe*, L'Harmattan/GERN.

DUPREZ Dominique (1994) "Transformations des identités professionnelles et division du travail : l'exemple de la rivalité entre policiers et douaniers" in Y. Lucas et C. Dubar (1994) *Genèse et dynamiques des groupes professionnels*, Presses Universitaires de Lille.

DUPREZ Dominique (1997) "Le modèle français de prévention de la délinquance : la recherche d'un second souffle", in P. Hebberecht, F. Sack (eds.), *Les nouvelles formes de prévention en Europe*, L'Harmattan, col. Logiques sociales, pp. 61-83.

KOKOREFF Michel (à paraître en 1997) "Délinquance et usages de drogue dans les quartiers populaires", In A. Tarrius, O.Romani (eds) *La Ville, l'argent, la mort*, Ed Généralitat de Catalogne.

KOKOREFF Michel (à paraître en 1997) "Les contextes d'usages du cannabis dans les cités", In G. Ferréol (ed), *Adolescence et toxicomanie*, A. Colin.

PRYEN Stéphanie (1996) "La sociologie de Hughes pour penser la prostitution de rue", in Chapoulie J.-M. (dir), Tertraie J., *Actes de la Journée Hughes* organisée à l'ENS Fontenay St Cloud le 25 mars, Centre de Recherches Sociologiques et Historiques sur l'Education, pp. 83-90.

PRYEN Stéphanie (1996) "Le statut du sociologue dans la situation d'enquête. Le cas de la prostitution de rue", in : de Feldman J., Filloux J.-C., Lécuyer B.-P., Selz M., Vicente M. (dir) *Ethique, épistémologie et sciences de l'homme*, Paris, L'Harmattan, pp. 117-131.

### Articles de revue

BAJOS Nathalie, PRYEN Stéphanie, WARSZAWSKI Josiane, SERRE Anne, et le groupe ACSF (à paraître en 1997) "Sexualité vénale et gestion du risque de transmissionsexuelle du Sida. Une analyse des données de l'enquête ACSF", *Sciences sociales et santé*.

DUPREZ Dominique (1993) "La lutte contre l'immigration irrégulière : le difficile arbitrage des fins et des moyens", *Plein Droit*.

DUPREZ Dominique (1994) "Douaniers et policiers : des missions communes, des éthiques différentes", *Les Cahiers de la Sécurité Intérieure*, n°16.

KOKOREFF Michel (1996) "Comment aborder les dimensions "ethniques" des usages de drogue?", *Migrants et formations* n° 107, pp. 140-160, décembre.

KOKOREFF Michel (1996) "Images de la drogue et jeunes des cités", Revue *Panoramiques* n° 26, 3ème trim.

KOKOREFF Michel (1996) "Usages et trafic d'ecstasy", *Drogues et toxicomanies - Indicateurs et tendances*, Observatoire Français des Drogues et des Toxicomanies.

PRYEN Stéphanie (1996) "Le monde social de la prostitution de rue. Repenser l'approche par le risque", in *Cahiers lillois d'économie et de sociologie*, n°28, 2ème semestre, pp. 87-106.

### Rapports

BUSTREEL Anne, DUPREZ Dominique, JACOB Fabrice (1994) *Contribution sociologique à l'analyse des conditions de travail. Les douaniers en surveillance*, Rapport Convention CNRS/DGDDI, 79 p.

DUPREZ Dominique (1993) *La gestion de l'immigration irrégulière : analyse sociologique des identités professionnelles des policiers et des douaniers*, Rapport pour l'IHESI, 107 p.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, VERBEKE Alain (1995) *Contribution à l'analyse des carrières délinquantes - les récidivistes de la Maison d'Arrêt de Loos-les-Lille*, ronéo, 37 p.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, VERBEKE Alain (1995) *Des produits aux carrières - Contribution à une sociologie du trafic des stupéfiants*, rapport pour le CNV et la DGLDT, 52 p.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel, WEINBERGER Monique, JOUBERT Michel (1996) *Le traitement institutionnel des activités illicites liées à l'usage de drogues - Des carrières aux filières pénales*, rapport pour le GIP Droit et Justice, 54 p.

## **Communications**

BUSTREEL Anne, JACOB Fabrice (1994) "The power and mission of french customs officers: a difficult choice between the end and the means", *XXII annual conference of the european group for the study of deviance and social control*, Komotini, Greece, August 25-28.

DUPREZ Dominique, JACOB Fabrice (1995) "The impact of customs procedures on judicial procedures : the case of the drug trafficking in France", *European Group for the Study of Deviance and Social Control*, Ireland, septembre.

DUPREZ Dominique, KOKOREFF Michel (1996) "Drug trafficking and the areas of relegation", *The sixth annual conference on drug use and drug policy*, Amsterdam (actes à paraître en 1997)

## **Thèse**

DUPREZ Dominique (1994) *De l'insécurité et de ses représentations*, Thèse de doctorat de sociologie, Université de Lille 1, 860 p.

## **\* Engagement social et changements politiques**

### **Ouvrages**

LAURENT Annie, VILLALBA Bruno (dir.) (à paraître) *Les petits partis*, L'Harmattan, coll. Logique politique, Paris.

SAWICKI Frédéric (1997) *Les réseaux du parti socialiste. Contribution à une sociologie des milieux partisans* Paris, Belin, 320 p.

VILLALBA Bruno (à paraître) *La genèse inachevée des Verts*, Vingtième siècle.

### **Contributions dans ouvrage collectif**

DURIEZ Bruno (1995) "Le comité des méthodes", "Les intellectuels sommés de choisir", "Géographie de la scission", "Le Pas-de-Calais, l'unité à la base", "Un mode d'adaptation paradoxal", "L'onde de choc dans les filiales", in Michel CHAUVIÈRE (dir), *Une communauté brisée. La scission MLP/MLO de 1951*, Les Cahiers du GRMF n° 9.

DURIEZ Bruno (1996) "L'aide familiale à domicile : entre le respect et la transformation de l'organisation familiale", in Jean-Claude KAUFMANN (dir.), *Faire ou faire faire. Familles et services*, Presses universitaires de Rennes.

LAURENT Annie (à paraître) "Les petits partis au regard des analyses électorales", in : LAURENT A., VILLALBA B. (dir.) *Les petits partis*, L'Harmattan, coll. Logique politique, Paris.

MASSART Alexis (à paraître) "L'UDF: entre grand parti et petites composantes", in : LAURENT A., VILLALBA B. (dir.) *Les petits partis*, L'Harmattan, coll. Logique politique, Paris.

MICHELAT Guy, SIMON Michel (1996) "1981-1995 : Changements de société, changements d'opinion" dans *SOFRES, l'état de l'opinion 1996*, Paris, Éditions du Seuil.

SAWICKI Frédéric (1996) "Le parti socialiste (1971-1995). Du parti de militants au parti de gouvernement", in IGNACI P., YSMAL C. (eds) *The Organization of the Southern European Political Parties*, Greenwood Publishers.

VILLALBA Bruno (à paraître) "Entre ghetto et auberge espagnole: les petits partis et l'idéologie", dans: Annie LAURENT, Bruno VILLALBA (dir.), *Les petits partis*, L'Harmattan, coll. Logique politique, Paris.

### **Articles de revue**

DURIEZ Bruno (1994) "De la défense de la famille à la revendication du droit au logement. Le Mouvement populaire des familles dans les années 40", *Le groupe familial* ("Espaces de familles. Habitat et familles en mouvement"), n° 143, avril-juin.

DURIEZ Bruno, CHAUVIÈRE Michel (1994) "Un dispositif de co-histoire dans l'étude des mouvements sociaux contemporains. Le Groupement pour la recherche sur les mouvements familiaux", *Politix*, n° 26, 2ème trimestre.

DURIEZ Bruno, CHAUVIÈRE Michel (1995) "Droit au logement contre droit de propriété. les squatters dans la crise du logement", *Annales de la recherche urbaine*, 66, mars.

SAWICKI Frédéric (1994) "Configuration sociale et genèse d'un milieu partisan: le cas du parti socialiste en Ille-et-Vilaine", *Sociétés contemporaines*, n°20, décembre, pp. 83-110.

SAWICKI Frédéric (1994) "La foi dans l'engagement. Les militants syndicalistes chrétiens de Bretagne de l'après-guerre", *Politix*, n°27, pp. 111-142.

SAWICKI Frédéric (1994) "Laurent Fabius Du 'Giscard de gauche' au 'socialiste moderne'", *Pôle Sud*, n°1, automne, pp. 35-60.

SAWICKI Frédéric (1996) "La science politique et l'étude des partis politiques", *Cahiers Français*, "Découverte de la science politique", n°275, juin.

SIMON Michel (1994) "Attitudes et comportements politiques : quelles évolutions ?" *Revue Espace Marx*, n°5, juin, Lille.

SIMON Michel (1996) "Premiers regards sur le mouvement social : deux visions de la modernité", *Société française*, 3 (53), janvier / mars.

SIMON Michel (1996) "Représentations et attitudes politico-idéologiques : quelles évolutions ?", *Société française*, 4 (54), octobre / décembre.

VILLALBA Bruno (1996) "1989-1995: le clair-obscur électoral des Verts", *Ecologie et Politique*, n°17, printemps.

#### Rapports

DURIEZ Bruno (1994) *Le militantisme extra-professionnel. Facteurs et évolutions*, IFRESI/CNRS-Conseil régional Nord-Pas de Calais.

#### Communications

MICHELAT Guy, SIMON Michel (1997) "Attributs ouvriers et vote", *Journée d'étude sur l'évolution de la catégorie socioprofessionnelle et les déterminants de la stratification sociale*, Observatoire sociologique du changement (CNRS / Fondation nationale des sciences politiques), Paris, 14 mars.

SAWICKI Frédéric (1996) "Classer les hommes politiques. Les usages des indicateurs de position sociale pour la compréhension de la professionnalisation politique", communication au *Congrès de l'Association française de Science politique*, Aix-en-Provence, 23-26 avril, 45 p.

SIMON Michel (1996) "Quelques remarques sur trente ans d'étude du comportement politique", Colloque *Trente ans de sociologie à Lille*, Lille, 22, 23 24 octobre.

VILLALBA Bruno (1996) "Les mécanismes de l'apprentissage de la professionnalisation politique", contribution au *Congrès de l'Association Française de Science Politique*, table ronde "Professions, profession politique" (M. OFFERLE), Aix-en-Provence, 23-26 avril.

## B. COMMUNICATIONS ET RAPPORTS DES JOURNÉES IFRÉSI

Les *Journées de l'IFRÉSI* se déroulent tous les 2 ans. Au cours des deux jours que dure cette manifestation, la plupart des participants à l'IFRÉSI présentent une communication faisant état de leurs recherches. Toutes les communications et rapports présentés sont regroupées dans plusieurs volumes thématiques distribués dès l'ouverture de la manifestation.

### LES IV<sup>e</sup> JOURNÉES IFRÉSI (MARS 1995)

Les communications étaient centrées autour de trois thèmes :

#### • La construction sociale de l'emploi

- Politiques de gestion de l'emploi et salaires
- Production des trajectoires et des statuts sociaux
- Socialisations professionnelles et production des compétences

**Auteurs** : BEUSCART Jean-Marie ; BUSTREEL Anne ; CHARLON Elisabeth ; DELACROIX Roland ; DEMAILLY Lise ; DEMAZIERE Didier ; DEMBINSKI Olivier ; DEMBINSKI Olivier ; DESREUMAUX Alain ; DOKOU Gérard Kokou ; GADREY Nicole ; GAYOT Gérard ; GUGENHEIM Francis ; INISAN J.F. ; JACOB Fabrice ; LEGRAND Sophie ; LENE Alexandre ; LOUART Pierre ; MONFROY Brigitte ; PERNOD-LEMATTRE Martine ; PRYEN Stéphanie ; REDOR Dominique ; ROQUET Pascal ; SCHEER Jean-Marie ; STANKIEWICZ François ; VERMELLE Marie-Christine.

- **Les performances organisationnelles**

- Modèles d'innovation et performances
- Environnement et gestion des activités
- Relations de service, relations interindustrielles et innovations

*Auteurs* : BACLE-GIARD Fabienne ; BELANGER Monique ; BIZAC Michel ; BUTEL Beatrice ; CARRE Pascal ; CHARET Karine ; CUVELIER Pascal ; DEBOURSE Jean-Pierre ; DELMER Sylvie ; DICKELE Sandrine ; DJELLAL Faridah ; DOKOU Gerard Kokou ; EL ASRAOUI Hassan ; FIEVET Gerald ; GADREY Jean ; GALLOUJ Camal ; GALLOUJ Faïz ; HEGO Edith ; HERAN Frederic ; LIEFOOGHE Christine ; MAHIEU Christian ; MASSE Marie-Claude ; MAUNY Pascal ; MILLEQUANT François ; NEKKA Hadj ; RIBAULT Thierry ; WEINSTEIN Olivier.

- **L'organisation des villes**

- Déchirures de la ville, transformations démographiques et politiques publiques
- Logement, mobilités spatiales, et transformations du cadre de vie
- Organisation des villes et processus socio-économiques

*Auteurs* : BONDUE Jean-Pierre ; CALCOEN Francis ; CORNUEL Didier ; COUPLEUX Sylvie ; DE WULF Bénédicte ; DELVAINQUIERE Jean-Cédric ; DEMAZIERE Christophe ; DUHAMEL Sabine ; DUPREZ Dominique ; FARCY-POLNECQ Hélène ; GHEKIERE Jean-François ; GIRARD DESBOIS Hélène ; GLON Eric ; GONIN Patrick ; GREGORIS Marie-Christine ; HERAN Frédéric ; KERMAD-BENMEZROUA Fatima ; KOKOREFF Michel ; KRIFA Hadjila ; LECLERC-OLIVE Michèle ; LEMARCHAND Nathalie ; LERIQUE Florence ; MARCOU Gérard ; MOULAERT Frank ; PARIS Didier ; RENARD Jean-Pierre ; TORRES Emmanuel.

## LES Ve JOURNÉES IFRÉSI (MARS 1997)

Les communications étaient centrées autour de cinq thèmes :

- **Déterminants de l'emploi et temps du travail**

- Systèmes d'emploi et pratiques de gestion des ressources humaines ; représentations, normes et modèles
- Stratégies d'entreprises et dynamiques d'emploi ; de la globalisation aux pénuries locales de main d'œuvre
- L'action publique en matière d'aménagement et réduction du temps de travail ; dispositifs, mesures, et incitations
- Expériences d'aménagement et réduction du temps de travail ; logiques d'usages et stratégies d'acteurs
- Négocier l'aménagement et la réduction du temps de travail : entreprises et collectivités locales
- Les expériences biographiques aux frontières de l'emploi : décrire les pratiques, comprendre les significations

*Rapporteurs* : Laurent Cordonnier, Didier Demazière

*Auteurs* : AUBREE Loïc ; BARRY Hervé ; CALCOEN Francis ; CORDONNIER Laurent ; DEBAISIEUX Christophe ; DEMAZIERE Didier ; DESREUMAUX Alain ; GALLOUJ Camal ; GERTH Klaus ; GRAAF Michaël ; GREINER Dominique ; HENGUELLE Valérie ; HÖRLING Hans ; JANY Florence ; KRIFA Hadjila ; LAMMENS Laurence ; LECLERC-OLIVE Michèle ; LEMATTRE Jean ; MANTE Bruno ; MANTE-DUNAT Marylène ; MATHIOT Pierre ; MAUROY Hervé ; NEGRONI Catherine ; REDOR Dominique ; RIBAULT Thierry ; SAIELLI Philippe ; SCHWAMBERGER Yannick ; VANEECLOO Nicolas.

- **Changements dans et de l'entreprise, travail, organisation des services et de l'industrie**

- Le travail : des modèles d'analyse économique en renouvellement
- Formation et adaptation de la main d'œuvre dans l'entreprise en changement
- Modalités d'analyse opérationnelle et stratégique de la firme

*Rapporteurs* : Christian Mahieu, Philippe Pailot

*Auteurs* : BELANGER Monique ; BOTTE Sophie ; DE LA VILLARMOIS Olivier ; DEBOURSE Jean-Pierre ; DELNESTE Bénédicte ; DIETRICH Anne ; DJELLAL Faridah ; DOKOU Gérard ; DUMOULIN Régis ; GBAKA Alfred ; GLORIEUX Nicolas ; HORN François ; LEGRAND Sophie ; LÉNÉ Alexandre ; MAHIEU Christian ; PERISSE Muriel ; POSTEL Nicolas ; SCHEER Jean-Marie ; STANKIEWICZ François ; TONDEUR Hubert.

- **Services publics, services aux personnes : métiers, performances, territoires**

- Cultures professionnelles et métiers dans les services publics
- Services publics et performances
- Modèles éducatifs : nouveaux produits, nouveaux espaces
- Services aux personnes et rapports familiaux

*Rapporteurs* : Lise Demainly, Faïz Gallouj

*Auteurs* : ADJERAD Saïd ; AUTES Michel ; BUSTREEL Anne ; BUTTE Isabelle ; CONVERT Bernard ; DEMAILLY Lise ; DERVAUX Benoît ; DICKEL Sandrine ; ESCANO G. ; FABRE Raphaële ; FRANCOIS-NOYER Valérie ; GADREY Jean ; GADREY Jean ; GADREY Nicole ; GALLOUJ Faïz ; GHEKIERE Jean-François ; GHILLEBAERT Edwige ; GUGENHEIM Francis ; JACOB Fabrice ; KERMAD Fatima ; LEIGNEL Elodie ; LELEU Hervé ; MORTAIN Blandine ; PIAM Sylvestre ; PINET Michel ; ROQUET Pascal ; SITBON Eric ; VERDIERE Juliette ; VINCKE B.

- **Discontinuités et recompositions des territoires, développement durable, qualité du cadre de vie**

- Développement local et recomposition des territoires
- Economie spatiale
- Territoire et internationalisation de l'économie
- Territoire et développement durable
- Économie du tourisme
- Espace urbain, qualité du cadre de vie et gestion des risques

*Rapporteurs* : Michel Battiau, Bertrand Zuindeau

*Auteurs* : RENARD Jean-Pierre ; MILLEQUANT François ; DELNESTE Bénédicte ; EL ASRAOUI Hassan ; MASSON Pierre ; GLON Eric ; PARIS Didier ; RENARD Jean-Pierre ; GINET Pierre ; DORMARD Serge ; JAYET Hubert ; SAIDANE Dhafer ; DELMER Sylvie ; CUNAT Federico ; DELMER Bernadette ; BREUILLARD Michèle ; TALAHITE Fatiha ; CHAUTARD Guy ; VEREECKE Jean-François ; EL ASRAOUI Hassan ; CUVELIER Pascal ; SOBRY Claude ; TORRES Emmanuel ; HERAN Frédéric ; MIGNOT Corinne ; ROUSSEL Isabelle ; SCARWELL Helga ; CALLENS Stéphane ; BUSTREEL Anne ; MORTAIN Blandine ; BUTTE Isabelle ; GHEKIERE Jean-François ; KERMAD Fatima.

- **Tensions sociales et transformations urbaines, changements politiques**

- Migrations, pratiques et rapports sociaux urbains, normativités
- Marché(s) du logement
- Politiques locales, marché et contrat
- Reclassements politiques

*Rapporteurs* : Christophe Demazière, Bruno Duriez, Frédéric Sawicki

*Auteurs* : AUBREE Loïc ; CALCOEN Francis ; DELLATETSIMA Pavlos ; DELVAINQUIERE Jean-Cédric ; DOLEZ Bernard ; DUPREZ Dominique ; FERREOL Gilles ; KOKOREFF Michel ; LASSAUX Bruno ; LAURENT Annie ; LEFEBVRE Bénédicte ; LERIQUE Florence ; MARCOU Gérard ; MOULAERT Frank ; PENTEL Alain ; PETILLON Chantal ; PRYEN Stéphanie ; SIMON Michel ; STEVENS Jean-François ; TERRIER Didier ; VERVAEKE Monique ; VILLALBA Bruno.



## CINQUIÈME PARTIE

### RAPPORT FINANCIER 1993 - 1997

#### 1. EXPLICATIONS SUR LES TABLEAUX PRÉSENTÉS

*Avertissement :*

- 1) Ce rapport financier ne porte que sur le niveau fédéral de l'IFRÉSI. Ne sont pas reportés les moyens collectifs des unités participant à la Fédération, moyens financés en particulier par le CNRS et par le Ministère de l'Enseignement Supérieur. De même, ne sont pas pris en compte les contrats dans la gestion desquels le niveau fédéral de l'IFRÉSI n'intervient pas, même lorsque ces contrats participent au programme de la fédération
- 2) Les contrats gérés au niveau fédéral correspondent à des opérations de recherche réalisées par des petits groupes de chercheurs dans le cadre à la fois du programme de la fédération et des unités constitutives de celle-ci. Lorsque les contrats sont réalisés dans le bâtiment propre de l'IFRÉSI, ils ont donné lieu depuis 1995 à un prélèvement de 4% contribuant aux frais généraux de l'IFRÉSI.

Le rapport financier comporte les tableaux suivants :

Tableau	Intitulés
1	Présentation d'ensemble des ressources intervenues au niveau fédéral (1993-1997)
2	Présentation détaillée des ressources par rubrique administrative (1993-1997)
3	Structure des dotations récurrentes (y compris Contrats de Plan État-Région)
4	Ressources spécifiques au Colloque « Villes, entreprises et société à la veille du 21ème siècle »
5	Ressources en mois de salaires pour rémunération de chercheurs étrangers en séjour de longue durée à l'IFRÉSI
6	Frais d'infrastructure et de fonctionnement (sur les ressources hors contrats et opérations scientifiques)
7	Dépenses d'équipement
8	Dépenses de vacations
9	Budget prévisionnel souhaité de la Fédération pour le prochain contrat

Les cinq premiers tableaux portent sur les ressources, les trois suivants sur les dépenses, et le dernier sur le budget prévisionnel souhaité pour le prochain Contrat. Avant de reproduire ces tableaux, sont donnés quelques explications sur la présentation effectuée et des justificatifs particuliers à propos des ressources sollicitées pour la période 1998-2001.

## 1.1. LES RESSOURCES INTERVENANT AU NIVEAU « FÉDÉRAL » DE L'IFRÉSI

Les ressources sont présentées par exercice à l'activité duquel elles correspondent.

Le tableau 1 donne une présentation d'ensemble des moyens financiers reçus au niveau fédéral de l'IFRÉSI au cours de la période 1993 - 1997 (dotations publiques de recherche et contrats).

Le tableau 2 détaille ces données par rubrique administrative pour la période 1993-1997 et permet de distinguer les ressources récurrentes (en comptant dans les ressources récurrentes les dotations de base et les ressources venant du CNRS et de la Région Nord - Pas de Calais au titre de l'application du Contrat de Plan État-Région).

Le tableau 3 globalise ces ressources récurrentes par institution d'origine et indique les parts relatives.

Le tableau 4 reprend le bilan des ressources spécifiques qui ont permis de réaliser avec le PIR-Villes l'opération collective lourde « Villes, entreprises et société à la veille du 21ème siècle ».

Le tableau 5 correspond à la rémunération des chercheurs étrangers en séjour de longue durée à l'IFRÉSI. Ces rémunérations ont des modes de gestion différents. Dans certains cas, elles apparaissent dans les comptes de l'IFRÉSI ; dans d'autres non, les salaires étant payés directement par les institutions à l'origine du financement. Pour donner des indications globales significatives, les données sont présentées en mois de salaires.

## 1.2. DÉPENSES PAR TYPE D'AFFECTATION (hors contrats et opérations scientifiques)

Le tableau 6 donne la ventilation des dépenses, par année :

- Frais d'infrastructure, tels qu'ils entrent dans la définition du CNRS (IFR1 dans le tableau)
- Frais d'infrastructure qui entrent dans la définition plus large du précédent « Quadriennal Recherche » avec le Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche (IFR1 + IFR2). À noter que pour IFR1 et IFR2, les données sont rapportées à l'année pour laquelle les dépenses ont été effectuées.
- Autres frais de fonctionnement.

Le tableau 7 donne le détail par année et par rubrique des dépenses d'équipement.

Le tableau 8 donne le détail, par année, des dépenses de vacations. A noter la forte croissance de ces dépenses à partir de 1996, en liaison avec des départs d'ITA non remplacés (Cf. pp. 298-299).

## **2. JUSTIFICATION DES MOYENS FINANCIERS DEMANDÉS POUR LA PÉRIODE 1998-2001**

Le tableau 9 indique le budget prévisionnel souhaité de la Fédération pour la période allant de 1998 à 2001. Nous présentons ci-dessous des justificatifs particuliers sur deux points.

### **2.1. DEMANDE AU MINISTÈRE CHARGÉ DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE CRÉDITS D'INFRASTRUCTURE SPÉCIFIQUES POUR LE SITE IFRÉSI**

L'IFRÉSI dispose, depuis 1990, de locaux de recherche propres (bâtiment propriété du Conseil Régional mis à disposition du CNRS pour l'IFRÉSI, avec occupation par des personnels à la fois universitaires et CNRS). Il a bénéficié, dans le cadre du Contrat antérieur de l'USTL d'une ligne spécifique le dotant en crédits d'infrastructure du Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur (au sens de l'infrastructure du Ministère) pour un montant fixé à 270 K.F. H.T. par an depuis 1992, parallèlement à la dotation de fonctionnement général du CNRS pour le site IFRÉSI.

Pour le prochain Contrat, l'IFRÉSI demande à bénéficier d'un dispositif identique ou similaire, en tenant compte de l'extension des locaux de l'IFRÉSI opérationnelle à partir de l'automne 1997 : + 600 m<sup>2</sup> SHON s'ajoutant aux 1500 m<sup>2</sup> disponibles depuis 1990. *La demande de crédits d'infrastructure au Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur présentée pour un montant de 400 K.F. H.T. par an tient compte de cette extension et d'un facteur très modéré d'actualisation des prix.*

Pour comparer les demandes présentées respectivement au MENESR et au CNRS, il faut prendre comme point de départ l'année 1995, l'IFRÉSI ayant bénéficié en 1996 et 1997 de la part du CNRS d'anticipations sur les frais liés au fonctionnement du site étendu (anticipations ayant contribué à des frais d'aménagement).

*Nota : La demande de crédits MENESR d'équipement et moyens de calcul tient compte aussi de l'extension des locaux.*

### **2.2. DEMANDE DE CRÉDITS CNRS « OPÉRATIONS SCIENTIFIQUES »**

Dans la dynamique de l'IFRÉSI, un rôle de première importance a été joué par les soutiens aux « Opérations scientifiques » de l'IFRÉSI apportés conjointement par le CNRS et le Conseil Régional Nord - Pas de Calais après inscription dans les Contrats de Plan État-Région 1989-1993 et 1994-1998. Du point de vue interne à la fédération, la préparation des demandes d'application des Contrats de Plan n'a jamais obéi à des clefs de répartition automatiques entre les équipes ou groupes de recherche, mais elle a été effectuée en fonction de projets d'opérations de recherche entrant dans un programme collectif. À partir de cette base, on a donné progressivement plus de cohérence scientifique fédérative aux recherches de financements contractuels, et on a constitué la base nationale nécessaire à l'obtention de financements européens.

Dans le Contrat de Plan État-Région Nord - Pas de Calais 1994-1998 (article 1-9), les engagements du CNRS et de la Région ont été pour chacune de ces deux institutions de 2 millions de F. H.T. La Région a, avec des crédits notifiés en 1994 et 1996, entièrement engagé les fonds correspondants. Côté CNRS, il en sera de même avec la dotation complémentaire de 150 K.F. H.T. prévue pour 1998.

Pour la période 1994-1998, les soutiens « Opérations Scientifiques » IFRÉSI ont correspondu à une moyenne annuelle de deux fois 400 K.F. H.T. Qu'il y ait ou non nouveau Contrat de Plan à partir de 1999, nous sollicitons le renouvellement d'un dispositif similaire adapté à une nouvelle période, en présentant auprès du CNRS une demande « Opérations Scientifiques » de 450 K.F. H.T. par an pour les années 1999 à 2001, sachant qu'en cas d'accord du CNRS nous souhaitons présenter une demande semblable auprès du Conseil Régional, avec, à la fois de nouveaux objectifs, et la perspective, comme précédemment, d'autres effets multiplicativeurs dans une dynamique scientifique cohérente.

Tableau 1

## Présentation d'ensemble des ressources intervenues au niveau fédéral de l'IFRÉSI (1994-1997)

Les montants sont en KF HT

ORIGINE	1 993	1994	1995	1996	1997
<b>MENESR</b>					
- Infrastructure inscrite dans le contrat antérieur (en étant spécifiquement destinée aux locaux propres de l'IFRESI)	270	270	270	265	270
- Crédits de fonctionnement hors infrastructure (déduction faite des prélevements BQR)	236	236	232	232	236
- Crédits d'équipement et moyens de calcul	150	130	150	150	150
- Action spécifiques	200		47		
<i>Sous total MENESR</i>	<b>856</b>	<b>636</b>	<b>699</b>	<b>647</b>	<b>656</b>
<b>CNRS</b>					
- Fonctionnement général	165	190	237	317	414
- Opérations scientifiques	726	400	1150	150	150
- Programmes	120	225	26	184	134
- Gros équipement					
<i>Sous total CNRS</i>	<b>1011</b>	<b>815</b>	<b>1413</b>	<b>651</b>	<b>698</b>
<b>Universités du Nord Pas de Calais (versement BQR)</b>	23	87	35	35	35
<b>Collectivités territoriales</b>					
- Région Nord Pas de Calais (Direction de la recherche)	690	1012	93	1232	75
<b>FEDER de la Communauté Européenne</b>	169	200			1000
<b>Autres (1)</b>	500				
<b>Contrats de recherche et prestations (y compris 3ème et 4ème PCRD de la CE) (2) (3)</b>	1447	959	1427	2402	1200
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4697</b>	<b>3709</b>	<b>3666</b>	<b>4967</b>	<b>3664</b>

(1) nous avons classé dans cette catégorie 500 KF HT venus certes de la DATAR, mais dans le cadre de la participation de celle-ci au PIR-Villes

(2) En 1993, ressources exceptionnelles incluant des salaires pour accueil de chercheurs étrangers dans le cadre du Programme Capital Humain et Mobilité de la Communauté Européenne

(3) Estimation provisoire pour 1997

Tableau 2

## Présentation détaillée des ressources par rubrique administrative

	Montants (en KF HT)				
	1993	1994	1995	1996	1997 (3)
<b>1 - Dotations publiques de recherche (MENESR, CNRS, Région-Dir rech, FEDER) dont</b>	<b>4546,7</b>	<b>2749,7</b>	<b>2238,9</b>	<b>2565,2</b>	<b>2463,6</b>
<b>1.1. MENESR dont</b>	<b>856,0</b>	<b>636,0</b>	<b>698,4</b>	<b>647,5</b>	<b>656,0</b>
<b>1.1.1. Dotations contractuelles dont</b>	<b>656,0</b>	<b>636,0</b>	<b>651,8</b>	<b>647,5</b>	<b>656,0</b>
<b>1.1.1.1. Infrastructure</b>	<b>270,0</b>	<b>270,0</b>	<b>270,0</b>	<b>265,3</b>	<b>270,0</b>
<b>1.1.1.2. Fonctionnement</b>	<b>236,0</b>	<b>236,0</b>	<b>231,8</b>	<b>232,2</b>	<b>236,0</b>
<b>1.1.1.3. Équipement</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>	<b>50,0</b>
<b>1.1.1.4. Informatique</b>	<b>100,0</b>	<b>80,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>1.1.2. Allocations spécifiques dont</b>	<b>200,0</b>		<b>46,6</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>1.1.2.1. Allocations globales à la Fédération</b>	<b>200,0</b>		<b>46,6</b>		
<b>1.1.2.2. Allocations sur projets particuliers</b>					
<b>1.2. Universités du NPdC (BQR et équivalent)</b>	<b>23,0</b>	<b>86,9</b>	<b>35,0</b>	<b>35,0</b>	<b>35,0</b>
<b>1.2.1. Dotations récurrentes</b>	<b>23,0</b>	<b>35,0</b>	<b>35,0</b>	<b>35,0</b>	<b>35,0</b>
<b>1.2.2. Dotations "Au coup par coup"</b>		<b>51,9</b>			
<b>1.3. CNRS dont</b>	<b>1011,4</b>	<b>815,0</b>	<b>1412,8</b>	<b>650,6</b>	<b>697,6</b>
<b>1.3.1. Dotations de base (Infrastructure)</b>	<b>165,0</b>	<b>190,0</b>	<b>237,0</b>	<b>242,0</b>	<b>276,0</b>
<b>1.3.2. Dotation de base (Fonctionnement) (1)</b>	<b>726,4</b>	<b>400,0</b>	<b>1035,6</b>	<b>232,3</b>	<b>187,6</b>
<b>1.3.3. Allocations spécifiques</b>	<b>0,0</b>	<b>100,0</b>	<b>30,0</b>	<b>75,0</b>	<b>100,0</b>
<b>1.3.4. Contrats / ATP et remontées sur ress. segm.</b>	<b>120,0</b>	<b>125,0</b>	<b>110,2</b>	<b>101,3</b>	<b>134,0</b>
<b>1.4. Région NPdC (Direction de la recherche) dont</b>	<b>690,3</b>	<b>1011,8</b>	<b>92,7</b>	<b>1232,1</b>	<b>75,0</b>
<b>1.4.1. Contrat de Plan Etat/Région</b>	<b>460,4</b>	<b>927,5</b>		<b>995,0</b>	
<b>1.4.2. Journées IFRESI, Colloque "Villes", PRC Envr.</b>	<b>37,7</b>	<b>84,3</b>	<b>92,7</b>	<b>237,1</b>	<b>75,0</b>
<b>1.4.3. Bourse d'accueil pour chercheur étranger</b>	<b>192,2</b>				
<b>1.5. Communauté Européenne (hors 4ème PCRD)</b>	<b>1466,0</b>	<b>200,0</b>		<b>0,0</b>	<b>1000,0</b>
<b>1.5.1. FEDER</b>	<b>169,0</b>	<b>200,0</b>			<b>1000,0</b>
<b>1.5.2.a Capital Humain et Mobilité (Bourses chercheurs)</b>	<b>1207,0</b>				
<b>1.5.2.b Capital Humain et Mobilité (Frais gestion pour IFRESI)</b>	<b>90,0</b>				
<b>1.6. Autres (2)</b>	<b>500,0</b>				
<b>2 - Contrats (Y compris 4ème PCRD de la Communauté Européenne)</b>	<b>150,4</b>	<b>959,4</b>	<b>1427,0</b>	<b>2401,5</b>	<b>1200,0</b>
<b>2.1. Total recherche</b>	<b>144,6</b>	<b>922,5</b>	<b>1317,2</b>	<b>2216,8</b>	<b>1107,7</b>
<b>2.2. Frais de gestion USTL</b>	<b>5,8</b>	<b>36,9</b>	<b>54,9</b>	<b>92,4</b>	<b>46,2</b>
<b>2.3. Frais de gestion IFRESI (4)</b>			<b>54,9</b>	<b>92,4</b>	<b>46,2</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4697,1</b>	<b>3709,1</b>	<b>3665,9</b>	<b>4966,7</b>	<b>3663,6</b>

(1) en incluant les soutiens au programme de l'IFRESI inscrits par le CNRS dans l'application du contrat de Plan et les remontées de crédits sur ressources globales

(2) nous avons classé dans cette catégorie 500 KF HT venus certes de la DATAR, mais dans le cadre de la participation de celle-ci au PIR-Villes

(3) situation au 30 juin 1997

(4) appliqué à partir de 1995

Tableau 3

**Structure des dotations récurrentes (y compris Contrats de Plan)****Montants en KF HT**

	<b>1993</b>	<b>1994</b>	<b>1995</b>	<b>1996</b>	<b>1997</b>	<b>de 93 à 97 (1)</b>
MENESR	<b>656,0</b> 32,3%	<b>636,0</b> 36,9%	<b>651,8</b> 26,9%	<b>647,5</b> 39,1%	<b>656,0</b> 34,8%	<b>649,5</b> 33,4%
Universités du N PdC	<b>23,0</b> 1,1%	<b>35,0</b> 2,0%	<b>35,0</b> 1,4%	<b>35,0</b> 2,1%	<b>35,0</b> 1,9%	<b>32,6</b> 1,7%
CNRS	<b>891,4</b> 43,9%	<b>590,0</b> 34,2%	<b>1272,6</b> 52,5%	<b>474,3</b> 28,7%	<b>697,6</b> 37,0%	<b>785,2</b> 40,4%
Région N PdC (Direction de la recherche) (2)	<b>460,4</b> 22,7%	<b>463,8</b> 26,9%	<b>463,8</b> 19,1%	<b>497,5</b> 30,1%	<b>497,5</b> 26,4%	<b>476,6</b> 24,5%
<b>Total =</b>	<b>2030,8</b> <b>100,0%</b>	<b>1724,8</b> <b>100,0%</b>	<b>2423,2</b> <b>100,0%</b>	<b>1654,3</b> <b>100,0%</b>	<b>1886,1</b> <b>100,0%</b>	<b>1943,8</b> <b>100,0%</b>

(1) Moyenne annuelle

(2) Ventilation sur les années d'exécution des tranches des Contrats de Plan

**Tableau 4**

**Ressources spécifiques au Colloque "Villes, entreprises et société à la veille du 21ème siècle",  
à la recherche le précédent, et à la préparation des publications en résultant**  
(recherche préparatoire en 93-94, colloque tenu en mars 94 et publications préparées en 94 et 95)

*Nota : les données de ce tableau 4 sont un sous-ensemble des données indiquées dans les tableaux 1 et 2*

	<b>1993 à 1995</b>
<b>PIR-VILLES CNRS et DATAR</b>	
DATAR dans le cadre de sa participation au Pir-Villes CNRS directement	500 000,00 F 115 000,00 F
<b>Conseil Régional Nord/Pas de Calais</b>	84 317,05 F
<b>Universités Nord Pas de Calais</b>	51 863,40 F
<b>Total</b>	<b>751 180,45 F</b>

**Tableau 5**

**Ressources en mois de salaires pour rémunération de chercheurs étrangers en séjour de longue durée à l'Ifréxi**

	Du 01-07-93 au 30-06-95
Postes rouges CNRS (PIR-VILLES)	6
Communauté Européenne (1)	38
Conseil Régional Nord/Pas de Calais (2)	10
Bourses de gouvernement étranger	19
Contrats	4
<b>Total</b>	<b>77</b>

(1) Rémunération de 38 mois de salaire pour l'accueil de chercheurs étrangers dans le cadre du programme "CEE/Capital Humain et Mobilité" pris en compte par l'IFRESI (980.839,47 Frs HT)

(2) Rémunération de 10 mois de salaire pour l'accueil d'un chercheur étranger pris en compte par l'IFRESI (228.000 Frs TTC)

Tableau 6

**FRAIS D'INFRASTRUCTURE ET FONCTIONNEMENT**  
 (sur les ressources hors Contrats et Opérations Scientifiques)

	1993	1994	1995	1996	1997 (4)
<b>INFRASTRUCTURE ET FONCTIONNEMENT</b>					
<b>1 - Locaux (1) - IFR1 (2)</b>					
Sécurité	18 810,00 F	16 973,00 F	21 825,00 F	26 500,00 F	32 400 F
Ascenseur	17 278,84 F	12 699,18 F	10 534,58 F	11 876,48 F	24 600 F
Batiment (Maintenance)	7 526,36 F	4 684,96 F	3 342,52 F	38 206,10 F	54 500 F
Batiment (Petit matériel)	8 649,16 F	11 694,78 F	23 232,19 F	9 396,89 F	17 500 F
Batiment (Aménagement)	34 767,11 F	1 217,71 F	104 800,21 F	38 330,88 F	38 000 F
Chauffe	55 286,23 F	58 858,39 F	56 603,91 F	53 132,15 F	66 000 F
Eaux	13 567,86 F	10 260,99 F	15 226,26 F	10 559,05 F	13 200 F
EDF	47 938,10 F	37 377,34 F	48 132,00 F	47 607,72 F	60 000 F
Nettoyage	73 039,36 F	77 958,04 F	72 319,44 F	77 778,94 F	96 000 F
Assurance	6 382,00 F	- F	- F	- F	
<b>Totaux 1</b>	<b>283 245,02 F</b>	<b>231 724,39 F</b>	<b>356 016,11 F</b>	<b>313 388,21 F</b>	<b>402 200 F</b>
<b>2 - Courier - téléphonie - photocopie (1) - IFR2 (3)</b>					
Location machine courrier	2 905,30 F	2 959,70 F	3 009,85 F	3 061,70 F	3 200 F
Contrat de remise et collecte	4 805,00 F	12 917,00 F	12 917,00 F	13 511,18 F	13 900 F
Affranchissement courrier	81 847,59 F	69 802,67 F	80 243,42 F	73 805,88 F	90 000 F
Maintenance Télécom	21 859,99 F	22 329,89 F	23 202,81 F	25 936,41 F	27 000 F
Téléphone	146 248,57 F	152 315,88 F	122 967,52 F	140 634,56 F	172 000 F
Liaison RENATER	21 500,00 F	21 500,00 F	21 500,00 F	21 500,00 F	21 500 F
Location Copieurs	114 170,28 F	92 365,00 F	92 365,00 F	106 114,00 F	102 250 F
Compteurs copieurs	66 389,81 F	78 956,25 F	58 117,19 F	61 329,44 F	133 667 F
Encre et papier copieurs	30 237,52 F	7 360,00 F	50 641,41 F	109 522,88 F	112 800 F
<b>Totaux 2</b>	<b>489 964,06 F</b>	<b>460 506,39 F</b>	<b>464 964,20 F</b>	<b>555 416,05 F</b>	<b>676 317 F</b>
<b>Totaux 1+2 (IFR1+IFR2)</b>	<b>773 209,08 F</b>	<b>692 230,78 F</b>	<b>820 980,31 F</b>	<b>868 804,26 F</b>	<b>1 078 517 F</b>
<b>3 - Autres dépenses de fonctionnement</b>					
Communication	4 317,74 F	- F	- F	3 714,10 F	3 800 F
Documentation	10 176,01 F	12 577,53 F	19 714,04 F	45 707,82 F	43 000 F
Formation	5 000,00 F	- F	- F	3 000,00 F	3 100 F
Frais de gestion recherche USTL	- F	- F	- F	38 945,59 F	- F
Informatique	39 012,96 F	27 866,37 F	13 129,00 F	31 103,45 F	32 000 F
Menues dépenses	4 504,26 F	2 689,19 F	2 509,40 F	1 934,93 F	2 000 F
Papeterie	65 618,24 F	31 348,52 F	46 306,78 F	23 107,80 F	24 000 F
Secrétariat	14 178,27 F	1 781,50 F	3 556,00 F	4 622,62 F	5 000 F
Réception	5 327,15 F	3 953,40 F	8 394,80 F	4 095,96 F	4 200 F
Comité scientifique	29 662,28 F	- F	10 946,20 F	- F	12 000 F
Missions	19 705,00 F	13 045,11 F	19 056,00 F	25 187,16 F	16 000 F
<b>Totaux 3</b>	<b>197 501,91 F</b>	<b>93 261,62 F</b>	<b>123 612,22 F</b>	<b>181 419,43 F</b>	<b>145 100 F</b>
<b>TOTAUX 1+2+3</b>	<b>970 710,99 F</b>	<b>785 492,40 F</b>	<b>944 592,53 F</b>	<b>1 050 223,69 F</b>	<b>1 223 617 F</b>

(1) Les sommes portées dans ce tableau sont les montants des frais d'infrastructure (IFR1 et IFR2) réellement affectables aux exercices indiqués

(2) On note IFR1 les frais d'infrastructure tels qu'ils sont définis par le CNRS

(3) On note IFR2 les autres frais d'infrastructure tels qu'ils apparaissent avec IFR1 dans la définition au sens du "Quadriennal Recherche"

(4) Budget prévisionnel (avec extension à partir de l'automne 1997)

Tableau 7

## DEPENSES D'EQUIPEMENT

EQUIPEMENT	1993	1994	1995	1996	1997 (2)
Informatique	477 522,34 F	366 465,18 F	546 715,25 F	510 420,29 F	555 000,00 F
logiciels	81 933,61 F	20 639,22 F	71 901,22 F	35 500,00 F	45 000,00 F
Reseau	167 832,38 F	47 350,28 F	30 001,00 F	39 695,00 F	70 000,00 F
Communication	- F	- F	- F	8 393,50 F	
Impression	- F	22 000,00 F	57 325,00 F	- F	
Mobilier	63 246,50 F	6 558,65 F	86 426,60 F	95 700,93 F	500 000,00 F
Secrétariat	38 546,78 F	- F	- F	18 000,00 F	10 000,00 F
Receptions	22 369,02 F	- F	- F	- F	
Telephone	29 568,27 F	- F	156 785,00 F	154 165,00 F	20 000,00 F
<i>Totaux équipement bruts</i>	<i>881 018,90 F</i>	<i>463 013,33 F</i>	<i>949 154,07 F</i>	<i>861 874,72 F</i>	<i>1 200 000,00 F</i>
<i>Equipement 95-97 (1)</i>			<i>500 000,00 F</i>	<i>250 000,00 F</i>	<i>250 000,00 F</i>
<b>Totaux équipement corrigé</b>	<b>881 018,90 F</b>	<b>463 013,33 F</b>	<b>449 154,07 F</b>	<b>1 111 874,72 F</b>	<b>1 450 000,00 F</b>

(1) Répartition sur 95, 96 et 97 d'une dotation pluriannuelle du CNRS

(2) Budget prévisionnel

Tableau 8

## DEPENSES DE VACATIONS

VACATIONS	1993	1994	1995	1996	1997 (2)
<b>Totaux</b>	<b>20 348,98 F</b>	<b>22 249,43 F</b>	<b>50 310,26 F</b>	<b>144 660,69 F</b>	<b>145 000,00 F</b>

Tableau 9

**Budget prévisionnel souhaité de la Fédération pour le prochain contrat  
(Demandes présentées)**

les montants sont en KF HT

ORIGINE	1998	1999	2000	2001
<b>MENESR</b>				
- Demande de crédits d'infrastructure MENESR sur les locaux propres de l'IFRESI (Comportant une extension courant 1997)	400	400	400	400
- Demande de crédits de fonctionnement MENESR	260	260	260	260
- Demande de crédits d'équipement MENESR	200	200	200	200
<b>CNRS</b>				
- Fonctionnement général	358	365	372	380
- Opérations scientifiques	150	450	450	450
- Programmes	200	200	200	200
- Gros équipement				
<b>Sous total CNRS</b>	<b>708</b>	<b>1015</b>	<b>1022</b>	<b>1030</b>
<b>Autres partenaires de la recherche ou partenaires de la contractualisation</b>				
- Universités du Nord Pas de Calais (proposition pour convention de renouvellement de l'Ifrési)	35	35	35	35
- Collectivités territoriales				
- Région Nord Pas de Calais dans l'hypothèse d'un dispositif renouvelant avec de nouveaux objectifs le Contrat de Plan 1994-1998		450	450	450
- Contrats	1300	1300	1300	1300
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2903</b>	<b>3660</b>	<b>3667</b>	<b>3675</b>





